L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire souhaite à tous les drummondvillois et drummondvilloises une Bonne, Heureuse et Prospère Année.

INITIALES DU MAIRE
79
INITIALES DU GREFFIER

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, la prochaine séance régulière du Conseil est fixée au lundi, 9 janvier 1984 à 20 heures.

Son Honneur le Maire déclare que l'assemblée est levée.

.....
Greffier.

.....
Maire.

* * * * *

9 janvier 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 9 janvier 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Jean-Paul Généreux, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

1/1/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la 1ère séance spéciale du 27 décembre 1983 tenue à 20 heures (traitant du budget 1984); il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

2/1/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la 2e séance spéciale du 27 décembre 1983 tenue à 20 heures (traitant du programme triennal d'immobilisations); il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M
80
INITIALES DU GREFFIER

3/1/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 27 décembre 1983; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que ci-après amendé, soit:

1° la résolution no. 953/12/83 doit être modifiée de façon à ce que Mme Francine Ruest-Jutras en soit le proposeur et M. Edward St-Pierre, le secondeur;

2° la résolution no. 992/12/83 doit être modifiée de façon à ce que M. Denis Savoie en soit le proposeur et M. Edward St-Pierre, le secondeur;

les autres items du procès-verbal étant adoptés tels que rédigés.

ADOPTÉ

4/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information par Son Honneur le Maire

Son Honneur le Maire remet à M. Hervé Savoie, président du Regroupement des Citoyens de Drummondville Inc., un document relatif à la politique de tarification établie par les Services récréatifs et communautaires pour l'année 1984-1985.

M. Hervé Savoie se déclare satisfait du document.

5/1/84

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- VENTE DU LOT 124-239 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION MARTIN & MARTIN INC. 915 Godbout Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier-adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à la présente vente.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Lecture est faite d'une lettre provenant de M. Richard Renaud 260 St-Edouard, app. 4, Drummondville. M. Renaud veut souligner aux membres du Conseil tout le travail effectué par M. Ovila Renaud, ex-maire du Village de St-Joseph, ainsi que tout le dévouement dont il a fait preuve pendant ses années de service. M. R. Renaud fait part au Conseil qu'il serait tout à fait normal qu'après avoir tant donné, M. Ovila Renaud soit honoré en nommant les terrains du marché municipal, de l'édifice Thomas-Louis-Gauthier et les terrains contigüs "Place Ovila Renaud".

M. Robert Lafrenière s'engage à transmettre au comité de toponymie, sur lequel il siège, cette lettre pour étude et recommandation.



Par la même occasion, M. Jean-Marie Boisvert mentionne qu'une autre personne s'est illustrée dans le quartier St-Joseph, soit M. Gérard Perron, et qu'il serait bon que le nom de ce dernier soit aussi transmis au comité de toponymie pour étude et recommandation.

- Lecture est donnée d'une lettre de Mme Lucie Grisé, 89 rue St-Marcel, Drummondville.

  Comme la Ville de Drummondville se prépare à dispenser les services de sécurité publique à la corporation municipale de St-Nicéphore et que cela pourrait nécessiter l'engagement de policiers supplémentaires, Mme Lucie Grisé soumet sa candidature.

  Cette demande est transmise au directeur du Service du personnel, ainsi qu'au directeur du Service de la sécurité publique et sera traitée au mérite.

- Lecture est faite d'une lettre envoyée par Mme Sandra Macdonald, conseillère en politique, arts et culture pour le cabinet du ministre des Communications, M. Francis Fox. Mme S. Macdonald fait état de la lettre envoyée par la Ville de Drummondville à M. Francis Fox lui faisant part de ses inquiétudes concernant la fermeture des bureaux régionaux de l'Office national du film (ONF) à Trois-Rivières. Mme S. Macdonald rassure les membres du Conseil en leur précisant que l'ONF est en réorganisation mais que compte tenu de sa vocation culturelle importante, il ne pourra subir de changement majeur sans que toutes les conséquences en aient été sérieusement étudiées.

  Le Conseil prend bonne note de cette lettre.

6/1/84 - Lecture est donnée d'une lettre en provenance de M. Bertrand Rousseau, directeur de la Société des jeux du Québec Inc. M. B. Rousseau annonce aux membres du Conseil qu'ils recevront d'ici le 20 février 1984 toutes les informations nécessaires pour que la Ville puisse poser sa candidature afin de recevoir la tenue d'une finale soit à l'hiver 1986, soit à l'été 1987.

  M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, propose la formation d'un comité composé de MM. J.-Bruno Smith, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, conseillers. Il sera primordial pour le comité de connaître les implications monétaires du projet, ainsi que de voir à ce qu'il n'y ait pas de conflits entre ces activités et la tenue du Tournoi International de Hockey Midget et le Festival Mondial de Folklore de Drummondville.

  ADOPTÉ

- Lecture est faite d'une lettre de M. Michel Cardin, président de l'ensemble vocal Les Argentins, C.P. 211, Drummondville. M. M. Cardin remercie le Conseil d'avoir accordé à leur groupe ayant déjà 16 ans d'existence, une subvention de 500,00 $ à partir des sommes attribuées par le programme national de soutien aux activités de loisir municipal. Il invite également les membres du Conseil à assister à leur prochain concert annuel, soit les 13, 14 et 15 avril prochain.

7/1/84 - Lecture est donnée d'une lettre provenant de M. Denis Lauzon "promoteur de la lutte" pour Professionnels de la lutte du Québec Inc., 260 rue St-Jean, Drummondville. M. D. Lauzon demande au Conseil de lui accorder l'exclusivité des programmes de lutte à Drummondville pour une 5e année consécutive.

INITIALES DU MAIRE
82
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que cette lettre soit acheminée aux Services récréatifs et communautaires pour étude et recommandation.

ADOPTÉ

8/1/84 - Lecture est faite d'une lettre provenant de Mme Andrée Donais pour l'école de danse Andrée Donais, 436 F St-Pierre, Drummondville. Mme A. Donais demande une résolution du Conseil lui permettant d'inclure aux services déjà offerts par son entreprise un "bar". Cette résolution est nécessaire pour entreprendre les démarches auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette demande soit d'abord acheminée au Comité consultatif d'urbanisme, pour étude et recommandation.

ADOPTÉ

9/1/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 24 décembre 1983 au 9 janvier 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 710 726,93 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

10/1/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les mutations de propriétés portant les numéros 12 433 à 12 515 inclusivement soient acceptées.

ADOPTÉ

11/1/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- SYSTÈME DE SON DU CENTRE MARCEL DIONNE

Soumissionnaires	Prix	Caractéristiques
. LUMILAB INC. 6995, 7e Avenue Est Charlesbourg	15 688,00 $	Non conforme
. RCA INC., services commerciaux 375 Décarie Montréal	24 190,74 $	Plus bas conforme
. SOLOTECH INC. 4235 Iberville Montréal	35 005,66 $	Conforme

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la soumission présentée par la compagnie RCA Inc. soit acceptée.

ADOPTÉ

12/1/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint,

soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec le Bureau du tourisme et des congrès de Drummondville, protocole dont le Conseil a pris connaissance et dont Mme Francine Ruest-Jutras trace les grandes lignes.



ADOPTÉ

13/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que MM. Denis Savoie et Michel Binet soient délégués au colloque de l'Association québécoise des agents en bâtiments qui se tiendra les 22, 23, 24 et 25 mai 1984. Le thème du colloque est: "L'agent du bâtiment dans l'organisation municipale". Dans le cas où M. Denis Savoie serait dans l'impossibilité d'y assister, un remplaçant sera nommé.

ADOPTÉ

14/1/84

ATTENDU QUE par sa résolution no. 936-83, la Société d'Habitation du Québec a autorisé les crédits supplémentaires suivants pour l'Office municipal d'habitation de Drummondville:

No. de référence	Description	Montant
155-04-4137-002 (St-Louis, Manseau)	Réfection des balcons	15 000 $
155-04-4137-003 (8e et 9e Avenue)	Remplacement d'allèges et modification des ventilateurs de toit	3 300 $
555-04-4137-005 (De Boucherville)	Pose de tourbe et remplacement de pierre concassée par de l'asphalte	2 250 $
555-04-4137-006 (Cockburn)	Ventilation des locaux administratifs	8 000 $

ATTENDU QU'en vertu de la convention d'exploitation tripartite, l'autorisation de ce budget supplémentaire demeure assujettie aux approbations de la Ville et de l'Office municipal d'habitation de Drummondville;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que l'autorisation de crédits supplémentaires pour le financement des travaux décrits ci-dessus soit acceptée.

ADOPTÉ

15/1/84

ATTENDU QUE 2 membres du Comité consultatif d'urbanisme, soit Mme Yolande Allard et M. Gilles Gaudreau, ont terminé leur terme et que leur poste doit être comblé;

ATTENDU QUE cette nomination pour un terme de 2 ans est renouvelable;

ATTENDU QUE ces 2 personnes sont consentantes à siéger sur ledit comité pour un nouveau terme de 2 ans;

ATTENDU QUE Mme Yolande Allard et M. Gilles Gaudreau ont effectué un très beau travail à l'intérieur dudit comité;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que Mme Yolande Allard et M. Gilles Gaudreau soient nommés pour siéger et occuper un poste sur le Comité consultatif d'urbanisme pour un nouveau terme de 2 ans.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M. 84 INITIALES DU GREFFIER

16/1/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que les services profesionnels de M. Alonzo Malouin, évaluateur agréé, soient retenus pour fournir l'expertise nécessaire dans le dossier d'expropriation de Dame Emilienne Dupont-Hébert (secteur P.A.A.T. II, La Coulée).

ADOPTÉ

17/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels de Me Roger Blais soient retenus pour représenter la Ville et intenter des procédures judiciaires en recouvrement de montants dus par M. Gérald Ruel. Ces redevances sont des pénalités imposées à M. Gérald Ruel pour son retard à construire certains immeubles, tel que clairement stipulé aux contrats de vente intervenus entre la Ville et M. Gérald Ruel.

ADOPTÉ

18/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les services professionnels de Me Michel Houle soient retenus pour intenter des procédures judiciaires en réclamation pour des dommages causés par la compagnie Triad Créations Ltée de Drummondville. Il s'agit de déversements industriels ayant endommagé des équipements municipaux.

ADOPTÉ

19/1/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un contrat avec Récupération Cascades Inc. concernant l'entretien et la surveillance du dépotoir municipal situé à St-Nicéphore. Ce contrat sera un prolongement du contrat signé avec le même entrepreneur le 3 février 1982, sauf que le montant de 1 320,00 $ payable mensuellement sera augmenté à 1 484,00 $.

Cette résolution abroge et remplace la résolution no. 48/1/83.

ADOPTÉ

20/1/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que les tarifs payables pour l'utilisation du dépotoir en 1984 par tout résidant d'une municipalité qui n'est pas partie à une entente avec la Ville de Drummondville pour l'utilisation en commun du dépotoir, soient augmentés d'approximativement 6% et soient établis comme suit:

- Remorque attachée à une automobile:	5,50 $
- Camion 4 roues, deux essieux:	8,50 $
- Camion 6 roues, deux essieux:	11,00 $
- Camion 10 roues, trois essieux:	
. matières lâches	22,00 $
. matières comprimées	26,50 $
- Camion d'une capacité de 24 verges	
. matières lâches	26,50 $
. matières comprimées	32,00 $
- Camion d'une capacité de 25 verges ou plus	
. matières lâches	32,00 $
. matières comprimées	37,00 $

Ces montants seront recueillis par le responsable de l'entretien du dépotoir et la Ville lui versera 50% des sommes perçues.

La présente résolution abroge et remplace à toutes fins que de droit les résolutions nos 49/1/83 et 120/2/83.

INITIALES DU MAIRE S.M.
85
INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

21/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec le Drummond Sports Inc. concernant l'opération du bar au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

22/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. concernant l'utilisation d'heures de glace au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

23/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. concernant l'opération du restaurant au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

24/1/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. concernant l'opération du pro-shop au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

25/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville Inc. et Drummond Sports Inc. concernant la location de la glace au Centre Marcel Dionne.

ADOPTÉ

Période de questions relatives aux affaires municipales de Drummondville

Monsieur le Maire Serge Ménard demande à M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, de produire le rapport sur les opérations de déneigement préparé par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics.

M. Lesage, à l'aide du rapport, brosse un tableau succinct des opérations de déneigement depuis le début de l'hiver 1983-1984 en faisant comparaison avec l'hiver 1982-1983 et en soulignant les difficultés recontrées (ex: 80 cm de pluie en 24 heures,

INITIALES DU MAIRE L.M. 86 INITIALES DU GREFFIER

gel rapide de cette eau, tempêtes qui se sont succédé rapidement). A cause de ces difficultés, de nombreux et longs efforts durent être faits, de longues heures ont été travaillées par le personnel et l'équipement de la Ville, ainsi que par les entrepreneurs privés engagés. Si bien que le budget de neige pour l'hiver 1983-1984 est déjà entamé de près des 2/3.

Le conseiller Lindor Letendre fait état du merveilleux travail effectué par le Service des travaux publics, ainsi que les entrepreneurs privés engagés pour déneiger la ville et empêcher le plus possible les désagréments. Il mentionne également que des efforts devront être faits dans un proche avenir pour ne pas défoncer le budget de neige 1983-1984.

Le conseiller Jean-Paul Généreux mentionne que le déneigement devrait être terminé dans les 3 ou 4 prochains jours si aucune précipitation ne s'abat sur la ville.

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, déclare avoir eu des plaintes des marchands du centre-ville pendant le temps des fêtes. Elle insiste sur le fait que le centre-ville constitue un secteur névralgique de la ville et que son déneigement rapide est de toute première importance.

MM. Jean-Marie Boisvert et Lindor Letendre, conseillers, mentionnent que certaines villes ont pris entente avec leurs propriétaires pour dégager leurs entrées ou ramasser la neige dans les rues, moyennant une certaine compensation. M. Boisvert invite la population à lui faire part de leurs commentaires relativement à la possibilité d'instituer cet état de chose à Drummondville. M. Lindor Letendre renchérit en déclarant qu'une consultation approfondie s'impose avant de mettre en place à Drummondville un tel système.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D., 2070 Terrasse Messier, Drummondville

Question 1 - M. H. Savoie fait certains commentaires sur le déneigement et demande où sont les surplus affectés au budget de neige lorsqu'il y en a?

Réponse: M. Lindor Letendre répond que ces argents retournent à l'administration générale et servent pour l'année suivante.

Question 2 - M. H. Savoie veut savoir quel genre d'équipement municipal a été endommagé par Triad Créations Ltée?

Réponse: Les tuyaux d'égouts desservant la compagnie.

Question 3 - Les nouveaux protocoles d'entente avec Drummond Sports Inc. comprennent-ils des augmentations de revenus?

Réponse: M. Edward St-Pierre mentionne que l'ensemble des protocoles d'entente soit avec le Drummond Sports Inc., soit avec les municipalités partenaires, ou autres organismes, totalise plus de 700 000 $ en revenus et qu'à chaque fois qu'une augmentation des frais d'opération survient, les tarifs et protocoles d'entente sont renégociés en tenant compte de ces augmentations.

Question 4 - M. H. Savoie donne lecture des salaires des premiers ministres des provinces canadiennes et tente de dresser un parallèle avec le salaire des cadres de la Ville de Drummondville.

Réponse: Monsieur le Maire précise que la décision d'accorder 3% au personnel non syndiqué de la Ville a été longuement réfléchie et qu'elle apparaît très bonne surtout si on considère que de nombreuses villes ont accordé des augmentations de 6 et 7%.

M. Edward St-Pierre souligne que M. Savoie a parlé des salaires des premiers ministres mais qu'il a omis de parler de leurs comptes de dépenses, ce qui est très important dans la rémunération accordée à cesdits premiers ministres.



Question 5 - Est-ce que dans les 36 000 000 $ de dettes de la Ville, le collecteur Mercure et l'usine de traitement d'eau sont inclus? Si oui, pourquoi augmenter la taxe à Drummondville en 1984, vu que le remboursement ne doit s'effectuer qu'en 1985?

Réponse: Les règlements d'emprunt du collecteur Mercure et de l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau sont inclus aux 35 950 000 $ de dettes de la Ville. Les remboursements pour le collecteur et l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau ne débuteront qu'avec le commencement des travaux. En 1984, un remboursement de tout près de 6 000 000 $ sera fait sur la dette de la Ville: 1 950 000 $ sur le capital
4 000 000 $ en intérêts.

- Intervenant: M. Denis Lemire, 176 - 16e Avenue, Drummondville.

Question 1 - Serait-il possible de poser des affiches, 4 à 6 heures à l'avance, lorsque le déneigement d'une artère de la ville est prévu surtout pendant le temps des fêtes?

Réponse: Lorsque le déneigement est fait pendant la journée, des affiches sont posées aux endroits concernés. Pendant la nuit, le règlement interdisant le stationnement des véhicules automobiles dans les rues ou places publiques (stationnements publics) entre minuit et 6 heures, fait disparaître la nécessité de déployer des affiches pour aviser les citoyens qu'une opération de déneigement est en cours. Bien entendu, cette façon de faire peut être remise en cause.

Question 2 - Est-il nécessaire de déplacer la neige avec les "graders" avant de la souffler?

Réponse: Nos souffleuses ne sont pas assez fortes pour souffler les bancs de neige compactée et gelée comme ceux que nous avons cet hiver. Conséquemment les grues ameublissent cette neige et rendent l'opération de soufflage possible.

Question 3 - Lors d'une opération de déneigement, y a-t-il des priorités?

Réponse: Un plan de déneigement est accepté chaque année par le Conseil. Ce plan comprend toutes les zones d'intervention et précise les priorités. Cependant lors de chutes de neige importantes et répétées, comme celles que nous avons connues cet hiver, les priorités peuvent changer malgré toute la bonne volonté mais tous les efforts sont faits pour que la circulation en ville soit le moins possible perturbée.

Question 4 - Y a-t-il des stationnements privés qui sont dégagés par les équipements de la Ville?

Réponse: Oui, certains propriétaires de stationnements privés ont conclu des ententes avec la Ville pour permettre à l'ensemble des citoyens d'avoir accès à ces aires de stationnement. En échange, la Ville effectue le déneigement.

INITIALES DU MAIRE S.M.
88
INITIALES DU GREFFIER

Question 5 - M. D. Lemire mentionne qu'à certaines occasions les camionneurs artisans lors des opérations de déneigement ne font pas tout leur possible pour empêcher que la circulation soit perturbée.

Réponse: Le Conseil s'explique mal ce fait, mais en prend bonne note.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.
2070 Terrasse Messier, Drummondville

Question - N'est-ce pas gaspiller l'argent des contribuables que d'enlever la neige, par tracteur, entre les arbres sur la bande médiane de la rue Terrasse Messier?

Réponse: Ceci fait suite à des recommandations du Service de la sécurité publique. C'est simplement une mesure de sécurité.

- Intervenant: M. Michel Lemire, 186 - 13e Avenue, Drummondville

Question - M. M. Lemire se plaint du déneigement qui est fait devant chez lui. Il voudrait savoir à qui s'adresser pour que la situation change.

Réponse: M. M. Lemire est invité à rencontrer M. Michel Lesage après l'assemblée pour lui donner plus de détails.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, la prochaine séance régulière du Conseil est fixée au lundi, 23 janvier 1983 à 20 heures.

Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

* * * * *

23 janvier 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 23 janvier 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

26/1/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 9 janvier 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

INITIALES DU MAIRE S.M. 89 L.T. INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

27/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé avec l'addition des items suivants:

44A. Rencontres (M. Gilles St-Martin).

44B. Tournoi International de Hockey Midget et Jeux du Québec (M. Edward St-Pierre).

ADOPTÉ

28/1/84

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- VENTE DU LOT P.126-279 - P.A.A.T. III

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION BUGÈRE INC. 905 rue Du Palais St-Hyacinthe	10,23 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

29/1/84 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre qui indique que les 27 et 28 avril 1984, près de 200 étudiants de la Faculté de Droit de l'Université de Sherbrooke tiendront à Drummondville plusieurs activités dont le bal des finissants. Le Bureau du tourisme et des congrès collaborera pour rendre agréable le séjour de nos visiteurs.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que Son Honneur le Maire adresse une lettre aux membres du comité responsable de ces activités pour les féliciter d'avoir choisi Drummondville comme site et les informer qu'il sera disponible lors de cet évènement afin de les accueillir à titre de maire.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire accepte avec plaisir ces deux suggestions.

30/1/84 - Lecture est donnée d'une requête signée par plus de 150 personnes résidant sur le boulevard Jean-de-Brébeuf, demandant au Conseil de revenir à la formule de déblaiement de la neige utilisée durant les années 1981 et 1982, soit l'entassement de cette neige sur le terre-plein du centre de cette artère.

INITIALES DU MAIRE
90
INITIALES DU GREFFIER

Le Conseil prend également connaissance d'une requête signée par 40 résidants du boulevard Garon demandant que le déblaiement de la neige sur cette artère se fasse de la même façon que durant les années antérieures.

Invité par Son Honneur le Maire à prendre la parole à titre de président du Comité des travaux publics, le conseiller Lindor Letendre explique que le nouveau mode de déblaiement de la neige utilisé depuis le début du présent hiver, a pour but d'améliorer la sécurité des citoyens et de protéger les arbres qui ornent les terre-pleins des boulevards. Les contribuables ne cessent d'exprimer leur désaccord et le Conseil peut ordonner que le déblaiement se fasse comme par les années antérieures.

Considérant que depuis le début de l'hiver 1983-1984, les citoyens du boulevard Jean-de-Brébeuf, du boulevard Garon et de la 111e Avenue ont souvent revendiqué de modifier la façon de procéder pour déblayer la neige; il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que sur les trois (3) boulevards précités, le déblaiement de la neige se fasse comme par les années antérieures soit en utilisant les terre-pleins.

ADOPTÉ

31/1/84 - Lecture est donnée d'une lettre de M. Oméril Boucher qui suggère au Conseil de profiter du plan de relance du gouvernement provincial pour demander au ministre des Transports de débloquer les argents nécessaires pour prolonger à partir de Drummondville vers Sorel le tronçon de la route 55, vers Trois-Rivières le tronçon de la route transquébécoise et vers Granby une nouvelle route rapide. L'amélioration du réseau routier dans ces trois axes serait favorable au développement commercial et industriel de Drummondville.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la lettre de M. Oméril Boucher soit transmise au ministre des Transports du Québec, M. Michel Clair, avec prière d'y apporter une sérieuse considération.

ADOPTÉ

Le conseiller Edward St-Pierre félicite M. Oméril Boucher pour ses suggestions et l'intérêt qu'il porte aux affaires municipales de la Ville de Drummondville depuis la fin d'octobre 1983 par son assistance aux assemblées du Conseil et par les dossiers qu'il a soumis aux dirigeants municipaux au cours des derniers mois.

- Mme Nicole Pelletier, directrice générale de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond, dans une lettre datée du 11 janvier 1984, confirme qu'un comité de la Chambre se propose de se faire le parrain et le promoteur de la construction d'un foyer d'hébergement pour handicapés chroniques mentaux, proposée par M. Oméril Boucher.

Son Honneur le Maire souligne la présence dans la salle du président de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond et le prie de transmettre les remerciements du Conseil aux personnes qui s'intéressent au projet de la construction d'un foyer d'hébergement pour personnes mentalement handicapées.

32/1/84 - Le Centre de loisirs métropolitain pour handicapés visuels demande l'autorisation de solliciter de porte en porte dans notre ville durant une semaine de l'année 1984, dont le choix est laissé au Conseil.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le Conseil refuse

cette demande et que les autorisations de solliciter de porte en porte soient réservées uniquement aux organismes locaux qui sont déjà très nombreux.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M. 91 K.B INITIALES DU GREFFIER

Le conseiller Edward St-Pierre est d'avis que les demandes de souscriptions populaires provenant de l'extérieur de la ville devraient être examinées par le Service de la sécurité publique avant l'émission d'un permis.

Le conseiller Robert Lafrenière explique que la Ville a adopté une réglementation prévoyant qu'un permis pour la sollicitation doit être émis au nom d'une personne physique seulement et non pas au nom d'organismes qui pourraient embaucher plusieurs solliciteurs pour les mêmes fins.

- La Société pour les enfants handicapés du Québec sollicite la permission de tenir une quête publique au cours de la fin de semaine du 26 mai 1984.

  Son Honneur le Maire demande au greffier d'écrire à la Société pour les enfants handicapés du Québec pour obtenir la liste des jeunes drummondvillois qui reçoivent de l'assistance de cet organisme.

  Le conseiller Denis Savoie insiste sur le fait que notre population est très fréquemment sollicitée par les organismes du milieu et que le nombre des collectes populaires a atteint un point de saturation suffisant pour limiter les autorisations aux organismes du milieu.

  La Ville de Drummondville pourrait s'enquérir, auprès de l'Office des personnes handicapées dont le siège est à Drummondville, sur les retours locaux des collectes faites par la Société pour les enfants handicapés du Québec.

33/1/84 - M. Léo-Paul Campagna demande qu'une enseigne autorisant le stationnement durant une période de 60 minutes en face du 15 rue St-Louis soit modifiée pour limiter à 30 minutes la durée du stationnement.

  Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que cette demande soit transmise au comité de circulation pour étude.

ADOPTÉ

- Lecture est donnée de deux (2) lettres de l'Association des marchands d'automobiles de Drummondville Inc. qui indiquent que les membres de cette corporation s'objecteront à tout changement de zonage sur le boulevard St-Joseph, entre la rue St-Pierre et le pont de la rivière Noire.

  M. Denis Savoie, président du comité de l'aménagement du territoire, déclare que si le Conseil prend la décision de proposer une modification au règlement de zonage dans ce secteur, il le fera publiquement par le dépôt d'un projet de règlement qui sera soumis aux procédures normales, savoir: une séance d'information publique, l'adoption d'un règlement qui ne pourra entrer en vigueur qu'avec l'approbation des contribuables ayant droit de se prononcer sur la valeur de ce règlement.

34/1/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 7 janvier au 1er février 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 088 561,08 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
92
INITIALES DU GREFFIER

35/1/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond pour l'année 1984.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que cette convention correspond dans l'ensemble à la convention de l'année 1983, qu'elle prévoit une subvention de 36 000 $ payable en deux (2) versements, que la Chambre de Commerce paiera à la Ville un loyer de 2 400,00 $ et qu'elle verra à l'entretien normal des locaux qu'elle occupe. La Chambre de Commerce travaille en étroite collaboration avec la Ville et c'est pour cette raison que cette dernière lui fournit un local adéquat à un prix modéré en plus d'une subvention satisfaisante pour opérer efficacement.

36/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le Village Québécois d'antan; cette convention prévoyant une subvention de 20 000 $ qui sera consacrée à la promotion publicitaire du Village, une contribution de 7 000 $ pour la réalisation de travaux d'immobilisations et une somme additionnelle de 2 500 $ pour soutien à l'opération des activités courantes du Village.

ADOPTÉ

37/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que M. Jean-Paul Généreux, conseiller, soit délégué au congrès de l'Association des techniques de l'eau du Québec qui se tiendra à Québec les 7, 8 et 9 mars 1984.

ADOPTÉ

38/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que M. Serge Ménard, maire, Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. Jean-Paul Généreux et Jean-Marie Boisvert, conseillers, et Me Jacques Dionne, conseiller juridique, soient délégués à la réunion régionale de la région 5 de l'Union des municipalités du Québec qui aura lieu le mardi, 31 janvier 1984, à l'hôtel de ville de Bécancour.

ADOPTÉ

39/1/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, soit autorisée à représenter la Ville de Drummondville au Conseil régional de la culture Mauricie, Bois-Francs, Centre du Québec et que la Ville défraie une cotisation de 10,00 $ pour l'année 1984.

ADOPTÉ

40/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville de Drummondville paie sa cotisation annuelle au Conseil régional de développement de la région administrative 04 (CRD-04) pour la période du 1er novembre 1983 au 1er novembre 1984, au prix de 0,06 $ per capita (37 000 x 0,06 $).

Il est également résolu que M. Gilles St-Martin, conseiller, soit délégué comme représentant de la Ville de Drummondville au Conseil régional de développement de la région administrative 04.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
93
INITIALES DU GREFFIER X.B.

41/1/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que M. Robert Yergeau soit autorisé à suivre le cours #2 de l'Atelier de formation en rénovation des habitations qui portera sur la rédaction de devis et l'estimation des coûts. Ledit cours se donnera à Lachine du 19 au 24 février 1984.

ADOPTÉ

42/1/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Pavage Drummond Inc.:

1. Un morceau de terrain de figure trapézoïdale, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-un (Ptie 281) du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une autre partie du lot 281 (rue), vers le sud-est par une partie du lot 282 ci-dessous décrit en deuxième lieu, vers le sud-ouest par le lot 281-23 et vers le nord-ouest par une autre partie du lot 281.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 2019 au plan annexé à la description technique datée du 24 avril 1981 (Minute 2127, Répertoire 4124) et situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 281 et 282 avec la ligne nord-est du lot 281-23; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (269°29'31") suivant la ligne nord-est du lot 281-23, une distance de quarante-sept mètres cinquante-cinq centièmes (47,55 m) jusqu'au point 2020; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré zéro minute quarante-trois secondes (0°00'43"), une distance de cinquante mètres soixante-cinq centièmes (50,65 m) jusqu'au point 2028; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31") en suivant la ligne sud-ouest de la rue projetée et située dans une partie du lot 281, une distance de quarante-sept mètres cinquante-huit centièmes (47,58 m) jusqu'au point 2029; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingt degrés trois minutes zéro seconde (180°03'00") en suivant la ligne de division entre les lots 281 et 282, une distance de cinquante mètres soixante-cinq centièmes (50,65 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de deux mille quatre cent neuf mètres carrés et un dixième (2409,1 m²).

2. Un morceau de terrain de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-deux (Ptie 282) du rang IV du cadastre officiel du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est et vers l'est par une autre partie du lot 282 (rue), vers le sud-est par le lot 282-4 (rue Sigouin), vers le sud-ouest par le lot 282-7 et vers le nord-ouest par une partie du lot 281.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 2015 au plan annexé à la description technique datée du 24 avril 1981 (Minute 2127, Répertoire 4124) et situé à l'intersection de la ligne

INITIALES DU MAIRE
94
INITIALES DU GREFFIER

nord-ouest du lot 282-4 (rue Sigouin) avec la ligne nord-est du lot 282-7; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (269°29'31") en suivant la ligne nord-est du lot 282-7, une distance de vingt-trois mètres dix-sept centièmes (23,17 m) jusqu'au point 2019; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré trois minutes zéro seconde (0°03'00") suivant la ligne de division entre les lots 281 et 282, une distance de cinquante mètres soixante-cinq centièmes (50,65 m) jusqu'au point 2029; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31"), une distance treize mètres quatre-vingt-onze centièmes (13,91 m) jusqu'au point 2031; de là, dans une direction conventionnelle de cent trente-quatre degrés quarante-cinq minutes sept secondes (134°45'07"), une corde de douze mètres quatre-vingt-dix-neuf centièmes (12,99 m) sous-tendant un arc de quatorze mètres quarante-cinq centièmes (14,45 m) mesuré le long d'un rayon de neuf mètres quatorze centièmes (9,14 m) jusqu'au point 2030; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingt degrés zéro minute quarante-trois secondes (180°00'43") suivant la ligne nord-ouest du lot 282-4 (rue Sigouin), une distance de quarante-et-un mètres quarante-trois centièmes (41,43 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de mille cent cinquante-quatre mètres carrés et trois dixièmes (1154,3 m²).

Les dimensions et la superficie indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 24 avril 1981, portant le numéro de répertoire 4124 et le numéro de minute 2127; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite pour le prix de cinq mille sept cent un dollars et quarante-quatre cents (5 701,44 $), soit 1,60 $ le mètre carré, payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente. La Ville reconnaît avoir déjà reçu la somme de cinq cent soixante-dix-neuf dollars et trente-trois cents (579,33 $) sur ce montant, dont quittance pour autant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant un ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus douze mois de la date de signature du contrat, un entrepôt dont l'emprise sera d'environ mille cinq cents pieds carrés (1 500 p.c.).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire André Jean; lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le ministère des Affaires municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par les présentes autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

43/1/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que des remerciements soient adressés au Club Lions de Drummondville:

1- pour un don de 3 000 $ fait au Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain qui servira à l'achat de matériel et de livres destinés aux personnes non-voyantes;

2- pour le don d'un appareil Visuart au Service de la sécurité publique qui permettra aux personnes handicapées visuellement de communiquer par téléphone avec le Service de la sécurité publique;

3- pour avoir accepté de verser aux handicapés visuels les profits qui découleront des recettes perçues lors d'un concert donné à Drummondville par l'orchestre de la Gendarmerie Royale Canadienne.

ADOPTÉ

44/1/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que M. Charles Parenteau soit engagé comme policier à l'essai, aux conditions déterminées par la convention qui régit l'U.P.D.I.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière, président du comité de la sécurité publique, explique que la sélection de ce policier a été faite dans le respect des politiques d'embauche de la Ville. M. Parenteau, natif de Drummondville, ambitionne d'y poursuivre une carrière qu'il a bien préparée en prenant de l'expérience à titre de stagiaire ici-même et comme policier à l'extérieur depuis plusieurs mois.

45/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Brasserie O'Keefe Inc. concernant la commandite de la surfaceuse en usage à l'Olympia Yvan Cournoyer. Cette commandite est de 500,00 $ par année pour une période de 5 ans.

Il est également résolu que des remerciements soient transmis à la Brasserie O'Keefe Inc. pour cette généreuse contribution aux activités sportives de Drummondville.

ADOPTÉ

46/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec le Collège Saint-Bernard concernant un échange de services.

ADOPTÉ

Cet échange de services permettra aux élèves du Collège Saint-Bernard de bénéficier d'environ 25 heures de glace et les Services récréatifs et communautaires pourront en retour utiliser sans frais les terrains et équipements extérieurs et quelques locaux intérieurs du Collège. (M. Edward St-Pierre)

47/1/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le maire et le

INITIALES DU MAIRE
96
INITIALES DU GREFFIER

greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville:

1- un protocole d'entente avec le Carrefour socio-culturel Drummond Inc. concernant une subvention de services d'encadrement pour la section cours et ateliers. Cette subvention sera de 25 000,00 $ payée en 2 versements, soit: 12 500,00 $ à la mi-janvier
12 500,00 $ à la mi-septembre;

2- un protocole d'entente avec le Carrefour socio-culturel Drummond Inc. concernant une subvention de services d'encadrement pour la section diffusion, spectacle et art visuel. Cette subvention comprend:

a) une somme de 48 500 $ pour l'encadrement des services fournis par le Carrefour: billetterie, accueil, publicité, comptabilité, technique de scène et surveillance

b) une somme de 6 000 $ pour le fonctionnement du Centre d'exposition

c) une somme de 15 897 $ destinée au secrétariat et aux organismes.

ADOPTÉ

48/1/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. concernant l'attribution de subvention et l'octroi de travaux et/ou de mandats d'animation et d'organisation d'activités de loisir. Cette subvention s'établit à 29 470 $ et sera payable en deux versements, soit:

- 14 735 $ le 1er février 1984
- 14 735 $ le 1er novembre 1984.

ADOPTÉ

49/1/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. concernant l'attribution de subvention, de mandats d'animation et d'organisation d'activités de loisir. Cette subvention pour l'année 1984 sera répartie en trois versements, savoir:

- 4 200 $ le 1er avril 1984
- 5 000 $ le 1er mai 1984
- 5 000 $ le 1er juin 1984.

L'affectation de cette subvention sera faite de la façon suivante:

- animation à la piscine Frigon	8 500 $
- animation été - hiver	1 600 $
- patinoire	2 800 $
- subvention générale	1 300 $
TOTAL:	14 200 $

ADOPTÉ

50/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec chacun des organismes suivants:

- Les Loisirs Ste-Thérèse
- Les Loisirs St-Pierre
- Les Loisirs St-Joseph
- Les Loisirs St-Philippe

concernant l'octroi d'une subvention de 800 $ pour l'animation des activités hivernales 1984.

INITIALES DU MAIRE S.m.
97
INITIALES DU GREFFIER X.B

ADOPTÉ

51/1/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que M. J.-Bruno Smith et M. Michel Lesage soient nommés membres du comité technique pour transiger au nom de la Ville de Drummondville avec la Société d'Assainissement des Eaux du Québec. M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, ou Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, sont également autorisés à siéger sur ce comité à titre de substituts de M. J.-Bruno Smith en l'absence de ce dernier.

ADOPTÉ

52/1/84

Considérant que le Conseil juge qu'il y a lieu de former un comité responsable du dossier "Aménagement du Centre-Ville"; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que M. Denis Savoie, président du comité de l'aménagement du territoire, M. J.-Bruno Smith, responsable du dossier "SIDAC" et Mme Francine Ruest-Jutras, responsable du dossier "Gare intermodale", soient nommés membres de ce comité.

ADOPTÉ

53/1/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que la résolution no. 819/11/83 (mandat à Me J.-C. Baril pour 2 causes d'expropriation, rues Leclerc et St-Félix) soit abrogée, parce que le Conseil entend procéder autrement que par l'expropriation.

ADOPTÉ

54/1/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels de Me Jean-Claude Baril soient retenus pour clarifier les titres de propriété de la Ville de Drummondville sur une partie de la rue Leclerc. Me Jacques Dionne, conseiller juridique, précisera ce mandat au destinataire.

ADOPTÉ

55/1/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les services professionnels de Me Gérard Fradet, notaire, soient retenus pour rédiger un acte d'acquisition d'une partie de terrain ayant front sur la rue St-Félix et appartenant à Mme Valéda Boyer Bouchard.

ADOPTÉ

56/1/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les Loisirs St-Jean-Baptiste soient autorisés:

INITIALES DU MAIRE S.M.
98
INITIALES DU GREFFIER J.B

a) à tenir le Festival des Glaces au parc St-Jean-Baptiste les 17, 18 et 19 février et à utiliser le chalet de la piste et la patinoire de l'école Notre-Dame-du-Rosaire;

b) à tenir des promenades en auto-neige et carriole de 13 à 17 heures le 19 février.

ADOPTÉ

57/1/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un acte de quittance à Drummond Business Forms Ltd, incluant la libération d'une hypothèque consentie à la Cité de Drummondville dans un acte de vente passé devant le notaire Jacques Beaudoin le 2 mai 1969 et enregistré à Drummondville le 5 mai 1969 sous le no. 179250.

ABROGÉE PAR RÉS. 998/12/84

ADOPTÉ

58/1/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement établissant des politiques relatives aux congrès, déplacements, frais de représentation et cours de formation pour les membres du Conseil.

59/1/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1539 intitulé "Constitution d'un Comité consultatif d'urbanisme".

60/1/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 40 000,00 $ pour l'agrandissement du pavillon Frank Gougeon.

61/1/84

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1600) n'excédant pas 228 000,00 $ pour l'exécution de travaux publics en 1984 - secteur Drummondville:

- Nouveaux trottoirs	34 720 $
- Construction et réfection de trottoirs	34 010 $
- Pavage, couche d'usure (40 mm)	63 630 $
- Pavage, couche de base (50 mm)	20 640 $
- Réfection de fondation de rue (300 mm sable, 300 mm pierre)	11 500 $
- Réparation des ponts	24 000 $
- Honoraires professionnels	18 500 $
- Frais de règlement	21 000 $
TOTAL:	228 000 $

62/1/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1601) n'excédant pas 81 000,00 $ pour l'exécution de travaux publics en 1984 - secteur Drummondville-Ouest:

- Nouveaux trottoirs	2 170 $
- Bordure de béton	10 570 $
- Construction et réfection de trottoirs	9 454 $
- Réfection de clôture	36 000 $
- Egouts	9 100 $
- Honoraires professionnels	6 500 $
- Frais de règlement	7 206 $
TOTAL:	81 000 $

63/1/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1602) n'excédant pas 179 000,00 $ pour l'exécution de travaux publics en 1984 - secteur Drummondville communautaire:

- Réfection de fondation de rue (300 mm sable, 300 mm pierre)	53 760 $
- Pavage, couche de base (50 mm)	31 680 $
- Réparation de tunnel	7 400 $
- Feux de circulation	32 000 $
- Travaux d'aménagement paysager	27 500 $
- Honoraires professionnels	10 660 $
- Frais de règlement	16 000 $
TOTAL:	179 000 $

64/1/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1603) n'excédant pas 30 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'égouts et d'aqueduc en 1984 - secteur Drummondville:

- Rénovation des services d'aqueduc et d'égouts, rue Tracy	7 640 $
- Egout domestique	5 230 $
- Chaussée	9 760 $
- Imprévus	2 000 $
- Honoraires professionnels	2 470 $
- Frais de règlement	2 900 $
TOTAL:	30 000 $

65/1/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1604) n'excédant pas 100 000,00 $ pour l'achat de machinerie en 1984:

- Achat d'un camion de 34 000 lb P.T.C.	63 650 $
- Achat d'un rouleau pour béton bitumineux	27 250 $
- Frais de règlement	9 100 $
TOTAL:	100 000 $

66/1/84

Le conseiller Gilles St-Martin donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1605) n'excédant pas 188 000,00 $ pour l'entretien des édifices et des parcs en 1984:

- Centre Marcel Dionne	24 400 $
- Olympia Yvan Cournoyer	33 000 $
- Stations de pompage	22 600 $
- Poste de police	20 000 $
- Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain	39 400 $
- Parc St-Simon	12 600 $
- Parc St-Damase	4 000 $
- Honoraires professionnels	15 000 $
- Frais de règlement	17 000 $
TOTAL:	188 000 $

67/1/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1510 établissant un programme d'aide à la construction neuve.

68/1/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement No. 1511 ayant pour objet d'augmenter le fonds de subvention de 50 000,00 $ pour promouvoir la construction résidentielle.

INITIALES DU MAIRE
100
INITIALES DU GREFFIER

69/1/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que des condoléances soient transmises à M. Marcel Savoie, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa soeur, Mme Gisèle Savoie Morin.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 - La subvention accordée par la Ville à la Chambre de Commerce du Comté de Drummond, a-t-elle été augmentée pour l'année 1984?

Réponse: La subvention est demeurée à 36 000 $ comme en 1983, mais la Chambre de Commerce doit payer un loyer qu'elle ne payait pas en 1983.

Énoncé 1 - Le Conseil mérite des félicitations pour avoir accepté de reviser le mode de déblaiement de la neige sur les boulevards Jean-de-Brébeuf, Garon et la 11le Avenue. Cette décision sera bien accueillie par les requérants.

Question 2 - Le Conseil a-t-il décidé de creuser des puits artésiens?

Réponse: Le Conseil a prévu certaines dépenses au budget de l'année 1984 mais le Conseil n'a pas statué sur les endroits et le nombre de puits qui seront creusés.

Question 3 - Le Conseil a-t-il statué sur la réforme du C.E.R.D.?

Réponse: Son Honneur le Maire informe M. H. Savoie que la présidence du C.E.R.D. est présentement assumée par le maire de la Ville et que les changements dans les structures du C.E.R.D. seront discutés et rendus publics à la fin du mois de février 1984. Le remplacement de M. Georges Nijdam se fera par appel d'offres d'ici quelques semaines.

Question 4 - En quoi consiste l'échange de services entre la Ville et le Collège Saint-Bernard?

Réponse: M. Edward St-Pierre explique que la Ville fournit 25 heures de glace aux élèves du Collège Saint-Bernard en échange de l'utilisation de la piscine du Collège et de certains équipements extérieurs (terrain de soccer, tennis, etc.).

Question 5 - Le règlement qui sera adopté pour établir les politiques relatives aux congrès, frais de déplacement, etc., tiendra-t-il compte des recommandations du R.C.D.?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que ce règlement contiendra des prévisions pour des dépenses réalistes et que ce règlement pourra être discuté au moment de son adoption.

M. Denis Savoie explique qu'en certaines circonstances (ex: Cas Shapiro) le maire et ceux qui l'accompagnent pourront être justifiés de faire des dépenses extraordinaires, mais pour sa part il s'objectera toujours aux abus.

Question 6 - A l'item 40 le Conseil a donné un avis de motion d'un règlement prévoyant l'aide à la construction neuve en 1984, quel montant le Conseil prévoit-il donner par logement?

Réponse: M. Robert Lafrenière explique qu'un nouveau règlement prévoira la mise en disponibilité d'un montant de 30 000 $ qui sera donné par tranche de 500 $ par logement pour favoriser la construction neuve. Le gouvernement provincial pour sa part ajoutera 1 000 $ par logement pour inciter les gens à construire.

Énoncé 2 - M. Hervé Savoie à titre de président du R.C.D. déclare que les personnes qui font partie de l'organisme qu'il représente ne sont pas favorables à un changement de zonage sur le boulevard St-Joseph entre la rue St-Pierre et la rivière Noire.

INITIALES DU MAIRE S.M. 101 INITIALES DU GREFFIER

Question 7 - S'adressant à M. Jean-Paul Généreux, M. Savoie demande:

a) à quel prix s'est vendu le terrain sur lequel était construit l'édifice Eagle?
b) le coût de la démolition était-il inclus dans le prix de vente?
c) comment la Ville va-t-elle utiliser le produit de la vente?

Réponse: M. Jean-Paul Généreux indique à M. Savoie qu'il préférerait déposer des réponses écrites à ces trois questions lors de la prochaine séance du Conseil.

Question 8 - Le budget 1984 prévoit une augmentation salariale pour le personnel du Service de la sécurité publique, de quel pourcentage est cette augmentation?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière explique que la convention collective qui régit les salaires des membres de l'Unité des Policiers de Drummondville prévoit que la Ville de Drummondville paiera à ses policiers-pompiers en 1984 le même salaire que celui payé par la Ville de Trois-Rivières qui devait renouveler une convention à la fin de 1983.

Malheureusement, ces négociations font l'objet d'un arbitrage dont il faut attendre le dénouement avant de connaître les salaires qui seront payés à nos policiers-pompiers en 1984. En attendant la Ville paie aux policiers-pompiers leur salaire de 1983. Un ajustement sera fait dès que la nouvelle convention de Trois-Rivières sera signée.

La Ville de Drummondville a offert une augmentation de 5% qui n'a pas été acceptée par l'U.P.D.I.

Question 9 - Le budget 1984 prévoit une forte augmentation pour la Commission économique régionale Drummond en 1984, est-ce que dans ce budget on comprend les sommes consacrées au Bureau du tourisme et des congrès?

Réponse: Oui.

Question 10 - Le budget 1984 consacre une somme de 1 728 000 $ aux Services récréatifs et communautaires incluant une forte augmentation, comment peut-on justifier cette augmentation?

Réponse: Le conseiller Edward St-Pierre explique que le budget des dépenses a été augmenté en tenant compte de l'augmentation de certains revenus et des demandes formulées par les citoyens.

- Intervenant: M. Luc Gariépy, journaliste.

Question 1 - A quel niveau sont rendues les négociations avec la municipalité de St-Nicéphore concernant une entente avec la Ville pour la fourniture du Service de la sécurité publique?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière répond que les négociations se poursuivent et que ces négociations sont encore au stage embryonnaire. La Ville de Drummondville pour fournir des services de sécurité à la municipalité de St-Nicéphore devra augmenter ses effectifs, mais la municipalité de St-Nicéphore devra assumer la totalité des dépenses inhérentes à la fourniture de services.

INITIALES DU MAIRE S.M.
102
INITIALES DU GREFFIER

Question 2 - Quelle est la nature des travaux que la Ville se propose d'effectuer au Centre Culturel?

Réponse: Madame Francine Ruest-Jutras explique que ce projet est présentement étudié par le Conseil de concert avec la Société d'Habitation du Québec et le ministère des Affaires culturelles. La Ville prendra une décision lorsqu'elle connaîtra l'ampleur des subventions gouvernementales qui pourraient être obtenues dans le cadre d'un programme gouvernemental pour l'amélioration des équipements municipaux à vocation culturelle.

M. Gilles St-Martin annonce aux contribuables du quartier no. 9 qu'une rencontre avec les électeurs de ce secteur sera tenue à la salle Louise, samedi le 28 janvier 1984, et que tous sont invités. D'autre part, M. St-Martin indique que son numéro de téléphone est 478-7583 et qu'il est disponible pour répondre à tous les électeurs du quartier no. 9 qu'il représente, ainsi qu'à tous les drummondvillois qui désirent communiquer avec lui.

M. Edward St-Pierre indique qu'il a reçu une lettre de l'association des Loisirs St-Philippe contenant une demande de subvention à la Ville.

Cette lettre a été remise au greffier et sera étudiée par le Conseil le 13 février 1984.

Le conseiller Edward St-Pierre explique que des réunions se tiennent présentement pour étudier la possibilité pour la Ville d'obtenir la tenue des Jeux du Québec Eté 1987. Il remercie chaleureusement les personnes et les organismes qui déjà ont offert leur concours pour travailler à l'obtention de ces Jeux.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine assemblée du Conseil au lundi, 13 février 1984.

Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Laurent Bonin
..... Greffier.

Serge Monard
..... Maire.

* * * * * *

13 février 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 13 février 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

INITIALES DU MAIRE S.M. 103 INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

70/2/84

Le greffier adjoint donne lecture du procès-verbal de l'assemblée régulière du 23 janvier 1984 jusqu'à la résolution no. 27/1/84 inclusivement.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 23 janvier 1984; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

71/2/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Le conseiller Jean-Paul Généreux fournit à M. Hervé Savoie, président du R.C.D., des informations concernant la vente d'un terrain à la compagnie Le Groupe ACNA Inc.:

- Prix de vente: 201 111,00 $ payables en deux versements
- Coût de la démolition des bâtisses payé par la Ville: 27 748,00 $
- Subvention à la compagnie Le Groupe ACNA Inc.: 100 000 $ en trois versements dans le cadre du programme municipal d'aide à la construction neuve.
- Le produit net de la vente au montant de 73 363,00 $ sera versé au fonds général de la Ville pour payer comptant des immobilisations.

Le conseiller Jean-Paul Généreux estime que cette façon de procéder correspond aux positions qu'il a prévues lors du débat entourant le projet de construction du Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

72/2/84

1- VENTE DU LOT 126-3-352 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaires	Prix
. M. ANDRÉ LAGUEUX et MME DIANE ROBICHAUD LAGUEUX 615 boul. Des Chutes Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que cette vente soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE S.M.
104
INITIALES DU GREFFIER

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

73/2/84

2- VENTE DES LOTS 124-238, 126-3-355, 124-237 ET 126-3-354 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaires	Prix
. M. RICHARD MILLETTE et MME CHRISTIANE BEAUDOIN MILLETTE 2120 Fradet Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que cette vente soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

74/2/84 - Les organismes de personnes handicapées de Drummondville remercient le Conseil de leur avoir octroyé une subvention de 1 025 $ en services pour l'année 1984. Cependant, ils souhaitent que cette subvention soit augmentée pour satisfaire des besoins prioritaires en 1984 qui se chiffrent à 2 330,00 $.

Le conseiller Edward St-Pierre explique qu'une subvention donnée à la Ville en 1983 pour aider les organismes communautaires a été diminuée de 66% en 1984. Le partage de cette subvention a créé un sentiment de frustration bien légitime chez les récipiendaires. Il se dit prêt à rencontrer tous les organismes qui regroupent les personnes handicapées pour discuter de leurs besoins et voir s'il n'est pas possible pour la Ville de contribuer par divers moyens autres que des subventions.

Son Honneur le Maire félicite les organismes qui font preuve de compréhension.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que M. Edward St-Pierre soit mandaté pour rencontrer les organismes qui regroupent les personnes handicapées du milieu afin de prendre connaissance de leurs besoins et trouver si possible des moyens pour les satisfaire.

ADOPTÉ

- La Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de Drummond Inc. remercie le Conseil et certains offiers municipaux pour les services rendus lors de la préparation et du transport des "centres de dépôt" pour le projet Recyclage 2000.

Son Honneur le Maire félicite les membres de la Table de concertation pour leur bénévolat et leur implication communautaire.

INITIALES DU MAIRE J.M.
105
INITIALES DU GREFFIER

75/2/84 - Le directeur de l'école St-Joseph informe le Conseil que durant une semaine la Ville de Drummondville accueillera dans son enceinte des élèves vivant des difficultés d'adaptation et d'apprentissage dont l'âge varie de 6 à 17 ans. Ces enfants viendront de la France (10), de la Belgique (10) et de chacune des régions de la province (36). De plus, 270 élèves provenant pour la majorité de Drummondville se joindront à d'autres venant des Cantons de l'Est, des Bois-Francs et de Trois-Rivières.

On demande à la Ville de Drummondville:

1) une réception lors d'une conférence de presse;
2) que les jeunes français et belges puissent signer le livre d'or;
3) qu'un souvenir soit offert aux élèves qui participeront à cet échange sportif international;
4) que la municipalité délègue deux personnes pour participer à différentes activités durant le séjour de ces élèves.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que messieurs les conseillers Edward St-Pierre et Gilles St-Martin agissent comme représentants du Conseil lors de la tenue de cet échange sportif international en enfance inadaptée et que les demandes formulées par M. Jean-Pierre Leroux, directeur de l'école St-Joseph, soient acceptées.

ADOPTÉ

76/2/84 - M. Rolland Corbeil du Centre Social Louis Braille Inc. sollicite l'autorisation de tenir une souscription dans Drummondville au cours du mois d'avril 1984.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette autorisation soit accordée.

ADOPTÉ

77/2/84 - La Chambre de Commerce du Comté de Drummond sollicite une rencontre avec Son Honneur le Maire et trois administrateurs municipaux pour discuter des procédures à entreprendre concernant l'étude de la revitalisation du secteur "Centre-Ville".

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que Mme Francine Ruest-Jutras, M. Denis Savoie et M. J.-Bruno Smith soient désignés à titre de membres d'un comité ad hoc pour rencontrer la Chambre de Commerce du Comté de Drummond pour les fins précitées.

ADOPTÉ

- La Chambre de Commerce du Comté de Drummond remercie le Conseil pour la subvention de 36 000 $ qui lui a été consentie en 1984.

Son Honneur le Maire souligne l'excellent travail effectué par la Chambre de Commerce et par son dévoué président, Me Gaétan Ratté.

78/2/84 - Le comité de l'école Ste-Marie demande l'engagement d'un brigadier scolaire adulte pour surveiller l'intersection St-Damase/11e Avenue.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que cette requête soit référée au Comité de Circulation pour étude. On demandera au Service de la sécurité publique d'exercer une surveillance étroite à cette intersection jugée dangereuse pour les écoliers par le comité de l'école Ste-Marie.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M 106 INITIALES DU GREFFIER

79/2/84 - Les consultants Lavoie-SBCS offrent leurs services pour la réalisation du projet de revitalisation du centre-ville.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que cette offre de services soit transmise au Comité consultatif d'urbanisme.

ADOPTÉ

80/2/84 - Une équipe de curling composée d'employés de Bell Canada (section de Drummondville) informe le Conseil qu'elle participera à une compétition nationale à Edmonton du 1er au 5 mars 1984. Ces drummondvillois souhaitent obtenir de la Ville des cadeaux (pamphlets, épinglettes) qu'ils pourront échanger avec des employés du réseau téléphonique trans-canadien.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville fournisse les cadeaux demandés par les employés de Bell Canada qui se feront les ambassadeurs de Drummondville à Edmonton.

ADOPTÉ

- Le Club Super Joie Inc. demande que le Conseil prenne les mesures nécessaires pour rendre la salle des délibérations de l'hôtel de ville accessible aux personnes handicapées.

Son Honneur le Maire déclare que le Conseil étudiera la possibilité de satisfaire cette demande légitime. Il souligne que lors de l'aménagement du Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain, la Ville a rendu cet édifice accessible aux personnes handicapées et qu'il y aurait lieu que la même chose soit faite à l'hôtel de ville.

81/2/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 21 janvier au 9 février 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 977 310,93 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

82/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les mutations de propriétés portant les numéros 12516 à 12598 inclusivement soient acceptées.

ADOPTÉ

83/2/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le procès-verbal des réunions du Comité consultatif d'urbanisme tenues les 7 décembre 1983, 18 janvier 1984 et 1er février 1984 soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

84/2/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville de Drummondville décrète la désaffectation de partie de la rue "A", entre les rues St-

Edouard et St-Jean, apparaissant au plan de cadastre originaire des lots 331, 332, 378 à 380, 427 à 429 et d'une partie des lots 330, 333, 377, 430, 457 à 460 du cadastre officiel de la Ville de Drummondville, Quartier Est.

INITIALES DU MAIRE B.M. 107 INITIALES DU GREFFIER

Il est de plus résolu que le Conseil accepte le nouveau plan de remplacement des lots précités préparé par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé le 3 février 1984 montrant qu'une partie des lots 641 et 642 remplacent les lots 331, 332, 378 à 380, 427 à 429 et une partie des lots 330, 333, 377, 430, 457 à 460 du cadastre officiel de la Ville de Drummondville, Quartier Est.

ADOPTÉ

85/2/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Conseil accepte, telle que rédigée, la politique d'assistance aux manifestations populaires contenue dans un document préparé par les Services récréatifs et communautaires en novembre 1983. Ce document sera annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

ADOPTÉ

86/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que les services professionnels des Consultants SBCS Inc., ingénieurs-conseils, soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux municipaux suivants en 1984:

Description des travaux	Numéro règlement	Montant règlement
Nouveaux trottoirs	1600 - art. 1.0	34 720 $
Réfection trottoirs	1600 - art. 2.0	34 010 $
Pavage, couche usure	1600 - art. 3.0	63 630 $
Pavage base, Lauzon	1600 - art. 4.1	15 840 $
Pavage base, Hains	1600 - art. 4.2	4 800 $
Fondation de rue Hains	1600 - art. 5.1	11 500 $
Trottoirs, des Marguerites	1601 - art. 1.1	2 170 $
Bordure béton, St-Félix	1601 - art. 2.0	10 570 $
Réfection de trottoirs	1601 - art. 3.0	9 454 $
Clôture, Chemin du Golf	1601 - art. 4.0	36 000 $
Pavage base, Janelle	1602 - art. 2.1	31 680 $

Ces mandats sont plus amplement décrits à un tableau préparé par le Service des travaux publics en février 1984; lequel tableau est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une ou des conventions avec Les Consultants SBCS Inc. pour l'exécution des mandats précités.

ADOPTÉ

87/2/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels de Hamel, Beaulieu & Associés, ingénieurs-conseils, soient retenus pour l'exécution des plans et devis des travaux municipaux suivants en 1984:

Description des travaux	Numéro règlement	Montant règlement
Pont St-Pierre	1600 - art. 6.1	13 500 $
Pont Cacouna	1600 - art. 6.2	10 500 $
Fondation de rue Farrell	1602 - art. 1.1	53 760 $
Viaduc St-Joseph	1602 - art. 3.1	7 400 $
Aménagement paysager - terrain d'exposition	1602 - art. 5.1	27 500 $

INITIALES DU MAIRE
BM
108
INITIALES DU GREFFIER

Description des travaux	Numéro règlement	Montant règlement
O.Y.C. - Syst. réfrig.	1605 - art. 2.1	9 700 $
O.Y.C. - Unité compress.	1605 - art. 2.2	19 300 $
Parc St-Simon - Eclairage	1605 - art. 6.1	12 600 $

Ces mandats sont plus amplement décrits à un tableau préparé par le Service des travaux publics en février 1984; lequel tableau est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une ou des conventions avec Hamel, Beaulieu & Associés pour l'exécution des mandats précités.

ADOPTÉ

88/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les services professionnels de M. Gilles Chagnon, architecte, soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux municipaux suivants en 1984:

Description des travaux	Numéro règlement	Montant règlement
O.Y.C. - Toiture	1605 - art. 1.1	9 000 $
O.Y.C. - Ch. arbitres	1605 - art. 2.3	4 000 $
C.I.D.C.S.G. - Toiture	1605 - art. 5.1	21 500 $
C.I.D.C.S.G. - Fenestration	1605 - art. 5.2	12 900 $
C.I.D.C.S.G. - Bloc san.	1605 - art. 5.3	5 000 $

Ces mandats sont plus amplement décrits à un tableau préparé par le Service des travaux publics en février 1984; lequel tableau est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une ou des conventions avec M. Gilles Chagnon pour l'exécution des mandats précités.

ADOPTÉ

89/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que les services professionnels des Consultants Falardeau & Associés Ltée, ingénieurs-conseils, soient retenus pour exécuter une étude des feux de circulation du boulevard St-Joseph. Cette étude est prévue à l'article 4.1 du règlement No. 1602 de la Ville de Drummondville et le coût de sa réalisation ne doit pas excéder 32 000 $.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec les Consultants Falardeau & Associés Ltée pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

90/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que les services professionnels de M. Laurent Joyal, architecte, soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux de certains réaménagements du poste de police estimés à 20 000,00 $. Ces travaux sont prévus à l'article 4.1 du règlement No. 1605 de la Ville de Drummondville.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec M. Laurent Joyal pour l'exécution du mandat précité.

INITIALES DU MAIRE B.M. 109 INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

91/2/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les arpenteurs-géomètres Lachapelle & Noël soient mandatés pour préparer un plan de lotissement concernant la vente de terrain de l'école St-Philippe située au 945 - 120e Avenue.

ADOPTÉ

92/2/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville détient un droit de premier refus sur l'immeuble appartenant à Euroclean Canada Inc. au 1650 de la rue Haggerty;

ATTENDU QUE la Brasserie O'Keefe Ltée s'est portée acquéreur dudit immeuble et qu'elle compte s'en servir comme entrepôt;

ATTENDU QUE la venderesse, Euroclean Canada Inc., a respecté tous ses engagements envers la Ville, notamment la construction d'un édifice commercial et industriel d'une superficie supérieure à dix mille pieds carrés (10 000 pi.car.);

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

- D'accepter et ratifier la vente en faveur de la Brasserie O'Keefe Ltée reçue devant Me Pierre Fradet, notaire, le 1er février 1984;

- De renoncer et donner mainlevée de tous droits pouvant exister en faveur de la Ville de Drummondville en vertu de toutes clauses de premier refus, clauses pénales, prohibitions d'aliéner et clauses résolutoires stipulées en faveur de la Ville, aux termes des actes de vente enregistrés sous les numéros 205676 et 210669;

- De consentir à ce que cet immeuble serve d'entrepôt;

- D'accepter le droit de premier refus avec toutes ses restrictions consenti par la Brasserie O'Keefe Ltée en faveur de la Ville de Drummondville, aux termes de l'acte de vente ci-dessus stipulé;

- D'autoriser le maire et le greffier, ou à leur défaut, le maire suppléant et le greffier adjoint, à signer pour et au nom de la Ville un acte de mainlevée, afin de donner effet aux présentes.

ADOPTÉ

93/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement (règlements nos 1126, 1231, 1291 et 1479) la somme de 192 650,00 $ pour payer les dépenses d'immobilisations suivantes:

- Service de la sécurité publique	20 000,00 $
- Service de la planification	33 400,00 $
- Services récréatifs et communautaires	39 250,00 $
- Service des travaux publics	80 000,00 $
- Divers	20 000,00 $
TOTAL:	192 650,00 $



Ces dépenses sont plus amplement décrites dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cet emprunt sera remboursé sur une période de trois (3) ans, savoir:

- 50 000 $ en 1984
- 71 325 $ en 1985
- 71 325 $ en 1986.

ADOPTÉ

94/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la procédure ci-dessous décrite, établie par le Comité de Circulation soit adoptée, savoir:

A) Toutes les demandes de modification ou d'addition au règlement No. 1050 concernant la circulation devront être soumises par écrit par les citoyens ou les organismes au bureau du greffier.

Toute demande devra contenir la modification ou l'addition, le nom du ou des responsables, l'adresse et le numéro de téléphone.

B) Le greffier acheminera ces demandes au directeur du Service des travaux publics.

C) Les demandes seront envoyées au service concerné pour analyse, commentaires, recherche de statistiques, comptage, etc.

D) Les demandes seront traitées lors d'une réunion du Comité de Circulation en présence du demandeur.

Le Service des travaux publics convoquera les citoyens ou organismes.

E) Les décisions seront inscrites dans le compte rendu de la réunion.

F) Copies du compte renu seront transmises aux membres du comité, au directeur général adjoint des services à la population et au greffier qui verra à présenter lors de l'assemblée du Conseil les demandes qui nécessitent des résolutions.

G) Le Service des travaux publics, sur réception des résolutions, procédera à la mise en place du matériel de signalisation.

ADOPTÉ

95/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à modifier la zone de stationnement limité à 60 minutes en face du 15 rue St-Louis par une zone de stationnement limité à 30 minutes et à enlever la zone de stationnement limité à 30 minutes rue St-Philippe, côté sud, entre le boulevard St-Joseph et la rue Demers.

ADOPTÉ

96/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à aménager une zone de stationnement limité à 30 minutes en face du 122 - 12e Avenue.

ADOPTÉ

97/2/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, qu'une zone de stationnement interdit soit mise en place du côté sud de la 118e Avenue, entre les rues Montcalm et Papineau.

ADOPTÉ

98/2/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'un arrêt obligatoire soit mis en place rue Chauveau à l'intersection de la rue Comtois.

INITIALES DU MAIRE S.M. 111 INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

99/2/84

ATTENDU QUE Les Soeurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke, Provincialat, 145 rue Pernet, Sherbrooke, s'étaient portées acquéreur de quatre (4) obligations de 5 000,00 $ émises par la Ville de Drummondville sous les numéros V059 à V062 inclusivement, pour un montant total de 20 000,00 $; ces obligations portant intérêt à 17,50% l'an et échéant le 8 mars 1987;

ATTENDU QUE les obligations précitées font partie d'une émission d'obligations au montant de 2 200 000,00 $ émise par la susdite Ville de Drummondville en date du 8 mars 1982;

ATTENDU QUE ces obligations ont été perdues au mois de mars 1982;

ATTENDU QUE depuis cette date ces obligations ainsi que leurs coupons d'intérêt n'ont pas été retrouvés, ni présentés à la banque pour y être encaissés;

ATTENDU QUE Les Soeurs de la Présentation de Marie ont remis à la Ville de Drummondville un cautionnement pour effets perdus et, en considération de quoi, elles demandent de faire imprimer à leurs frais de nouvelles obligations pour les remplacer;

ATTENDU QUE Les Soeurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke et le groupe "The Continental Insurance Compagnies" s'engagent dans ce cautionnement à rembourser à la Ville de Drummondville toute somme d'argent que cette dernière serait appelée à payer en regard des obligations portant les numéros V059, V060, V061 et V062, les coupons d'intérêt y relatifs et ce jusqu'à concurrence d'une somme de 37 500,00 $. Ce montant représente le capital et les coupons d'intérêt du 8 septembre 1982 au 8 mars 1987 inclusivement desdites obligations;

ATTENDU QU'il y a lieu d'acquiescer à la demande des Soeurs de la Présentation de Marie de Sherbrooke;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU CE QUI SUIT, SAVOIR:

1° Le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution comme s'il était ici récité au long;

2° La Maison J.B. Deschamps Inc. est par la présente autorisée à imprimer quatre (4) nouvelles obligations de 5 000,00 $ chacune portant les numéros V059, V060, V061 et V062 échéant le 8 mars 1987 avec leurs coupons d'intérêt du 8 septembre 1984 et les subséquents annexés, lesquels représentent l'intérêt au taux de 17,50% l'an; les coupons d'intérêt précédant ceux du 8 septembre 1984 ayant déjà été payés même si non encaissés;

3° Les nouvelles obligations avec coupons du 8 septembre 1984, seront en tout point conformes aux obligations V059, V060, V061 et V062 qui ont déjà été émises sauf qu'elles seront signées par le maire et le greffier actuellement en fonction, tandis qu'un fac-similé de leur signature respective ou de celle des officiers en fonction au moment de l'émission originale pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt, de même que sur les obligations en ce qui concerne la signature du maire seulement.

4° Ces obligations seront transmises au ministère des Affaires municipales pour la signature du certificat de validité.

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER

5° Une fois complétées et signées elles seront remises aux détentrices.

ADOPTÉ

100/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, qu'une subvention de 3 000,00 $ soit accordée au club de baseball Royal Junior de Drummondville en 1984.

ADOPTÉ

101/2/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que soient approuvés les plans d'égouts et d'aqueduc rue Tracy portant les numéros AA-161 et A-100 préparés par le Service de la planification de la Ville, section cartographie, et que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à les présenter au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation. Ces travaux sont prévus au règlement No. 1603 de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

102/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que Me Michel Houle, avocat, mandaté dans le dossier de réclamation contre la compagnie Triad Créations Ltée soit autorisé à retenir les services de consultants professionnels pour expertiser les dommages causés aux équipements de la Ville par ladite compagnie Triad Créations Ltée.

ADOPTÉ

103/2/84

Le Festival mondial de folklore de Drummondville sollicite une aide financière de la Ville de Drummondville pour la réédition du Festival en 1984.

ATTENDU QUE la population de Drummondville a plusieurs fois manifesté son appréciation et souhaite la répétition annuelle de cette période de festivités et d'échanges culturels;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte de contribuer à un troisième Festival mondial de folklore en 1984, conditionnellement à un apport financier des gouvernements supérieurs équivalant à celui consenti en 1983. La participation de la Ville pourra atteindre la somme d'environ 85 000 $ comprenant un montant payé comptant de 50 000 $ et une somme additionnelle d'environ 35 000 $ (manque à gagner, services ou autres modes de participation), selon les termes et conditions négociés et précisés dans un protocole signé par les parties.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente respectant les conditions précitées.

ADOPTÉ

104/2/84

ATTENDU QUE depuis déjà plusieurs années, la volonté politique se traduit par l'accessibilité sans frais des citoyens de Drummondville à la Cité des Loisirs;

ATTENDU QUE les nouveaux aménagements réalisés récemment à la Cité des Loisirs favorisent d'une façon tangible l'autofinancement des opérations courantes;

INITIALES DU MAIRE S.M.
113
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE la participation actuelle des citoyens aux activités de la Cité des Loisirs s'élève à un nombre supérieur à 50 000 présences pour l'année 1983-1984 seulement;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville maintient son désir de conserver l'accessibilité gratuite à ses contribuables aux sites et aux programmes de la Cité des Loisirs;

ATTENDU QUE la Cité des Loisirs est considérée comme le mandataire privilégié de la Ville de Drummondville en ce qui concerne le soutien et le développement du plein air dans la région de Drummondville;

ATTENDU QUE dans le futur, la Cité des Loisirs s'engage à faire approuver toutes ses dépenses d'immobilisations par les partenaires;

ATTENDU QUE la Cité des Loisirs s'engage à présenter aux partenaires un budget caisse, aux trois mois, pour l'année 1984;

ATTENDU QUE la Cité des Loisirs s'engage dans les trois mois à venir présenter un projet de répartition des actifs de la corporation;

ATTENDU QUE Wendover & Simpson accepte de contribuer au budget d'opération pour la somme de 3 000 $ et au budget d'immobilisations pour la somme de 2 000 $ pour l'année 1984 et entend maintenir sa participation pour les années à venir;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville avait accepté une participation financière au niveau de son plan triennal d'immobilisations 1983 de 100 000 $, 1984 de 50 000 $ et 1985 de 50 000 $, dans le cadre d'une immobilisation majeure à venir qui serait fortement subventionnée par le gouvernement du Québec, aucune de ces participations financières n'ayant été versée à ce jour;

ATTENDU l'intérêt clairement démontré par les autres partenaires, à savoir: la Commission régionale Saint-François, la Commission scolaire de Drummondville, le Cégep, la municipalité de Wendover & Simpson et certaines des autres municipalités membres de la M.R.C. de Drummond, au développement et au financement du plein air dans notre région;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la participation financière de la Ville de Drummondville, pour le paiement annuel des immobilisations, soit portée de 26 800 $ qu'elle est actuellement, à 34 000 $ pour la durée totale prévue des emprunts garantis par hypothèque.

De plus, le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente spécifique aux règles de gestion de l'organisme.

ADOPTÉ

105/2/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les Anciens de Drummondville Inc. relativement à l'opération du bar à l'Olympia Yvan Cournoyer pour les années 1984 et 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M. 114 INITIALES DU GREFFIER

106/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller,
appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller,
et résolu ce qui suit, savoir:

1- La Ville de Drummondville désire participer au programme fédéral "Emplois d'été 1984 pour étudiants" et accepte les critères dudit programme;

2- Le directeur du Service de la planification est autorisé à présenter un programme intitulé "Plan et réglementation d'urbanisme, dossiers techniques" et à signer le protocole d'entente avec Emploi et Immigration Canada à cet effet;

3- La participation financière de la part de la Ville est de 4 000 $.

ADOPTÉ

107/2/84

Considérant que l'Ensemble Folklorique Mackinaw Inc. fête son 10e anniversaire de fondation en 1984;

Considérant que cette troupe folklorique se propose d'effectuer une tournée provinciale au cours de la présente année;

Considérant que l'Ensemble Folklorique Mackinaw Inc. constitue un ambassadeur valable pour la Ville de Drummondville;

Considérant le bénévolat des personnes qui forment l'Ensemble Folklorique Mackinaw Inc.;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'une subvention de 3 000 $ soit consentie à cet organisme pour l'aider à réaliser son programme d'action en 1984.

ADOPTÉ

108/2/84

ATTENDU QU'il y va de l'intérêt de la Ville de Drummondville, du Bureau du tourisme et des congrès, du Centre d'expositions et d'enchères de produits agricoles spécialisés et de tous les usagers, qu'un seul intervenant soit mandaté pour gérer l'ensemble des ressources sises sur le terrain d'exposition;

ATTENDU QUE les bureaux du C.E.E.P.A.S. seront installés sur le site;

ATTENDU QUE le C.E.E.P.A.S. possède une structure appropriée et des ressources humaines compétentes;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville et le B.T.C. continueront à intervenir dans la mise en marché du Centre d'expositions et d'enchères et du terrain de l'exposition;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la gérance du terrain de l'exposition soit confiée au C.E.E.P.A.S. et qu'à cette fin, cet organisme soit autorisé à transiger directement avec les locataires éventuels, selon les termes et conditions préalablement définis entre lui-même et la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

109/2/84

Attendu que le Conseil a élaboré une politique concernant la participation des élus et des fonctionnaires municipaux aux congrès, aux colloques, aux séminaires et aux cours de formation;

Attendu que cette politique est consignée dans un document qui sera annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante et conservé aux archives de la Ville;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le document intitulé: "Politique des congrès/colloques/séminaires" daté du 13 février 1984 soit adopté tel que rédigé et que les politiques établies par ce document entrent en vigueur immédiatement.

ADOPTÉ

110/2/84

Attendu que le Conseil juge qu'il y a lieu d'adopter des tarifs pour la location des équipements du Service des travaux publics;

Attendu qu'un taux horaire basé sur le marché et la valeur des équipements municipaux a été établi par le directeur du Service des travaux publics le 13 février 1984;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que les tarifs pour la location des équipements du Service des travaux publics de la Ville de Drummondville soient adoptés tels qu'indiqués au document qui sera annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

111/2/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que demande soit faite à Mme Denise Gouin, chef du Service de l'étude du milieu aquatique, ministère de l'Environnement du Québec, de fournir à la Ville de Drummondville les documents suivants:

. La carte synthèse de la qualité des eaux du bassin de la rivière Saint-François.

. Les rapports d'analyse des débits et des charges polluantes du bassin de la rivière Saint-François, plus particulièrement, le tronçon compris entre Sherbrooke et Drummondville pour les années 1980 à 1984.

. Rapport sur les données de la qualité des eaux du bassin de la rivière Saint-François - Zone sensible.

. L'index des rapports, analyses ou autres travaux réalisés sur le bassin de la rivière Saint-François depuis 1965.

ADOPTÉ

112/2/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que demande soit faite à M. Pierre Meunier, sous-ministre, ministère de l'Environnement du Québec de fournir à la Ville de Drummondville les documents suivants:

. Etude de la qualité des effluents de l'usine Les papiers fins Domtar Inc. de Windsor - Mars 1983
Cette étude contient les rapports d'analyse des effluents de l'usine Domtar pour la période du 14 au 17 juin 1982.

. Rapports quotidiens d'analyse des eaux et des débits des effluents de l'usine Domtar pour la période de 1980 à 1984.

. Rapports de production journalière de papier de l'usine Domtar pour la période de 1980 à 1984.

INITIALES DU MAIRE S.M.
116
INITIALES DU GREFFIER

. Ordonnance du MENVIQ relative à l'usine Domtar en date du 18 février 1970.

. Directive de la Régie des eaux du Québec relative aux usines de pâtes et papier - 1967.

. Rapport sur la qualité des eaux de la rivière Saint-François publié par la Régie des eaux du Québec
Publication n° 30 - Volume 1 (Photographies en couleur)
Responsable du relevé: J.H. Dubé, ing.
Septembre 1970.

ADOPTÉ

113/2/84

ATTENDU l'initiative heureuse du Secrétaria d'État à la Jeunesse du Québec qui tiendra un colloque national sur la concertation jeunesse à Drummondville, les 16 et 17 mars 1984;

ATTENDU QUE 200 à 300 jeunes provenant de toutes les régions du Québec seront à Drummondville cette fin de semaine;

ATTENDU QUE la Table de concertation des services d'aide à la jeunesse fait figure de chef de file dans le secteur de la concertation jeunesse au Québec;

ATTENDU QUE Drummondville sera le point de mire du Québec pour la circonstance;

ATTENDU l'intérêt et le support considérables que le premier ministre a toujours démontrés vis-à-vis les initiatives de la jeunesse québécoise;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville invite le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, à rehausser de sa présence le 1er colloque national sur la concertation jeunesse au Québec. Il est également résolu d'inviter M. René Lévesque à prendre contact avec les autorités politiques locales, à l'occasion d'une réception civique qui se tiendra, le cas échéant, au lieu et à l'heure choisis par le premier ministre.

ADOPTÉ

114/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que la résolution no. 613/8/82 soit modifiée pour élargir le mandat donné aux évaluateurs Mercure, Guilbault et Associés pour y ajouter après les mots "Succession Larocque" la liste des propriétaires de terrains décrits au plan préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire en date du 9 septembre 1981 (Répertoire 4176, Minute 4957): Dolorès Larocque, Joseph Pulichino, Jacques Larocque, Guy Larocque, Charles Larocque, Lucien Larocque, Paul Corriveau, Vanier Leasehold Ltd.

ADOPTÉ

115/2/84

VOIR RÉS. 331/4/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la résolution no. 613/8/82 soit modifiée pour élargir le mandat donné à Me Guy Lahaie, avocat, pour modifier la liste des terrains à exproprier en ajoutant après les mots "Succession Larocque" la liste des propriétaires de terrains décrits au plan préparé par l'arpenteur-géomètre Gilles LeMaire en date du 9 septembre 1981 (Répertoire 4176, Minute 4957): Dolorès Larocque, Joseph Pulichino, Jacques Larocque, Guy Larocque, Charles Larocque, Lucien Larocque, Paul Corriveau, Vanier Leasehold Ltd.

ADOPTÉ



116/2/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que des comptes totalisant la somme de 44 594,63 $ soient radiés parce que jugés irrécupérables par le Service de la trésorerie de la Ville. La liste de ces comptes est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme cédule "A".

ADOPTÉ

117/2/84

Le greffier adjoint dépose le projet de règlement No. 1612.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le projet de règlement No. 1612 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone CC-12 à même une partie du secteur de zone CB-4, soit adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

Les conseillers Robert Lafrenière et Lindor Letendre déclarent qu'ils sont favorables à l'adoption du changement de zonage proposé pour des raisons de rentabilité pour la Ville. Selon eux, il n'y a pas lieu de laisser inopérant un site commercial désaffecté depuis plusieurs mois. De plus, la plupart des commerces reliés à la vente d'automobiles se retrouvent sur le boulevard St-Joseph et l'addition d'un autre commerce du même genre n'aura pas pour effet de nuire à l'esthétique de la Ville, ni aux résidants des secteurs adjacents.

Le conseiller Denis Savoie se prononce contre l'adoption du projet de règlement No. 1612 parce que les superficies exigées autrefois par le règlement de zonage de la Ville en zone CC étaient de 20 000 pieds carrés. Ce règlement a été modifié 2 fois pour réduire ces superficies à 18 000 pieds carrés et enfin 15 000 pieds carrés. Plusieurs commerces ont dû se conformer à ces normes et en payer le prix. D'autres comme G. Lebeau n'ont pu obtenir un permis d'opération parce qu'ils ne pouvaient satisfaire les normes de la réglementation municipale. Il y a là une question d'équité dont il faut tenir compte.

Madame Francine Ruest-Jutras s'oppose au projet de règlement No. 1612 pour les raisons suivantes:

1- M. Oréent Nadeau qui demande un changement de zonage pour la zone CB-4 savait avant d'acheter le terrain dont il est maintenant propriétaire que le zonage interdisait la vente d'automobiles à cet endroit et qu'il n'avait pas la superficie requise pour opérer un tel commerce;

2- Le consultant en urbanisme de la Ville recommande le statu quo;

3- Les résidants de la rue Maisonneuve s'opposent à un changement de zonage;

4- Dans le débat, on invoque que les citoyens pourront s'opposer à l'adoption de ce règlement lors d'une consultation publique ou par une demande de référendum, mais il est du devoir du Conseil de faire observer les règlements et il n'y a pas lieu de laisser cette responsabilité aux contribuables;

5- Les règlements de zonage antérieurs et celui qui est présentement en vigueur exigeaient et exige des superficies minimums en zone CC.

6- Réduire ces superficies constituerait une injustice envers les commerçants qui ont dû débourser pour satisfaire ces normes ou se sont vu refuser un permis d'opération;

7- Le projet de règlement No. 1612, s'il est adopté, aura pour effet de toucher plus de cent lots à travers la Ville.

INITIALES DU MAIRE
118
INITIALES DU GREFFIER

Le conseiller J.-Bruno Smith déclare qu'il siégeait au Conseil lorsque les superficies en zone CC ont été réduites de 20 000 pieds carrés à 18 000 pieds carrés. Lors de l'adoption du règlement No. 1400 qui réduisait ces superficies à 15 000 pieds carrés, il n'a pas réalisé le préjudice causé par cette réglementation. Il estime qu'après avoir fait respecter des normes de 20 000 pieds carrés et 18 000 pieds carrés, le Conseil ne peut équitablement ne pas agir de la même façon en faisant respecter la norme actuelle de 15 000 pieds carrés, qui est déjà assez réduite.

Le conseiller Gilles St-Martin est d'avis que l'addition d'un nouveau commerce de vente d'automobiles sur le boulevard St-Joseph n'aura pas pour effet de détériorer l'environnement.

Le conseiller Edward St-Pierre, par respect pour le Comité consultatif d'urbanisme et pour ne pas créer de précédent, s'oppose à l'adoption du projet de règlement No. 1612.

Le conseiller Jean-Paul Généreux estime que le règlement de zonage a été modifié plusieurs fois sans problème et qu'il est favorable au projet de règlement No. 1612 parce qu'il aura pour effet de rentabiliser un espace commercial présentement inutilisé.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert se dit favorable à l'adoption du projet de règlement No. 1612 parce que le commerce de vente d'automobiles devrait être permis sur le boulevard St-Joseph à partir de la rue St-Pierre jusqu'à la route transcanadienne.

Après ces exposés, Son Honneur le Maire déclare que le projet de règlement No. 1612 est adopté par la majorité des membres du Conseil.

ADOPTÉ

118/2/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1613 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires pour préciser les dispositions concernant les lots ou terrains dérogatoires, est et soit adopté.

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

119/2/84

Les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, demandent une exemption de taxes foncières en retour des services rendus à la population locale.

Considérant que les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, rendent de grands services à la population;

Considérant que l'immeuble sis au 81 rue Brock est accessible tous les jours aux personnes âgées, ainsi qu'aux personnes handicapées;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que les Chevaliers de Colomb soient invités à s'adresser à la Commission Municipale du Québec pour obtenir une exonération du paiement des taxes foncières en invoquant le paragraphe 10 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Il est également résolu que la Commission Municipale du Québec soit avisée que le Conseil ne s'objectera pas à sa décision si elle décide que les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, peuvent se prévaloir des privilèges accordés par la Loi sur la fiscalité municipale.

INITIALES DU MAIRE B.M.
119
INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

120/2/84

Attendu que par le projet de loi 282 (Loi concernant la Ville de Drummondville - 1983, chapitre 65), le Conseil peut autoriser la destruction des dossiers de la Cour Municipale terminés depuis plus de cinq (5) ans, relatifs à des infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et toute autre législation en vigueur sur le territoire de la Ville; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le greffier soit autorisé à procéder à la destruction de certains dossiers de la Cour Municipale conformément à la Loi.

ADOPTÉ

121/2/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que Son Honneur le Maire, Mme Francine Ruest-Jutras, MM. Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert et Edward St-Pierre soient délégués avec leurs conjoints au congrès de l'Union des Municipalités du Québec qui se tiendra à Montréal les 12, 13 et 14 avril 1984.

ADOPTÉ

122/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la Ville de Drummondville achète pour la somme de un dollar (1,00 $) le lot 130-397 (rue St-Félix) du cadastre du Canton de Grantham.

M. Gérard Fradet, notaire, est autorisé à rédiger cet acte d'achat et tous autres documents relatifs à cette acquisition.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

123/2/84

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement définissant les limites d'une zone commerciale dans la Ville de Drummondville (SIDAC).

124/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1600 prévoyant un emprunt de 228 000,00 $ pour l'exécution de travaux publics en 1984 dans le secteur de Drummondville (excluant Drummondville-Ouest).

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1600 et ce de 9 heures à 19 heures les 27 et 28 février 1984.

INITIALES DU MAIRE S.M.
120
INITIALES DU GREFFIER

125/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1601 prévoyant un emprunt de 81 000,00 $ pour l'exécution de travaux publics en 1984 dans le secteur de Drummondville-Ouest.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1601 et ce de 9 heures à 19 heures les 27 et 28 février 1984.

Le conseiller Robert Lafrenière souligne que l'item 4.1 de la cédule "A" du règlement No. 1601 prévoit l'aménagement d'une clôture le long du Chemin du Golf dont le coût sera de 36 000,00 $. Il déclare qu'une entente devra être négociée avec le Club de Golf et Curling de Drummondville de façon à ce que le déblaiement de la neige puisse se faire sans endommager cette nouvelle clôture.

126/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1602 prévoyant un emprunt de 179 000,00 $ pour l'exécution de divers travaux publics en 1984 dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1602 et ce de 9 heures à 19 heures les 27 et 28 février 1984.

Le conseiller Lindor Letendre indique que l'item 5.1 de la cédule "A" du règlement No. 1602 prévoit une dépense de 27 500 $ pour un aménagement paysager au terrain d'exposition. Il estime que le C.E.E.P.A.S. ou la Société d'Agriculture devraient contribuer à défrayer une partie de cette dépense qui est faite pour isoler le terrain d'exposition du secteur domiciliaire voisin.

Le conseiller Jean-Paul Généreux estime que le C.E.E.P.A.S. n'a peut-être pas les moyens de payer pour ces travaux mais que la Ville pourrait solliciter une contribution de Beauce Carnaval dont le propriétaire a déjà fait preuve de générosité envers les Services récréatifs et communautaires.

127/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1603 prévoyant un emprunt de 30 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'égouts et d'aqueduc en 1984 dans le secteur de Drummondville.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1603 et ce de 9 heures à 19 heures les 27 et 28 février 1984.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

128/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1605 prévoyant un emprunt de 188 000,00 $ pour l'entretien des édifices municipaux en 1984.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1605 et ce de 9 heures à 19 heures les 27 et 28 février 1984.

129/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1606 établissant pour les membres du Conseil le tarif des dépenses non préalablement autorisées par le Conseil.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

130/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1607 amendant le règlement No. 1510 en modifiant les délais du programme municipal d'aide à la construction neuve.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

131/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1608 modifiant le règlement No. 1511 et augmentant une quatrième fois le fonds de subvention pour promouvoir la construction neuve.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

132/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1609 définissant les limites d'une zone commerciale dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

133/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1610 relatif à la cotisation à être payée par les membres des Sociétés d'initiative et de développement des artères commerciales (SIDAC).

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

122

INITIALES DU GREFFIER

134/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1611 relatif aux modalités corporatives des Sociétés d'initiative et de développement d'artères commerciales de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

M. Jean-Paul Généreux, conseiller, demande au conseiller juridique certaines informations relatives aux permis et licences commerciales.

Le conseiller juridique donne les précisions nécessaires en soulignant que les permis de vendeurs itinérants émis par la Ville de Drummondville sont valides pour l'année en cours et qu'il est possible de stipuler des heures de commerce (pas de vente après 18 heures). Une demande sera adressée au Service de la sécurité publique pour qu'une surveillance spéciale soit apportée auprès des détenteurs de permis.

Lors de cette même intervention, une différence est clairement faite entre la sollicitation pour fins de charité et le colportage. On insiste également sur la nécessité de resserrer la politique d'émission de permis pour vendeurs itinérants de la Ville.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.
  2070 Terrasse Messier

  Question 1 - La vente du terrain "Eagle Pencil" a-t-elle été faite pour un prix global ou au pied carré?

  Réponse: Il s'agit d'une vente au pied carré au montant de 201 111 $ dont 101 111 $ payés au début des travaux et 100 000 $ le 31 juillet 1984. Le prix au pied carré était équivalent à l'évaluation municipale donnée aux terrains contigus.

  Question 2 - M. Hervé Savoie s'explique mal pourquoi une somme de 100 000 $ a été réservée à même le fonds de subvention pour promouvoir la construction neuve créé par règlement (150 000 $) et pourquoi on injecte également 100 000 $ venant de la vente du terrain "Eagle Pencil" dans le même fonds de subvention toujours pour le projet Imdrum sans qu'on semble rembourser l'augmentation de la dette municipale générée par la nouvelle bibliothèque, tel que le Conseil en avait convenu lors de la vente du terrain?

  Réponse: M. Jean-Paul Généreux donne certaines explications; M. J.-Bruno Smith complète et affirme que les remboursements se feront tel qu'en était le voeu du Conseil lors de ladite vente.

  Question 3 - La Ville de Drummondville consacre une partie infime de son budget des Services récréatifs et communautaires pour les personnes handicapées. Y aurait-il lieu d'augmenter cette quote-part pour les personnes handicapées?

  Réponse: M. Edward St-Pierre, conseiller, précise que le gouvernement du Québec a coupé son enveloppe de subventions municipales pour le loisir de 66% et que conséquemment, la Ville recevant moins, elle donne moins. Elle subventionne à même l'enveloppe globale reçue et proportionnellement au montant reçu. M. Edward St-Pierre se propose de rencontrer les organismes concernés pour connaître leurs besoins respectifs et pour leur offrir certains services municipaux afin de contribuer à augmenter la subvention. Le Conseil suit ce dossier de près.

Question 4 - L'Atelier du logement communautaire projetait d'acheter l'école St-Philippe pour y aménager une coopérative d'habitation, mais cela n'a pas fonctionné et c'est la Ville qui s'en est portée acquéreur. Pourquoi?

Réponse: La transaction avec la Commission scolaire n'était pas possible avec la coopérative d'habitation mais réalisable avec la Ville. La Ville cédera donc cet immeuble à l'Atelier du logement communautaire en prenant soin de soustraire les équipements qui lui appartiennent pour le bénéfice de l'ensemble de la population.

Question 5 - Qui a été nommé au poste de directeur général du Centre d'expositions et d'enchères de produits agricoles spécialisés?

Réponse: M. Henri-Paul Proulx, anciennement au service de l'Union des producteurs agricoles.

Énoncé - M. Hervé Savoie félicite le Conseil pour sa politique municipale relativement aux dépenses pour la participation aux colloques et congrès et la qualifie de très raisonnable.

Question 6 - Des membres de l'ancien Conseil de Ville avaient déjà soutenu qu'il n'y avait pas de mauvaises créances à la Ville de Drummondville, alors pourquoi demande-t-on la radiation de mauvaises créances aujourd'hui?

Réponse: M. J.-Bruno Smith explique que la Ville de Drummondville n'est pas à l'abri des mauvaises créances. Il précise de quel genre de créances il s'agit, ainsi que la raison de leur radiation. De plus, il assure M. Savoie que tout a été fait pour obtenir le paiement avant que le compte soit radié.

Question 7 - Lors du congrès de l'U.M.Q., la Ville paie-t-elle pour les épouses des conseillers?

Réponse: L'inscription au congrès comprend un programme pour les conjoints et ce, que le membre du Conseil soit accompagné ou non.

Question 8 - La Ville a-t-elle un pouvoir sur la fixation du prix d'entrée au Tournoi international de hockey midget de Drummondville?
La hausse du prix a fait baisser l'assistance.

Réponse: La Ville n'a pas droit au chapitre lorsque le prix d'entrée est fixé par le Drummondville Olympique. Fait assez étrange, il est vrai que l'assistance au tournoi a baissé de 1500 à 2000 présences. Cependant, cette baisse a été enregistrée lors des journées commanditées, journées où l'entrée était gratuite pour les spectateurs.

Question 9 - Comme le Tournoi international de hockey midget de Drummondville a augmenté son prix d'entrée pour assister à son activité, peut-on croire que le Festival mondial de folklore de Drummondville fera de même, même si ce dernier a enregistré un bon profit en 1983?

Réponse: Les 2 organismes sont tout à fait indépendants et encore une fois, la Ville n'a pas de contrôle sur les prix d'entrée. Le Conseil précise à M. Hervé Savoie que le Festival mondial de folklore de Drummondville est un organisme qui fonctionne à l'année longue et que les profits effectués avec le festival en 1983 sont plus que nécessaires pour garder en marche la corporation et ainsi préparer le prochain festival.

INITIALES DU MAIRE
124
INITIALES DU GREFFIER

Question 10 - La Ville loue-t-elle à l'heure les équipements pour le déneigement en particulier les grattes hydrauliques et empêche-t-elle lesdits équipements loués de sortir lorsqu'il n'y a qu'un pouce de neige tombée au sol?

Réponse: Les grattes hydrauliques sont louées à l'heure avec un minimum d'heures garanties et ne commencent à travailler qu'au moment où il y a 2 pouces de neige au sol. Cette mesure est prise pour éviter l'encombrement et la formation de glace sur les voies publiques. Malgré qu'il n'y ait pas eu de tempête de neige dernièrement, les équipements de déneigement vont quand même travailler durant les prochains jours pour faciliter la fonte des neiges et éviter certains désagréments.

Question 11 - Et-il vrai que le taux de taxe à Drummondville n'a augmenté que de 4,8%?

Réponse: Ce taux de 4,8% est l'augmentation de la taxe foncière. Cependant, si on ajoute l'augmentation de la taxe d'enfouissement et autres, le taux d'augmentation est de 6,4%.

- Intervenant: M. Laurent Ricard, 355 St-Edouard.

Question 1 - M. Ricard demande au conseiller Jean-Paul Généreux si une distinction peut être faite entre le colportage et la sollicitation politique?

Réponse: M. Jean-Paul Généreux explique la grande différence qu'il y a entre les deux, à la satisfaction de M. Ricard.

Question 2 - Pourquoi alourdir volontairement les finances de la Ville par tant de règlements d'emprunt (réf: items 43 à 47 de l'ordre du jour)?

Réponse: Les règlements d'emprunt sont pleinement justifiés pour permettre une meilleure planification fiscale et pour ne pas demeurer continuellement à la merci de la fluctuation des taux d'intérêt. Un emprunt à long terme stabilise donc le taux d'intérêt.

Question 3 - Demande est faite au Conseil de profiter du congrès de l'U.M.Q. pour faire part aux dirigeants de cet organisme et aux différents intervenants que les taux d'intérêt sont définitivement trop élevés et que des pressions doivent être exercées sur nos gouvernements supérieurs pour baisser ces taux exorbitants.

Réponse: Le Conseil prend bonne note de l'intervention de M. Ricard.

- Intervenant: M. Pierre Larocque, représentant la corporation des concessionnaires automobiles de Drummondville.

Question 1 - Serait-il possible d'obtenir du greffier adjoint la procédure d'adoption des règlements de zonage telle que stipulée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme?

Réponse: Tout de suite après la levée de l'assemblée publique, le greffier adjoint se fera un plaisir de lui remettre ladite procédure.

Question 2 - Pourriez-vous nous préciser la notion d'intervenant dans la procédure d'adoption des règlements de zonage?

Réponse: La notion d'intervenant est précisée dans la procédure d'adoption du règlement, c'est-à-dire que lors de l'assemblée publique de consultation toute personne présente peut intervenir à la période indiquée par le président d'assemblée.



Lors de l'enregistrement pour demander un référendum sur un règlement de zonage, seuls les propriétaires et locataires des zones concernées et des zones contiguës aux premières sont des intervenants valables.

Question 3 - La corporation des concessionnaires d'automobiles de Drummondville peut-elle intervenir?

Réponse: Oui, si cette corporation est propriétaire ou locataire dans les zones concernées et/ou contiguës. Elle peut nommer un représentant par procuration. Ce représentant pourra être inscrit sur la liste des personnes ayant droit de vote au référendum.

Question 4 - Un intervenant peut-il être représenté par un avocat?

Réponse: En tout temps, lorsque le mandat de représentant est établi. Ce procureur ne peut cependant pas voter au nom de la personne ou de la corporation qu'il représente.

- Intervenant: M. Yvon Bouchard, propriétaire de Bouchard Automobiles Inc.

Question 1 - Ce marchand a déjà manifesté le désir d'acheter l'immeuble appartenant maintenant à M. Oréent Nadeau, mais vu que le règlement de zonage de la Ville ne permettait pas l'implantation d'un commerce de vente et de réparation d'automobiles, il a renoncé à cette acquisition. M. Y. Bouchard se dit déçu qu'aujourd'hui le Conseil manifeste l'intention de modifier le zonage dans ce secteur et se demande si à l'avenir ce sera toujours aussi facile d'obtenir des modifications aux règlements municipaux.

Réponse: Ce soir, le Conseil n'a accepté, par résolution, qu'un projet de règlement qui ne pourra entrer en vigueur qu'en suivant la procédure prescrite par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Les propriétaires et locataires concernés par ce changement de zonage auront au moins deux occasions de se prononcer pour ou contre son adoption. Il faut comprendre que le règlement No. 1612 n'est pas encore adopté.

Question 2 - Le propriétaire d'un édifice commercial paie des taxes foncières même s'il n'opère pas de commerce dans ce local; pourquoi le Conseil soutient-il le contraire? (fin de l'intervention)

- Intervenant: M. Claude Toutant, concessionnaire d'automobiles opérant sur le boulevard Mercure.

Question 1 - Quel est le nom du propriétaire du développement sur la rue Tracy et quel montant sera consacré par la Ville pour ce développement?

Réponse: Le propriétaire d'un des lots est M. Simard. Il faut cependant comprendre qu'il ne s'agit pas d'un développement domiciliaire mais d'une relocalisation des services municipaux dans l'emprise de la rue Tracy. Les services existants se trouvent sur un terrain privé et la Ville ne possède pas de servitude. Conséquemment, c'est essentiellement pour régulariser la situation ainsi que pour améliorer les conduites que ces travaux sont effectués.

INITIALES DU MAIRE S.M.
126
INITIALES DU GREFFIER

Question 2 - L'adoption du règlement No. 1603 servira à payer les services de la rue Tracy et sera à la charge de l'ensemble des contribuables de Drummondville; faut-il comprendre qu'en ce faisant, la Ville va à l'encontre de son projet de politique de développement domiciliaire qui prévoyait que ces travaux seraient à la charge des promoteurs?

Réponse: Les travaux qui seront effectués sur la rue Tracy ne concernent pas un nouveau développement domiciliaire. La Ville ne va donc pas à l'encontre de sa politique.

Question 3 - Le règlement No. 1600 traite de travaux à effectuer au pont Cacouna, s'agit-il du pont de la 123e Avenue?

Réponse: Le pont mentionné au règlement No. 1600 est situé près de l'église St-Philippe et aucune réfection n'est prévue au pont de la 123e Avenue.

Énoncé - M. Claude Toutant invite le Conseil a être prudent concernant le changement de zonage proposé sur le boulevard St-Joseph au cours de la présente séance. Ce changement n'est pas acceptable. Il déclare que plusieurs personnes, comme lui, s'opposent à ce changement et se questionnent sur l'objectivité de certains conseillers dans ce dossier. Il termine en affirmant qu'il serait disposé à donner 90 000,00 $ pour la propriété que M. Oréent Nadeau a achetée pour 75 000,00 $ à condition que le zonage soit modifié sur le boulevard St-Joseph.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 27 février 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint.

Serge Ménard
Maire.

* * * * *

27 février 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 27 février 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Roger Turcotte, C.A., directeur général adjoint aux services administratifs et trésorier, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

INITIALES DU MAIRE B.M.
127
INITIALES DU GREFFIER

Le greffier adjoint récite la prière.

135/2/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal de l'assemblée régulière du 13 février 1984.

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, demande que son intervention à la page 15 du procès-verbal soit modifiée en ajoutant au 1° alinéa de son intervention, après "... que le zonage interdisait la vente d'automobiles à cet endroit" la phrase suivante: "et qu'il n'avait pas la superficie requise pour opérer un tel commerce".

Mme Francine Ruest-Jutras demande également que les alinéas 4 et 5 du procès-verbal soient réunis par la conjonction "mais" et ne forment qu'un alinéa.

De plus, l'alinéa 8 doit être modifié de façon à enlever les derniers mots "... sur le boulevard St-Joseph" pour les remplacer par les mots "...à travers la Ville".

Cette demande de Mme Francine Ruest-Jutras est appuyée par M. Edward St-Pierre, conseiller.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 13 février 1984 et qu'ils sont d'accord avec les modifications demandées; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que modifié.

ADOPTÉ

136/2/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information

M. Jean-Paul Généreux, conseiller, regrette de ne pouvoir fournir maintenant l'explication demandée par M. Hervé Savoie lors de la dernière séance régulière, mais il s'engage à le faire dès la séance du 12 mars prochain.

137/2/84

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- VENTE DU LOT 126-3-286 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. M. GILLES HOULE 21 - 9e Avenue, app. 4 Drummondville	13,46 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que cette vente soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M. 188 INITIALES DU GREFFIER

C O R R E S P O N D A N C E:

138/2/84 - Le Club de gymnastique artistique "Les Djinn" de Drummondville par l'entremise de M. Rémy Beauchemin, son président, annonce au Conseil qu'une compétition sectorielle de gymnastique doit se tenir à la Polyvalente Marie-River les 7 et 8 avril 1984. Cette compétition doit être financée par le Club de gymnastique artistique et pour ce faire, ce dernier demande la permission de solliciter la population de Drummondville par le biais d'une vente de chocolat du 16 au 31 mars 1984.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le Club de gymnastique artistique "Les Djinn" de Drummondville soit autorisé à solliciter la population de Drummondville du 16 au 31 mars 1984 pour financer la compétition sectorielle de gymnastique du mois d'avril prochain.

ADOPTÉ

- La compagnie Cinévic Inc. par l'entremise de M. Marcel Labbé, demande à la Ville de Drummondville la permission de garder 5% de la taxe d'amusement perçue comme dédommagement.

M. Marcel Labbé appuie sa demande sur l'article 6 de la loi concernant les droits sur les divertissements (L.Q., ch. D-14) qui autorise la corporation municipale à accorder au percepteur de la taxe une commission sur la vente des billets, et souligne aux membres du Conseil que des décisions semblables ont déjà été prises à son égard par certaines corporations municipales où il opère des lieux d'amusements.

Le Conseil transmet cette demande au comité des finances pour recommandation.

139/2/84 - Lecture est faite de la mise en demeure reçue du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et expédiée par Mme Danielle Lemieux, responsable des bureaux régionaux, ordonnant à la Ville de fournir avant le 1er mars 1984 un engagement financier de sa part, et avant le 15 mars 1984, un échéancier des travaux de correction stipulés. A défaut de s'exécuter, une demande sera faite au ministère de fermer la salle de spectacles au Centre Culturel.

Mme Francine Ruest-Jutras fait une rétrospective du dossier "Centre Culturel" en rappelant les inspections faites par le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur en 1982 qui relevaient à l'époque certaines anomalies à corriger.

Le Conseil du temps avait fait exécuter des travaux de l'ordre de 420 000 $ pour rendre conformes les 2 arénas et la piscine.

Le dossier "Centre Culturel" avait été référé pour étude; cette dernière étant payée par le ministère des Affaires culturelles et la Ville de Drummondville (2/3 - 1/3). Les résultats de l'étude sont maintenant connus et permettent plusieurs hypothèses de réaménagement et/ou de travaux pour mettre aux normes le Centre Culturel.

Le ministère des Affaires culturelles a émis, par ses fonctionnaires, plusieurs hypothèses de subventions mais sans prendre définitivement position. La Ville de Drummondville veut respecter les exigences du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, mais insiste pour connaître le montant de la note à supporter.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, qu'une demande soit faite en bonne et due forme auprès du ministère des Affaires culturelles avec un dossier complet pour permettre à ce ministère de nous préciser les travaux subventionnables et l'ordre de grandeur des subventions disponibles pour ce genre de réaménagement et/ou corrections de façon à être en mesure de déterminer exactement les coûts imputables à la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER

Mme Francine Ruest-Jutras précise que la Ville a déjà commencé à répondre aux exigences du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur en dressant un plan d'évacuation et en ajoutant tel que demandé des extincteurs chimiques à différents endroits.

Si la Ville décidait de réaménager complètement le Centre Culturel (en y incluant des éléments de socialisation et autres travaux), il est à prévoir une augmentation des frais d'entretien, mais aucun personnel supplémentaire.

ADOPTÉ

- Cablestrie Inc., par l'entremise de M. Conrad Tourigny, président et directeur général, demande une confirmation écrite à la Ville de Drummondville à l'effet qu'un lot sur la rue St-Félix (partie du lot 130-328) sera desservi par les services d'aqueduc et d'égouts avant le 1er mai 1984.

  Cette demande est transmise à M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population et ingénieur, pour étude et recommandation.

140/2/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 11 février au 1er mars 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 210 827,03 $.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

141/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans une cause d'évaluation portée devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière par M. Martial St-Cyr (Dossier no. 798290058).

ADOPTÉ

142/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans une cause d'évaluation portée devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière par MM. Antonio Godbout, Maurice Sigouin, Benoit Nadeau et Antonio Baril (Dossier no. 7982542590).

ADOPTÉ

143/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que les services professionnels de Me Michel Lafrenière, avocat, soient retenus pour

INITIALES DU MAIRE
130
INITIALES DU GREFFIER

représenter la Ville de Drummondville dans une cause d'évaluation portée devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière par la compagnie Béton Drummond Inc. (Dossier no. 8679241453).

ADOPTÉ

144/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les services professionnels de Me Guy Lahaie, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans une cause d'évaluation portée devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière par la compagnie Samaras and Brothers Inc. (Dossier no. 8382581642).

ADOPTÉ

145/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la Ville de Drummondville vende à MM. Pierre Côté et Pierre Léveillée un morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent soixante-sept (Ptie 167) du Rang III du cadastre officiel du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville, décrit et borné comme suit:

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une partie de lot 167 étant la rue Farrell, vers le sud-est par une autre partie de lot 167, vers le sud-ouest par une partie des lots 167 et 167-72, vers le nord-ouest par une autre partie de lot 167.

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: Commençant au point indiqué par le chiffre 4 au plan annexé à la description technique datée du 13 février 1984 (Minute 2613, Répertoire 3831) et situé à l'intersection des lignes nord-ouest et nord-est du lot 167-72; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés trente-huit minutes zéro seconde (269°38'00") une distance de trente-sept mètres dix-neuf centièmes (37,19 m) jusqu'au point 9; de là, dans une direction conventionnelle de zéro degré zéro minute zéro seconde (0°00'00") une distance de cinquante-sept mètres quatre-vingt-onze centièmes (57,91 m) jusqu'au point 10; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-neuf degrés trente-huit minutes zéro seconde (89°38'00") en suivant l'emprise sud-ouest de la rue Farrell une distance de soixante mètres quatre-vingt-seize centièmes (60,96 m) jusqu'au point 2; de là, dans une direction conventionnelle de cent quatre-vingt degrés zéro minute zéro seconde (180°00'00") une distance de cinquante-sept mètres quatre-vingt-onze centièmes (57,91 m) jusqu'au point 3; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-neuf degrés trente-huit minutes zéro seconde (269°38'00") une distance de vingt-trois mètres soixante-dix-sept centièmes (23,77 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de trois mille cinq cent trente mètres carrés et deux dixièmes (3 530,2 m²).

Les dimensions et la superficie indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle le 13 février 1984, portant le numéro de répertoire 3831 et le numéro de minute 2613; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite pour le prix de deux mille deux cent soixante-seize dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (2 276,98 $), soit 0,645 $ le mètre carré, payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente. La Ville reconnaît avoir déjà reçu la somme de cent quarante-trois dollars (143,00 $) sur ce montant, dont quittance pour autant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant un ajustement devant être fait entre les parties

aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

INITIALES DU MAIRE
131
INITIALES DU GREFFIER

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus douze mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'environ quatre mille huit cents pieds carrés (4 800 p.c.).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire André Jean; lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le ministère des Affaires municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par les présentes autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

146/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que la résolution no. 741/9/83 soit abrogée concernant la vente d'un terrain industriel à Enseignes Leco Néon Plastique Ltée (superficie: 1376,7 m² - prix: 0,645 $ m²).

ADOPTÉ

147/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la résolution no. 926/12/83 soit abrogée concernant la vente d'un terrain industriel à Enseignes Leco Ltée (superficie: 2153,4 m² - prix: 0,645 $ m²).

ADOPTÉ

148/2/84

ATTENDU QU'une demande d'emprunt temporaire pour un montant de 990 000 $ doit être faite à la Commission municipale du Québec par la Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE ce montant est égal au solde en capital qui sera non amorti et renouvelable pour un terme additionnel de 10 ans, lors de l'échéance du 1er juin 1984, sur l'émission originale de 1 500 000 $, datée du 1er juin 1974; (Dossier d'emprunt à long terme du Ministère numéro 75781)

ATTENDU QUE, lors de l'échéance ci-dessus indiquée sur l'émission mentionnée ci-haut, le solde en capital non alors amorti sera renouvelable à ladite date, au moyen d'une nouvelle finance de renouvellement, pour la balance du terme autorisé;

ATTENDU QUE pour faciliter le remboursement de ladite échéance, il y a lieu d'obtenir l'autorisation d'effectuer un emprunt temporaire pour une somme égale au montant du solde non amorti et renouvelable ci-haut indiqué;

INITIALES DU MAIRE B.M.
132
INITIALES DU GREFFIER

IL EST PAR CONSÉQUENT
PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ par M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT, QUE:

1° Le préambule ci-dessus fasse partie intégrante de la présente;

2° Une demande soit faite à la Commission municipale du Québec de bien vouloir autoriser la Ville de Drummondville à emprunter temporairement une somme de 990 000 $, ledit emprunt temporaire devant être remboursable à même le produit de la nouvelle finance de renouvellement de l'émission originale d'obligations de 1 500 000 $, datée du 1er juin 1974.

ADOPTÉ

149/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, qu'une somme de 500 $ soit versée à titre de subvention au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste Inc., au profit exclusif du Club "Or et Argent" de la paroisse St-Jean-Baptiste.

ADOPTÉ

150/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville de Drummondville paie cette année une contribution de 1 000 $ à l'Association forestière des cantons de l'est inc. en guise de cotisation annuelle et en échange de certains arbres.

ADOPTÉ

151/2/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'une demande soit adressée au ministre de l'Environnement du Québec afin qu'il fournisse à la Ville de Drummondville une copie de l'entente négociée le ou vers le 27 février 1984 avec la compagnie Domtar concernant le déversement de matières solides susceptibles de demeurer en suspension dans la rivière St-François.

ADOPTÉ

152/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que les services professionnels de Me Laurent Jutras et Me Marcel Bernier, notaires, soient retenus concernant l'acquisition de parcelles de terrains situées en bordure du boulevard Lemire et appartenant aux Entreprises Bellevue Ltée (151-490 et P.151-503 (rue) et à M. André Généreux (151-381).

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents requis pour les fins précitées.

ADOPTÉ

153/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que M. Michel Lesage, ingénieur, directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à représenter la Ville et à assister aux procès-verbaux de bornage des 4 terrains ci-dessous décrits et qu'il soit également habilité à signer les documents requis pour cesdits procès-verbaux de bornage sur les terrains:

1- Lot P.7 du quartier Est de la Ville (Hériot/Dunkin) - Arpenteur-géomètre: Yves Noël

2- Lots P.159-169, P.159-167 et P.159-168 du Canton de Grantham (rue St-Georges) - Arpenteur-géomètre: Yves Noël

3- Lots 147-28, 147-1, 147-29 et 147-30 du Canton de Grantham (Notre-Dame/ St-Louis) - Arpenteur-géomètre: Yves Noël

4- Lots P.62 et 63 du quartier Ouest de la Ville (terrain situé entre les rues Brock et Hériot) - Arpenteur-géomètre: A.-Marcel Lachapelle.



ADOPTÉ

154/2/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que la Ville se porte acquéreur pour un prix nominal de 1,00 $ du lot P.147-29 du cadastre du Canton de Grantham d'une superficie de 34,6 m², situé à l'intersection des rues Notre-Dame et St-Louis; le propriétaire du lot étant la Coopérative d'Habitation Le Duo.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tout acte relatif à l'acquisition dudit terrain.

ADOPTÉ

155/2/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la Ville de Drummondville se porte acquéreur pour un prix nominal de 1,00 $ du lot 147-40 du cadastre du Canton de Grantham d'une superficie de 19,25 m², situé à l'intersection des rues Notre-Dame et Manseau; le propriétaire du lot étant M. Armand Coutu.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tout acte relatif à l'acquisition dudit terrain.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire Serge Ménard, étant la plus haute autorité au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.Q. 1982, chap. 30), désigne et délègue en séance publique M. J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville, comme étant délégué de pouvoir pour transmettre de l'information reliée aux "affaires de nature policière".

Ces désignation et délégation de pouvoir sont consignées dans un document déposé au bureau du greffier de la Ville de Drummondville.

156/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la Corporation Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. soit autorisée à tenir le 5 juillet 1984 le Bal du chien chaud et que les mêmes services que l'an dernier leur soient fournis, en conformité avec la politique d'assistance aux manifestations populaires de la Ville de Drummondville.

La corporation Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. est par la même occasion autorisée par la Ville de Drummondville à soumettre une demande auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec pour l'obtention d'un permis de vente de boisson alcoolique nécessaire pour l'événement ci-dessus mentionné.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
134
INITIALES DU GREFFIER

157/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec la Direction générale des programmes de services de santé et des services sociaux du ministère des Affaires sociales concernant les échanges d'information relatifs à l'émission des permis.

ADOPTÉ

158/2/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le notaire André Jean soit mandaté pour rédiger un bail emphytéotique de 10 ans ou plus à intervenir entre la Ville de Drummondville et la corporation Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. pour la location et la gestion du chalet Frank Gougeon par cette dernière.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au bail précité.

ADOPTÉ

159/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le notaire Denis Gariépy soit mandaté pour rédiger une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et la corporation le Centre d'expositions et d'enchères de produits agricoles spécialisés Inc. pour la gérance du terrain d'exposition par cette dernière.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'entente précitée.

ADOPTÉ

160/2/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que:

1- Les personnes ci-après nommées soient embauchées, à titre d'essai, par la Ville et affectées aux postes suivants du Service des travaux publics:
   . M. Raymond Doucet, journalier, section édifices et parcs
   . M. Mario Lefebvre, journalier, section hygiène du milieu
   . Mlle Desneiges Roy, secrétaire-dactylo-réceptionniste;

2- M. Ronald Rousseau, déjà à l'emploi de la Ville, soit promu au poste d'opérateur à l'usine de traitement d'eau;

3- M. Bernard Arguin soit embauché, à titre d'essai, comme mécanicien.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie déclare que pour la première fois la sélection de ces personnes a été faite par un comité composé de:

- MM. Denis Savoie, Lindor Letendre et Jean-Paul Généreux, conseillers
- M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics
- MM. Jean-Guy Provencher et Denis Lampron, représentants du syndicat des employés municipaux
- MM. Yves Blais, Denis Larocque et Marcel Savoie, surintendants

- MM. Marcel Gendron et Gervais Boulanger, contremaîtres
- M. W. Majella Crôteau, directeur adjoint, Service du personnel
- M. Gaston Brochu de l'école Paul Rousseau qui a préparé le dossier relatif à la sélection d'un mécanicien.

INITIALES DU MAIRE S.M. 135 INITIALES DU GREFFIER

161/2/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, qu'une lettre de remerciements et une plaque souvenir soient remises à M. Gaston Brochu pour les services qu'il a rendus à la Ville comme consultant dans le dossier concernant l'engagement d'un mécanicien à l'essai.

ADOPTÉ

Le conseiller Lindor Letendre insiste sur le fait que de nombreuses candidatures ont été étudiées pour tous les postes à combler.

Le conseiller J.-Bruno Smith veut savoir si les personnes choisies demeurent à Drummondville.

Le conseiller Lindor Letendre déclare que Mlle Desneiges Roy demeure à Grantham-Ouest, mais qu'elle est propriétaire à Drummondville.

Le conseiller Denis Savoie ajoute que dans l'appel d'offres de la Ville une clause spécifique indiquait que les personnes choisies devaient garantir qu'elles deviéndraient résidantes de Drummondville dans les six mois de la date de leur embauche.

162/2/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que M. Jacques Guay, constable, soit promu au poste de sergent au Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière explique que cette promotion a été recommandée suite à une évaluation sérieuse de l'Institut de police du Québec et de l'état major du Service de la sécurité publique.

163/2/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 février 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

164/2/84

ATTENDU QUE M. Gilles Gaudreau a donné sa démission comme membre du Comité consultatif d'urbanisme le 15 février 1984;

ATTENDU QUE cette démission a été acceptée par le Comité consultatif d'urbanisme;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'une lettre de remerciements et une plaque souvenir soient remises à M. Gilles Gaudreau pour services rendus comme membre du sein du Comité consultatif d'urbanisme et représentant du groupe industriel.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
136
INITIALES DU GREFFIER

165/2/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 92 000,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie dans le secteur P.A.A.T. II. (Travaux prévus au programme triennal d'immobilisations 1984)

- Rue Fauteux			
Bordure en béton		2 720,00 $	
Engazonnement		656,00 $	
	Total:		3 376,00 $
- Rue Chauveau			
Bordure en béton		32 480,00 $	
Engazonnement		8 192,00 $	
	Total:		40 672,00 $
- Rue Comtois			
Trottoir en béton		6 625,00 $	
Bordure en béton		20 480,00 $	
Engazonnement		5 552,00 $	
	Total:		32 657,00 $
	Sous-total:		76 705,00 $
	Contingences:		15 295,00 $
	TOTAL:		92 000,00 $

166/2/84

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 52 000,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie dans le secteur P.A.A.T. III (Travaux prévus au programme triennal d'immobilisations 1984)

- Boulevard Des Pins			
Trottoir en béton		7 950,00 $	
Bordure en béton		5 760,00 $	
Engazonnement		1 360,00 $	
	Total:		15 070,00 $
- Rue Joly			
Trottoir en béton		11 660,00 $	
Bordure en béton		6 400,00 $	
Engazonnement		3 360,00 $	
	Total:		21 420,00 $
- Rue Taillon			
Trottoir en béton		3 975,00 $	
Bordure en béton		1 600,00 $	
Engazonnement		1 040,00 $	
	Total:		6 615,00 $
	Sous-total:		43 105,00 $
	Contingences:		8 895,00 $
	TOTAL:		52 000,00 $

167/2/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement concernant les tarifs des permis et autres frais exigibles par le Service des permis de construction.

168/2/84

Le conseiller Robert Lafrenière, conseiller, donne avis de motion d'un règlement (No. 1612) modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'agrandir le secteur de zone CC-12 à même une partie du secteur CB-4.

169/2/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement (No. 1613) pourvoyant à la modification du règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'adopter de nouvelles dispositions relatives aux usages dérogatoires pour préciser les dispositions concernant les lots ou terrains dérogatoires.

INITIALES DU MAIRE J.M. 137 INITIALES DU GREFFIER

170/2/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement décrétant les modalités de financement des raccordements des entrées d'eau et compteurs d'eau.

171/2/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 100 000,00 $ pour des travaux d'aménagement et l'achat d'équipement pour les besoins des activités sportives et culturelles des Services récréatifs et communautaires.

1.	Parcs	
1.1	Duvernay	3 000,00 $
1.2	Biron, Tessier, Milette Godbout, Woodyatt, Guilbault La Coulée	35 000,00 $
1.3	Plan masse - campus scolaire	15 000,00 $
1.4	La Coulée	5 000,00 $
1.5	La Poudrière	15 000,00 $
1.6	Biron	3 000,00 $
1.7	Stade de baseball	5 000,00 $
2.	Olympia Yvan Cournoyer	4 000,00 $
3.	Centre Culturel	7 000,00 $
		92 000,00 $
	Financement	8 000,00 $
	TOTAL:	100 000,00 $

172/2/84

Lecture est donnée du règlement No. 1614 définissant les limites d'une zone commerciale dans la Ville de Drummondville (SIDAC - quartier St-Joseph).

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ce règlement soit adopté.

Il est de plus résolu que des félicitations soient offertes aux promoteurs d'une SIDAC dans le quartier St-Joseph.

ADOPTÉ

Période de questions et renseignements concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 - Est-ce que l'absence du conseiller Gilles St-Martin est motivée?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que le conseiller est actuellement en vacances et à l'extérieur de la Ville.

Question 2 - Est-ce que le vote pris par le Conseil le 13 février 1984 sur le projet de modification de zonage du boulevard St-Joseph (règlement No. 1612) est définitif et a pour effet de rendre ce règlement en vigueur?

INITIALES DU MAIRE
138
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Les membres du Conseil ont adopté, par des votes partagés, le 13 février dernier 2 projets d'amendement au règlement de zonage No. 1400. L'adoption de ces résolutions était nécessaire pour enclencher le processus d'adoption des règlements d'amendement. Suite à ces résolutions, les membres du Conseil devront se prononcer une autre fois pour l'adoption desdits règlements. Ce 2ième vote sera pris durant l'assemblée publique régulière qui suivra l'assemblée spéciale de consultation du 12 mars prochain ou lors de la reprise de l'assemblée spéciale de consultation publique après la séance régulière.

Question 3 -L'étude qui a été réalisée à la demande du Conseil et du ministère des Affaires culturelles relativement au Centre Culturel, a-t-elle comme objectif premier de déceler les anomalies ou les contraventions à la loi sur la sécurité dans les édifices publics pour y remédier ou est-elle un prétexte pour faire des travaux d'agrandissement?

M. H. Savoie avise le Conseil que dans l'hypothèse où un règlement d'emprunt était adopté pour effectuer un agrandissement, le Regroupement des Citoyens s'y opposerait farouchement étant donné que cela constituerait un alourdissement de la dette municipale et apporterait des frais d'entretien et d'achat de matériel supplémentaire M. Savoie prend en exemple le nouveau Centre d'information documentaire et l'achat de volumes.

Réponse: Le Conseil prend bonne note de l'intervention de M. H. Savoie.

Question 4 -L'item 23 parle d'une délégation de pouvoir par Son Honneur le Maire au directeur du Service de la sécurité publique pour la transmission de l'information reliée aux dossiers de nature "affaires policières". Est-ce à dire que toute demande écrite de renseignement devra lui être acheminée?

Réponse: Monsieur le Maire précise qu'en vertu des pouvoirs qui lui sont dévolus par la loi sur l'accès à l'information des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.Q. 1982, ch. 30), il peut, comme cela a été fait déjà dans plusieurs villes, déléguer ce pouvoir de gardien des archives au directeur du Service de la sécurité publique de la Ville, en ce qui concerne les dossiers de nature "affaires policières" et lui permettre de transmettre ces documents en conformité avec les exigences de la Loi. Ces pouvoirs délégués sont semblables à ceux qui avaient été remis au greffier sous l'ancienne administration municipale.

Question 5 -Le Regroupement des Citoyens avait fait il y a déjà quelques temps une intervention sur la politique d'embauche de la Ville de Drummondville. Suite à cette intervention, un document décrivant cette politique d'embauche avait été remis au R.C.D. M. Denis Savoie a fait l'éloge de la méthode de sélection employée lors des derniers engagements à l'essai. Cette méthode de sélection a-t-elle été prise à même la politique d'embauche remise par la Ville au R.C.D.?

Réponse: M. Denis Savoie déclare qu'à son avis il s'agit de la meilleure sélection de personnel faite à la Ville de Drummondville depuis nombre d'années. Il prend l'exemple de l'engagement de M. Raymond Doucet qui était à l'emploi de la Ville de Drummondville comme surnuméraire depuis 1975 et qui n'avait pas encore de permanence.

M. Lindor Letendre souligne que le Conseil a toujours été très parcimonieux en ce qui concerne les engagements au Service des travaux publics.

Question 6 -Les personnes embauchées à l'essai ce soir remplissent-elles des postes laissés vacants suite à des retraites ou à des décès, ou doivent-elles être considérées comme du personnel additionnel?

Réponse: Il s'agit de remplacements suite à des retraites. Le mécanicien embauché à l'essai devrait remplacer le mécanicien décédé à la fin de l'année dernière.

INITIALES DU MAIRE S.M. 139 INITIALES DU GREFFIER

Question 7 - Item 33 - Le règlement concernant les tarifs des permis et autres frais exigibles par le Service des permis de construction, apporte-t-il des hausses?

Réponse: M. Denis Savoie explique que le règlement, s'il est adopté tel quel, apportera des hausses de l'ordre de 10% à 100%. M. Denis Savoie prend pour exemple les frais relatifs à l'inspection des installations septiques, inspection qui doit être faite par un ingénieur et qui génère des déboursés de 300,00 $ à la Ville. Désormais, ces frais seront assumés par le requérant. En ce qui concerne les permis, un permis de construction pour un immeuble de 300 000 $ (ex: Burger King) coûtera 580 $ en 1984 au lieu de 70 $ en 1983. Ces tarifs sont comparables à ceux des villes voisines. Il faut cependant bien comprendre que la procédure n'est qu'au stade de l'avis de motion et que le Conseil devra réétudier et discuter tout le projet avant de l'adopter. Une explication supplémentaire est fournie sur le règlement en précisant qu'un dépôt de 1 000 $ sera exigé de toute personne demandant un changement de zonage. M. Denis Savoie donne l'exemple du changement de zonage de M. Oréent Nadeau qui, jusqu'à maintenant, aurait coûté 3 000 $ à l'ensemble des contribuables de Drummondville.

A cette affirmation, M. Robert Lafrenière s'objecte en disant qu'il ne s'agit que de "chiffres tirés en l'air", qu'une telle assertion est arbitraire et gratuite et qu'elle devrait être expliquée en détail pour permettre à tout le monde d'évaluer "justement" ce montant.

M. Lindor Letendre, tant qu'à lui, fera des représentations lors de l'adoption du règlement mais souligne quand même au Conseil qu'il est contre un tel dépôt de 1 000 $ pour modifier un règlement de zonage, car cela constituerait une entrave à la liberté du citoyen.

Question 8 - Est-ce qu'avec cette nouvelle politique mise de l'avant par le Conseil, la taxe riveraine va faire son apparition?

Réponse: C'est une chose possible cependant le Conseil n'a pas terminé sa réflexion sur cette question.

Question 9 - Item 37 - Le règlement d'emprunt n'excédant pas 100 000 $ pour des travaux d'aménagement et l'achat d'équipement pour les besoins des activités sportives et culturelles des Services récréatifs et communautaires, servira à acheter quel genre d'équipement?

Réponse: M. Edward St-Pierre donne une énumération des dépenses et leur affectation. De plus, il offre de fournir à M. Hervé Savoie, avec la permission du Conseil, la liste détaillée des dépenses et des affectations.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine assemblée du Conseil, au lundi, 12 mars 1984.

Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M.
140
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

12 mars 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 12 mars 1984 à 19 h 45. Cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la loi 125 pour les fins suivantes:

" 1. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1612 amendant le règlement de zonage No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CC-12 à même une partie du secteur de zone CB-4.

- Règlement No. 1613 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires pour préciser les dispositions concernant les lots ou terrains dérogatoires.

2. Période de questions - règlement No. 1612.

3. Lecture et adoption du règlement No. 1612.

4. Période de questions - règlement No. 1613.

5. Lecture et adoption du règlement No. 1613. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, Michel Binet, chef inspecteur en bâtiment et directeur adjoint du Service de la planification et des programmes, ainsi que Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

" Bonsoir Mesdames et Messieurs,

Il me fait plaisir de vous accueillir à cette assemblée publique de consultation, au sujet d'amendements apportés à notre règlement de zonage dans le but de modifier notre réglementation d'urbanisme.

Comme vous le savez peut-être, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, sanctionnée en novembre 1979, prévoit que la Ville doit soumettre ses règlements portant sur le zonage, ainsi que ses amendements, à la consultation publique, avant leur adoption. A cet effet, la Loi précise que le maire doit, premièrement, expliquer le projet d'amendement et les conséquences de son adoption et, deuxièmement, entendre

les personnes et organismes qui désirent s'exprimer à ce sujet et qui ont une propriété dans les zones contiguës à la zone où l'amendement est apporté.

- RÈGLEMENT NO. 1612

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CC-12 à même une partie du secteur de zone CB-4.

Nature et objet: Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à soustraire de la zone commerciale CB-4 localisée du côté nord du boulevard St-Joseph, les terrains situés à l'ouest de la rue des Châtaigniers pour les inclure dans la zone CC-12.

- RÈGLEMENT NO. 1613

Titre et objet: Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires pour préciser les dispositions concernant les lots ou terrains dérogatoires.

Nature et objet: Ce règlement modifie le texte du règlement de zonage municipal No. 1400 afin de préciser le caractère des dérogations et les effets de celles-ci sur l'utilisation et les changements qui peuvent être faits en regard d'un lot ou d'un terrain dérogatoire.

J'invite donc les personnes qui désirent se prévaloir de leur droit de parole, à s'avancer au micro et à le faire.

Période de questions concernant le règlement No. 1612

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du Regroupement des Citoyens.

Question 1 - Considérant qu'au cours des années antérieures certains conseillers qui siègent encore au Conseil se sont objectés à des modifications au règlement de zonage sur le boulevard St-Joseph pour la partie située entre la rue St-Pierre et la route Transcanadienne; comment peut-on expliquer l'attitude de ces mêmes conseillers qui aujourd'hui se disent favorables à une modification du zonage dans ce même secteur?

Question 2 - Quelles raisons valables peut-on invoquer pour justifier un changement de zonage sur le boulevard St-Joseph?
Peut-on dire qu'une bâtisse inoccupée ne rapporte pas de revenus?
Personnellement, je considère que le propriétaire doit payer ses taxes foncières et que la taxe d'affaires représente une somme minime par rapport au budget de la Ville.

M. Hervé Savoie souhaite bonne chance au Conseil lors du vote sur le règlement No. 1612.

- Intervenant: M. Pierre Larocque, président de l'Association des concessionnaires d'automobiles.

Énoncés: L'association, que je représente, considère ce qui suit:
- le coût de la réfection du plan de zonage suite aux modifications qui seront apportées par l'adoption des règlements nos 1612 et 1613;
- le coût d'un référendum;
- les conséquences de l'adoption du règlement No. 1613 concernant les terrains dérogatoires dont le nombre n'a pas été calculé;
- la multiplication des commerces de voitures usagées sur une artère importante ne contribue pas à améliorer l'esthétique (exemple la Ville de Granby);

INITIALES DU MAIRE S.M.
142
INITIALES DU GREFFIER L.B.

- la Ville ne réussit pas présentement à faire respecter sa réglementation par les vendeurs d'automobiles sur des terrains de grande superficie. Qu'adviendra-t-il si la superficie de ces terrains est diminuée?
- il semble illogique que le Conseil engage des dépenses onéreuses pour des procédures en faveur d'un citoyen qui a acquis un terrain sachant que les règlements municipaux ne permettaient pas le commerce d'automobiles qu'il veut y opérer.
- les résidants de la rue Maisonneuve sont invités à visiter le garage Montplaisir pour constater:
  . le bruit fait par les compresseurs
  . le volume de vidanges
  . l'environnement d'un garage même bien opéré.
- les opposants au changement de zonage dans un laps de temps très réduit et avec des informations très sommaires ont réussi à faire signer environ 100 contribuables qui s'opposent à toute modification au zonage dans le secteur concerné par le règlement No. 1612. Il ne fait aucun doute que la population si elle était mieux informée réagirait négativement au changement de zonage proposé.

- Intervenant: M. Claude Toutant, garagiste.

Question - M. Claude Toutant demande au greffier pourquoi au moment de la publication d'un avis dans un journal local invitant les propriétaires et locataires des zones contiguës aux zones CC-12 et CB-4, la liste des personnes ayant droit de s'inscrire au registre n'était pas disponible?

Réponse: La Loi 125 n'oblige pas le greffier à produire cette liste au moment de la publication de l'avis précité. La liste électorale était disponible et les personnes intéressées ont pu la consulter rapidement et en obtenir les extraits pertinents. D'autre part, une liste des propriétaires inscrits au rôle et des locataires inscrits sur la liste électorale a été préparée le 7 mars et fournie aux personnes qui l'ont demandée.

Le greffier admet que cette liste aurait pu être confectionnée plus tôt même si la Loi ne le prévoit pas.

Considérant qu'il est 20 heures et que la séance régulière du Conseil doit être tenue, Son Honneur le Maire AJOURNE CETTE SÉANCE SPÉCIALE et déclare qu'elle se poursuivra cinq minutes après la séance régulière.

* * * * * *

À 22 heures, reprise de la séance spéciale ajournée.

- Intervenant: M. Claude Toutant, garagiste.

Question - M. Michel Binet, chef inspecteur en bâtiment, pourrait-il énoncer les conséquences positives et négatives d'un changement de zonage tel que proposé par le règlement No. 1612., ainsi que les conséquences de l'adoption par le Conseil du règlement No. 1613?

Réponse: M. Michel Binet explique que la philosophie d'un règlement de zonage prévoit que les zones CC dans le règlement actuel sont caractérisées par une grande superficie des lots et un éloignement raisonnable des zones résidentielles de faible densité. Quant au règlement No. 1613, il diminue les exigences de la réglementation actuelle concernant les pourcentages exigés pour le respect des normes d'aménagement (superficies d'implantation, marges, espaces de stationnement, etc.).

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

INITIALES DU MAIRE S.M. 143 INITIALES DU GREFFIER

Question - S'adressant à M. Michel Binet, M. H. Savoie voudrait savoir quelle serait l'influence de la mise en vigueur des règlements nos 1612 et 1613 sur l'évaluation municipale?

Réponse: M. Michel Binet déclare qu'il ne peut répondre à cette question parce qu'il n'a pas fait de calculs.

- Intervenant: M. H.-Paul Parent, garagiste.

Question - Ce marchand explique qu'en 1975 il a dû déplacer un un édifice de six logements pour agrandir son garage et donner un peu d'expansion à son commerce. De plus, il a été informé que si un feu détruisait son garage à plus de 50%, il ne pourra reconstruire au même endroit. Il veut savoir si cette information est exacte?

Réponse: M. Michel Binet, chef inspecteur en bâtiment, explique qu'il ne peut donner une réponse définitive sur cette question parce qu'il faudrait faire l'étude de ce cas spécifique.

Son Honneur le Maire invite M. H.-Paul Parent à rencontrer M. Michel Binet à son bureau pour obtenir une réponse plus précise concernant ses préoccupations.

- Intervenant: M. Jean-Claude Pinard, garagiste.

Énoncé: Il y a un an, j'ai rencontré des fonctionnaires municipaux pour me renseigner sur les sites possibles pour l'aménagement d'un garage. On m'a informé que ce genre de commerce était possible seulement dans les zones de commerce artériel (CC). J'ai accepté de respecter la réglementation et il me semble que tous les citoyens devraient accepter les règlements municipaux.

- Intervenant: M. Robert Lafrenière, conseiller.

Ce conseiller explique que M. Bouchard, propriétaire d'un garage, a pu s'agrandir mais à certaines conditions qu'il a acceptées parce que son édifice n'était pas situé sur un terrain assez grand pour satisfaire aux normes exigées dans une zone CC.

173/3/84

Le greffier donne lecture du règlement No. 1612 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CC-12 à même une partie du secteur de zone CB-4.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le règlement No. 1612 soit adopté.

Le conseiller Robert Lafrenière affirme que, selon lui, la vente d'automobiles sur le boulevard St-Joseph n'affecte pas l'environnement. D'ailleurs, certains commerces opèrent déjà illégalement dans ce secteur. L'adoption du règlement No. 1612 démontre que la démocratie existe chez-nous.

Le conseiller Gilles St-Martin déclare qu'après mûre réflexion il se doit en conscience s'opposer à l'adoption des règlements nos 1612 et 1613.

Son Honneur le Maire demande le vote sur le règlement No. 1612.

INITIALES DU MAIRE S.M. 144 L.B INITIALES DU GREFFIER

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Robert Lafrenière	Mme Francine Ruest-Jutras
M. Lindor Letendre	M. Denis Savoie
M. Jean-Paul Généreux	M. Edward St-Pierre
M. Jean-Marie Boisvert	M. J.-Bruno Smith
	M. Gilles St-Martin

Son Honneur le Maire déclare que le règlement No. 1612 ne peut être adopté et que les zones CB-4 et CC-12 ne sont pas modifiées.

174/3/84

Lecture est donnée du règlement No. 1613 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires pour préciser les dispositions concernant les lots ou terrains dérogatoires.

Attendu que le règlement No. 1612 n'a pas été adopté;

Attendu que le règlement No. 1613 a une relation directe avec le règlement No. 1612;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que le règlement No. 1613 ne soit pas adopté.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière remercie toutes les personnes qui ont consacré du temps et des efforts pour étudier, rédiger, combattre ou défendre les projets de règlements nos 1612 et 1613. Il réitère sa confiance au Comité consultatif d'urbanisme. Il se rallie au vote majoritaire donné par les membres du Conseil. Il déclare que tout le débat entourant les deux règlements de zonage nos 1612 et 1613 s'est déroulé démocratiquement et honnêtement et espère que les citoyens concernés accepteront la décision du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que l'assemblée est levée.

Laurent Bernier
Greffier.

Serge Ménard
Maire.

* * * * *

12 mars 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 12 mars 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Gilles St-Martin et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

INITIALES DU MAIRE S.M.
145
INITIALES DU GREFFIER L.B.

Le greffier récite la prière.

175/3/84

Le greffier commence la lecture du procès-verbal de l'assemblée du 27 février 1984 et la poursuit jusqu'à la résolution no. 135/2/84.

Attendu que tous les membres du Conseil ont déjà pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 27 février 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le greffier soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

176/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

177/3/84

Son Honneur le Maire donne lecture d'un télégramme qu'il a adressé à M. Michel Clair, député de Drummond, au lendemain de sa nomination au poste de Président du Conseil du Trésor du Québec.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que les félicitations du Conseil soient transmises par lettre à M. Michel Clair suite à son importante nomination.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

178/3/84

1- VENTE DU LOT 126-3-271 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM - P.A.A.T. II - LA COULÉE

Soumissionnaires	Prix
. M. RÉJEAN DESCÔTEAUX et MME FRANCINE LASSONDE 125 Des Pins Drummondville	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette vente soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

179/3/84

2- NETTOYAGE DES CHAUDIÈRES DANS LES ÉDIFICES MUNICIPAUX (9 CHAUDIÈRES)

INITIALES DU MAIRE L.M.
146
INITIALES DU GREFFIER L.B.

Soumissionnaires	Prix
. ÉQUIPEMENT DE COMBUSTION IDÉAL LTÉE 1030 Deschaillons Sherbrooke	4 356,16 $
. COMBUSTION A.C. INC. 3115 Gendron, C.P. 88 Ste-Rosalie	2 810,22 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

180/3/84 - L'Accueil Chez Jean L'Agapè informe le Conseil que la Corvée 1984 se tiendra le dimanche 29 avril 1984. La présidente, Mme Francine Ménard, sollicite la permission d'installer un panneau publicitaire en face de l'hôtel de ville durant la période du 19 au 29 avril 1984 et de hisser un drapeau au sigle de Jean L'Agapè.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que ces permissions soient accordées et que des voeux de succès soient transmis aux organisateurs de la Corvée 1984.

ADOPTÉ

181/3/84 - M. Jacques Salvas, responsable du Centre d'emploi du Canada pour étudiants (section de Drummond), sollicite l'autorisation de poser une affiche portant la mention "Cet été, embauchez un étudiant" sur le viaduc du boulevard St-Joseph. Le requérant informe le Conseil que CN Rail a déjà donné son consentement à la pose de cette affiche.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la pose de l'enseigne précitée soit autorisée.

ADOPTÉ

182/3/84 - Le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. transmet au Conseil un résumé de l'état du dossier de l'agrandissement de sa bâtisse située au 114 - 11e Avenue et sollicite un appui financier de la Ville.

Attendu que ce projet d'agrandissement mérite une étude sérieuse pour choisir les alternatives susceptibles de rendre ce Centre Récréatif fonctionnel tout en respectant les règlements municipaux et autres règlements régissant la construction ou la réfection des édifices publics;
il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'un comité soit formé des personnes suivantes:

. M. Lindor Letendre, conseiller
. M. Edward St-Pierre, conseiller
. M. Michel Lesage, ing., d.g.a. aux services à la population
. M. André Paquet, directeur des S.R.C.D.
. M. Michel Binet, directeur adjoint du S.P.P.

pour rencontrer les administrateurs du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste Inc. et étudier avec eux différentes alternatives concernant un agrandissement éventuel de la bâtisse actuelle ou la construction d'un autre édifice sur un terrain municipal.



ADOPTÉ

- La Société d'Habitation du Québec informe le Conseil qu'un appel d'offres a été lancé pour la construction de 33 logements dans la municipalité de Drummondville, soit un édifice de 21 logements pour personnes retraitées et un édifice de 12 logements pour familles.

183/3/84 - Lecture est donnée d'une mise en demeure du ministère de l'Environnement du Québec enjoignant la Ville de Drummondville de procéder à la fermeture du dépotoir municipal et à sa désaffectation au plus tard le 1er mai 1984.

Considérant que la Ville de Drummondville a reçu un ultimatum de même nature au mois de novembre 1983;

Considérant que la Régie intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond a procédé à un appel d'offres pour la cueillette, le transbordement, le transport et l'enfouissement des déchets;

Attendu que ces soumissions ont été ouvertes le 22 février 1984;

Attendu que la Régie doit statuer le 21 mars sur le poste de transbordement;

Attendu que la Ville de Drummondville est membre de la Régie;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le ministère de l'Environnement du Québec soit informé que la Ville de Drummondville entend déployer tous les efforts possibles pour répondre favorablement à la mise en demeure qu'elle a reçue.

ADOPTÉ

Le conseiller J.-Bruno Smith se dit d'avis que la Ville de Drummondville est acculée au mur par une mise en demeure du gouvernement provincial qui, lui-même, ne fait pas respecter les décrets qu'il a émis pour régir les usines de pâtes et papier, comme par exemple Domtar, qui continuent de déverser des polluants et des matières en suspension dans la rivière St-François. Le gouvernement provincial qui détient 44% des actions de l'usine Domtar devrait se conformer aux décrets qu'il a édictés avant de pénaliser les citoyens de Drummondville qui doivent présentement payer plusieurs milliers de dollars par année pour traiter l'eau potable. Le Conseil devrait aviser ce gouvernement qu'il obtempérera à la mise en demeure qu'il a reçue concernant la fermeture du dépotoir municipal lorsque le décret régissant les usines de pâtes et papier sera appliqué.

Mme Francine Ruest-Jutras est d'avis que le ministère de l'Environnement du Québec a, jusqu'à ce jour, été assez conciliant. Pour sa part, lors de la réception d'une première mise en demeure, le Conseil s'est engagé par résolution à fournir un échéancier pour la fermeture du dépotoir et à le respecter.

Le conseiller Jean-Paul Généreux estime que la Ville de Drummondville a déployé beaucoup d'efforts pour se conformer aux volontés du ministère de l'Environnement. Plusieurs sites d'enfouissement ont été explorés et aucun d'eux n'a

INITIALES DU MAIRE B.M.
148
INITIALES DU GREFFIER

été retenu à cause de la qualité du sol ou parce que le zonage était à caractère "agricole". Les exigences du ministère de l'Environnement auront pour effet d'augmenter considérablement la facture des citoyens pour l'enlèvement des déchets, le transport et l'enfouissement. Il en coûtera selon les estimés environ 50,00 $ par porte.

Son Honneur le Maire demande aux membres du Conseil d'accepter qu'une lettre conciliante soit adressée au ministère de l'Environnement pour l'informer que tout sera mis en oeuvre pour fermer et désaffecter le dépotoir municipal le ou vers le ler mai 1984. Cette suggestion est retenue.

- M. Michel Allard, résidant au 202 rue Dumoulin, demande au Conseil de creuser un puits artésien pour qu'à l'été 1984 les citoyens puissent s'approvisionner en eau potable de bon goût.

Le conseiller Lindor Letendre explique que lors de la préparation du budget d'opération pour l'année 1984, le Conseil a retenu des montants pour le creusage de puits et le traitement de l'eau par des filtres qui seront installés à certains endroits dans la Ville. Le Conseil se propose de creuser 1 ou 2 puits artésiens dès le printemps 1984. Les sites ne sont pas encore choisis mais une décision sera prise prochainement.

- M. Yitzhak Eldan, consul général d'Israël à Montréal, offre à Son Honneur le Maire de le rencontrer pour discuter d'un jumelage éventuel de la Ville de Drummondville avec une ville d'Israël et ce, avant le lle Congrès mondial des villes jumelées qui aura lieu à Montréal en septembre 1984.

Son Honneur le Maire qui connaît bien le Consul Yitzhak Eldan pour l'avoir rencontré lors de la tenue du Festival mondial de folklore de Drummondville en 1982 et 1984, accepte cette rencontre.

184/3/84 - Le Conseil prend connaissance d'une demande conjointe de 8 citoyens propriétaires de terrains sur la 120e Avenue qui demandent les services d'aqueduc et d'égouts pour un développement domiciliaire.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que cette demande soit transmise au directeur général de la Ville qui verra à l'inscrire à l'ordre du jour du colloque que le Conseil tiendra les 30, 31 mars et ler avril 1984 afin de statuer sur certains dossiers prioritaires.

ADOPTÉ

185/3/84 - Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par environ 150 personnes et présentée par l'Association des marchands du Drummond Centre-Ville pour demander que le site du futur Centre des Rassemblements soit le quadrilatère formé par les rues Cockburn, St-Georges, le boulevard St-Joseph et l'édifice Place Philippe Bernier.

Considérant que différents sites sont proposés pour la construction d'un Centre des Rassemblements;

Attendu qu'il y a lieu de faire un choix judicieux d'un site;

Attendu que le Conseil croit qu'il sera opportun de faire faire une étude par des spécialistes en aménagement du territoire;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que les services professionnels de la firme Roche/Urbanex soient

retenus pour l'étude des sites déjà proposés ou l'étude de d'autres sites potentiels. Le coût de cette étude ne devra pas excéder 2 000 $.

INITIALES DU MAIRE S.M. 149 INITIALES DU GREFFIER T.B.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser le mandat précité à la firme Roche/Urbanex.

ADOPTÉ

- Mme Jacqueline Legris, agent régional du Service de planification aéroportuaire de Transport Canada, informe le Conseil que la Ville de Drummondville a reçu un chèque de 292 500 $ comme paiement initial en vue de la réalisation des travaux à l'aéroport municipal.

186/3/84 - L'Unité des Policiers de Drummondville Inc. informe le Conseil que suite à une élection, il y a eu des modifications au sein de l'exécutif de l'U.P.D.I.

Le nouvel exécutif sera formé comme suit:

président	:	René Marcotte
vice-président	:	Serge St-Onge
trésorier	:	Gilles Desfossés
secrétaire	:	Serge Dion
1er directeur	:	Pierre Bergeron
2e directeur	:	Rémi Thibeault
3e directeur	:	Alain Rousseau

Tel que défini à l'article 5.01 de la convention collective, le comité de l'Unité sera formé du président, du vice-président et du secrétaire.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les membres de l'exécutif de l'U.P.D.I. soient félicités pour leur nomination. Il est également résolu que l'exécutif soit informé que les autorités municipales sont désireuses de maintenir les bonnes relations existantes avec les membres du Service de la sécurité publique de la Ville.

ADOPTÉ

- M. Michel Bonneau, directeur régional du ministère des Affaires culturelles du Québec, dans une lettre adressée au directeur général de la Ville, indique qu'il a soigneusement examiné les exigences du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur par rapport à des travaux jugés essentiels pour la sécurité publique au Centre Culturel de Drummondville. Il explique que le M.A.C. est disposé à contribuer financièrement à un projet d'amélioration de l'équipement majeur que constitue le Centre Culturel à condition que la salle de spectacles devienne partie intégrante d'un réseau national de salles professionnelles. D'autre part, M. Michel Bonneau indique que le M.A.C. ne s'impliquera pas dans un projet qui consisterait à une stricte mise aux normes.

Mme Francine Ruest-Jutras suggère que cet important dossier soit étudié par le Conseil lors du colloque qui sera tenu à la fin mars. Le Conseil aura à choisir entre la réalisation d'un projet de réaménagement du Centre Culturel estimé à 1 235 835,00 $ subventionnable à environ 80% et une mise aux normes des équipements actuels au coût approximatif de 235 000 $; ce montant n'étant pas susceptible d'être subventionné selon M. Michel Bonneau.

187/3/84 - Les Joyeux Amis du 3e Age de Drummondville Inc. sollicitent une subvention pour le financement de leurs opérations en 1984.

INITIALES DU MAIRE S.M.
150
INITIALES DU GREFFIER

Attendu que des subventions ont été accordées à plusieurs Clubs d'âge d'or lors de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, qu'une subvention de 500,00 $ soit donnée à l'organisme Les Joyeux Amis du 3e Age de Drummondville Inc. même si cette demande a été formulée un peu tard pour l'intégrer au budget de l'année en cours.

ADOPTÉ

Le conseiller J.-Bruno Smith déclare qu'il est réticent à favoriser le don de subvention non prévues au budget d'une année en cours. Il ajoute que le Conseil a partagé entre divers organismes une somme de 27 500,00 $ reçue du ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, mais qu'il n'a pas prévu de poste au budget pour la subvention que le Conseil consent à l'organisme Les Joyeux Amis du 3e Age de Drummondville Inc.

188/3/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 25 février au 13 mars 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 928 462,02 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que ces comptes soient adoptés.

ADOPTÉ

189/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les mutations de propriétés portant les numéros 12599 à 12670 inclusivement soient acceptées.

ADOPTÉ

190/3/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le conseiller Robert Lafrenière soit nommé maire suppléant pour une période de quatre (4) mois (12 mars au 9 juillet 1984) en remplacement de Mme Francine Ruest-Jutras, dont le terme d'office est expiré.

ADOPTÉ

191/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et unanimement résolu que des félicitations soient offertes à Mme Francine Ruest-Jutras pour la disponibilité et la dignité dont elle a fait preuve durant son terme d'office.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire remercie Mme Francine Ruest-Jutras pour les services qu'elle a rendus à la communauté comme maire suppléant durant les quatre derniers mois en acceptant de participer à de nombreuses activités ou réunions.

Mme Francine Ruest-Jutras accepte ces remerciements avec gratitude et déclare qu'elle a éprouvé beaucoup de satisfaction et même du plaisir en assumant le rôle de maire suppléant. Elle souhaite à M. Robert Lafrenière un terme aussi intéressant et agréable.

192/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que MM. Jean-Paul Généreux, J.-Bruno Smith et Gérald Lapierre soient délégués à la 21e conférence régionale annuelle de l'A.Q.T.E. qui se tiendra à Sherbrooke le 14 avril 1984.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
151
INITIALES DU GREFFIER

193/3/84

ATTENDU QUE la Fédération mondiale des villes jumelées-cités unies tiendra son congrès annuel à Montréal du 24 au 28 septembre 1984;

ATTENDU QUE le Conseil estime que la Ville de Drummondville doit être membre de l'Association des villes jumelées du Canada Inc. parce qu'elle est déjà jumelée à la Ville de La Roche-sur-Yon, qu'elle a signé une Charte d'Amitié avec la Ville de Braine L'Alleud et qu'il est possible que Drummondville accepte d'autres jumelages dans l'avenir;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que la Ville de Drummondville demande à être reconnue à titre de membre de l'Association des villes jumelées du Canada Inc. et de la Fédération des villes jumelées-cités unies et qu'elle paie sa cotisation au montant de 250,00 $ pour l'année 1984.

ADOPTÉ

194/3/84

Attendu que sur paiement de sa cotisation à l'Association des villes jumelées du Canada Inc., la Ville de Drummondville a droit à deux mandataires auprès de cette association appelés à siéger à la réunion annuelle du conseil d'administration; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que Son Honneur le Maire Serge Ménard et le conseiller Jean-Paul Généreux soient nommés mandataires de la Ville de Drummondville auprès de l'Association des villes jumelées du Canada Inc.

ADOPTÉ

195/3/84

Considérant le désir de la Ville de Drummondville d'ajouter un élément important à la croissance du développement de la fierté chez les drummondvillois et drummondvilloises;

Considérant la prise en charge du dossier par des citoyens qui se formeront en corporation dans les jours à venir;

Considérant l'implication toujours vivante des corps publics et des organismes privés, commerciaux et industriels, doublée de celle des citoyens;

Considérant la reconnaissance universelle de l'hospitalité de Drummondville déjà vérifiée par la venue du Festival mondial de folklore et du Tournoi international de hockey midget;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville signifie clairement à la Société des Jeux du Québec Inc., son désir de recevoir l'information nécessaire à la présentation de sa candidature pour les Jeux du Québec, Été 1987.

ADOPTÉ

196/3/84

Attendu que pour obtenir les Jeux du Québec, Été 1987, la Ville de Drummondville doit faire la démonstration que les autorités municipales et les organismes du milieu veulent s'impliquer dans cette organisation; il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que Son Honneur le Maire Serge Ménard soit nommé président d'honneur du comité organisateur des Jeux du Québec, Été 1987.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

152

INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire accepte ce mandat mais il déclare qu'il a confiance que M. René Martel qui agira comme président du comité organisateur des Jeux du Québec, Été 1987, réussira avec son équipe à convaincre la Société des Jeux du Québec Inc. que ces Jeux doivent se tenir à Drummondville.

197/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à se libérer de certaines tâches pour consacrer tous ses efforts au service du comité organisateur des Jeux du Québec, Été 1987, qui doit préparer un dossier avant la fin du mois de juin 1984.

Il est de plus résolu que M. René Martel soit remercié pour avoir accepté la lourde tâche d'assumer la présidence du comité organisateur des Jeux du Québec, Été 1987.

ADOPTÉ

198/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que Son Honneur le Maire Serge Ménard, ainsi que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et M. Jean-Paul Généreux, conseiller, soient délégués au XIe Congrès mondial des cités unies qui se tiendra à Montréal du 24 au 28 septembre 1984.

ADOPTÉ

199/3/84

ATTENDU QUE le 21 juillet 1981, la Ville de Drummondville adoptait une résolution démontrant sa préoccupation pour la conservation des sites patrimoniaux de son territoire;

ATTENDU QUE ladite résolution sollicitait la participation du M.A.C.Q. et lui demandait de procéder à l'inventaire des biens locaux à caractère historique, à l'intérieur d'un projet pilote subventionné par le gouvernement du Québec;

ATTENDU les décisions qui doivent se prendre à court terme, par le gouvernement local, dans le cadre de la "mise en valeur du centre-ville de Drummondville";

ATTENDU QUE l'inventaire réalisé par le M.A.C.Q., constitue un éclairage essentiel pour les autorités locales qui devront, à l'intérieur de leur réflexion, tenir compte de l'existence de certains biens à conserver et à rénover;

ATTENDU l'urgence de la situation;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,

QUE le M.A.C.Q. dépose le document aux autorités locales au cours d'une rencontre à l'hôtel de ville de Drummondville à une date à déterminer entre les parties.

ADOPTÉ

200/3/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la résolution portant le numéro 84.03.04 apparaissant au procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 mars 1984 soit adoptée telle que rédigée. (Cette résolution concerne l'acceptation du plan-projet d'ensemble final des Entreprises Brouillette Enr., rues Crépeau et Bousquet).

ADOPTÉ

201/3/84

Attendu que le Conseil a pris connaissance des conditions imposées par le ministère des Transports et les a adoptées;

Attendu que les travaux exécutés en vertu des dépenses présentes n'ont pas été ou ne seront pas l'objet d'une subvention autre que celle que le ministère des Transports a accordée;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le Conseil approuve le présent document relatif à des dépenses pour des travaux exécutés aux chemins municipaux (Feux de circulation - boulevard Lemire) et se montant à 6 532,54 $.

ADOPTÉ

202/3/84

Attendu que le Conseil a pris connaissance des conditions imposées par le ministère des Transports et les a adoptées;

Attendu que les travaux exécutés en vertu des dépenses présentes n'ont pas été ou ne seront pas l'objet d'une subvention autre que celle que le ministère des Transports a accordée;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Conseil approuve le présent rapport relatif à des dépenses pour des travaux exécutés aux chemins municipaux (pont de la Traverse, pont de la rivière Noire, boulevard St-Joseph) et se montant à 34 775,02 $.

ADOPTÉ

203/3/84

Attendu que le Conseil a pris connaissance des conditions imposées par le ministère des Transports et les a adoptées;

Attendu que les travaux exécutés en vertu des dépenses présentes n'ont pas été ou ne seront pas l'objet d'une subvention autre que celle que le ministère des Transports a accordée;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le Conseil adopte le présent rapport relatif à des dépenses pour des travaux exécutés aux chemins municipaux (viaduc - boulevard St-Joseph) et se montant à 65 405,02 $.

ADOPTÉ

204/3/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention relative à une servitude nécessaire pour la relocalisation de conduites d'utilités publiques sur le lot 165-168 du cadastre du Canton de Grantham et appartenant à M. Pierre Pelletier.

ADOPTÉ

205/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la municipalité de Drummondville s'implique au niveau du service régulier de transport adapté aux personnes handicapées en acceptant les prévisions budgétaires pour l'année 1984 préparées par Transport Diligence Inc. et, par conséquent, elle consent à participer au financement d'un tel transport pour personnes handicapées selon les modalités prévues ci-après.

INITIALES DU MAIRE
154
INITIALES DU GREFFIER

De plus, la municipalité de Drummondville accepte le mandat de porte-parole que lui confient les municipalités participantes et accepte de remettre à l'organisme responsable du transport les contributions financières municipales des municipalités participantes ainsi que sa propre contribution.

Les modalités suivantes s'appliqueront:

1. La municipalité versera à Transport Diligence Inc. au cours de la période du 1er janvier 1984 au 31 décembre 1984, un montant de 15 375,00 $ à titre de contribution municipale. De plus, la municipalité remettra à cet organisme les contributions des municipalités participantes qui lui ont été transmises.
2. Le montant de la contribution de la municipalité de Drummondville, soit 15 375,00 $, additionné aux contributions financières des autres municipalités participantes et des revenus provenant des usagers, représentera 25% des prévisions budgétaires totales de 122 535,00 $ devant être défrayées pour le service régulier de transport des personnes handicapées pour l'exercice 1984.
3. De plus, la municipalité de Drummondville accepte d'une part que la subvention de 75% des coûts de transport adapté aux personnes handicapées, prévue à l'Arrêté en conseil #2071-79, du 11 juillet 1979, lui soit versée directement par le ministère des Transports à titre de mandataire et de porte-parole des municipalités participantes dans ce dossier et, d'autre part, s'engage à veiller à la saine gestion des sommes attribuées à Transport Diligence Inc., ainsi qu'à la réalisation du plan de transport adapté aux personnes handicapées approuvé par le ministre des Transports.

ADOPTÉ

206/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les services professionnels de Me Michel Boileau, notaire, soient retenus pour aviser le bureau d'enregistrement de Drummond de la fin de la mise en oeuvre du Programme d'amélioration de quartiers "Ste-Thérèse/St-Pierre", pour que mention de la fin de celui-ci soit faite à l'index aux immeubles en regard des lots acquis par la Ville dans le cadre dudit programme dont elle est encore propriétaire.

ADOPTÉ

207/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les services professionnels de Me Jacques Lafond, notaire, soient retenus pour la rédaction de deux (2) actes d'achat de parcelles de terrains ci-après indiquées, savoir:

1) Lot P.147-29 du cadastre du Canton de Grantham
Propriété de la Coopérative d'Habitation Le Duo
Achat autorisé par la résolution no. 154/2/84

2) Lot 147-40 du cadastre du Canton de Grantham
Propriété de M. Armand Coutu
Achat autorisé par la résolution no. 155/2/84.

ADOPTÉ

208/3/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail/convention avec le Festival mondial de folklore Drummond Inc. pour l'occupation d'un local au Centre Thomas-Louis-Gauthier.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
155
INITIALES DU GREFFIER

209/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. concernant l'utilisation de la piscine du Centre Culturel.

ADOPTÉ

210/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. concernant l'opération des courts de tennis en 1984.

ADOPTÉ

211/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que l'organisation de la Marche du Pardon soit autorisée à utiliser le Centre Marcel Dionne le 20 avril 1984 de 12 heures à 16 heures. Comme par les années passées, les marcheurs utiliseront les rues: Cockburn, Brock, Des Forges, Hériot, Dumoulin, Des Ecoles, St-Edouard, Brock, Marchand et Corriveau.

ADOPTÉ

212/3/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller:

1- Que le Centre Marcel Dionne soit mis à la disposition des responsables de l'organisation d'une hotdogerie le 28 avril 1984, au profit du hockey mineur et du Club de gymnastique Les Djinn;

2- Que la Ville fournisse à cette organisation les services établis par les politiques des manifestations populaires.

ADOPTÉ

213/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, qu'une somme de 600,00 $ soit versée aux Loisirs St-Philippe dans le cadre de l'aménagement d'un local permanent au sous-sol de l'église St-Philippe. L'octroi de cette somme est conditionnel à la signature d'un bail d'occupation d'un minimum de cinq ans.

ADOPTÉ

214/3/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le club de télécommandes "Les Voltigeurs" de Drummondville soit autorisé à tenir un 1er Salon de l'aéronautique les 29, 30, 31 mars et 1er avril 1984 au centre d'achats Les Galeries Drummond.

ADOPTÉ

215/3/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que M. Mario Roy soit engagé par la Ville de Drummondville pour occuper le poste de "dessinateur" à l'essai au Service de la planification et des programmes.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

156

INITIALES DU GREFFIER

216/3/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que M. André Foucault, déjà à l'emploi de la Ville, soit désigné au poste "d'aide-opérateur de relève" à l'usine de traitement d'eau.

ADOPTÉ

217/3/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que M. Claude Lafleur soit embauché par la Ville à titre d'employé à l'essai. La classification et le salaire de cet employé seront C-1 (embauche) et il fera partie de la catégorie des cols blancs.

ADOPTÉ

218/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que Mlle Diane Jutras soit engagée au poste de "secrétaire-dactylo" à l'essai au Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

219/3/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu & Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis d'un pont piétonnier au-dessus de la rivière Noire dans l'axe de la rue St-Georges. Ce mandat s'inscrit dans le programme des pistes cyclables - Phase III.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme précitée pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

220/3/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour porter en appel les causes d'évaluation suivantes:

- Louise St-Pierre-Méthot
- Jeanne Sire-Dumas
- Jeannine Demers-Ouellette
- Réal Ouellette
- Rodrigue David
- Georgios Karkaselis
- Cherbourg.

Ces causes sont portées en appel parce que le Conseil estime que les décisions rendues par le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec méritent d'être contestées.

ADOPTÉ

221/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que les services de Me Roger Duguay, notaire, soient retenus pour l'enregistrement de servitudes pour les parties de lots 124, 124-65, 124-223 à -234, 124-237 à 124-240, 126-3, 126-3-270, 126-3-271, 126-3-330, 126-3-331, 126-3-342 à 126-3-354 du cadastre du Canton de Grantham (P.A.A.T. II).

ADOPTÉ

222/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels de Me Louis Morin, notaire, soient retenus pour l'enlèvement d'une servitude sur le boulevard Des Pins portant sur le lot 130-414 du cadastre du Canton de Grantham (P.A.A.T. IV).

INITIALES DU MAIRE S.M. 157 INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

223/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Lachapelle & Noël soient retenus pour la confection d'une description technique du lot 126-3-15 (rue) du cadastre du Canton de Grantham (P.A.A.T. II).

ADOPTÉ

224/3/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1458 pour la création d'une Régie Intermunicipale concernant la gestion des déchets en déléguant des pouvoirs supplémentaires d'enlèvement et de transport des déchets à la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond.

225/3/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement qui sera intitulé "Règlement du marché public de Drummondville et abrogeant le règlement No. 1455".

Le greffier déclare qu'il a déposé le projet de règlement No. 1620 et que copie dudit projet a été remise à tous les membres du Conseil.

226/3/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1620 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone RA/B-8 à même une partie du secteur de zone CA-2, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

Le greffier déclare qu'il a déposé le projet de règlement No. 1621 et que copie dudit projet a été remise à tous les membres du Conseil.

227/3/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1621 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone IC-2 à même une partie des secteurs de zones IB-52 et RX-62, d'agrandir le secteur de zone CC-62 à même une partie du secteur de zone RX-56 et d'agrandir le secteur de zone IA-51 à même une partie du secteur de zone RX-62, soit et est adopté;

INITIALES DU MAIRE B.M.
158
INITIALES DU GREFFIER

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

228/3/84

Lecture est donnée du règlement No. 1615 décrétant un emprunt de 92 000,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, Phase II (P.A.A.T. II).

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

229/3/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu & Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie prévus au règlement No. 1615.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Hamel, Beaulieu & Associés pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

230/3/84

Lecture est donnée du règlement No. 1616 décrétant un emprunt de 52 000,00 $ pour l'exécution de travaux de voirie dans le secteur du Programme d'acquisition et d'aménagement de terrains, Phase III (P.A.A.T. III).

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

231/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu & Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie prévus au règlement No. 1616.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Hamel, Beaulieu & Associés pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

232/3/84

Lecture est donnée du règlement No. 1619 décrétant un emprunt de 100 000,00 $ pour les travaux d'aménagement et l'achat d'équipements pour les besoins des activités sportives et culturelles des Services récréatifs et communautaires de la Ville.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi des Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1619 et ce de 9 heures à 19 heures les 26 et 27 mars 1984.

INITIALES DU MAIRE S.M.
159
INITIALES DU GREFFIER

233/3/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Roger Traversy, maire de la municipalité de St-Nicéphore, ainsi qu'aux membres du Conseil de cette municipalité, à l'occasion du décès de cet homme qui a consacré plusieurs années de sa vie au service de ses concitoyens.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du Regroupement des Citoyens

Question 1 - Est-il possible de connaître le résultat des soumissions demandées par la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert qui siège sur cette Régie explique que cette dernière a reçu trois (3) soumissions dont une seule a été jugée entièrement conforme à l'appel d'offres, soit celle de Récupération Cascades Inc. La Régie doit se réunir prochainement pour prendre une décision concernant cette soumission.

Question 2 - Le Conseil a-t-il pris la décision de creuser des puits artésiens prochainement?

Réponse: M. Lindor Letendre explique que le Conseil a retenu les argents nécessaires pour le creusage de deux puits artésiens prochainement à titre d'expérience.

Question 3 - Que peut retirer la Ville de Drummondville en adhérant à l'Association des villes jumelées du Canada Inc.?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que c'est la première fois que Drummondville adhère à cette association mais que plus de 30 villes importantes en font déjà partie. Parce qu'en 1984, la Fédération mondiale des villes jumelées-cités unies Inc. tiendra son congrès à Montréal et que notre ville a effectué un premier jumelage avec la Ville de La Roche-sur-Yon en plus de signer une charte d'amitié avec la Ville de Braine L'Alleud en 1983, il est logique de joindre cette association de prestige.

Question 4 - Attendu que M. René Martel, homme bien connu pour son dynamisme, a accepté la présidence du comité organisateur des Jeux du Québec, Été 1987, peut-il recevoir du conseiller J.-Bruno Smith le dossier que ce dernier a déjà piloté auprès de la Société des Jeux du Québec?

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith informe M. Hervé Savoie que ce dossier pourra être utilisé par le président et le comité organisateur. Il faudra cependant pour avoir du succès que la Société des Jeux du Québec soit convaincue que ce comité est supporté par les autorités municipales et la population, et c'est pour cette raison qu'il a demandé à Son Honneur le Maire Serge Ménard d'accepter la présidence d'honneur de ce comité.

INITIALES DU MAIRE

160

INITIALES DU GREFFIER

Question 5 - Quel est le pourcentage des subventions fournies par le ministère des Transports pour l'exécution des travaux municipaux suivants:

. Feux de circulation sur le boulevard Lemire
. Pont de la Traverse
. Pont de la rivière Noire sur le boulevard St-Joseph
. Viaduc sur le boulevard St-Joseph.

Réponse par M. Lindor Letendre:

Feux de circulation, boul. Lemire - 100$
Pont de la Traverse - 75%
Pont de la rivière Noire - 75%
Viaduc sur le boul. St-Joseph - 33%

Question 6 - Est-ce la première fois que la Ville de Drummondville participe au transport des personnes handicapées?

Réponse: Non, la Ville de Drummondville participe depuis quelques années.

Question 7 - Au cours de la séance, le Conseil a procédé à l'engagement permanent de 4 personnes. Pourquoi le Conseil ne continue-t-il pas d'embaucher ces personnes à titre temporaires?

Réponse: Le Conseil lors de la préparation des prévisions budgétaires pour l'année 1984 a accepté de procéder à l'embauche de cinq (5) employés permanents. Le Conseil doit tenir compte des conventions collectives en vigueur qui statuent sur les employés temporaires et/ou permanents.

Question 8 - Pourquoi la Ville va-t-elle en appel pour plusieurs causes d'évaluation mentionnées à l'item 36 de l'ordre du jour?

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith explique que le Conseil croit que les décisions du Bureau de révision de l'évaluation foncière ne sont pas acceptables parce que l'évaluation des propriétés concernées est définitivement très inférieure à la valeur établie par les évaluateurs de la Ville. La Ville de Drummondville demandera à un juge de la Cour Provinciale de statuer sur ces évaluations.

Question 9 - En quoi consiste l'enlèvement d'une servitude sur la rue Des Pins?

Réponse: Le greffier donne la raison qui justifie cette décision.

Question 10 - Pourquoi la Ville se propose-t-elle de modifier le règlement du marché public?

Réponse: Le conseiller Jean-Paul Généreux explique que suite à des réparations majeures effectuées au marché public, les vendeurs opérant au marché ont contribué financièrement à l'exécution de ces travaux. Les conventions qui avaient été signées avec ces vendeurs viendront bientôt à échéance et le Conseil veut statuer sur les taux de location des étaux au marché public avant de renouveler ces conventions.

Question 11 - S'adressant à M. Jean-Paul Généreux, M. Hervé Savoie veut savoir si le produit de la vente du terrain Eagle Pencil servira à payer l'emprunt contracté par la Ville pour le réaménagement au Centre d'information documentaire Côme St-Germain?

Réponse: M. Jean-Paul Généreux explique que l'emprunt contracté pour l'exécution de travaux au Centre d'information documentaire Côme St-Germain n'a pas encore fait l'objet d'une émission d'obligations. Lorsque la Ville financera l'emprunt concerné, le produit net de la vente sera

déduit du montant des obligations qui seront émises. Il est évident qu'une somme de 100 000 $ versée en subvention au promoteur qui a construit 100 logements sur ce site ne sera pas considérée dans le montant à déduire de l'emprunt parce que la Ville de Drummondville devait contracter un autre emprunt par règlement.

INITIALES DU MAIRE S.M.
161
INITIALES DU GREFFIER L.B.

Question 12 - S'adressant à M. Robert Lafrenière, M. Hervé Savoie déclare que d'après ses calculs les sommes comptabilisées par la Ville concernant le changement de zonage demandé sur le boulevard St-Joseph dépasseront 3 000,00 $.

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière déclare qu'il est facile de faire des affirmations semblables. Il suffit de comptabiliser le temps de toutes les personnes impliquées. Chaque fois qu'un cadre municipal ou un employé est affecté à un travail, ça coûte quelque chose. M. Hervé Savoie lui-même occasionne des frais à la Ville, chaque fois qu'il entre en communication avec un officier municipal. Dans une administration municipale, il est normal que chacun fasse son travail et ce processus fait partie de la démocratie.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 9 avril 1984 à 20 heures.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Laurent Bernier
Greffier.

Serge Ménard
Maire.

* * * * *

26 mars 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 26 mars 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

INITIALES DU MAIRE
162
INITIALES DU GREFFIER

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire remet une plaque souvenir à M. Gilles Gaudreau comme gage d'appréciation pour les services qu'il a rendus bénévolement en siégeant au Comité consultatif d'urbanisme durant plusieurs mois à titre de représentant du secteur industriel.

Son Honneur le Maire remet une plaque souvenir à M. Gaston Brochu en gage d'appréciation pour la contribution qu'il a apportée au Comité responsable de la sélection d'un employé au Service des travaux publics.

234/3/84

Le greffier commence la lecture du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 12 mars 1984.

Après la lecture des deux premiers paragraphes dudit procès-verbal, il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que le greffier soit dispensé de poursuivre cette lecture et que ledit procès-verbal soit adopté telque rédigé.

ADOPTÉ

235/3/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 12 mars 1984; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

236/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Adoption du rapport financier pour l'année d'opération 1983.

Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

« À titre de maire de la Ville de Drummondville, il me fait grandement plaisir d'informer toute la population que l'exercice 1983 s'est soldé par un excédent des revenus sur les dépenses de 440 647 $, excédent provenant de revenus de 18 143 961 $.

Cet excédent de 440 647 $ porte le total des surplus au 31 décembre 1983 à 824 612 $. La répartition retenue par les autorités municipales est la suivante:

- Transfert au budget 1984 pour équilibre budgétaire	200 000 $
- Fonds de stabilisation pour le déneigement	75 000 $
- Dépenses en immobilisation	31 816 $
- Aide à la construction neuve	302 300 $
- Provision pour change étranger	25 000 $
- Surplus libre	190 496 $

Comparés aux prévisions budgétaires de 1983, les revenus réels ont été supérieurs de 1 060 000 $. Ces entrées de fonds supplémentaires proviennent particulièrement des en-lieux de taxes, de la vente de l'édifice St-Jean ainsi que des revenus d'intérêts et d'amendes, ces trois secteurs ayant rapporté à eux 3/4 de million de $ de plus que les prévisions.

Au chapitre des dépenses, cet excédent de revenus nous a permis de payer à même le budget, un montant de 465 000 $ en travaux d'immobilisation, ce qui diminue d'autant la progression du service de la dette de la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
163
INITIALES DU GREFFIER

Le coût réel du service de la dette se chiffre donc à 130 000 $ de moins que la prévision budgétaire. La partie des revenus affectés au paiement annuel de la dette a baissé à 30,1% alors qu'elle était de 30,9% en 1982.

Au cours de l'année 1983, les travaux d'immobilisation votés par le Conseil municipal se sont élevés à 7 686 000 $. De ce montant, une somme de 2 410 000 $ proviendra des municipalités environnantes pour l'usine de traitement de l'eau et l'égout sanitaire Mercure, sans oublier le montant de 1,2 million de dollars qui nous parviendra du gouvernement du Québec au cours des dix prochaines années.

D'autre part, une subvention de 686 000 $ fut consentie à la Ville pour le projet de la bibliothèque municipale. Ceci laisse donc à la charge de la ville, des projets de dépenses au montant de 4 590 000 $ pour lesquels 2 750 000 $ ont été effectivement dépensés à date.

Au 31 décembre 1983, l'endettement de la Ville de Drummondville est donc le suivant:

- Dette constituée d'obligations émises et en circulation	30 000 000 $
- Projets engagés au 31 décembre 1983	5 550 000 $
	35 550 000 $

Il m'appartient donc ce soir de féliciter, au nom de tous les drummondvillois, l'équipe d'élus et d'employés municipaux responsables de cette excellente performance de l'organisation municipale.

Tous les drummondvilllois connaissent les objectifs des autorités actuelles, quant au maintien et à l'amélioration, où c'est possible, de la qualité globale de l'administration de notre ville.

Soyez assurés que nous allons nous y appliquer avec beaucoup d'attention. »

237/3/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les états financiers de la Ville de Drummondville pour l'année 1983 soient acceptés tels qu'établis au 31 décembre de la même année par la firme Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés, comptables agréés.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

238/3/84

1- Vente du lot 126-3-344 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaires	Prix
. MME JOHANNE PARENTEAU et M. YVON COMEAU 889 Chassé, app. 5 Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
164
INITIALES DU GREFFIER T.B

239/3/84

2- RÉPARATION DE LA PRISE D'EAU AU FILTRE MUNICIPAL - TRAVAUX SOUS-MARINS

Soumissionnaires	Prix
. BOUCHARD & BLANCHETTE MARINE LTÉE Sept-Îles	117 880,00 $
. PIPELINE INTER CONTINENTAL L.B. INC. Montréal-Nord	114 893,50 $
. INSPECTION SOUS-MARINE J.P.B. LTÉE St-Laurent	118 000,00 $
. SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MARITIME VOYAGEURS LTÉE Pointe-Claire	93 310,70 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

Le maire ou à défaut le maire suppléant et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le greffier résume une lettre de M. Robert Talbot qui revendique, à titre de propriétaire, le droit d'avoir accès à la bibliothèque municipale en payant le même montant qu'un résident et en ayant les mêmes privilèges.

  Son Honneur le Maire explique à M. Robert Talbot, qui est dans la salle, que la Ville de Drummondville a établi par règlement des tarifs différents pour les résidents et les non-résidents. Il faut comprendre que cette décision a été prise pour des raisons sérieuses. Le même principe de tarification est également appliqué pour les résidents et les non-résidents qui utilisent d'autres équipements municipaux comme par exemple le Centre Culturel, le Centre Marcel Dionne, l'Olympia Yvan Cournoyer, etc.

- Lecture est donnée d'une lettre du Conseil Régional de l'Age d'Or Centre du Québec Inc. qui demande à Son Honneur le Maire de réunir des représentants des divers clubs d'âge d'or de Drummondville pour former une table de concertation.

  Son Honneur le Maire déclare qu'il s'engage à inviter les requérants à l'hôtel de ville prochainement et qu'avec le concours de conseillers et d'officiers municipaux plus particulièrement concernés par les activités sociales et culturelles, il se propose de prendre connaissance des objectifs et des besoins du Conseil Régional de l'Age d'Or Centre du Québec Inc.

240/3/84 - M. Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales, informe Monsieur le Maire qu'un protocole d'entente Québec-Ottawa a été rendu public. Ce protocole concerne les modalités de la mise en oeuvre des programmes de création d'emplois du gouvernement du Canada dans des corporations municipales du Québec. A brève échéance, la Ville de Drummondville sera informée par écrit de la procédure à suivre pour bénéficier des programmes visés par cette entente.

  Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que:

  - le Conseil de la Ville de Drummondville accuse réception de cette lettre;

- le ministre des Affaires municipales, M. Alain Marcoux, soit félicité pour avoir négocié avec Ottawa une entente favorable aux municipalités;

- le Ministre soit prié d'informer la Ville de Drummondville le plus rapidement possible des modalités à suivre pour bénéficier des avantages offerts par cette entente Québec-Ottawa.



ADOPTÉ

- Le Village Québécois d'Antan Inc. remercie le Conseil pour la promptitude avec laquelle il a signé le dernier protocole pour l'opération du Village en 1984.

241/3/84 - Le Secrétariat à la jeunesse remercie la Ville de Drummondville pour sa généreuse participation au colloque national sur la concertation à la jeunesse qui s'est tenu les 16 et 17 mars 1984.

Attendu que le colloque national sur la concertation à la jeunesse a connu un éclatant succès;

Attendu que ce résultat est attribuable en partie à l'implication de certains officiers municipaux;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que des félicitations soient transmises à MM. Claude Boucher, directeur général, J.-Marcel Lefebvre, directeur du Service de la sécurité publique, et André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, pour le rôle actif qu'ils ont joué pour la préparation et la tenue à Drummondville du récent colloque national sur la concertation à la jeunesse.

ADOPTÉ

242/3/84 - Le greffier résume une lettre de l'Atelier du logement communautaire des Bois-Francs qui traite de l'autorisation d'inspection et de livraison «LOGINOVE» pour les coopératives d'habitation et les organismes sans but lucratif.

Attendu que le Conseil n'a pas eu le temps d'étudier toutes les implications de cette demande; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que la lettre de l'Atelier du Logement communautaire des Bois-Francs datée du 14 mars 1984 soit référée au Comité consultatif d'urbanisme pour étude.

ADOPTÉ

- Le Bureau du tourisme et des congrès du centre du Québec Inc. invite le Conseil à assister à la cinquième assemblée annuelle qui se tiendra mardi, le 27 mars 1984, au Motel Universel.

Mme Francine Ruest-Jutras, ainsi que MM. J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, acceptent avec plaisir de représenter le Conseil lors de ces assises.

243/3/84 - La troupe Caktus de l'école St-Étienne demande au Conseil le remboursement d'une somme de 325,00 $ payée au Centre Culturel pour la présentation d'un spectacle le 19 avril 1984.

Attendu que le Conseil se doit de ne pas déroger à ses politiques concernant la location du Centre Culturel;

Attendu que la troupe Caktus est constituée de jeunes danseurs et danseuses âgés de 8 à 12 ans;

Attendu que cette troupe prépare le relève de la troupe folklorique Mackinaw;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, qu'une subvention de 250,00 $ soit donnée à la troupe Caktus pour l'aider à financer le spectacle qui sera présenté le 19 avril 1984 au Centre Culturel.

ADOPTÉ

244/3/84 - Lecture est donnée de deux lettres signées par Mme Diane Gauthier, secrétaire des Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc., concernant les sujets suivants:

1- Ouverture et opération de la piscine St-Joseph durant la saison estivale 1984;

2- Possibilité d'installer pour la saison estivale 1984 quelques amusements dans le parc face à l'église pour les enfants de moins de 9 ans.

Attendu que le Conseil a l'intention de maintenir en opération la piscine St-Joseph durant la prochaine saison estivale;

Attendu qu'avec la collaboration de la Fabrique St-Joseph il apparaît possible d'aménager un espace récréatif pour les jeunes enfants;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que Monsieur le Maire, MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert et Edward St-Pierre, ainsi que MM. André Paquet et Gérald Lapierre, officiers municipaux, soient mandatés pour rencontrer prochainement les administrateurs des Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. pour étudier avec eux les moyens à prendre pour donner suite favorablement aux demandes ci-haut énoncées.

ADOPTÉ

245/3/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 10 mars au 1er avril 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 789 627,33 $.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que ces comptes soient adoptés.

ADOPTÉ

246/3/84

La municipalité des Cantons Unis Wendover & Simpson demande à la Ville de Drummondville de poser des lumières sur la route 122 pour assurer une meilleure sécurité des piétons.

ATTENDU QUE pour procéder à l'installation d'un réseau d'éclairage adéquat dans ce secteur, la Ville devrait dépenser environ 52 000,00 $;

ATTENDU QUE cette dépense n'apparaît pas aux prévisions budgétaires de l'année 1984 de la Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE cette artère est utilisée principalement par des piétons de la municipalité des Canton Unis Wendover & Simpson;

ATTENDU QUE dans le territoire de la Ville de Drummondville, il existe d'autres secteurs où l'éclairage est inadéquat;

POUR CES RAISONS, il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que cette demande soit reportée pour étude lors de la préparation des estimés budgétaires de l'année 1985 et qu'à ce moment, une demande de subvention soit adressée au ministère des Transports du Québec si ce projet est retenu pour réalisation en 1985.

ADOPTÉ

247/3/84

ATTENDU QUE les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, se sont adressés à la Commission municipale du Québec pour obtenir une reconnaissance pour fins d'exemption de taxe foncière;

INITIALES DU MAIRE S.M. 167 INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE le Conseil a pris connaissance du dossier préparé par la Commission municipale du Québec;

ATTENDU QUE les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, (organisme sans but lucratif) rendent de grands services à la collectivité en prêtant leurs locaux;

Il est proposé par M.J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le Conseil de la Ville de Drummondville s'en remette au bon jugement de la Commission municipale du Québec, si elle juge que les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, peuvent se prévaloir des privilèges accordés par la Loi sur la fiscalité municipale.

ADOPTÉ

248/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Club Optimiste St-Simon Drummondville Inc. soit autorisé à utiliser le parc Girouard les 23, 24 et 25 juin 1984 pour y tenir la fête de l'amitié. Cet organisme est également autorisé à solliciter un permis de vente de bière de la Régie des alcools du Québec pour ces activités.

Cette fête de l'amitié devra se tenir dans le respect des politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

249/3/84

Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc. (La Source) demandent au Conseil d'absorber une partie des dépenses inhérentes à une concertation de plus de 100 organismes susceptibles d'être bénéficiaires d'un CLSC dont l'implantation à Drummondville est souhaitée.

Attendu que l'ouverture d'un CLSC à Drummondville est déjà inscrite sur la liste des projets futurs à être réalisés par le gouvernement provincial; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le Conseil informe les requérants qu'il est favorable à l'implantation d'un CLSC à Drummondville mais qu'il estime que la Ville de Drummondville n'a pas pour le moment à s'impliquer dans le financement de la concertation proposée.

ADOPTÉ

250/3/84

La compagnie Glengarry Transport (Québec) Ltée demande l'autorisation d'exploiter un train routier sur la rue Sigouin à partir du 1655 Sigouin jusqu'au boulevard Lemire.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que cette autorisation soit accordée à condition que la Ville de Drummondville n'ait aucune modification à faire à son réseau routier actuel et qu'elle n'ait aucun déboursé à effectuer pour rendre possible l'utilisation de ce train routier.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
168
INITIALES DU GREFFIER

251/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que les services professionnels de Me Normand Corriveau, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans certains griefs formulés par l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

252/3/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le compte rendu de l'assemblée du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 mars 1984 soit accepté tel que rédigé en tenant compte du fait que la résolution no. 84.03.04 dudit compte rendu a déjà été acceptée par la résolution no. 200/3/84. Ce compte rendu sera versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

253/3/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Société d'Agriculture du district de Drummond pour la réparation de la toiture de l'écurie située au terrain de l'exposition.

Ce protocole prévoira que les travaux de réparation de la toiture de l'écurie seront exécutés selon les plans et devis préparés par M. Michel Parenteau, ing., et que le coût desdits travaux défrayé par la Ville ne devra pas excéder 20 000,00 $.

ADOPTÉ

254/3/84

ATTENDU QUE l'Association pour les échanges nationaux et internationaux de Drummondville Inc. désire poursuivre son excellent travail pour le bénéfice de la communauté;

ATTENDU QUE cet organisme mérite un appui financier et la fourniture de services par la Ville;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, qu'un comité formé de Monsieur le Maire Serge Ménard, Mme Francine Ruest-Jutras et M. Claude Boucher soit mandaté pour négocier avec les responsables un protocole d'entente prévoyant un soutien financier et autres services nécessaires à cet organisme pour opérer efficacement en 1984.

ADOPTÉ

255/3/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que MM. Gilles St-Martin et André Paquet soient délégués pour représenter la Ville de Drummondville au souper bénéfice organisé par Les Voltigeurs de Drummondville et qui se tiendra le 13 avril 1984.

ADOPTÉ

256/3/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à demander au ministère des Transports du Québec une subvention pour la réalisation de la phase III du Programme des pistes cyclables de Drummondville.

Il est également résolu:

- que le Conseil s'engage à réaliser ce projet dans les 18 mois suivant l'annonce d'une subvention par le ministère des Transports du Québec;
- que la Ville de Drummondville assume l'entretien de la piste cyclable lorsque les travaux seront terminés;
- que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce projet; notamment une convention à intervenir entre le ministère des Transports et la Ville de Drummondville concernant le projet précité.

INITIALES DU MAIRE 169 INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que ce projet consiste à aménager une passerelle pour piétons et cyclistes au-dessus de la rivière Noire dans l'axe de la rue St-Georges pour la desserte du Cégep. Cette passerelle sera fabriquée en plastique solide et au besoin, elle pourra être relocalisée ailleurs dans un autre secteur s'il s'avère utile de le faire. La participation du gouvernement provincial sera de l'ordre de 90% et cette passerelle sera vraisemblablement fabriquée localement.

257/3/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels de la firme Audet SBCS Inc. soient retenus pour la préparation des plans et devis de travaux de ventilation qui seront effectués au marché public.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme précitée pour l'exécution de ce mandat; les honoraires prévus pour ce travail ne devant pas excéder 1 000,00 $.

ADOPTÉ

258/3/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin soient retenus pour procéder au piquetage et à la confection d'une description technique de la rue Tracy. Ce mandat est donné en prévision de la relocalisation des services municipaux sur cette rue.

ADOPTÉ

259/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que Monsieur le Maire Serge Ménard et MM. Denis Savoie, Claude Boucher et Jacques Dionne soient nommés membres d'un comité chargé de négocier avec la municipalité des Cantons Unis Wendover & Simpson le règlement de certains dossiers concernant la Ville de Drummondville, notamment le pourcentage du retour de la taxe d'amusement perçue au Village Québécois d'Antan.

ADOPTÉ

260/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le Conseil accepte le rapport du Comité de Circulation daté du 14 mars 1984 tel que rédigé par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics. Ce rapport sera annexé à la présente résolution comme cédule "A".

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
170
INITIALES DU GREFFIER

Le conseiller Lindor Letendre explique que ce rapport contient des recommandations concernant:

- une demande d'engagement d'un brigadier adulte pour surveiller l'intersection de la rue St-Damase et de la 11e Avenue;
- les problèmes de circulation sur la 22e Avenue;
- le stationnement au centre-ville;
- une zone de stationnement à interdire sur la 9e Avenue.

Les personnes concernées seront avisées par écrit des décisions prises sur ces différents items.

261/3/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que demande soit faite aux Entreprises Pépin qui construisent actuellement Les Résidences St-Frédéric Inc. d'insister auprès de leurs employés pour qu'ils utilisent le stationnement adjacent aux bureaux de l'Office des personnes handicapées, rue Lindsay, pour stationner leurs véhicules afin de libérer les stationnements qui desservent les commerces du bas de la ville.

ADOPTÉ

262/3/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'enlèvement d'une zone de stationnement interdit en face des résidences portant les numéros 92 et 95 de la 9e Avenue.

ADOPTÉ

Le conseiller Lindor Letendre explique que cet endroit sera étroitement surveillé pour éliminer le stationnement à proximité de la borne-fontaine du 92 - 9e Avenue et assurer aux propriétaires un accès à la rue à partir de leurs entrées de cour.

263/3/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux servicesà la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec CP Rail concernant la traversée d'une ligne de distribution d'eau au point milliaire 46.0 de la subdivision de Drummondville (Desserte du Club sportif Celanese).

ADOPTÉ

264/3/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que M. Raymond Bélanger, déjà à l'emploi de la Ville, soit nommé au poste d'aide-opérateur à l'essai à l'usine de traitement d'eau.

ADOPTÉ

265/3/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que l'Association des Pilotes de Drummondville Inc. soit autorisée à organiser des sauts en parachute aux Galeries Drummond dimanche le 1er avril 1984. L'Association devra cependant fournir à la Ville de Drummondville, avant la tenue de cette activité, une preuve d'assurance-responsabilité publique de 1 000 000,00 $ mentionnant que la Ville de Drummondville est dégagée de toute responsabilité inhérente à la tenue d'une telle activité.

ADOPTÉ

266/3/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 22 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'éclairage dans le secteur P.A.A.T. III.

- Achat de 2 unités de lampadaires doubles 150W S.H.P.	3 400 $
- Achat de 4 unités de lampadaires simples 150W S.H.P.	5 800 $
- Achat de 1 unité - Alimentation avec panneau	1 000 $
- Conducteurs, conduits & tranchées	5 400 $
- Achat de 6 unités - bases de béton	3 000 $
SOUS-TOTAL:	18 600 $
CONTINGENCES & HONORAIRES PROF.:	3 400 $
TOTAL:	**22 000 $**

267/3/84

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 40 000,00 $ pour l 'achat et la pose de compteurs d'eau.

Achat et installation:

26 x 3/4 po.	6 190 $
14 x 1 po.	4 725 $
6 x 1 1/2 po.	3 600 $
4 x 2 po.	3 400 $
3 x 3 po.	6 600 $
2 x 4 po.	9 000 $
	33 515 $
Imprévus	2 485 $
Frais et contingences	4 000 $
Total:	**40 000 $**

268/3/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1620) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-8, à même une partie du secteur de zone CA-2.

269/3/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1621) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone IC-2 à même une partie des secteurs de zones IB-52 et RX-56 et d'agrandir le secteur de zone IA-51 à même une partie du secteur de zone RX-62.

270/3/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à la famille de M. Armand Fafard à l'occasion de son décès. Cet employé municipal a fourni de loyaux services à la Ville de Drummondville pendant 29 ans.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

INITIALES DU MAIRE S.M.
172
INITIALES DU GREFFIER

Question 1. S'adressant au conseiller Jean-Marie Boisvert, M. Hervé Savoie veut savoir pourquoi la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond n'accepte pas de transiger avec M. Bouthillette qui est propriétaire d'un site d'enfouissement sanitaire reconnu par le ministère de l'Environnement?

Réponse: Le conseiller Jean-Marie Boisvert explique que la Régie a procédé par appel d'offres et que M. Bouthillette n'a pas soumissionné. La Ville de Drummondville fait partie de la Régie, elle respecte les règles du jeu et il n'y a pas lieu de croire que les intérêts des citoyens ne sont pas bien protégés.

Question 2. La Ville a-t-elle l'intention de respecter la règle 1/3 - 2/3 négociée lors de la fusion de Drummondville-Sud concernant le développement domiciliaire?

Réponse: Monsieur le Maire déclare que le développement domiciliaire futur sera discuté lors d'un colloque que le Conseil tiendra les 30, 31 mars et 1er avril 1984.

Question 3. M. Hervé Savoie veut savoir comment la Ville a procédé pour choisir un entrepreneur lors de l'achat et l'installation d'équipements au Centre Marcel Dionne pour améliorer le système de son? M. Savoie allègue que le consultant mandaté par la Ville n'a pas de compétence dans le domaine du son. M. Savoie prétend que le Conseil a choisi le deuxième plus bas soumissionnaire et que cette procédure mérite des explications.

Réponse: Son Honneur le Maire demande à M. Hervé Savoie de poser des questions précises et déclare que des réponses écrites et détaillées seront fournies lors de la prochaine séance du Conseil le 9 avril 1984.

Question 4. M. Gilles Dauphinais est-il un expert en système de son?

Réponse: Monsieur le Maire déclare que M. Gilles Dauphinais est un expert dans ce domaine.

Question 5. De quelle façon a-t-on choisi le 2e plus bas soumissionnaire?

Question 6. Pourquoi n'a-t-on pas préparé un devis et demandé la même chose aux trois soumissionnaires?

Question 7. Pourquoi les soumissionnaires, sauf R.C.A., ont fourni une garantie?

Question 8. Pourquoi n'a-t-on pas demandé à des maisons locales de fournir un système de son?

Énoncé Le plus haut et le plus bas soumissionnaire offraient un équipement adéquat.

Énoncé R.C.A., dans sa soumission, inclut les taxes dans son prix mais ne donne pas de détails concernant l'équipement offert.

- Intervenant: M. Claurent Ricard, 355 St-Edouard.

Question 1. M. le conseiller J.-Bruno Smith a-t-il discuté avec M. René Lévesque, premier ministre du Québec, lors de sa visite à Drummondville, des lenteurs que Domtar apporte à obéir aux décrets qui l'obligent à traiter ses eaux usées?

Réponse: M. J.-Bruno Smith informe M. Ricard qu'il a discuté du sujet avec M. René Lévesque qui lui a parlé d'un investissement de 820 000 000 $ à Windsor Mills par Domtar. Le premier ministre a bien sûr insisté sur le fait que sans Domtar plusieurs ouvriers perdraient leur emploi et que l'investissement proposé pendra plusieurs mois à se réaliser.

M. J.-Bruno Smith déclare qu'il a rappelé au premier ministre que pendant que Domtar élabore des projets, les citoyens de Drummondville continuent chaque année de payer environ 250 000 $ de plus pour avoir de l'eau potable.

INITIALES DU MAIRE S.M.
173
INITIALES DU GREFFIER Y.B.

Question 2. Les citoyens de Drummondville devront-ils encore longtemps boire de l'eau au goût désagréable?

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith est convaincu qu'avec l'agrandissement du filtre à l'automne 1984 il y aura addition d'un nouveau traitement pour redonner à l'eau potable une meilleure saveur. La Ville se propose également de creuser 2 puits artésiens pour desservir la population en eau potable durant la saison estivale 1984.

Question 3. S'adressant à M. le Maire, M. Laurent Ricard lui demande de profiter du prochain congrès de l'U.M.Q. pour faire des pressions pour que les dirigeants municipaux fassent des pressions sur les gouvernements fédéral et provincial pour que le financement des emprunts municipaux puisse se faire à des taux plus bas que ceux du marché.

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que lors du congrès de l'U.M.Q., il se propose d'intervenir aussi souvent que possible pour défendre les intérêts des citoyens.

- Intervenant: M. Raynald Forcier, journaliste.

Question Serait-il possible d'obtenir un compte rendu des discussions que le Conseil tiendra lors de son colloque les 30, 31 mars et ler avril?

Réponse: Son Honneur le Maire déclare qu'une conférence de presse sera tenue le 4 avril pour rendre publiques les décisions importantes que le Conseil aura prises lors de ce colloque.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 9 avril 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier. Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M.
174
INITIALES DU GREFFIER

VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 avril 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 9 avril 1984 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1620 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-8 à même une partie du secteur de zone CA-2.
- Règlement No. 1621 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone IC-2 à même une partie des secteurs de zones IB-52 et RX-62, à agrandir le secteur de zone CC-62 à même une partie du secteur de zone RX-56 et à agrandir le secteur de zone IA-51 à même une partie du secteur de zone RX-62.

2. Période de questions - règlement No. 1620.

3. Période de questions - règlement No. 1621. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Binet, chef inspecteur en bâtiment et directeur du Service de la planification et des programmes, ainsi que Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

«Bonsoir mesdames et messieurs,

Il me fait plaisir de vous accueillir à cette assemblée publique de consultation, au sujet d'amendements apportés à notre règlement de zonage dans le but de modifier notre réglementation d'urbanisme.

Comme vous le savez peut-être, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, sanctionnée en novembre 1979, prévoit que la Ville doit soumettre ses règlements portant sur le zonage, ainsi que ses amendements, à la consultation publique avant leur adoption. À cet effet, la loi précise que le maire doit, premièrement, expliquer le projet d'amendement et les conséquences de son adoption et, deuxièmement, entendre les personnes et organismes qui désirent s'exprimer à ce sujet et qui ont une propriété dans les zones contiguës à la zone où l'amendement est apporté.

INITIALES DU MAIRE S.M.
175
INITIALES DU GREFFIER

- RÈGLEMENT NO. 1620

Titre et objet:

Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-8 à même une partie du secteur de zone CA-2.

Nature et objet:

Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à soustraire de la zone commerciale CA-2 localisée à l'intersection du boulevard Des Pins et de l'avenue Des Lilas, un terrain situé au nordouest de cette zone CA-2 pour l'inclure dans la zone RA/B-8.

- RÈGLEMENT NO. 1621

Titre et objet:

Règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone IC-2 à même une partie des secteurs de zones IB-52 et RX-62, à agrandir le secteur de zone CC-62 à même une partie du secteur de zone RX-56 et à agrandir le secteur de zone IA-51 à même une partie du secteur de zone RX-62.

Nature et objet:

Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à créer un nouveau secteur industriel IC le long du boulevard St-Joseph à la limite est de la Ville et à ajuster les limites des secteurs de zones CC-62 et IA-51 pour que ceux-ci puissent servir de zones tampons entre les usages industriels lourds et les secteurs résidentiels au sud et au nord.

J'invite donc les personnes qui désirent se prévaloir de leur droit de parole, à s'avancer au micro et à le faire. »

Période de questions concernant le règlement No. 1620

M. Hervé Savoie, président du Regroupement des citoyens, demande quelques précisions sur ces projets de règlement de façon à pouvoir mieux les situer et connaître leur impact.

M. Denis Savoie, conseiller, apporte les explications pertinentes relatives au règlement No. 1621 en précisant qu'une certaine partie des terrains de la compagnie Belgen n'avait pas le zonage industriel requis tel que le veut le secteur et qu'ainsi tout projet d'expansion ou de reconstruction devenait impossible. Avec le changement de zonage, tel que proposé, la vocation des terrains est respectée et la réglementation de zonage épouse bien les besoins du secteur.

Puis M. Denis Savoie fournit certaines informations sur le règlement No. 1620 en rajoutant que ce projet de règlement avait pour but de modifier le zonage commercial à l'intersection du boulevard Des Pins et de l'avenue Des Lilas, de manière à donner à cette partie un zonage résidentiel et permettre l'implantation d'une garderie. Il s'agit d'une amélioration au secteur résidentiel.

Période de questions concernant le règlement No. 1621

Aucune question ou précision demandée, compte tenu des informations données précédemment par le conseiller Denis Savoie.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE S.M.
176
INITIALES DU GREFFIER

VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 avril 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 9 avril 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

271/4/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal du 26 mars 1984.

Après quelques instants, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé de poursuivre cette lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

272/4/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que l'item 14 de l'ordre du jour relatif à la subvention que la Ville veut accorder à l'Association pour les échanges nationaux et internationaux de Drummondville Inc. soit remis à une prochaine séance; certains détails devant être vérifiés préalablement.

ADOPTÉ

273/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que modifié en ajoutant un item, soit "Subvention annuelle de 15 000 $/5 ans de la Ville de Drummondville au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste". Cet item remplacera l'ancien item 14.

ADOPTÉ

Période d'information sur les affaires municipales

M. Edward St-Pierre répond aux questions posées par M. Hervé Savoie lors de la dernière séance régulière du Conseil, relatives au système de son du Centre Marcel Dionne et lui remet un document écrit; celui-ci étant reproduit ci-après:

E.1 M. Gilles Dauphinais, d'après lui, n'avait pas la compétence voulue pour agir à titre d'expert dans ce dossier.

R.E.1 Déjà donnée par le Maire.

Q.1 De quelle façon a-t-on choisi le 2e plus bas soumissionnaire?



R.1 Comme dans tous les autres dossiers où le plus bas n'est pas conforme, comme le prescrit la Loi. Le plus bas soumissionnaire, à part le fait que sa soumission était ambiguë, ne répondait pas à chacun des 4 critères de base énoncés plus bas.

Q.2 Pourquoi n'a-t-on pas préparé un devis et demandé la même chose aux 3 soumissionnaires?

R.2 Les autorités locales, faisant appel à des compagnies possédant cette expertise très spécialisée, ont demandé à ces dernières de confectionner elles-mêmes les devis techniques et les plans préliminaires pertinents afin de régler, au meilleur coût possible, le problème difficile de la qualité du son au Centre Marcel Dionne.

La Ville a fourni les critères de base suivants aux 3 compagnies concernées:

1) équipement industriel requis, considérant le lieu à desservir;
2) conservation des équipements en place, de façon à diminuer les coûts; il fallait donc compléter le système existant;
3) équipement identique et de même composante que l'équipement déjà en place et, finalement;
4) facilité d'entretien et disponibilité des pièces de rechange.

Q.3 Pourquoi les soumissionnaires, sauf RCA, ont fourni une garantie?

R.3 Tous ont fourni la garantie exigée. Celle de RCA était à l'endos de la première page de sa proposition.

E.2 Le plus haut et le plus bas soumissionnaires offraient des équipements adéquats.

R.E.2 Oui dans le cas du plus haut, mais sa proposition dépassait le 25 000 $ autorisé par la loi pour les demandes de soumissions par invitation. Les autorités étaient convaincues que le problème du son au Centre Marcel Dionne pouvait se régler à moindre coût. La soumission retenue (24 190 $) leur a donné raison.

En ce qui concerne le plus bas soumissionnaire, nous avons déjà mentionné que sa soumission ne contenait pas l'expertise technique requise (ingénierie du son). De plus, les équipements proposés étaient de marques hétéroclites et ne pouvaient se comparer aux équipements offerts par les deux autres compagnies spécialistes de la vente d'équipements de type «industriel».

E.3 RCA, dans sa soumission, inclut les taxes dans son prix mais ne donne aucun détail concernant l'équipement offert.

R.E.3 C'est vrai, la main-d'oeuvre aussi était incluse dans le prix. Par ailleurs, la Ville, organisme sérieux et responsable, a procédé, comme dans le cas des 2 autres, à toutes les vérificatic requises dans les circonstances. La très grande majorité des équipements offerts (80%) était de marque Altec. La liste du matériel apparaissait, avec les numéros des pièces et le nom de la compagnie. Informations prises, la Ville a constaté que c'est avec ce type de matériel que sont équipés, en termes de son, la majorité des grands amphithéâtres du Québec, y compris le matériel existant à l'époque au Centre Marcel Dionne. De plus, le rapport prix/qualité était très avantageux.

Q.4 Pourquoi n'a-t-on pas demandé à des maisons locales de fournir un système de son?

R.4 C'est simple. Revenons à notre premier critère de base: «équipement industriel requis». Dans les pages jaunes de l'annuaire téléphonique local, aucune compagnie ou maison d'affaires ne s'annonce comme spécialiste en installation de système de son industriel.

D'ailleurs, le Conseil municipal n'a pas l'habitude de défavoriser ses commerçants payeurs de taxes. Nous en aurons un exemple bientôt dans le dossier des communications radio, dossier dans lequel la Ville se prépare à intervenir avec ses commerçants locaux, plusieurs possédant l'expertise voulue pour répondre à nos besoins.



Dépôt des requêtes en constitution de SIDAC:

M. Jean Beaulac, membre du comité provisoire pour la formation de la SIDAC «Alain Limoges», vient déposer une requête de 10 contribuables ayant une place d'affaires dans le district commercial concerné, demandant à la Ville d'entamer les procédures de formation de la SIDAC «Alain Limoges». Tous les documents exigés par l'article 458.3 de la Loi sur les Cités et Villes sont déjà entre les mains du greffier adjoint.

Le greffier adjoint fait ensuite lecture d'une 2e requête en formation de SIDAC signée par 10 contribuables tenant place d'affaires dans le district concerné du quartier St-Joseph. Cette requête demande à la Ville d'entamer les procédures de formation de la SIDAC «quartier St-Joseph». Les pièces exigées par l'article 458.3 de la Loi sur les Cités et Villes sont entre les mains du greffier adjoint.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

274/4/84

1- VENTE DU LOT 126-3-270 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaires	Prix
. M. PIERRE ROSE et MME SYLVIE MARTEL 1140 - 3e Avenue Acton Vale	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

275/4/84

2- VENTE DU LOT 126-3-343 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION J.-C. GUÉVREMONT INC. 100 Comtois Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

276/4/84

3- VENTE DES LOTS 126-3-329, 126-3-330 ET 126-3-331 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION BUGÈRE INC. 228 Hériot Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER
179

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présentes autorisés à signer pour et aunom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

277/4/84

4- CAMION P.T.C. 34 000 LBS (4 x 2)

Soumissionnaires	Prix
. CENTRE DU CAMION BEAUDOIN ENR. 5360 St-Roch Drummondville	64 900 $
. PINARD ET NADEAU INC. 1144 boul. St-Joseph Drummondville	65 400 $
. GARAGE RAYGO INC. Sortie 123, Trans-canadienne La Présentation	47 250 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ces soumissions soient référées au Service des travaux publics pour étude et recommandation.

ADOPTÉ

278/4/84

5- ROULEAU COMPACTEUR À ASPHALTE ARTICULÉ (2 000 KG) - AVEC ÉCHANGE

Soumissionnaires	Prix
. LES INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE 6555 Côte de Liesse Montréal	29 999,00 $
. HEWITT EQUIPEMENT LTÉE 5001 Rte Trans-canadienne Pointe-Claire	30 390,00 $
. MACHINERIE D'ASPHALTE DUKE LTÉE 390 boul. Curé Labelle Chomedey, Ville de Laval	30 700,00 $
. ACCESSOIRES OUTILLAGE LTÉE 8755 boul. St-Laurent Montréal	29 670,40 $

Une personne dans la salle demande les marques et les modèles des rouleaux compacteurs, ce que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, s'empresse de faire, à la satisfaction de tous.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que ces soumissions soient référées au Service des travaux publics pour étude et recommandation.

ADOPTÉ

279/4/84

6- AUTOMOBILE 1984 POUR LE SERVICE DES PERMIS DE CONSTRUCTION

Soumissionnaires	Prix
. DRUMMOND AUTO LTÉE 1163 boul. St-Joseph Drummondville	7 379,65 $
. LUNEAU AUTOMOBILE INC. 160 boul. St-Joseph Drummondville	6 950,00 $

INITIALES DU MAIRE
180
INITIALES DU GREFFIER

. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 6 725,00 $
875 boul. St-Joseph
Drummondville

. DRUMMOND NISSAN LTÉE 8 484,00 $
1780 boul. Mercure
Drummondville

. BERNIER & CRÉPEAU LTÉE 8 240,00 $
269 Lindsay
Drummondville

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ces soumissions soient référées au Service des travaux publics pour étude et recommandation.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Les membres du Conseil prennent connaissance d'une lettre envoyée par M. Gilles A. Morin, accompagnée d'une pétition de plus de 200 signatures, représentant les exposants de l'exposition agricole de Drummondville qui déplorent le fait que l'association des marchands "La Promenade Lindsay" fasse sa vente trottoir annuelle en même temps que l'exposition agricole.

  Après vérification auprès des responsables, il appert que les 2 événements cette année seront à des dates différentes.

  M. J.-Bruno Smith souligne la pertinence de l'instauration d'un calendrier des événements pour l'ensemble de la région de Drummondville par le Bureau du tourisme et des congrès.

- Lecture est faite d'une lettre envoyée par Me Gérard Fradet, président de l'Association forestière des cantons de l'est inc., remerciant la Ville pour sa généreuse contribution à l'association et soulignant que le directeur gérant, M. Lucien Bédard, réserve un nombre considérable d'arbres pour l'embellissement de la Ville.
  M. Jean-Paul Généreux mentionne que ce don d'arbres devrait servir en grande partie à constituer un écran végétal au terrain d'exposition de Drummondville pour permettre aux résidents des Îlots Jacques Adhémar de profiter de plus de quiétude pendant les grands événements sur le terrain.

280/4/84 - Le greffier adjoint lit au Conseil une lettre du Club Optimiste St-Lucien Inc. signée par son président, M. Robert Lassonde, demandant à la Ville de Drummondville la permission d'inviter l'Organisation des mesures d'urgence de Drummondville à faire à St-Lucien certaines démonstrations et représentations sur l'importance d'une telle organisation dans la région. Cette rencontre s'effectuerait dans le cadre de la semaine du "Respect de la loi" mise sur pied par le club optimiste de l'endroit.

  Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville autorise et encourage l'Organisation des mesures d'urgence de Drummondville à se rendre à St-Lucien pour la semaine "Respect de la loi" organisée par le Club Optimiste St-Lucien Inc.

ADOPTÉ

- Une lettre de la direction régionale de la Mauricie Bois-Francs du ministère des Affaires culturelles relative à l'inventaire des biens culturels de la Ville de Drummondville précise au Conseil de la Ville qu'une réorganisation de ce ministère a retardé la phase finale de l'étude sur les biens culturels de Drummondville (le volet architectural). Cependant, d'ici quelques semaines, tout devrait être complété.

  Mme Francine Ruest-Jutras mentionne que cette étude devrait s'avérer un outil important pour le projet de revitalisation du centre-ville.

- Le Club de patinage artistique de Drummondville inc. dans une lettre signée par M. Denis Allard, vice-président, remercie Monsieur le Maire Serge Ménard, ainsi que tout le Conseil, pour la collaboration apportée lors de la compétition régionale Claude Routhier.

  M. Edward St-Pierre souligne l'enthousiasme et le merveilleux bénévolat qui animent cette corporation tout en rappelant à l'ensemble du Conseil que le spectacle annuel de la corporation se déroulera le 15 avril prochain au Centre Marcel Dionne.

- Téléglobe Canada dans une lettre envoyée par M. André Thibert, superviseur, gestion des stocks, avise les membres du Conseil qu'elle ne peut accepter la dernière offre que la Ville lui a faite relativement au terrain du boulevard St-Joseph. Téléglobe Canada a donné un mandat à un courtier en immeuble de la région pour la vente dudit terrain et si jamais la Ville avait une nouvelle offre à faire, elle devra transiger avec ce courtier.

- L'Association Québec-France par son directeur général, M. Marcel Beauchemin, remercie la Ville de collaborer à l'échange d'emploi d'été pour étudiants (35) qui se déroulera cet été entre la France et certaines corporations municipales québécoises. La Ville de Drummondville accueillera 2 jeunes français, tandis que deux jeunes drummondvillois se rendront en France.

281/4/84 - M. Yvon Morin, directeur général du Cégep de Drummondville, confirme au Conseil que les services de M. André Lamy sont prêtés au comité organisateur pour la préparation du dossier technique de la candidature de Drummondville aux Jeux du Québec, Été 1987.

  Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que la Ville remercie le Cégep de Drummondville pour le geste qu'il a posé en libérant M. André Lamy de ses tâches afin de lui permettre de mettre tous ses efforts et son expérience au profit du comité organisateur pour la préparation du dossier technique de la candidature de Drummondville aux Jeux du Québec, Été 1987.

  ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre envoyée par Cablestrie Inc. et signée par son président, directeur général, M. Conrad Tourigny, qui refuse la proposition de la Ville lui exigeant 66 2/3% des frais afférents à l'installation d'une conduite d'aqueduc pour desservir son terrain (8 150 $), une réévaluation dudit terrain parce que non desservi et un réajustement de son compte de taxes pour les années 1982-1983-1984.

INITIALES DU MAIRE

182

INITIALES DU GREFFIER

M. Conrad Tourigny, présent dans la salle du Conseil, demande à prendre la parole et tout en faisant un résumé du dossier élabore sur les motifs qui le portent à refuser la proposition de la Ville, ainsi que sur certains engagements entre la Ville de Drummondville et la Corporation du cimetière protestant relativement à la desserte en eau potable. Ces engagements spécifiques font partie des ententes de fusion entre le Village de Drummondville-Ouest et la Cité de Drummondville.

Devant l'impasse formé par le refus d'accepter la proposition de la Ville et la volonté ferme des membres du Conseil de mettre en application la nouvelle politique de développement domiciliaire, M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est mandaté pour rencontrer M. Conrad Tourigny et essayer de trouver un terrain d'entente.

-Le Conseil prend connaissance d'une offre de services faite par M. Gilles Chagnon, architecte, relativement au projet de réaménagement du Centre Culturel.

Le Conseil traite cette offre de services à l'item 24 de l'ordre du jour.

-Le greffier adjoint lit une longue lettre de M. Michel Clair, ministre délégué à l'administration et président du Conseil du Trésor, dans laquelle il donne sa perception du projet de "Palais des Rassemblements" à Drummondville.

M. Michel Clair élabore sur sa perception du dossier actuel avec ces forces et ces faiblesses. Il précise que, quant à lui, il privilégie "un Centre de congrès véritable dans un concept de complexe intégré (salle de congrès et service d'hôtellerie)", le tout confié à l'entreprise privée avec le support des gouvernements, s'il y a lieu.

M. Michel Clair mentionne avoir pris connaissance d'une proposition relative à la réalisation d'un centre de congrès, présentée par deux hommes d'affaires de Drummondville, MM. Roger Dubois et Michel Equilbec, et assure à ces promoteurs son appui de principe à un tel projet, sa disponibilité pour collaborer efficacement et positivement avec la Ville de Drummondville et son collègue fédéral.

M. Michel Clair termine en soulignant qu'il apprécierait grandement connaître les orientations des membres du Conseil relativement à la proposition "Dubois Équilbec".

Suite à la lecture de cette lettre, M. J.-Bruno Smith déclare qu'il n'est pas prêt pour l'instant à associer un autre projet à celui déjà présenté pour différents facteurs (délais, occupation actuelle de 56% des hôtels, prix du terrain...). Bien entendu, il est d'accord avec le principe de réduire au minimum la facture aux contribuables.

M. Jean-Paul Généreux abonde dans le même sens que M. J.Bruno Smith et convient lui aussi que la facture pour la gestion ne doit pas être payée par la population de Drummondville mais plutôt par les utilisateurs ou même, une partie par la Société de Développement Économique de Drummondville Inc.

Mme Francine Ruest-Jutras précise la proposition "Dubois Équilbec" en mentionnant qu'il s'agit d'investissements de 8 000 000 $ qui créeront plusieurs dizaines d'emplois, tout en générant des taxes foncières pour la Ville. La Ville n'aurait d'aucune façon à supporter le déficit d'opération. Elle favorise donc le projet de "Centre de congrès intégré" plutôt que le projet de "Palais des Rassemblements".

M. Robert Lafrenière dresse un certain parallèle entre le C.E.E.P.A.S. (projet subventionné par le gouvernement provincial) et le Palais des Rassemblements (projet subventionné par le gouvernement fédéral) en ce qui concerne leur gestion et leur déficit d'opération.

M. Jean-Marie Boisvert souhaite voir les deux députés du Comté de Drummond s'entendre dans ce projet pour les plus grand bénéfice de la population de Drummondville.

Monsieur le Maire mentionne qu'il a déjà rencontré à ce sujet un des promoteurs (M. Roger Dubois) et qu'il devrait y avoir une autre rencontre incessamment. Il précise également que le terrain offert par MM. Dubois et Équilbec a été le 1er retenu parmi tous ceux disponibles, malgré le fait qu'aucun choix définitif n'a encore été fait.

- Le Conseil prend connaissance d'une requête adressée par Mme Sylvie Bergeron et M. Yvon Pépin qui voudraient avoir une zone de stationnement limité à 10 minutes face à leurs commerces.

  Cette demande est référée au comité de circulation.

- Une lettre de remerciements en provenance du Club de l'âge d'or de St-Simon, l'Amicale du 3e âge, est lue au Conseil. Ce dernier prend bonne note de ces remerciements.

282/4/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 24 mars au 9 avril 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 683 841,49 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

283/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que l'organisme Kino-Québec soit autorisé à utiliser le parc Woodyatt les 27 et 29 mai prochain et que certains services lui soient fournis; le tout suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établies par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

284/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville de Drummondville accepte les états financiers du Carrefour socio-culturel Drummond Inc. pour l'année 1983, tel que préparé par Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés, comptables agréés.

ADOPTÉ

285/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le compte rendu de l'assemblée du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 mars 1984 soit accepté tel que rédigé. Ce compte rendu sera versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

286/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le trésorier soit autorisé à transmettre au Comité d'assainissement du bassin de la rivière St-François, pour et au nom de la Ville de Drummondville, la cotisation annuelle, soit 0,02 $ per capita.

INITIALES DU MAIRE SM 184 INITIALES DU GREFFIER

M. J.-Bruno Smith souligne le merveilleux travail effectué par le Comité pour dépolluer la rivière St-François.

ADOPTÉ

287/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville de Drummondville accorde au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. une subvention annuelle supplémentaire de 15 000,00 $ dès 1985 et ce, pour une période de 5 années consécutives. Cette subvention servira exclusivement pour leur projet d'expansion, plus précisément pour la construction d'un nouvel immeuble.

ABROGÉE PAR RÉS. 278/4/86

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre fait état de la grande participation enregistrée au Centre Récréatif St-Jean-Baptiste depuis plusieurs années; participation venant en majorité du quartier St-Jean-Baptiste mais également du grand Drummondville.

M. Jean-Marie Boisvert souhaite que l'expansion qui est prise par le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste puisse aussi profiter au quartier St-Joseph, ce dernier étant moins bien nanti en équipement communautaire.

M. Robert Lafrenière félicite les dirigeants du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste pour tous les efforts déployés dans leur projet d'expansion et souligne d'une façon particulière que le Centre communautaire St-Pierre est lui aussi bien actif; M. Jean-Paul Généreux abonde dans le même sens.

288/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que Monsieur le Maire Serge Ménard et MM. les conseillers Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert et Jean-Paul Généreux soient délégués au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra à Winnipeg du 3 au 7 juin 1984. Dans l'éventualité où une de ces 4 personnes ne pourrait s'y rendre, M. Gilles StMartin joindra le groupe.

ADOPTÉ

289/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que M. Serge Ménard, maire, et M. Jean-Paul Généreux, conseiller, soient les 2 représentants de Drummondville habiles à voter lors du congrès de la Fédération canadienne des municipalités.

ADOPTÉ

290/4/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la Ville de Drummondville procède, par appel d'offres, à la vente du terrain désigné comme étant une partie du lot originaire numéro sept (Ptie 7) du quartier Est aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Drummondville. Ce morceau de terrain est borné au nord-est par le lot 7-20, au sud-est par une autre partie du lot 7, propriété de la Dominion Textile Ltée, au sud-est par une autre partie du lot 7 ci-haut décrit et au nord-ouest par une autre partie du lot 7, propriété de Tapis Wickham Inc.

ADOPTÉ

291/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que Me Paul-Emile Bordeleau, notaire, soit mandaté par la Ville pour rédiger tous les actes nécessaires afin d'échanger un terrain avec la compagnie Drummex Inc. dans le but de réaménager la rue Lauzon.

À cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'échange précité.



ADOPTÉ

292/4/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que la résolution no. 80/356 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud soit rescindée.

Il s'agissait d'un mandat pour dresser les plans et devis nécessaires pour effectuer certains travaux d'infrastructure dans le Domaine Cherbourg. Environ 15% du mandat a été exécuté et payé. La politique relative au développement domiciliaire ayant changé depuis cette époque, une réévaluation du projet semble nécessaire et un nouveau mandat pourrait être donné en temps opportun.

ADOPTÉ

293/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que Me Gérard Fradet, notaire, soit mandaté par la Ville de Drummondville pour rédiger un acte d'ajout au bail emphytéotique consenti aux Résidences St-Frédéric Inc. Cet acte précisera la portion de terrain exacte cédée aux Résidences St-Frédéric par ledit bail emphytéotique, tout en la décrivant par les descriptions techniques portant les numéros de minutes 2476, 2514 et 2624, préparées par l'arpenteur-géomètre A.-Marcel Lachapelle.

ADOPTÉ

294/4/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à demander, pour et au nom de la Ville, au ministre des Transports fédéral un permis temporaire d'opération de l'aéroport municipal de Drummondville pendant la durée des travaux d'agrandissement.

ADOPTÉ

295/4/84

Mme Francine Ruest-Jutras brosse un tableau succinct des événements et démarches qui ont ponctué le dossier du Centre Culturel.

Elle met l'emphase sur la distinction à faire entre la remise aux normes, ainsi que les dépenses imminentes nécessaires, à l'entière charge de la Ville de Drummondville (365 000 $) et le projet de réaménagement (1 200 000 $) qui peut être subventionné à 75% par le ministère des Affaires culturelles, laissant une somme de 315 000 $ à la charge de la Ville; il est donc proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'une demande de subvention soit officiellement adressée au ministère des Affaires culturelles dans le cadre du projet de réaménagement du Centre Culturel de Drummondville, projet de 1 200 000 $ subventionnable à 75% ou plus.

À cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents nécessaires à cette demande.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE SM 186 INITIALES DU GREFFIER

296/4/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, qu'un mandat soit confié à la firme Société Scénographique Sanche Inc. pour la préparation des plans et devis concernant la réfection de la scène du Centre Culturel dans le cadre du projet de réaménagement du Centre Culturel de Drummondville.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme précitée pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

297/4/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que les services professionnels de la firme Hamel, Beaulieu & Associés, ingénieurs-conseils, soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux de génie à effectuer au Centre Culturel.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme précitée pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

298/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que les services professionnels de M. Gilles Chagnon, architecte, soient retenus pour la préparation des plans et devis de réaménagement du Centre Culturel.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec M. Gilles Chagnon pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

299/4/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux de réaménagement du Centre Culturel pour un montant de 1 202 700 $ et un emprunt de 315 700 $ représentant la participation de la Ville.

1-	Équipement spécialisé	81 800,00 $
2-	Architecture & structure	661 605,00 $
3-	Mécanique	170 250,00 $
4-	Électricité	120 200,00 $
5-	Oeuvre d'art	12 000,00 $
		1 045 855,00 $
	Honoraires professionnels:	156 845,00 $
		1 202 700,00 $
	Moins subvention du MACQ:	(902 025,00 $)
	Part de la Ville:	300 675,00 $
	Financement:	15 025,00 $
	EMPRUNT DE LA VILLE:	**315 700,00 $**

300/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les services professionnels de la firme Hamel, Beaulieu & Associés, ingénieurs-conseils, soient retenus pour la préparation des plans et devis des travaux d'amélioration du filtre municipal.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec la firme précitée pour l'exécution de ce mandat.

INITIALES DU MAIRE
187
INITIALES DU GREFFIER

ADOPTÉ

301/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que la firme Sorpès Inc. soit mandatée pour la fabrication de 10 feuillets topographiques Cette dépense de 6 400,00 $ sera payable à même le fonds de roulement de la Ville (règlements nos 1126, 1231, 1291 et 1479).

Une demande devra être faite à la Commission municipale du Québec pour approuver cet emprunt au fonds de roulement.

ADOPTÉ

302/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, qu'un mandat soit confié à Me Jean Shooner, notaire, pour rédiger un protocole d'entente et les autres actes nécessaires afin d'effectuer un échange de terrain entre la Ville de Drummondville et le Club de golf et curling de Drummondville Inc. Un comité est formé à cet effet pour représenter la Ville, dont les membres sont: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à cet échange de terrain.

ADOPTÉ

303/4/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux de réaménagement et de construction à l'aéroport municipal pour un montant de 4 300 000 $ (Dépense défrayée par le ministère des Transports fédéral).

PISTE

- Terrassement, fondation, revêtement et aménagement des abords	1 850 000 $
- Travaux électriques, éclairage, balisage et lumières d'approche	350 000 $
SOUS-TOTAL:	2 200 000 $

BATIMENT

- Construction d'un aérogare	500 000 $
- Construction d'un garage d'entretiens d'avions	425 000 $
SOUS-TOTAL:	925 000 $
TOTAL:	3 125 000 $
IMPRÉVUS:	456 000 $
HONORAIRES PROF:	719 000 $
GRAND TOTAL:	**4 300 000 $**

M. Robert Lafrenière rajoute que la firme Hamel, Beaulieu et Associés voit à ce que l'exécution des travaux soit divisée en 6 ou 7 parties de manière à ce que chacune de ces parties soit donnée à des entrepreneurs différents, favorisant ainsi plus d'entrepreneurs locaux.

304/4/84

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 110 000 $ pour des travaux de raccordement des services municipaux dans le territoire de la Ville de Drummondville.

- Services d'aqueduc et d'égout

1. Construction de raccordements d'égout sanitaire, d'égout pluvial et d'aqueduc	80 000 $
2. Réfection de raccordements d'égout sanitaire, d'égout pluvial et d'aqueduc	20 000 $
	100 000 $
- Frais de règlement	10 000 $
TOTAL:	**110 000 $**

305/4/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement établissant des dispositions spéciales concernant les raccordements de services d'égouts et d'aqueduc et la construction de bordures et de trottoirs.

306/4/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement établissant des politiques de développements résidentiels.

307/4/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 50 000 $ représentant la part de la Ville pour la réalisation d'une étude concernant la revitalisation du Centre-Ville.

- Etude - revitalisation du Centre-Ville	47 500 $
- Frais de règlement	2 500 $
TOTAL:	**50 000 $**

308/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1617 concernant les tarifs des permis et autres frais exigibles par le Service des permis de construction.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

309/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1620 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/B-8 à même une partie du secteur de zone CA-2.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1620 a été adopté par la résolution no. 226/3/84 le 12 mars 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1620 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 12 mars 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1620 a été régulièrement donné le 26 mars 1984 (réf: 268/3/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 9 avril 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1620;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 9 avril 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans le territoire de la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1620 et ce de 9 heures à 19 heures les 30 avril et 1er mai 1984.

310/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1621 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone IC-2 à même une partie des secteurs de zones IB-52 et RX-62, à agrandir le secteur de zone CC-62 à même une partie du secteur de zone RX-56 et à agrandir le secteur de zone IA-51 à même une partie du secteur de zone RA-62.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1621 a été adopté par la résolution no. 227/3/84 le 12 mars 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1621 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 12 mars 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1621 a été régulièrement donné le 26 mars 1984 (réf: 269/3/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 9 avril 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1621;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 9 avril 1984 et les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans le territoire de la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1621 et ce de 9 heures à 19 heures les 30 avril et 1er mai 1984.

311/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1622 décrétant un emprunt de 22 000,00 $ pour l'exécution de travaux d'éclairage dans le secteur du P.A.A.T. Phase III.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
189
INITIALES DU GREFFIER

INITIALES DU MAIRE J.M.

190

INITIALES DU GREFFIER

312/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1623 décrétant un emprunt de 40 000,00 $ pour l'achat et la pose de compteurs d'eau.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1623 et ce de 9 heures à 19 heures les 24 et 25 avril 1984.

313/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que soient transmis à M. Léo Fafard, après 19 ans de services à l'usine de traitement d'eau, les meilleurs voeux du Conseil pour une bonne et heureuse retraite avec toute la santé nécessaire pour pouvoir en profiter pleinement.

ADOPTÉ

314/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que soient transmises à la famille de M. Olier Pétrin, décédé la semaine dernière, après 43 ans de loyaux services à la Ville de Drummondville-Sud et Drummondville, les condoléances du Conseil de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Donald Belval, président de la corporation du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste.

  Énoncé - M. Belval vient remercier bien sincèrement les membres du Conseil et les fonctionnaires municipaux pour l'excellente collaboration qu'ils ont fournie dans l'élaboration du projet d'expansion du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste.

  De plus, il précise au Conseil que l'argent injecté dans le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste pourra bénéficier à toute la population de Drummondville, car le Centre Récréatif est ouvert à toute la population (plus de 2 000 participations par semaine et un bassin de 500 bénévoles). Le geste que vient de poser la Ville de Drummondville constitue une aide précieuse pour soutenir les autres demandes qui seront adressées aux gouvernements supérieurs.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du Regroupement des citoyens de Drummondville.

  Question 1. - Y aurait-il moyen d'améliorer le son lors des séances publiques du Conseil?

  Réponse: Notre ingénieur municipal a déjà été chargé du mandat et nous devrions avoir des résultats d'ici peu.

  Question 2. - M. Hervé Savoie voudrait avoir plus de détails relativement au rapport financier du Carrefour socio-culturel accepté ce soir par le Conseil?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras précise que la section Diffusion et Spectacles enregistre un déficit de 13 578 $ mais que ce déficit devrait être absorbé à travers l'année financière 1984.

INITIALES DU MAIRE 8.R.
191
INITIALES DU GREFFIER

Question 3. - M. H. Savoie voudrait avoir plus de détails sur le projet de réaménagement du Centre Culturel surtout sur les implications financières pour les contribuables?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras élabore sur les efforts qui ont été consacrés pour réduire au minimum les travaux à effectuer et obtenir une utilisation optimale des sommes empruntées par la Ville. Les frais supplémentaires générés par ce réaménagement seront réduits au maximum (étude énergétique) et devraient être payés par les usagers.

Question 4. - L'estimé des travaux est-il réaliste?

Réponse: Les estimés ont été fournis par une firme d'ingénieursconseils et par les services municipaux, conséquemment, il s'agit d'estimés très sérieux.

Question 5. - Les délégations faites à l'item 15 de l'ordre du jour, respectent-elles la politique des congrès établie par le Conseil?

Réponse: Il va de soi. Lorsqu'il s'agit d'un congrès de la Fédération canadienne des municipalités, la politique permet la délégation du maire et de 3 conseillers. Lorsqu'il s'agit du congrès de l'U.M.Q., en plus de la délégation du maire, la politique prévoit que 6 conseillers peuvent y assister. Il n'y a aucun montant de préétabli pour les dépenses afférentes.

Question 6. - A l'item 28, quels terrains la Ville veut-elle échanger avec le Club de golf et curling de Drummondville?

Réponse: Il s'agit d'une partie de terrain longeant le Chemin du Golf. Présentement, la clôture limitant l'accès au terrain de golf tombe en désuétude et donne une très mauvaise image à cette entrée de la Ville.
Compte tenu que cet état de fait n'est peut-être pas étranger à un problème de déneigement dont souffre la Ville à cet endroit et qu'il serait important de s'entendre sur un échange entre ce terrain et une partie de rue désaffectée pouvant être utile au Club de golf et curling de Drummondville Inc., un comité de travail a été formé de Mme Francine Ruest-Jutras et M. Michel Lesage, ing., pour mener à bien ce dossier.

Question 7. - Qu'arrive-t-il avec le dossier Ritz?

Réponse: Le conseiller juridique fait un résumé du dossier et ébauche le problème juridique dans lequel les parties concernées se trouvent. Les procédures se continuent et devraient donner des résultats d'ici 1 1/2 à 2 mois, compte tenu des délais de cour. Le Service des travaux publics fait certains travaux pour empêcher que la situation se détériore encore plus.

Question 8. - Pourquoi la Ville a-t-elle tenu son colloque du mois de mars à Trois-Rivières plutôt qu'à Drummondville comme les 2 avant dernières fois?

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER
192

Réponse: Ce colloque a été très prolifique pour l'administration municipale. Tous les membres présents ont vécu deux très bonnes journées ensemble, ce qui leur a permis de mieux se connaître et mieux s'apprécier. Beaucoup de travail a été abattu et les dossiers amenés ont été creusés plus profondément. Le colloque a été tenu à Trois-Rivières pour isoler l'administration municipale et la placer dans un contexte plus propice à la réfexion.

Question 9. - En ce qui concerne la cueillette des déchets dans la Ville de Drummondville, est-ce qu'une seule cueillette à l'année longue serait moins onéreuse pour la Ville?

Réponse: Les recherches déjà effectuées ont démontré qu'il n'y avait pas de grosses économies à faire en allant dans ce sens, surtout si on prend en considération les désavantages que cela peut comporter. Cependant, la Ville doit dans les prochaines semaines retourner en soumission pour la cueillette des déchets sur son territoire et elle doit vérifier toutes ces hypothèses.

Question 10 - Sur la liste des comptes, un certain montant apparaît pour l'entretien des plantes du Centre d'information documentaire Côme St-Germain. Serait-il possible d'avoir plus de détails?

Réponse: Il s'agit d'un montant versé bi-mensuellement pour des services d'entretien professionnels, fournis aux plantes du Centre d'information documentaire Côme St-Germain; ce contrat de 3 024 $ comprend également le remplacement de plantes. Il a été accordé après qu'une demande de services ait été faite auprès de 3 entreprises de la Ville de Drummondville. De ces 3 entreprises, 2 ont répondu et de ces 2 soumissionnaires, la Ville a choisi le plus bas.

Question 11 - Est-il vrai que la Ville va en appel de 6 causes du Bureau de révision de l'évaluation foncière?

Réponse: La Ville est présentement en appel de 6 causes du Bureau de révision de l'évaluation foncière, la valeur des terrains concernés ayant été abaissée de 90% en se basant sur des principes qui, aux yeux de la Ville, n'auraient pas dû être retenus.

Question 12 - La politique de tarification des non-résidents en matière de loisirs, appliquée à M. Robert Talbot, propriétaire à Drummondville, mais résident de St-Cyrille, devrait-elle être revisée?

Réponse: La politique mise en place est très claire et parle de résident et non de contribuable. Une entente globale en matière de loisirs avec la corporation municipale de Grantham-Ouest a réglé bien des problèmes semblables à celui dont souffre M. Robert Talbot, résident de St-Cyrille. Le Conseil est d'accord pour repenser à sa politique de tarification lors du prochain budget.

Question 13 - A) Relativement au Palais des Rassemblements, la subvention de 2 500 000 $ est-elle toujours possible?

Réponse: La corporation "Palais des Rassemblements Drummondville Inc." attend toujours des nouvelles du gouvernement fédéral. Tout le monde demeure bien confiant.

- B) Est-ce que les coûts d'opération, de gestion et d'entretien de ce Palais des Rassemblements ont été évalués?

Réponse: La Chambre de Commerce du Comté de Drummond avait fait une étude non exhaustive en 1979, mais tout semble démontrer qu'il s'agit d'une question de taux d'occupation du Palais des Rassemblements.

INITIALES DU MAIRE

1931

INITIALES DU GREFFIER

- C) Le projet Dubois Équilbec n'est-il pas très intéressant pour les contribuables de Drummondville?

Réponse: Le site définitif n'est pas encore déterminé. Cependant parmi les 3 sites retenus, le 1er en liste est celui du projet Dubois Équilbec. Une rencontre est prévue avec ces promoteurs locaux dans les prochains jours. Bien entendu, le choix définitif ne sera fait qu'après étude. Plusieurs questions restent encore à être éclaircies; telles que: Est-ce que le gouvernement fédéral est prêt à donner la subvention à l'entreprise privée plutôt qu'à un organisme à but non lucratif? Le coût du site? Les ententes relatives à la gestion et l'opération du site avec la Ville ou un promoteur privé?...

Énoncé - M. Hervé Savoie a pris connaissance des réponses fournies pour le dossier "Système de son au Centre Marcel Dionne" et songe revenir pour en discuter de nouveau avec d'autres arguments.

Réponse: Certains membres du Conseil lui font remarquer que la tribune qui lui est ouverte n'est pas un tribunal inquisitorial.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au mardi, 24 avril 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER
194

VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 avril 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 24 avril 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

Monsieur le Maire proclame le mois de mai, le mois de Médic-Alert en soulignant d'une façon particulière l'utilité des bracelets et médaillons distribués par la Fondation Médic-Alert, ainsi que les efforts méritoires faits par l'Association des assureurs-vie de Drummondville pour appuyer cette Fondation.

315/4/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 9 avril 1984.

Attendu que les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 9 avril 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

316/4/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal de l'assemblée régulière du 9 avril 1984.

Attendu que les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 9 avril 1984; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

317/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que l'item 41A. soit ajouté à l'ordre du jour, soit: "Cueillette des gros rebuts", et que ledit ordre du jour soit adopté tel que modifié.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:



318/4/84

1° VENTE DES LOTS 126-3-345, 126-3-346, 126-3-347, 126-3-348, ET 126-3-353 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

AMENDÉE PAR RÉS. 602/7/84

Soumissionnaire	Prix
. SOCIÉTÉ BUGÈRE INC. 228 Hériot Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

319/4/84

2° VENTE DES LOTS P.126-279 ET 124-204 - P.A.A.T. III

Soumissionnaire	Prix
. SOCIÉTÉ BUGÈRE INC. 228 Hériot Drummondville	10,22 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville. La superficie achetée devra être vérifiée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

Choix d'un soumissionnaire - soumissions ouvertes le 9 avril 1984.

320/4/84

A) CAMION P.T.C. 34 000 LBS (4 x 2)

ABROGÉE PAR RÉS. 780/9/84

Soumissionnaires	Prix
. CENTRE DU CAMION BEAUDOIN ENR. 5360 St-Roch Drummondville	64 900 $
. PINARD ET NADEAU INC. 1144 boul. St-Joseph Drummondville	65 400 $
. GARAGE RAYGO INC. Sortie 123, Trans-canadienne La Présentation	47 250 $

INITIALES DU MAIRE
J.M.
198
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la soumission du CENTRE DU CAMION BEAUDOIN ENR. soit retenue comme étant la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

321/4/84

ABROGÉE par rés. 780/9/84

B) ROULEAU COMPACTEUR À ASPHALTE ARTICULÉ (2 000 KG) - AVEC ÉCHANGE

Soumissionnaires	Prix (taxe féd. inc.)
. LES INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE 6555 Côte de Liesse Montréal	29 999,00 $
. HEWITT ÉQUIPEMENT LTÉE 5001 Rte Trans-canadienne Pointe-Claire	30 390,00 $
. MACHINERIE D'ASPHALTE DUKE LTÉE 390 boul. Curé Labelle Chomedey, Ville de Laval	33 274,00 $
. ACCESSOIRES OUTILLAGE LTÉE 8755 boul. St-Laurent Montréal	32 116,81 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la soumission de LES INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE soit retenue comme étant la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

322/4/84

C) AUTOMOBILE 1984 POUR LE SERVICE DES PERMIS DE CONSTRUCTION

Soumissionnaires	Prix
. DRUMMOND AUTO LTÉE 1163 boul. St-Joseph Drummondville	7 379,65 $
. LUNEAU AUTOMOBILE INC. 160 boul. St-Joseph Drummondville	6 950,00 $
. GARAGE MONTPLAISIR LTÉE 875 boul. St-Joseph Drummondville	6 725,00 $
. DRUMMOND NISSAN LTÉE 1780 boul. Mercure Drummondville	8 484,00 $
. BERNIER & CRÉPEAU LTÉE 269 Lindsay Drummondville	8 240,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la soumission de GARAGE MONTPLAISIR LTÉE soit retenue comme étant la plus basse soumission jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER
197

C O R R E S P O N D A N C E:

323/4/84 - Le greffier adjoint lit une lettre provenant de la Commission Régionale St-François et signée par M. Gilles Blanchard, directeur général. Cette lettre confirme la libération de M. Gaétan Janelle au profit du Comité de préparation du dossier de candidature des Jeux du Québec, été 1987, suivant certains arrangements pris avec M. Janelle.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que des remerciements soient transmis à la Commission Régionale St-François pour la libération de M. Gaétan Janelle et pour son implication dans le dossier précité.

ADOPTÉ

324/4/84 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre envoyée par M. Gaétan Janelle, président du Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc., qui confirme la libération de M. Robert Comeau, leur conseiller en sport, afin de lui permettre de travailler activement à la préparation du dossier de candidature des Jeux du Québec, été 1987.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que des remerciements soient transmis au Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc. pour avoir permis à M. Robert Comeau de se libérer de ses tâches régulières pour faire bénéficier de son expérience le Comité de préparation du dossier de candidature.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith donne certains détails sur les 2 dossiers de candidature présentés antérieurement et souhaite bonne chance à la présente équipe.

- Le greffier adjoint poursuit en lisant une lettre provenant du premier ministre du Québec, l'honorable René Lévesque, qui remercie les membres du Conseil pour l'accueil chaleureux dont il a été l'objet le 16 mars dernier.

  Les membres du Conseil apprécient grandement cette délicatesse du premier ministre.

- Les membres du Conseil prennent connaissance d'une lettre provenant du Club d'Age d'Or Drummondville Inc., signée par son président, M. Maurice Morin, qui remercie le Conseil pour la subvention de 500,00 $ qui leur a été accordée.

  Les membres du Conseil prennent bonne note de cette marque d'appréciation.

- Le greffier adjoint lit une lettre provenant du Club de l'Age d'Or St-Frédéric de Drummondville Inc., signée par Mme Anne-Marie Crépeau, présidente, qui témoigne toute son appréciation pour le geste posé par le Conseil en leur accordant une subvention de 500,00 $.

  Les membres du Conseil prennent bonne note de cette lettre.

- Lecture est faite d'une lettre de l'honorable Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales, qui veut souligner la mise en vigueur du programme "ReviCentre" par le ministère des Affaires municipales. Ce programme de 3 ans s'inscrit dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement du Québec et permet aux corporations

INITIALES DU MAIRE
L.M.
198
INITIALES DU GREFFIER

- corporations municipales du Québec de recevoir une aide financière à l'égard d'interventions visant la revitalisation de leur centre-ville ou secteur central.

  Le Conseil prend bonne note de cette annonce et confirme que d'autres démarches seront entreprises en ce sens. Déjà des soumissions ont été demandées pour l'étude de la revitalisation du centreville et un mandat devrait être donné sous peu.

- Les membres du Conseil prennent connaissance d'une lettre envoyée par l'Association des parents du Collège Saint-Bernand demandant à la Ville de faire diligence pour réglementer les arcades électroniques et la vente des revues pornographiques. Cette lettre a été inspirée par plusieurs plaintes de parents et par de nombreuses recherches.

  Monsieur le Maire mentionne qu'un comité ad hoc a été nommé à cette fin. Ce comité formé de MM. Edward St-Pierre, Jean-Paul Généreux et Robert Lafrenière, conseillers ainsi que de MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, devraient se réunir prochainement.

  M. Jean-Paul Généreux ajoute que la Ville possède déjà un projet de règlement mais que face aux nombreuses contestations de règlements semblables devant les tribunaux, le Conseil a jugé bon d'attendre la décision de la Cour Suprême du Canada. Ce jugement devrait sortir sous peu.

  Mme Francine Ruest-Jutras précise que les contestations de règlements touchent plus la question des arcades électroniques que celle de la vente des revues pornographiques. Conséquemment, l'action du Conseil dans ce secteur devrait être plus rapide.

- Le greffier adjoint fait lecture au Conseil d'une lettre de Mme Francine Duchesne, "une citoyenne qui met le nez dans les poubelles". Cette lettre de Mme Francine Duchesne souligne certains états de fait qui lui semblent anormaux relativement à la gestion des déchets et aux actions entreprises par la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond et la Ville de Drummondville.

  M. Jean-Marie Boisvert confirme que certaines actions ou décisions peuvent paraître, à première vue, aberrantes mais qu'elles sont néanmoins sérieusement étudiées. Ce dossier retient l'attention du Conseil d'une façon toute spéciale.

325/4/84 - Lecture est faite d'une lettre du Club Optimiste de Drummondville signée par M. Gilles Breton, directeur du Club, qui demande la permission d'utiliser la rue Corriveau pour leur course de boîtes à savon qui aura lieu le 3 juin 1984.

  Il est proposé apr M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que l'autorisation d'utiliser la rue Corriveau le 3 juin 1984 pour la course de boîtes à savon soit donnée au Club Optimiste de Drummondville, suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires de la Ville de Drummondville et après consultation avec le directeur du Service de la sécurité publique de la Ville.

  ADOPTÉ

- Les membres du Conseil prennent connaissance d'une pétition envoyée par Mme Marlaine Boisvert de Grantham-Ouest. Cette pétition signée par tout près de 325 personnes, demande à la Ville de Drummondville et à la corporation municipale de Grantham-Ouest d'entreprendre les démarches nécessaires pour que soit construite une passerelle pour piétons et cyclistes au-dessus de la rivière Noire à la hauteur de la rue St-Georges et du nouveau Cégep.

  Le maire précise que la Ville est sur le point de donner mandat à une firme d'ingénieurs-conseils pour la préparation des plans et devis de la passerelle. Une rencontre prochaine devrait être tenue avec la municipalité de Grantham-Ouest pour connaître les possibilités de financement commun de ces travaux.

- Le greffier adjoint lit une lettre de l'honorable Guy Tardif, ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, soulignant que Drummondville s'est vu réserver une enveloppe budgétaire de 660 000,00 $ dans le cadre du programme Loginove. En septembre prochain, une réévaluation et un réaménagement de cette allocation pourront être faits par la Société d'Habitation du Québec.

  Monsieur le Maire remercie le Ministre pour la précieuse collaboration qu'il accorde à la Ville de Drummondville par le biais des généreuses subventions injectées dans le programme Loginove.

326/4/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 7 avril au 1er mai 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 076 201,80 $.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

327/4/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville n'aura pas besoin d'emprunter les argents représentés par les soldes sur les procédures d'emprunt autorisées et approuvées, dont le détail apparaît ci-bas dans la présente résolution, et ce pour la raison suivante: les travaux prévus auxdits règlements ont été soit exécutés pour un montant inférieur à celui prévu au règlement, soit non exécutés ou payés à même les surplus budgétaires annuels;

IL EST PAR CONSÉQUENT,
PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER ROBERT LAFRENIÈRE,
APPUYÉ PAR LE CONSEILLER LINDOR LETENDRE,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE chaque solde apparaissant à la colonne "Solde" dans le bloc ci-dessous, représentant la partie non-empruntée sur chaque procédure d'emprunt indiquée ci-bas, n'a pas besoin d'être emprunté et que, par conséquent, le montant de chaque tel solde ainsi inscrit dans le bloc ci-dessous soit et est par les présentes annulé:

Règlement		Solde à annuler
1163	PAREL St-Joseph	81 000,00 $
1154	PAQ St-Joseph	656,25 $

INITIALES DU MAIRE B.M.
200
INITIALES DU GREFFIER

1245	Acquisition de terrains, P.A.A.T. II & III	525 000,00 $
1303	PAREL Ste-Thérèse	810 000,00 $
308	PAREL Drummondville-Sud	59 900,00 $
1328	Rôle d'évaluation	900,00 $
1325	PAREL St-Joseph	192 000,00 $
1345	St-Damase	23 000,00 $
1373	Travaux de voirie - P.A.A.T. Ph. I	43 000,00 $
1388	Travaux - P.A.A.T. Ph. III	70 000,00 $
1417	PAREL hors-zone	1 000,00 $
329	Rôle d'évaluation	9 000,00 $
1429	Parc Frigon	8 000,00 $
1431	Travaux - P.A.A.T. Ph. III	81 000,00 $
1434	Tennis Parc Milette	20 500,00 $
1439	Travaux publics 1981	33 000,00 $
1437	Parc Woodyatt	17 500,00 $
1452	Stationnement aéroport	33 000,00 $
1451	Achat dégeleuse	2 000,00 $
1456	Centre Culturel	32 000,00 $
1460	Lumières de circulation	7 000,00 $
1469	Rue Laferté	6 000,00 $
1481	Machinerie 1982	18 000,00 $
1482	Edifices 1982	14 000,00 $
1485	Travaux publics 1982	27 000,00 $
1486	Travaux publics 1982	5 000,00 $
1508	Olympia Yvan Cournoyer	5 500,00 $
1523	Rampe Centre Culturel	4 000,00 $
1583	Frais de change étranger	600 000,00 $
		2 728 956,25 $

Qu'une copie certifiée de la présente résolution soit immédiatement transmise à la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

328/4/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que l'Association des Loisirs St-Philippe de Drummondville Inc. soit autorisée à utiliser le parc St-Etienne pour la tenue de festivités estivales les 9, 10, 11 et 12 août 1984, ainsi que pour un tournoi de balle les 17, 18 et 19 août 1984; le tout suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville de Drummondville.

A ces fins, ladite Association des loisirs est également autorisée à loger une requête auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec pour l'obtention de permis de vente de boisson alcoolique.

ADOPTÉ

329/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que l'Association des chefs de police et pompiers du Québec soit autorisée à faire une demande de permis de vente de boisson alcoolique auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec, relativement à un souper qui se déroulera à l'extérieur du Pavillon du Maire sur le terrain de l'Exposition. Ce souper se tiendra le 25 juin prochain dans le cadre du 52e congrès de l'Association des chefs de police et pompiers du Québec, à Drummondville.

ADOPTÉ

330/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le Club Optimiste de Drummondville Inc. soit autorisé à utiliser le local au sous-sol de l'édifice Thomas-Louis Gauthier.

A cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente avec ledit Club Optimiste, aux conditions déjà négociées avec M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires de la Ville.

ADOPTÉ

331/4/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que les mandats confiés à Me Guy Lahaie du bureau d'avocats Baril, Lahaie et Pelletier, par les résolutions nos 613/8/82 et 115/2/84 (expropriation Succession Larocque et autres), soient transférés à Me Jean-Claude Baril, avocat, après entente entre les parties.

ADOPTÉ

332/4/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la Ville soit autorisée à conclure une entente de services avec les corporations municipales de Grantham-Ouest et des Cantons Unis Wendover & Simpson relativement à la Société de développement économique de Drummondville Inc.

A cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville ladite entente de services avec les corporations municipales concernées.

La corporation municipale de St-Nicéphore devrait être rencontrée prochainement pour lui offrir les mêmes services. Ces dits services comportent une aide technique dispensée aux corporations municipales par le personnel hautement qualifié de la Société de développement économique de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

333/4/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et l'Association pour les Échanges Nationaux et Internationaux de Drummondville Inc. pour l'année 1984.

ADOPTÉ

334/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le compte rendu de l'assemblée du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 1984 soit accepté tel que rédigé. Ce compte rendu sera versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER
202

335/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville de Drummondville appuie fortement le projet présenté par le Club Super Joie Inc. du Centre Hospitalier Georges Frédéric dans le cadre du programme de loisir assisté pour les personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple, et qu'elle en recommande l'acceptation.

ADOPTÉ

336/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le Comité organisateur du bal des techniques infirmières du Cégep de Drummondville soit autorisé à tenir 2 lave-autos au marché public de Drummondville, soit les 5 et 12 mai prochain, suivant les conditions négociées avec M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics. Il en sera de même pour la pose d'affiche sur le viaduc du boulevard St-Joseph, à condition qu'entente soit prise avec le C.N. et qu'elle ne nuise pas aux droits déjà accordés.

ADOPTÉ

337/4/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada "Drummondville" soit autorisé à tenir une parade de la Bataille de l'Atlantique avec cérémonies qui auront lieu dimanche le 6 mai 1984 de 12 h 45 à 15 h 30, à condition que le parcours dans les rues de la Ville soit accepté par le Service de la Sécurité publique de la Ville.

ADOPTÉ

338/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que les Loisirs Ste-Thérèse Inc. soient autorisés à tenir la fête de l'Amitié au parc Ste-Thérèse le 3 juin 1984. Cette activité se déroulera entre 10 heures et 18 heures. M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires de la Ville, informera les organisateurs des politiques établies par le Conseil concernant la tenue de manifestations populaires sur le territoire de la Ville.

ADOPTÉ

339/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que l'organisme "Form Action" soit autorisé à tenir un marathon dans les rues de Drummondville, mardi le 22 mai 1984 entre 18 heures et 20 heures; le tout suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville et les directives du Service de la sécurité publique de la Ville.

ADOPTÉ

340/4/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que la Ville de Drummondville accepte d'être l'hôtesse du tournoi provincial de baseball Pee Wee de Drummondville qui aura lieu du 25 juin au 2 juillet 1984 aux parcs Messier et Celanese; le tout suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville.

ADOPTÉ

341/4/84

Considérant que la Société d'Habitation du Québec propose aux Groupes de Ressources Techniques un protocole d'entente, leur donnant:

1) l'autorisation d'être mandataires du programme Loginove pour les dossiers concernant seulement les coopératives d'habitation;
2) l'autorisation d'effectuer leurs propres inspections;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville de Drummondville accepte que l'Atelier du Logement Communautaire soit mandataire et fasse les inspections concernant exclusivement ses dossiers de coopératives d'habitation.

ADOPTÉ

342/4/84

ATTENDU QUE l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec, Région des Bois-Francs et du Centre du Québec, organise la tenue du sixième Salon de l'habitation les 10, 11, 12 et 13 mai 1984 au C.E.E.P.A.S.;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville participe en tant qu'exposant à ce salon depuis deux (2) ans;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le Service de la planification, section "programmes" soit autorisé à participer à ce salon et que Mlle Linda Laplante, chargée de programmes soit autorisée à signer, pour et au nom de la Ville, tous les engagements concernant cette activité.

ADOPTÉ

343/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que les émoluments du juge de la Cour Municipale de Drummondville soient augmentés et ainsi portés à 8 000,00 $ pour l'année 1984 et 9 200,00 $ pour l'année 1985.

ADOPTÉ

344/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 11 avril 1984 soit accepté tel que rédigé. Ce compte rendu sera versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

345/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une zone de stationnement interdit sur la rue Haggerty, côté sud, entre les rues Farrell et Cormier.

ADOPTÉ

346/4/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la modification de la zone de stationnement limité à 30 minutes pour la remplacer par une zone de stationnement limité à 60 minutes sur la rue Dorion, côté est, entre la rue Cockburn et la limite du stationnement privé de Mobilier Drummond.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

347/4/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une zone de stationnement limité à dix minutes du côté nord de la rue Manseau, entre la rue Notre-Dame et l'entrée principale de la Villa Drummond.

ADOPTÉ

348/4/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une zone de stationnement interdit du côté sud de la rue Celanese, du boulevard St-Joseph jusqu'à la rue Dollard.

ADOPTÉ

Quelques précisions sont données par M. Denis Savoie pour éclairer l'assemblée sur cette résolution.

349/4/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que M. Richard Bergeron soit engagé par la Ville pour occuper le poste d'opérateur de machinerie lourde à l'essai au Service des travaux publics de Drummondville.

ADOPTÉ

M. Richard Bergeron a subi avec succès un examen médical approfondi avant d'être accepté.

350/4/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que les arpenteurs-géomètres Lachapelle & Noël soient mandatés pour préparer les descriptions techniques nécessaires pour effectuer un échange de terrain entre M. Paul-Emile Lauzière, propriétaire du garage Gulf à l'intersection des rues Lindsay et Poirier, et la Ville de Drummondville.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec les arpenteurs-géomètres précités pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

351/4/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que Me Germain Jutras du bureau d'avocats Jutras, Jutras & Associés soit mandaté pour représenter la Ville de Drummondville dans un dossier de réclamation concernant des dommages causés au Centre d'information documentaire Côme Saint Germain en décembre dernier et dans les démarches afférentes.

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'inscrire sa dissidence sur cette décision dans un souci d'objectivité et d'impartialité.

ADOPTÉ

352/4/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que les services professionnels de Me Gaétan Ratté, avocat, soient retenus pour porter en appel les décisions rendues par le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec dans les dossiers suivants: Elphège Carpentier, René Guilbault et Jean-Louis Gatien.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER
205

353/4/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville, par ses règlements numéros 1302 et 1433, a été autorisée à emprunter une somme de 840 000 $;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir de la Loi nationale sur l'habitation (S.R.C. 1970 Chap. N-10), conformément aux conventions entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement;

ATTENDU QUE la Société canadienne d'hypothèques et de logement a consenti à la Ville de Drummondville un prêt au montant de 113 750 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'émettre des obligations pour la somme de 113 750 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'amender les règlements numéros 1302 et 1433, en vertu desquels ces obligations seront émises;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. LINDOR LETENDRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE les règlements numéros 1302 et 1433 soient et sont modifiés pour y indiquer ce qui suit concernant l'émission de 113 750 $ d'obligations relatives au prêt de la Société canadienne d'hypothèques et de logement;

a) Les obligations seront datées du 1er juin 1983, et porteront intérêt à un taux de 10,75% l'an.

b) Le capital et l'intérêt seront payés le 1er juin de chaque année, conformément au tableau d'amortissement ci-annexé.

c) Les obligations seront payables, au détenteur enregistré, à la Caisse populaire Saint-Joseph de Drummondville ou à la Caisse centrale Desjardins du Québec, Montréal au Canada.

d) La corporation se réserve le droit de racheter, par anticipation, la totalité ou une partie des obligations de cette émission, à toute date d'échéance mentionnée au tableau d'amortissement. Cependant, un tel rachat ne pourra comporter que des annuités entières et, s'il est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées. Chaque obligation sera rachetée à un prix non inférieur à sa valeur réelle établie en calculant la valeur actuelle de l'annuité, au taux d'intérêt de l'obligation, pour le terme non encore expiré à la date du rachat.

e) Un avis de tel rachat devra être donné par la corporation pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date de rachat, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'une obligation immatriculée dont le rachat est ordonné.

f) Les obligations seront signées par le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint. La signature du maire pourra être imprimée, gravée ou lithographiée sur les obligations.

QUE de plus, demande soit faite à l'honorable ministre des Affaires municipales, d'autoriser la Ville de Drummondville, à vendre de gré à gré, au pair, au taux d'intérêt de 10,75%, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement 113 750 $ d'obligations émises en vertu de ses règlements numéros 1302 et 1433.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

206

INITIALES DU GREFFIER

354/4/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville, par son règlement numéro 1302, a été autorisée à emprunter une somme de 700 000 $;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir de la Loi nationale sur l'habitation (S.R.C. 1970 Chap. N-10), conformément aux conventions entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement;

ATTENDU QUE la Société canadienne d'hypothèques et de logement a consenti à la Ville de Drummondville un prêt au montant de 27 085,89 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'émettre des obligations pour la somme de 27 085,89 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'amender le règlement numéro 1302, en vertu duquel ces obligations seront émises;

IL EST PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le règlement numéro 1302 soit et est modifié pour y indiquer ce qui suit concernant l'émission de 27 085,89 $ d'obligations relatives au prêt de la Société canadienne d'hypothèques et de logement;

a) Les obligations seront datées du 1er juin 1983, et porteront intérêt à un taux de 10% l'an.

b) Le capital et l'intérêt seront payés le 1er juin de chaque année, conformément au tableau d'amortissement ci-annexé.

c) Les obligations seront payables, au détenteur enregistré, à la Caisse populaire St-Joseph de Drummondville ou à la Caisse Centrale Desjardins du Québec, Montréal au Canada.

d) La corporation se réserve le droit de racheter, par anticipation, la totalité ou une partie des obligations de cette émission, à toute date d'échéance mentionnée au tableau d'amortissement. Cependant, un tel rachat ne pourra comporter que des annuités entières et, s'il est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées. Chaque obligation sera rachetée à un prix non inférieur à sa valeur réelle établie en calculant la valeur actuelle de l'annuité, au taux d'intérêt de l'obligation pour le terme non expiré à la date du rachat.

e) Un avis de tel rachat devra être donné par la corporation pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date de rachat, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'une obligation immatriculée dont le rachat est ordonné.

f) Les obligations seront signées par le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint. La signature du maire pourra être imprimée, gravée ou lithographiée sur les obligations.

QUE de plus, demande soit faite à l'honorable ministre des Affaires municipales d'autoriser la Ville de Drummondville, à vendre de gré à gré, au pair, au taux d'intérêt de 10%, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, 27 085,89 $ d'obligations émises en vertu de son règlement numéro 1302.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
207
INITIALES DU GREFFIER

355/4/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville, par son règlement numéro 1302, a été autorisée à emprunter une somme de 700 000 $;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir de la Loi nationale sur l'habitation (S.R.C. 1970 Chap. N-10), conformément aux conventions entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement;

ATTENDU QUE la Société canadienne d'hypothèques et de logement a consenti à la Ville de Drummondville un prêt au montant de 32 746,77 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'émettre des obligations pour la somme de 32 746,77 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'amender le règlement numéro 1302, en vertu duquel ces obligations seront émises;

IL EST PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le règlement numéro 1302 soit et est modifié pour y indiquer ce qui suit concernant l'émission de 32 746,77 $ d'obligations relatives au prêt de la Société canadienne d'hypothèques et de logement;

a) Les obligations seront datées du 1er juin 1983, et porteront intérêt à un taux de 9,50% l'an.

b) Le capital et l'intérêt seront payés le 1er juin de chaque année, conformément au tableau d'amortissement ci-annexé.

c) Les obligations seront payables, au détenteur enregistré, à la Caisse populaire St-Joseph de Drummondville ou à la Caisse Centrale Desjardins du Québec, Montréal au Canada.

d) La corporation se réserve le droit de racheter, par anticipation, la totalité ou une partie des obligations de cette émission, à toute date d'échéance mentionnée au tableau d'amortissement. Cependant, un tel rachat ne pourra comporter que des annuités entières et, s'il est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées. Chaque obligation sera rachetée à un prix non inférieur à sa valeur réelle établie en calculant la valeur actuelle de l'annuité, au taux d'intérêt de l'obligation, pour le terme non encore expiré à la date du rachat.

e) Un avis de tel rachat devra être donné par la corporation pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date de rachat, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'une obligation immatriculée dont le rachat est ordonné.

f) Les obligations seront signées par le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint. La signature du maire pourra être imprimée, gravée ou lithographiée sur les obligations.

QUE de plus, demande soit faite à l'honorable ministre des Affaires municipales d'autoriser la Ville de Drummondville, à vendre de gré à gré, au pair, au taux d'intérêt de 9,50%, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, 32 746,77 $ d'obligations émises en vertu de son règlement numéro 1302.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
208
INITIALES DU GREFFIER

356/4/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1510 qui établissait un programme municipal d'aide à la construction neuve, pour changer les dispositions relatives à l'admissibilité, à l'aide financière accordée, aux versements, aux délais de construction et à la durée du programme, et autres dispositions nécessaires pour pouvoir profiter du programme Corvée Habitation, phase IV.

357/4/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1511 qui créait un fonds de subvention pour promouvoir la construction résidentielle, afin de réinjecter un montant supplémentaire de 50 000,00 $ audit fonds.

M. Lindor Letendre fait lecture d'un communiqué de presse indiquant les dates auxquelles se fera le cueillette des gros rebuts dans la Ville de Drummondville (8 et 9 mai 1984) et précisant de quelle façon devront être déposés ces gros rebuts. Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus en signalant le numéro 478-0930. Il est mentionné également qu'à partir du 30 avril 1984 les cueillettes d'ordures ménagères se feront 2 fois la semaine, soit les lundi et jeudi, ainsi que les mardi et vendredi.

358/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1624 décrétant des travaux de 1 202 700,00 $ pour le réaménagement du Centre Culturel et un emprunt de 315 700,00 $ représentant la participation de la Ville de Drummondville à ce projet.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

359/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1625 décrétant des travaux d'amélioration à l'aéroport municipal pour un montant de 4 300 000 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Il s'agit de travaux complètement subventionnés par le gouvernement fédéral.

360/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1626 prévoyant un emprunt de 110 000,00 $ pour l'exécution de travaux de raccordements d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 565 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1626 et ce de 9 heures à 19 heures les 7 et 8 mai 1984.

INITIALES DU MAIRE
209
INITIALES DU GREFFIER

361/4/84

Lecture est donnée du règlement No. 1627 décrétant une dépense de 50 000,00 $ pour une étude de "Revitalisation du Centre-Ville".

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier adjoint ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1627 et ce de 9 heures à 19 heures les 7 et 8 mai 1984.

362/4/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le projet de règlement No. 1628 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone PB-62 à même le secteur de zone RB-87, soit et est adopté;

ET QU'IL soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

Il s'agit du secteur de l'école St-Philippe et de la rue Lauzon.

363/4/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le projet de règlement No. 1629 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-25, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

Il s'agit de redonner à une partie de la rue St-Marcel sa vocation commerciale.

364/4/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIEMENT:

QUE le projet de règlement No. 1630 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone CA-55 à même une partie du secteur de zone RB-58, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
210
INITIALES DU GREFFIER

Mme Francine Ruest-Jutras précise que des efforts sont faits pour que dans un proche avenir les plans publiés pour illustrer les zones touchées par les changements de zonage, soient beaucoup plus clairs et compréhensibles, de façon à ce que le citoyen puisse facilement identifier les zones concernées.

Monsieur le Maire Serge Ménard félicite publique M. Jean Charpentier pour son élection à la mairie de la municipalité de St-Nicéphore et lui souhaite tout le succès escompté. Ces félicitations sont unanimes.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Jocelyn Fournier

a) M. Fournier, président de l'Association pour les Échanges Nationaux et Internationaux de Drummondville, remercie le Conseil pour l'appui qu'il a manifesté à l'A.É.N.I.D. en acceptant le protocole d'entente de l'item 17 de l'ordre du jour. Cette subvention de 7 000 $ et les autres particularités de l'entente donneront plus de soutien et plus de vigueur à ladite Association bénévole.

b) M. Fournier, président de l'Association Québec-France, précise aux membres du Conseil que les démarches pour réaliser l'échange d'étudiants pour emploi d'été avec la France vont bon train et que le Conseil sera appelé à déléguer un de ses membres pour siéger sur le comité de sélection des candidats de l'échange au début de la 2e semaine du mois de mai.

c) M. Fournier, parlant en son nom personnel, déclare au Conseil être en parfait accord avec les projets de réaménagement du Centre Culturel de Drummondville.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du Regroupement des citoyens

Question 1 - (Item 14) M. Savoie voudrait savoir où se trouve l'édifice Thomas-Louis Gauthier?

Réponse: Il s'agit de l'ancienne bibliothèque municipale au coin du boulevard St-Joseph et de la rue St-Jean.

Question 2 - Où sont situés les terrains concernés par le transfert de mandat à l'item 15 de l'ordre du jour?

Réponse: Il s'agit des terrains de la succession Larocque et de certains autres terrains contigus. Ces terrains se trouvent au bout de la rue Cormier et près de la compagnie Litho Prestige.

Question 3 - (Item 27) Quel est le montant du salaire du juge de la Cour Municipale de Drummondville?

Réponse:
1983: 6 600 $
1984: 8 000 $
1985: 9 200 $

Question 4 - La zone de non stationnement décrétée à l'item 32 se trouve-t-elle en face d'une piste cyclable, si oui, cela ne cause-t-il pas un problème pour les commerces environnants?

Réponse: L'aménagement de la rue Celanese à cet endroit nécessite les modifications ci-haut mentionnées. Les commerces du secteur seront consultés s'ils ne l'ont pas encore été et si d'autres changements s'imposent, le nécessaire sera fait. La piste cyclable située sur la rue Celanese ne devrait pas augmenter l'effet des modifications apportées.



Question 5 - (Item 35) En ce qui concerne la réclamation pour dommages au Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain, de quel genre de dommages s'agit-il?

Réponse: Des dommages occasionnés par l'eau provenant d'une conduite de gicleur qui aurait éclaté à cause du gel. Des poursuites pourront être prises contre l'entrepeneur général, l'architecte, les ingénieurs-conseils et certains sous-entrepreneurs ou fournisseurs.

Question 6 - (Item 41) La Ville de Drummondville a déjà injecté plusieurs sommes dans le fonds pour promouvoir la construction domiciliaire. On parle encore d'augmenter ce fonds de 50 000 $. Le fonds précédent n'était-il pas suffisant?

Réponse: Les argents du fonds précédent sont pratiquement tous engagés et une nouvelle somme de 50 000 $ sera nécessaire pour répondre aux demandes des personnes voulant se prévaloir des dispositions de Corvée Habitation Phase IV.

Question 7 - (Item 42) Prévoit-on renégocier avec les ingénieurs et les architectes le montant de leurs honoraires professionnels si les soumissions relatives au réaménagement du Centre Culturel sont plus basses que celles prévues (comme on l'a fait pour le Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain)?

Réponse: Les honoraires professionnels exigés sont fixés selon un barème établi par les ordres professionnels concernés Cependant, si possible, une négociation d'honoraires sera entreprise comme dans le dossier du Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain.

Question 8 - Le contrat de gérance de l'aéroport de Drummondville est-il rempli par la compagnie Rosca Ltée conformément aux exigences stipulées et si oui, qu'advient-il du phare qui ne fonctionne pas depuis quelques temps?

Réponse: Comme ce détail de l'entente entre la compagnie Rosca Ltée et la Ville de Drummondville relatif à la gérance de l'aéroport municipal n'est pas présent à l'esprit des membres du Conseil, une vérification sera effectuée et la réponse sera fournie au début de la prochaine séance régulière du Conseil.

Enoncé: M. Hervé Savoie argumente sur les réponses fournies dans le dossier du système de son du Centre Marcel Dionne sans poser aucune question.

- Intervenant: M. Laurent Ricard, 355 St-Edouard.

Question 1 - (Item 41) M. Ricard voudrait avoir plus de précisions sur la somme de 50 000 $ augmentant à nouveau le fonds pour promouvoir la construction domiciliaire et la façon d'en profiter?

Réponse: Cette somme servira à combler les demandes générées par la phase IV de Corvée Habitation. Lorsque le propriétaire remplit les exigences du règlement de la Ville et celles du programme Corvée Habitation, Phase IV, il peut recevoir de la Ville une somme de 500 $ prise à même le fonds pour promouvoir la construction neuve et ensuite 1 000 $ du gouvernement du Québec.

INITIALES DU MAIRE S.M.

212

INITIALES DU GREFFIER

Question 2 - Un permis de construction est-il nécessaire pour faire des travaux inférieurs à 2 000 $ (rénover un mur de briques)?

Réponse: M. Denis Savoie s'engage auprès de M. Ricard à lui fournir personnellement tous les renseignements demandés.

- Intervenant: M. Robert Lafrenière, conseiller.

Énoncés: M. Lafrenière félicite l'heureuse initiative de la corvée de nettoyage du bassin de la rivière St-François, réalisation rendue possible grâce à l'intervention de nombreux organismes bénévoles de la région. Ce nettoyage se tiendra en fin de semaine prochaine.

M. Lafrenière veut aussi souligner le merveilleux spectacle donné par le groupe Caktus de l'école St-Etienne, la fin de semaine dernière. Ce fut une brillante performance et la confirmation évidente d'une relève pour l'ensemble folklorique Mackinaw.

- Intervenante: Mme Germaine Proulx

Énoncé: Mme Proulx, directrice de l'Académie de ballet de Drummondville, manifeste au Conseil son accord avec le réaménagement du Centre Culturel de Drummondville. Il s'agit d'argent très bien utilisé.

- Intervenant: M. Bernard Loiselle

Enoncé: M. Loiselle, directeur général de l'ensemble folklorique Mackinaw, vient remercier le Conseil pour la judicieuse décision prise dans le dossier de réaménagement du Centre Culturel de Drummondville.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 14 mai 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Lavigne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE S.M.
2 1 3
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 MAI 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 9 mai 1984 à 16 h 30, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

" 1° Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2° Récitation de la prière;

3° Adoption de l'ordre du jour;

4° Engagement d'un consultant comme maître d'oeuvre de l'élaboration de l'étude "Revitalisation du Centre-Ville" (signature de conventions);

5° Engagement d'une firme d'ingénieurs-conseils pour exécuter l'estimation du coût des travaux de génie pertinents à l'élaboration de l'étude "Revitalisation du Centre-Ville" (signature de conventions);

6° Engagement d'une firme d'architectes-conseils pour exécuter l'estimation des coûts des travaux d'architecture pertinents à l'élaboration de l'étude de "Revitalisation du CentreVille" (signature de conventions);

7° Résolution autorisant l'embauche de cinq (5) policiers temporaires pour l'été 1984, tel que stipulé par la convention collective de travail intervenue entre la Ville et l'U.P.D.I.;

8° Résolution autorisant le maire et le directeur général à signer tous les documents relatifs à la présentation du dossier de candidature de Drummondville comme ville hôtesse pour la tenue de la Finale provinciale des Jeux du Québec, été 1987;

9° Résolution d'engagement de la Ville de Drummondville à organiser et à réaliser la Finale provinciale des Jeux du Québec, été 1987, le cas échéant;

10° Résolution engageant la Ville de Drummondville à mettre gratuitement à la disposition du comité organisateur tous les équipements municipaux nécessaires à la tenue de la Finale provinciale des Jeux du Québec, été 1987;

11° Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

INITIALES DU MAIRE
S. M.
217
INITIALES DU GREFFIER

365/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras fait une rétrospective du travail effectué par le comité nommé par le Conseil le 23 janvier dernier dans le dossier d'étude de "Revitalisation du Centre-Ville", pour faire le choix de consultants.

Ce comité formé de MM. Denis Savoie, J.-Bruno Smith, Guy Gauthier, Michel Binet, Michel Lesage et de Mme Francine Ruest-Jutras a d'abord rencontré 5 firmes de consultants en urbanisme. Suite à ces premières rencontres, le comité a retenu 4 firmes, lesquelles ont été invitées à présenter une offre de services à partir d'un cahier de charges spécialement préparé à cet effet.

Le comité après avoir fait une étude approfondie de chacune des propositions, a recommandé, d'une façon unanime, de confier la préparation de l'étude de "Revitalisation du Centre-Ville" à la firme Daniel Arbour et Associés.

En ce qui concerne les ingénieurs et les architectes, le comité recommande de profiter de la compétence de la firme d'ingénieurs-conseils Audet SBCS Inc. et des architectes Côté, Duclos et Baril.

366/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que la firme de consultants en urbanisme Daniel Arbour et Associés soit mandatée pour être maître-d'oeuvre de l'élaboration de l'étude de "Revitalisation du Centre-Ville".

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services à la population, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville les ententes de services ou contrats nécessaires pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

367/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la firme d'ingénieurs-conseils Audet SBCS Inc. soit mandatée pour exécuter l'estimation du coût des travaux de génie pertinents à l'élaboration de l'étude de "Revitalisation du Centre-Ville".

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services à la population, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville les ententes de services ou contrats nécessaires pour l'exécution de ce mandat.

Devant une certaine désapprobation, le vote est pris sur la proposition de M. Denis Savoie.

Votent POUR	Votent contre
Mme Francine Ruest-Jutras	MM. Lindor Letendre
M. Denis Savoie	Edward St-Pierre
M. J.-Bruno Smith	Robert Lafrenière
	Gilles St-Martin
	Jean-Paul Généreux

Son Honneur le Maire déclare la proposition de M. Denis Savoie rejetée.

INITIALES DU MAIRE
J.M.
215
INITIALES DU GREFFIER

368/5/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soit mandatée pour exécuter l'estimation du coût des travaux de génie pertinents à l'élaboration de l'étude de "Revitalisation du Centre-Ville".

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services à la population, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville les ententes de services ou contrats nécessaires pour l'exécution de ce mandat.

Le vote est demandé sur la proposition du conseiller Lindor Letendre.

Votent POUR	Votent CONTRE
MM. Lindor Letendre	Mme Francine Ruest-Jutras
Edward St-Pierre	M. Denis Savoie
Robert Lafrenière	M. J.-Bruno Smith
Gilles St-Martin	
Jean-Paul Généreux	

Son Honneur le Maire déclare la proposition de M. Lindor Letendre adoptée.

AODPTÉ

369/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M Edward St-Pierre, conseiller, que le bureau d'architectes Côté, Duclos et Baril soit mandaté pour exécuter l'estimation des coûts des travaux d'architecture pertinents à l'élaboration de l'étude de "Revitalisation du Centre-Ville".

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services à la population, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville les ententes de services ou contrats nécessaires pour l'exécution de ce mandat.

ADOPTÉ

370/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cinq (5) policiers temporaires soient embauchés pour la saison estivale 1984, tel que stipulé à la convention collective de travail de l'U.P.D.I.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras souligne la présence d'une femme parmi ces 5 stagiaires.

371/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que le maire et le directeur général de la Ville, ou à défaut le maire suppléant et le directeur général adjoint aux services à la population, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la présentation de la candidature de Drummondville comme ville hôtesse de la Finale des Jeux du Québec, été 1987.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
J. M.
216
INITIALES DU GREFFIER

372/5/84

ATTENDU QUE par sa résolution 195/3/84 du 12 mars dernier, le Conseil municipal de la Ville de Drummondville manifestait le désir de recevoir toute l'information pertinente à la candidature de Drummondville comme ville hôtesse de la Finale des Jeux du Québec, été 1987, et qu'à cette fin il déléguait un groupe de représentants à la réunion d'information de la Société des Jeux du Québec du 6 avril 1984;

ATTENDU QUE par sa résolution 197/3/84 du 12 mars dernier, le Conseil municipal de la Ville de Drummondville formait un Comité de candidature et nommait un président;

ATTENDU QUE toute la population de la Ville et de la région a été sensibilisée et informée adéquatement, autant sur la candidature de Drummondville que sur l'événement lui-même;

ATTENDU QUE les organismes publics du milieu, autant scolaires que municipal, ont tenu à s'associer officiellement dans ce projet pour en garantir la réalisation, et qu'à cette fin un protocole de principe a été dûment signé par toutes les parties concernées;

ATTENDU QUE Drummondville jouit d'une solide structure sportive et de ressources humaines dynamiques qui ont fait le succès de plusieurs manifestations majeures tenues antérieurement dans notre milieu;

ATTENDU QUE Drummondville a reçu l'appui et l'engagement officiel de plusieurs associations, corporations, regroupements et organismes tous aussi intéressés les uns que les autres au succès de l'événement;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville enverra, sur convocation de la Société des Jeux du Québec, une délégation officielle de huit représentants spécialement mandatés pour expliquer, soutenir et justifier tous les éléments contenus dans son dossier de candidature;

CONSIDÉRANT QUE la tenue de la Finale des Jeux du Québec, été 1987, aura pour effet de consolider et de stimuler le développement de notre réseau d'équipement sportif et communautaire en permettant la réalisation d'un projet collectif déjà planifié depuis 1976;

CONSIDÉRANT QU'un tel événement engendre pour le milieu des retombées très importantes à tout point de vue;

CONSIDÉRANT QUE ce projet est une excellente occasion de manifester une fois de plus l'esprit de concertation qui nous caractérise et de le développer davantage;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville présente officiellement sa candidature comme ville hôtesse pour la Finale des Jeux du Québec, été 1987.

Dans l'éventualité où la Société des Jeux du Québec retienne la candidature de Drummondville, il est de plus convenu que cette dernière garantisse formellement la réalisation de la Finale des Jeux du Québec, été 1987, conformément à l'esprit, aux objectifs et aux règlements des Jeux du Québec dont elle a pris connaissance de façon détaillée.

Il est de plus convenu que la Ville de Drummondville, ayant déjà étudié le protocole d'entente à intervenir entre les parties et contenu dans le cahier d'information, autorise le maire et le directeur général de la Ville, ou à défaut le maire suppléant et le directeur général adjoint aux services à la population, à signer ce document avec la Société des Jeux du Québec dans les cent vingt jours suivant sa désignation comme ville hôtesse de la Finale des Jeux du Québec, été 1987.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
217
INITIALES DU GREFFIER

373/5/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a posé sa candidature auprès de la Société des Jeux du Québec pour obtenir l'autorisation de tenir la Finale des Jeux du Québec, été 1987, et qu'à cette fin il y a lieu pour elle de préciser sa gouverne quant aux modalités d'utilisation des équipements, locaux et services municipaux requis pour l'événement;

ATTENDU QUE les partenaires du secteur public du milieu s'entendent avec la Ville de Drummondville pour adopter une attitude semblable, certains de leurs équipements, locaux et services étant également requis pour la tenue de la Finale des Jeux du Québec, été 1987;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville fournisse au Comité organisateur toute l'assistance requise pour lui faciliter l'organisation et la réalisation de l'événement, dans l'éventualité où la Ville de Drummondville serait désignée comme ville hôtesse par la Société des Jeux du Québec.

A cette fin, la Ville de Drummondville mettra gratuitement à la disposition du Comité organisateur les ressources en équipements requises pour la tenue de l'événement et le personnel qui leur est normalement affecté.

A ce titre et en ce qui concerne le programme sportif, qu'il soit compétitif, éducatif ou participatif, ainsi que le volet d'accompagnement, les équipements suivants seront disponibles:

- les terrains de tennis et facilités connexes: Woodyatt, Messier, Olympia et Bellevue
- les parcs municipaux et facilités connexes: Woodyatt et Sainte-Thérèse
- le Centre Culturel et facilités connexes: y compris l'auditorium
- le centre d'Exposition
- le centre d'information documentaire Côme Saint-Germain et facilités connexes
- les piscines publiques et facilités connexes: Michaud, Bernier, Ferland et stade municipal
- les arénas et facilités connexes: centre Marcel Dionne et Olympia Yvan Cournoyer.

La Ville de Drummondville s'engage de plus à soutenir le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec, été 1987, en contribuant financièrement à son budget d'opération, comme à ses besoins en immobilisations pour les nouveaux équipements projetés et requis.

Finalement, la Ville de Drummondville rendra disponibles, sans frais, les services, sites et équipements municipaux qui pourraient être requis par le Comité organisateur pour la réussite de l'événement, comme par exemple les services de sécurité publique, de soutien technique et autres, incluant l'utilisation de l'hôtel de Ville même pour fins de réceptions civiques ou autres activités connexes à l'événement.

Le maire et le directeur général de la Ville, ou à défaut le maire suppléant et le directeur général adjoint aux services à la population, sont par la présente autorisés à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tout document relatif aux présents engagements

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que l'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE S.-M.
218
INITIALES DU GREFFIER

VILLE DE DRUMMONDVILLE

14 MAI 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 14 mai 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

374/5/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal de la séance régulière du 24 avril 1984.

Attendu que les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 24 avril 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

375/5/84

Le greffier adjoint débute la lecture du procès-verbal de la séance spéciale du 9 mai 1984.

Attendu que les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance spéciale du 9 mai 1984; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que le greffier ajdoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

376/5/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉ

Période d'information sur les affaires municipales

Monsieur le Maire répond à la question posée par M. Hervé Savoie lors de la dernière séance régulière et laissée en suspens: "Le contrat de gérance de l'aéroport de Drummondville est-il rempli par la compagnie Rosca Ltée conformément aux exigences stipulées et si oui, qu'advient-il du phare qui ne fonctionne pas depuis quelque temps?"

Monsieur le Maire précise que la compagnie Rosca Ltée remplit son contrat tel que prescrit. Le problème du phare est à l'étude et

devrait être résolu sous peu.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

377/5/84

1- VENTE DU LOT 126-3-350 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION MARTIN & MARTIN INC. 915 Godbout Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

378/5/84

2- VENTE DES LOTS 124-223, 124-224, 124-225, 124-226, 124-227 ET 124-228 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. LES ENTREPRISES BROUILLETTE ENRG. 4500 boul. St-Joseph Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

379/5/84

3- VENTE DU LOT 126-3-274 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaires	Prix
. MME LUCILLE FARLEY et M. MICHEL LECLERC 881 Des Pinsons Victoriaville	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.

220

INITIALES DU GREFFIER

380/5/84

4- VENTE DU LOT 126-3-268 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION J.-C. GUEVREMONT INC. 100 Comtois Drummondville	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

381/5/84

5- VENTE DU LOT 124-236 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. M. ANDRÉ RAJOTTE 645 Bousquet, app. 206 Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

382/5/84

6- FOURNITURE ET INSTALLATION DE CONTRÔLEURS ET DE FEUX DE CIRCULATION
CARREFOURS: BOUL. ST-JOSEPH/RUE ST-GEORGES
BOUL. ST-JOSEPH/RUES ST-JEAN/ST-EDOUARD

Soumissionnaires	Prix
. PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE 1590 Allard Brossard	36 427,40 $
. NÉOLECT INC. 77 Marie Victorin Candiac	37 268,00 $
. PAUL SAVARD ENT. ÉLEC. INC. 532 Lindsay Drummondville	36 350,00 $
. ÉLECTRO-SYSTÈME P.L. INC. 315 Chapleau Drummondville	39 395,76 $

INITIALES DU MAIRE S.M.
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

383/5/84

7- ENLÈVEMENT ET TRANSPORT DES VIDANGES

Soumissionnaires	Alternative # 1	Alternative # 2	Alternative # 3
. RÉCUPERATION CASCADES INC. C.P. 216 Drummondville	312 000 $	495 000 $	393 750 $
. LES ENTREPRISES DE REBUTS D.G. LTÉE 877 Rte 116 Acton Vale	256 440 $	406 440 $	316 440 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que ces soumissions soient référées au Service des travaux publics pour étude et recommandation. Cet item devra être reporté à la prochaine séance régulière du Conseil.

ADOPTÉ

384/5/84

8- FONDATION DE RUES, CLÔTURE ET BORDURE DE BÉTON

Soumissionnaires	Prix
. MARIER & FILS LTÉE 486 Cockburn Drummondville	63 518,95 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville Drummondville	57 609,60 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	58 875,00 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
222
INITIALES DU GREFFIER

385/5/84

9- RÉFECTION DE PONTS ET VIADUCS

Soumissionnaires	Prix
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne N.D. Bon-Conseil	78 969,20 $
. GRANDMONT & FILS LTÉE 150 Hériot Drummondville	69 960,00 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que ces soumissions soient référées au Service des travaux publics pour étude et recommandation. Cet item devra être reporté à la prochaine séance régulière du Conseil.

ADOPTÉ

386/5/84

10- ÉCLAIRAGE P.A.A.T. III

Soumissionnaires	Prix
. PAUL SAVARD ENT. ÉLECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	24 881,25 $
. GRENIER ÉLECTRIQUE LTÉE B.P. 501, Sortie 191 Autoroute 20 N.D. Bon-Conseil	21 883,60 $
. NÉOLECT INC. 77 Marie-Victorin Candiac	25 187,50 $
. PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE 1590 Allard Brossard	26 388,25 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

387/5/84

11- TRAVAUX DE RÉNOVATION AU CENTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE CÔME SAINT-GERMAIN ET À L'OLYMPIA YVAN COURNOYER

Soumissionnaires	Prix
. ÉMILE FUGÈRE CONSTRUCTION INC. 186 - 15e Avenue Drummondville	23 803,00 $
. CONSTRUCTION DRUMMOND INC. 1745 Précourt Drummondville	34 890,00 $

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M . Robert Lafrenière, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom



de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

388/5/84

12- RÉFECTION DE COUVERTURES AU CENTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE CÔME SAINT-GERMAIN ET AU CENTRE MARCEL DIONNE

Soumissionnaires	Prix
. ROLAND BOLDUC INC. 652 boul. Mercure Drummondville	12 700,00 $
. J. LEPAGE COUVREUR INC. 660 St-Joseph, R.R. 4 Drummondville	23 675,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

389/5/84

13- FONDATION DE RUES, PAVAGE (DOSSIER: AE84DR02-A)

Soumissionnaires	Prix
. LACBEC INC. C.P. 98 Durham Sud	129 404,75 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	126 220,40 $

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

390/5/84

14- TROTTOIRS ET BORDURES DE BÉTON (DOSSIER: AE84DR02-B)

Soumissionnaires	Prix
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	110 370,00 $
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne N.D. Bon-Conseil	106 420,71 $

INITIALES DU MAIRE
S.M.
224
INITIALES DU GREFFIER

. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville Drummondville	86 686,55 $
. GRANDMONT & FILS LTÉE 150 Hériot Drummondville	112 234,00 $

Il est proposé par M.Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

391/5/84

15- BORDURES ET TROTTOIRS - P.A.A.T. II ET III

Soumissionnaires	Prix
. LES CARRIÈRES GRANBY INC. 254 Bachand Roxton Falls	121 288,85 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	108 978,00 $
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne N.D. Bon-Conseil	102 210,46 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville Drummondville	108 657,95 $
. LES CONSTRUCTIONS BÉ-CON INC. 132 boul. St-Joseph Charlesbourg-Ouest	112 095,84 $
. GRANDMONT & FILS LTÉE 150 Hériot Drummondville	107 493,20 $
. LES CONSTRUCTIONS J.L. PILOTE INC. 2514 des Landes Beauport, Québec	122 530,80 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
225
INITIALES DU GREFFIER

392/5/84

16- PRÉPARATION DU SITE, AIRE DE SERVICE - AÉROPORT MUNICIPAL

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION Inc. 805 boul. Lemire Drummondville	89 625,83 $
. MAROBI INC. 120 - 3e rang Ste-Rosalie	117 037,62 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	96 354,40 $
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	82 336,46 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville Drummondville	114 419,34 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

393/5/84

17- AÉROGARE - AÉROPORT MUNICIPAL

Soumissionnaires	Prix
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne N.D. Bon-Conseil	479 574,00 $
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	483 987,00 $
. CONSTRUCTION LONGER INC. 1333 boul. Mi-Vallon Rock-Forest	458 359,00 $
. CONSTRUCTION DRUMMOND INC. 1745 Précourt Drummondville	442 968,00 $
. CONSTRUCTION HÉROUX & ALLARD (1980) INC. 625 boul. Industriel Victoriaville	479 655,00 $
. CONSTRUCTION BUGÈRE INC. 228 Hériot Drummondville	492 480,00 $

INITIALES DU MAIRE S.M.
226
INITIALES DU GREFFIER

. ÉMILE FUGÈRE CONSTRUCTION INC. 186 - 15e Avenue Drummondville	458 550,00 $
. LUCIEN KIROUAC LTÉE 394 Hériot Drummondville	499 580,00 $
. C.R. GAGNON INC. 55 boul. Grégoire Arthabaska	462 200,00 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la plus basse soumission conforme soit retenue.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

394/5/84

18- ECLAIRAGE DU PARC DE L'ÉGLISE ST-SIMON

Soumissionnaires	Prix
. PAUL SAVARD ENT. ÉLECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	21 330,00 $
. ARMAND TOUPIN INC. 297 Hériot Drummondville	19 375,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que ces soumissions soient référées au Service des travaux publics pour étude et recommandation. Cet item devra être reporté à la prochaine séance régulière du Conseil.

ADOPTÉ

395/5/84

Choix d'un soumissionnaire - DÉMOLITION ET DÉGAGEMENT D'UN TERRAIN (HÔTEL RITZ - 2405 DEMERS)

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC.	8 490,00 $
. LES ENTREPRISES DE DÉMOLITION DU QUÉBEC ENRG.	8 960,00 $
. EXCAVATION TOURVILLE INC.	9 480,00 $ (hors dégel) 11 850,00 $ (période de dégel)
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC.	9 500,00 $

ATTENDU QUE des soumissions sur invitation ont été demandées concernant la démolition et le dégagement du terrain de l'hôtel Ritz, 2405 Demers;

ATTENDU QUE le Service des travaux publics a procédé à l'étude desdites soumissions;



Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la soumission de EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. soit retenue.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

396/5/84 - Résumé est donné au Conseil d'une lettre provenant de Joujouthèque Drummond Inc. et signée par Mme Marielle Lambert. Il s'agit d'une demande pour changer de local avec le Club d'astronomie. Le local de Joujouthèque Drummond Inc. est devenu trop exigu à cause de la forte affluence d'usagers. Celui du Club d'astronomie est plus grand et beaucoup moins utilisé.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette demande soit acceptée par le Conseil en autant que les 2 organismes puissent s'entendre sur les modalités d'échange et que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, et M. Pierre Meunier, régisseur du Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain, aient pu en vérifier la faisabilité.

ADOPTÉ

- Lecture est faite d'une lettre du Bureau du tourisme et des congrès du Centre du Québec Inc., signée par son président, M. Raymond Mélançon, signalant au Conseil que le refus de la M.R.C. de Drummond de contribuer au financement du B.T.C., place cet organisme dans une situation inconfortable.

M. Jean-Marie Boisvert, un des représentants de la Ville sur le conseil d'administration de la M.R.C., indique que cette dernière a coupé toutes les subventions aux organismes et non particulièrement au B.T.C.

Mme Francine Ruest-Jutras suggère que le B.T.C. fasse des démarches pour combler le déficit appréhendé auprès des corporations municipales environnantes qui profitent des services professionnels de l'organisme.

397/5/84 - Résumé est fait au Conseil d'une lettre du Club optimiste St-Simon, Drummondville Inc. envoyée par M. Jean-Marc Trottier, président de comité. Il s'agit d'une demande pour tenir une descente de boîtes à savon, samedi le 2 juin prochain, sur la côte Leblanc, intersection boulevard Mercure/ boulevard Jean-de-Brébeuf.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que cette demande soit acceptée suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires de la Ville de Drummondville et après consultation avec M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, et M. J.-Marcel Lefèbvre, directeur du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
228
INITIALES DU GREFFIER

398/5/84 - Une lettre de l'Association du baseball mineur de Drummondville transmise par son président, M. Daniel Rhéaume, demande au Conseil la permission d'utiliser le "D" stylisé sur les casquettes des joueurs des équipes inter-cités.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que l'Association du baseball mineur de Drummondville soit autorisée à utiliser le "D" stylisé sur les casquettes des joueurs des équipes inter-cités.

ADOPTÉ

- Le Conseil prend bonne note des remerciements envoyés par les organisateurs de la Marche du Pardon pour toute la collaboration apportée lors de l'organisation et du déroulement de cet événement.

399/5/84 - Résumé est donné au Conseil d'une lettre du bureau d'avocats L'Heureux, Gamache, Godin, Donati, Robin et Associés demandant au nom de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec la permission de vendre de petites poupées dans les centres d'achats et les centres hospitaliers de la Ville pendant leur campagne publicitaire (mai et juin 1984). Il n'y aura aucune vente de faite de porte en porte et les bénéfices réalisés seront remis à Leucan.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec soit autorisée à vendre des petites poupées sur le territoire de la Ville de Drummondville lors de leur campagne publicitaire mai-juin 1984. Ces poupées seront vendues dans les centres d'achats et dans les centres hospitaliers, sans qu'il y ait de vente faite de porte en porte.

ADOPTÉ

- Lecture est faite d'une lettre du Service juridique du ministère de l'Environnement, signée par Me Claude Bouchard, avisant la Ville que des procédures légales sont entreprises pour fermer le dépotoir exploité illégalement à St-Nicéphore.

M. Jean-Marie Boisvert explique que la Ville de Drummondville a fait preuve de diligence dans ce dossier mais que la situation est très particulière et que tous les efforts sont tentés pour régulariser la situation.

- Les Joyeux Amis du 3e âge de Drummond Inc. par l'entremise de son président, M. Armand Brunelle, et le Groupe or et argent du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste, par l'entremise de M. Emile Pinard, président du groupe, et de M. Donald Belval, président du Centre Récréatif, remercient le Conseil pour les subventions de 500 $, qui leur ont été attribuées au bénéfice de leurs membres.

Le Conseil considère que les argents accordés aux clubs de l'âge d'or cette année sont des argents très bien placés.

400/5/84 - Le greffier adjoint résume une lettre de la Légion Royale Canadienne, signée par son président, M. Jean-Paul Arseneau, qui demande à la Ville l'exemption du paiement de la taxe foncière applicable à certains organismes à but non lucratif.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que la Ville de Drummondville manifeste son appui à la demande d'exemption du paiement de la taxe foncière de la Légion Royale Canadienne auprès de la Commission municipale du Québec sans s'arroger les pouvoirs de cette dernière.

ADOPTÉ

401/5/84 - Un résumé est fait d'une lettre provenant de M. Roger Thériault, maire de la Ville de Baie Comeau, incitant Drummondville à emboîter le pas avec sa municipalité et plusieurs autres qui pressent le gouvernement du Québec de modifier l'article 65, paragraphe 1, de la Loi sur la fiscalité municipale, article relatif aux exemptions d'imposition de taxe foncière.

Considérant que le législateur québécois a modifié le régime fiscal municipal lorsqu'il a édicté l'article 65 (1) de la Loi sur la fiscalité municipale;

Considérant que cette loi et cet article rendent toute l'industrie taxable sauf ce qui y est expressément énoncé;

Considérant que les municipalités industrielles font l'expérience de cette législation nouvelle;

Considérant que les évaluateurs des municipalités du Québec ont tenu compte de ce changement de philosophie du gouvernement du Québec quant à l'inscription au rôle d'évaluation des immeubles à vocation industrielle;

Considérant que des compagnies industrielles majeures du Québec ont entrepris un débat juridique devant diverses instances telles que le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec, la Cour Provinciale, la Cour Supérieure;

Considérant que ce débat judiciaire couvre les années 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 et crée une situation d'instabilité financière pour les municipalités;

Considérant que le texte de loi semble laisser place pour les compagnies à contester l'interprétation des termes production et fabrication créant beaucoup d'incertitude pour les corporations municipales;

Considérant que les évaluations contestées au Québec pourraient signifier une perte de l'ordre de 32 milliards de dollars;

Considérant que le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec dans l'affaire Ultramar Inc. -vs- Ville de St-Romuald restreint considérablement la portée de l'article 65 (1) de la Loi sur la fiscalité municipale contrairement à l'interprétation qu'en donnait le gouvernement du Québec jusqu'à date;

Considérant que cette interprétation du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec a pour conséquence, si elle est maintenue, un transfert fiscal sur le dos des petits contribuables;

INITIALES DU MAIRE B. M.

230

INITIALES DU GREFFIER

Considérant que l'interprétation ainsi donnée à l'article 65 (1) met en cause des principes qui sous-tendaient la réforme de la fiscalité du Québec soit l'équité fiscale et l'intégrité de l'assiette fiscale;

Considérant qu'il y a lieu que soit clarifié le texte de l'article 65 (1) de la Loi sur la fiscalité municipale concernant l'imposition de la machinerie industrielle;

Considérant que cette contestation entraîne des dépenses considérables pour les corporations municipales du Québec;

Considérant que le Ministre des Finances du Québec en mars 1979 indiquait l'élargissement de l'assiette fiscale afin d'y inclure des biens fonds qui étaient antérieurement exemptés, et ce lors de l'adoption du budget 1979-1980;

IL EST EN CONSÉQUENCE PROPOSÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER, APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER, ET UNANIMEMENT RÉSOLU:

- QUE la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec de:

  1. modifier la Loi sur la fiscalité municipale de façon à réfléter clairement l'intention du législateur lorsqu'il a décrété la réforme de la fiscalité municipale;

  2. faire en sorte que cette modification rétroagisse à la date d'entrée en vigueur de la Loi sur la fiscalité municipale;

  3. assumer les frais encourus par les villes du Québec en cette affaire;

- QUE copie de la présente résolution soit adressée à M. René Lévesque, premier ministre du Québec, à M. Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales et à M. Jacques Parizeau, ministre des Finances, ainsi qu'à l'Union des Municipalités du Québec.

ADOPTÉ

- Un résumé est fait d'une lettre de M. Claude Beaumont, directeur de l'école St-Pie X, voulant souligner au Conseil que la politique de location du Centre Culturel rend difficile la présentation du spectacle annuel, par les élèves de l'école. Les coûts de location lui semblent élevés compte tenu de l'ampleur du spectacle et il aimerait que le Conseil repense cette politique en fonction de la clientèle desservie.

  M. Jean-Paul Généreux précise que cette politique de location est mise de l'avant par le Carrefour socio-culturel, organisme en charge de la location du Centre Culturel, et que le Conseil n'y peut pratiquement rien, une telle demande ayant déjà été refusée dernièrement. Il rajoute que pour le financement de la pièce de théâtre, la Commission Scolaire devrait être mise à contribution.

  M. Edward St-Pierre ajoute qu'un rapprochement Commission Scolaire et Ville de Drummondville serait très souhaitable et que des démarches doivent être entreprises en ce sens. En attendant nos Services récréatifs et communautaires devraient contacter M. Beaumont pour tenter d'en arriver à un compromis.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

402/5/84 - Un résumé est fait de la lettre de M. Renaud Dugas de la Commission de toponymie du gouvernement du Québec, rappelant au Conseil que les districts électoraux municipaux doivent être identifiés obligatoirement par des noms.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que cette demande soit remise à l'étude et qu'une tentative de faire correspondre les districts électoraux municipaux aux zones de vote provinciales soit faite.

ADOPTÉ

403/5/84 - Résumé d'une lettre de la Compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. est fait. Mme Manon Boisvert, analyste junior, recherches marketing, demande au nom de la compagnie la permission de consulter les fiches d'évaluation et les matrices graphiques ayant servi à confectionner le rôle d'évaluation de la Ville de Drummondville.

Le Conseil est conscient que ces documents sont la propriété de la Ville de Drummondville et qu'ils sont confidentiels mais l'importance des implications apportées par la venue du gaz à Drummondville amène le Conseil à acquiescer à cette demande.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la compagnie Gaz Inter-Cité Québec Inc. soit autorisée à consulter les fiches d'évaluation et les matrices graphiques qui ont servi à confectionner le rôle d'évaluation foncière de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

404/5/84 - Résumé est fait d'une lettre provenant de l'Association des pilotes de Drummondville, signée par Me Yvon Garneau, vice-président et demandant au Conseil la permission d'utiliser les terrains de l'aéroport municipal pour y tenir des activités spéciales le 9 juin prochain (spectacles de parachutistes, démonstration de voltiges d'avions téléguidés et souper communautaire).

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que l'Association des pilotes de Drummondville soit autorisée à tenir des activités spéciales sur les terrains de l'aéroport municipal de Drummondville le 9 juin prochain, soit des spectacles de parachutistes, des démonstrations de voltiges d'avions téléguidés et un souper communautaire.

ADOPTÉ

- Un résumé est fait d'une lettre du Corps de cadets de la marine royale du Canada "Drummondville", signée par M. Richard Garneau, invitant le Conseil à la seizième revue annuelle, le 20 mai prochain à 13 heures, à l'olympia Yvan Cournoyer.

Monsieur le Maire Serge Ménard félicite M. Richard Garneau ainsi que toutes les autres personnes en charge pour le merveilleux travail effectué auprès des jeunes cadets.

M. Robert Lafrenière souligne tout le dévouement de M. et Mme Aurèle Duperron au sein de la Ligue navale de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE S.M.
232
INITIALES DU GREFFIER

405/5/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 21 avril au 10 mai 1984; lesquels comptes totalisent la somme de 738 499,25 $.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que la liste des comptes soit acceptée en retranchant le compte no. 7840 (75,00 $).

ADOPTÉ

406/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, qu'il soit ordonné au greffier d'envoyer aux contribuables concernés les avis d'enregistrement relatifs aux 2 requêtes en constitution de SIDAC déposées au Conseil lors de la séance régulière du 24 avril dernier.

ADOPTÉ

407/5/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que mandat soit confié à la firme Paul Gratton et Associés pour analyser les besoins de la Ville en matnière de rado-communications et pour préparer les documents d'appel d'offres.

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services à la population ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec la firme Paul Gratton et Associés pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

408/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'un mandat soit confié à M. Michel Parenteau, ingénieur, pour la préparation des plans et devis des travaux à effectuer sur les rues Bernier, Michaud et St-Félix, et que M. Michel Parenteau soit autorisé à présenter ces plans et devis au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'acceptation.

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services à la population, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents pertinents.

ADOPTÉ

409/5/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, qu'autorisation soit donnée au Festival Mondial de Folklore de Drummondville Inc. d'afficher temporairement au bout de la rue Michaud, jusqu'au 17 juillet 1984, suivant les dispositions de l'article 3.4.4 du règlement de zonage municipal No. 1400.

ADOPTÉ

410/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que M. Gilles St-Martin soit mandaté pour siéger sur le comité "Redéfinition de la région administrative 04" de la Chambre de Commerce du Comté de Drummond en remplacement de M. J.-Bruno Smith.

M. Gilles St-Martin est d'accord pour siéger sur ce comité.

Mme Francine Ruest-Jutras également représentante de la Ville sur ce comité, remercie M.J.-Bruno Smith des efforts qu'il a fournis au sein du comité et souhaite la bienvenue à M. Gilles St-Martin.

ADOPTÉ

411/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que mandat soit confié à Me Pierre Jacob, notaire, pour la rédaction d'un acte de quittance que la Ville doit donner relativement au terrain correspondant au lot numéro 143-119 du canton de Grantham (immeuble Dubeau & Lapointe Ltée).

A cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'acte de quittance précité.

ADOPTÉ

412/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que mandat soit confié à la firme BST pour analyser les besoins de la Ville en matière d'informatique et pour préparer les documents d'appel d'offres.

A cette fin, le maire et le directeur général adjoint aux services administratifs ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme BST pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

413/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que la Ville de Drummondville accorde un droit de superficie à M. Réal Bélair pour régulariser l'empiètement de son immeuble sur la propriété de la Ville, sur St-Édouard (coin Lindsay/St-Édouard), suivant le certificat de localisation portant le numéro de répertoire 4502 et le numéro de minute 4365 de l'arpenteur-géomètre Yves Noel. Ce droit de superficie sera irrévocable tant et aussi longtemps que l'immeuble ne sera pas détruit, soit par incendie, vétusté ou autrement.

A cette fin, le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville les actes nécessaires.

ADOPTÉ

414/5/84

ABROGÉE PAR RÉS. 694/8/84 780/9/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que la proposition de crédit-bail de la compagnie RoyLease soit acceptée, et qu'à cette fin le maire et le directeur général adjoint aux services administratifs, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents afférents.

Cette acceptation est cependant conditionnelle à l'approbation de la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
B.M.
239
INITIALES DU GREFFIER

415/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la Ville de Drummondville vende à M. Laurent Joyal (pour une société à être formée):

1- Partie du lot 281

Un certain terrain de forme trapézoïdale, faisant partie du lot deux cent quatre-vingt-un (281 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin nord du lot 282-5 rue Bergeron (Ptie 405) ce point étant appelé point de départ; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne nord-est du lot 281-19 rue Bergeron où un gisement de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-un secondes (269°29'31")une distance de quarante-sept mètres et dix-huit centièmes (47,18 m) (point 2122); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré zéro minute quarante-trois secondes (0°00'43") une distance de cinquante-et-un mètres et quatre-vingt-un centièmes (51,81 m) (point 2120); de là, vers le sud-est suivant un gisement de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de quarante-sept mètres et vingt-et-un centièmes (47,21 m) (point 2121); de là, vers le sud-ouest suivant un gisement de cent quatre-vingt degrés trois minutes zéro seconde (180°03'00") une distance de cinquante-et-un mètres et quatre-vingt-un centièmes (51,81 m) (point 405), pour revenir au point de départ.

Borné au nord-ouest et au nord-est par d'autres parties du lot 281, au sud-est par le lot 282 ci-après décrit et au sud-ouest par le lot 281-19 rue Bergeron.

Contenant une superficie de deux mille quatre cent quarante-cinq mètres et cinq dixièmes (2 445,5 mètres carrés).

2- Partie du lot 282

Un certain terrain de forme irrégulière faisant partie du lot deux cent quatre-vingt-deux (282 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin nord du lot 282-5 rue Bergeron, ce point étant appelé point de départ (point 405); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré trois minutes zéro seconde (0°03'00") une distance de cinquante-et-un mètres et quatre-vingt-un centièmes (51,81 m) (point 2121); de là, vers le sud-est suivant un gisement de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de vingt-trois mètres et quarante-quatre centièmes (23,44 m) (pointe 2119); de là, vers le sud-ouest suivant un gisement de cent quatre-vingt degrés zéro minute quarante-trois secondes (180°00'43") (point 2118); de là, vers l'ouest suivant un arc de cercle de neuf mètres quatorze centièmes (9,14 m) de rayon une distance de quatorze mètres et vingt-huit centièmes (14,28 m) (point 2117); de là, vers le nord-ouest suivant un gisement de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (269°29'31") une distance de quatorze mètres et quarante-deux centièmes (14,42 m) pour revenir au point de départ (point 405).

Borné au nord-est par une autre partie du lot 281, au sud-est par le lot 282-4 rue Sigouin, au sud et au sud-ouest par le lot 282-5 rue Bergeron et au nord-ouest par le lot 281 ci-haut décrit.

Contenant une superficie de mille cent quatre-vingt-dix-huit mètres et trois dixièmes (1 198,3 mètres carrés).

Les dimensions et les superficies indiquées sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noel le 11 mai 1984, portant le numéro de répertoire 4016 et le numéro de minute 4366; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite pour le prix de cinq mille huit cent trente dollars et huit cents (5 830,08 $), soit 1,60 $ le mètre carré payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente. La Ville reconnaît avoir déjà reçu la somme de cinq cent quarante dollars (540,00 $) sur ce montant, dont quittance pour autant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant un ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus six mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'environ six mille pieds carrés (6 000 p.c.).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par le notaire Louis Morin; lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, ainsi que par le ministère des Affaires municipales.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par les présentes autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y effectuer toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les autres documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

416/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 9 mai 1984 soit accepté tel que rédigé. Ce compte rendu sera versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

417/5/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à relocaliser la piste cyclable de la rue Celanese, du côté nord au côté sud, entre le boulevard St-Joseph et la rue Demers.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
J.M.
236
INITIALES DU GREFFIER

418/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une zone de stationnement limité à 60 minutes entre 8 heures et 18 heures sur la rue Celanese, côté nord, entre le boulevard St-Joseph et la rue Demers.

ADOPTÉ

419/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la relocalisation de la piste cyclable de la rue Cartier, du côté nord au côté sud, entre les rues Demers et Lafontaine.

ADOPTÉ

420/5/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'arrêts obligatoires toutes directions, à l'intersection des rues Leclerc et Fournier.

ADOPTÉ

421/5/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que Mme Francine Ruest-Jutras soit déléguée au colloque de l'U.M.Q. qui aura pour thème "Femmes élues dans la vie politique municipale" et qui se tiendra à Montréal le 14 juin prochain.

ADOPTÉ

422/5/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste soit autorisé à utiliser les parcs St-Jean-Baptiste et Milette pour la tenue de diverses activités le 23 juin 1984, ou le 24 juin s'il pleuvait le 23, dans le cadre de la Fête nationale. Il est également permis à cet organisme d'allumer un feu de joie aux dates précitées, le tout conditionnellement au respect des politiques des fêtes populaires.

De plus, le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste est autorisé à requérir auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec 4 permis de vente de boisson alcoolique pour cette occasion.

ADOPTÉ

423/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, qu'autorisation soit donnée au comité des Fêtes du Canada de Drummondville d'utiliser le parc Ste-Thérèse, ainsi qu'une partie du boulevard Mercure pour organiser une fête populaire le 1er juillet 1984, ou le 2 juillet s'il pleuvait le 1er juillet, dans le cadre de la Fête du Canada. Cette autorisation comprend la permission d'allumer un feu de joie et un feu d'artifice et la permission de demander au nom du Club de boxe de Drummondville, quatre (4) permis de vente de boisson alcoolique à la Régie des alcools du Québec pour cette occasion.

Ces autorisations sont données suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M.
237
INITIALES DU GREFFIER

424/5/84

ATTENDU QUE depuis déjà plusieurs années, la Ville de Drummondville supporte financièrement et physiquement la corporation de la Cité des Loisirs;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire continuer de supporter ladite Cité des Loisirs;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville voit dans la corporation de la Cité des Loisirs, un mandataire privilégié pour la réalisation et le développement des activités de plein air des citoyens de la Ville et ceux de la région;

ATTENDU QUE la Commission Régionale Saint-François, la Commission Scolaire de Drummondville, le Cégep, la municipalité de Wendover & Simpson, la Municipalité Régionale de Comté, plusieurs organismes sociaux et de plein air font partie intégrante de la structure organisationnelle;

ATTENDU QU'apparaît la possibilité d'obtenir du gouvernement fédéral une subvention de 541 126,00 $ pouvant couvrir en entier les frais d'aménagement du site Kounak, propriété de la Cité des Loisirs;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, qu'un appui officiel soit donné au projet d'aménagement du site Kounak de la corporation de la Cité des Loisirs pour un montant de 541 126,00 $ et que cet avis soit transmis au gouvernement fédéral par la voie de l'honorable Yvon Pinard, député de Drummond.

ADOPTÉ

425/5/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, qu'un mandat soit confié à Me Gabriel Boire, notaire, pour la rédaction des actes nécessaires à l'acquisition par la Ville de la rue Tracy.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville les actes nécessaires.

ADOPTÉ

426/5/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,

QUE le projet de règlement No. 1635 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires, aux superficies de terrain dans les zones RX, aux cases de stationnement requises, aux usages autorisés dans le groupe Commerce II et les zones commerciales CD et aux dispositions particulières aux enseignes;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

427/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que la Ville soit autorisée à conclure des protocoles d'entente avec les organismes de quartier suivants:

- Les Loisirs St-Simon Christ-Roi Inc.
- Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

- Le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.
- Le Comité des Loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre Inc.
- Les Loisirs St-Philippe;

pour l'organisation et l'animation des loisirs dans leur quartier respectif pour la période couvrant les mois de juin à décembre 1984 inclusivement. Une somme de 800 $ est allouée à chacun desdits organismes en contrepartie pour soutenir leurs efforts dans le domaine du loisir.

A cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville les protocoles d'entente ci-haut mentionnés.

ADOPTÉ

428/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que Mlle Lise C. Brisson soit engagée à l'essai au poste de secrétaire-dactylo au Service de la planification et des programmes.

ADOPTÉ

429/5/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le bureau d'arpenteurs-géomètres Jodoin & Grondin soit mandaté pour dresser un procès-verbal de bornage sur la rue Tracy et qu'à cette fin, M. Michel Binet, directeur du Service de la planification et des programmes, soit autorisé à représenter la Ville et signer les documents pertinents.

ADOPTÉ

430/5/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, qu'un mandat soit confié au docteur Bruno Rivard afin d'agir à titre de médecin-expert pour la Ville de Drummondville, sur demande.

ADOPTÉ

431/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, qu'un mandat soit confié à la Clinique Occupationnelle de Montréal Inc. afin qu'elle puisse agir comme conseiller-expert dans le domaine de la médecine industrielle pour la Ville de Drummondville, sur demande.

ADOPTÉ

432/5/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville poursuive certains projets "PRIME" suivant les priorités soumises au Conseil (Parc Duvernay et Parc Antoine Biron) par M. Edward St-Pierre, conseiller, et M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, jusqu'à épuisement des sommes allouées.

ADOPTÉ

433/5/84

Le conseiller J.-Bruno Smith donné avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt de 85 500 $ pour l'exécution de travaux d'égout pluvial et de voirie sur les rues Bernier et Michaud.

1-	Rue Bernier	
	1.1 Egout pluvial	14 700,00 $
	1.2 Voirie	20 960,00 $
2-	Rue Michaud	
	2.1 Égout pluvial	19 100,00 $
	2.2 Voirie	16 560,00
	TOTAL:	71 320,00 $
	CONTINGENCES ET FINANCEMENT:	14 180,00 $
	GRAND TOTAL:	85 500,00 $

Le conseiller J.-Bruno SMith en donnant cet avis de motion du règlement No. 1636, demande que le greffier adjoint soit dispensé de la lecture du règlement lors de l'adoption étant donné que tous les membres du Conseil ont à ce moment copie du règlement à être adopté, ce à quoi tous les membres du Conseil consentent.

434/5/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1628) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone PB-62, à même le secteur de zone RB-87.

435/5/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1629) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-25.

436/5/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1630) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CA-55 à même une partie du secteur de zone RB-58.

437/5/84

Lecture est donnée du règlement No. 1631 amendant le règlement No. 1510 en modifiant l'aide financière, le versement de l'aide financière et les délais du programme municipal d'aide à la construction neuve.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

438/5/84

Lecture est donnée du règlement No. 1632 ayant pour objet d'augmenter le fonds de subvention pour promouvoir la construction résidentielle (amende le règlement No. 1511).

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
J.S.M.
240
INITIALES DU GREFFIER

Condoléances

M. J.-Bruno Smith souligne le décès de M. Jean-Marie Moreau, maire de Verchères et président pendant de nombreuses années de l'Union des Conseils de Comté. M. J.-Bruno Smith mentionne que M. Moreau a été un ardent défenseur de l'autonomie municipale et qu'il méritait bien toute l'estime qu'on lui portait. M. J.-Bruno Smith, au nom de tous les membres du Conseil, exprime ses plus sincères condoléances à la famille éprouvée.

M. Edward St-Pierre souligne le décès de M. Gérard Déziel, conseiller de la Ville de Sherbrooke, et exprime, au nom de tous les membres du Conseil, ses plus sincères condoléances à la famille érpouvée.

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 - (Item 6) Les ventes de terrains résidentiels acceptées ce soir, sont-elles toujours dans le développement domiciliaire de la Coulée?

Réponse: Oui, il s'agit de la vente des derniers terrains disponibles dans ce secteur.

Question 2 - (Item 9) Lors de l'acceptation de la liste des comptes, un de ces derniers a été retranché, pour quelle raison?

Réponse: Il s'agit du compte no. 2840, une réclamation de 75,00 $. De l'avis du Conseil, de meilleures justifications s'imposent avant d'émettre un tel chèque.

Question 3 - (Item 11) En ce qui concerne les radios-communications de la Ville, le Conseil ne s'était-il pas dit d'avis de faire appel à nos fournisseurs locaux?

Réponse: Il s'agit ce soir de retenir les services d'une firme professionnelle pour analyser les besoins de la Ville en matière de radio-communications et pour préparer les documents d'appel d'offres. Suite à cette étude, qui ne peut être faite par nos fournisseurs locaux, les appels seront lancés et nos fournisseurs locaux pourront être appelés à soumissionner tel que préalablement discuté.

Question 4 - (Item 17) La Ville cède une partie de terrain à M. Réal Bélair sur la rue St-Édouard, de quel terrain s'agit-il plus précisément?

Réponse: Il s'agit d'une partie de terrain située à l'intersection St-Édouard/Lindsay, sur le côté nord de la rue St-Édouard (La Hotdogerie). Cet immeuble empiète sur la propriété de la Ville depuis de nombreuses années et le droit de superficie consenti permettra au propriétaire de régulariser son titre.

Question 5 - (Items 21 et 22) Les nouvelles mesures de stationnement prises sur la rue Celanese, ne réduisent-elles pas de beaucoup les possibilités de stationnement?

Réponse: Il s'agit de mesures assurant un roulement bénéfique des places de stationnement à cet endroit. Les nouvelles dispositions adoptées vont permettre de libérer ces places de stationnement régulièrement pour une utilisation plus intensive, au bénéfice de l'ensemble des citoyens.

INITIALES DU MAIRE
L. M.
241
INITIALES DU GREFFIER

Question 6 -A)(Item 29) Il y a quelques temps, un règlement d'emprunt a été adopté par le Conseil pour relocaliser des services d'aqueduc et d'égouts sur la rue Tracy, ces services étant situés sur des terrains privés. Avec l'acquisition de la rue Tracy, le Conseil va-t-il laisser tomber son règlement d'emprunt?

Réponse: Malgré l'acquisition des terrains de la rue Tracy par la Ville, les services municipaux demeureront quand même sur des terrains privés et l'obligation de relocaliser ces services sur nos terrains demeurera.

B)La Ville vient-elle de se rendre compte que la rue ne lui appartient pas?

Réponse: M. Gilles St-Martin apportera d'autres précisions sur ce dossier à M. Savoie lors de la prochaine séance.

Question 7 - Le Conseil sait-il que le ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche diminue de 25% les subventions octroyées pour les villes se qualifiant pour être hôtesse des finales des Jeux du Québec et si oui, comme va-t-il financer ce 25% supplémentaire si Drummondville se qualifie pour les finales des Jeux du Québec, été 1987?

Réponse: Il est vrai que le ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche diminue ses subventions de 25%, mais il ressort de la même directive gouvernementale que la Société des Jeux du Québec sera également moins exigeante au niveau des équipements nécessaires pour les compétitions Conséquemment, il y aura beaucoup moins de dépenses et il n'y aura pas plus de financement à faire que prévu.

Question 8 - Le terrain vacant à l'intersection de la rue St-Jean et du boulevard St-Joseph, est-il la propriété de la Ville? Si oui, pourquoi ne pas y aménager un terrain de stationnement?

Réponse: Il s'agit probablement d'un résidu de terrain provenant de la construction du boulevard St-Joseph. Un tel terrain est affecté d'une servitude de non-construction consentie à l'Hydro-Québec. Plus de précisions seront apportées sur cette question lors de la prochaine séance régulière du Conseil.

Enoncé: M. Hervé Savoie mentionne que le phare de l'aéroport fonctionne de nouveau.

- Intervenant: M. Christian Donais, 47 - 9e Avenue.

Question M. Donais mentionne que les cyclistes courent de graves dangers sur la piste cyclable de la rue St-Frédéric, à la hauteur de la 6e Avenue. A cet endroit, il existe une courbe très prononcée pour les automobilistes, ceux-ci empiètent régulièrement sur la piste cyclable occasionnant par ce fait même une situation très dangereuse pour les utilisateurs des ladite piste. La Ville a-t-elle l'intention de disposer des piliers de ciment à cet endroit pour mieux signaler la piste et aussi protéger les cyclistes?

Réponse: Le Conseil prend bonne note de ces commentaires ainsi que de cette question. Les vérifications d'usage seront faites et le Conseil sera en mesure d'y répondre lors d'une prochaine séance.

INITIALES DU MAIRE

242

INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Marcel Simard, coin boul. Mercure/123e Avenue

Question — M. Simard souligne au Conseil les problèmes que tous les propriétaires du secteur vivent depuis 2 ans avec les conducteurs de moto-cross qui utilisent la 123e Avenue et les terrains privés contigus comme une piste à obstacles, même après 23 heures. Ces faits ont été rapportés déjà à la sureté municipale sans qu'on ait pu y apporter aucune amélioration. M. Marcel Simard se fait le porte-parole des citoyens du secteur et voudrait connaître les mesures que va prendre le Conseil face à ce problème?

Réponse: — Le Conseil prend en sérieuse considération l'intervention faite par M. Marcel Simard. Le directeur su Service de la sécurité publique présent ici ce soir prend bonne note du problème souligné et des recommandations seront faites pour qu'une surveillance spéciale soit effectuée dans ce secteur afin que les citoyens ne soient pas indûment incommodés par ce phénomène.

- Intervenant: M. Luc Gariépy, journaliste de CHRD

Question 1 - (Item 6) La soumission présentée par la compagnie Récupération Cascades, relative à la cueillette des déchets dans la Ville de Drummondville, était-elle intimement liée aux 2 derniers contrats de Récupération Cascades touchant la Ville de Drummondville?

Réponse: — C'est la compagnie Récupération Cascades qui exécute présentement le contrat de cueillette des déchets à Drummondville et ce contrat se termine le 31 mai prochain. Les soumissions ouvertes ce soir portent sur le même objet. Ces soumissions devront être sérieusement étudiées avant que le contrat soit adjugé.

Les soumissions relatives au transbordement et à l'enfouissement des déchets demandées dernièrement, l'ont été par la Régie Intermunicipale (Déchets) de Drummond et non par la Ville, les pouvoirs de transbordement et d'enfouissement de la Ville ayant été confiés à la Régie.

Question 2 - Le contrat de cueillette des déchets dans la Ville de Drummondville que termine Récupération Cascades, la soumission de Récupération Cascades ouverte ce soir et la soumission de Récupération Cascades relative au transbordement et à l'enfouissement des déchets ouverte par la Régie, sont-ils liés ensemble?

Réponse: — Le contrat de cueillette de déchets que termine la compagnie Récupération Cascades n'a aucun lien avec les 2 autres soumissions. Cependant, les 2 autres soumissions peuvent accidentellement avoir des affinités.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 28 mai 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Simard
Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 mai 1984

INITIALES DU MAIRE
243
INITIALES DU GREFFIER

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 22 mai 1984 à 16 heures, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

" 1° Ouverture de l'assemblée par le maire suppléant;

2° Récitation de la prière;

3° Adoption de l'ordre du jour;

4° Inscription au concours "Villes, villages et campagnes fleuris";

5° Demande et mandat au Festival mondial de folklore de Drummondville pour la prise en charge du concours 1984 (+ formation d'un comité d'embellissemen

6° Soutien financier accordé par la Ville pour la réalisation de l'activité;

7° Mandat à Me Michel Lafrenière, avocat, pour soutenir le conseiller juridique et greffier adjoint dans le travail accumulé pendant l'absence du greffier;

8° Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence du maire suppléant, M. Robert Lafrenière. MM. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

M. Robert Lafrenière, maire suppléant, déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

439/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que l'ordre du jour soit accepté tel que rédigé.

ADOPTÉ

440/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que la Ville de Drummondville s'inscrive au concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1984", initiative du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

ADOPTÉ

441/5/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que mandat soit confié au Festival mondial de folklore de Drummondville pour prendre en charge le concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1984" et l'organisation du comité d'embellissement nécessaire pour ce faire. La formation de ce comité d'embellissement devra être ratifiée par le Conseil.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE 249 INITIALES DU GREFFIER

442/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, qu'une somme de 1 000,00 $ soit mise à la disposition du comité d'embellissement formé dans le cadre du concours "Villes, villages et campagnes fleuris 1984", pour assumer une partie de ses frais de fonctionnement et accorder des prix aux participants du concours à Drummondville, selon un mode de distribution propre à stimuler l'intérêt populaire.

ADOPTÉ

443/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que les services professionnels de Me Michel Lafrenière, avocat, soient retenus par la Ville de Drummondville afin de soutenir le conseiller juridique et greffier adjoint dans la surcharge de travail apportée par l'absence du greffier.

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, le maire suppléant déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne ..... Robert Lafrenière .....

Greffier adjoint — Maire suppléant

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 mai 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 28 mai 1984 à 13 h 30, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Engagement d'un nouveau commissaire industriel;

5. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Monsieur le Maire Serge Ménard déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

444/5/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que présenté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
2450
INITIALES DU GREFFIER

445/5/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville engage M. Maxime Poulin à titre de commissaire industriel. Tout en demeurant employé de la Ville de Drummondville, les services et l'expertise de M. Maxime Poulin seront mis au bénéfice de la Société de Développement Économique de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, le maire déclare que l'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

.....
Greffier adjoint

.....
Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 mai 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 28 mai 1984 à 19 h 40; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1628 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone PB62 à même le secteur de zone RB-87.

- Règlement No. 1629 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC- 25.

INITIALES DU MAIRE

246

INITIALES DU GREFFIER

- Règlement No. 1630 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CA-55 à même une partie du secteur de zone RB-58.

5. Période de questions - règlement No. 1628;

6. Période de questions - règlement No. 1629;

7. Période de questions - règlement No. 1630;

8. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Binet, chef inspecteur en bâtiment et directeur du Service de la planification, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

446/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉ

Le maire donne la nature, l'objet et l'endroit spécifiquement touché par le projet de règlement No. 1628 et invite l'assistance à poser des questions sur cet item (secteur école St-Philippe).

M. Luc Gariépy, journaliste de CHRD, voudrait qu'on donne la signification des abréviations PB et RB.

M. Michel Binet, directeur du Service de la planification et des programmes, donne les précisions qui s'imposent (PB: public - RB: résidentiel).

Le maire donne la nature, l'objet et l'endroit spécifiquement touché par le projet de règlement No. 1629 et invite l'assistance à poser des questions sur cet item (secteur rue St-Marcel).

M. Luc Gariépy, journaliste de CHRD, voudrait plus de précisions.

M. Michel Binet informe les personnes présentes qu'il s'agit du prolongement de la zone commerciale de la rue St-Marcel, afin de régulariser une situation inconfortable qui avait été créée lors de l'adoption du règlement de zonage No. 1400.

Le maire donne la nature, l'objet et l'endroit spécifiquement touché par le projet de règlement No. 1630 et invite l'assistance à poser des questions sur cet item (intersection boulevard St-Joseph/Jean-de-Brébeuf).

M. Michel Binet donne quelques précisions.

Le maire invite à nouveau les personnes présentes à poser des questions sur les règlements présentés.

Faute de question, la SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint.

Serge Ménard
Maire.


INITIALES DU MAIRE
247
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
248
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
249
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
250
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER


INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

LIVRE DES DELIBERATIONS

INDEX

DATE	RESOLUTION NO.	CONCERNANT	FOLIO

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 mai 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 28 mai 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, Michel Binet, chef inspecteur en bâtiment et directeur du Service de la planification, ainsi que Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

447/5/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal de la séance régulière du 14 mai 1984.

Attendu que les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 14 mai 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

448/5/84

Le greffier adjoint lit intégralement le procès-verbal de la séance spéciale du 22 mai 1984.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le procès-verbal soit accepté tel que rédigé.

ADOPTÉ

449/5/84

Les items suivants sont ajoutés à l'ordre du jour:

31A. Puits artésiens (M. Lindor Letendre).

31B. Cueillette des ordures (M. Lindor Letendre).

31C. Questionnaire sur le centre-ville (Mme F. Ruest-Jutras).

31D. Championnat canadien
Club de boxe de Drummondville (M. Edward St-Pierre).

31E. Colloque - Association québécoise des agents du bâtiment - Lévis (M. Denis Savoie).

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que modifié.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

Période d'information sur les affaires municipales: (Réponses aux questions laissées en suspens lors de la dernière séance régulière du Conseil)

1° Qui est propriétaire de la rue Tracy et depuis quand?

M. Gilles St-Martin à qui le mandat de répondre avait été confié lors de la dernière séance régulière, s'excuse de ne pas pouvoir donner l'information ce soir, certaines difficultés municipales ne lui permettant pas d'avoir un dossier complet entre les mains. Cependant, toute la lumière sera faite sur ce dossier dès la prochaine séance.

M. Gilles St-Martin, profitant de l'occasion qui lui est offerte, demande au président du R.C.D. de déposer, si possible, la liste écrite des membres de la corporation lors de la prochaine séance régulière.

2° Quelle mesure la Ville entend-elle prendre pour sécuriser les utilisateurs de la piste cyclable sur la rue St-Frédéric, à la hauteur de la 6e Avenue?

M. Lindor Letendre précise que le Service des travaux publics devrait installer dans les prochains jours, si ce n'est déjà fait, des éléments de signalisation adéquats pour indiquer aux automobilistes la présence d'une piste cyclable. Les piliers de ciment disposés les années antérieures ne devraient pas réapparaître car ils étaient trop dangereux pour les cyclistes.

3° À qui appartient le ou les terrains vacants à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue St-Jean?

M. Jean-Paul Généreux répond qu'après vérifications, il s'agit de terrains appartenant au ministère des Transports (construction du boulevard St-Joseph), à la compagnie Marathon Inc. et à la compagnie Dominion Textile. Sur les terrains du ministère des Transports pèse une servitude de non-construction et ces terrains sont trop près du boulevard St-Joseph pour y aménager quoique ce soit sans jouer avec la sécurité des automobilistes circulant dans le secteur.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

450/5/84

1- VENTE DES LOTS 126-3-287, 126-3-288, 126-3-289 et 126-3-291 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. GESTION COMMUNART INC. 150 Marchand Drummondville	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

451/5/84

2- VENTE DES LOTS 124-201 ET 124-202 - P.A.A.T. III

Soumissionnaire	Prix
. GESTIONS IMMOBILIÈRES F.M. INC. 925 Masson Drummondville	10,23 $ le mètre carré



Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

452/5/84

3- OPÉRATION DE LA FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CUEILLETTE DES ANIMAUX ERRANTS

Soumissionnaire	Prix	
. MME SOLANGE PICOTIN 660 boul. St-Joseph O. Drummondville	Prix des licences	15,00 $
	Cueillette d'un chien errant	10,00 $
	Euthanasie d'un animal	8,00 $
	Euthanasie de plusieurs petits animaux	8,00 $/ animal
	Frais de garde d'un animal	5,00 $/jour
	Cueillette d'animaux morts	
	- moufette	20,00 $
	- tout autre animal	15,00 $
	Montrant forfaitaire	1 000,00 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la soumission de Mme Solange Picotin soit acceptée si elle est en tout point conforme au cahier des charges.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Mme Solange Picotin pour les fins précitées.

ADOPTÉ

453/5/84

4- HANGAR, AÉROPORT - PROJET NO. 1530883-D

Soumissionnaires	Prix
. CONSTRUCTION DRUMMOND INC. 1745 Précourt Drummondville	398 844,00 $
. GAGNÉ & FILS LTÉE 52 boul. Grégoire Arthabaska	425 400,00 $
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	417 396,00 $
. C.R. GAGNON INC. 55 boul. Grégoire Arthabaska	384 000,00 $
. CONSTRUCTION LONGER INC. 1333 boul. Mi-Vallon Rock-Forest	398 896,00 $
. EMILE FUGÈRE CONSTRUCTION INC. 186 - 15e Avenue Drummondville	393 728,00 $
. CONSTRUCTION HÉROUX & ALLARD (1980) INC. 625 boul. Industriel Victoriaville	388 795,00 $
. LES CONSTRUCTIONS RENÉ BÉLISLE INC. 640 Du Cénacle Beauport	427 000,00 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

454/5/84

5- PISTE ET VOIE DE CIRCULATION, AÉROPORT - PROJET NO. 1530883-G

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	2 864 985,21 $
. LEMAY VICAN INC. 575 boul. Industriel Est Victoriaville	3 378 072,00 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	2 454 984,00 $
. CHARLES DURANCEAU LTÉE 2545 Jacques-Hertel Montréal	2 700 345,55 $
. CONSTRUCTION M.D.C. LTÉE 1309 Montée Masson Lachenaie	2 948 285,00 $
. LES CONSTRUCTIONS DÉSOURDY INC. 3350 boul. Laurier Saint-Hubert	3 262 625,20 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

Choix d'un soumissionnaire - soumissions ouvertes le 14 mai 1984.

455/5/84

A) ENLÈVEMENT ET TRANSPORT DES VIDANGES

Soumissionnaires	Alternative #1	Alternative #2	Alternative #3
. RÉCUPÉRATION CASCADES INC. C.P. 216 Drummondville	312 000 $	495 000 $	393 750 $
. LES ENTREPRISES DE REBUTS D.G. LTÉE 877 Rte 116 Acton Vale	256 440 $	406 440 $	316 440 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que la soumission de la firme LES ENTREPRISES DE REBUTS D.G. LTÉE soit retenue au prix de 316 440 $ (alternative #3).

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, sujet cependant à l'approbation préalable de la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

456/5/84

B) RÉFECTION DE PONTS ET VIADUCS

Soumissionnaires	Prix
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne N.D. Bon-Conseil	78 969,20 $
. GRANDMONT & FILS LTÉE 150 Hériot Drummondville	69 960,00 $

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la soumission de GRANDMONT & FILS LTÉE soit retenue comme étant la plus basse conforme.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

457/5/84

C) ÉCLAIRAGE DU PARC DE L'ÉGLISE ST-SIMON

Soumissionnaires	Prix
. PAUL SAVARD ENT. ÉLECT. INC. 532 Lindsay Drummondville	21 330,00 $
. ARMAND TOUPIN INC. 297 Hériot Drummondville	19 375,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la soumission de ARMAND TOUPIN INC. soit retenue comme étant la plus basse conforme.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

458/5/84 - Une lettre provenant de M. Martial Kwan du restaurant La Muraille, interroge le Conseil sur ses intentions d'élargir le boulevard Gauthier. M. Kwan doit dans un très court délai commencer la construction d'un immeuble dans ce secteur et la réponse du Conseil influencerait l'implantation au sol de l'immeuble.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que tout le dossier soit transmis à M. Michel Lesage pour que des négociations en vue d'un échange de terrain soient entreprises avec M. Martial Kwan. Le Conseil réitère son intention de construire le boulevard Gauthier à 90 pieds de largeur à cet endroit.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

6

INITIALES DU GREFFIER

459/5/84 - Une lettre provenant de Mme Marie Yieng Kwan de la boutique Marie Kwan demande l'autorisation du Conseil pour utiliser le sigle de Drummondville dans la fabrication de porte-clés ou autres articles de souvenir à être vendus aux touristes de passage à Drummondville.

Mme Francine Ruest-Jutras mentionne que le Conseil n'a aucune objection de principe à ce projet.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu qu'autorisation soit accordée à Mme Marie Yieng Kwan pour l'utilisation du sigle de Drummondville dans la fabrication de porte-clés ou autres articles de souvenir. Cependant, avant que ne commence la production de ces articles, les épreuves devront être présentées au comité spécial formé pour l'amélioration de l'image de Drummondville afin d'être acceptées.

ADOPTÉ

460/5/84 - Une lettre provenant de M. Gérard Montour, coordonnateur du club de gymnastique artistique les "DJINN", demande aux membres du Conseil la permission de tenir une épluchette de blé d'inde les 18 et 19 août prochain dans le stationnement du marché public de Drummondville. Les profits générés par cette activité serviront à acheter de l'équipement pour le club de gymnastique.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le club de gymnastique artistique les "DJINN" soit autorisé à tenir une épluchette de blé d'inde les 18 et 19 août prochain dans le stationnement du marché municipal à condition qu'entente sur le nettoyage des lieux soit prise antérieurement à l'événement avec l'entreprise en charge de l'entretien du marché municipal. L'autorisation est donnée suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

461/5/84 - Une lettre provenant de M. Aldor Hébert de Piscine Soleil Drummond Enr. demande l'autorisation au Conseil d'opérer son commerce de piscines et articles de piscine d'une façon temporaire au 1100 boulevard Des Galeries.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au directeur du Service des permis, ainsi qu'au Comité consultatif d'urbanisme, pour analyse et recommandation.

ADOPTÉ

462/5/84 - Une lettre provenant de M. Mario Bessette, contrôleur pour la compagnie Les Gestions Daniel Lepage Inc. (Piscine Jo-Dan Enr.), demande au Conseil de reconsidérer l'application de l'article 2.4.2.1 (entreposage extérieur) du règlement de zonage No. 1400 pour Les Gestions Daniel Lepage Inc. compte tenu des nombreuses considérations énoncées dans la lettre.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au directeur du Service des permis, ainsi qu'au Comité consultatif d'urbanisme, pour analyse et recommandation.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
J.M.
7
INITIALES DU GREFFIER

- Une lettre provenant de M. Camille Joyal demande au Conseil de lui rétrocéder les terrains cédés par lui et ses enfants à la Ville de Drummondville pour la construction du boulevard Gauthier mais non encore utilisés.

  M. J.-Bruno Smith mentionne que le Conseil doit se pencher de nouveau sur le projet du boulevard Gauthier dans les prochaines semaines et que ce n'est qu'une fois fixé sur ledit projet, que le Conseil pourra rendre une réponse définitive à M. Camille Joyal.

463/5/84 - Une lettre provenant de M. Daniel Pilon, secrétaire-trésorier de l'Association québécoise d'urbanisme, invite les membres du Conseil à la 7e conférence annuelle qui se déroulera à Québec les 20, 21 et 22 juin 1984. Plusieurs sujets d'intérêt y seront traités et la Ville de Drummondville devrait en retirer beaucoup.

  Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que M. Denis Savoie, conseiller, M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, ainsi que 2 personnes du Comité consultatif d'urbanisme soient délégués à la 7e conférence annuelle de l'Associatio québécoise d'urbanisme qui se déroulera à Québec les 20, 21 et 22 juin 1984.

  ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'une copie de lettre adressée à Mme Marlaine Boisvert, 1480 rue Alain, Drummondville, provenant de la corporation municipale de Grantham-Ouest, ainsi que d'une résolution y annexée, avisant Mme Boisvert que les travaux de passerelle rue St-Georges, au-dessus de la rivière Noire, sont à l'intérieur des limites de Drummondville et que conséquemment, la corporation municipale de GranthamOuest ne peut s'impliquer financièrement.

  Cette lettre est déposée au dossier.

464/5/84 - Une lettre provenant de M. Yves Desroches, directeur général de la Fondation du CHUS Inc., demande à la Ville de Drummondville une contribution financière au seul centre de soins ultraspécialisés de la région, le CHUS.

  Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu qu'une somme de 250,00 $ soit envoyée à la Fondation du CHUS Inc. pour contribuer à leur campagne de financement 1984 et soutenir d'une façon indirecte le merveilleux travail effectué au CHUS.

  ADOPTÉ

465/5/84 - Une lettre provenant de M. Léo Descheneaux déplore l'état des terrains de soccer à Drummondville et demande au Conseil de se pencher sur ce problème.

  M. Edward St-Pierre déclare que le Conseil est bien au courant de la situation. Le soccer est en plein essor à Drummondville depuis quelques années et la réalisation du plan-masse devrait régler ce problème de terrain. M. Robert Lafrenière abonde dans le même sens.

  Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, produise un rapport d'étape sur la réalisation du plan-masse de façon à déterminer quand les équipements de soccer pourront être en place et à quel coût.

  ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

466/5/84 - Une lettre provenant de M. André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre les pluies acides, avise les membres du Conseil que la caravane d'information faisant le tour du Québec s'arrêtera à Drummondville le 16 juin prochain. Pour soutenir cette campagne d'information, M. André Bélisle fait une demande en 3 points au Conseil:

- accueillir la caravane à l'hôtel de ville et y faire un petit discours démontrant l'appui de la Ville à l'Association;
- permettre l'installation de la caravane sur un terrain de l'hôtel de ville
- accorder un soutien financier de 100,00 $.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la requête de l'Association québécoise de lutte contre les pluies acides soit acceptée telle que ci-haut formulée.

ADOPTÉ

467/5/84 - Une lettre provenant de M. Pierre H. Edouard, président de Les Entreprises Pro-Motion Enrg., propose à la Ville une nouvelle source de revenus, non encore expérimentée au Canada, mais répandue semble-t-il aux États-Unis. Il s'agirait de vendre de la publicité sur les espaces latérals des parcomètres.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville refuse la proposition présentée par les Entreprises Pro-Motion Enr.

ADOPTÉ

468/5/84 - Une lettre provenant de Mme Louise Bousquet, agent d'intégration sociale à l'Association de paralysie cérébrale du Québec Inc., demande une résolution d'appui du Conseil pour soutenir la présentation d'une demande de subvention au ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, dans le cadre du programme de loisir assisté pour personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville de Drummodnville appuie la demande de subvention de l'Association de paralysie cérébrale du Québec Inc. auprès du ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche, dans le cadre du programme de loisir assisté pour personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple.

ADOPTÉ

- Une lettre provenant de M. Benoit R., résident du quartier St-Joseph, demande au Conseil pourquoi des jeux pour les jeunes enfants ne sont pas installés dans le parc face à l'église St-Joseph.

Le Conseil prend bonne note de cette remarque et espère que ce quartier se dotera d'équipements sportifs adéquats avec la présentation du projet de la corporation Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. au député fédéral de Drummond. Cette lettre est intimement liée à l'item 23 du présent ordre du jour "Résolution d'appui au projet d'aménagement du parc St-Joseph".

469/5/84 - Une lettre provenant de M. Clermont Roy, président de la Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de Drummond Inc., demande l'autorisation au Conseil pour mettre en branle une campagne de financement du 22 juin au 6 juillet 1984. Cette campagne de financement supervisée par la Table de concertation devrait servir à créer un fonds de solidarité jeunesse pour aider la Table de concertation à fournir le financement nécessaire pour le démarrage de projets.



Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'autorisation soit accordée à la Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de Drummond Inc. pour tenir une campagne de financement (vente de barres de chocolat) du 22 juin au 6 juillet 1984 dans le but de créer un fonds de solidarité jeunesse devant servir de fonds de démarrage pour des projets de jeunes.

ADOPTÉ

470/5/84 - Le greffier adjoint fait lecture au Conseil d'une lettre provenant de M. Luc Lacharité, directeur général de l'Union des municipalités du Québec, adressée à M. Rodrigue Duguay, maire de Nicolet, et qui demande à M. R. Duguay de consulter les municipalité de la région 5 de l'U.M.Q. dans laquelle Drummondville se trouve, pour connaître leur position relativement au changement de zone de la Ville de Plessisville, de la zone 6 à la zone 5.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que M. Rodrigue Duguay, maire de Nicolet, soit avisé que la Ville de Drummondville voit d'un très bon oeil l'inclusion de la Ville de Plessisville dans la région 5 de l'U.M.Q.

ADOPTÉ

471/5/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 12 mai au 1er juin 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 149 119,59 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ces comptes soient adoptés.

ADOPTÉ

472/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 mai 1984 soit accepté tel que rédigé. Ce procès-verbal sera versé aux archives de la Ville.

ADOPTÉ

473/5/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit mandaté pour représenter la Ville au procès-verbal de bornage à être rédigé par l'arpenteur-géomètre Yves Noel relativement au lot 227, quartier Est de la Ville de Drummondville (M. Réal Bélair, propriétaire) et pour signer tous les documents pertinents.

ADOPTÉ

474/5/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville devra renouveler une émission d'obligations pour un montant égal au solde en capital qui sera non amorti, soit un montant de 1 833 000 $, et renouvelable pour un terme additionnel de 17 ans, lors de l'échéance du 28 septembre 1984, sur l'émission originale de 2 093 000 $ datée du 28 septembre 1981 (Dossier d'emprunt à long terme du ministère numéro 67777);

INITIALES DU MAIRE
10
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QUE lors de l'échéance ci-dessus indiquée, sur l'émission mentionnée ci-haut, le solde en capital non alors amorti sera renouvelable à ladite date, au moyen d'une nouvelle finance de renouvellement, pour la balance du terme autorisé;

ATTENDU QUE pour faciliter le remboursement de ladite échéance, il y a lieu d'obtenir l'autorisation d'effectuer un emprunt temporaire pour une somme égale au montant du solde non amorti et renouvelable ci-haut indiqué;

IL EST PAR CONSÉQUENT PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER, APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER, ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente;

QUE demande soit faite à la Commission municipale du Québec de bien vouloir autoriser la Ville de Drummondville à emprunter temporairement une somme de 1 833 000 $, ledit emprunt temporaire devant être remboursable à même le produit de la nouvelle finance de renouvellement de l'émission originale d'obligations de 2 093 000 $, datée du 28 septembre 1981.

ADOPTÉ

475/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que mandat soit confié à Me Gaétan Ratté, avocat, pour porter en appel les décisions rendues par le Bureau de révision de l'évaluation foncière dans les dossiers Martial St-Cyr (no. F-7982-90-0585-5, 1982-83-84) et Godbout, Nadeau et Al. (no. F-7982-54-2590-9, 1982-83-84).

ADOPTÉ

476/5/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville accorde son appui à la Corporation d'apprentissage Drummond Inc. dans sa démarche de présentation d'un projet auprès du ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche dans le cadre du programme de loisir assisté pour personnes vivant avec un handicap lourd ou multiple.

ADOPTÉ

477/5/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que mandat soit confié à Me Germain Jutras, avocat, pour intervenir au nom de la Ville de Drummondville dans la cause Municipalité des Cantons Unis Wendover & Simpson -vs- Village Québécois d'Antan Inc., défenderesse, et Ville de Drummondville, mise-en-cause.

Mme Francine Ruest-Jutras, dans un souci d'objectivité et d'impartialité, inscrit sa dissidence sur cette résolution.

ADOPTÉ

478/5/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu qu'autorisation soit donnée pour que l'Association de soccer juvénile de Drummondville puisse bénéficier de la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville, à l'occasion du tournoi de soccer qui se déroulera sur les terrains du Collège St-Bernard les 29 et 30 juin, ainsi que le 1er juillet 1984 (responsable: M. Yvon Letendre).

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

11

INITIALES DU GREFFIER

479/5/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que mandat professionnel soit confié à la firme Laboratoire Shermont pour la surveillance des travaux de réfection de la toiture du Centre Marcel Dionne et du Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain.

À cette fin, M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est habilité à signer pour et au nom de la Ville toute entente de services jugée conforme.

ADOPTÉ

480/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Société québécoise d'assainissement des eaux soit mandatée par la Ville de Drummondville aux fins de l'acquisition des marchandises destinées à faire partie de réseaux d'égouts et de distribution d'eau nécessaires pour le traitement des eaux usées de notre municipalité.

À cette fin, le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda à l'entente conclue avec la Société québécoise d'assainissement des eaux, relativement à l'acquisition des marchandises destinées à faire partie de réseaux d'égouts et de distribution d'eau.

ADOPTÉ

481/5/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu unanimement que demande soit faite au ministre des Transports du Québec de lever la servitude de non-accès pesant sur le lot portant le numéro 138-327 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du Canton de Grantham. Il s'agit pour ce lot d'un non-accès au boulevard St-Joseph à Drummondville.

ADOPTÉ

482/5/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que demande soit faite au ministre des Transports du Québec de lever la servitude de non-accès pesant sur les lots portant les numéros partie 128-13 et partie 128-15 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du Canton de Grantham. Il s'agit pour ces lots d'un non-accès au Chemin du Golf à Drummondville.

ADOPTÉ

483/5/84

AMENDÉE PAR RÉS. 774/9/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville procède à un échange et à une vente de terrains avec la compagnie Drummex Inc. L'échange et la vente portent sur:

UNE PARCELLE "A"

Ce morceau de terrain de figure irrégulière, appartenant à la compagnie Drummex Inc., connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro cent cinquante-cinq du lot originaire numéro deux cent quarante (240-155 Ptie) du rang IV du cadastre officiel du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par le lot 240-156 (rue), vers le sud par une partie du lot 240-155 et vers le nord-ouest par les lots 240-154 (rue) et 240-156 (rue).

Ce morceau de terrain peut être décrit plus spécifiquement de la manière suivante: commençant au point indiqué par le chiffre 1 au plan ci-annexé et situé sur la limite nord-est du lot 240-155 à une distance de trente-huit mètres et vingt-neuf centièmes (38,29 m) de l'intersection de la ligne séparative entre les lots 239 et 240 avec la ligne séparative des lots 240-155 et 240-156; de là, une distance de trente-trois mètres et quatre-vingt-trois centièmes (33,83 m) le long d'une courbe de quarante-trois mètres et quarante-quatre centièmes (43,44 m) de rayon jusqu'au point 2; de là, dans une direction conventionnelle de trois cent treize degrés cinquante-trois minutes et vingt-quatre secondes (313°53'24") une distance de neuf mètres et trente-huit centièmes (9,38 m) jusqu'au point 3; de là, une distance de vingt-neuf mètres et vingt-six centièmes (29,26 m) le long d'une courbe de soixante mètres et douze centièmes (60,12 m) de rayon jusqu'au point 4; de là, dans une direction conventionnelle de quatre-vingt-onze degrés quatorze minutes (91°14'00") dans une direction nord-est en suivant la ligne de division entre les lots 240-154 et 240-155 une distance de trente-quatre mètres et un centième (34,01 m) jusqu'au point 5; de là, dans une direction conventionnelle de cent soixante-dix-huit degrés trente minutes (178°30'00")dans une direction sud-est en suivant la ligne de division entre les lots 240-155 et 240-156 une distance de soixante mètres et soixante-dix-sept centièmes (60,77 m) jusqu'au point de départ. Les lots 240-154 et 240-156 sont des rues.

Ce morceau de terrain contient une superficie de neuf cent un mètres carrés et cinq dixièmes (901,5 m.c.).

UNE PARCELLE "B"

Ce morceau de terrain de figure triangulaire appartenant à la Ville de Drummondville, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro cent cinquante-quatre du lot originaire numéro deux cent quarante (240-154 Ptie, rue) du rang IV du cadastre officiel du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par une partie du lot 240-154, vers le sud-est par une partie du lot 240-155 et vers le sud-ouest par une partie du lot 240.

Ce morceau de terrain peut être plus spécifiquement décrit de la manière suivante: commençant au point indiqué par le chiffre 6 au plan ci-annexé et situé au coin sud du lot 240-154 (rue); de là, en suivant le côté sud-ouest du lot 240-154 (rue), une direction conventionnelle d'un degré quarante-six minutes et six secondes (1°46'06") une distance de vingt mètres et trente-et-un centièmes (20,31 m) jusqu'au point 7; de là, une distance de vingt mètres et soixante-huit centièmes (20,68 m) le long d'une courbe de soixante mètres et douze centièmes (60,12 m) de rayon jusqu'au point 4; de là, dans une direction conventionnelle de deux cent soixante-et-onze degrés et quatorze minutes (271°14'00") une distance de trois mètres et cinquante-deux centièmes (3,52 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de vingt-trois mètres carrés et cinq dixièmes (23,5 m.c.).

ET UNE PARCELLE "C"

Ce morceau de terrain de figure irrégulière, appartenant à la Ville de Drummondville, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quarante (240 Ptie) du rang IV du cadastre officiel du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par le lot 240-154 (rue), vers le sud-est par une partie du lot 240-155, vers le sud-ouest par une partie du lot 240 et vers le nord-ouest par le lot 241-233 (rue).

INITIALES DU MAIRE

13

INITIALES DU GREFFIER

Ce morceau de terrain peut être plus spécifiquement décrit de la manière suivante: commençant au point indiqué par le chiffre 8 au plan ci-annexé et situé sur le côté sud-ouest du lot 240-154 (rue) à l'intersection de la ligne de division des lots 241-17 et 240-154 avec la ligne division des lots 241-223 et 240; de là, en suivant le côté sud-ouest du lot 240-154, une direction conventionnelle de cent quatre-vingt-un degrés et quarante-six minutes et six secondes (181°46'06") une distance de cinquante-six mètres et soixante-douze centièmes (56,72 m) jusqu'au point 6; de là, en suivant le côté nord-ouest du lot 240-155, une direction conventionnelle de deux cent soixante-et-onze degrés et quatorze minutes (271°14'00") une distance de quatre-vingt-quatre mètres et trente-neuf centièmes (84,39 m) jusqu'au point 10; de là, dans une direction conventionnelle de trois cent cinquante-huit degrés et trente minutes (358°30'00") une distance de soixante-seize mètres et quatre-vingt-trois centièmes (76,83 m) jusqu'au point 9; de là, une distance de dix-neuf mètres et soixante-treize centièmes (19,73 m) le long d'une courbe de cinq cent quatre-vingt-dix-sept mètres et trente-six centièmes (597,36 m) de rayon jusqu'au point 11; de là, en suivant le côté sud-est du lot 241-223, une direction conventionnelle de quatre-vingt-dix degrés et cinquante minutes et vingt-sept secondes (90°50'27") une distance de soixante-neuf mètres et cinq centièmes (69,05 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de six milles six cent quarante-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (6 644,9 m.c.).

Toutes les mesures indiquées dans ces descriptions sont dans le système international (S.I.) et les dites descriptions apparaissent au certificat de localisation portant le numéro de répertoire 92 et le numéro de minute 119 préparé par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé le 2 avril 1984; lequel certificat de localisation est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

En échange de la parcelle "A" (901,5 m.c.), appartenant à Drummex Inc., la Ville de Drummondville remet une même superficie prise à même la parcelle "B" (23,5 m.c.) et la parcelle "C" (6 644,9 m.c.) et vend la différence (5 766,9 m.c.) à ladite compagnie.

Cette vente est faite au prix de 1,0763 $ le mètre carré, soit six mille six cent quatre-vingt-un dollars et onze cents (6 681,11 $), payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente.

Les taxes municipales, scolaires, ou autres pour les terrains échangés et vendus seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles, sur les terrains présentement vendus et échangés, dans un délai d'au plus douze mois de la date de signature du contrat, un agrandissement à l'immeuble déjà en place dont l'emprise sera à déterminer.

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Paul-Emile Bordeleau, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par la Commission municipale du Québec.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte d'échange et de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente et cet échange de terrains.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

14

INITIALES DU GREFFIER

484/5/84

M. Robert Lafrenière demande au Conseil de le relever de ses fonctions comme délégué de la Ville au sein du conseil d'administration du Centre d'expositions et d'enchère de produits agricoles spécialisés. Il a bien apprécié l'expérience et en a tiré beaucoup de satisfaction.

M. Jean-Paul Généreux félicite M. Robert Lafrenière pour le merveilleux travail effectué pendant son mandat.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que M. Robert Lafrenière, conseiller, soit relevé de ses fonctions au sein du conseil d'administration du Centre d'expositions et d'enchère de produits agricoles spécialisés et que M. Jean-Pierre Milot, membre du Bureau du tourisme et des congrès de Drummondville, le remplace comme représentant de la Ville au sein du conseil d'administration du C.E.E.P.A.S.

ADOPTÉ

485/5/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville est consciente des besoins en matière de loisirs du quartier St-Joseph;

ATTENDU QU'il est impossible pour la Ville de Drummondville de combler tous ces besoins dans un proche avenir;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a pleine confiance en la corporation Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a pris connaissance du projet d'aménagement du parc St-Joseph, présenté par Les Loisirs StJoseph de Drummondville Inc. à l'honorable Yvon Pinard, leader parlementaire et député fédéral de Drummond;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville appuie le projet d'aménagement du parc St-Joseph présenté par la corporation Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. le 18 mai dernier à l'honorable Yvon Pinard, leader parlementaire et député fédéral de Drummond.

ADOPTÉ

486/5/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu qu'un mandat soit confié, dès l'acceptation par le gouvernement fédéral du projet d'aménagement du parc St-Joseph, à Me Manon Adam, notaire, pour la rédaction du bail emphytéotique entre la Ville de Drummondville et la corporation Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. pour céder à cette dernière les terrains nécessaires à la réalisation dudit projet d'aménagement.

ADOPTÉ

487/5/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires, aux superficies de terrains dans les zones "RX", aux cases de stationnement requises, aux usages autorisés dans le groupe commerce II et les zones commerciales "CD" et aux dispositions particulières aux enseignes.

De plus, le conseiller Denis Savoie demande que le greffier soit dispensé de faire lecture dudit règlement lors de l'adoption, tous les membres du Conseil ayant déjà en main copie du règlement à être adopté.

INITIALES DU MAIRE B.M.
15
INITIALES DU GREFFIER

488/5/84

Lecture est donnée du règlement No. 1628 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone PB-62 à même le secteur de zone RB-87.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1628 a été adopté par la résolution no. 362/4/84 le 24 avril 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1628 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 24 avril 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1628 a été régulièrement donné le 14 mai 1984 (réf: 434/5/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 28 mai 1984 à 19 h 40, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1628;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 mai 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1628 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 juin 1984.

489/5/84

Lecture est donnée du règlement No. 1629 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-24 à même une partie du secteur de zone RC-25.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1629 a été adopté par la résolution no. 363/4/84 le 24 avril 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1629 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 24 avril 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1629 a été régulièrement donné le 14 mai 1984 (réf: 435/5/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 28 mai 1984 à 19 h 40, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1629;

Il est proposé M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 mai 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1629 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 juin 1984.

INITIALES DU MAIRE B. M.
16
INITIALES DU GREFFIER

490/5/84

Lecture est donnée du règlement No. 1630 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CA-55 à même une partie du secteur de zone RB-58.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1630 a été adopté par la résolution no. 364/4/84 le 24 avril 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1630 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 24 avril 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1630 a été régulièrement donné le 14 mai 1984 (réf: 436/5/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 28 mai 1984 à 19 h 40, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1630;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 28 mai 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1630 et ce de 9 heures à 19 heures les 18 et 19 juin 1984.

491/5/84

Lecture est donnée du règlement No. 1636 prévoyant un emprunt de 85 500,00 $ pour l'exécution de travaux d'égout pluvial et de voirie sur les rues Bernier et Michaud.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1636 et ce de 9 heures à 19 heures les 11 et 12 juin 1984.

M. Jean-Paul Généreux demande que les items 30 et 31 soient interchangés. L'assemblée y consent.

PUITS ARTÉSIENS

492/5/84

M. Lindor Letendre donne un bref aperçu des derniers développements du dossier.

Attendu que le ministère de l'Environnement applique des normes très strictes en ce qui concerne le creusage de puits artésiens; il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu qu'un mandat professionnel soit accordé à la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés afin de préparer les plans et devis nécessaires pour l'exécution des travaux de creusage d'un puits et que cette firme soit par la présente autorisée à présenter cesdits plans et devis au ministère de l'Environnement pour acceptation.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

17

INITIALES DU GREFFIER

CUEILLETTE DES ORDURES

M. Lindor Letendre donne un communiqué de presse avisant la population du nouvel horaire de cueillette des ordures à partir du 1er juin 1984.

Les déchets devront être placés en bordure du chemin pour 13 heures aux jours habituels de cueillette. Cette cueillette devrait s'effectuer entre 15 heures et 24 heures.

M. J.-Bruno Smith profite de l'occasion pour faire état de la différence de prix entre les soumissionnaires (Les Entreprises de Rebuts D.G. et Récupération Cascades - item 8A. - 463 124 $ sur 5 ans).

QUESTIONNAIRE SUR LE CENTRE-VILLE

Mme Francine Ruest-Jutras précise que la compagnie d'urbanistes-conseils Daniel Arbour et Associés ayant eu le mandat d'effectuer l'étude sur la revitalisation du centre-ville, procédera dans la semaine du 4 juin prochain à faire la cueillette des données nécessaires à l'étude, auprès de la population. La collaboration des citoyens sera grandement appréciée. Aucune pression ne sera faite sur les personnes appelées à collaborer.

CHAMPIONNAT CANADIEN - CLUB DE BOXE DE DRUMMONDVILLE

493/5/84

M. Edward St-Pierre veut souligner d'une façon particulière le merveilleux travail effectué par M. Denis Chapdelaine, entraîneur du Club de boxe de Drummondville. En effet, 3 jeunes boxeurs de Drummondville assistés de M. Chapdelaine ont très bien représenté la Ville à Vancouver la fin de semaine dernière. Il s'agit de M. Eric Grenier qui a remporté le championnat canadien de sa catégorie, M. Mario Bergeron qui lui aussi a remporté le championnat canadien de sa catégorie et M. René Cadran qui lui s'est mérité une médaille d'argent.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu unanimement que les félicitations du Conseil de la Ville de Drummondville soient transmises à M. Denis Chapdelaine, entraîneur du Club de boxe de Drummondville, pour le merveilleux travail effectué, ainsi qu'à MM. Eric Grenier, Mario Bergeron et René Cadran pour leur brillante performance lors du championnat canadien de boxe qui se déroulait à Vancouver la fin de semaine dernière.

ADOPTÉ

COLLOQUE - ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AGENTS DU BÂTIMENT - LÉVIS

494/5/84

M. Denis Savoie brosse brièvement les faits majeurs qui se sont déroulés lors du congrès des agents du bâtiment qui se tenait à Lévis la semaine dernière.

M. Denis Savoie souligne le travail très apprécié de M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, qui a prêté son concours au colloque en agissant comme hôte et maître de cérémonie et qui a été réélu directeur de la zone 04. M. Savoie précise que Drummondville accueillera l'an prochain le congrès de l'Association québécoise des agents du bâtiment.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que les félicitations du Conseil soient transmises à M. Michel Binet pour sa réélection comme directeur de la zone 04 ainsi que pour tout le travail effectué à ce titre.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M. 18 INITIALES DU GREFFIER

M. Jean-Marie Boisvert demande d'inscrire un article 31F. (Démolition de l'hôtel Ritz).

M. Jean-Marie Boisvert demande au conseiller juridique et greffier adjoint où en est rendu le dossier de l'hôtel Ritz.

Le conseiller juridique précise les étapes à franchir avant que la Ville puisse exécuter le jugement contre M. Clovis Foisy, propriétaire de l'immeuble en question.

M. Jean-Marie Boisvert insiste pour que des pressions soient faites pour accélérer ce dossier.

M. Gilles St-Martin demande d'inscrire un article 31G. (Intervention, 123e Avenue).

M. Gilles St-Martin fait remarquer au Conseil que le Service des travaux publics a réagi promptement pour tenter de régler le problème de moto-cross soulevé par M. Marcel Simard de la 123 Avenue, mais que, compte tenu de la mauvaise volonté des contrevenants, le Service des travaux publics devra faire une nouvelle intervention pour régler le problème.

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Luc Gariépy, journaliste de CHRD

  Question — M. Gariépy demande si le Conseil se prépare à répondre à notre député fédéral concernant l'offre de subvention de 2 450 000 $ pour le Palais des Rassemblements et si le Conseil a arrêté son choix sur le type de complexe qui sera bâti (Palais des Rassemblements - vs- Complexe intégré avec hôtellerie)?

  Réponse: — La Ville doit prendre une position définitive dans ce dossier d'ici quelques jours et à ce moment la presse en sera avisée.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  Énoncé — M. Savoie répond à la demande qui a été faite par M. Gilles St-Martin lors de la période d'information sur les affaires municipales, soit de déposer une liste des membres du R.C.D. au Conseil. Le président déclare qu'il ne déposera pas de liste de membres du R.C.D., mais il est bien prêt à dire combien de personnes regroupe le R.C.D.

  Question 1 — (Item 8A.) M. Savoie demande des explications et des éclaircissements sur les 2 soumissions qui ont été demandées par la Ville et la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond?

  Réponse — La Régie a demandé des soumissions pour le transbordement et pour l'enfouissement tel qu'elle en avait été mandatée. Par la même occasion, elle a demandé des prix, pour voir, en ce qui concerne la cueillette et le transport des déchets, domaine pour lequel elle n'a aucune compétence déléguée.

  Par la suite, la Ville de Drummondville a demandé des soumissions pour la cueillette et le transport des déchets. La compagnie Les Entreprises de Rebuts D.G. a été retenue.

  L'offre acceptée par la Régie et l'offre acceptée par la Ville demeurent valides dans les champs de compétence qui leur sont propres.

  Question 3 - — (Item 23) Les dépenses faites sur la piscine St-Joseph depuis plusieurs années, vont-elles la rendre fonctionnelle cette année?

INITIALES DU MAIRE S.M.
19
INITIALES DU GREFFIER

Réponse — Oui, pour cette année, mais il n'y a rien de précis pour l'avenir.

Question 4 - (Item 31A.) M. Savoie demande au Conseil de donner le montant des honoraires professionnels payés aux firmes d'ingénieurs pour l'année 1983?

Réponse — Ce rapport lui sera transmis prochainement lors d'une séance subséquente.

Question 5 - M. Savoie demande le nom du nouveau commissaire industriel que la Ville a engagé par séance spéciale cet après-midi?

Réponse — Il s'agit de M. Maxime Poulin, un résident de Drummondville.

Question 6 - Qui représente la Ville au conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Drummondville et a-t-on pris connaissance de la lettre ouverte parue tout dernièrement dans un journal local relativement à ce dossier?

Réponse — M. Jean-Paul Généreux représente la Ville depuis plusieurs années au conseil d'administration de l'O.M.H. Mme Maher, également sur le conseil d'administration de l'Office, a répondu publiquement à cette lettre. Il s'agit de propos et de sujets qui ne regardent pas la Ville.

Question 7 - La Ville a-t-elle réservé un budget pour les Jeux du Québec?

Réponse — La Ville a affecté un budget de 10 000 $ pour la présentation du dossier de candidature. Une très bonne comptabilité a été tenue et le Conseil sera très heureux de remettre un rapport complet sur le dossier de candidature au président du R.C.D.

Question 8 - Lorsque le directeur du Service de la sécurité publique témoigne dans des enquêtes publiques, le fait-il de son initiative personnelle ou est-il mandaté par le Conseil?

Réponse — Il ne s'agit pas de mandats municipaux. Cependant, M. J.-Marcel Lefèbvre peut agir comme président de l'Association des chefs de police et de pompiers de la province de Québec ou tout simplement en tant que directeur du Service de la sécurité publique. M. J.-Marcel Lefèbvre à ces mêmes titres fait un très beau travail de représentation pour la Ville de Drummondville.

M. Réal Lessard, mandaté par le comité contre l'implantation d'un dépotoir dans la municipalité de St-Nicéphore, dépose une pétition d'environ 275 signatures et informe le Conseil des craintes et ennuis à l'origine de ce comité. M. Lessard, par son intervention, veut sensibiliser le Conseil à propos des problèmes que les riverains du dépotoir veulent éviter.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 11 juin 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M 20 INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er juin 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 1er juin 1984 à 16 h 30, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Cession du parc Philippe Bernier à la corporation Palais des Rassemblements Drummondville Inc., soit par acte de vente, soit par bail emphytéotique, pour la somme nominale de 1,00 $;
5. Autorisation à la Société d'Agriculture du District de Drummond de demander 2 permis de vente de boissons alcooliques pour l'exposition agricole de Drummondville qui se tiendra du 12 au 17 juin 1984;
6. Période de questions;
7. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Denis Savoie, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assiste à la réunion à titre de personne ressource.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

495/6/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

M. Hervé Savoie du R.C.D. demande au Conseil comme question de privilège la possibilité d'intervertir l'item 4 avec l'item 6 de façon à pouvoir prendre la parole avant que l'item 4 soit adopté.

Majoritairement, le Conseil refuse cette demande.

496/6/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, que la Ville de Drummondville cède par bail emphytéotique ou par acte de vente si nécessaire, pour la valeur nominale de un dollar (1,00 $), à la corporation sans but lucratif "Palais des Rassemblements Drummondville Inc.", tout le terrain vacant lui appartenant au coin de la rue Cockburn et du boulevard St-Joseph pour la construction d'un Centre de Rassemblements.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil de se prononcer sur cette proposition, tout en étoffant leur décision.



M. J.-Bruno Smith parle en faveur de la proposition et rappelle à l'ensemble du Conseil les conclusions de l'étude Roche-Urbanex sur le sujet. La décision d'implanter le Centre de Rassemblements à cet endroit est très importante pour la revitalisation du centre-ville et semble la solution la moins onéreuse pour la Ville.

M. Jean-Marie Boisvert parle en faveur de la proposition en appuyant les propos de M. J.-Bruno Smith, mais déclare qu'il aurait préféré voir se réaliser un complexe intégré (Centre de Rassemblements Hôtellerie) plutôt que seulement un Centre de Rassemblements. Cependant dans la situation présente, M. Jean-Marie Boisvert est très favorable à voir s'implanter un tel édifice financé à 100% par le gouvernement fédéral.

M. Robert Lafrenière parle en faveur de la proposition; tant qu'à lui, il aurait privilégié l'implantation d'un complexe intégré près de la Transcanadienne. Cependant, le site proposé figurait très bien dans l'étude Roche-Urbanex (2e choix). Compte tenu de la situation particulière et des exigences du ministre pour verser la subvention, il est favorable à la proposition.

M. Jean-Paul Généreux parle en faveur de la proposition. Il précise que le site proposé a toujours été son 1er choix et que la situation des lieux sera très avantageuse si on considère que le stationnement du Centre Marcel Dionne pourra absorber à l'occasion les débordements du Centre de Rassemblements et vice-versa. Il s'agit de l'alternative la moins dispendieuse.

voir rés. 501/6/84

Mme Francine Ruest-Jutras rappelle les conditions fixées par le ministre Yvon Pinard pour l'obtention de la subvention de 2 450 000 $ et demande si elles tiennent toujours. Ces conditions sont les suivantes:

a) le terrain sur lequel sera construit le Palais des Rassemblements doit appartenir à la Ville ou à un organisme à but non lucratif;
b) la Ville ne doit pas recevoir de taxes sur l'immeuble;
c) la Ville doit s'engager à payer une partie du déficit.

Monsieur le Maire répond que ces conditions sont toujours requises.

Mme Francine Ruest-Jutras veut connaître le nom des administrateurs de "Palais des Rassemblements Drummondville Inc.", le genre de constitution de l'organisme, le mode de remplacement des membres du conseil d'administration et savoir s'il existe des règlements généraux.

voir rés. 501/6/84

M. Serge Ménard agit comme président de la corporation Palais des Rassemblements, les autres membres de la corporation sont: Messieurs Jean Valade, Jean-Yves Milot, Albert Dupuis, Robert Depuis, Robert Côté, Paul Biron, Michel Thibodeau, Paul-Emile Daigle, Michel Trudel, J.-Bruno Smith et Jean-Marie Boisvert. M. Smith souligne qu'il n'est pas membre de la corporation mais agit comme personne ressource.

Pour ce qui est des règlements de la corporation, M. Jacques Dionne, conseiller juridique de la Ville, y apporte la dernière main.

Pour ce qui est du mode de remplacement des administrateurs, Mme Francine Ruest-Jutras souligne que cette corporation devrait être la plus ouverte possible.

Mme Francine Ruest-Jutras ajoute qu'après certaines recherches effectuées, l'implantation d'un Centre de Rassemblements à l'endroit proposé aurait pour effet de créer un grave problème de stationnement.

Après discussion, Mme Francine Ruest-Jutras propose un amendement à cette proposition et M. Denis Savoie l'appuie. Cet amendement se lit comme suit et devra être rajouté à la proposition originale:

" à condition que la subvention de 2 450 000 $ versée par le gouvernement fédéral à cette corporation englobe la totalité du projet (projet clef en main) et que la Ville de Drummondville n'accepte pas de financer un déficit d'opération annuel supérieur à 25 000 $. "

INITIALES DU MAIRE

M. Jean-Marie Boisvert parlant contre l'amendement précise qu'il est d'accord avec l'idée d'une limite au financement du déficit d'opération par la Ville, mais qu'il n'est pas prêt à prendre cette décision ce soir. Il se prononce donc contre l'amendement.

M. Jean-Paul Généreux se dit d'accord avec le principe que le déficit d'opération doit être financé par les utilisateurs, comme cela devrait être fait à l'aéroport municipal.

M. Denis Savoie parlant pour la proposition et pour l'amendement, accepte le site proposé malgré les inconvénients que cela peut apporter et est pleinement d'accord avec le principe de financement du déficit d'opération par les utilisateurs.

Le Conseil aurait dû rencontrer les promoteurs Dubois et Équilbec pour étudier la rentabilité du projet. Quand on sait qu'un Centre de Rassemblements construit à Jonquière opère avec un déficit annuel d'environ 350 000 $ et que la Ville éponge ce déficit, il y a lieu pour le Conseil de Drummondville de faire preuve de prudence et de ne pas laisser au gouvernement fédéral le soin de décider seul s'il y a lieu de doter Drummondville d'un Centre de Rassemblements municipal dont les déficits d'opération seront payés par les citoyens.

M. J.-Bruno Smith parlant pour la proposition ajoute que ce Centre de Rassemblements constituera un véritable service pour la population. Considérant le manque d'espace à l'hôtel de ville, on pourrait également y aménager les bureaux de la SDED et du BTC. M. Smith précise que les sommes données par la Ville de Jonquière au Centre de Rassemblements le Roussillon, servent à payer les intérêts des dépenses d'immobilisations. La subvention donnée au Palais des Rassemblements Drummondville Inc. par le gouvernement fédéral profitera à l'ensemble de la population drummondvilloise.

M. Lindor Letendre parlant pour la proposition déclare qu'il aurait préféré de beaucoup l'implantation du Centre de Rassemblements près de la Transcanadienne. Cependant compte tenu de la situation et des exigences du ministre fédéral pour verser la subvention, il est d'accord avec la proposition.

Mme Francine Ruest-Jutras voudrait savoir de quel ordre de grandeur peut être le déficit à financer.

Monsieur le Maire répond que les études déposées n'ont pas encore tout à fait précisé ce point.

voir rés. 501/6/84

Mme Francine Ruest-Jutras rappelle que le projet proposé par MM. Dubois et Équilbec a l'avantage d'éviter à la Ville le paiement d'un éventuel déficit.

Mme Francine Ruest-Jutras à trois reprises demandes à Son Honneur le Maire qu'est-ce qui a pu justifier la convocation d'urgence d'une réunion spéciale pour discuter du site du Palais des Rassemblements?

Cette question demeure sans réponse.

Le vote est pris sur l'amendement.

POUR l'amendement	CONTRE l'amendement
Mme Francine Ruest-Jutras	MM. J.-Bruno Smith
M. Denis Savoie	Robert Lafrenière
	Jean-Paul Généreux
	Jean-Marie Boisvert
	Lindor Letendre

Mme Francine Ruest-Jutras refait un nouvel amendement lequel est appuyé par M. Denis Savoie. La partie du 1er amendement parlant de déficit est retranchée et l'amendement proposé se lit comme suit:

" à condition que la subvention de 2 450 000 $ versée par le gouvernement fédéral à cette corporation englobe la totalité du projet (projet clef en main). "

INITIALES DU MAIRE

23

INITIALES DU GREFFIER

Le vote est pris sur le 2e amendement et il est unanimement adopté.

LA PROPOSITION ORIGINALE EST RECONSIDÉRÉE TELLE QU'AMENDÉE:

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville cède par bail emphytéotique, ou par acte de vente si nécessaire, pour la valeur nominale de un dollar (1,00 $), à la corporation sans but lucratif "Palais des Rassemblements Drummondville Inc." tout le terrain vacant lui appartenant au coin de la rue Cockburn et du boulevard St-Joseph, pour la construction d'un Centre de Rassemblements, à condition que la subvention de 2 450 000 $ versée par le gouvernement fédéral à cette corporation englobe la totalité du projet (projet clef en main).

ADOPTÉ

497/6/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que la Société d'agriculture du district de Drummond soit autorisée à demander l'émission de 2 permis pour la vente de boissons alcooliques, auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exposition agricole de Drummondville qui se tiendra sur les terrains d'exposition du 12 au 17 juin 1984.

ADOPTÉ

Période de questions

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

M. Savoie est surpris de voir le Conseil réuni en séance spéciale pour prendre une décision sur le site du Centre de Rassemblements sans que les promoteurs Dubois-Équilbec aient pu rencontrer le Conseil en comité. Pourquoi en est-il ainsi?

Monsieur le Maire précise qu'il a rencontré les 2 promoteurs, MM. Dubois et Équilbec, avec M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et que par la suite, il les a référés au député fédéral de Drummond, M. Yvon Pinard.

L'ordre du jour étant épuisé, le maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
24
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 juin 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 11 juin 1984 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

   - Règlement No. 1635 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certains articles relativement aux usages dérogatoires, aux superficies de terrain dans les zones RX, aux cases de stationnement requises, aux usages autorisés dans le groupe commerce II et les zones commerciales CD et aux dispositions particulières aux enseignes.

5. Période de questions sur le règlement No. 1635;

6. Adoption du règlement No. 1635;

7. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence du maire suppléant, M. Robert Lafrenière. MM. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Le maire suppléant déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

497A/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Le maire suppléant donne la nature, l'objet et l'endroit spécifiquement touché par le projet de règlement No. 1635 et invite l'assistance à poser des questions sur ce règlement.

M. Victorin Bergeron demande au Conseil de fixer la date de l'ouverture du registre concernant le règlement No. 1635 aux 18 et 19 juin plutôt qu'aux 3 et 4 juillet 1984.

Le greffier explique que les dates des 3 et 4 juillet ont été fixées dans les limites les plus courtes permises par la loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

INITIALES DU MAIRE

25

INITIALES DU GREFFIER

497B/6/84

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1635 a été adopté par la résolution no. 426/5/84 le 14 mai 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1635 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 14 mai 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1635 a été régulièrement donné le 28 mai 1984 et que ledit avis de motion prévoit une dispense de lire ce règlement lors de son adoption (réf: 487/5/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 11 juin 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1635;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 juin 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans le territoire de la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1635 et ce de 9 heures à 19 heures les 3 et 4 juillet 1984.

L'ordre du jour étant épuisé, le maire suppléant déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Greffier.

Maire suppléant.

INITIALES DU MAIRE

26

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 juin 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 11 juin 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

498/6/84

Le greffier donne lecture intégrale du procès-verbal de la séance spéciale tenue à 13 h 30 le 28 mai 1984.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit accepté tel que rédigé.

ADOPTÉ

499/6/84

Le greffier lit intégralement le procès-verbal de la séance spéciale du Conseil tenue le 28 mai 1984 à 19 h 40.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit accepté tel que rédigé.

ADOPTÉ

500/6/84

Le greffier commence la lecture du procès-verbal de la séance régulière tenue le 28 mai 1984.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 28 mai 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

501/6/84

Le greffier lit intégralement le procès-verbal de la séance spéciale tenue le 1er juin 1984 à 16 h 30.

M. Denis Savoie déclare que son intervention résumée à la page 2 du procès-verbal devrait être plus explicite en ajoutant le texte suivant:

INITIALES DU MAIRE S.M.
27
INITIALES DU GREFFIER

" Le Conseil aurait dû rencontrer les promoteurs Dubois et Équilbec pour étudier la rentabilité du projet. Quand on sait qu'un Centre de Rassemblements construit à Jonquière opère avec un déficit annuel d'environ 350 000 $ et que la Ville éponge ce déficit, il y a lieu pour le Conseil de Drummondville de faire preuve de prudence et de ne pas laisser au gouvernement fédéral le soin de décider seul s'il y a lieu de doter Drummondville d'un Centre de Rassemblements municipal dont les déficits d'opération seront payés par les citoyens. "

Mme Francine Ruest-Jutras demande que le 4e paragraphe de la page 2 du procès-verbal soit remplacé par le texte suivant:

" Mme Francine Ruest-Jutras rappelle les conditions fixées par le ministre Yvon Pinard pour l'obtention de la subvention de 2 450 000 $ et demande si elles tiennent toujours. Ces conditions sont les suivantes:

a) le terrain sur lequel sera construit le Palais des Rassemblements doit appartenir à la Ville ou à un organisme à but non lucratif;
b) la Ville ne doit pas recevoir de taxes sur l'immeuble;
c) la Ville doit s'engager à payer une partie du déficit.

Monsieur le Maire répond que ces conditions sont toujours requises. "

Mme Francine Ruest-Jutras demande que le 6e paragraphe de la page 2 du procès-verbal soit remplacé par les suivants:

" M. Serge Ménard agit comme président de la corporation Palais des Rassemblements, les autres membres de la corporation sont: Messieurs Jean Valade, Jean-Yves Milot, Albert Dupuis, Robert Côté, Paul Biron, Michel Thibodeau, Paul-Emile Daigle, Michel Trudel, J.-Bruno Smith et Jean-Marie Boisvert. M. Smith souligne qu'il n'est pas membre de la corporation mais agit comme personne ressource.

Pour ce qui est des règlements de la corporation, M. Jacques Dionne, conseiller juridique de la Ville, y apporte la dernière main.

Pour ce qui est du mode de remplacement des administrateurs, Mme Francine Ruest-Jutras souligne que cette corporation devrait être la plus ouverte possible. "

Mme Francine Ruest-Jutras demande d'ajouter après le 2e paragraphe de la page 3 du procès-verbal, ce qui suit:

" Mme Francine Ruest-Jutras rappelle que le projet proposé par MM. Dubois et Équilbec a l'avantage d'éviter à la Ville le paiement d'un éventuel déficit.

Mme Francine Ruest-Jutras a trois reprises demande à Son Honneur le Maire qu'est-ce qui a pu justifier la convocation d'urgence d'une réunion spéciale pour discuter du site du Palais des Rassemblements?

Cette question demeure sans réponse. "

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la séance spéciale tenue le 1er juin 1984 soit adopté avec les modifications demandées par M. Denis Savoie et Mme Francine Ruest-Jutras.

ADOPTÉ

502/6/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté l'item 23A. suivant:

" Gilles Lepage (M. Edward St-Pierre). "

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
28
INITIALES DU GREFFIER

Période d'information

Réponse du conseiller Gilles St-Martin à M. Hervé Savoie, président du Regroupement des citoyens.

Sujet: Rue Tracy

Propriétaire: Mme Laurette Forest Lampron

Historique: M. Gilles St-Martin donne lecture du texte suivant:

" Dans le passé, il s'avérait, quelquefois, que la municipalité ne donnait pas suite à l'acquisition de la rue avant le début des travaux de confection de ladite rue.

Donc, aujourd'hui, afin de régulariser les titres de propriété avec les propriétaires riverains, il est requis par la loi de régulariser cette situation, soit par l'acquisition du terrain décrit comme rue. "

Répondant à une question posée publiquement à une séance du Conseil par M. Hervé Savoie, président du R.C.D., Son Honneur le Maire déclare que durant l'exercice financier 1983 la Ville de Drummondville a versé en honoraires professionnels les sommes suivantes:

- 324 409,27 $ à Hamel, Beaulieu et Associés
- 20 377,72 $ à SBCS Inc.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

503/6/84

1- VENTE DU LOT 124-240 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. M. Denis Raîche 940 Alexandre, app. 6 Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

2- VENTE D'UN TERRAIN COMMERCIAL (LOTS 162B-55, - 56, -122 ET -195) SITUÉ SUR LE BOUL. ST-JOSEPH AU COIN DE LA RUE LAFERTÉ ET D'UNE BÂTISSE (ENTREPÔT GAGNON)

La Ville n'ayant reçu aucune soumission pour ce terrain, elle devra procéder à un nouvel appel d'offres.

504/6/84

3- VENTE D'UNE PARTIE DU LOT 7, QUARTIER EST

Soumissionnaires	Prix
. MM. FERDINAND PARENTEAU et DENIS ST-ONGE 2080 Jean-de-Lalande Grantham-Ouest	300,00 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette soumission soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
29
INITIALES DU GREFFIER

505/6/84

4- CHARGEUR SUR ROUES 2,0 VERGES CUBES (TP-84-14)

Soumissionnaires	Prix
. M.C. EQUIPEMENT INC. 2000 Sidbec Trois-Rivières Ouest	63 620,30 $
. HEWITT EQUIPEMENT LTÉE 5001 Transcanadienne Pointe-Claire	43 097,75 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ces soumissions soient remises au directeur du Service des travaux publics pour étude et que le choix d'un soumissionnaire soit reporté à la séance du 26 juin 1984.

ADOPTÉ

506/6/84

5- SOUFFLEUSE À NEIGE AMOVIBLE (TP-84-16)

Soumissionnaires	Prix	
. RICHARD PICHÉ INC. 184 Rte 138 Cap-Santé	. souffleuse neuve	80 425 $ + taxe prov.
	. souffleuse ayant été utilisée moins de 30 heures	74 825 $ + taxe prov.
. EQUIPEMENT INTERPROVINCIAL LTÉE 340 boul. Hymus Pointe-Claire		85 500 $ + taxe prov.
. HEWITT EQUIPEMENT LTÉE 5001 Transcanadienne Pointe-Claire		75 325 $ + taxe prov.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que ces soumissions soient retenues pour étude et que le choix d'un soumissionnaire soit reporté à la séance régulière du 26 juin 1984.

ADOPTÉ

507/6/84

6- MINI-TRACTEURS ARTICULÉS (LOCATION) - TP-84-15

- Soumissionnaire: AGRI-TECH INC.
1311 Ampère
Boucherville

Quantité	Description	Location mensuelle x 5 mois =
2	Mini-tracteurs articulés	3 560 $ x 5 mois = 17 800 $
2	Charrues avant réversibles	225 $ x 5 mois = 1 125 $
1	Souffleuse à neige	245 $ x 5 mois = 1 225 $
	MONTANT TOTAL DE LA LOCATION POUR 5 MOIS	= 20 150 $

VALEUR DE RACHAT

Quantité	Description	Valeur de rachat
2	Mini-tracteurs articulés	60 200 $
2	Charrues avant réversibles	3 810 $
1	Souffleuse à neige	4 151 $

INITIALES DU MAIRE
30
INITIALES DU GREFFIER

ÉQUIPEMENTS

Quantité	Description	Montant
2	Balais de trottoirs	10 800 $
2	Réservoirs à eau avec barres pour distribution d'eau pour les balais de trottoirs et barres pour l'épandage de produits chimiques	4 200 $
1	Tondeuse à gazon	3 850 $
1	Épandeur d'abrasif	4 200 $
4	Pneus à basse pression	1 800 $

- Soumissionnaire: FRINK CANADA
  6460 Henri-Bourassa Est
  Montréal Nord

  Prix de vente seulement: 79 288,90 $ + taxe prov.
  (aucune soumission pour la location)

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que ces soumissions soient retenues pour étude et que le choix d'un soumissionnaire soit reporté à la séance régulière du 26 juin 1984.

ADOPTÉ

508/6/84

7- PROLONGEMENT DES SERVICES - RUES BERNIER, MICHAUD ET ST-FÉLIX

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION TOURVILLE INC. 4960 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	115 143,00 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	117 645,79 $
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	118 899,00 $
. MARIER & FILS LTÉE 486 Cockburn Drummondville	87 638,94 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la soumission de MARIER & FILS LTÉE soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

509/6/84

8- AMÉNAGEMENT PAYSAGER AU TERRAIN DE L'EXPOSITION

Soumissionnaires	Tourbe	Ensemencement
. SPEKA INC.	25 485,00 $	18 065,00 $
. EMBELLISSEMENTS LACHARITÉ INC.	26 866,25 $	21 036,25 $
. SOTRAMEX INC.	29 326,50 $	25 086,50 $

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la soumission pour l'ensemencement présentée par SPEKA INC. soit acceptée parce qu'après étude elle a été jugée la plus basse et en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que ces travaux d'ensemencement sont réalisés dans le but de créer un espace vert entre le terrain de l'exposition et un secteur d'habitation à haute densité. Elle souhaite que ces travaux satisfassent les personnes résidant dans le secteur, ainsi que les propriétaires des logements construits à proximité du terrain de l'exposition.

C O R R E S P O N D A N C E:

- Mme Aurélia Turenne, présidente du Centre Récréatif St-Philippe, remercie le Conseil pour la subvention consentie dernièrement et remise au Centre par le conseiller Gilles St-Martin.

510/6/84 - Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par 15 résidents de la rue Cormier et du boulevard des Galeries pour demander à la Ville de prendre les mesures nécessaires pour que les propriétaires de terrains vagues dans ce secteur procèdent au nettoyage de leurs propriétés.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière et unanimement résolu que cette requête soit transmise au Service de la planification, section permis et inspection, dont le personnel verra à rencontrer les propriétaires concernés pour leur demander d'observer les règlements municipaux concernant l'entretien des terrains vagues.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière qui a visité les lieux récemment est d'avis que l'entretien de certains terrains situés dans le secteur de la rue Cormier est très décevant. Il invite les contribuables à se donner la main et faire preuve de civisme très rapidement et avant la tenue du Festival mondial de folklore; c'est une question de fierté et il y a lieu de féliciter tous les propriétaires de terrains qui ont déjà procédé à un nettoyage de leurs terrains.

M. Jean-Paul Généreux est d'avis que le règlement des nuisances publiques devrait être amendé parce qu'il stipule qu'une lisière de 50 pieds en bordure des rues doit être tondue, débroussaillée et tenue en bon état de propreté. Il va de soi que sur de grandes superficies de terrain, ce règlement n'a pas pour effet d'être très efficace.

M. Robert Lafrenière estime qu'un terrain mal entretenu constitue une invitation à certains citoyens à déverser des débris à ces endroits et que la situation empire au lieu de s'améliorer.

511/6/84 - M. Christian Boucher, étudiant, sollicite pour lui-même et d'autres étudiants un permis de vente itinérante dans le territoire de la Ville de Drummondville. Il allègue que depuis 3 ans la compagnie Les Distributions Lamontagne Inc., distributrice de produits Lowney Planters et Life Savers, organise de concert avec les Centres d'emploi canadiens pour étudiants (CECE) des campagnes permettant à des étudiants de s'amasser des fonds durant l'été.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que M. Christian Boucher soit invité à faire parrainer son projet par un organisme sans but lucratif.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M
32
INITIALES DU GREFFIER

512/6/84 - M. Jean-Louis Robitaille du 51 rue Pépin demande au Conseil de modifier le zonage des rues Pépin, St-Pierre et Pinard, afin de permettre dans ce secteur l'aménagement de maisons multifamiliales, soit en convertissant des maisons unifamiliales en maisons à logements ou en permettant la construction de logements multiples sur des terrains desservis et qui ne sont pas construits pour des raisons de rentabilité.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au Comité consultatif d'urbanisme pour étude.

ADOPTÉ

513/6/84 - Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc. (La Source) demandent à la Ville de Drummondville de se porter acquéreur, pour et en leur nom, des modules du Cégep qui seront bientôt mis en vente.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, qu'un comité formé de M. Edward St-Pierre, conseiller, M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit mandaté pour étudier la demande formulée par Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc.

ADOPTÉ

514/6/84 - Les Résidences St-Frédéric Inc. alléguant le fait que la construction de 87 logements ne peut être réalisée avant le 1er septembre 1984, perdront le revenu de la location de ces logements pendant 2 mois. En conséquence, les Résidences St-Frédéric auront un manque à gagner d'environ 77 000 $ destinés à payer l'aménagement paysager du terrain.

Pour cette raison, le président, M. Pierre Ally, demande au Conseil de lui octroyer cette somme de 77 000 $ qui sera remboursée par les rentes annuelles d'un bail emphytéotique et les futures taxes additionnelles que la Ville recevra.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette demande soit référée au comité des finances du Conseil pour étude.

ADOPTÉ

- Le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. remercie le Conseil pour l'appui qu'il offre au futur projet d'expansion de ce Centre.

Son Honneur le Maire déclare que lui-même et tous les membres du Conseil sont heureux d'appuyer un organisme aussi dynamique et sérieux que le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste.

515/6/84 - Mme Denise Laliberté, au nom de la Société d'histoire de la milice de Drummondville, informe le Conseil que cette Société voudrait réaliser des reconstitutions historiques dans un but éducationnel, artistique et social. Elle déplore le fait que jusqu'à maintenant la Société d'histoire de la milice de Drummondville n'a jamais pu obtenir de subvention ou d'aide technique.

Considérant la valeur des objectifs poursuivis par la Société d'histoire de la milice de Drummondville; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la lettre de Mme Denise Laliberté soit transmise à M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, qui avec M. Pierre Meunier, directeur du Centre documentaire d'information Côme Saint-Germain, verra s'il est possible de fournir une assistance technique à Mme Denise Laliberté et peut-être d'obtenir la collaboration de la Société historique de Drummondville pour donner une suite favorable à la présente demande.

ADOPTÉ

- La Chambre de Commerce du Comté de Drummond fait parvenir au Conseil un rapport préparé par Mme Nicole Pelletier, directrice générale, concernant la possibilité de former un comité pour promouvoir la construction d'un foyer d'hébergement pour handicapés chroniques mentaux à Drummondville.

  Son Honneur le Maire se fait l'interprète du Conseil pour féliciter Mme Nicole Pelletier pour l'excellence de ce rapport.

- La Chambre de Commerce du Comté de Drummond fait parvenir au Conseil un rapport de sondage effectué auprès de quelque 750 personnes pour connaître leur opinion concernant l'interdiction de fumer au Centre Marcel Dionne dans le but d'améliorer le bien-être physique des personnes qui pratiquent le sport et des personnes qui assistent aux compétitions comme spectateurs.

  M. Edward St-Pierre déclare qu'il a pris connaissance de cet excellent rapport du sondage effectué par la Chambre de Commerce du Comté de Drummond. Il a été informé qu'un projet de loi provinciale qui a subi une deuxième lecture devrait permettre aux municipalités de légiférer pour interdire de fumer dans les édifices publics ou à tout le moins statuer sur des endroits réservés aux fumeurs dans certains lieux.

  Il souhaite ardemment que la Ville de Drummondville puisse être autorisée par la loi provinciale à défendre de fumer dans certains édifices publics surtout au Centre Marcel Dionne et à l'Olympia Yvan Cournoyer et ce, avant le prochain Festival mondial de folklore de Drummondville.

516/6/84 - Mme Maria G. Bernier du 51 rue Bérard demande au Conseil d'intervenir pour obtenir de la compagnie Autobus Drummondville Ltée une intervention efficace pour remédier aux problèmes qu'elle dit subir à cause de la proximité de réservoirs d'essence installés à la limite de sa propriété. Elle invoque la perte d'arbustes, de pelouse, ainsi qu'un manque d'esthétique et de propreté des lieux pour justifier sa demande.

  Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, que la lettre de Mme Maria G. Bernier soit référée au Service de la planification et que les personnes autorisées entreprennent les démarches auprès des propriétaires de Autobus Drummondville Ltée pour qu'ils se conforment à la réglementation municipale concernant les nuisances publiques.

ADOPTÉ

517/6/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 26 mai au 11 juin 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 731 377,53 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

518/6/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soit autorisée à présenter au ministère de l'Environnement pour approbation les plans et devis nécessaires pour l'alimentation en eau potable et l'évacuation des eaux usées pour le projet d'aménagement de l'aéroport municipal.

ADOPTÉ

519/6/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'abandon de servitude de non-accès portant sur les lots 130-414 et -415 du cadastre du Canton de Grantham, aux termes et conditions contenus dans un acte rédigé par Me Louis Morin, notaire.

ADOPTÉ

520/6/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que M. Michel Binet, directeur du Service de la planification et Chef inspecteur en bâtiment, soit par la présente autorisé à émettre le permis de transport d'une bâtisse sise à Grantham-Ouest, laquelle bâtisse sera transportée au 2120 rue Sigouin à Drummondville conformément aux dispositions du règlement No. 1400 actuellement en vigueur.

Le propriétaire devra cependant déposer une somme de 300,00 $ pour couvrir les frais de surveillance et fournir une preuve d'assurance-responsabilité civile pour un montant minimum de 1 000 000,00 $.

ADOPTÉ

M. Edward St-Pierre insiste pour que l'inspecteur en bâtiment n'émette pas de permis pour le déménagement d'une bâtisse délabrée ou qui n'a pas une structure acceptable pour être installée dans le parc industriel.

521/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Halte-garderie soit autorisée à utiliser le chalet de la piste St-Jean-Baptiste durant la période du 11 juin à la fin août 1984.

M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Halte-garderie pour les fins précitées.

ADOPTÉ

Item 17: Demande de remplacement de 25 000 $ d'obligations (Certificat A011) perdues par Tassé & Associés, Limitée.

Le greffier a été avisé avant la rédaction du procès-verbal que ces obligations ont été retrouvées.

INITIALES DU MAIRE S.M.
35
INITIALES DU GREFFIER

522/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que le greffier soit autorisé à corriger une erreur cléricale qui s'est glissée dans la résolution numéro 810/11/83, savoir:

Changer le prix de vente d'un terrain industriel de 1,60 $ le mètre carré par 0,66 $ le mètre carré. Le prix de vente du terrain sera également modifié pour se lire 3 065,70 $ au lieu de 7 436,16 $.

ADOPTÉ

523/6/84

Attendu que la station radiophonique CHRD et la Fondation Ste-Croix désirent bénéficier du stade municipal et de ses installations gratuitement lors d'un 24 heures de balle donnée;

Attendu que tous les bénéfices de cette activité iront à la Fondation Ste-Croix;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que cette autorisation soit accordée et que cette activité se tienne entre le 10 août 20 heures et le 11 août 20 heures, à condition que ces dates soient acceptées par le Club de baseball Royal de Drummondville qui jouit de l'utilisation du stade municipal selon un calendrier établi par convention avec la Ville de Drummondville. M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, verra à ce que ce qui précède soit respecté.

ADOPTÉ

524/6/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que les services professionnels de Me Jacques Lafond, notaire, soient retenus pour la rédaction des documents relatifs à l'acquisition d'une partie de la rue Leclerc (Ptie du lot 162B).

ADOPTÉ

525/6/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Dubé et Boies soient retenus pour la préparation d'une description technique d'une partie de la rue Leclerc (Ptie du lot 162B) que la Ville de Drummondville veut acquérir.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser le mandat confié aux arpenteurs-géomètres précités.

ADOPTÉ

526/6/84

AMENDÉE PAR RÉS. 684/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville un bail de location permettant à Gestion T.L. Surprenant Ltée d'utiliser une bande de terrain mesurant au maximum 6 pieds sur le côté nord du parc Cartier à l'arrière du restaurant Cité Grecque pour fins de voie de service.

Ce bail devra prévoir que tous les frais d'entretien de cette partie de terrain, ainsi que les frais inhérents au remplacement d'une haie ou la relocalisation des équipements du parc Cartier, si la sécurité des usagers de ce parc le justifie, seront à la charge du locataire.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

36

INITIALES DU GREFFIER

527/6/84

Attendu que le comité du Festival western de St-Charles de Drummond désire emprunter 20 estrades appartenant à la Ville pour la période du 29, 30 juin et 1er juillet 1984;

Attendu que dans un esprit de bonne entente avec les municipalités voisines, la Ville de Drummondville a toujours collaboré dans la mesure de ses disponibilités;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à prêter les 20 estrades demandées et ce sans frais, à condition que les requérants acceptent de procéder eux-mêmes au transport desdites estrades et à leur remise aux endroits indiqués par M. André Paquet.

ADOPTÉ

528/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu que M. Gilles Lepage, culturiste de Drummondville, soit félicité pour avoir remporté le trophée Monsieur Culturiste d'Amérique du Nord.

ADOPTÉ

529/6/84

Attendu que M. Gilles Lepage est maintenant en liste pour participer au concours Monsieur Univers;

Attendu que ses succès constituent pour lui et pour Drummondville un honneur digne de mention;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Gilles Lepage soit invité à une prochaine séance du Conseil et qu'une plaque souvenir lui soit remise pour avoir remporté le trophée Monsieur Culturiste d'Amérique du Nord.

ADOPTÉ

530/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une demande d'aide financière au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche dans le cadre du programme d'aide au développement des équipements de loisir (P.A.D.E.L.).

Il est entendu que le Conseil de la Ville de Drummondville s'engage à respecter les exigences et les normes du programme précité.

ADOPTÉ

531/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville recommande au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche d'accorder une subvention au Drummondville Olympique dans le cadre du programme d'aide au développement des équipements de loisir (P.A.D.E.L.).

Il est entendu que s'il advenait que la corporation du Drummondville Olympique ne pouvait poursuivre ses activités, la Ville de Drummondville s'engage à étudier une proposition pour reprendre ses équipements.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
37
INITIALES DU GREFFIER

532/6/84

CONSIDÉRANT la concertation existante entre la Ville de Drummondville, la Commission Régionale St-François, la Commission Scolaire de Drummondville et la corporation du Cégep de Drummondville concernant l'aménagement d'un plan masse dans le secteur des équipements scolaires;

CONSIDÉRANT que ce plan masse constitue un document d'orientation pour le développement déjà planifié depuis 1976;

CONSIDÉRANT que déjà l'aménagement a débuté par étape et qu'un stade de baseball et une piste de jogging ont été réalisés;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que la Ville de Drummondville appuie fortement le projet parrainé par l'Amical des Voltigeurs du Cégep de Drummondville dans le cadre du programme d'aide au développement des équipements de loisir (P.A.D.E.L.).

Il est entendu que le Conseil de la Ville de Drummondville s'engage à étudier une proposition pour reprendre les équipements s'il advenait que la corporation ne puisse poursuivre ses activités.

ADOPTÉ

533/6/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que les services professionnels de Me Michel Boileau, notaire, soient retenus pour effectuer des recherches sur l'historique du dépotoir de St-Nicéphore.

ADOPTÉ

534/6/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels des ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la préparation de plans et devis de travaux d'électricité et de plomberie au poste de police.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Hamel, Beaulieu et Associés pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

535/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que les services professionnels de la firme Audet SBCS Inc. soient retenus pour effectuer une étude d'économie d'énergie au Centre Marcel Dionne et à l'Olympia Yvan Cournoyer.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Audet SBCS Inc. pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

536/6/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les services professionnels de Laboratoire Shermont Inc. soient retenus pour effectuer une étude géotechnique dans le cadre du programme d'assainissement de l'intercepteur de la rivière Noire.

INITIALES DU MAIRE
38
INITIALES DU GREFFIER

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Laboratoire Shermont Inc. pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

Le greffier informe le Conseil qu'un registre a été ouvert les 4 et 5 juin 1984 de 9 heures à 19 heures concernant le règlement No. 1614 (Deuxième règlement définissant les limites d'une zone commerciale dans la Ville de Drummondville).

Seulement 4 personnes se sont prévalues de leur droit pour signer le registre alors que le nombre requis pour demander un référendum sur le règlement No. 1614 était de 17.

537/6/84

ATTENDU QUE lors de la séance régulière du 9 avril dernier, une requête en constitution de SIDAC était légalement déposée auprès du Conseil de la Ville de Drummondville pour le quartier St-Joseph;

ATTENDU QUE suite à ce dépôt, le Conseil, lors de la séance du 14 mai dernier, a ordonné au greffier adjoint (rés. 406/5/84) d'expédier aux commerçants concernés un avis les informant de l'existence d'une requête en constitution de SIDAC pour leur district commercial (art. 458.4 L.C.V.);

ATTENDU QU'un registre a été légalement tenu les 4 et 5 juin 1984, que le nombre de personnes requis pour exiger un scrutin n'a pas été atteint (art. 379 L.C.V.), et que cette requête est, par le fait même, réputée avoir été acceptée par l'ensemble des commerçants du district;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu unanimement que l'inspecteur général des institutions financières soit avisé que la Ville de Drummondville autorise la formation d'une Société d'initiative et de développement d'artères commerciales, sous le nom de "SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville" pour le district commercial formé des rues suivantes:

a) le boulevard St-Joseph, entre le chemin de fer du Canadien Pacifique et la rue Manseau;

b) la rue St-Jean, entre le boulevard St-Joseph et la rue Notre-Dame;

c) la rue St-Marcel, entre le chemin de fer du Canadien Pacifique et la rue St-Philippe.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras souligne qu'un registre à l'intention des personnes tenant une place d'affaires dans le périmètre circonscrit par le règlement No. 1609 (SIDAC Alain Limoges) a été ouvert de 9 heures à 19 heures ce 11 juin 1984 et le demeurera de 9 heures à 19 heures le 12 juin 1984.

538/6/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu:

1° QUE le ministère des Affaires municipales désigne comme admissible au programme "Revi-Centre", le centre-ville de Drummondville tel que délimité dans le document ci-joint;

2° QUE la Ville de Drummondville reçoive l'aide financière prévue au programme "Revi-Centre" pour la réalisation des études requises pour la revitalisation du centre-ville.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique que l'étude de revitalisation du centre-ville est actuellement en préparation au bureau des consultants Daniel Arbour et Associés et que les marchands intéressés peuvent s'inscrire à ce programme.

INITIALES DU MAIRE
39
INITIALES DU GREFFIER

539/6/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE la Ville de Drummondville soit et elle est par les présentes autorisée à accorder, établir et créer sur le lot 162B-332 du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, en faveur d'Hydro-Québec et de toute autre compagnie qui peut y être nommée, des droits réels et perpétuels établis aussi comme servitude dans les termes, clauses et conditions et pour les considérations mentionnés dans le projet d'acte soumis à la présente assemblée pour approbation;

QUE M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par les présentes autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous actes accordant les droits mentionnés dans le susdit projet d'acte ainsi que tous amendements, annulations ou modifications qu'il jugera nécessaire d'apporter audit acte de servitude.

ADOPTÉ

540/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la Chambre de Commerce du Comté de Drummond auprès du ministère des Affaires municipales pour qu'elle puisse bénéficier du programme "Stage en milieu de travail" lancé récemment sous le thème "Opération C V".

ADOPTÉ

541/6/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Table de concertation des services d'aide à la jeunesse de drummond inc. à installer cinq (5) nouveaux centres de dépôt pour la récupération du papier, carton et verre sur les sites ci-après indiqués et ce, après concertation avec le Service de la planification:

- Église St-Philippe;
- Rue Goupil (La Source) St-Simon ou ancienne hôtel de ville de Drummondville-Sud;
- Église Ste-Thérèse ou parc Guérin;
- Parc Frigon à Drummondville-Ouest;
- Boulevard des Galeries.

ADOPTÉ

MM. Gilles St-Martin et Edward St-Pierre souhaitent que le choix des sites de ces dépôts soit bien analysé et que demande soit faite aux citoyens de veiller à la propreté des abords de ces centres de dépôt.

542/6/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à négocier pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Daniel Arbour et Associés relative au coût d'une étude de rentabilité du futur Palais des Rassemblements.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie déclare que ce projet a déjà fait couler beaucoup d'encre.

Mme Francine Ruest-Jutras estime que c'est dommage que le Conseil n'ait pas demandé cette étude plus tôt. Elle conclut en disant: "Mieux vaut tard que jamais".

INITIALES DU MAIRE

40

INITIALES DU GREFFIER

543/6/84

Attendu que par une résolution portant le numéro 318/4/84, le Conseil autorisait la vente du lot 126-3-345 à la Société Bugère Inc., au prix de 12,92 $ le mètre carré;

Attendu que la Société Bugère Inc. se désiste de cette acquisition en faveur de Dame Lise Lauzière;

Attendu que Dame Lise Lauzière accepte de se porter acquéreur du lot 126-3-345 aux mêmes conditions que celles précisées par la résolution numéro 318/4/84;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que le lot 126-3-345 du cadastre du Canton de Grantham soit vendu à Dame Lise Lauzière conditionnellement au désistement de la Société Bugère Inc.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

544/6/84

Son Honneur le Maire déclare que le déblaiement du site de l'ancien hôtel Ritz incendié à l'été 1983, débute ce matin. Il en coûtera 9 000 $ que la Ville essaiera de récupérer par les moyens légaux dont elle dispose.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et unanimement résolu que les résidents de ce secteur soient félicités pour avoir accepté durant de longs mois les inconvénients créés par un terrain en très mauvais état et pouvant être considéré comme dangereux.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre après avoir indiqué que le terrain de l'ancien hôtel Ritz sera aplani avec du sable tout comme un autre terrain adjacent l'est présentement, dit que les citoyens ne manqueront pas de demander avec raison à la Ville de déposer du calcium sur les lieux pour combattre la poussière.

545/6/84

M. Denis Savoie informe le Conseil que la corporation du Village Québécois d'Antan réunie le 6 juin 1984 a procédé à l'élection d'un nouveau conseil d'administration et que M. Paul Lafrance, comptable, a accédé à la présidence du Village Québécois d'Antan, en remplacement de M. Jean-Yves Desjardins qui devient président ex-officio pour la prochaine année.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, et unanimement résolu que des félicitations soient transmises à M. Paul Lafrance pour son élection et à M. Jean-Yves Desjardins pour le dévouement dont il a fait preuve au cours de son mandat comme président d'un site touristique qui ne cesse de grandir et d'attirer des milliers de visiteurs à Drummondville.

ADOPTÉ

546/6/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville accepte les états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année d'opération se terminant le 31 décembre 1983, tels que préparés par les vérificateurs Verrier, Richard, Hébert, Béliveau, Paquin & Associés.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
41
INITIALES DU GREFFIER

M. Jean-Paul Généreux donne lecture du passif et de l'actif contenus dans le rapport financier annuel 1983 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville.

547/6/84

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 75 000 $ pour des améliorations au système informatique.

- Étude des besoins	20 000 $
- Modification au système en place	20 000 $
- Équipements pour les services	30 000 $
- Frais de financement	5 000 $
TOTAL:	**75 000 $**

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. J.-P. Plante, président du comité "Maisons Fleuries"

Demandes: M. J.-P. Plante formule les 4 demandes suivantes:

1- Que le Conseil porte une attention spéciale au bon entretien des terrains municipaux;

2- Que des mesures soient prises dans le secteur de la rue Cormier et du boulevard des Galeries pour détruire la vermine qui cause des dommages à son commerce et à d'autres citoyens;

3- Que la Ville de Drummondville accepte de paver l'entrée de son commerce qui mène à son stationnement;

4- Que la Ville statue par règlement pour interdire aux commerces ambulants et colporteurs itinérants de vendre des biens ou des objets au détriment des marchands locaux et ce à des périodes bien spécifiques comme Pâques, la Fête des Mères ou autres fêtes annuelles qui normalement devraient permettre aux marchands d'améliorer leur chiffre d'affaires.

Réponse: Son Honneur le Maire déclare que le Conseil prendra les mesures nécessaires pour satisfaire ses trois premières demandes dans les meilleurs délais. Quant au problème des colporteurs et des vendeurs itinérants, il n'est pas facile d'appliquer la réglementation actuelle mais le conseiller juridique sera chargé d'étudier cette question et de faire rapport au Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au mardi, 26 juin 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bernier
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
42
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 JUIN 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 26 juin 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRESENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Me Jacques Dionne, conseiller juridique et Laurent Bernier, greffier, assitent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire procède à la remise de certificats de citoyen émérite aux trois personnes suivantes:

M. Pierre Hamel (champion canadien de Racquetball, catégorie "C")

M. Gilles Lepage (Monsieur Culturiste d'Amérique du Nord 1984)

M. Louis Biron (5e prix au concours provincial de physique au niveau collégial).

Son Honneur le Maire félicite les trois récipiendaires et leur souhaite de poursuivre avec succès les activités dans lesquelles ils excellent. Il ajoute que les citoyens de Drummondville sont fiers de leurs performances respectives et que le Conseil suivra avec intérêt leur cheminement futur.

548/6/84

Le greffier donne lecture intégrale du procès-verbal de la séance spéciale tenue le 11 juin 1984 à 19 h 45.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

549/6/84

Le greffier commence la lecture du procès-verbal de la séance régulière tenue le 11 juin 1984.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 11 juin 1984, il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le greffier soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

43

INITIALES DU GREFFIER

Période d'information

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que lors de l'ouverture d'un registre permettant aux marchands concernés de se prononcer sur la création éventuelle de la Sidac "Alain Limoges" prévue par les règlements Nos 1609 et 1610; 64 personnes on demandé un référendum sur ce projet alors que le nombre minimum requis était de 47.

Les promoteurs de la création de cette Sidac ont manifesté l'intention de représenter au Conseil un autre projet d'une Sidac dans un territoire plus restreint où les marchands semblent plus favorables à ce projet.

Le dépôt de ce projet devant le Conseil sera précédé d'une période d'information à l'intention des marchands concernés.

Le conseiller J.-Bruno Smith souhaite que les marchands se regroupent pour étudier les avantages de la création d'une Sidac; qui peut compter sur l'appui du Conseil et qui n'a d'autres buts que ceux d'améliorer le centre-ville et de favoriser les activités commerciales.

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

550/6/84

VENTE DU LOT 124-257 - P.A.A.T. II (LA COULEE)

Soumissionnaire	Prix
. Les Fondations Wickham Inc. Denis St-Onge 923 rue St-Jean Wickham	12,92 $ le mètre car. Condition que la Ville cède une partie du lot 124-229 pour 1$ avec une servitude perpétuelle de non construction.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

Il est également résolu que les frais d'arpentage, de cadastre et autres frais relatifs à l'acquisition de partie du lot 124-229 soient à la charge de l'acquéreur.

ADOPTÉ

Choix des soumissionnaires concernant les soumissions ouvertes le 11 juin 1984.

551/6/84

ABROGÉE PAR RÉS. 780/9/84

CHARGEUR SUR ROUES 2,0 VERGES CUBES (TP-84-14)

Soumissionnaires	Cautionnement	Garantie	Montant
M.C. Equipement Inc.	6 400 $	1 an	63 620,30 $
Hewitt Equipement Ltée	11 000 $	3 ans	43 097,75 $

	M.C. Equipement	Hewitt Equipement
1) Chargeur sur roues 2 v.c.	91 489,00 $	106 418,00 $
2) Allocation pour échange	(18 000,00 $)	(12 000,00 $)
3) Coût d'entretien sur 10 000 h.	5 391,30 $	3 8[illegible]75 $
4) Prix de rachat garanti au bout de 10 000 heures ou 5 ans, selon le ler cas qui se présentera	(45 000,00 $)	(67 000,00 $)
5) Garantie totale du coût de réparation pour 10 000 heures ou 5 ans d'opération selon le ler cas qui se présentera, ne dépassant pas:	29 740,00 $	11 786,00 $
6) Coût total (montant total de la soumission)	63 620,30 $	43 097,75 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que la soumission présentée par la firme Hewitt Equipement au montant de 106 418,00 $ plus la taxe provinciale soit acceptée.

Le maire et le greffier, ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer une convention avec le fournisseur pour l'exécution dudit contrat.

ADOPTÉ

552/6/84

ABROGÉE PAR RÉS. 780/9/84

SOUFFLEUSE À NEIGE AMOVIBLE (TP-8416)

Soumissionnaires		Prix
. RICHARD PICHE INC. 184 Rte 138 Cap-Santé	. souffleuse neuve	80 425 $ + taxe provinciale
	. souffleuse ayant été utilisée moins de 30 heures	74 825 $ + taxe provinciale
. EQUIPEMENT INTERNATIONAL LTÉE 340 boul. Hymus Pointe-Claire		85 500 $ + taxe provinciale
. HEWITT EQUIPEMENT LTEE 5001 Transcanadienne Pointe-Claire		75 326 $ + taxe provinciale

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller et résolu que la soumission de Richard Piché Inc. soit acceptée au prix de 74 825 $ plus taxe provinciale.

Il est également résolu que la Ville de Drummondville achète de Richard Piché Inc. une chute extensible hydraulique requise à l'addenda No. 2 du cahier des charges, au prix de 6 425 $ plus la taxe provinciale, ce qui porte le total de cette dépense à 81 250 $.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

553/6/84 - Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. et le Comité d'Ecole Frédéric Tétreau demandent que des améliorations soient apportées au terrain de jeux du parc Frigon.

INITIALES DU MAIRE

45

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M.Edward St-Pierre, conseiller et résolu que cette demande soit transmise à M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires pour étude et considération.

ADOPTÉ

554/6/84 - M. Yves Tessier, membre du Club de baseball Royal Junior informe le Conseil qu'il a été invité l'été dernier à un programme de développement élite dans la région métropolitaine et que deux mois d'entraînement intense lui ont valu une invitation à participer au camp d'hiver des Expos à West Palm Beach en Floride.

Ses succès l'ont rendu éligible à faire partie de l'équipe canadienne 17-18 ans lors des Championnats mondiaux de baseball 1984 qui se tiendront à Kindersley en Saskatchewan du 1er au 30 juillet.

Il sollicite un appui financier qui lui permettrait d'assurer son transport et son séjour dans l'ouest.

Attendu que le Conseil a comme politique de ne pas accorder de subvention à des citoyens pour leurs besoins personnels;

Attendu cependant que M. Yves Tessier démontre qu'il possède des qualités d'athlète très spéciales qui peuvent lui ouvrir les portes sur une carrière très intéressante;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la demande de M. Yves Tessier soit référée à M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires qui pourra sans doute faire appel à un ou plusieurs commanditaires capables d'aider un jeune athlète doué de talent et d'ambition.

ADOPTÉ

555/6/84 - Le Club de Soccer Juvénile de Drummondville sollicite des travaux d'amélioration aux terrains de soccer de la Ville.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que cette demande soit transmise à M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires pour étude et recommandations.

ADOTPÉ

556/6/84 - Le Club "V.E.S.A. 40" Inc. (Vivre en Santé après 40 ans) demande une subvention au Conseil pour permettre la poursuite des cours de conditionnement physique présentement donnés aux personnes âgées de plus de 40 ans.

Attendu que la politique du Conseil est plus axée sur la fourniture de services municipaux que sur le versement de subventions;

Attendu que les Services récréatifs et communautaires municipaux sont capables d'accorder un appui au V.E.S.A. 40 Inc.;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller et résolu que cette demande soit transmise à M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires pour qu'il puisse informer le Club V.E.S.A. 40 Inc. du support municipal qui peut être consenti.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

46

INITIALES DU GREFFIER

557/6/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 9 juin au 20 juin 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 236 629,24 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

558/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que le Comité des Loisirs et des Activités Socio-culturelles de Saint-Pierre Inc. soit autorisé à:

- tenir le Festival de l'épi le 9 août 1984 ou le 10 août en cas de pluie;
- utiliser le parc et le chalet Guilbault;
- soumettre une demande auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec pour l'obtention d'un permis de vente de boisson alcoolique nécessaire pour la tenue de l'événement.

Cette autorisation est cependant conditionnelle au respect des politiques établies concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

559/6/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller et résolu que l'Atelier du Logement communautaire des Bois-Francs soit autorisé à:

- tenir une fête des coopératives d'habitation le 4 juillet 1984;
- utiliser le parc Bellevue;
- avoir accès aux services sanitaires de 14 à 20 heures.

Cette activité devra se tenir dans le respect des politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

560/6/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et résolu que l'Association des Marchands du Drummond Centre-Ville soit autorisée à:

- tenir une vente trottoir les 5, 6 et 7 juillet 1984;
- fermer la rue Hériot durant ces trois jours conformément aux directives du directeur du Service de la Sécurité publique;

Cette activité devra se tenir dans le respect des politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

561/6/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller et résolu que l'Eglise baptiste de la Foi soit autorisée à utiliser le parc Milette, le 8 juillet 1984 pour son pique-nique annuel.

Cette activité devra se tenir dans le respect des politiques établies par le Conseil concernant la tenue des fêtes populaires.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

47

INITIALES DU GREFFIER

562/6/84

Résolution de demande d'emprunt temporaire au montant de 499 000 $.

Lequel montant est égal au solde en capital qui sera non amorti, renouvelable pour un terme additionnel de 20 ans, lors de l'échéance du 15 octobre 1984, sur l'émission originale de 685 000 $, datée du 15 octobre 1974 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud.

ATTENDU QUE , lors de l'échéance ci-dessus indiquée, sur l'émission mentionnée ci-haut, le solde en capital non alors amorti sera renouvelable à ladite date, au moyen d'une nouvelle finance de renouvellement, pour la balance du terme autorisé;

ATTENDU QUE, pour faciliter le remboursement de ladite échéance, il y a lieu d'obtenir l'autorisation d'effectuer un emprunt temporaire pour une somme égale au montant du solde non amorti et renouvelable ci-haut indiqué;

IL EST PAR CONSÉQUENT
PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, conseiller
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, conseiller
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le préambule ci-dessus fasse partie intégrante de la présente.

QUE demande soit faite à la Commission municipale du Québec de bien vouloir autoriser la Ville de Drummondville à emprunter temporairement une somme de 499 000 $, ledit emprunt temporaire devant être remboursable à même le produit de la nouvelle finance de renouvellement de l'émission originale d'obligations de 685 000 $, datée du 15 octobre 1974.

ADOPTÉ

563/6/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller et résolu que les services professionnels des évaluateurs Mercure, Guilbault & Associés soient retenus pour la révision des rôles de valeurs foncières et locatives des immeubles situés dans le territoire de la Ville de Drummondville, pour fins d'imposition en 1985.

M. Roger Turcotte, c.a., trésorier de la Ville et directeur général adjoint aux services administratifs, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention avec Mercure, Guilbault & Associés pour les fins précitées.

ADOPTÉ

Le conseiller J.-Bruno Smith explique que le Conseil a pris la décision de procéder à la révision des rôles des valeurs foncières et locatives parce qu'une étude a démontré que depuis leur confection, les rôles de valeurs foncières et locatives qui représentaient près de 100% de la valeur réelle semblent correspondre présentement à environ 87%.

Pour des raisons de justice et d'équité, il y a lieu de procéder à des réajustements.

Les principales raisons sont:

- ne pas dévaluer les constructions neuves pour ramener leur valeur à 87%;
- réévaluer des bâtisses améliorées ou rénovées sans permis;

- percevoir le maximum des en-lieux de taxes payés par les gouvernements fédéral et provincial;
- réajuster les valeurs mobilières selon le marché de 1984 et ce pour toutes les catégories de bâtisses industrielles, résidentielles et commerciales.

Le Conseil Jean-Paul Généreux est d'accord avec le mandat confié aux évaluateurs, mais il souhaite que cette révision des rôles n'ait pas pour effet de pénaliser encore une fois les petits propriétaires de maisons unifamiliales.

L'expérience de la révision des rôles a toujours démontré que le petit propriétaire est souvent pénalisé par rapport à d'autres catégories. Lors de la confection du dernier rôle d'évaluation en 1980, il y a eu des augmentations supérieures de 18% et de 21% dans le secteur domiciliaire unifamilial par rapport aux autres catégories d'immeubles.

Si cette situation se répète encore cette année le conseiller Jean-Paul Généreux avise ses collègues qu'il protestera de toutes ses forces pour demander au gouvernement provincial de légiférer afin de donner aux municipalités des pouvoirs pour taxer les immeubles d'une façon plus équitable.

564/6/84

Attendu que le Club Les Voltigeurs de Drummondville doit supporter un déficit d'opération pour la saison 1983-1984;

Attendu que le Conseil de la Ville de Drummondville croit que les administrateurs du Club Les Voltigeurs de Drummondville seront capables à moyen terme d'éponger ce déficit;

Attendu que le Club Les Voltigeurs de Drummondville est un organisme qui contribue à la publicité de Drummondville;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville garantisse au Club Les Voltigeurs de Drummondville une subvention de 15 000 $ qui lui sera versée en janvier 1985 à même le budget d'opération de la Ville de Drummondville pour cette même année.

ADOPTÉ

565/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que les services professionnels du Laboratoire d'environnement S.M. Enr. soient retenus pour procéder à l'échantillonnage de l'eau de la rivière St-François.

M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population est, par la présente, autorisé à préciser ce mandat et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Laboratoire d'environnement S.M. Enr. pour les fins précitées.

ADOPTÉ

566/6/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu à l'unanimité que la Ville de Drummondville retienne les services du Laboratoire d'environnement S.M. Enr. pour le contrôle bactériologique et physico-chimique de l'eau potable, selon la tarification dans la correspondance du 1er juin 1984.

M. Michel Lesage, directeur général ajoint aux services à la population est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention avec Laboratoire d'environnement S.M. Enr. pour les fins précitées.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

567/6/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. soient autorisés à utiliser le chemin qui relie le stationnement du marché public à la rue Marcotte les jours où il n'y aura pas de marché et ce pour permettre la pratique du basketball.

ADOPTÉ

568/6/84

Son Honneur le Maire souligne le fait que le Congrès des Chefs de Police et Pompiers du Québec se tient présentement à Drummondville (24 au 28 juin 1984) et que ces assises regroupent plus de 400 participants.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu unanimement que:

- des remerciements soient adressés à l'Association des Chefs de Police et Pompiers du Québec pour avoir choisi Drummondville comme site de leur congrès en 1984;
- des félicitations soient offertes à M. Marcel Lefèbvre, directeur du Service de la sécurité publique de Drummondville et président de l'Association des Chefs de Police et Pompiers du Québec pour avoir obtenu la venue à Drummondville de visiteurs distingués;
- des voeux de succès soient offerts à l'Association des Chefs de Police et Pompiers du Québec dans la poursuite de ses objectifs.

ADOPTÉ

569/6/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que le Directeur du service de la planification soit autorisé à procéder à l'engagement d'un ou plusieurs entrepreneurs pour faire nettoyer, aux frais des propriétaires, certains terrains vacants (coupe d'herbe, de broussailles et/ou nettoyage de débris).

ADOPTÉ

Le conseiller Lindor Letendre déplore le fait que le Conseil doive prendre des mesures aussi drastiques pour forcer des propriétaires négligents à procéder à l'entretien de terrains vacants. Il déclare que l'an prochain le Conseil devra adopter un nouveau règlement concernant l'entretien des terrains vagues et contenant un calendrier d'exécution de façon à éviter que ce nettoyage s'effectue à la fin de l'été ou ne puisse se faire parce que la saison est trop froide.

Madame Francine Ruest-Jutras déclare que la Ville devra se hâter pour nettoyer les terrains dont elle est propriétaire afin de donner l'exemple aux citoyens.

570/6/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin soient retenus pour piqueter et cadastrer le terrain sur lequel était situé l'ancien entrepôt Valois et qui sera bientôt mis en vente pour fins résidentielles

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

50

INITIALES DU GREFFIER

571/6/84

Attendu que depuis la mise en oeuvre du programme Loginove, la Ville de Drummondville a épuisé toutes les sommes mises à sa disposition;

Attendu que pour satisfaire les demandes présentement en attente, la Ville de Drummondville aurait besoin d'une somme estimée à 900 000 $ pour la période du 1er juillet 1984 au 1er avril 1985;

Attendu que la restauration de bâtiments contribue à l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens;

Attendu que plusieurs citoyens sont prêts à contribuer monétairement à l'amélioration de leurs propriétés, mais qu'ils ont besoin des avantages fournis par Loginove pour réaliser ces travaux;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
appuyé par M. Denis Savoie, conseiller,
et unanimement résolu,

Que demande soit faite à l'Honorable Guy Tardif, ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, d'autoriser la Société d'Habitation du Québec à consentir à la Ville de Drummondville une somme additionnelle et 900 000 $ pour la restauration de logements dans son territoire.

ADOPTÉ

572/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller et résolu que demande soit faite au ministère de l'Environnement du Québec de fournir à la Ville de Drummondville les addendas qu'il y a lieu d'inclure dans la convention concernant le Collecteur St-François et l'usine régionale d'épuration.

ADOPTÉ

573/6/84

ABROGÉE PAR RÉS. 20/1/85

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville, conditionnellement à l'approbation du ministère de l'Environnement et de la Société Québécoise d'Assainissement des Eaux du Québec, confie à la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés, les travaux de génie relatifs à l'étape 2 du programme d'assainissement, c'est-à-dire l'intercepteur de la rivière St-François et l'usine d'épuration régionale.

ADOPTÉ

574/6/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, un protocole d'entente avec la Société d'Habitation du Québec concernant l'application du programme Equerre.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière explique le fonctionnement du programme Equerre, qui prévoit des subventions aux propriétaires pour fins de restauration. Ces subventions sont de 30% pour des travaux pouvant atteindre 10 000 $ et s'appliquent sur l'excédent du premier 1 000 $ de travaux.

INITIALES DU MAIRE

51

INITIALES DU GREFFIER

575/6/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente tripartite avec le Festival mondial de Folklore de Drummondville, la Commission Régionale St-François de Drummondville et la Ville de Drummondville, pour l'utilisation de services à la polyvalente Marie-Rivier durant le festival mondial de folklore de Drummondville en 1984.

ADOPTÉ

576/6/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et résolu que le procès-verbal de la séance régulière du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 juin 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

577/6/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller que l'inspecteur en bâtiments soit autorisé à émettre un permis de déménagement d'une bâtisse construite par les élèves de la polyvalente La Poudrière et qui sera relocalisée au 4557 boulevard Allard à St-Nicéphore.

ADOPTÉ

578/6/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1637 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CC-19 à même la totalité du secteur de zone CB-15 et une partie du secteur de zone RX-5 soit et est adopté.

ET qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement de l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

579/6/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, un protocole d'entente avec la Société de Développement économique de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

580/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville appuie le Réseau d'aide le Tremplin dans ses démarches entreprises auprès du CRSSS-04 pour obtenir un financement adéquat de nouveaux services et dans ses démarches faites dans les média locaux ainsi que dans les grands quotidiens de la région (La Tribune et le Nouvelliste).

ADOPTÉ

Le conseiller Edward St-Pierre explique que les administrateurs du Réseau d'aide le Tremplin font un travail admirable pour obtenir la mise en place à Drummondville de services communautaires d'information, d'entraide, d'hébergement et de réinsertion sociale et professionnelle pouvant venir en aide aux personnes aux prises avec de graves problèmes émotionnels.

581/6/84

ATTENDU QUE lors de l'assemblée générale du C.R.L.C.Q., les membres réunis ont demandé au C.R.L.C.Q. d'entreprendre une démarche pour faire abolir la remise de la taxe pour les commerces occasionnels exigée par le ministère du Revenu du Québec;

ATTENDU QUE les comités locaux de loisir et les divers organismes communautaires sont affectés par l'application de cette loi;

ATTENDU QUE les gens oeuvrant au sein de ces organismes sont en totalité des personnes bénévoles;

ATTENDU QUE la vente de repas, de boissons alcooliques et liqueurs douces représente une source d'autofinancement importante pour ces organismes à but non lucratif;

ATTENDU QUE les profits de ces ventes sont réinvestis dans le milieu pour répondre aux besoins de la communauté en terme d'activités sociales ou de loisir;

ATTENDU QUE les subventions versées par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche à ces organismes ne couvrent qu'une infime partie du budget pour l'organisation du loisir communautaire;

IL EST PROPOSÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

Le Conseil de la Ville de Drummondville appuie le C.R.L.C.Q. dans sa démarche visant à inciter le ministère du Revenu du Québec à abolir la remise de la taxe pour les commerces occasionnels et ce, dans le but d'éviter que soient pénalisées les organisations locales qui consacrent temps et énergie à l'autofinancement de leur organisme.

ADOPTÉ

582/6/84

Attendu que le Conseil, par sa résolution No. 841/11/83, suite à un appel d'offres, a accepté de vendre le lot 126-3-334 (P.A.A.T. II) du cadastre du Canton de Grantham à Madame Ginette Marchand;

Attendu que Mme Ginette Marchand se désiste de cette acquisition en faveur de M. Michel Gauthier et Mme Jacqueline Beausoleil;

Attendu que ces personnes acceptent les conditions contenues dans l'appel d'offres de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller et résolu que la résolution No. 841/11/83 soit modifiée pour remplacer le nom du soumissionnaire (Mme Ginette Marchand) par ceux de M. Michel Gauthier et Mme Jacqueline Beausoleil.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
53
INITIALES DU GREFFIER

583/6/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville accorde une subvention de 250 $ à Animatour dans le cadre du projet "Les Grandes Allées". Cette subvention sera utilisée pour restaurer un canot de 34 pieds de long qui servira à une randonnée sur le fleuve St-Laurent jusqu'à Québec et permettra à des jeunes de 15 à 18 ans de participer au grand rassemblement de canots qui aura lieu le 11 août 1984 à Québec dans le cadre des festivités de Québec 84.

ADOPTÉ

584/6/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt (No. 1639) n'excédant pas 40 000 $, représentant la contribution de la Ville de Drummondville, à l'agrandissement du pavillon Frank Gougeon situé dans le secteur de Drummondville-Ouest; ce chalet communautaire étant loué aux Loisirs de Drummondville-Ouest Inc par bail emphytéotique.

585/6/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller et résolu que le greffier soit dispensé de faire lecture dudit règlement No. 1639 lors de l'adoption, tous les membres du Conseil ayant déjà en main copie du règlement à être adopté.

ADOPTÉ

586/6/84

Lecture est donnée du règlement No. 1638 prévoyant un emprunt de 75 000 $ pour des améliorations au système informatique.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1638 et ce de 9 heures à 19 heures les 9 et 10 juillet 1984.

587/6/84

Il est proposé et unanimement résolu que des condoléances soient offertes à:

- M. W. Majella Croteau à l'occasion du décès de son beau-père, M. Emile Vézina;
- M. Marcel Savoie à l'occasion du décès de sa belle-mère, Mme Thérèse Thibeault;
- Mme Monique Guay et au Sgt Jacques Guay, à l'occasion du décès de la soeur (Mme Pierrette Parenteau Gariépy) et de la nièce (Marie-Pierre) de Mme Monique Guay.

ADOPTÉ

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

INITIALES DU MAIRE
54
INITIALES DU GREFFIER

Question 1: Pourquoi la Ville de Drummondville n'a-t-elle pas fourni aux marchands concernés par la formation de la Sidac "Alain Limoges" toutes les informations nécessaires pour pouvoir prendre une décision éclairée avant de demander un référendum sur les règlements Nos 1609 et 1610?

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith explique que la formation d'une Sidac repose sur la volonté des marchands et qu'il leur appartient, par le biais de leur association, de prendre des décisions et d'obtenir les informations concernant les avantages et les inconvénients qui peuvent découler de la mise sur pied d'une "Sidac".

Le rôle de la Ville se limite à l'acceptation de la formation d'une Sidac et par la suite la Ville se charge de la perception des argents qui sont remis au Conseil d'administration de ladite Sidac, le tout, conformément aux décisions prises par les marchands opérant dans les limites d'une Sidac légalement formée.

Dans le cas du projet de formation de la Sidac "Alain Limoges" les promoteurs semblent vouloir modifier les limites de cette Sidac et ils représenteront au Conseil un nouveau projet, pour un territoire plus restreint qui éliminera un ou des secteurs où les marchands préfèrent ne pas adhérer à cette formule. Encore là, il appartiendra aux promoteurs du projet de dispenser l'information aux personnes susceptibles d'adhérer à une Sidac.

Question 2: Attendu que la Ville de Drummondville a procédé à l'achat d'une nouvelle souffleuse à neige, les citoyens peuvent-ils s'attendre à un déblaiement de la neige plus efficace et plus rapide que l'an dernier?

Réponse: Il est difficile de répondre à cette question puisque personne ne peut à l'avance prédire le volume de neige qui tombera sur Drummondville l'hiver prochain et on ignore également le nombre et le rythme des chutes de neige. Il est certain qu'un nouvel équipement devrait améliorer la qualité du service donné aux citoyens.

Commentaires: M. Hervé Savoie félicite le Conseil pour avoir référé la demande monétaire de M. Yves Tessier au directeur des services récréatifs et communautaires.

Question 3: Le Conseil est-il tenu par la Loi de confier à des évaluateurs la révision des rôles de valeurs foncières et locatives pour fins d'imposition en 1985?

Si aucune Loi n'impose cette obligation, le R.C.D. va prendre toutes les mesures légales pour s'objecter à cette décision, parce qu'il ne faudrait pas que la révision des rôles débouche comme en 1980 sur des augmentations de taxes pour les petits propriétaires et des baisses pour les industries.

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith reprend les arguments qu'il a énoncés lors de l'adoption du mandat confié à la firme Mercure, Guilbault & Associés et apparaissant à l'item 17 de l'ordre du jour.

Il invoque l'évolution du marché, les en-lieux de taxes, les coûts de remplacements, les améliorations apportées aux bâtisses sans permis, etc.

Il termine en déclarant qu'après étude sommaire, la révision du rôle de valeurs foncières devrait augmenter d'environ 5 millions de $ la valeur des biens imposables à Drummondville et que les en-lieux de taxes seront vraisemblablement augmentés d'environ 150 000 $. La décision du Conseil s'inspire de l'équité qu'il faut conserver à l'égard de tous les contribuables.

Question 4: S'adressant à M. Jean-Paul Généreux, conseiller, M. Hervé Savoie s'interroge pourquoi il ne s'est pas objecté au mandat confié aux évaluateurs Mercure, Guilbault & Associés, alors qu'il connait les réactions légitimes des citoyens lors de la confection d'un nouveau rôle en 1982.

Réponse: Le conseiller Jean-Paul Généreux déclare qu'après avoir été réélu conseiller municipal pour un quatrième terme consécutif, il n'a pas de comptes à rendre à un citoyen qui, lui, a essuyé deux échecs lors d'élections municipales. Il conclut en disant que lors du dépôt du rôle révisé, il formulera ses commentaires s'il n'est pas satisfait des résultats.

Question 5: A quel moment doit-on procéder à la révision d'un rôle d'évaluation?

Réponse: 1) M. J.-Bruno Smith déclare que le Conseil doit autoriser cette révision lorsqu'il est constaté que le rôle ne correspond pas à la valeur réelle des immeubles.

2) Mme Francine Ruest-Jutras déclare que cette révision est nécessaire selon la Loi lorsque le pourcentage de la valeur réelle atteint un seuil de 75%.

3) Son Honneur le Maire informe M. Hervé Savoie qu'une réponse plus détaillée lui sera fournie par écrit lors de la séance du 9 juillet 1984.

Question 6: La subvention de 15 000 $ promise au Club Les Voltigeurs sera-t-elle prise à même le surplus d'opération de l'année 1984 ou sur le budget de l'année 1985?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que cette somme sera prise à même le budget 1985 et que cette décision relève du Conseil. Ce dernier a évalué que le Club Les Voltigeurs mérite un appui financier de la Ville et que la qualité des administrateurs du Club Les Voltigeurs a également été considérée.

Question 7: Pourquoi la Ville procède-t-elle au piquetage et au cadastre du terrain "Valois"?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière explique que ce terrain (ancien site de l'entrepôt Valois) est vacant, qu'il est coûteux à entretenir et que la Ville a l'intention de le mettre en vente. Pour ce faire, il y a lieu d'établir les bornes officielles de ce terrain et de le diviser parce qu'il est trop grand pour être construit par un seul propriétaire étant donné que seule la construction unifamiliale est permise dans ce secteur.

Question 8: Serait-il possible d'avoir des explications sur le Programme "Equerre"?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière explique que ce programme permet à un propriétaire d'obtenir 30% de subvention sur une dépense maximum de 10 000 $ de restauration d'un logement. Le premier 1 000 $ de dépenses n'est pas subventionnable.

Question 9: Le Conseil a-t-il pris une décision concernant le choix des futurs sites de développement domiciliaire?

Réponse: Le conseiller Denis Savoie répond que 3 ou 4 projets sont présentement à l'étude, qu'aucune décision définitive n'a été prise et que le Conseil respectera en autant que possible l'engagement pris par le Conseil précédent de respecter la norme 1/3, 2/3 concernant le développement futur dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud et de l'ex-Cité de Drummondville.

Question 10: Pourquoi le Conseil appuie-t-il le Réseau d'aide le Tremplin?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que la Ville n'a pris aucun engagement financier mais qu'il donne son appui à un organisme qui débute et qui poursuit des objectifs humanitaires louables.

Commentaires: Se référant à l'item 35 de l'ordre du jour, M. Hervé Savoie estime que lorsqu'il constate que le ministère du Revenu s'apprête à exiger la remise de la taxe pour les commerces occasionnels, il en déduit que le gouvernement provincial a épuisé tous ses moyens d'augmenter ses revenus. Cet exemple devrait inciter le Conseil a être prudent au chapitre des dépenses parce que tôt ou tard, il devra trouver d'autres moyens de taxation que ceux déjà présentement utilisés.

Question 11: Quelle sera l'économie réalisée par une dépense de 70 000 $ pour améliorer le système informatique de la Ville?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que cette dépense n'a pas pour but de réaliser une économie à court terme. Les améliorations apportées au système informatique feront d'abord l'objet d'une étude et les améliorations souhaitées sont d'apporter une meilleure assistance aux différents services municipaux, à l'administration générale de la Ville et de doter certains services municipaux d'équipements plus efficaces pour l'organisation municipale.

A long terme, on peut présumer que cette réorganisation du service informatique devrait s'avérer un excellent placement.

Félicitations:

M. Hervé Savoie félicite tous les membres du Comité qui ont travaillé à la préparation du document présenté à la Société des Jeux du Québec pour l'obtention des Jeux d'été 1987.

Commentaires: M. Hervé Savoie, à titre de président du R.C.D., déclare que tous les membres qu'il représente s'objecteront à toute subvention donnée aux Résidences St-Frédéric Inc. pour réaliser l'aménagement paysager de leur nouvel édifice.

Question 12: Est-il possible d'avoir le détail d'un compte apparaissant sur la liste de mai 1984 concernant le congrès des gérants municipaux? La délégation de la Ville était-elle de une ou vingt personnes?

Réponse: Les renseignements seront fournis le jour de la séance du 9 juillet 1984.

Question 13: Question adressée au conseiller Gilles St-Martin.

La Ville a-t-elle payé ou entend-elle payer une réclamation 75 $ faite par M. Jacques Dion pour ses chaussures?

Réponse: M. Gilles St-Martin déclare que la Ville n'a pas payé et ne paiera pas à moins d'y être obligée par un jugement de la Cour.

Question 14: Les policiers peuvent-ils intervenir pour sévir contre les motards qui troublent la tranquilité des citoyens avec des véhicules trop bruyants et qui circulent à des vitesses exagérées?

Réponse: Les policiers exercent une surveillance constante, mais le Conseil a étudié une suggestion faite par un conseiller à l'effet d'augmenter le nombre des policiers temporaires durant la saison estivale. Le Conseil devra cependant négocier une entente avec l'U.P.D.I. avant d'utiliser cette formule.

Le conseiller Robert Lafrenière invite les citoyens à collaborer avec les policiers en appelant au moment où des motards agissent de façon à troubler la tranquilité dans un secteur. Les surveillants de quartiers bénévoles seront invités à collaborer pour combattre la pollution par le brui

Question 15: Est-ce que le Conseil va prendre les mesures nécessaires pour faire démolir ou restaurer certaines maisons du bas de la Ville qui ont été avariées par des incendies?

Réponse: Le conseiller Denis Savoie déclare que les propriétaires de ces maisons ont des projets de restauration pour ces bâtiments et que le Conseil se préoccupe de ce problème.

Question 16: Récemment un édifice commercial a été érigé sur la rue Hério dans le bas de la Ville. Est-ce que cette bâtisse est à l'épreuve des incendies?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière déclare que ce bâtiment a ét érigé conformément aux règlements municipaux.

Question 17: Le Conseil peut-il justifier le versement d'une somme de 18 000 $ représentant le premier versement ou 50% donné au Club de Golf et Curling de Drummondville Inc.?

Réponse: Son Honneur le Maire et Mme Francine Ruest-Jutras expliquent que la Ville a négocié une entente avec le Club de Golf et Curling de Drummondville Inc. pour défrayer le coût d'une clôture en échange d'une lisière de terrain longeant le Chemin du Golf, de façon à faciliter le déblaiement de la neige. Cette dépense a été très sérieusement analysée et après étude le Conseil a jugé qu'il était rentable de négocier cette entente. Une nouvelle clôture contribuera également à améliorer l'esthétique le long du Chemin du Golf

Le Club de Golf et Curling de Drummondville Inc. s'est également engagé à procéder à la plantation d'arbres pour protéger les résidences situées du côté ouest du Chemin du Golf.

Question 18: La Ville a payé récemment une facture de 6 500 $ pour des pantalons de policiers. Ce montant n'est-il pas exagéré et le nombre de pantalons fournis aux policiers n'est-il pas trop élevé?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière indique que la fourniture de pantalons ou de vêtements aux policiers est prévue à la convention collective. Cette question pourra être débattue au moment du renouvellement de cette convention avec tout le sérieux qu'elle nécessite.

Intervenant: M. Jean-Louis Robitaille, 51 rue Pépin, Drummondville.

Question: Pourquoi le Comité d'urbanisme s'oppose-t-il à une modification du règlement de zonage sur la rue St-Pierre, qui permettrait la construction multifamiliale dans le secteur qui fait face au cimetière?

Réponse: Le conseiller Denis Savoie explique que le Comité consultatif d'urbanisme est composé de bénévoles qui se veulent très objectifs dans leurs recommandations et tiennent compte des règles qui régissent l'urbanisme dans leurs décisions.

Les conseillers Denis Savoie et Robert Lafrenière invitent M. Jean-Louis Robitaille à les rencontrer après la séance pour discuter de cette question.

Son Honneur le Maire remercie et félicite le Comité chargé de présenter un dossier à La Société des Jeux du Québec pour l'obtention des Jeux d'été 1987.

Il souligne l'excellent travail du président de ce Comité, M. René Martel, des représentants de la Commission Régionale St-François, de la Commission Scolaire de Drummondville et du Cegep, sans oublier plusieurs officiers municipaux et une centaine de bénévoles qui ont consacré beaucoup de temps et d'efforts pour préparer un excellent dossier.

Il est décevant pour ce Comité de subir un échec et d'arriver deuxième dans un concours entre quatre municipalités et de perdre avec quelques dixièmes de points. Il faut cependant accepter sereinement la décision de La Société des Jeux du Québec et féliciter la Ville de Val d'Or pour son succès.

588/6/84

Il est unanimement résolu que le Comité chargé de la préparation du dossier présenté à La Société des Jeux du Québec soit félicité pour son excellent travail et que le Maire de la Ville de Val d'Or et son Conseil soient également félicités pour avoir obtenu les Jeux d'été 1987.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 9 juillet 1984, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bernier
Greffier.

Serge Gérard
Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M.
59
INITIALES DU GREFFIER L.B.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 JUILLET 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 9 juillet 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Denis Savoie, Edward St-Pierre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Me Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

589/7/84

Le greffier commence la lecture du procès-verbal de la séance régulière tenue le 26 juin 1984.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 26 juin 1984, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que le greffier soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

589/7/84-A

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Période d'information par Son Honneur le Maire

OBJET: La sécurité aux activités du Festival mondial de Folklore

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte qui, sans dévoiler tous les aspects opérationnels des mesures de sécurité prises pour assurer le bon fonctionnement du Festival, donne le nombre des effectifs disponibles. Ce document est annexé au présent procès-verbal comme annexe "A" pour en faire partie intégrante.

Son Honneur le Maire estime que les informations données devraient suffire à apaiser toutes les inquiétudes transmises par certains média d'information au cours des derniers jours.

INITIALES DU MAIRE

60

INITIALES DU GREFFIER

590/7/84

Attendu qu'après évaluation des soumissions reçues pour la location de deux mini-tracteurs articulés, il s'avère que les déboursés seraient trop élevés;

Attendu que le prix de rachat de ces mini-tracteurs ne tient pas ou peu compte du prix payé pour leur location;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller,
appuyé par M. Denis Savoie, conseiller,
et résolu que:

1- la seule soumission conforme soit celle présentée par Agri-Tech Inc., soit refusée;

2- le directeur des Travaux publics soit autorisé à préparer un devis pour l'achat en 1984 et payable en janvier 1985, d'un mini-tracteur articulé, équipé d'une charrue avant, d'une souffleuse, d'un balai pour trottoir, d'un réservoir pompe pour l'application d'herbicides et d'une tondeuse.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

591/7/84

1- PROJET: AÉROPORT MUNICIPAL - AMÉNAGEMENT AIRE DE SERVICE

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	497 578,07 $
. SINTRA INC. 911 rue St-Mathieu Notre-Dame du Bon-Conseil Comté Drummond.	459 724,00 $

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la soumission de Sintra Inc. soit retenue à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

592/7/84

2- VENTE DES LOTS 126-3-322, 126-3-306, 126-3-317 - CADASTRE CANTON DE GRANTHAM (P.A.A.T. II)

Soumissionnaire	Prix
. LA SOCIÉTE BUGÈRE INC. 228 Hériot Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

61

INITIALES DU GREFFIER

593/7/84
3- VENTE DU LOT 126-3-351 DU CADASTRE DU CANTON DE GRANTHAM - (P.A.A.T. II)

Soumissionnaire	Prix
. CONSTRUCTION J.C. GUÊVREMONT INC. 100 rue Comtois Drummondville	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que cette soumission soit acceptée, à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Benoit Michaud, directeur de la fabrication de la compagni Bérol Inc. remercie le Conseil pour avoir fait paver la rue Janelle.

594/7/84 - Attendu que le Club Optimiste St-Simon de Drummondville Inc., dans une lettre datée du 28 juin 1984, certifie qu'il parraine le projet de vente de chocolat présenté à la Ville le 11 juin 1984 par M. Christian Boucher;

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller et résolu que M. Christia Boucher et un groupe d'étudiants soient autorisés à procéder à la vente itinérante de chocolat dans le territoire de la Ville organisée par la Compagnie Les Distributions Lamontagne Inc. de concert avec les Centres d'Emploi canadiens pour étudiants.

ADOPTÉ

595/7/84 - Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la Maison des Femmes de Drummondville soit autorisée à tenir une vente de livres usagés le 11 juillet 1984, de 9h00 à 21h00 et ce, à son siège social situé au 211 rue Dorion.

La tenue d'une autre vente prévue pour l'automne 1984 devra cependant être préalablement autorisée par le Conseil.

ADOPTÉ

- Le Ministre des Affaires municipales, M. Alain Marcoux, le président de l'Union des Municipalités, M. Jean Corbeil et le président de l'Union des Municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec, M. André Asselin, informent le Conseil qu'ils ont signé un concordat concernant le financement par le gouvernement fédéral de projets relevan de la compétence des municipalités.

Le greffier accusera réception de cette lettre au nom du Conseil.

INITIALES DU MAIRE

62

INITIALES DU GREFFIER

596/7/84 - L'Assemblée Evêque Lafortune, quatrième degré des Chevaliers de Colomb, qui sera l'hôte de l'Installation des Officiers des quatre (4) Assemblées du district no. 4, le 22 septembre 1984, demande au Conseil de défrayer le coût d'un cocktail qui sera offert au Manoir Drummond.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville défraie le coût de ce cocktail pour un montant de 2,50 $ par participant, soit 500 $.

ADOPTÉ

- MM. Roger Dubois et Michel Equilbec, promoteurs d'un projet d'établissement d'un complexe hôtelier et centre de congrès intégré, sollicitent une rencontre avec le Conseil.

Son Honneur le Maire déclare que ces promoteurs demandent par écrit une rencontre avec le Conseil pour la première fois. Dès réception de cette lettre MM. Roger Dubois et Michel Equilbec ont été invités à rencontrer le Conseil aujourd'hui même. Vu l'impossibilité pour M. Roger Dubois d'être présent, cette rencontre a été fixée au 23 juillet 1984.

- Le Club Optimiste Drummondville Inc. remercie les autorités de la Ville et les employés municipaux qui ont contribué au succès de l'activité "Boîtes à savon" qui s'est tenue le 3 juin 1984 dans la côte Corriveau.

Le conseiller Edward St-Pierre demande que le greffier écrive une lettre de félicitations au Club Optimiste Drummondville Inc. pour avoir organisé avec succès une course de "Boîtes à savon" à l'intention des jeunes le 3 juin 1984.

- Le Conseil prend connaissance de la première des sept lettres signées par M. Gérard Fréchette, résident de St-Majorique et qui traitent toutes des mêmes sujets:

  - formation académique et professionnelle du signataire;
  - intérêt pour la Ville de Drummondville d'avoir son propre urbaniste;
  - site d'une future gare intermodale;
  - centre de congrès;
  - etc.

Son Honneur le Maire explique que M. Gérard Fréchette achemine à l'Hôtel de Ville une lettre similaire presque à tous les jours depuis le 26 juin. Le Conseil ne siège qu'à tous les 15 jours et ne peut répondre à toutes les lettres dès leur réception. Les arguments et suggestions de M. Fréchette seront retenus pour considération.

- M. E. Hendrickx, bourgmestre de Braine-l'Alleud, remercie Son Honneur le Maire et les autorités municipales pour l'accueil chaleureux accordé récemment aux Brainois M. l'Echevin Chamart, MM. les conseillers Boulengier et Senterre ainsi que tous ceux qui ont eu le bonheur d'accompagner les "Clap Sabots".

Son Honneur le Maire souligne que lors du passage des personnalités Brainoises une Charte de l'amitié a été complétée et que la Ville de Drummondville s'est efforcée d'accueillir la délégation belge avec chaleur et fraternité.

Il demande à M. Jean-Paul Généreux, conseiller et Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, qui se sont spécialement occupés des distingués visiteurs, de formuler leurs commentaires.

Le conseiller Jean-Paul Généreux déclare qu'il a été heureux de contribuer à l'accueil des visiteurs de Belgique et que ces derniers garderont sûrement un excellent souvenir de leur séjour à Drummondville et des visites qu'ils ont effectuées dans la région.

Mme Francine Ruest-Jutras explique que cette visite n'était pas que protocolaire.

M. Chamart, délégué de la culture, s'est montré fort intéress par des échanges de groupes, de chorales, de livres des bibliothèques de Braine-l'Alleud et de Drummondville.
Il y aura sûrement un suivi profitable de cette visite et de la signature de la Charte de l'Amitié qui ont rapproché les deux villes sur le plan de la culture et des échanges.

Il est résolu qu'une lettre d'appréciation soit adressée à M. E. Hendrickx par son Honneur le Maire.

597/7/84 - Madame Danielle Hébert, éducatrice sollicite la permission de tenir un lave-auto les 14, 15 et 16 juillet au Pavillon Mercure pour permettre aux jeunes adolescentes de contribuer financièrement à leur programmation d'été.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que la tenue de ce lave-auto soit autorisée.

ADOPTÉ

598/7/84 - Le greffier informe le Conseil qu'une lettre signée par M. P.E. Gallant et Madame Jeannette Gallant et reçue au cours de l'après-midi sera transmise au Comité de circulation pour étude. Le contenu de cette lettre concerne l'existence d'un sens unique sur la 8e Avenue.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que cette lettre soit remise au Comité de circulation pour étude.

ADOPTÉ

599/7/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 23 juin au 9 juillet 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 732 194,25 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

600/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et résolu que M. Michel Binet, directeur du service de la planification soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, une entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond, concernant le projet "Plan et réglementation d'urbanisme" (P.P.U. Nasquategua).

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
64
INITIALES DU GREFFIER

601/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer un acte de quittance en faveur de Dubeau & Lapointe Ltée concernant l'achat des lots 143-126 et Partie du lot 143 du Cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

602/7/83

Attendu que le Conseil, par sa résolution No. 318/4/84, suite à un appel d'offres, a accepté de vendre les lots 126-3-347 et 126-3-348 du cadastre du Canton de Grantham à Société Bugère Inc.;

Attendu que par une lettre datée du 12 juin 1984, Société Bugère Inc. se désiste en faveur de M. Richard Perreault et Dame Michèle Lemay;

Attendu que ces personnes acceptent les conditions contenues dans l'appel d'offres de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la résolution No. 318/4/84 soit modifiée pour remplacer le nom du soumissionnaire (Société Bugère Inc.) par ceux de M. Richard Perreault et Dame Michèle Lemay.

ADOPTÉ

PALAIS DES RASSEMBLEMENTS:

- Son Honneur le Maire donne lecture de la page 29 d'un document préparé par Daniel Arbour et Associés Inc. intitulé "Palais des rassemblements - Etude de rentabilité et d'impact économique."

Texte intégral ici reproduit:

"Conclusions:

En guise de conclusion, nous rappellerons les faits saillants de cette brève étude de rentabilité et d'impact socio-économique de l'implantation d'un Palais des rassemblements à Drummondville:

- Drummondville est un lieu privilégié pour tenir des rassemblements puisqu'il permet de réaliser certaines économies dans les coûts de transport.
- Le budget d'opérations que nous avons établi fixe à près de 65 000 $ le déficit annuel que devra absorber la Ville pour le maintien du Palais.
- Ce déficit annuel correspond à des revenus qui devraient dépasser les 160 000 $ à compter de la troisième année d'opération.
- Les frais fixes annuels s'élèvent à près de 100 000 $.
- Le personnel permanent requis pour administrer le Palais sera composé d'un directeur et d'une secrétaire dont la fonction principale devrait être la promotion du Palais.
- La gestion de routine (comptabilité, etc.) serait assurée par le bureau du tourisme de la Ville ou le Centre culturel.
- Les retombées économiques reliées aux visites des participants s'élèveraient à plus de 6,5 millions de dollars, ce qui permettrait de générer 131 personnes-années dans la région de Drummondville."

- Madame Francine Ruest-Jutras, conseillère, après avoir demandé la permission à Son Honneur le Maire, formule les commentaires suivants:

"Le Conseil n'a pas encore étudié en profondeur le dossier préparé par Daniel Arbour et Associés Inc.

Les objectifs du Conseil concernant la construction d'un Palais des Rassemblements sont:

1- favoriser la venue à Drummondville d'un plus grand nombre de congressistes;

2- de garder ces personnes plus longtemps à Drummondville que présentement."

*

Considérations:

- Le rapport précise que l'absence de services d'hôtellerie ne favorise pas un séjour prolongé des visiteurs. On ne trouve que 500 chambres disponibles dans Drummondvill et la région immédiate.
- Le taux d'occupation des chambres disponibles en 1984 est (selon le rapport) de 72%.
- Le rapport est pessimiste concernant la possibilité d'attirer et d'accomoder plus de congressistes.
- Le rapport ignore l'aménagement du Centre d'Enchères récemment construit. Il faut connaître la raison de cette lacune ou de cet oubli, puisque le C.E.E.P.A.S. est susceptible d'attirer un grand nombre de visiteurs lors des expositions agricoles et commerciales.
- Si un éventuel Palais des Congrès ne peut attirer des groupes supérieurs à 200 ou 300 personnes, la Ville ne vient-elle pas en concurrence avec les propriétaires de services d'hôtellerie existants?
- Le rapport prévoit 5 à 10 rassemblements de 200 à 300 personnes pour une durée de 3 jours;
- Les activités sociales prévisibles annuellement varient entre 50 et 75.
- Les effets d'entraînement mentionnés aux pages 24 et 25 ne semblent pas très convaincants.
- Les coûts de sous-traitance (page 19) et les coûts fixes (page 21) mériteraient d'être expliqués.

- Son Honneur le Maire demande à Mme Francine Ruest-Jutras si elle doute de la compétence et du professionnalisme de la firme Daniel Arbour et Associés Inc. qui a préparé un rapport de rentabilité et d'impact sur le Palais des Rassemblements.

- Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle ne doute pas de la compétence et c'est justement parce que le rapport a été préparé par une firme professionnelle qu'il y a lieu de s'interroger sur le contenu par rapport aux objectifs du Conseil et les paramètres dont il devra tenir compte.

- Le conseiller J.-Bruno Smith estime que ce rapport oublie de mentionner certains aspects positifs tels:

- L'aménagement sans frais pour la Ville de 250 places de stationnement.
- L'aménagement de bureaux pour le Bureau du Tourisme et des Congrès, ainsi que pour la Société de Développement Economique de Drummondville.
- La construction d'un nouvel équipement pouvant augmenter la clientèle provinciale.

* "Or la clientèle et les activités concernées par le rapport sont loin de démontrer que ces objectifs seront atteints."
(réf: rés. 630/7/84)

D'autre part, le rapport fait mention des retombées économiques de 6,5 millions de $ annuellement et de la création de 131 emplois.

Lorsque le Conseil aura rencontré les promoteurs MM. Roger Dubois et Michel Equilbec, il pourra analyser le rapport de Daniel Arbour et Associés et prendre une décision rationnelle concernant la poursuite ou l'abandon du dossier du Palais des Rassemblements.

- Le conseiller Robert Lafrenière déclare que le rapport Lavalin est peut-être bouleversant, mais il sera utile à une profonde réflexion et une prise de décision.

- Le conseiller Jean-Marie Boisvert déclare qu'un Palais des Rassemblements est un équipement majeur pour une ville qui se veut dynamique et progressive. Les équipements communautaires sont tous déficitaires et il s'agit de s'entendre sur l'ampleur d'un déficit acceptable.

Il donne comme exemple le Festival mondial de Folklore qui coûte au moins 80 000 $ à la Ville, mais qui, d'autre part, contribue à des retours fort appréciés dans l'économie locale.

- Le conseiller Edward St-Pierre préfère rencontrer MM. Roger Dubois et Michel Equilbec, avant de se prononcer sur le dossier du Palais des Rassemblements.

- Madame Francine Ruest-Jutras, dans une dernière intervention, déclare qu'elle n'a d'autres objectifs que de collaborer avec ses collègues pour que le Conseil prenne la meilleure décision.

HORAIRE D'ÉTE - CENTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE CÔME ST-GERMAIN

Madame Francine Ruest-Jutras, conseillère, rend public l'horaire d'été du Centre d'information documentaire Côme St-Germain qui sera en vigueur durant les mois de juillet et août 1984.

HORAIRE: 12h00 à 18h00 les jeudis et mardis
12h00 à 21h00 les mercredis et vendredis.

Mme Francine Ruest-Jutras explique que cet horaire est assez restreint, mais qu'il n'est pas possible de le prolonger à cause d'un manque de personnel et de la prise de vacances par les employés du Centre d'Information documentaire Côme St-Germain. Après vérification auprès d'autres villes, il s'avère qu'un peu partout en province, on doive s'accommoder d'un horaire réduit à cette période de l'année.

603/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que M. Jean-Paul Généreux soit nommé maire suppléant pour une période de 4 mois (9 juillet au 9 novembre 1984) en remplacement de M. Robert Lafrenière, dont le terme d'office est expiré.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire félicite et remercie le conseiller Robert Lafrenière pour la disponibilité, l'empressement et le brio dont il a fait preuve au cours de son mandat.

Le conseiller Robert Lafrenière déclare que c'est avec beaucoup de plaisir qu'il s'est prêté à remplir cette fonction et que cette tâche a été agréable et intéressante.

Le conseiller Jean-Paul Généreux accepte avec plaisir le mandat qui lui est confié et déclare qu'il s'efforcera de seconder Son Honneur le Maire aussi souvent que nécessaire.

INITIALES DU MAIRE

67

INITIALES DU GREFFIER

604/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville permette au projet "Environnement 2000" parrainé par la Chambre de Commerce du Comté de Drummond, d'utiliser sans frais le dépotoir de la Ville pour le dépôt des matériaux récupérés lors des travaux de nettoyage des berges de la rivière St-François.

Il est unanimement résolu que des félicitations soient transmises au Comité d'Assainissement du bassin de la rivière St-François pour avoir obtenu un projet qui permettra sans doute avec le concours des riverains d'améliorer l'état de propreté des berges de la rivière St-François à partir de St-Nicéphore jusqu'à Notre-Dame de Pierreville.

ADOPTÉ

605/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, soit délégué au congrès de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec, qui se tiendra à Trois-Rivières du 16 au 19 septembre 1984.

ADOPTÉ

606/7/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que M. Edward St-Pierre, conseiller et M. André Paquet, directeur des services récréatifs et communautaires soient délégués par la Ville de Drummondville pour siéger au Conseil d'administration de la Cité des Loisirs.

ADOPTÉ

607/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller et résolu que le rapport du Comité de circulation rédigé le 20 juin 1984 par M. Gérard Lapierre, directeur du service des travaux publics, soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

608/7/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'enlèvement de la zone de stationnement interdit sur l'avenue des Tilleuls, côté nord-ouest, à proximité du restaurant Steak House 500.

ADOPTÉ

609/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement limité à 10 minutes du côté nord de la rue Lowring, face à l'Epicerie Lowring.

ADOPTÉ

610/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que le Service des travaux publics procède au rétablissement de la signalisation normale du secteur compris dans le quadrilatère des rues St-Damase et St-Frédéric de la 22e Avenue et du boulevard Lemire.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

68

INITIALES DU GREFFIER

611/7/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller et résolu que M. Jean-Paul Généreux, conseiller soit nommé substitut de M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, pour représenter la Ville de Drummondville à la Régie Intermunicipale de (Déchets) Drummond Inc.

ADOPTÉ

612/7/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que les services professionnels de Me Gilles Gagnon soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans une cause portée devant le Bureau de Révision de l'Evaluation foncière du Québec par General Manufacturing Ltée. (Désistement de Me Guy Lahaie).

ADOPTÉ

613/7/84

Attendu que dans le processus de la disposition des biens excédentaires de la Direction générale de l'Enseignement, la Ville de Drummondville pourrait demander de se porter acquéreur des modules du CEGEP;

Attendu que les coûts de restauration et d'entretien de ces modules apparaissent trop onéreux;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville se désiste de son droit d'acquisition et que les autorités du CEGEP soient informées que la Ville de Drummondville n'a pas l'intention d'acquérir les modules ou partie des modules composant l'ancien CEGEP situé au 405 Des Ecoles.

ADOPTÉ

614/7/84

Attendu que La Société d'Agriculture du district de Drummond poursuit des démarches en vue d'obtenir une subvention du gouvernement fédéral pour la construction d'une nouvelle bâtisse sur le terrain de l'exposition.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de La Société d'Agriculture du district de Drummond et qu'elle autorise cette dernière à construire une nouvelle bâtisse sur le terrain de l'exposition à condition cependant que cette bâtisse soit jugée acceptable par le Conseil sur le plan structure, architecture et esthétique par rapport à l'environnement du secteur domiciliaire adjacent au terrain de l'exposition.

ADOPTÉ

615/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et M. Jean-Marie Boisvert, conseiller soient délégués au congrès de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec Inc. qui se tiendra à Québec du 25 au 27 octobre 1984.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

69

INITIALES DU GREFFIER

616/7/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'acte de vente de l'école St-Philippe à la Coopérative d'Habitation du Raccourci, lequel acte de vente a été rédigé par Me Jacques Lafond, notaire.

ADOPTÉ

617/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller et résolu que le procès-verbal de l'assemblée du Comité consultatif d'urbanisme, tenue le 4 juillet 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

618/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère et résolu que demande soit faite à M. René Paquin, chef de district, ministère des Transports du Québec pour que la Ville de Drummondville soit déléguée comme maître d'oeuvre dans la réalisation des travaux de réfection du pont de la rivière Noire, chemin du Golf, lesdits travaux étant subventionnés par le ministère des Transports du Québec pour un montant de 25 000 $.

ADOPTÉ

619/7/84

ABROGÉE PAR RÉS. 169/2/85

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller et résolu que demande soit faite à l'Hydro-Québec de déplacer une servitude électrique sur les lots 124-201 et 124-202 du cadastre du Canton de Grantham (secteur P.A.A.T.III)

M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la demande précitée.

ADOPTÉ

620/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller et résolu que Mme Yolande Allard-Paquin, membre du Comité consultatif d'urbanisme et M. Laurent Bernier, greffier et secrétaire du comité de toponymie, soient délégués au Congrès international sur la toponymie française de l'Amérique du Nord, qui se tiendra à Québec du 11 au 15 juillet 1984.

ADOPTÉ

621/7/84

Lecture est donnée du règlement No. 1633 établissant des dispositions spéciales concernant les raccordements de services d'égouts et d'aqueduc et la construction ou de déplacement d'équipements municipaux

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller et résolu que ce règlement soit et est adopté.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie explique que les coûts décrétés par ce règlement pour les raccordements de services ont été basés sur les coûts en vigueur dans des villes comparables à Drummondville.

INITIALES DU MAIRE B.M.
70
INITIALES DU GREFFIER

622/7/84

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1639 a été donné le 26 juin 1984 (réf: rés. No. 584/6/84);

ATTENDU QUE dispense de la lecture de ce règlement a été prévue par la résolution No. 585/6/84;

Après un bref résumé du règlement No. 1639 décrétant un emprunt de 40 000 $ et une subvention pour ce montant aux Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. comme contribution de la Ville à l'agrandissement du Pavillon Frank Gougeon;

IL EST PROPOSÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE LE RÈGELMENT NO. 1639 SOIT ADOPTÉ.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1639 et ce de 9 heures à 19 heures les 23 et 24 juillest 1984.

623/7/84

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement relatif à l'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques.

Le conseiller Edward St-Pierre déclare que certains marchands ont déjà prévu l'adoption de ce règlement par le Conseil et ont déjà pris des mesures pour modifier leurs étalages de façon à les rendre plus discrets.

624/7/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux, donne avis de motion d'un règlement concernant les salles d'amusements et arcades électroniques.

625/7/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement No. 1637 amendant le règlement de zonage No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CC-19 à même la totalité du secteur de zone CB-15 et une partie du secteur de zone RX-5.

Ce règlement modifie le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à permettre l'aménagement d'activités commerciales dont le rayon d'action peut s'étendre sur l'ensemble de la municipalité et au delà dans le secteur localisé en bordure de l'autoroute 20, du côté sud du boulevard St-Joseph.

626/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lavrenière, conseiller et résolu que le greffier soit dispensé de faire lecture dudit règlement No. 1637 lors de l'adoption, tous les membres du Conseil ayant déjà en main copie du règlement à être adopté.

AODPTÉ

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole des membres du Conseil pour féliciter et remercier Me Yvon Pinard qui accède à la magistrature, après avoir représenté le comté de Drummond à la Chambre des Communes pendant 10 ans. Me Yvon Pinard a, de plus, occupé le poste de Leader parlementaire et Président du Conseil privé.

INITIALES DU MAIRE

71

INITIALES DU GREFFIER

Toute sa carrière politique a été empreinte de dignité, du sens du devoir et d'un dévouement exceptionnel à servir son comté et son pays.

Le Conseil souhaite à Me Yvon Pinard une carrière fructueuse à la magistrature et le remercie pour sa participation active au progrès économique, social et culturel de Drummondville et du comté de Drummond.

627/7/84

Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à M. Lindor Letendre et son épouse à l'occasion du décès de son beau-frère M. Edmond Trinque.

ADOPTÉ

Le conseiller Robert Lafrenière informe les résidents de la rue Pinard que le service des travaux publics s'occupe de corriger une conduite d'égout qui se déverse dans la rivière Noire et dégage des senteurs très désagréables.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D., domicilié au 2070 Terrasse Messier.

Commentaires: Il est inconcevable que le Conseil n'ait pas pris les mesures nécessaires pour répondre par écrit aux promoteurs MM. Roger Dubois et Michel Equilbec.

A titre de président du R.C.D., il indique que lui-même attend toujours des réponses à des questions posées depuis plusieurs mois.

Question 1: Pourquoi le Conseil doit-il donner une quittance à Dubeau & Lapointe Ltée?

Réponse: Le greffier explique que la Ville de Drummondville a vendu un terrain industriel à cette compagnie et que le Syndic qui liquide les actifs de cette entreprise demande à bon droit une quittance. La Ville, détenant une première hypothèque qui a été payée en entier, se doit de donner la quittance demandée.

Question 2: Attendu que M. Yvon Pinard n'est plus député du comté de Drummond, le Conseil a-t-il la certitude d'obtenir une subvention fédérale pour la construction d'un Palais des Rassemblements?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que rien ne laisse supposer que cette subvention n'est pas encore disponible.

Félicitations: Le président du R.C.D. souhaite bon succès au conseiller Jean-Paul Généreux, nommé maire suppléant pour une période de quatre mois.

Question 3: Actuellement la qualité de l'eau de la rivière St-François est déplorable. Le Conseil peut-il intervenir?

Réponse: La mauvaise qualité et couleur de l'eau sont certainement attribuables à un violent orage qui s'est abattu sur la région de Sherbrooke.

INITIALES DU MAIRE

72

INITIALES DU GREFFIER

Question 4: Pourquoi modifier le stationnement sur la rue Lowring. Le stationnement sera-t-il permis des deux côtés de la rue?

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith explique que le stationnement n'est permis que sur un côté et que la limite de temps autorisée sera réduite de 60 à 10 minutes à la demande des citoyens du secteur.

Question 5: Pourquoi mandater un avocat pour représenter la Ville dans une cause d'évaluation déposée devant le bureau de révision d'Evaluation foncière par General Manufacturing Ltée?

Réponse: Parce que cette compagnie a également retenu les services d'un procureur.

Question 6: Quel est le pourcentage d'augmentation décrété par le règlement No. 1633?

Réponse: Le conseiller Denis Savoie répond que l'augmentation est de 100% parce que les raccordements de services d'égouts et d'aqueduc pour les nouvelles constructions étaient gratuits.

Avant d'exécuter ces travaux, la Ville exigera un dépôt de 300 $ minimum. Le Conseil a également pris la décision de demander un dépôt de 300 $ à toute personne qui sollicite un changement de zonage. Si les déboursés de la Ville sont inférieurs à cette somme, la balance est remise au requérant.

Question 7: Disant regretter l'absence de M. Lindor Letendre, le président du R.C.D. demande si le projet de creuser un puits artésien va se réaliser avant l'automne 1984.

Réponse: La firme Hamel, Beaulieu et Associés à un mandat et elle effectue des sondages qui, malheureusement, n'ont pas à ce jour permis de trouver un site propice pour y creuser un puits qui donnerait de l'eau potable de bonne qualité.

Commentaires: Une lettre publiée par le chef de police dans un journal local n'est pas acceptable.

Question 8: Le Conseil a-t-il rencontré le chef de police depuis la publication de cette lettre?

Réponse: Son Honneur le Maire affirme que lui-même avec d'autres personnes en autorité ont rencontré M. Marcel Lefèbvre. La discussion a porté sur la sécurité durant la tenue du Festival Mondial de Folklore et les mesures ont été prises pour garantir l'excellence du Service de sécurité.

Question 9: Est-ce que la convention collective qui régit l'Unité des Policiers et Pompiers de Drummondville a été négociée ou s'il s'agit d'une sentence arbitrale?

Réponse: M. Claude Boucher répond que la presque totalité du contenu de l'avant-dernière convention collective de l'U.P.D.I. découlait d'une sentence arbitrale.
La dernière convention a été négociée et grâce à la collaboration des membres de l'U.P.D.I., la Ville a récupéré certains droits de gérance mais les autres clauses de cette convention collective ont été reconduites dans les mêmes termes que la précédente.

INITIALES DU MAIRE

73

INITIALES DU GREFFIER

Commentaires: Si le Conseil persiste à vouloir refaire le rôle d'évaluation le R.C.D. protestera vigoureusement et ira même jusqu'à demander un référendum.

Question 10: Quelle durée aura le rôle s'il est révisé?

Réponse: Son Honneur le Maire indique que ce rôle sera en vigueur à tout le moins pour fins d'imposition en 1985.

Question 11: Le président du R.C.D. questionne le Conseil sur certains comptes:

17 000 $ versés à La Société de Développement Economique de Drummondville.

10 000 $ versés à l'Association de Tennis.

Un compte payé à une bijouterie pour la fourniture de sigles "D" dorés.

Un compte de 4 000 $ payé à Roche Urbanex.

Réponse: Les réponses sont fournies par M. Claude Boucher, directeur général.

Intervenant: M. Gilles St-Martin, conseiller.

Question: Le président pourrait-il donner le nombre de membres du R.C.D.?

Réponse: M. Hervé Savoie répond que 38% des propriétaires de Drummondville sont membres en règle du R.C.D.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi 23 juillet 1984, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bourque
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE S.M. 74 INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

23 juillet 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 23 juillet 1984 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:
   - Règlement No. 1637 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CC-19 à même la totalité du secteur de zone CB-15 et une partie du secteur de zone RX5;
5. Période de questions sur le règlement No. 1637;
6. Adoption du règlement No. 1637;
7. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Binet, directeur du Service de la planification et chef inspecteur en bâtiment, et Jacques Dionne, greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

628/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire explique la nature et l'objet du règlement No. 1637 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer le secteur de zone CC-19 à même la totalité du secteur de zone CB-15 et une partie du secteur de zone RX-5.

Période de questions et d'information

Me Jean-François Milot, représentant M. Michel Halikas, locataire dans la zone concernée, soumet au Conseil que son client et d'autres contribuables s'opposent à ce changement de zonage et à l'implantation d'un nouvel hôtel à cet endroit, principalement à cause du bas niveau d'occupation des chambres d'hôtels à Drummondville.

M. Hervé Savoie veut avoir plus de précisions sur l'emplacement du terrain.

INITIALES DU MAIRE
75
INITIALES DU GREFFIER

M. Michel Binet, directeur du Service de la planification et chef inspecteur en bâtiment, situe le terrain (coin Robichaud/Hains), près du Motel Albatrof.

629/7/84

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1637 a été adopté par la résolution no. 578/6/84 le 26 juin 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1637 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 26 juin 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1637 a été régulièrement donné le 9 juillet 1984 (rés. 625/7/84) et qu'une dispense de lecture de ce règlement lors de son adoption est prévue à la résolution no. 626/7/84;

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue ce 23 juillet 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1637;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble situé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 23 juillet 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1637 et ce de 9 heures à 19 heures les 13 et 14 août 1984.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que l'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE

76

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

23 juillet 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 23 juillet 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

630/7/84

M. Robert Lafrenière demande la dispense de la lecture du procès-verbal du 9 juillet 1984.

Mme Francine Ruest-Jutras demande qu'un ajout soit fait à la page 7, à l'alinéa précédant les considérations, soit: "Or la clientèle et les activités concernées par le rapport sont loin de démontrer que ces objectifs seront atteints."

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le procès-verbal de la séance régulière du 9 juillet 1984 soit adopté tel que ci-haut modifié et que le greffier adjoint soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTÉ

631/7/84

M. Lindor Letendre demande d'inscrire un nouvel item à l'ordre du jour, soit: 4A. Remerciements.

Mme Francine Ruest-Jutras demande l'inscription de l'item 30A. Félicitations.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que modifié.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre remercie le Conseil pour la sympathie qu'il a témoignée à son épouse et à lui-même à l'occasion du décès de son beau-frère, M. Edmond Trinque.

Période d'information

M. Robert Lafrenière explique que lors de la dernière séance du Conseil, il avait exprimé le désaccord du Conseil à la formule de désistement employée par certains contracteurs détenant des terrains de la Ville en faveur de tierces personnes.

Suite à une rencontre avec M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, certaines précisions ont été apportées et une attitude différente a été adoptée par le Conseil. Les promoteurs qui ont soumissionné pour acquérir des terrains

INITIALES DU MAIRE S.M.
77
INITIALES DU GREFFIER

de la Ville et dont les soumissions ont été acceptées, doivent signer leur contrat dans les 90 jours de l'acceptation par la Ville. Alors seuls les désistements, en faveur d'une tierce partie, faits à l'intérieur desdits 90 jours seront acceptés.

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

632/7/84

1- APPROVISIONNEMENT EN EAU SOUTERRAINE - AÉROPORT MUNICIPAL

Soumissionnaires	Prix
. LE GROUPE-CONSEIL S.M. INC. 345 boul. Industriel Sherbrooke	37 400,00 $
. FORATEK INTERNATIONAL INC. 2251 Chemin St-François Dorval	22 992,00 $
. LES FORAGES LBM INC. 65 Vaudreuil Victoriaville	17 736,00 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

633/7/84

2- APPROVISIONNEMENT EN EAU SOUTERRAINE - PARC MILETTE

Soumissionnaires	Prix
. FORATEK INTERNATIONAL INC. 2251 Chemin St-François Dorval	6 990,00 $
. LES FORAGES LBM INC. 65 Vaudreuil Victoriaville	6 625,00

Après l'ouverture des soumissions, M. Denis Savoie demande que des études plus approfondies soient faites sur le site du puits à être creusé, de façon à avantager le plus grand nombre de citoyens de Drummondville.

M. Lindor Letendre donne d'autres précisions sur les sites envisagés (Marché public, parc St-Damase, ...).

Mme Francine Ruest-Jutras demande un complément d'information avant de se prononcer sur la proposition.

M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, donne des détails supplémentaires relativement aux sites inspectés par le ministère de l'Environnement.

M. J.-Bruno Smith ajoute que des recherches sont effectuées présentement pour creuser des puits supplémentaires à d'autres endroits dans la Ville.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit retenue.



Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

634/7/84

3- FOURNITURE D'HUILE À CHAUFFAGE LÉGÈRE NO. 2 - (1ER AOÛT 1984 AU 31 AOÛT 1985

Soumissionnaires	Prix net soumis au litre et sujet aux fluctuations du marché
. KILDAIR SERVICE LTÉE 92 boul. St-Michel St-Paul de Joliette	**0,3000 $ le litre**
. LES PÉTROLES D.L. ENR. 1935 Route 255, C.P. 168 St-Cyrille	0,2805 $ le litre
. L.P. THERRIEN INC. 490 St-Georges Drummondville	**0,2940 $ le litre**
. MARCHAND PÉTROLEUM CANADA INC. 2490 St-Pierre Grantham-Ouest	0,2879 $ le litre
. G. MÉLANÇON & FILS INC. R.R. no. 4, C.P. 1025 St-Majorique	0,2739 $ le litre
. F. HAMEL GULF 1975 boul. Lemire Grantham-Ouest	0,2814 $ le litre
. SHELL CANADA LTÉE 758 Sherbrooke Ouest Montréal	0,2870 $ le litre
. COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE 1981 Avenue McGill Collège Montréal	0,3055 $ le litre
. TEXACO CANADA INC. 1425 De La Montagne Montréal	0,2933 $ le litre
. GULF CANADA LTÉE 2020 University Montréal	aucune soumission

(meilleur prix soumis au 1er août 1983 0,2549 $ le litre
prix actuel jusqu'au 31 juillet 1984, si aucune augmentation n'est décrétée 0,2879 $ le litre

meilleur prix soumis à compter du 1er août 1984 par MÉLANÇON & FILS INC. (0,2739 $ le litre), soit: une baisse de 0,0140 $ le litre ou de 0,0636 $ le gallon sur le prix actuellement en force jusqu'au 31 juillet 1984, si aucune augmentation n'est décrétée d'ici là)

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la soumission de G. MÉLANÇON & FILS INC. soit retenue.

ADOPTÉ

4- Le Conseil prend note qu'aucune soumission pour l'achat de terrains résidentiels n'a été déposée.

INITIALES DU MAIRE

79

INITIALES DU GREFFIER

C O R R E S P O N D A N C E :

635/7/84 - M. Robert Comeau, directeur général du Drummondville Olympique, demande un agrandissement des locaux de rangement mis à leur disposition au Centre Marcel Dionne à cause d'une plus forte affluence de spectateurs ces dernières années.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au directeur des Services récréatifs et communautaires, pour déterminer la faisabilité et les coûts des travaux demandés.

ADOPTÉ

- M. Guy Dionne de l'Église Baptiste de la Foi remercie le Conseil d'avoir mis à leur disposition le parc Milette pour leur pique-nique annuel.

Le Conseil prend bonne note de ces remerciements.

636/7/84 - Me Paul Biron demande au greffier de la Ville de fournir pour sa cliente, la corporation municipale de Wendover & Simpson, un certificat attestant l'évaluation imposable et l'évaluation non imposable du quartier Nord de la Ville.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que Me Paul Biron soit avisé que la position de la Ville de Drummondville demeure celle exprimée dans la lettre du 20 juin dernier, envoyée par M. Roger Turcotte, directeur général adjoint aux services administratifs, et que la demande telle que formulée ne soit pas acceptée.

ADOPTÉ

- M. Maurice Ricard de Montréal témoigne au Conseil son étonnement devant l'effervescence de la Ville pendant le Festival mondial de folklore et manifeste son désir d'y assister l'an prochain.

Monsieur le Maire remercie M. Maurice Ricard de ses bons commentaires et encouragements.

637/7/84 - M. Gérard Nadeau sollicite une contribution financière du Conseil pour la 17e édition de la Journée Champêtre offerte pour les résidents du Pavillon d'Youville et du Centre hospitalier Georges Frédéric, au camping l'Escargot le 15 août prochain. Par la même occasion, M. Nadeau invite tout le Conseil à venir prendre part à cet événement.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu qu'une somme de 150 $ soit remise à M. Gérard Nadeau pour aider financièrement à l'organisation de cette journée. M. Gérard Nadeau est par la même occasion félicité pour tout le dévouement qu'il consacre à l'organisation de cette fête.

ADOPTÉ

638/7/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 7 juillet au 1er août 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 981 677,81 $.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

80

INITIALES DU GREFFIER

639/7/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à assister au procès-verbal de bornage de la propriété située rue St-François à l'angle de la rue Lindsay (Coop. Pêle-Mêle), et à signer pour et au nom de la Ville les documents requis, le cas échéant.

ADOPTÉ

640/7/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville émet des obligations pour un montant total de 3 835 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants, et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement numéro		Pour un montant de
151	(ex-Ville de Drummondville-Sud)	19 500 $
157	(" " " ")	33 000
160	(" " " ")	12 500
204	(" " " ")	145 200
247	(" " " ")	129 800
248	(" " " ")	236 700
253	(" " " ")	203 300
928	(ex-Cité de Drummondville)	10 700
949	(" " ")	12 000
950	(" " ")	113 000
964	(" " ")	129 500
969	(" " ")	20 500
976	(" " ")	369 000
998	(" " ")	113 500
1002	(" " ")	221 800
1432	(" " ")	80 000
1529	(Ville de Drummondville)	235 000
1553	(" ")	1 750 000
		3 835 000 $

ATTENDU QUE pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est par conséquent, proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu unanimement que chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 3 835 000 $:

1.- Les obligations seront datées du 20 août 1984;

2.- Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la Caisse populaire St-Joseph de Drummondville ou à la Caisse centrale Desjardins du Québec, Montréal.

3.- Un intérêt à un taux n'excédant pas 14% l'an sera payé semi-annuellement le 20 février et le 20 août de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital;

4.- "Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à l'article 17 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q. 1977, chapitre D-7)".

5.- Les obligations seront émises en coupures de 100 $ ou de multiples de 100 $.

6.- Les obligations seront signées par le maire et le greffier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature du maire pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations.

INITIALES DU MAIRE
81
INITIALES DU GREFFIER

641/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu unanimement que pour l'emprunt par obligations au montant total de 3 835 000 $, fait en vertu des règlements numéros 151, 157, 160, 204, 247, 248 et 253 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud, 928, 949, 950, 964, 969, 976, 998, 1002 et 1432 de l'ex-Cité de Drummondville, 1529 et 1553 de la Ville de Drummondville, demande est faite par la présente pour obtenir l'autorisation d'émettre des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de cinq (5) ans (à compter du 20 août 1984) en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour tous les règlements mentionnés ci-haut sauf pour les règlements numéros 151 et 160 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud; chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉ

642/7/84

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait, le 9 novembre 1983, un montant de 780 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 1 000 000 $ pour des périodes de 5, 13 et 23 ans, en vertu des règlements numéros 151, 157, 160, 204, 247, 248 et 253 de l'ex-Ville de Drummondville-Sud;

CONSIDÉRANT QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 20 août 1984;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q. 1977, chapitre D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations, et ce avec la permission du ministre des Affaires municipales;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que demande soit faite à l'honorable ministre des Affaires municipales de bien vouloir autoriser la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, à émettre les 780 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 9 mois et 11 jours au terme original des règlements mentionnés ci-haut.

ADOPTÉ

643/7/84

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, avait le 1er juin 1984, un montant de 990 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 1 500 000 $ pour une période de 10 ans, en vertu des règlements numéros 928, 949, 950, 964, 969, 976, 998 et 1002 de l'ex-Cité de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

CONSIDÉRANT QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 20 août 1984;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q. 1977, chapitre D-7), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations, et ce avec la permission du ministre des Affaires municipales;

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu unanimement que demande soit faite à l'honorable ministre des Affaires municipales de bien vouloir autoriser la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, à émettre les 990 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 2 mois et 20 jours au terme original des règlements mentionnés ci-haut.

ADOPTÉ

644/7/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que MM. J.-Bruno Smith, conseiller, Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soient délégués pour représenter la Ville de Drummondville au colloque de l'U.M.Q. sur l'assainissement des eaux qui se tiendra à Montréal les 7 et 8 septembre 1984.

ADOPTÉ

645/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu qu'un défilé de voitures antiques soit autorisé à circuler dans les rues de la Ville le 11 août 1984 dans le cadre de la 10e fête régionale des caisses populaires de la zone de Drummondville. Ce défilé partira du stationnement de l'église St-Philippe pour se rendre au Parc des Voltigeurs.

ADOPTÉ

646/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que Me Gaétan Ratté, avocat, soit mandaté pour représenter la Ville de Drummondville devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec dans les dossiers portant les numéros suivants:

1° F84789464336 (Giard, Parent, Hivon)
F85782625569 (" " ")

2° F8578031254400000 (Terrasse la Poudrière)
F8578269210000000 (" ")

3° F85786595944000000 (Domaine Cherbourg Inc.)
F85784343576000000 (" " ")
F85783204039000000 (" " ")

4° F81822625957 (Cascades, Banque Nationale de Paris)
L4137-BR-769 (" " " ")

5° F83825816421000000 (Samaras & Brothers Inc.)

6° F80846165247000000 (Lette & Associés)

7° LA03970/8183492967301A (Entreprises M.P. Inc.).

ADOPTÉ

647/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la firme d'ingénieurs-conseils Audet SBCS Inc. soit mandatée pour préparer les plans et devis des travaux de réfection du pont de la rivière Noire, projet subventionné par le ministère des Transports. Des honoraires professionnels maximums de 2 500 $ sont engagés pour ce mandat.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

83

INITIALES DU GREFFIER

648/7/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que mandat professionnel soit confié à Me Germain Jutras, avocat, pour en appeler, soit par appel ou appel incident selon le cas, du jugement du Juge Jacques Pagé, J.C.P., dans le dossier d'évaluation foncière de Dominion Textile Inc.

Mme Francine Ruest-Jutras, dans un souci d'objectivité et d'impartialité, demande d'inscrire sa dissidence.

ADOPTÉ

649/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la compagnie C.P. Rail soit autorisée à relocaliser la rampe de la rue St-Henri à Drummondville sur un nouveau site tout en respectant le paysage urbain du nouvel emplacement. Tel qu'entendu, la compagnie C.P. Rail se charge de la démolition de la rampe et de sa reconstruction à un autre endroit à ses entiers dépens.

La Ville renonce, à partir de l'achèvement complet des travaux, à la quotité de 5,00 $/wagon payable par la compagnie C.P. Rail en vertu de l'article 14 du contrat signé entre la Ville de Drummondville et le C.P. Rail le 1er mai 1964.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif à la présente résolution.

ADOPTÉ

650/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu qu'une somme supplémentaire de 4 000 $ soit accordée sous forme de subvention à l'Amicale des Voltigeurs pour l'aménagement du terrain de soccer-football prévu au plan masse.

ADOPTÉ

651/7/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Club de course de barils du Québec soit autorisé à présenter une demande auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec pour l'émission de permis de vente d'alcool les 28 et 29 juillet 1984 sur le terrain d'Exposition de Drummondville dans le cadre d'une compétition hippique.

ADOPTÉ

652/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le désistement de Les Entreprises Brouillette Enr. au profit de Les Fondations Wickham Inc. relativement au lot 124-229-1, soit accepté.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'acte de vente avec Les Fondations Wickham Inc.

Il est également résolu que les frais d'arpentage, de cadastre et autres frais relatifs à l'acquisition du lot 124-229-1 soient à la charge de l'acquéreur.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
84
INITIALES DU GREFFIER

M. J.-Bruno Smith explique la situation des lieux et les conditions qui entouraient le transfert du lot 124-229.

653/7/84

Mme Francine Ruest-Jutras explique brièvement la teneur du concordat intervenu entre le gouvernement du Québec, l'Union des municipalités du Québec et l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec. Cette entente reconnaît la compétence constitutionnelle exclusive du gouvernement du Québec sur les institutions municipales et les matières locales. Ce concordat a été conclu pour le meilleur intérêt des corporations municipales.

M. Lindor Letendre demande si la consultation du milieu municipal et les autorisations à être consenties seront globales ou devront-elles faire les frais de nouvelles démarches à chaque projet?

M. le maire, pour en avoir parlé avec M. Corbeil, président de l'U.M.Q., et M. Asselin, président de l'U.M.R.C.Q., affirme qu'il s'agit d'autorisations particulières pour chaque projet.

ATTENDU QUE lors du discours d'ouverture du congrès 1984 de l'U.M.Q., le président sortant a proposé au gouvernement du Québec la signature d'un concordat en vue de rétablir des relations normales avec les municipalités;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales, à la même occasion, a acquiescé à la proposition du président de l'U.M.Q.;

ATTENDU QUE dans le cadre d'une assemblée générale spéciale tenue le 26 mai 1984, les membres présents ont étudié et endossé les termes d'un projet de concordat qui a été signé le 21 juin 1984 et dont copie est annexée;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Conseil municipal de la Ville de Drummondville donne son appui à ce concordat et s'engage à en respecter le contenu.
*

ADOPTÉ

654/7/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville manifeste son appui à la demande d'exemption du paiement de la taxe foncière de la Légion Royale Canadienne auprès de la Commission municipale du Québec sans s'arroger les pouvoirs de cette dernière (idem rés. 400/5/84).

ADOPTÉ

655/7/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que Me Louis Morin, notaire, soit mandaté par la Ville de Drummondville pour rédiger un acte d'échange de terrain entre la Ville et M. Paul-Emile Lauzière (échange autorisé par la résolution no. 350/4/84), ledit terrain apparaissant à la description technique préparée par M. A.-Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre, le 14 juin 1984 (répertoire: 4473 et minute: 2668).

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents nécessaires concernant l'échange de terrain ci-haut mentionné.

ADOPTÉ

* Le conseiller Lindor Letendre demande que sa dissidence soit notée à la présente résolution (réf: rés. 667/8/84)

INITIALES DU MAIRE
85
INITIALES DU GREFFIER

656/7/84

M. J.-Bruno Smith, conseiller, donne avis de motion d'un règlement décrétant l'expropriation des immeubles qui constituent la rue Cormier, sans appartenir à la Ville de Drummondville.

657/7/84

ABROGÉE PAR RÉS. 686/8/84

M. Robert Lafrenière, conseiller, donne avis de motion d'un règlement pour affecter une somme n'excédant pas 10 500 $ afin d'acquérir par expropriation ou par achat de gré à gré, des immeubles qui constituent la rue Cormier, sans appartenir à la Ville de Drummondville.

658/7/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1640 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles d'exception relatives aux marges de recul, soit et est adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.-A-19).

ADOPTÉ

659/7/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1641 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-63 à même une partie du secteur de zone RB-77, soit et est adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.-A-19).

ADOPTÉ

660/7/84

Lecture est donnée du règlement No. 1642 relatif à l'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement accepté que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras en son nom personnel et au nom de tout le Conseil, souligne l'excellente performance de Mlle Anne-Marie Dubois et félicite la pianiste qui s'est vu proclamer grande lauréate de la finale des concours de musique du Canada le 14 juillet dernier à Trois-Rivières. Lors de la même occasion, Mlle Anne-Marie Dubois recevait le prix d'Argentine et du Portugal. Celle-ci sera honorée par le Conseil de la Ville, d'une façon toute particulière, le 13 août 1984.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

  Question 1 (Item Correspondance) M. Savoie voudrait savoir si le Conseil a étudié la demande déposée par le Drummondville Olympique afin d'agrandir les places de rangement du Centre Marcel Dionne?

  Réponse: La demande a été référée aux services concernés pour étude. Dès que possible, le Conseil devra se pencher de nouveau sur ce dossier pour en connaître toutes les implications.

INITIALES DU MAIRE

86

INITIALES DU GREFFIER

Question 2 (Item Correspondance) M. Savoie demande de préciser où se trouve la Coop. Pêle-Mêle?

Réponse: M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, précise que l'immeuble à être restauré par la coopérative se trouve au coin de la rue St-François et de la rue Lindsay (coin sud-ouest sur Lindsay).

Question 3 (Item 16) Les mandats légaux confiés à Me Gaétan Ratté sont-ils relatifs à des contribuables qui contestent leur évaluation foncière?

Réponse: Ces contribuables contestent effectivement leur évaluation et leur représentation par avocat devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec oblige la Ville à se faire représenter par avocat.

Question 4 (Item 17) Les réparations prévues au pont de la rivière Noire seront effectuées plus précisément sur quel pont?

Réponse: Il s'agit du pont de la rivière Noire sur le Chemin du Golf, à la hauteur du Club de golf de Drummondville.

Question 5 (Item 19) M. Savoie voudrait avoir plus de détails sur la relocalisation par le C.P. Rail de la rampe sur la rue St-Henri?

Réponse: Il s'agit d'une rampe de chargement et de déchargement de marchandises pour le C.P. Rail. Cette rampe est maintenant désuète. Conséquemment, la reconstruction d'une nouvelle rampe étant obligatoire, le C.P. Rail demande la permission de la relocaliser en un autre endroit plus propice. Le Conseil accepte cette relocalisation à condition que l'environnement urbain soit respecté.

Énoncé M. Savoie demande au Conseil de faire pression pour que le viaduc de la rue Cockburn soit amélioré car il a une apparence très négligée.

Question 6 (Item 20) Lorsqu'on parle de l'Amicale des Voltigeurs, parle-t-on des amis du club Les Voltigeurs?

Réponse: Non, il s'agit plutôt d'un groupe de personnes regroupées par le cégep de Drummondville.

Question 7 - A) (Item 24) Le Conseil ne croit-il pas que l'appui donné à la Légion Royale Canadienne pour qu'elle soit exemptée de taxe, ouvre des appétits et que cela ait des conséquences graves sur le rôle de valeur foncière de la Ville?

Réponse: Le Conseil dit s'en remettre à la Loi sur la fiscalité municipale et aux exonérations y prévues, ainsi qu'à la décision de la Commission municipale du Québec.

Question 7 - B) (Item 24) Quel montant de taxes foncières des organismes comme les Chevaliers de Colomb et la Légion Royale Canadienne, peuvent-ils payer?

Réponse: Vu qu'aucun conseiller ne détient l'information exacte à ce moment, la réponse sera fournie à une séance ultérieure.

Question 8 (Item 26) Pourquoi exproprie-t-on des terrains sur la rue Cormier?

Réponse: Il s'agit d'une rue qui est construite en partie sur des terrains privés. Comme les négociations pour acquérir cesdits terrains ont été infructueuses, la Ville doit donc s'adresser au tribunal d'expropriation pour régler tout le litige.

INITIALES DU MAIRE
87
INITIALES DU GREFFIER

Question 9 (Item 29) L'adoption du projet de règlement No. 1641 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 en modifiant le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-63 à même une partie du secteur de zone RB-77,. apporte quelle conséquence?

Réponse: Il s'agit d'agrandir la zone commerciale à cet endroit pour permettre l'opération d'un commerce existant. La personne ayant demandée les changements de zonage paiera les frais édictés par règlement.

Énoncé Se reportant aux documents reçus lors de la dernière séance, M. Hervé Savoie félicite Mme Francine Ruest-Jutras de son intervention sur le Palais des Rassemblements.

Question 10 A) Le rôle d'évaluation de la Ville doit-il représenter obligatoirement 100% de la valeur des propriétés de Drummondville?

Réponse: Le rôle d'évaluation foncière doit toujours tendre à représenter 100% des valeurs des propriétés et ce, par principe d'équité. Cependant, au cours des années, des ajustements sont nécessaires pour respecter ce principe.

B) Comment la firme d'évaluateurs-conseils de la Ville peut-elle prétendre que le rôle d'évaluation de la Ville n'est qu'à 87%?

Réponse: Lors d'une séance ultérieure, un rapport démontrant les calculs effectués pour en arriver à une telle conclusion, sera fourni à M. Hervé Savoie.

Question 11 Les procès-verbaux des séances spéciales peuvent-ils être expédiés aux abonnés?

Réponse: S'ils ne sont pas déjà envoyés, le nécessaire sera fait pour qu'ils le soient.

Question 12 L'engagement d'un urbaniste à la Ville de Drummondville représenterait-il des sommes importantes?

Réponse: Il s'agit approximativement d'un budget entre 50 000 $ et 60 000 $ par année.

Question 13 Dans la liste des comptes, l'item "Transformation du système de circulation" représente quoi?

Réponse: Comme l'information ne peut être fournie présentement à M. Hervé Savoie, elle le sera à une prochaine séance.

- Intervenant: M. François Bourbeau, journaliste à CHRD.

Question 1 (Item 6A) Le puits qui sera creusé à l'aéroport municipal, desservira-t-il seulement un bâtiment?

Réponse: Il s'agit d'un puits artésien pouvant fournir 50 litres/minute. Étant donné les importants travaux d'agrandissement à l'aéroport, ce nouveau puits devient une nécessité pour approvisionner tout l'aéroport en eau potable.

Question 2 (Item 30) Comment se fera l'application du règlement No. 1642 relatif à l'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques?

Réponse: L'application du règlement se fera par le Service de la sécurité publique de Drummondville après une certaine publication dudit règlement.

- Intervenant: M. Michel Boisvert, directeur de l'hôtel Universel.

Question 1 M. Boisvert voudrait connaître les derniers développements dans le dossier du "Palais des Rassemblements de Drummondville"?

INITIALES DU MAIRE S.M 88 INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Monsieur le Maire précise qu'il y a eu, dans l'après-midi, une rencontre intéressante avec les promoteurs Dubois-Équilbec et qu'un rapport final devrait être déposé par eux le 6 août prochain. D'ici là, à moins de développements subits, le Conseil n'a pas l'intention de prendre position de façon définitive.

Question 2 La Ville a-t-elle établi une politique relative au développement de l'industrie hôtelière de Drummondville?

Réponse: Le Conseil ne veut aucunement faire obstacle au développement hôtelier ou à la restauration à Drummondville, ni bloquer aucun investissement.

Question 3 Le Conseil a-t-il pris connaissance de la lettre provenant du Bureau du tourisme et des congrès et signée par MM. Jean-Pierre Milot, Michel Boisvert et Michel Trudel, lettre établissant le taux d'occupation des chambres d'hôtels de Drummondville à 54% et non à 70% comme l'a prétendu l'étude de la firme Daniel Arbour et Associés?

Réponse: Le Conseil en a pris connaissance lors d'un atelier de travail.

Énoncé M. Michel Boisvert, à la demande de Monsieur le Maire Serge Ménard, exprime sa position personnelle sur les projets "Palais des Rassemblements" et "Palais des Congrès", tout en faisant référence au projet "Dubois-Équilbec" et émet le voeu que le Conseil de la Ville convoque tout le monde hôtelier de Drummondville pour collaborer à l'implantation d'un tel équipement.

Le Conseil est ouvert à cette suggestion.

661/7/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la présente séance régulière soit ajournée au mercredi, 25 juillet 1984, à 17 heures, pour l'ouverture de soumissions relatives à l'émission d'obligations servant à refinancer des règlements d'emprunt totalisant la somme de 3 835 000 $. La séance sera continuée à l'heure ci-haut indiquée, sans autre convocation.

ADOPTÉ

Jacques Aliomme
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

INITIALES DU MAIRE
89
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 juillet 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 juillet 1984 à 17 heures; cette séance étant la suite de la séance régulière du 23 juillet 1984, laquelle a été ajournée par la résolution portant le numéro 661/7/84.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Jean-Marie Boisvert et Lindor Letendre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire réouvre l'assemblée.

662/7/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que seul l'item relatif à l'ouverture des soumissions pour l'émission d'obligations servant à refinancer des règlements d'emprunt totalisant 3 835 000 $, soit traité.

ADOPTÉ

663/7/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
. LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.	98.483%	204 000 $	12 3/4%	20 août 1985	
BANQUE D'ÉPARGNE		222 000 $	13%	20 août 1986	
		254 000 $	13 1/2%	20 août 1987	
		269 000 $	13 1/2%	20 août 1988	
		2 886 000 $	13 3/4%	20 août 1989	
. MCNEIL, MANTHA INC.	98.38%	204 000 $	12 3/4%	20 août 1985	
BRAULT, GUY, O'BRIEN INC.		222 000 $	13%	20 août 1986	
WALWYN STODGELL COCHRAN		254 000 $	13 1/2%	20 août 1987	
MURRAY LTÉE		269 000 $	13 3/4%	20 août 1988	
		2 886 000 $	13 3/4%	20 août 1989	
. GEOFFRION LECLERC INC.	98.83%	204 000 $	12 3/4%	20 août 1985	
		222 000 $	13%	20 août 1986	
		254 000 $	13 1/2%	20 août 1987	
		269 000 $	13 3/4%	20 août 1988	
		2 886 000 $	14%	20 août 1989	

Le greffier adjoint est avisé qu'une 4e soumission a été déposée à l'hôtel de ville de Drummondville tel que prescrit et devrait être ouverte. Cependant, certaines vérifications s'imposent.

Devant les incertitudes créées par cette situation et comme le loyer de l'argent ne pourra être déterminé qu'au début de la journée du 26 juillet 1984, il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit acceptée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
90
INITIALES DU GREFFIER

664/7/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la présente séance soit de nouveau ajournée à jeudi, le 26 juillet 1984, 13 H 30, pour confirmation finale des données.

ADOPTÉ

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 juillet 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 26 juillet 1984 à 13 H 30; cette séance étant la suite de la séance du 25 juillet 1984, laquelle a été ajournée par la résolution portant le numéro 664/7/84.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Marie Boisvert, Edward St-Pierre et J.-Bruno Smith, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assiste à la réunion à titre de personne ressource.

Son Honneur le Maire réouvre l'assemblée.

Le conseiller juridique fait un bref résumé de la situation et confirme aux membres du Conseil que la soumission de la Banque Nationale du Canada, dernière soumission reçue le 25 juillet dernier, doit être déclarée conforme ayant été déposée tel que prescrit et doit prendre rang avec les 3 autres.

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
. BANQUE NATIONALE DU CANADA	98.665%	204 000 $	12 1/2%	20 août 1985	14.0898
TASSÉ & ASSOCIÉS LTÉE		222 000 $	13%	20 août 1986	
MOLSON ROUSSEAU INC.		254 000 $	13 1/4%	20 août 1987	
		269 000 $	13 1/2%	20 août 1988	
		2 886 000 $	13 3/4%	20 août 1989	

665/7/84

CONSIDÉRANT que la corporation municipale de la Ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, a demandé des soumissions privées à tous les courtiers dûment autorisés à soumissionner pour la vente d'une émission d'obligations au montant total de 3 835 000 $;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de cette demande, la corporation a reçu les 4 soumissions ci-dessous détaillées:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
. LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.	98.483%	204 000 $	12 3/4%	20 août 1985	14.1647
BANQUE D'ÉPARGNE		222 000 $	13%	20 août 1986	
		254 000 $	13 1/2%	20 août 1987	
		269 000 $	13 1/2%	20 août 1988	
		2 886 000 $	13 3/4%	20 août 1989	
. MCNEIL, MANTHA INC.	98.38%	204 000 $	12 3/4%	20 août 1985	14.2145
BRAULT, GUY, O'BRIEN INC.		222 000 $	13%	20 août 1986	
WALWYN STODGELL COCHRAN		254 000 $	13 1/2%	20 août 1987	
MURRAY LTÉE		269 000 $	13 3/4%	20 août 1988	
		2 886 000 $	13 3/4%	20 août 1989	
. GEOFFRION LECLERC INC.	98.83%	204 000 $	12 3/4%	20 août 1985	14.2810
		222 000 $	13%	20 août 1986	
		254 000 $	13 1/2$	20 août 1987	
		269 000 $	13 3/4%	20 août 1988	
		2 886 000 $	14%	20 août 1989	
. BANQUE NATIONALE DU CANADA	98.665%	204 000 $	12 1/2%	20 août 1985	14.0898
TASSÉ & ASSOCIÉS LTÉE		222 000 $	13%	20 août 1986	
MOLSON ROUSSEAU INC.		254 000 $	13 1/4%	20 août 1987	
		269 000 $	13 1/2%	20 août 1988	
		2 886 000 $	13 3/4%	20 août 1989	

CONSIDÉRANT que l'offre ci-haut provenant de Banque Nationale du Canada au nom du syndicat Banque Nationale du Canada, Tassé & Associés Ltée et Molson Rousseau Inc., s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu unanimement que demande soit faite au ministre des Affaires municipales de bien vouloir autoriser la corporation municipale de la Ville de Drummondville dans le comté de Drummond à vendre de gré à gré les 3 835 000 $ d'obligations à la maison Banque Nationale du Canada aux conditions suivantes:

Les obligations deviendront échues comme suit:

204 000 $ à 12 1/2% - 20 août 1985
222 000 $ à 13% - 20 août 1986
254 000 $ à 13 1/4% - 20 août 1987
269 000 $ à 13 1/2% - 20 août 1988
2 886 000 $ à 13 3/4% - 20 août 1989

au prix de: 98,665 $ du 100,00 $ d'obligations.

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 13 août 1984, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Grenier
Maire

INITIALES DU MAIRE S.M.
92
INITIALES DU GREFFIER L.B.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 août 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 13 août 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Jean-Marie Boisvert, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Jacques Dionne, conseiller juridique, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire remet à Mademoiselle Anne-Marie Dubois un certificat de "citoyenne émérite" pour avoir remporté la grande finale des Concours de musique du Canada qui s'est tenue à Trois-Rivières au mois de juillet 1984. Cette artiste s'est mérité une bourse de 3 000 $ de la fondation Raymond-Garneau, ainsi que le prix d'Argentine et le prix du Portugal.

Son Honneur le Maire félicite Mademoiselle Anne-Marie Dubois et lui souhaite bon succès dans la poursuite de sa carrière artistique si bien amorcée.

666/8/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue à 19 H 45 le 23 juillet 1984.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

667/8/84

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 23 juillet 1984; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé après avoir ajouté à la fin de la résolution no. 653/7/84 la phrase suivante: "Le conseiller Lindor Letendre demande que sa dissidence soit notée à la présente résolution."

ADOPTÉ

668/8/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue à 17 heures le 25 juillet 1984.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
93
INITIALES DU GREFFIER

669/8/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue à 13 H 30 le 26 juillet 1984.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

670/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire déclare qu'il a remis aux journalistes et à M. Hervé Savoie, président du R.C.D., certains renseignements concernant les sujets suivants:

- Taxes payées par les Chevaliers de Colomb et la Légion Royale Canadienne;
- Pourcentage du rôle d'évaluation;
- Estimé des travaux pour l'aménagement d'un espace de rangement au bar du Centre Marcel Dionne;
- Détail du compte: "Modification au système de circulation de saumure à l'Olympia Yvan Cournoyer".

671/8/84

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- VENTE DU LOT 126-3-337 - P.A.A.T. II (LA COULÉE)

Soumissionnaire	Prix
. M. NORMAND CHAILLER 1533 rue Manseau Rock Forest	12,92 $ le mètre carré

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

672/8/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes ouvertes publiquement lundi le 6 août 1984 à 20 heures:

- AIDES VISUELLES À LA NAVIGATION "ÉLECTRICITÉ" - AÉROPORT MUNICIPAL

Soumissionnaires	Prix
. A. VACHON LIMITÉE 1500 Pacifique Sherbrooke	306 729,35 $
. GRENIER ÉLECTRIQUE LTÉE B.P. 501, Sortie 191 Autoroute 20 N.D. du Bon-Conseil	262 597,11 $

. TREMCOUR ÉLECTROTECNIC LTÉE — 414 544,44 $
375 Est, St-Charles
Longueuil

. CONTRÔLE T.S. ENR. — 313 665,47 $
122 St-Ludger
Délisle, Lac St-Jean

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

673/8/84 - M. Luc Demers du Comité organisateur du premier festival d'été à Grantham-Ouest demande d'emprunter vingt (20) tables de pique-nique les 17, 18 et 19 août 1984.

Attendu que le Conseil de la Ville de Drummondville est toujours heureux de collaborer avec les municipalités voisines; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. André Paquet soit autorisé à prêter les tables demandées à condition que l'utilisateur assume leur transport aller et retour.

ADOPTÉ

674/8/84 - Mme Francine Rajotte, domiciliée au 645 rue Bousquet, expose au Conseil les inconvénients que doivent subir les personnes qui habitent aux environs du terrain de l'Exposition à cause principalement du bruit en soirée et même durant la nuit.

Le Conseil estime que les plaintes de Mme Francine Rajotte sont justifiées.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que demande soit faite au responsable du terrain de l'Exposition (M. Henri-Paul Proulx) d'aviser en conséquence les personnes qui tiennent des activités à cet endroit. On demandera également à ce responsable de préciser par écrit aux locataires du terrain de l'Exposition les règles et les horaires à suivre pour minimiser le bruit durant la tenue d'activités.

ADOPTÉ

675/8/84 - Le Comité d'assainissement du bassin de la rivière St-François invite les autorités municipales à une journée d'animation sur l'assainissement, la protection et l'aménagement du milieu aquatique qui aura lieu le samedi, 18 août 1984, à l'institut Val-du-Lac de Rock Forest.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que MM. les conseillers J.-Bruno Smith et Robert Lafrenière soient délégués à cette journée d'animation.

ADOPTÉ

676/8/84 - MM. Michel Lapierre, président, et Richard Luneau, directeur général du Festival mondial de folklore de Drummondville, remercient les autorités municipales pour leur généreuse contribution à l'éclatant succès du dernier Festival tenu à Drummondville au mois de juillet dernier.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et unanimement résolu qu'une lettre de remerciements et de félicitations soit transmise à MM. Michel Lapierre et Richard Luneau pour la disponibilité et le dévouement qu'ils ont consacrés à l'organisation du Festival mondial de folklore en 1984. Grâce à eux et grâce aux milliers de bénévoles qui ont uni leurs talents et leurs énergies, Drummondville a connu une publicité d'envergure jamais égalée. Grâce à eux également, les drummondvillois ont profité de 10 jours de fête et fraternité. Le Conseil ne peut que souhaiter que ce Festival se répète chaque année et garantir aux organisateurs son appui et sa collaboration.

ADOPTÉ

677/8/84 - Les Ambulanciers St-Jean demandent au Conseil la permission de tenir leur campagne annuelle de souscription du 12 août au 15 octobre 1984.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette autorisation soit accordée et que les Ambulanciers St-Jean soient félicités pour leur dévouement et leur civisme.

ADOPTÉ

678/8/84 - La Cité des Loisirs demande l'autorisation d'opérer un traversier entre le centre nautique Kounak et l'aéroport municipal, et d'utiliser le quai dudit aéroport le 19 août 1984 de 9 H 30 à 17 H 30.

Attendu que des ententes ont été négociées avec MM. Sylvain Desmarais, Arthur Hivon et Gérald Lapierre; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette autorisation soit donnée.

ADOPTÉ

679/8/84 - Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Fondation Ste-Croix Inc. soit autorisée à utiliser gratuitement l'Olympia Yvan Cournoyer le 28 octobre 1984, de 13 heures à 18 heures.

ADOPTÉ

- Lecture est donnée d'une lettre de l'Église de Pentecôte qui félicite le Conseil pour avoir adopté un règlement concernant la vente et l'étalage d'objets et revues érotiques.

D'autre part, cette lettre est accompagnée d'une requête signée par plus de cent citoyens et citoyennes qui s'opposent à l'agrandissement du bar au Centre Marcel Dionne.

Son Honneur le Maire explique que la Ville n'a pas l'intention d'agrandir ce bar, mais d'y annexer un espace de rangement. Cette décision n'a pas encore été prise et le Conseil attend de connaître les coûts de construction de cette annexe avant de procéder.

680/8/84 - Certains résidents de la 122e Avenue demandent l'autorisation de tenir une épluchette de blé d'inde le 18 août 1984 ou en cas de pluie le 25 août 1984. On demande la fermeture de la 120e Avenue entre le boulevard St-Joseph et la rue Lauzon, de 15 heures à 23 heures, lors de cette activité.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ces autorisations soient accordées.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE B.M.
96
INITIALES DU GREFFIER L.B.

681/8/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 19 juillet au 9 août 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 145 537,60 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras souligne que parmi la liste des comptes, il y en a un de 5 617,86 $ pour l'achat d'un projecteur de poursuite au Centre Culturel. La Ville sera remboursée par le Carrefour Socio-Culturel d'une somme de 3 750,00 $ pour cette dépense.

682/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Normand Corriveau, avocat, soient retenus pour représenter la Ville lors de l'audition de griefs formulés par l'U.P.D.I., prévue pour le 31 octobre 1984.

ADOPTÉ

683/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu qu'autorisation soit donnée à American Express du Canada Inc., l'Association des restaurateurs du Québec et de Drummondville et au Bureau du tourisme et des congrès du Centre du Québec Inc. d'utiliser le parc Woodyatt le 26 août 1984 pour organiser une réunion fraternelle entre les serveurs et les serveuses de restaurant à Drummondville. Les profits réalisés lors de cet événement seront versés aux Cadets de la marine de Drummondville.

ADOPTÉ

684/8/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la résolution no. 526/6/84 soit amendée pour y remplacer les mots "bail de location" par "servitude d'empiètement".

ADOPTÉ

685/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Laurent Bernier, greffier, soit désigné pour signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une autorisation à la firme Le groupe Poulin, Gougeon, Turcotte et Audisio enr. d'arpenter le lot numéro P.282 du Canton de Grantham (lot situé dans le parc industriel régional) dans le cadre du projet d'aménagement d'une conduite de gaz naturel par Gaz Inter-Cité Québec.

ADOPTÉ

686/8/84

Attendu que le Conseil prévoit payer à même les disponibilités budgétaires de l'année en cours la somme approximative de 10 500 $ pour les frais d'expropriation des immeubles qui constituent la rue Cormier, sans appartenir à la Ville de Drummondville; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le trésorier soit autorisé à affecter aux fins précitées une somme n'excédant pas 10 500 $ et que la résolution portant le numéro 657/7/84 soit abrogée.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

97

INITIALES DU GREFFIER

687/8/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Les Consultants Falardeau et Associés pour la préparation des plans et devis relatifs au réaménagement des feux de circulation aux intersections du boulevard St-Joseph et des rues Janelle et De Boucherville, soient retenus.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Les Consultants Falardeau et Associés pour les fins précitées.

ADOPTÉ

688/8/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Audet SBCS Inc. soient retenus pour la préparation des plans et devis relatifs à la fermeture du dépotoir municipal.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Audet SBCS Inc. pour les fins précitées.

ADOPTÉ

M. Jean-Marie Boisvert, conseiller et représentant de la Ville de Drummondville à la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond, déclare que Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée ont reçu l'approbation d'un site d'enfouissement dont l'opération pourrait débuter vers la fin du mois de septembre 1984. Lorsque ce site sera en opération, la Ville de Drummondville devra obtempérer aux directives du ministère de l'Environnement et procéder à la fermeture du dépotoir municipal actuel.

689/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le plan de subdivision du terrain "Entrepôt Valois" préparé par les arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin.

ADOPTÉ

690/8/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de circulation préparé par M. Gérald Lapierre le 8 août 1984 soit accepté tel que rédigé et que ledit rapport soit versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

691/8/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une zone de stationnement limité à 60 minutes, face au 255 rue Dunkin, en remplacement de la zone de stationnement interdit.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
98
INITIALES DU GREFFIER

692/8/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une traverse pour piétons à l'aide d'un marquage sur la chaussée, rue Poirier, à l'intersection de la rue Brock et à installer les enseignes de présignalisation requises.

ADOPTÉ

693/8/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a mandaté les évaluateurs Mercure, Guilbault et Associés pour reviser les rôles d'évaluation foncière et locative, pour les indexer et les équilibrer;

ATTENDU QUE le nombre de modifications constatées dans l'actualisation de l'inventaire du milieu s'avère beaucoup plus élevé que prévu;

ATTENDU QUE le nombre de modifications dues à la tenue à jour normale des rôles est également beaucoup plus élevé que prévu;

ATTENDU QU'en intégrant aux rôles les modifications, des lourdeurs administratives pour la municipalité et la confusion chez les contribuables seront évitées;

POUR CES RAISONS, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville se prévale de l'article 71 de la Loi sur l'évaluation foncière et demande au ministre des Affaires municipales d'autoriser que le dépôt des rôles de valeurs foncières et locatives de la Ville de Drummondville soit retardé au plus tard le 1er novembre 1984.

ADOPTÉ

694/8/84

ABROGÉE PAR RÉS. 780/9/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville entend négocier une entente (crédit-bail) avec RoyLease Limitée pour la location avec option d'achat:

- d'un rouleau compacteur neuf de marque Bomag muni d'une remorque;
- d'un camion P.T.C. 34 000 lbs de marque International Harvester;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a procédé par appel d'offres pour ces deux équipements;

ATTENDU QUE les plus basses soumissions conformes reçues par la Ville de Drummondville sont:

- Rouleau compacteur - Fournisseur: Les Industries Wajax Ltée, au prix de 29 999,00 $
- Camion International Harvester - Fournisseur: Centre du Camion Beaudoin Enr., au prix de 64 900,00 $;

ATTENDU QUE ces deux montants forment un total de 94 899,00 $;

ATTENDU QUE RoyLease Limitée offre à la Ville un financement avantageux pour une somme de 93 093,00 $;

ATTENDU QUE si ce financement par RoyLease Limitée est accepté, la Ville de Drummondville paiera l'excédent, soit la somme de 1 806,00 $ à même ses disponibilités budgétaires de l'année d'opération 1984;

POUR CES RAISONS, il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que demande soit faite à la Commission municipale du Québec d'autoriser la Ville de Drummondville à signer l'entente (crédit-bail) proposée par RoyLease Limitée pour le financement d'une somme de 93 093,00 $ pour la location et l'achat d'un rouleau compacteur muni d'une remorque et d'un camion de marque International Harvester.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à l'entente précitée.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no. 414/5/84.

ADOPTÉ

695/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville recommande au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche d'accorder une subvention au Club de patinage de vitesse de Drummondville dans le cadre du programme d'aide au développement des équipements de loisir (P.A.D.E.L.).

Il est entendu que s'il advenait que le Club de patinage de vitesse de Drummondville ne pouvait poursuivre ses activités, la Ville de Drummondville s'engage à étudier une proposition pour reprendre ses équipements.

ADOPTÉ

696/8/84

Le greffier dépose le projet de règlement No. 1644.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1644 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone CD-2 à même une partie du secteur de zone RB-9, soit et est adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A-19.1).

ADOPTÉ

697/8/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 240 000,00 $ pour l'achat de 104 terrains dans le secteur Les Jardins du Golf.

Acquisition de terrains	180 000 $
Frais de notaires	8 000 $
Frais d'arpentage	20 000 $
Frais divers	2 000 $
	210 000 $
Frais de financement & imprévus	30 000 $
TOTAL:	**240 000 $**

698/8/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1640) pourvoyant à la modification du règlement de zonage No. 1400 afin d'adopter de nouvelles règles d'exception relatives aux marges de recul.

699/8/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1641) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-63 à même une partie du secteur de zone RB-77.

INITIALES DU MAIRE
100
INITIALES DU GREFFIER

700/8/84

Lecture est donnée du règlement No. 1634 établissant des politiques de développements résidentiels.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras déclare qu'elle ne s'objecte pas à l'adoption de ce règlement mais qu'elle s'interroge sur la façon dont réagiront une centaine de propriétaires de terrains de l'ex-Ville de Drummondville-Sud qui avaient acheté des lots avant l'adoption de ce règlement. Elle ne voudrait pas que ces propriétaires subissent de préjudice. Elle s'inquiète de l'équité de ce règlement.

D'autres conseillers sont d'avis que le règlement sera plus équitable parce que les futurs propriétaires devront payer eux-mêmes pour les services de pavage de rue, d'éclairage, d'aqueduc et d'égout au lieu de profiter du fait qu'antérieurement ces coûts étaient à la charge de la collectivité et de ce fait, les propriétaires construits dans des quartiers plus anciens devaient payer pour les nouveaux développements.

701/8/84

Lecture est donnée du règlement No. 1643 décrétant l'expropriation des immeubles qui constituent la rue Cormier sans appartenir à la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole de ses collègues du Conseil pour offrir des condoléances à M. Maurice Boivin, employé municipal, à l'occasion du décès de son frère, M. Jean-Louis Boivin.

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Gérald Prince du journal La Tribune.

  Question — Comment peut-on dire qu'il y aura économie en préparant dès maintenant des plans et devis pour la fermeture du dépotoir municipal?

  Réponse: — Le Conseil est informé qu'une entreprise a obtenu un permis pour l'opération d'un site d'enfouissement à St-Nicéphore. Dès que ce site sera en opération, la Ville de Drummondville devra procéder à la fermeture du dépotoir municipal actuel et au recouvrement du terrain. À ce moment, des travaux d'excavation seront probablement en voie d'exécution à l'aéroport municipal et la terre disponible pourrait possiblement être utilisée pour le recouvrement du dépotoir municipal. Il y aura donc économie sur l'achat de matériel et sur le transport, vu la proximité des deux sites.

- Intervenant: M. Joseph Richard Millar du quartier St-Joseph.

  M. Joseph Richard Millar félicite Mlle Anne-Marie Dubois pour avoir remporté le premier prix d'un important concours de musique.

  Question 1 — La Ville va-t-elle tenir compte d'une pétition contenant plus de cent signatures de citoyens qui s'opposent à l'agrandissement du bar au Centre Marcel Dionne?

INITIALES DU MAIRE
101
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Son Honneur le Maire explique que l'agrandissement proposé au Centre Marcel Dionne consiste en l'aménagement d'un espace de rangement. Si ce projet est réalisé, il n'aura pas pour effet d'agrandir le bar.

Question 2 Depuis l'adoption du règlement No. 1642 concernant la vente et l'étalage d'objets érotiques, combien de contraventions ont été données aux dépositaires de tels objets?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière explique que la mise en vigueur de ce règlement est très récente, il faut donner aux dépositaires le temps nécessaire pour procéder à des réaménagements. Plusieurs marchands se sont déjà conformés à la nouvelle réglementation et les citoyens peuvent être assurés que la surveillance nécessaire pour l'observance du règlement No. 1642 sera faite d'une façon sérieuse et efficace.

Question 3 Le Conseil entend-il supporter le projet d'aménageme des îles du parc Woodyatt proposé par M. Yvon Boudreault?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que le Conseil a assisté à la présentation du projet de M. Yvon Boudreault au cours de l'après-midi et qu'une maquette du projet est installée dans la salle des délibérations du Conseil. Cette proposition fera l'objet d'une étude sérieuse et le Conseil n'est pas en mesure de se prononcer sur une décision aussi importante et aussi coûteuse qui nécessitera l'aide des gouvernements supérieurs pour se réaliser.

- Intervenante: Mme Claire Pérusse du 5 000 boul. Allard.

Question Cette dame veut savoir à quelle date le règlement No. 1640 entrera en vigueur? Elle attend une modification au règlement de zonage pour pouvoir procéder à des améliorations à sa propriété.

Réponse: Le greffier explique que ce règlement entrera en vigueur le 6 octobre 1984 s'il n'y a pas de demande de référendum lors de l'ouverture d'un registre qui se fera les 1er et 2 octobre 1984. S'il n'y a pas d'opposition au règlement No. 1640, Mme Pérusse pourra en être avisée dès le 2 octobre à 19 heures et elle pourra déjà se préparer pour débuter ses travaux dès lundi le 8 octobre sur délivrance d'un permis de l'inspecteur en bâtiment.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 Pourquoi transmettre à M. Henri-Paul Proulx, directeur du C.E.E.P.A.S., la lettre de Mme Francine Rajotte qui se plaint du bruit au terrain de l'Exposition?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que M. Henri-Paul Proulx agit comme gérant au terrain de l'Exposition et qu'il procède à la location des lieux. Il est donc la personne en autorité pour fixer des conditions aux utilisateurs du terrain de l'Exposition.

Question 2 Le mandat donné à la firme Les Consultants Falardeau et Associés est-il relié à l'item 22 (rapport du Comité de circulation)?

Réponse: Non. Le mandat donné à cette firme concerne strictement le réaménagement des feux de circulation aux intersections du boulevard St-Joseph et des rues Janelle et De Boucherville.

Question 3 Pourquoi le Conseil a-t-il toujours refusé de négocier avec la compagnie Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée qui vient d'obtenir un permis d'opération d'un dépotoir à St-Nicéphore?

INITIALES DU MAIRE B.M
102
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Son Honneur le Maire explique qu'il y a deux raisons qui justifient la position du Conseil:

A) Jusqu'à récemment, la compagnie Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée n'avait pas de permis pour opérer un site d'enfouissement, donc la Ville de Drummondville ne pouvait pas négocier avec cette entreprise.

B) La Ville de Drummondville est membre de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond qui, elle, a procédé à des appels d'offres pour l'enfouissement des déchets.

Question 4 Avec l'adoption du règlement No. 1634 établissant des politiques de développements résidentiels, est-ce que la Ville de Drummondville se dirige vers l'imposition de taxes de secteurs?

Réponse: L'intention du Conseil est de faire payer les infrastructures par les promoteurs et donc par les nouveaux propriétaires.

Question 5 S'adressant au conseiller Edward St-Pierre, M. Hervé Savoie demande comment se fait le contrôle des non résidents qui s'inscrivent aux activités sportives à Drummondville?

Réponse: Le conseiller Edward St-Pierre explique qu'il y a un contrôle très sérieux qui se fait. Lorsque l'on découvre qu'un participant donne l'adresse d'un parent à Drummondville, il y a intervention immédiate. Ce sont heureusement des cas d'exception de plus en plus rares.

Question 6 Comment la Ville peut-elle contrôler les coûts des téléphones utilisés par les employés municipaux?

Réponse: Les factures sont réparties par édifice et le responsable exerce un contrôle sur tous les appels téléphoniques avant de recommander le paiement des factures par le trésorier.

Question 7 Peut-on obtenir le coût des vêtements fournis aux employés municipaux en 1984?

Réponse: Cette information sera donnée lors de la prochaine séance régulière du Conseil.

Question 8 Quels genres de cadeaux ont été donnés aux visiteurs lors du dernier Festival mondial de folklore et qui en a fait le choix?

Réponse: Son Honneur le Maire explique que différents cadeaux ont été donnés, tels que des émaux sur cuivre, des peintures, des agendas, des livres, des plaques souvenirs, etc. Mme Lise Brodeur, agent de communication, avait la responsabilité de procéder à l'acquisition de ces souvenirs et elle s'est acquittée de sa tâche avec discernement et à la satisfaction du Conseil.

Question 9 Quand sera rendu public le rapport de la Ville concernant les systèmes de communication?

Réponse: Le conseiller Robert Lafrenière déclare que le rapport est rédigé, le Conseil en fera l'étude au cours des prochains jours et les informations pourront être données publiquement lors de la prochaine séance du Conseil.

Question 10 Le greffier peut-il expliquer ce que veut dire le mot toponymie et quels avantages il a retirés de sa participation à un congrès concernant la toponymie?

INITIALES DU MAIRE B.M.
103
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Le greffier explique que la toponymie est une science qui établit des critères à observer pour donner des noms appropriés aux lieux, aux rues, aux parcs, aux édifices et autres biens qu'il faut identifier. Le premier congrès international sur la toponymie française de l'Amérique du Nord qui s'est tenu à Québec récemment a permis au greffier de la Ville de Drummondville et secrétaire du Comité de toponymie de se familiariser avec les règles toponymiques et de rapporter du matériel d'information qui sera disponible et utile pour le Comité de toponymie de la Ville.

- Intervenant: M. Claude Toutant du 809 - 110e Avenue.

Question 1 M. Claude Toutant veut savoir si le comité d'étude formé concernant le plan de développement a produit un rapport et ce, si ledit rapport est disponible?

Réponse: Oui, le comité a complété son rapport, lequel est disponible pour consultation; cependant le Conseil n'a pas encore déterminé son choix concernant les options proposées par ce comité.

Question 2

A) Le règlement No. 1634 établissant des politiques de développements résidentiels n'aura-t-il pas pour effet d'éloigner les promoteurs?

B) Est-ce que les engagements des autorités municipales pris lors de la fusion de Drummondville et Drummondville-Sud prévoyant que le développement futur sera fait dans des proportions de 1/3 dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud et 2/3 dans Drummondville, seront respectés?

C) Est-ce que les propriétaires de terrains dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud seront pénalisés par l'adoption du règlement No. 1634?

Réponse: Le conseiller Edward St-Pierre invite M. Claude Toutant à rencontrer M. Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, pour prendre connaissance du rapport concernant les futurs sites de développement et les coûts rattachés à chacun de ces sites.

Son Honneur le Maire déclare que tous les projets raisonnables de construction et de développement seront sérieusement considérés par le Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 27 août 1984, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bonin
.....
Greffier.

Serge Ménard
.....
Maire.

INITIALES DU MAIRE

104

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 août 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 27 août 1984 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer les projets de règlement suivants et les conséquences de leur adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

   - Règlement No. 1640 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles d'exception relatives aux marges de recul.

   - Règlement No. 1641 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-63 à même une partie du secteur de zone RB-77.

5. Période de questions sur le règlement No. 1640;

6. Période de questions sur le règlement No. 1641;

7. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

702/8/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relativement à l'adoption de règlement de zonage.

Monsieur le Maire explique la nature et l'objet du règlement No. 1640, lequel augmente la marge de recul jusqu'à concurrence de 40% et fixe, sur le boulevard Allard, dans la zone RA/A-57, la marge de recul à 30 mètres.

INITIALES DU MAIRE
105
INITIALES DU GREFFIER

Par la suite, Monsieur le Maire donne la nature et l'objet du règlement No. 1641, lequel soustrait de la zone résidentielle RB-77, des terrains situés à l'intersection des boulevards Mercure et Des Chutes pour les inclure dans le secteur de zone CB-63.

Finalement, les personnes présentes sont invitées à venir poser des questions sur les 2 projets de règlement présentés.

Faute de question, la séance de consultation est levée.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 août 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 27 août 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Denis Savoie, Edward St-Pierre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique et greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

703/8/84

Le greffier adjoint commence la lecture du procès-verbal de la séance régulière tenue le 13 août 1984.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 13 août 1984, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

704/8/84

M. Lindor Letendre demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 23A: "Herbes le long des trottoirs".

M. Robert Lafrenière veut voir ajouter à l'ordre du jour l'item 28A: "Demande du Club de voile".

M. Jean-Marie Boisvert demande l'ajout de l'item 28B: "Transport en commun".

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que modifié.

ADOPTÉ

Monsieur le Maire Serge Ménard répond à 2 demandes faites par M. Hervé Savoie lors de la dernière séance régulière du Conseil en donnant le détail du coût des vêtements fournis aux employés du Service des travaux publics en 1983, ainsi que quelques précisions sur le dossier "Communication", c'est-à-dire sur l'étude commandée à la firme Paul Gratton et Associés de Montréal pour déterminer les besoins en matière de radio-communication pour la Ville de Drummondville (approximativement 10 000 $).

Le bureau du greffier n'ayant reçu aucune soumission pour la vente de terrains résidentiels, Monsieur le Maire passe à l'item suivant.

C O R R E S P O N D A N C E:

705/8/84 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre envoyée par plusieurs parents représentés par Mme Doris Grondin Pellerin, demandant de poster un brigadier adulte au coin des rues Dionne et Ste-Thérèse étant donné l'affluence de circulation à cet endroit et la situation dangereuse créée pour les enfants par cet état de chose.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise pour étude et recommandation au comité de circulation, lequel tiendra sa prochaine réunion le 12 septembre prochain.

ADOPTÉ

- A) Le greffier adjoint lit au Conseil une lettre provenant de M. Henri-Paul Proulx, gérant de C.E.E.P.A.S. Inc. Celui-ci s'efforcera de répondre le mieux possible aux voeux du Conseil relativement à la gérance du terrain d'exposition et aux inconvénients engendrés par l'utilisation dudit terrain.

B) Par la suite, le Conseil prend connaissance d'une autre lettre de M. Henri-Paul Proulx mais celle-ci adressée au directeur général, M. Claude Boucher, et traitant des plaintes reçues pour certaines activités qui se sont déroulées sur le terrain d'exposition. M. Henri-Paul Proulx souligne que des efforts soutenus sont faits pour que les locations engendrent le moins possible de désagréments pour les propriétaires et locataires situés à proximité des lieux. Il ajoute que l'entente à être conclue entre la Ville et C.E.E.P.A.S. relativement à la gérance du terrain d'exposition devrait être assortie d'une politique de location, ce qui devrait régler bien des problèmes.

Le Conseil a pris bonne note des 2 lettres et précise qu'un projet d'entente devrait être présenté sous peu.

706/8/84 - Une lettre provenant du Comité d'École Christ-Roi et signée par Mme Nicole Béland, demande au Conseil la permission d'utiliser le parc Rachel pour tenir une fête d'accueil pour les enfants commençant l'école. Cette requête est accompagnée de d'autres demandes mais toujours relatives à cette fête qui se tiendra le 7 septembre prochain.

INITIALES DU MAIRE B.M.
107
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la requête du Comité d'École Christ-Roi soit accordée et que la lettre soit transmise au directeur des Services récréatifs et communautaires pour qu'il puisse accorder les services suivant la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

- A) Mme Marie-Christine Savoie de la Maison des Femmes de Drummondville remercie le Conseil d'avoir accordé l'autorisation de tenir une vente de livres usagés le 11 juillet dernier.

  Le Conseil prend note de ces remerciements.

  B) Une lettre du conseil d'administration de la Maison des Femmes de Drummondville envoyée par Mme Mariette Aubé, félicite le Conseil pour l'adoption du règlement contrôlant l'étalage de matériel pornographique. Cette lettre souligne l'importance de l'implication de tous les citoyens pour faire respecter cette réglementation.

  M. Robert Lafrenière mentionne que l'application dudit règlement sera faite en trois étapes:

  1° Le règlement sera distribué à tous les marchands de matériel pornographique (étape en voie de réalisation).

  2° Des précisions ou renseignements supplémentaires seront fournis aux commerçants qui en feront la demande.

  3° Vérification des commerces avec avis de non conformité lorsque le règlement n'est pas respecté.

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre envoyée par Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc. et signée par son président, M. Jean-Guy Bédard. Ce dernier se dit très déçu de la position prise par les autorités municipales dans le dossier de relocalisation de la Source et déclare avoir été très surpris d'apprendre la nouvelle par la voie des journaux.

  La décision du Conseil a été prise après mûre réflexion et après maintes discussions avec les intéressés. Tout le long des négociations, la Ville est restée en communication avec Les Groupes Populaires Associés de Drummond Inc. et conséquemment ces derniers ont été mis au courant de la décision avant que les médias locaux soient saisis de cette position.

- Le greffier adjoint lit une lettre provenant de M. R. Boulengier qui au nom des familles Brainoises venues nous visiter en juillet dernier, veut souligner d'une façon particulière l'accueil chaleureux dont elles ont été l'objet à Drummondville, ainsi que le merveilleux travail effectué pendant leur séjour par M. Bernard Messier, Mme Laurette Béliveau et M. Bernard Loiselle.

  Le Conseil de la Ville de Drummondville est conscient de tous les efforts qui ont été déployés par M. Bernard Messier, Mme Laurette Béliveau et M. Bernard Loiselle, ainsi que par tous les autres membres du conseil d'administration de l'A.É.N.I.D. Le soin qu'ils ont apporté pour accomplir la tâche qui leur avait été confiée lors de la préparation du Festival mondial de folklore de Drummondville a fortement contribué au succès retentissant qu'a obtenu le Festival cette année.

  Le Conseil veut donc, unanimement, les remercier pour tous les efforts déployés encore une fois cette année.

INITIALES DU MAIRE

108

INITIALES DU GREFFIER

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre de Me Paul Biron demandant plus de précision sur les avis publiés conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

  M. Denis Savoie fait état des changements survenus depuis 1977 dans ce domaine et démontre qu'en 1977, seule une description du périmètre touché apparaissait à l'avis publié pour le changement de zonage. En 1978, un croquis des zones touchées était ajouté à la description du périmètre. Avec l'apparition du règlement No. 1400 en mai 1981, le travail engendré par les avis publics de changement de zonage a été confié à une firme professionnelle en la matière; cependant, la clarté des avis laissait à désirer. Depuis peu, la qualité des avis a été améliorée, mais d'autres pressions seront faites pour avoir un avis encore plus précis.

- Une lettre du ministre de l'Environnement, M. Adrien Ouellette, avise la Ville qu'il rend publique l'étude d'impact relative au projet d'agrandissement et de modernisation de l'aéroport municipal de Drummondville. M. le ministre précise les obligations de publicisation de la Ville de Drummondville et invite la Ville à entrer en contact avec M. Jean-Paul Sabourin (418-643-7447), secrétaire du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, si d'autres précisions ou explications étaient nécessaires.

  Le Conseil de Ville connaît l'importance du projet pour toute la région de Drummondville et c'est de bon gré que la publicisation demandée sera faite.

  Par la même occasion, le Conseil précise que des copies du rapport d'impact sont disponibles pour consultation à l'hôtel de ville de St-Nicéphore, 4677 rue Traversy, St-Nicéphore, M. Jean-Guy Ayotte étant la personne responsable (477-5144) et au Centre d'information documentaire Côme St-Germain, 545 rue Des Ecoles, Drummondville, M. Pierre Meunier étant la personne responsable (472-7679).

  Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement prendra connaissance de toute demande relative à ce dossier jusqu'au 30 septembre prochain.

- Le greffier adjoint fait le résumé d'une longue lettre bien étoffée et bien documentée de M. Pierre Grondin faisant état de la richesse patrimoniale que représentent les vestiges de la Poudrière à Drummondville.

  M. Pierre Grondin brosse succintement un tableau de l'impact social et historique qu'a eu la Poudrière (Aetna Chemical Co.) sur Drummondville et ses citoyens.

  M. Pierre Grondin suggère donc aux membres du Conseil d'étudier la possibilité d'établir à cet endroit un parc municipal à vocation patrimoniale.

  Le Conseil apprécie la suggestion faite par M. Pierre Grondin et lui suggère de transmettre copie de cette lettre à la Commission Scolaire. Le Conseil précise que la Commission Scolaire a établi un parc-école à cet endroit et que la demande de M. Pierre Grondin pourrait, peut-être, s'inscrire dans les projets de la Commission Scolaire.

- Le ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, confirme à la Ville l'obtention d'une subvention de 933 000 $ pour l'agrandissement et le réaménagement du Centre Culturel de Drummondville. Cette subvention serait versée par tranches, répartie sur une période de 20 ans en tenant compte du loyer de l'argent selon le taux en vigueur sur le marché au moment des étapes de financement du projet. Finalement, M. Clément Richard donne quelques précisions relatives aux conditions auxquelles est assujetti le versement de la subvention.

  Le Conseil est surpris et souligne que les discussions entourant la demande de subvention portaient à croire que celle-ci serait versée d'une façon identique à celle qui a prévalu pour le Centre d'information documentaire Côme St-Germain, c'est-à-dire pas de financement des travaux par la Ville pour la portion représentant la subvention.

  Une lettre de remerciements sera adressée au ministre Clément Richard avec une demande pour que le versement de la subvention soit tel que les négociations le laissaient présager.

- Le greffier adjoint fait lecture d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de la Commission Régionale St-François le 15 août 1984, établissant M. Robert Lafrenière coordonnateur de la formation professionnelle. Cette résolution a été extraite des procès-verbaux transmis à la Ville par la Commission Régionale St-François.

  Le Conseil, d'une façon unanime, félicite M. Robert Lafrenière pour cette nomination.

707/8/84 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre de MM. Jean-Pierre Leroux, président du secteur adaptation scolaire de l'Association du sport scolaire des Cantons de l'Est et Michel D'Aoust, président et coordonnateur de l'autofinancement du Festival sportif international pour les enfants de l'adaptation scolaire, demandant la permission au Conseil d'utiliser le stationnement du marché public, dimanche le 2 septembre 1984, pour la "journée Timbits" de 9 heures à 21 h 30, afin d'y tenir des activités pour les enfants de toutes catégories. Une demande de soutien matériel pour assurer la sécurité des jeunes est annexée.

  M. le maire est cordialement invité à la conférence de presse qui précédera cet événement.

  Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la présente demande soit acceptée et transmise au directeur des Services récréatifs et communautaires, le tout conformément à la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville.

  ADOPTÉ

708/8/84 - Lecture est faite d'une lettre de Mme Renée Lavoie Godbout, propriétaire de la Résidence Oasis, résidence pour personnes âgées, demandant la fermeture de la rue Holmes le 22 septembre prochain afin d'y tenir certaines activités pour ses résidents.

  Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette demande soit acceptée et transmise au directeur des Services récréatifs et communautaires, conformément à la politique d'assistance aux manifestations populaires établie par la Ville de Drummondville.

  ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

110

INITIALES DU GREFFIER

709/8/84 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre de M. Michel Hamelin, président du comité organisateur de la campagne L'Oeuvre des petits souliers tenue sous l'égide de l'Association professionnelle des voyageurs de commerce de Drummondville. M. Hamelin souligne que la campagne de charité se tiendra cette année du 14 au 22 septembre 1984 et que l'objectif a été fixé à 10 000 $. Par la même occasion, les membres du Conseil sont invités à l'ouverture de cette campagne le 14 septembre 1984.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que l'Association professionnelle des voyageurs de commerce de Drummondville soit autorisée à tenir la campagne de charité L'Oeuvre des petits souliers du 14 au 22 septembre 1984. Le Conseil encourage l'Association professionnelle des voyageurs de commerce de Drummondville à continuer cette belle oeuvre.

ADOPTÉ

710/8/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période s'étendant du 11 août au 1er septembre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 434 810,72 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

711/8/84

Le greffier adjoint souligne au Conseil qu'une requête en constitution de Sidac a été déposée et il fait lecture intégrale de la requête faite pour la Sidac Alain Limoges de Drummondville.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que cette requête soit acceptée et que la Ville procède aux consultations d'usage pour permettre la constitution de la nouvelle Sidac.

ADOPTÉ

712/8/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les demandes de Centraide Coeur du Québec Inc. soient acceptées, et plus précisément:

1° Hisser le drapeau de Centraide au mât de l'hôtel de ville;

2° Fixer un thermomètre géant dans le parterre de l'hôtel de ville;

3° Installer des banderoles de rue dans la Ville;

4° Exposer une bannière de Centraide à l'intérieur du Centre Culturel, du Centre Marcel Dionne et de l'Olympia Yvan Cournoyer;

5° Mettre gratuitement à la disposition de Centraide Coeur du Québec Inc., le 24 septembre 1984, le Centre Culturel de Drummondville pour un spectacle de l'ensemble folklorique Mackinaw et de l'ensemble vocal Les Argentins, soulignant le lancement officiel de la campagne de financement. Bien entendu, le Centre Culturel sera ouvert la veille avec les mêmes conditions pour permettre une répétition générale.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

111

INITIALES DU GREFFIER

713/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le régisseur du Centre d'information documentaire Côme St-Germain soit autorisé à écouler par vente au public, à coûts raisonnables, les livres ou autres documents à être éliminés.

ADOPTÉ

714/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit délégué pour représenter la Ville de Drummondville au congrès annuel de l'Association québécoise des techniciens en loisirs (A.Q.T.L.) qui se tiendra à Québec du 3 au 6 octobre prochain.

ADOPTÉ

715/8/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les arpenteurs-géomètres Dubé et Boies soient mandatés pour exécuter l'arpentage nécessaire aux travaux d'agrandissement et de rénovation du Pavillon Frank Gougeon (lots 135-83, -84, -85, -86, -87, -208, -209 et 136A-P), ainsi que le lotissement, le piquetage et la localisation (certificat de localisation) du terrain désigné.

ADOPTÉ

716/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente de 3 ans avec M. Jean-Guy Mélançon pour l'opération du restaurant à l'Olympia Yvan Cournoyer.

ADOPTÉ

717/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville un protocole d'entente d'un (1) an avec M. André Boivin pour l'opération du pro-shop à l'Olympia Yvan Cournoyer.

ADOPTÉ

718/8/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que mandat professionnel soit confié à Me Jean Prince, avocat, pour représenter la Ville dans le dossier de la Cour Supérieure, J.-P. Doyon Ltée -vs- Ville de Drummondville (C.S.D. no. 405-05-000045-849).

ADOPTÉ

719/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à demander pour et au nom de la Ville de Drummondville un projet dans le cadre du programme Canada au Travail, secteur programme de création d'emplois. M. André Paquet est également autorisé par la présente à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents et ententes pertinents à l'obtention et à la réalisation du projet.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

112

INITIALES DU GREFFIER

720/8/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a comme objectif premier de dispenser des services à sa population;

ATTENDU QUE des besoins clairement exprimés dans les domaines communautaire et administratif répondent aux critères du programme Canada au Travail;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut se prévaloir des avantages dudit programme par la présentation d'un projet pour améliorer les services à la collectivité;

ATTENDU QUE la tenue de ce projet créera huit (8) emplois;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville exprime aux gouvernements supérieurs son désir et son besoin à l'effet d'être favorisée de ce programme. La Ville s'engage à respecter tous les règlements et normes du programme.

ADOPTÉ

721/8/87

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les arpenteurs-géomètres Lachapelle et Noël soient mandatés pour préparer une description technique des terrains non subdivisés que la Ville veut acquérir dans le secteur "Les Jardins du Golf".

ADOPTÉ

722/8/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville délègue MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Trudel, directeur général du B.T.C., et Jacques Dionne, conseiller juridique, pour assurer une aide technique à M. Yvon Boudreault dans ses démarches auprès des gouvernements supérieurs pour financer et réaliser l'aménagement des îles du parc Woodyatt (Centre Récréo-Touristique).

ADOPTÉ

723/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que MM. Laurent Bernier, greffier, et Jacques Dionne, greffier adjoint, soient délégués à la session de perfectionnement portant sur la loi 65 (Loi sur l'accès à l'information) qui se tiendra à Drummondville les 1er et 2 novembre 1984.

ADOPTÉ

724/8/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que M. Roger Turcotte, trésorier, soit délégué pour représenter la Ville au congrès de l'Association des cadres financiers municipaux qui se tiendra à Québec les 3, 4 et 5 octobre 1984.

ADOPTÉ

725/8/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le directeur du Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'installation d'un luminaire à l'extrémité de la rue Landreville et à demander le raccordement par l'Hydro-Québec.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

113

INITIALES DU GREFFIER

726/8/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. soit autorisée à utiliser le marché public de Drummondville pour la tenue d'une partie d'huîtres le 13 octobre prochain et qu'à cette fin, elle soit autorisée à faire la demande d'un permis de vente d'alcool à la Régie des permis d'alcool du Québec.

ADOPTÉ

MM. Lindor Letendre et Robert Lafrenière invitent la population de Drummondville à couper les hautes herbes ayant pu pousser entre le trottoir et la rue devant leur propriété. Ce faisant, la Ville ne sera pas obligée d'engager un budget supplémentaire d'approximativement 15 000 $, ce qui représente une économie substantielle pour la Ville et ses citoyens.

727/8/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le projet de règlement No. 1646 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer les secteurs de zone RA/B-61 et RA/B-62 à même une partie du secteur de zone RX-2, soit et est adopté; et qu'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, L.Q., c-51).

ADOPTÉ

728/8/84

M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, donne avis de motion d'un règlement décrétant l'annulation comme rue de partie du lot 240-154 du cadastre officiel du Canton de Wikcham.

729/8/84

M. Denis Savoie, conseiller, donne avis de motion d'un règlement (No. 1644) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CD-2 à même une partie du secteur de zone RB-9.

730/8/84

M. J.-Bruno Smith, conseiller, donne avis de motion d'un règlement intitulé "Deuxième règlement relatif à la cotisation à être payée par les membres d'une Société d'initiative et de développement des artères commerciales (Sidac)".

731/8/84

Lecture est donnée du règlement No. 1645 décrétant un emprunt de 240 000 $ pour l'acquisition de 104 terrains dans le secteur Les Jardins du Golf.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

MM. J.-Bruno Smith et Claude Boucher, directeur général, précisent les termes de l'article 12 en expliquant la notion de "non rachetable par anticipation" et le jeu qui s'effectue entre le financement temporaire et le financement à long terme.

INITIALES DU MAIRE

114

INITIALES DU GREFFIER

732/8/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que compte tenu de la situation particulière qu'a vécue le Club de voile de Drummondville cette année et considérant le merveilleux travail effectué lors de la campagne d'assainissement des berges de la rivière St-François, une subvention de 200 $ lui soit versée en 1984 et qu'une aide matérielle particulière lui soit fournie en 1985 lors de la prochaine campagne d'assainissement des berges de la rivière St-François.

ADOPTÉ

733/8/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la direction générale de la Ville de Drummondville confectionne une liste des moyens de transport en commun utilisés dans les autres municipalités au Canada ou ailleurs. Cette liste servira éventuellement à l'amélioration du système de transport en commun actuellement en service à Drummondville.

ADOPTÉ

Le Conseil de Ville exprime à M. Jean-Noël Leblanc, employé municipal, ses plus sincères condoléances à l'occasion du décès de son frère, M. Henri-Paul Leblanc.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 (Item 13) M. Savoie voudrait savoir ou se trouve le Pavillon Frank Gougeon?

Réponse: Il se trouve dans Drummondville-Ouest, au coin des rues Des Lilas et Des Erables, face à la piscine.

Question 2 A) (Item 19) M. Savoie aimerait connaître le montant que la Ville songe investir dans le projet de M. Yvon Boudreault (Centre Récréo-Touristique)?

Réponse: La Ville veut donner à M. Yvon Boudreault seulement un appui technique pour le moment de façon à connaître la faisabilité du projet et les possibilités de financement par les gouvernements supérieurs. Il s'agit bien pour l'instant d'une aide technique et non d'une aide monétaire.

B) Ce projet va-t-il dans la même veine que le projet "des Chutes Spicer" du gouvernement du Québec?

Réponse: Nous n'avons aucune information à ce sujet. Il faudra aller aux sources.

Question 3 (Item 20) M. Laurent Bernier et Me Jacques Dionne n'ont-ils pas assisté à un tel colloque il y a environ 1 1/2 an?

Réponse: Effectivement, cependant la loi 65 est entrée en vigueur par phase distincte, la dernière phase importante étant entrée en vigueur avec le début de l'année 1984. Conséquemment, au fur et à mesure de son application, des imprécisions ou des problèmes de fonctionnement se sont révélés. La session de perfectionnement devrait permettre aux responsables de l'application de la loi 65 d'approfondir leurs connaissances en regard des principaux éléments constitutifs de la dite loi.

INITIALES DU MAIRE

115

INITIALES DU GREFFIER

Question 4 (Item 23A) N'y aurait-il pas lieu économiquement parlant d'employer des herbicides pour détruire les hautes herbes entre le trottoir et la rue plutôt que de demander aux citoyens leur collaboration?

Réponse: La solution a déjà été envisagée cependant les études faites sur ce mode d'opération ont clairement démontré que pour l'instant, ce système n'est pas économiquement rentable pour la Ville.

Question 5 La Ville incite-t-elle sa population à économiser l'eau potable?

Réponse: M. J.-Bruno Smith déclare que le Conseil est très sensibilisé à ce sujet et qu'il a entrepris des démarches dans ce sens (poursuite contre Domtar, règlement sur l'utilisation de l'eau, assainissement de l'eau...) M. J.-Bruno Smith souligne également le merveilleux travail effectué par l'Association québécois des techniques de l'eau.

Question 6 (Item 28) Lorsqu'un règlement d'emprunt est adopté pour l'acquisition de terrains, pourquoi n'emprunte-t-on pas d'abord d'une façon temporaire le temps de vendre certains terrains ou même tous les terrains de manière à réduire les emprunts à long terme et ainsi réduire le taux d'endettement de la Ville?

Réponse: Ceci est la méthode employée par la Ville depuis de nombreuses années.

Question 7 A-t-on des nouvelles du projet du "Centre des Rassemblements" de MM. Dubois, Équilbec et Rivard?

Réponse: Un rapport devait être déposé le 6 août dernier. Ce dépôt a été remis au 13 août puis au début de septembre 1984. Donc pas de développement récent dans ce dossier.

Question 8 Certaines réunions (élus, fonctionnaires) sont fixées sur les heures de repas et conséquemment impliquent certaines dépenses de restaurant. Cette façon de faire est-elle nécessaire?

Réponse: Il est bien évident que compte tenu de l'horaire chargé de tous les concernés, il arrive que le seul moment disponible pour obtenir la présence de tous est l'heure des repas. Conséquemment, cela implique certaines dépenses mais celles-ci sont faites dans un souci de bonne administration.

Question 9 M. Ferdinand Allard de St-Nicéphore a fait preuve d'initiative louable en demandant l'installation de bancs près de la piste cyclable. Drummondville songe-t-elle à donner suite à cette initiative sur son territoire?

Réponse: M. Jean-Paul Généreux a dit avoir rencontré M. Ferdinand Allard et avoir discuté avec lui relativement à cette innovation. La Ville doit voir à mettre en place de telles facilités.

- Intervenant: M. Pierre Grondin, 1960 boul. Fradet.

734/8/84 M. Grondin demande la création d'un comité formé d'un responsable des Services récréatifs et communautaires, d'une personne mandatée par le Comité consultatif d'urbanisme, du conseiller de quartier et de lui-même pour visiter le site de l'ancienne Poudrière.

INITIALES DU MAIRE
116
INITIALES DU GREFFIER

M. Grondin déclare s'être rendu personnellement sur les lieux et d'y avoir fait des découvertes intéressantes.

Le Conseil se montre très intéressé et donne son assentiment à la formation d'un tel comité.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu qu'un comité de travail formé de MM. Robert Lafrenière et Edward St-Pierre, conseillers, ainsi que d'un responsable des Services récréatifs et communautaires, et d'une personne représentant le Comité consultatif d'urbanisme, soit mandaté pour visiter le site de l'ancienne Poudrière et faire rapport au Conseil.

ADOPTÉ

- Intervenant: M. Joseph Richard Millar

Question 1 — Dans la liste des comptes du 13 août dernier apparaissait un chèque de 170 $ fait à l'ordre d'un restaurant de la Ville? Combien de personnes y avait-il pour ce repas?

Réponse: — Les recherches seront effectuées et lors de la prochaine séance, le Conseil sera en mesure de dire à M. Millar de combien de repas il s'agit, ainsi que le nombre de personnes assistant à ces repas.

Question 2 — Qui est la personne à contacter pour avoir des détails sur l'assemblée générale de formation de la Sidac Quartier St-Joseph de Drummondville?

Réponse: — M. Denis Dion, propriétaire du restaurant Rôtisserie Denis.

Question 3 — Le transport en commun à Drummondville est-il subventionné par la Ville?

Réponse: — Le système de transport en commun à Drummondville est fourni par la compagnie Autobus Drummondville Ltée et n'est d'aucune façon subventionné par la Ville de Drummondville.

Question 4 — A) M. J. R. Millar demande au Conseil l'autorisation de faire un défilé dans les rues de Drummondville le 5 septembre prochain. Ce défilé devrait durer une heure.

Réponse: — Le Conseil n'a pas d'objection en autant qu'entente soit prise avec le directeur du Service de la sécurité publique.

B) De plus, M. Millar voudrait avoir la permission d'utiliser le marché municipal pour fêter son élection au poste de député du comté de Drummond après le défilé ci-haut demandé?

Réponse: — Encore une fois, le Conseil n'a pas d'objection à condition qu'entente soit prise avec le directeur du Service des travaux publics de la Ville.

Question 5 — M. J. R. Millar doit se rendre prochainement à Paris et voudrait lors de la même occasion tenter d'entrer en contact avec les personnes de La Roche-sur-Yon (ville française avec laquelle Drummondville a signé une Charte d'Amitié). M. Millar voudrait avoir l'autorisation d'agir comme ambassadeur de Drummondville?

Réponse: — Le Conseil suggère à M. Millar de rencontrer M. Bernard Messier pour savoir ce que cela comporte et avoir une autorisation écrite.

INITIALES DU MAIRE

117

INITIALES DU GREFFIER

Question 6 (Item 20) La délégation de MM. Laurent Bernier et Jacques Dionne à la session de perfectionnement sur la Loi 65 tenue par l'É.N.A.P. à Drummondville les 1er et 2 novembre prochain coûtera combien à la Ville?

Réponse: La session d'étude se déroulant à Drummondville, seuls des frais d'inscription devraient être déboursés.

Question 7 (Item 7) La lettre de Me Paul Biron semblait relever une erreur lors de la publication d'avis publics par la Ville. Qui est responsable de cette erreur et qu'en coûtera-t-il à la Ville?

Réponse: Il ne s'agit pas d'une erreur mais bien d'un manque de clarté provenant des avis publics fournis par notre firme d'urbanistes-conseils. Ce manque de clarté devrait être incessemment corrigé. Les avis déjà parus n'auront pas à être repris et le Conseil, lors de la prochaine séance, pourra informer M. Millar sur le coût d'une telle publication dans un hebdo local.

Question 8 (Item 7) L'étude d'impact sur l'environnement demandée dans le cadre du projet d'agrandissement et de rénovation de l'aéroport de Drummondville coûtera combien?

Réponse: L'étude d'impact sur l'environnement coûtera 63 000 $ et sera payée entièrement par le gouvernement fédéral. Il s'agit d'un projet très important pour la région de Drummondville. Cet investissement de 4.3 millions de dollars du gouvernement fédéral générera plus de 200 emplois dans notre région immédiate.

Question 9 L'agrandissement des places de rangement au Centre Marcel Dionne au coût de 16 000 $ semble injustifié. Quelle est la position du Conseil dans ce dossier?

Réponse: M. Edward St-Pierre fait un survol du dossier et précise que la demande d'agrandissement provient du Drummondville Olympique, organisme en charge de l'exploitation du bar au Centre Marcel Dionne. Une étude de faisabilité et de besoins a été demandée et le Conseil se penchera de nouveau sur ce dossier lors du budget 1985.

Énoncé M. Millar termine sa période de questions en invitant toute la population à suivre un débat entre les candidats politiques du comté de Drummond et portant sur la situation de la femme dans la région. Cette rencontre doit se tenir mercredi, le 29 août 1984, à la Maison des Femmes, 211 Dorion, Drummondville.

M. Lindor Letendre annonce que le puits artésien creusé au parc Milette sur la rue St-Damase dans St-Jean-Baptiste, est en opération et que toute la population est invitée à se prévaloir de ces facilités.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi 10 septembre 1984, à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques A. Dionne
Greffier adjoint

Serge Grenard
Maire

INITIALES DU MAIRE
118
INITIALES DU GREFFIER

10 septembre 1984

AJOURNEMENT d'une séance spéciale fixée à 19 H 45 et d'une séance régulière fixée à 20 heures le 10 septembre 1984.

Faute de quorum, ces deux séances ont été ajournées 30 minutes après l'heure fixée pour chacune de ces assemblées, au mardi, 11 septembre 1984, aux heures ci-haut indiquées.

Les membres du Conseil présents lors de ces ajournements étaient: MM. Lindor Letendre, Gilles St-Martin et Edward St-Pierre.

.....
Greffier de la Ville.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 septembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 11 septembre 1984 à 19 h 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins ci-après indiquées:

N.B. Cette séance convoquée pour lundi, le 10 septembre 1984, à 19 h 45, a été ajournée au mardi, le 11 septembre 1984, à 19 h 45, faute de quorum et ce, conformément aux prescriptions de l'article 327 de la Loi sur les Cités et Villes.

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:
   - Règlement No. 1644 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CD-2 à même une partie du secteur de zone RB-9.
5. Période de questions sur le règlement No. 1644;
6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Me Jacques Dionne, conseiller juridique, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

INITIALES DU MAIRE

119

INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

735/9/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relativement à l'adoption de règlements de zonage.

Monsieur le Maire explique la nature et l'objet du règlement No. 1644, lequel amende le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CD-2 à même une partie du secteur de zone RB-9.

BUT: de soustraire de la zone résidentielle RB-9 un terrain situé entre la rue Bellevue et la voie ferrée pour l'inclure dans le secteur de zone CD-2.

Les personnes présentes sont invitées à poser des questions sur le projet de règlement No. 1644.

Faute de questions, la séance de consultation est levée.

Laurent Bennis
.....
Greffier.

Serge Morand
.....
Maire.

INITIALES DU MAIRE
120
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 septembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 11 septembre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819, mais prévue pour le 10 septembre 1984 et ajournée au 11 septembre 1984 faute de quorum à cette date, le tout conformément aux prescriptions de l'article 327 de la Loi sur les Cités et Villes.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Me Jacques Dionne, conseiller juridique, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

736/9/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 27 août 1984 à 19 h 45.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

737/9/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 27 août 1984; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

738/9/84

M. Lindor Letendre demande d'inscrire à l'ordre du jour l'item 15B: "Puits artésien".

M. Jean-Paul Généreux demande l'ajout de l'item 12A: "Cueillette des ordures".

M. J.-Bruno Smith demande l'ajout de l'item 31A: "Rapport du colloque de l'U.M.Q. tenu à Montréal et dont le thème était l'Assainissement des Eaux".

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que modifié.

ADOPTÉ

Période d'information par Son Honneur le Maire

Son Honneur le Maire félicite M. Jean-Guy Guilbault récemment élu député de Drummond à la Chambre des Communes, lui souhaite bon succès et l'assure de l'entière collaboration des autorités municipales de la Ville de Drummondville.

Répondant à une question de M. J. R. Millar posée lors de la séance du 27 août 1984; Son Honneur le Maire explique un compte de 170 $ payé au restaurant La Vieille Maison. Il s'agit de deux factures datées du mois de juin 1984 pour deux repas servis à des officiers municipaux et des élus totalisant 17 personnes.

Son Honneur le Maire se dit disposé à donner photocopie de ces factures à toute personne intéressée et déclare que ces dépenses sont acceptables et conformes aux politiques établies par le Conseil.

Son Honneur le Maire donne le coût moyen des avis publics nécessaires à une modification du règlement de zonage. Ce coût peut varier entre 425 $ et 465 $.

739/9/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1984-1985

Soumissionnaires	Location au taux horaire
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	1ère niveleuse: 54,00 $ 2e niveleuse: 54,00 $ Équipement de remplacement: 58,00 $
. SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FRÈRES LTÉE Boul. Terra Jet St-Cyrille	1ère niveleuse: 52,00 $ 2e niveleuse: 52,00 $ Équipement de remplacement: 52,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ces soumissions soient transmises au directeur du Service des travaux publics pour étude.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

740/9/84 - M. Aristide Carpentier, résident de Beloeil et propriétaire d'un édifice portant les numéros civiques 110 et 112 - 10e Avenue, dépose une demande concernant la conservation d'un droit acquis pour l'opération d'un local commercial situé dans cette bâtisse et inoccupé depuis environ 12 mois.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que cette demande soit référée au Comité consultatif d'urbanisme pour étude.

ADOPTÉ

741/9/84 - M. Paul Lemay, directeur adjoint de l'école St-Joseph, demande à la Ville de Drummondville de prêter 20 bancs présentement installés dans les enclos des piscines publiques pour les placer sur la terrasse avant de l'école pour accommoder les étudiants de 5 à 12 ans qui utilisent le transport scolaire.

Attendu qu'il s'agit de bancs présentement non utilisés;

Attendu que ce prêt est demandé pour les périodes du début de septembre à la mi-novembre et la fin de mars à la mi-juin;

Attendu que la Commission Scolaire procédera avec de nouveaux budgets à l'achat de bancs couvrant ses besoins;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à fournir 20 bancs à la Commission Scolaire de Drummondville pour les périodes ci-haut indiquées.

ADOPTÉ

742/9/84 - Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par plus de 700 personnes et demandant l'aménagement de courts de tennis dans les quartiers 2 et 3.

Monsieur Jean-Paul Généreux, conseiller, représentant le quartier 3, expose à ses collègues plusieurs raisons qui justifient cette requête:
- Absence d'équipements de loisir dans les quartiers 2 et 3;
- Absence de courts de tennis dans ce grand territoire;
- Absence de piscines extérieures;
- Longue lutte menée par les résidents de ces quartiers pour obtenir l'aménagement du parc Guilbault;
- Obligation pour le Conseil de répartir équitablement dans tout le territoire municipal la part des taxes perçues et affectées aux équipements de loisir.

Le conseiller Robert Lafrenière, représentant le quartier 2, souscrit aux arguments de son collègue et s'engage à favoriser fortement le projet d'aménagement de courts de tennis dans les quartiers 2 et 3 lors de la préparation du budget de l'année 1985.

Le conseiller J.-Bruno Smith, résident du quartier 2, accueille favorablement cette requête et souscrit aux propos tenus par ses collègues, MM. Jean-Paul Généreux et Robert Lafrenière. De plus, il ajoute qu'il estime que les résidents des quartiers 2 et 3 sont pénalisés puisque pour avoir accès aux courts de tennis du quartier St-Joseph, ils doivent payer plus cher que les résidents de ce secteur. Il y a là un problème d'équité qui devra être résolu.

Son Honneur le Maire indique que ce problème a été mentionné au cours de l'atelier de travail qui a précédé la séance du Conseil et que MM. les conseillers Jean-Marie Boisvert et Edward St-Pierre aborderont cette question lors d'une rencontre prochaine avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la requête des résidents des quartiers 2 et 3 soit transmise aux Services récréatifs et communautaires pour étude et présentation d'un rapport lors de la préparation des estimés budgétaires de l'année 1985.

ADOPTÉ

743/9/84 - M. Marcel Labbé, vice-président de Cinévic Inc., demande au Conseil:

1- l'autorisation de tenir une parade au centre-ville le 21 septembre 1984 le jour de la présentation du film "Cannonball 2" au Cinéma Drummond;

2- la mise en place d'une enseigne autorisant le stationnement pour une période de dix (10) minutes en face du Cinéma Capitol pour accommoder la clientèle du Club Vidéovision.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que:

INITIALES DU MAIRE

123

INITIALES DU GREFFIER

1- l'autorisation de la tenue d'une parade le 21 septembre 1984 soit accordée aux conditions qui seront fixées par le directeur du Service de la sécurité publique;

2- la demande de mise en place d'une zone de stationnement d'une durée de 10 minutes en face du Cinéma Capitol soit référée au Comité de Circulation pour étude.

ADOPTÉ

744/9/84 - Lecture est donnée d'une lettre du CN Rail qui indique que cette entreprise se propose de soumettre à la Commission canadienne des transports, à la fin d'octobre, une requête visant à abolir les dépôts de colis inutilisés dans Drummondville.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville s'abstienne pour le moment de formuler des commentaires sur ce projet et qu'il se réserve le droit d'intervenir si jamais la qualité du service offert est diminuée.

ADOPTÉ

745/9/84 - L'Association québécoise des agents du bâtiment inc. informe le Conseil que lors de son colloque annuel tenu à Lévis le 25 mai 1984, M. Michel Binet a été désigné comme administrateur de la région 04. L'Association remercie les autorités municipales de Drummondville pour avoir permis à M. Michel Binet de participer à ce colloque et souhaite que cet officier municipal soit autorisé à assister aux 3 ou 4 réunions du conseil d'administration de l'A.Q.A.B. qui se tiendront à Montréal, généralement le samedi, au cours de la prochaine année.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que:

1- M. Michel Binet soit félicité pour s'être mérité la confiance de l'Association québécoise des agents du bâtiment inc.;

2- M. Michel Binet soit autorisé à participer aux réunions du conseil d'administration dont il fait partie.

ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'un article d'un journal qui mentionne que Drummondville a été proclamée "Ville fleurie" dans la région de Trois-Rivières lors de la récente journée nationale des villes, villages et campagnes fleuries du Québec 1984 qui s'est tenue au parc du Centenaire à Côte St-Luc, sous la présidence du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. La Ville de Drummondville s'est ainsi mérité un montant de 1 000 $.

Son Honneur le Maire déclare que c'est avec beaucoup de fierté qu'il a reçu ce chèque de 1 000 $ qui témoigne de l'implication de nombreux citoyens qui ont contribué à l'obtention du titre de "Ville fleurie" par Drummondville. Il félicite et remercie M. Jean-Paul Plante qui s'est dépensé sans compter pour l'organisation de ce concours placé sous le patronage du Festival mondial de folklore.

INITIALES DU MAIRE B.M.
124
INITIALES DU GREFFIER L.B.

746/9/84 - Le greffier donne lecture d'une requête signée par les résidents de la 117e Avenue pour demander que cette rue soit interdite à la circulation lourde et que le Conseil prenne les mesures pour mettre fin au bruit et aux inconvénients causés par les opérations faites par le locataire d'un entrepôt situé sur la rue De Gaspé.

M. Gilles St-Martin explique qu'il a fait la visite des lieux, que la requête des résidents de la 117e Avenue est justifiée et que déjà des mesures ont été prises par le Service de la sécurité publique pour corriger cette situation.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que copie de cette requête soit remise au directeur du Service de la sécurité publique et qu'une surveillance étroite des lieux concernés soit observée afin de redonner à la 117e Avenue le caractère résidentiel qu'elle mérite.

ADOPTÉ

747/9/84 - La Garderie À Tire d'Aile Inc. située au 103 rue Des Pins demande l'installation d'un arrêt obligatoire au coin des rues Des Lilas et Des Pins, afin de ralentir la circulation et réduire le risque d'accidents pour les usagers de la garderie et autres commerces opérant dans l'établissement.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Comité de Circulation pour étude et recommandation au Conseil.

ADOPTÉ

748/9/84 - L'Association des ingénieurs municipaux du Québec informe le Conseil que M. Michel Lesage, ingénieur et directeur général adjoint aux services à la population de la Ville de Drummondville, a été nommé gouverneur à vie de l'A.I.M.Q. M. Lesage s'est mérité cet honneur à titre d'ex-président de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec et aussi à cause de son expérience et de sa compétence.

M. J.-Bruno Smith se dit fort heureux de cette nomination et profite de l'occasion pour souligner que lors du récent colloque de l'U.M.Q. portant sur l'assainissement des eaux, M. Michel Lesage a été le proposeur d'une résolution fort appréciée des administrateurs municipaux présents, puisqu'elle avait comme but de demander aux gouvernements fédéral et provincial d'étaler le versement de subventions aux municipalités sur une période plus longue de façon à permettre aux municipalités un mode de financement plus accommodant pour celles qui auront à mettre en opération d'ici quelques années des usines pour le traitement des eaux usées.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que M. Michel Lesage soit félicité pour cette nomination qui témoigne de l'appréciation des membres de l'A.I.M.Q. à son endroit.

ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par plus de trente citoyens de la 6e Avenue qui se disent incommodés par le bruit excessif, les agissements et les menaces de personnes résidant aux 91, 93 et 95 de cette rue.

INITIALES DU MAIRE S.M.
125
INITIALES DU GREFFIER

M. Robert Lafrenière, président du comité de la sécurité publique, explique que les services municipaux ont déjà été avisés du problème et qu'une surveillance attentive des lieux est déjà faite par les policiers.

Le conseiller Jean-Marie Boisvert, représentant le quartier 6, déclare qu'il suivra ce dossier de prêt afin que la tranquillité se rétablisse rapidement dans ce secteur.

- M. André Paul Poirier, directeur de la législation du Conseil canadien des aveugles du Québec, adresse à Son Honneur le Maire un communiqué de presse qu'il a fait paraître récemment dans les médias d'information et intitulé "Faudrait-il remplacer la canne blanche par des bâtons de baseball". Ce communiqué est accompagné d'une lettre qui demande à Son Honneur le Maire, aux membres du Conseil et aux autorités policières une collaboration pour faire une campagne intensive de sensibilisation concernant la protection des gens souffrant de cécité et qui sont exposés à des blessures lorsqu'ils circulent sur la voie publique.

  M. Robert Lafrenière demande aux parents d'enseigner aux enfants de ne pas utiliser les trottoirs pour circuler en bicyclette et il souhaite que tous les citoyens fassent preuve de plus de civisme envers les personnes aveugles ou souffrant de problèmes de la vue.

  Son Honneur le Maire demande qu'une lettre soit écrite à M. André Paul Poirier du Conseil canadien des aveugles du Québec pour l'informer que le Conseil de la Ville de Drummondville sera toujours heureux de collaborer avec l'organisme dont il est le distingué président.

- M. Robert Dutil, maire de la Ville de Saint-Georges de Beauce, invite le Conseil à participer au congrès de l'Association forestière des cantons de l'est inc. qui se tiendra dans sa ville le 4 octobre 1984.

749/9/84 - L'Association des détaillants en alimentation du Québec informe Monsieur le Maire Serge Ménard que M. Louis Durepos opérant le Dépanneur Lemire Inc. au 2835 boulevard Lemire dans Grantham-Ouest, s'est mérité une mention d'excellence pour l'ensemble de la tenue de son commerce et qu'il sera peut-être choisi le lauréat de l'un ou l'autre des Paniers d'Or, d'Argent et de Bronze de l'A.D.A. lors d'un gala qui aura lieu le 8 octobre prochain.

  Attendu que M. Louis Durepos réside à Drummondville;

  Attendu que ce commerce auquel s'est ajouté une boulangerie procure du travail à des drummondvillois;

  Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. Louis Durepos soit félicité pour l'honneur qu'il s'est mérité de l'A.D.A.

ADOPTÉ

750/9/84 - M. Denis Dion, président de la Sidac Quartier St-Joseph de Drummondville, remercie le Conseil pour sa collaboration pour mener à bon terme la création d'une Sidac. D'autre part, il sollicite l'autorisation d'installer deux panneaux publicitaires, soit:

  - 1 panneau sur le terrain de l'ancienne bibliothèque municipale, à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue St-Jean;
  - 1 panneau sur le terrain de Val Royal près des rails du chemin de fer, à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue St-Jean.

La Sidac fournira les enseignes (4 pieds par 8 pieds), paiera pour l'installation, incluant le système d'éclairage, et en assurera l'entretien. À la Ville, on demande de fournir le terrain et de payer l'électricité.

Attendu que ces enseignes doivent satisfaire les exigences de règlements municipaux, il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Comité consultatif d'urbanisme pour étude et rapport au Conseil.

ADOPTÉ

751/9/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 25 août au 10 septembre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 601 745,25 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

752/9/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que MM. Robert Lafrenière et Denis Savoie, conseillers, soient délégués à un cours de perfectionnement des élus (Programme de gestion financière) donné par l'Union des municipalités du Québec à Montréal les 29 et 30 septembre 1984.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith souligne que le directeur général a été chargé de négocier une entente avec l'É.N.A.P. pour qu'un cours similaire soit donné à Drummondville; ce qui permettrait la participation de tous les élus à un coût moindre. Si ce cours peut être organisé, la délégation au congrès de l'U.M.Q. sera annulée.

753/9/84

Attendu que Me Maurice Laplante, juge municipal, a démissionné de son poste, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, que recommandation soit faite au ministre de la Justice du Québec de nommer Me Gilles Gagnon, avocat, comme juge à la Cour Municipale de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, qu'un amendement soit apporté à la résolution proposée par M. Edward St-Pierre et appuyée par M. Lindor Letendre, afin d'ajouter les noms de Me Roger Parenteau, avocat, et Me Jean-Claude Baril, avocat, et de recommander au ministre de la Justice du Québec de désigner comme juge municipal l'un ou l'autre des trois candidats proposés.

Son Honneur le Maire demande le vote sur cet amendement.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Francine Ruest-Jutras	MM. Lindor Letendre
M. Denis Savoie	Jean-Marie Boisvert
M. J.-Bruno Smith	Edward St-Pierre
	Robert Lafrenière
	Jean-Paul Généreux
	Gilles St-Martin

Son Honneur le Maire déclare l'AMENDEMENT REJETÉ.

INITIALES DU MAIRE
127
INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire demande le vote sur la résolution proposée par M. Edward St-Pierre, appuyée par M. Lindor Letendre, à l'effet de recommander Me Gilles Gagnon au poste de juge municipal de la Ville de Drummondville.

Votent POUR	Votent CONTRE
MM. Lindor Letendre	Mme Francine Ruest-Jutras
Edward St-Pierre	M. Denis Savoie
Jean-Marie Boisvert	M. J.-Bruno Smith
Robert Lafrenière	
Jean-Paul Généreux	
Gilles St-Martin	

Son Honneur le Maire déclare cette résolution adoptée.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire remercie Me Maurice Laplante pour la façon digne et professionnelle avec laquelle il a assumé le rôle de juge de la Cour Municipale au cours de plusieurs années.

754/9/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. Claude Boucher, directeur général, soit mandaté pour négocier avec l'entrepreneur responsable de la cueillette des ordures ménagères un service de meilleure qualité qui respecte la convention intervenue entre lui et la Ville de Drummondville pour l'exécution de ce travail.

ADOPTÉ

M. Jean-Paul Généreux explique que durant la dernière fin de semaine, il a reçu plusieurs appels téléphoniques de citoyens dont les ordures n'avaient pas été recueillies. Il trouve aberrant que les contribuables reçoivent un service de mauvaise qualité et il espère que l'entrepreneur responsable de la cueillette des ordures ménagères prendra les mesures nécessaires pour respecter ses engagements.

MM. Lindor Letendre et Robert Lafrenière expliquent qu'ils ont également reçu plusieurs plaintes de citoyens choqués par le comportement des employés de l'entrepreneur responsable de la cueillette des ordures ménagères. Des poubelles et d'autres contenants sont laissés dans la rue alors qu'ils devraient être déposés en dehors de la ligne de rue. Il arrive que par des gestes rapides certains contenants se déchirent et qu'une partie de leur contenu est déversée sur la voie publique et laissée sur place.

Bref, le directeur général est prié de transmettre la liste des irrégularités commises à l'entrepreneur concerné, afin qu'elles soient corrigées dans les meilleurs délais.

755/9/84

ATTENDU QUE par sa résolution no. 592/7/84, le Conseil a accepté de vendre à la Société Bugère Inc. les lots 126-3-322, 126-3-306 et 126-3-317 du cadastre du Canton de Grantham (P.A.A.T. II);

ATTENDU QUE la Société Bugère Inc. se désiste de l'achat du lot 126-3-322 en faveur de M. Gilbert Racine;

ATTENDU QUE M. Gilbert Racine s'engage à respecter les conditions que la Société Bugère Inc. avaient acceptées;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Gilbert Racine le lot 126-3-322 du cadastre du Canton de Grantham aux conditions acceptées par la résolution no. 592/7/84.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

756/9/84

ATTENDU QUE l'article 458 et suivants de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., Ch. C-19) confèrent à la Ville de Drummondville des pouvoirs pour déterminer à l'intérieur de son territoire les limites d'une zone commerciale;

ATTENDU QU'une volonté commune de plusieurs commerçants de la municipalité s'est exprimée et invite la Ville à exercer lesdits pouvoirs lui ayant été conférés pour créer une Sidac qui portera le nom de "Alain Limoges";

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville ordonne à son greffier, M. Laurent Bernier, d'expédier à tous les commerçants concernés un avis de registre concernant la formation de la Sidac "Alain Limoges" et ce conformément à la Loi.

ADOPTÉ

757/9/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville nomme les personnes suivantes pour siéger sur le conseil d'administration de la Sidac Quartier St-Joseph de Drummondville, savoir: M. Gabriel Lacombe pour un terme de deux (2) ans et M. Gaston St-Onge pour un terme d'un (1) an.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre, président du Comité des travaux publics, souligne à la population qu'un puits artésien situé dans le parc Milette est maintenant désinfecté et que tous les citoyens peuvent s'y rendre pour recueillir de l'eau potable de très bonne qualité. Il regrette la déception subie par certains citoyens qui se sont rendus à ce puits pour s'approvisionner suite à une invitation qu'il avait faite à une séance précédente du Conseil, alors qu'il ne pouvait prévoir le problème de contamination de l'eau découvert quelques jours plus tard.

758/9/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que M. Serge Ménard, maire, MM. Jean-Paul Généreux et Gilles St-Martin, conseillers, et M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soient délégués au congrès de l'Association forestière des cantons de l'est inc. qui se tiendra à St-Georges de Beauce le jeudi, 4 octobre 1984.

ADOPTÉ

759/9/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme de consultants Optimum (firme spécialisée en gestion et consultation en communication et relations publiques) soient retenus pour la confection du plan directeur des communications de la Ville de Drummondville et que M. Claude Boucher, directeur général, soit autorisé à agir comme coordonnateur du dossier et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'entente à intervenir avec les consultants Optimum.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
129
INITIALES DU GREFFIER

M. Jean-Marie Boisvert explique que cette firme aura pour mandat d'établir un plan capable de rendre plus efficace les relations publiques, la concertation, la promotion, le développement de Drummondville et la promotion dans les secteurs industriels, commerciaux et culturels.

M. Robert Lafrenière qui a participé au choix de cette firme déclare que le comité dont il faisait partie a retenu la meilleure proposition parmi les trois qui lui ont été présentées.

Son Honneur le Maire ajoute que les Consultants Optimum feront de la consultation avec les organismes du milieu, comme par exemple: La Chambre de Commerce du Comté de Drummond, Le Village Québécois d'Antan, Le Festival Mondial de Folklore de Drummondville et d'autres, afin de s'assurer que le plan directeur permette de mieux véhiculer l'image de Drummondville.

760/9/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail emphytéotique avec la corporation Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

Il est également résolu que MM. Jean-Marie Boisvert et Edward St-Pierre soient mandatés pour rencontrer le conseil d'administration de cet organisme afin de prendre connaissance du plan d'aménagement du parc St-Joseph qu'il se propose de réaliser grâce à une subvention du gouvernement fédéral qui lui a été garantie. Cette rencontre portera également sur d'autres préoccupations du Conseil concernant l'organisation du loisir dans le quartier St-Joseph.

Il est de plus résolu que des félicitations soient offertes aux membres du conseil d'administration des Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. pour leur dynamisme, leur initiative et leur dévouement.

ADOPTÉ

761/9/84

Attendu qu'un projet de correction de l'emprise d'une section de la rue St-Félix est sollicité par M. Jean-Paul Gervais;

Attendu que le Conseil est d'avis que cette correction peut être acceptée;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que cette correction de l'emprise de la rue St-Félix soit autorisée, à condition que les démarches, procédures et frais y relatifs soient à la charge du requérant.

ADOPTÉ

Lecture est donnée d'une lettre adressée par Son Honneur le Maire le 29 août 1984 au ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, pour lui demander de verser à la Ville une subvention de 933 000 $ au fur et à mesure de la progression des travaux nécessaires au réaménagement du Centre Culturel, au lieu de l'étaler sur une période de 20 ans qui obligera la Ville à emprunter et augmenter son service de la dette.

INITIALES DU MAIRE
130
INITIALES DU GREFFIER

Lecture est donnée d'une lettre de M. Noël Cormier, conseiller aux projets régionaux du ministère des Affaires culturelles, qui indique qu'à titre de mandataire du ministre, il doit informer le Conseil qu'une nouvelle politique concernant les conditions de financement des investissements du M.A.C. en ce qui touche les équipements culturels, a été adoptée et que toutes les subventions importantes seront réparties sur une période de vingt ans. Au montant de la subvention s'ajouteront les frais de financement et les villes ne seront pas pénalisées puisque l'image de leur endettement pourra être sauvegardée par une présentation des états financiers faisant ressortir clairement la garantie de remboursement du gouvernement sous forme de revenu additionnel "ad hoc".

Mme Francine Ruest-Jutras émet l'opinion que le Conseil aurait de toute évidence préféré recevoir une subvention totale et immédiate. Cependant, la formule d'étalement proposée par le M.A.C. n'aura pas pour effet d'affecter la dette municipale, si une note est faite aux états financiers. Il s'agit de poser les deux questions suivantes et d'y répondre:

- La dette municipale sera-t-elle augmentée par un emprunt de 933 000 $ dont le remboursement sera garanti par le ministère des Affaires culturelles du Québec? Non.

- La Ville a-t-elle intérêt à procéder au réaménagement du Centre Culturel? Oui.

M. Edward St-Pierre se dit prêt à accepter la subvention du M.A.C. aux conditions qu'il propose. Cependant lors de projets futurs, il faudra négocier les conditions d'une façon plus claire pour éviter des surprises.

M. Robert Lafrenière endosse les propos de son collègue, M. Edward St-Pierre.

M. J.-Bruno Smith dit comprendre la politique du ministère des Affaires culturelles qui permet de réaliser plusieurs projets culturels sans augmenter la dette du gouvernement provincial. La Ville de Drummondville procède de la même façon lorsqu'elle demande à la Société québécoise d'assainissement des eaux d'emprunter pour financer le projet d'épuration des eaux et la construction d'une usine d'épuration.

M. Jean-Paul Généreux se dit déçu parce qu'il était convaincu que le réaménagement du Centre Culturel serait financé de la même façon que le Centre d'information documentaire Côme St-Germain.

Son Honneur le Maire conclut en disant que tout au long des négociations avec les officiers du M.A.C., jamais on a invoqué le fait que le versement d'une subvention pour le réaménagement du Centre Culturel pourrait se faire d'une façon autre que celle utilisée lors du réaménagement du Centre d'information documentaire Côme St-Germain. Cette expérience décevante constitue un avertissement pour les négociations futures avec les instances gouvernementales.

762/9/84

ATTENDU QUE le ministère des Affaires culturelles a établi de nouvelles conditions pour le financement des investissements relatifs aux équipements culturels;

ATTENDU QUE dans une lettre du 6 septembre 1984, le ministre des Affaires culturelles offre à la Ville de Drummondville une somme de 933 000 $ en 20 versements à laquelle somme s'ajouteront les frais de financement pour le réaménagement du Centre Culturel de Drummondville;

IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU que le Conseil de la Ville de Drummondville informe le ministre des Affaires culturelles:

A) que la Ville entend procéder au réaménagement du Centre Culturel;

B) que la Ville accepte les conditions du M.A.C. pour le versement de la subvention de 933 000 $ déjà annoncée par le ministre;

C) que la Ville consacrera elle-même une somme de 315 000 $ financée par un règlement d'emprunt déjà approuvé par les contribuables et les autorités gouvernementales.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
131
INITIALES DU GREFFIER

763/9/84

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 933 000 $ pour le réaménagement du Centre Culturel.

764/9/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville une entente (bail de location) avec Médiacom Inc.

ADOPTÉ

765/9/84

ATTENDU QUE Gaz Inter-Cité Québec Inc. par le biais de son mandataire, GOGEGAZ nous a informé de son intention d'établir un tracé pour une emprise permanente de 18 mètres (60 pieds) de largeur, traversant la municipalité et devant servir à la construction et à l'exploitation d'un réseau de gazoduc;

ATTENDU QUE CICQ, par le biais de COGEGAZ ou de ses représentants, a rencontré la municipalité aux fins d'établir la localisation optimale de cette emprise à l'intérieur des limites de notre territoire;

ATTENDU QUE CICQ, par le biais de COGEGAZ ou de ses représentants, a déposé un plan au 1:10 000 du tracé projeté de l'emprise dans notre municipalité et portant le numéro T 310 EN 009;

ATTENDU QUE CICQ, par le biais de COGEGAZ ou de ses représentants, déposera ultérieurement des plans de franchissement des infrastructures municipales par le gazoduc;

ATTENDU QUE l'acceptation par la municipalité du tracé projeté ne libère en rien CICQ quant au respect des conditions de franchissement des infrastructures municipales de la Régie d'Électricité et du Gaz;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accède à la demande de CICQ, son mandataire COGEGAZ ou ses ayants-droits, en ne s'objectant pas au tracé projeté tel que montré au plan au 1:10 000 portant le numéro T 310 EN 009.

ADOPTÉ

766/9/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec le Bureau de la protection civile du Québec, concernant la participation de la Ville de Drummondville pour l'application de mesures d'urgence hors de son territoire.

ADOPTÉ

767/9/84

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement décrétant l'expropriation des immeubles qui constituent la rue Cormier sans appartenir à la Ville de Drummondville.

768/9/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1646) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer les secteurs de zone RA/B-61 et RA/B-62 à même une partie du secteur de zone RX-2.

INITIALES DU MAIRE
132
INITIALES DU GREFFIER

769/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1640 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier certaines règles d'exception relatives aux marges de recul.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1640 a été adopté par la résolution no. 658/7/84 le 23 juillet 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1640 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 23 juillet 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1640 a été régulièrement donné le 13 août 1984 (rés. 698/8/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 27 août 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1640;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans la Ville de Drummondville et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 septembre 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans la Ville de Drummondville, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1640 et ce de 9 heures à 19 heures les 1er et 2 octobre 1984.

770/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1641 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CB-63 à même une partie du secteur de zone RB-77.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1641 a été adopté par la résolution no. 659/7/84 le 23 juillet 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1641 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 23 juillet 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1641 a été régulièrement donné le 13 août 1984 (rés. 699/8/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 27 août 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1641;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 septembre 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1641 et ce de 9 heures à 19 heures les 1er et 2 octobre 1984.

INITIALES DU MAIRE
133
INITIALES DU GREFFIER

771/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1644 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone CD-2 à même une partie du secteur de zone RB-9.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1644 a été adopté par la résolution no. 696/8/84 le 13 août 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1644 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 13 août 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1644 a été régulièrement donné le 27 août 1984 (rés. 729/8/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 11 septembre 1984 à 19 h 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1644;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 11 septembre 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble visé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1644 et ce de 9 heures à 19 heures les 1er et 2 octobre 1984.

772/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1649 "Deuxième règlement relatif à la cotisation à être payée par les membres d'une Société d'initiative et de développement des artères commerciales (Sidac)".

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

773/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1650 décrétant l'annulation comme rue d'une partie du lot 240-154 du Rang IV du cadastre officiel du Canton de Wickham.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

774/9/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la résolution no. 483/5/84 soit amendée pour ajouter à la fin de l'item "Parcelle "B", la phrase suivante: "Ce morceau de terrain décrit comme parcelle "B" a fait l'objet d'un règlement de fermeture de rue portant le numéro 1650, adopté le 11 septembre 1984 et entré en vigueur depuis sa publication en date du 15 septembre 1984."

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE S.M
134
INITIALES DU GREFFIER Y.B

M. J.-Bruno Smith fait rapport des discussions auxquelles il a participé lors d'un colloque récemment tenu à Montréal et ayant pour thème: "L'Assainissement des eaux". M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, ainsi que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, ont également participé à ce colloque.

En résumé, ce colloque a permis aux administrateurs municipaux de mieux connaître les politiques gouvernementales concernant leur participation aux projets d'assainissement entrepris par les municipalités.

Le maire de la Ville de Granby, M. Paul O. Trépanier, a donné une intéressante conférence dont le texte sera prochainement remis à tous les membres du Conseil de la Ville de Drummondville.

Il ressort de ce colloque que Drummondville satisfait aux délais fixés par le ministère de l'Environnement relativement au programme d'assainissement des eaux. La Ville de Drummondville prendra prochainement connaissance de l'étude ÉPIC qu'elle a commandée et la population sera informée de toutes les étapes proposées pour réaliser d'importants travaux d'assainissement de ses réseaux d'égouts qui débuteront par la construction du collecteur de la rivière Noire et le nettoyage des berges de la rivière St-François.

Ce programme est actuellement financé à 90% par le gouvernement du Québec, mais l'U.M.Q. se propose de faire des démarches auprès du gouvernement fédéral pour qu'il absorbe la tranche de 10% qui actuellement incombe aux municipalités.

Depuis plus de quinze (15) ans, le Comité d'assainissement du bassin de la rivière St-François a mis en évidence l'urgence qu'il y a de dépolluer cette rivière et le ministère de l'Environnement est bien sensibilisé à ce problème. Ce même comité a récemment fait des démarches à Ottawa pour demander au gouvernement fédéral de prendre à sa charge les coûts actuellement défrayés par les municipalités comme il l'a déjà fait pour les municipalités de la province de l'Ontario.

M. J.-Bruno Smith termine ce résumé en déclarant que l'assainissement des eaux est un projet important qui demandera l'implication de tous les citoyens de Drummondville.

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole du Conseil pour offrir des condoléances à M. Bertrand Bourrassa, employé municipal, à l'occasion du décès de son épouse, Mme Célestine Bourrassa.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Luc Gariépy, représentant de CHRD

Question 1 — Le Conseil a-t-il l'intention d'augmenter le nombre de policiers à cause de l'ouverture prochaine d'une nouvelle institution pénitencière?

Réponse: — M. Robert Lafrenière, président du comité de la sécurité publique, répond que non.

Premièrement, cette institution est autonome. Deuxièmement après étude, il y a lieu de croire que cette institution pénitencière n'aura pas d'impact important sur la criminalité à Drummondville. L'augmentation des forces policières à Drummondville est prévisible si jamais la Ville de Drummondville négocie des ententes pour desservir des municipalités voisines intéressées.

INITIALES DU MAIRE S.M.
135
T.B
INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire ajoute que présentement il n'y a aucune négociation en cours avec des municipalités voisines et que la Ville de Drummondville n'a reçu aucune demande officielle pour la fourniture de services de sécurité à l'extérieur de son territoire.

Question 2 — A quelle date la convention collective qui régit l'U.P.D.I. viendra-t-elle à échéance? Et les négociations en vue du renouvellement de cette convention, sont-elles débutées?

Réponse: — M. Robert Lafrenière explique que cette convention viendra à échéance le 31 décembre 1984 en même temps que les conventions collectives des employés municipaux, cols blancs et cols bleus. Il va de soi que le travail des négociations sera réparti entre divers comités sur lesquels plusieurs conseillers devront siéger. Ces négociations débuteront sans doute au cours des prochaines semaines et il y a lieu d'espérer qu'elles se dérouleront à la satisfaction des parties concernées.

- Intervenant: — M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 — Se référant aux explications données par Monsieur le Maire sur un compte de 170 $ payé au restaurant La Vieille Maison, M. Hervé Savoie voudrait savoir si les officiers municipaux profitent de certaines réunions pour se faire payer des repas alors qu'ils pourraient tenir ces réunions à l'hôtel de ville sans frais?

Réponse: — M. J.-Bruno Smith répond que les officiers municipaux préféreraient certainement prendre leurs repas dans leurs familles. Ces réunions constituent un travail additionnel qui n'est pas rémunéré. Le Conseil d'ailleurs a établi des politiques concernant les repas des élus et des employés municipaux; elles ont été rendues publiques et elles sont respectées.

Question 2 — Serait-il possible d'obtenir copie des soumissions reçues par la Ville pour la location de machinerie de déneigement durant l'hiver 1984-1985?

Réponse: — Son Honneur le Maire indique à M. Savoie que ces soumissions deviendront des documents publics lorsque le Conseil aura choisi un soumissionnaire. Par après, copie de ces soumissions sera disponible.

Question 3 — Concernant la pétition des résidents des quartiers 2 et 3 pour demander l'aménagement de courts de tennis estimé à 84 000 $, ne serait-il pas possible que le Conseil fasse appel au bénévolat pour la fourniture et l'aménagement de ces équipements sportifs?

Réponse: — M. Robert Lafrenière déclare qu'il espère que cette formule pourra être exploitée. Il a lui-même entamé des pourparlers avec certaines personnes à ce sujet. De toute façon, l'aménagement de tennis dans les quartiers 2 et 3 sera discuté lors de la préparation du budget 1985 en même temps que les modalités de réalisation si ce projet est retenu.

Commentaires — Se référant à l'item 11 de l'ordre du jour intitulé "Recommandation au ministre de la Justice pour la nomination d'un juge municipal", M. Hervé Savoie trouve regrettable que le Conseil ait choisi majoritairement de recommander une seule personne. Il serait plus équitable de recommander plusieurs avocats qui ont certainement les qualifications pour occuper le poste de juge municipal.

INITIALES DU MAIRE
136
INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Aucun commentaire n'est formulé.

Question 4
A) Quand la Ville a-t-elle confié à un nouvel entrepreneur la cueillette des ordures ménagères?

B) Est-ce que cet entrepreneur a été avisé par courrier recommandé, d'améliorer le service qu'il s'est engagé à fournir à la population?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que le nouvel entrepreneur a débuté ses opérations à l'été 1984. Le Conseil a accepté d'être compréhensif et tolérant pour permettre à cet entrepreneur d'entraîner son personnel et de se familiariser avec les exigences de la cueillette des ordures ménagères dans tout le territoire de la Ville. La Ville tient à maintenir de bonnes relations avec un entrepreneur qui a signé une convention pour quatre (4) ans. Cependant, le Conseil a jugé aujourd'hui que la période d'essai a été assez longue pour que l'entrepreneur respecte désormais toutes les conditions contenues dans la convention qu'il a signée. C'est pour cette raison qu'une résolution a été adoptée mandatant le directeur général de faire part à l'entrepreneur des doléances du Conseil et de la population.

Commentaires Ayant appris que le Conseil devait contracter un emprunt de 933 000 $ pour le réaménagement du Centre Culturel, le Regroupement des citoyens, après consultation auprès d'un comptable, est d'avis que cet emprunt remboursable et garanti par le ministère des Affaires culturelles du Québec n'aura pas pour effet d'augmenter la dette municipale. Pour cette raison, le R.C.D. donnera son consentement au règlement d'emprunt si le Conseil décide de l'adopter.

Question 5 Peut-on connaître le tracé du projet de Gaz Inter-Cité Québec Inc.?

Réponse: Ce gazoduc longera la rue Rocheleau dans le parc industriel régional.

Commentaires Plusieurs cyclistes utilisent les trottoirs pour circuler et d'autres qui empruntent les rues ne respectent pas les arrêts et les règlements de circulation. Les policiers devraient voir à une application plus sévère des règlements.

Question 6 M. Philippe Bernier, ex-maire, est-il à l'emploi de la Ville de Drummondville?

Réponse: M. Philippe Bernier siège comme bénévole à la Société de développement économique de Drummondville Inc.

Remerciements M. Hervé Savoie remercie M. Lindor Letendre pour les efforts qu'il a déployés pour qu'enfin les citoyens puissent s'approvisionner en eau potable de bonne qualité, un puits étant maintenant en opération au parc Milette situé dans le quartier St-Jean-Baptiste.

Question 7 Le R.C.D. peut-il obtenir le bilan d'opération de tous les équipements récréatifs et communautaires? (équipements rentables ou non rentables)

Réponse: Les équipements récréatifs sont des services donnés à la population et financés en grande partie par les taxes municipales. Ces documents sont disponibles et chaque année, les états financiers fournissent ces renseignements en détail.

INITIALES DU MAIRE

137

INITIALES DU GREFFIER

Question 8 — Peut-on connaître la nature des négociations en cours entre la Ville de Drummondville et le Village Québécois d'Antan?

Réponse: — M. Denis Savoie explique que ces négociations seront faites en Cour par Me Germain Jutras qui représente la Ville. Le litige provient du fait que par convention signée entre la Ville de Drummondville et la municipalité Les Cantons Unis Wendover et Simpson, le produit de la taxe d'amusement devrait être réparti également entre les deux municipalités, mais la municipalité des Cantons Unis Wendover et Simpson réclame 80% de ce montant. La Ville croit que par sa participation financière annuelle au Village Québécois d'Antan, elle peut exiger le respect de la convention.

Question 9 — Une liste de comptes indique que la Ville de Drummondville a payé une somme de 16 100 $ à B.S.T. Inc. pour une étude concernant le système informatique. La Ville a-t-elle accepté toutes les recommandations de cette étude? Depuis combien de temps opère le nouveau système informatique actuellement en usage? Cet équipement est-il payé? Ce système est-il devenu désuet? Si B.S.T. Inc. recommande l'achat d'un nouveau système informatique, la Ville va-t-elle s'assurer que ce système sera adéquat pour plusieurs années? Un nouveau système permettra-t-il à la Ville d'économiser sur les salaires? La Ville n'aurait-elle pas avantage à se regrouper avec d'autres municipalités pour utiliser un système commun?

Réponse: — Son Honneur le Maire et les conseillers Denis Savoie et J.-Bruno Smith se partagent les réponses à ces questions que l'on peut résumer de la façon suivante:

Le Conseil a pris connaissance de l'étude de la firme B.S.T. Inc. mais puisqu'il s'agit de recommandations complexes, le Conseil s'est donné quelques semaines pour en faire l'analyse et prendre des décisions. Cette étude indique que le système actuel de marque MAI 730 n'est pas désuet, mais que pour augmenter l'efficacité de certains services comme par exemple le Centre d'information documentaire Côme St-Germain et le Centre Culturel, il faudrait augmenter la mémoire du système et ajouter certains équipements facilement adaptables au système en place.

Le système actuel a été acheté il y a 3 ans et financé sur une période de 5 ans, donc il reste 2 ans pour amortir les montants de cette acquisition.

L'étude de B.S.T. Inc. révèle qu'il n'y aura pas de réduction de personnel dans l'immédiat. Par contre, il y aura plus de cohérence et d'efficacité dans les contrôles administratifs. Le Conseil aura le choix de procéder par étape pour améliorer ses équipements informatiques et la population sera informée de toutes les décisions qui exigeront des dépenses. L'étude elle-même deviendra un document public et pourra être consultée après que le Conseil l'aura lui-même acceptée en tout ou en partie.

Le Conseil ne songe pas à se regrouper avec d'autres municipalités ou commissions scolaires pour utiliser un ordinateur en commun. Les besoins sont assez grands pour justifier l'utilisation d'un système autonome.

INITIALES DU MAIRE S.M
138
INITIALES DU GREFFIER J.B

La période de questions étant épuisée, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 24 septembre 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Binet
Greffier.

Serge Ménard
Maire.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 septembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 24 septembre 1984 à 19 H 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins ci-après indiquées:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

- Règlement No. 1646 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer les secteurs de zone RA/B-61 et RA/B-62 à même une partie du secteur de zone RX-2.

5. Période de questions sur le règlement No. 1646;

6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, Michel Binet, directeur du Service de la planification, et Jacques Dionne, greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

775/9/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ



Son Honneur le Maire précise sommairement l'objet de la consultation publique et les exigences de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme relativement à l'adoption de règlements de zonage.

Son Honneur le Maire explique la nature et l'objet du règlement No. 1646, lequel amende le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer les secteurs de zone RA/B-61 et RA/B-62 à même une partie du secteur de zone RX-2.

BUT: soustraire de la zone résidentielle RX-2 localisée à l'extrémité nord-ouest du boulevard Des Pins, des terrains situés au nord-est de cette zone RX-2 pour former deux nouveaux secteurs de zone RA/B.

Les personnes présentes sont invitées à poser des questions sur le projet de règlement No. 1646.

Faute de questions, la séance de consultation est levée.

Jacques G. Dionne
Greffier adjoint

Serge Ménard
Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 septembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 24 septembre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, greffier adjoint, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier adjoint récite la prière.

776/9/84

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance spéciale tenue à 19 H 45 le 11 septembre 1984.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le procès-verbal de cette assemblée soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

777/9/84

Le greffier adjoint débute la lecture du procès-verbal de l'assemblée régulière du 11 septembre 1984.

Attendu que les membres du Conseil présents ont déjà pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 11 septembre 1984; il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le greffier adjoint soit dispensé d'en poursuivre la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

778/9/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que préparé.

ADOPTÉ

779/9/84

Choix d'un soumissionnaire pour la LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1984-1985 (soumissions ouvertes le 11 septembre 1984):

Soumissionnaires	Location au taux horaire
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	1ère niveleuse: 54,00 $ 2ème niveleuse: 54,00 $ Équipement de remplacement: 58,00 $
. SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FR. LTÉE Boul. Terra Jet St-Cyrille	1ère niveleuse: 52,00 $ 2ème niveleuse: 52,00 $ Équipement de remplacement: 52,00 $

Attendu que seule la soumission présentée par Sintra Inc., après étude, a été jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville; il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que cette soumission soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Sintra Inc. pour la location de machinerie de déneigement.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

780/9/84

A- LOCATION DE MACHINERIE À LONG TERME AVEC OPTION D'ACHAT (TP-84-19)

Soumissionnaire: Roylease Limitée
3900 Côte Vertu
St-Laurent (Montréal)

Prix:

1. Camion P.T.C. 34 000 lbs (4x2), International Harvester 1984, modèle 1954, avec équipement à neige de marque Tenco et benne de marque Lagacé

   Prix: 64 900,00 $ Facteur: .02192

   Mensualités (64 mois): 1 422,61 $

   Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 6 490,00 $
   taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

2. Rouleau compacteur à asphalte articulé, Bomag 1984, modèle BW 120 AD et une remorque

   Prix: 27 709,12 $ Facteur: .02192

   Mensualités (64 mois): 607,38 $

   Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 2 770,91 $
   taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

INITIALES DU MAIRE

141

INITIALES DU GREFFIER

3. Chargeur sur roues 2,0 verges cubes, Caterpillar 1984, modèle 930

Prix: 106 418,00 $ Facteur: .02239

Mensualités (64 mois): 2 382,70 $

Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 10 641,80 $ taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

4. Souffleuse à neige amovible, Vohl 1984, modèle VD-4000

Prix: 81 250,00 $ Facteur: .02239

Mensualités (64 mois): 1 819,19 $

Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 8 125,00 $ taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

Prix global (1 + 2 + 3 + 4): 280 277,12 $

Mensualités globales (60 mois) (1 + 2 + 3 + 4): 6 231,88 $

Valeur de rachat globale (1 + 2 + 3 + 4): 28 027,71 $, taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

Attendu que la Ville de Drummondville a reçu des soumissions le 9 avril et le 11 juin 1984 relativement à l'achat des équipements décrits aux items 1, 2, 3 et 4 du bordereau de soumission TP-84-19;

Attendu qu'aux termes des résolutions 320/4/84, 321/4/84, 551/6/84, 552/6/84, ainsi que 414/5/84 et 694/8/84, la Ville de Drummondville acceptait les plus basses soumissions conformes pour l'achat des 4 items ci-haut mentionnés et le financement des items 1 et 2 du bordereau de soumission TP-84-19;

Attendu que la Commission municipale du Québec, par une lettre du 28 août 1984, refusait les engagements de crédit que comportait la résolution 694/8/84 et remettait indirectement en cause toutes les résolutions d'achat ci-haut mentionnées;

Attendu que la Ville pour se conformer aux dispositions de l'article 573 et suivants de la Loi sur les Cités et Villes est retournée en soumission publique pour la location à long terme avec option d'achat des équipements décrits aux items 1, 2, 3 et 4;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement ce qui suit, savoir:

1° Les résolutions 320/4/84, 321/4/84, 551/6/84, 552/6/84 ainsi que 414/5/84 et 694/8/84 sont abrogées.

2° Les soumissions ouvertes les 9 avril, 14 mai et 11 juin 1984, relatives aux 4 items du bordereau de soumission TP-84-19 sont toutes rejetées.

3° L'offre de location à long terme avec option d'achat proposée par Roylease Limitée est acceptée telle que ci-haut décrite.

4° Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville tout document pertinent pour donner effet à la présente résolution.

5° Le Conseil demande l'approbation de la présente résolution à la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

781/9/84

B- LOCATION À LONG TERME DE MACHINERIE AVEC OPTION D'ACHAT MINI-TRACTEUR ARTICULÉ (TP-84-20)

ABROGÉE PAR RÉS. 924/11/84

- Soumissionnaire: FRINK CANADA
6460 Henri-Bourassa Est
Montréal-Nord

Prix: 45 177,00 $ Facteur: .02279

Mensualités (64 mois): 1 029,58 $ par mois plus taxe provinciale

Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 4 517,70 $ taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

Conditions: Cession du contrat de financement à Roylease Ltée

- Soumissionnaire: AGRI-TECH INC.
  1311 rue Ampère
  Boucherville

Prix: 55 135,00 $ Facteur: .02265

Mensualités (64 mois): 1 248,81 $

Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 5 513,00 $ taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

Conditions: Cession du contrat de financement à Roylease Ltée

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cette location et à cet achat, avec la compagnie prêteuse choisie par le soumissionnaire et indiquée dans sa soumission; le tout sujet à l'approbation de la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

782/9/84

C- SYSTÈME D'ENREGISTREMENT À PISTES MULTIPLES DE 10 PISTES

Soumissionnaire	Prix net avec allocation d'échange
. DICTAPHONE CANADA LIMITÉE 2055 Ave. Chartier Dorval	29 837,98 $

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, que cette soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

783/9/84

D- FOURNITURE DE SEL DE VOIRIE, HIVER 1984-1985, AVEC TRANSPORT PAR DES CAMIONNEURS ARTISANS DÉTENANT UN PERMIS DE TRANSPORT EN VRAIC (VR)

Soumissionnaires	Prix - F.A.B. Drummondville
. GROUPE DES PRODUITS CHIMIQUES DOMTAR INC. SEL SIFTO 5960 Jean Talon Est Montréal	36,30 $ la tonne métrique + 9% de taxe prov.
. LES PRODUITS DE SEL IROQUOIS LTÉE 417 St-Pierre, suite 708 Montréal	35,90 $ la tonne métrique + 9% de taxe prov.
. MINES SELEINE INC. 5199 Est, Sherbrooke, suite 2800 Montréal	34,97 $ la tonne métrique + 9% de taxe prov.
. LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL, LTÉE (Sel Windsor) 10701 boul. Parkway Ville d'Anjou	33,99 $ la tonne métrique + 9% de taxe prov.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue, soit celle de la Société Canadienne de Sel, Ltée.

ADOPTÉ

E- VENTE DE TERRAINS RÉSIDENTIELS RUE VALOIS

784/9/84

1- VENTE DU LOT 162B-441 (1 106,2 MÈTRES CARRÉS)

Soumissionnaires	Prix
. M. MICHEL LAPOINTE 2750 Dumaine Drummondville	12,50 $ le mètre carré
. LES CONST. GÉRARD HÉBERT INC. 2350 boul. Guévremont St-Cyrille	10,33 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la soumission de M. Michel Lapointe soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

785/9/84

2- VENTE DU LOT 162B-442 (1 249,2 MÈTRES CARRÉS)

Soumissionnaires	Prix
. LES CONST. GÉRARD HÉBERT INC. 2350 boul. Guévremont St-Cyrille	9,69 $ le mètre carré
. M. DENIS LECOMTE et MME SYLVIE SAVOIE 508 St-Pierre Drummondville	9,755 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la soumission de M. Denis Lecomte et de Mme Sylvie Savoie soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

786/9/84

F- TRANSFORMATION DE TROIS (3) CELLULES AU POSTE DE POLICE

Soumissionnaires	Prix
. CONSTRUCTION BUGÈRE INC. Place du Parc - 228 Hériot Drummondville	19 733,00 $
. CONSTRUCTION DRUMMOND INC. 1745 Précourt Drummondville	16 767,00 $
. ÉMILE FUGÈRE CONSTRUCTION INC. 186 - 15e Avenue Drummondville	15 251,00 $

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme soit acceptée.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

787/9/84 - La Société canadienne de la sclérose en plaques, section de Drummondville, demande la pose en place de vignettes de stationnement à des endroits propices pour les personnes handicapées.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au Comité de Circulation qui pourra rencontrer M. Richard Ruest pour s'enquérir des besoins précis de l'association locale de la sclérose en plaques qui ne sont pas explicitement indiqués dans sa lettre du 20 septembre 1984.

ADOPTÉ

788/9/84 - Transport Diligence Inc. informe le Conseil qu'une réunion spéciale se tiendra au Centre Hospitalier Georges Frédéric le 27 septembre 1984 et que la présence d'un membre du Conseil serait appréciée.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le conseiller J.-Bruno Smith soit désigné pour représenter le Conseil de la Ville de Drummondville à cette réunion.

ADOPTÉ

789/9/84 - L'entreprise Distributeur de Publicité de l'Est Inc. offre ses services pour établir un plan d'action concernant une revision du numérotage des résidences et des bâtisses dans tout le territoire de la Ville de Drummondville.

Attendu que cette proposition s'avère intéressante;

Attendu que le renumérotage des bâtisses dans tout le territoire de la Ville de Drummondville implique une démarche à la fois coûteuse et susceptible de causer des inconvénients aux résidents, aux commerces et aux institutions;

Attendu que l'adoption d'un nouveau numérotage doit être précédée d'avis aux propriétaires, locataires et organismes publics et para-publics concernés;

Attendu que l'adoption d'un nouveau numérotage des édifices ne peut se faire que sur une période de plusieurs mois ou d'années;

Attendu que pour défrayer le coût de cette opération, la Ville devra demander une subvention gouvernementale;

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que l'offre de services de Distributeur de Publicité de l'Est Inc. soit transmise au Service d'urbanisme de la Ville et que ce projet soit représenté au Conseil au moment de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

Il est également résolu que l'entreprise Distributeur de Publicité de l'Est Inc. soit invitée au moment opportun à participer à l'élaboration d'un plan d'action pour modifier le numérotage des édifices qui est devenu désuet et qui doit être considéré comme une priorité.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

145

INITIALES DU GREFFIER

790/9/84 - L'Escadron 607 des Cadets de l'Air de Drummondville sollicite l'autorisation de procéder à une campagne de financement auprès du grand public durant la période du 27 septembre au 27 octobre 1984 et de vendre des tablettes de chocolat.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette campagne de financement soit autorisée.

ADOPTÉ

791/9/84 - L'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours sollicite l'autorisation de vendre des pommes sur les terrains et trottoirs situés au coin des rues Dunkin et Lindsay, de même qu'en bordure de certaines rues de la Ville durant la période du 1er septembre au 15 décembre 1984.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'autorisation de vendre des pommes aux endroits ci-haut indiqués soit donnée pour une période d'une semaine au cours de l'automne 1984 au choix de l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours à condition que cette semaine ne coïncide pas avec la semaine de financement du club Kiwanis qui procède à la vente de pommes depuis plusieurs années pour financer ses activités.

ADOPTÉ

792/9/84 - M. Denis Dion, président de la Sidac Quartier St-Joseph de Drummondville, demande au Conseil de défrayer une étude qui permettrait de connaître les moyens qui pourraient revitaliser le quartier commercial St-Joseph.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le comité du Conseil responsable du dossier "Revitalisation du Centre-Ville" rencontre le conseil d'administration de la Sidac Quartier St-Joseph de Drummondville au cours du mois d'octobre, afin de prendre connaissance de ses besoins qui seront ensuite étudiés par le Conseil.

ADOPTÉ

- Le Centre Hospitalier Georges Frédéric remercie le Conseil pour avoir contribué à la journée champêtre tenue récemment au Camping l'Escargot.

793/9/84 - Les résidents de la rue Mitchell demandent la réfection des trottoirs et du pavage sur cette rue aménagée en 1950.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Service des travaux publics afin qu'elle soit étudiée au moment de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

ADOPTÉ

794/9/84 - Le Conseil prend connaissance d'une pétition des usagers de la Garderie sur une Patte Inc. qui se plaignent des difficultés d'accès à cette garderie à cause de la présence de véhicules stationnés, appartenant à des employés de l'usine Celanese.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que cette requête soit transmise au Comité de Circulation pour étude. Il est également résolu que demande soit faite aux autorités de l'usine Celanese d'aviser ses employés de stationner leurs véhicules dans le stationnement qui leur est réservé afin de ne pas accaparer les espaces de stationnement réservés aux usagers de la Garderie sur une Patte Inc.

ADOPTÉ

- La Fondation Ste-Croix Inc. informe le Conseil qu'elle tiendra une campagne de sollicitation durant la période du 20 au 27 octobre 1984. Cette Fondation demande:
  1- une contribution de la Ville;
  2- une réception civique à l'une ou l'autre des dates suivantes: 15, 16, 17 octobre 1984.

  Son Honneur le Maire déclare que le Conseil n'a pas prévu de subvention à la Fondation Ste-Croix pour l'année 1984. Cependant, compte tenu de l'importance de la contribution de la Fondation Ste-Croix au bien-être de notre collectivité, le Conseil a l'intention de prévoir pour les années 1985, 1986 et 1987 une contribution monétaire à cet organisme qui participe grandement à l'amélioration des soins dispensés par l'Hôpital Ste-Croix.

  Quant à la réception civique, elle sera accordée avec plaisir à la date qui conviendra le mieux à la Fondation pour procéder au lancement de sa campagne de souscription.

  Le conseiller Edward St-Pierre ajoute que la Ville de Drummondville collabore avec la Fondation Ste-Croix en mettant à sa disposition chaque année l'Olympia Yvan Cournoyer, le stade municipal et le Centre Culturel.

795/9/84 - La Ville de Trois-Rivières-Ouest sollicite l'adoption d'une résolution par le Conseil de la Ville de Drummondville pour demander au ministre de l'Environnement de retarder au 31 mars 1990 le délai donné aux municipalités pour compléter les travaux d'assainissement des eaux.

CONSIDÉRANT que les villes doivent signer un protocole concernant l'assainissement des eaux;

CONSIDÉRANT que ce protocole doit être signé avant le 31 mars 1986;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des travaux ne pourront être terminés avant le 31 mars 1986;

CONSIDÉRANT qu'il y aurait lieu d'extensionner le délai;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que demande soit faite à l'Union des municipalités du Québec de bien vouloir faire les pressions nécessaires auprès du ministre de l'Environnement du Québec, pour que les municipalités qui auront signé le protocole et auront débuté leurs travaux avant le 31 mars 1986, lesquels ne pouvant être terminés à cette même date, obtiennent un délai raisonnable et que la subvention de 90% des travaux s'applique toujours à la date du délai accordé.

Il est également résolu que copie de cette résolution soit adressée au ministre de l'Environnement et au ministre Michel Clair, député de Drummond et président du Conseil du Trésor à l'Assemblée Nationale.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

147

INITIALES DU GREFFIER

796/9/84 - Lecture est donnée d'une lettre écrite par le directeur général du Cégep de Drummondville et qui fait référence aux résolutions adoptées par le conseil d'administration de cette institution pour demander au Conseil de procéder à l'aménagement d'accès routiers adéquats au site du campus scolaire et communautaire situé dans le quadrilatère formé par les rues Marchand, Ringuet, St-Georges, Pelletier et le boulevard Lemire.

Attendu que l'aménagement d'accès à ce campus scolaire est un problème connu et qu'il y a urgence à le résoudre; il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que MM. les conseillers J.-Bruno Smith et Lindor Letendre, ainsi que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soient autorisés à rencontrer les autorités du Cégep et de la Commission Scolaire pour analyser les différentes alternatives qui pourraient solutionner le problème d'accès et de dégagement de la circulation dans le secteur du campus scolaire décrit par M. Yvon Morin.

ADOPTÉ

796A/9/84 - M. Alfred Trépanier du 620A rue Notre-Dame offre de vendre à la Ville de Drummondville un terrain situé entre la 120e et la 121e Avenue et qui pourrait être utilisé pour un développement domiciliaire.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette lettre soit transmise au Service de la planification pour étude avant le 15 octobre 1984 pour que cette offre soit étudiée lors d'une réunion qui portera sur le développement résidentiel.

ADOPTÉ

797/9/84 - La Coopérative Pêle-Mêle sollicite l'autorisation d'utiliser durant l'hiver 1984-1985 une partie du stationnement situé à l'arrière du Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain.

Attendu que la Coopérative Pêle-Mêle a utilisé ce stationnement l'an dernier sans inconvénient pour la Ville; il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que cette autorisation soit donnée à condition que la Coopérative Pêle-Mêle assume le déneigement des espaces de stationnement utilisés pour sa clientèle.

ADOPTÉ

798/9/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 8 septembre au 1er octobre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 175 040,92 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras indique que dans cette liste de comptes il y a lieu de corriger l'information donnée au compte numéro 04195 en indiquant qu'un montant de 16 849 $ sera payé à Les Forages LBM Inc. pour le creusage d'un puits artésien à l'aéroport municipal et non pour le puits artésien creusé au parc Milette.

INITIALES DU MAIRE

148

INITIALES DU GREFFIER

799/9/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Louis Morin soient retenus pour rédiger les actes nécessaires pour finaliser un échange de terrains avec la Commission Régionale St-François pour réaliser le plan-masse.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs aux actes précités.

ADOPTÉ

800/9/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le procès-verbal de l'assemblée du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 septembre 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

801/9/84

Attendu que pour défendre une cause inscrite en Cour par la Ville de Drummondville, cette dernière a besoin d'obtenir sans délai l'étude du ministère de l'Environnement réalisée au printemps 1984 concernant les caractéristiques des eaux usées de l'usine Domtar;

Attendu qu'une demande en ce sens adressée à qui de droit antérieurement est demeurée sans réponse;

Attendu qu'il y a urgence pour la Ville de Drummondville de prendre connaissance de ladite étude;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que demande soit faite au sous-ministre de l'Environnement, M. Michel Lamontagne, de fournir sans retard à la Ville copie de cette étude, et que copie de la présente résolution soit également transmise au député de Drummond, M. Michel Clair.

ADOPTÉ

802/9/84

Attendu que les membres du Conseil ont pris connaissance du rapport du directeur du Service de la planification intitulé "Zone prioritaire d'urbanisation NASGUATEGUA" élaboré dans le cadre d'un projet étudiants; il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement résolu:

1° QUE ce document soit versé aux archives municipales avec les modifications suivantes:

- que certains usages à caractère commercial soient autorisés le long de l'autoroute 20 (hôtels, restaurants...);
- qu'une voie de desserte ne donnant pas sur l'autoroute 20, pour fins de chargement et de déchargement de marchandises pour les industries et les commerces, soit prévue.

2° QUE cette étude soit prise en considération lors de l'élaboration d'un plan d'urbanisme et de tout projet de développement qui désire s'implanter dans ce secteur.

3° QUE les personnes intéressées soient autorisées à prendre connaissance de ce rapport.

ADOPTÉ

À tour de rôle, M. Denis Savoie et Mme Francine Ruest-Jutras expliquent le contenu du rapport et soulignent la contribution précieuse apportée dans la confection de ce document par Marie-Claire Martel, José Houle, Joël Courchesne, Marie Quintal, Michel Binet et Les Consultants Roche/Urbanex.

803/9/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin soient retenus pour la description technique des terrains qui seront loués par bail emphytéotique aux Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc., le tout conditionnellement à l'approbation par le Conseil du périmètre du terrain loué.

ADOPTÉ

804/9/84

Attendu que le Festival mondial de folklore de Drummondville sollicite la nomination de 3 membres du Conseil pour représenter la Ville de Drummondville sur le prochain conseil d'administration du Festival en tant que membres de la catégorie C; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, M. Jean-Paul Généreux et M. Gilles St-Martin soient délégués au conseil d'administration du Festival mondial de folklore de Drummondville et que demande soit faite au Festival de modifier le statut de ces trois délégués en leur donnant un droit de vote à titre de membres du conseil d'administration du Festival et de modifier en conséquence les règlements généraux du Festival lors de la prochaine assemblée générale de cet organisme.

AMENDÉE PAR RÉS. 828/10/84

ADOPTÉ

805/9/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le directeur du Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'installation de luminaires sur les rues suivantes:

- un luminaire rue Farrell, face aux Enseignes Leco Ltée;

- deux luminaires rue Bernier, face à Litho Prestige;

et que le directeur du Service des travaux publics soit également autorisé à présenter à l'Hydro-Québec une demande de raccordement de ces luminaires.

ADOPTÉ

806/9/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude d'empiètement portant sur une partie du lot originaire six cent quarante-trois (643 Ptie), rue, du cadastre officiel de la Ville de Drummondville, Quartier Est, division d'enregistrement de Drummond.

Cette servitude est décrite à la description technique portant le numéro de répertoire 4502 et le numéro de minute 4429, préparée par l'arpenteur-géomètre Yves Noël et datée du 15 mai 1984. Ce document est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉ

807/9/84

Lecture est donnée d'un rapport signé par M. Roger Turcotte, C.A., trésorier de la Ville, et rédigé pour respecter l'article 87 de la Loi concernant les élections dans certaines municipalités.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce rapport soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

808/9/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, et M. François Chabot, technicien à l'usine de traitement d'eau, soient délégués au 7e symposium sur le traitement des eaux usées qui se tiendra à Montréal les 20 et 21 novembre 1984.

ADOPTÉ

809/9/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé par M. Gérald Lapierre le 12 septembre 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

810/9/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place des arrêts obligatoires aux intersections suivantes:

- rue Joly, intersection du boulevard Des Pins sur la rue Joly;
- rue Taillon, intersection de la rue Joly sur la rue Taillon;
- rue Mousseau, intersection de la rue Joly sur la rue Mousseau;
- rue Joly, aux deux extrémités en retrait (fer à cheval).

ADOPTÉ

811/9/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'enlèvement de la zone de stationnement limité à 60 minutes rue Dunkin Nord, entre les rues Lindsay et Brock.

ADOPTÉ

812/9/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le directeur du Service de la sécurité publique soit autorisé à mettre en service dans les plus brefs délais un brigadier scolaire junior à l'intersection des rues Dionne et Ste-Thérèse.

ADOPTÉ

813/9/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place des enseignes indiquant la limite de vitesse à 50 Km/H sur le Chemin du Golf entre les rues Antonio-Barrette et Comtois.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

151

INITIALES DU GREFFIER

814/9/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à remplacer des enseignes limitant la vitesse sur le boulevard Lemire à 50 Km/H, entre la rue Haggerty et l'autoroute 20, par des enseignes fixant la limite de vitesse à 70 Km/H.

ADOPTÉ

815/9/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à aménager une voie de dégagement sur la rue Lindsay, côté ouest, à l'intersection de la rue Des Forges, du côté du stationnement du Canadien Pacifique, dans le but de permettre le tournage à droite pour des automobilistes circulant en direction sud de la rue Lindsay.

ADOPTÉ

816/9/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place des arrêts obligatoires sur la rue de desserte à l'intersection du boulevard Mercure et de la 123e Avenue.

ADOPTÉ

817/9/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que les services professionnels des Consultants Falardeau et Associés Ltée soient retenus pour préparer le plan de relocalisation du poteau et du contrôleur des feux de circulation localisés du côté est du boulevard St-Joseph à l'intersection du boulevard Des Galeries.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les Consultants Falardeau et Associés Ltée pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

818/9/84

ATTENDU QUE Gestion Communart Inc. en vertu d'une entente signée avec la Ville de Drummondville le 5 juillet 1983 s'est engagée à acquérir et construire plusieurs terrains dans le secteur de La Coulée;

ATTENDU QUE les délais prévus pour l'acquisition de plusieurs de ces terrains sont expirés;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, que Gestion Communart Inc. soit avisée que le délai ultime pour l'acquisition des lots 126-3-289, -291, -293, -295 et -297 du Canton de Grantham est par la présente fixé au 9 octobre 1984.

ADOPTÉ

819/9/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les plans d'architecture A-1 à A-7, de structure S-1 à S-14, de mécanique M-1 à M-18 et d'électricité E-1 à E-7, concernant l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau de la Ville de Drummondville, soient approuvés et que les ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés qui les ont préparés soient autorisés à les présenter au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

152

INITIALES DU GREFFIER

820/9/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Lachapelle et Noël soient retenus pour la confection d'une description technique des terrains utilisés pour le prolongement de la rue Marchand. Ces terrains sont adjacents aux propriétés de la Commission Régionale St-François, de la Commission Scolaire de Drummondville et de la Succession Jean-Émile Bérard.

ADOPTÉ

821/9/84

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville devait cesser les opérations de son dépotoir le 31 décembre 1979;

CONSIDÉRANT QUE la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond a été formée le 11 janvier 1982 dans le but de solutionner le problème de disposition des déchets en conformité avec la Loi sur la qualité de l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE depuis ce temps la Ville de Drummondville a toujours insisté sur l'importance pour la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond d'identifier un site d'enfouissement dans la région, étant donné l'ampleur des coûts pressentis et d'en assurer l'ouverture dans des délais raisonnables;

CONSIDÉRANT le fait que la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond n'a pas encore obtenu de permis alors que parallèlement l'entreprise privée en a obtenu un;

CONSIDÉRANT QUE certains projets présentement étudiés par la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond semblent selon la vision des autorités compétentes repousser le règlement du dossier au delà de délais acceptables;

IL EST PROPOSÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU CE QUI SUIT:

QUE la Ville de Drummondville prenne les moyens nécessaires pour se retirer de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond. Il est entendu que la Ville de Drummondville demande l'appui des municipalités membres de la Régie qui partagent ce point de vue, ainsi que la collaboration du Ministère de l'Environnement.

ADOPTÉ

822/9/84

Le conseiller Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement de circulation No. 1050 de la Ville de Drummondville en établissant des règles en matière pénale.

823/9/84

Le greffier adjoint dépose le projet de règlement No. 1653.

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. ROBERT LAFRENIÈRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1653 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400 de manière à:

- agrandir le secteur de zone RA/A-16, à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
- créer le secteur de zone RB-45 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
- créer le secteur de zone CA-23 à même une partie du secteur de zone CC-9;
- agrandir le secteur de zone IA-11 à même une partie du secteur de zone RX-7;

soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

824/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1646 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à créer les secteurs de zone RA/B-61 et RA/B-62 à même une partie du secteur de zone RX-2.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1646 a été adopté par la résolution no. 727/8/84 le 27 août 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1646 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 27 août 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1646 a été régulièrement donné le 11 septembre 1984 (rés. 768/9/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 24 septembre 1984 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1646;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 24 septembre 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1646 et ce de 9 heures à 19 heures les 15 et 16 octobre 1984.

825/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1651 décrétant un emprunt de 933 000 $ représentant le montant qui sera versé à la Ville de Drummondville par le ministère des Affaires culturelles du Québec pour les travaux de réaménagement du Centre Culturel déjà décrétés par le règlement No. 1624.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lesquel les propriétaires de la Ville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1651 et ce de 9 heures à 19 heures les 15 et 16 octobre 1984.

826/9/84

Lecture est donnée du règlement No. 1652 décrétant l'expropriation des immeubles qui constituent la rue Cormier sans appartenir à la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire offre des condoléances à M. Jean-Claude Lepage, employé municipal, à l'occasion du décès de son frère, M. Urgel Lepage.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenante: Mme Pauline Fecteau du quartier no. 8

Mme Pauline Fecteau à titre de secrétaire de la Fondation Canadienne pour l'Iléite et la Colite (section de Drummondville), informe le Conseil que cet organisme dans le cadre de sa campagne de financement tiendra une activité au Centre Culturel. La location du Centre Culturel sera payée et le coût d'entrée a été fixé à 2,99 $ par personne. Mme Fecteau sollicite une exemption du paiement de la taxe d'amusement ou une subvention de la Ville équivalent à ce montant. Une demande écrite est remise au greffier adjoint.

M. Edward St-Pierre suggère que la demande écrite soit déposée au Conseil qui l'étudiera lundi le ler octobre et prendra une décision qui devrait satisfaire la requérante tout en respectant les politiques municipales concernant les subventions.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 — La Ville a-t-elle procédé par appel d'offres pour l'achat d'un système d'enregistrement à pistes multiples qui servira au Service de la sécurité publique?

Réponse: Une réponse sera donnée à la prochaine séance du Conseil le 9 octobre 1984.

Commentaires: Le Conseil mérite des félicitations pour les démarches qu'il a entreprises pour se dissocier de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond.

Question 2 — Quels sont les terrains visés par le règlement d'expropriation No. 1652 adopté par le Conseil?

Réponse: Ces terrains sont situés dans l'emprise de la rue Cormier à partir de la rue Blanchette jusqu'à la rue Bernier. Les propriétaires sont la Succession Larocque et certains autres contribuables.

Commentaires: Le président du R.C.D. félicite le Conseil pour avoir contribué financièrement à une journée champêtre au Camping l'Escargot.

Commentaires: L'analyse d'un compte de 170,00 $ payé au restaurant La Vieille Maison pour des repas pris par des cadres de la Ville, indique qu'une partie importante comprend des breuvages alcoolisés et le R.C.D. entend s'opposer à ces dépenses inadmissibles.

Réponse: Le conseiller J.-Bruno Smith demande à M. Hervé Savoie de comprendre que ces repas sont pris en dehors des heures de travail, que le temps des cadres n'est pas rémunéré et que le Conseil apprécie que des employés consacrent certaines heures de temps supplémentaire pour discuter des affaires municipales.

INITIALES DU MAIRE

155

INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire explique clairement que le Conseil accepte de défrayer des repas à ses cadres dans le respect de politiques établies. A titre d'administrateurs des affaires municipales, les membres du Conseil ont le pouvoir d'autoriser et de contrôler de telles dépenses. Jusqu'ici, le Conseil est satisfait du comportement des cadres et ce ne sont pas les critiques du R.C.D. qui vont changer les règles établies. Les repas des cadres ont été pris un mardi, 2 juillet, date qui coïncide avec une journée ouvrable et non pas un dimanche.

Commentaires: Le président du R.C.D. remet au maire des exemplaires de formules de réclamations de dépenses utilisées par la Commission Scolaire et demande au Conseil de s'en inspirer pour établir un contrôle plus efficace et plus facile à interpréter.

Réponse: Monsieur le Maire remet à M. Hervé Savoie des exemplaires des formules de réclamations que les cadres doivent produire pour obtenir le paiement des dépenses autorisées et justifiées. Il ajoute que le Conseil est satisfait de ces formules et que le contrôle s'opère sérieusement.

Mise au point par Monsieur le Maire: Monsieur le Maire demande fermement à M. Hervé Savoie de respecter les règles du jeu lors de ses interventions aux séances du Conseil, savoir: procéder avec un préambule simplifié et poser des questions pertinentes et intelligentes ayant un intérêt valable pour la collectivité et les administrateurs municipaux.

Réplique de M. Savoie: Le Conseil n'enlèvera pas le droit de parole au représentant du R.C.D. durant les séances publiques.

Question 3 M. Hervé Savoie traite d'un compte qui lui a été remis par un contribuable qu'il refuse d'identifier et qui se dit obligé de payer un compte de taxes rétroactif au 1er janvier 1984 pour des améliorations faites à sa propriété et terminées en juillet 1984.

Réponse: Sur fourniture du nom au trésorier de la Ville, une vérification sera faite et le compte sera corrigé s'il y a eu erreur.

Question 4 Que veulent dire les abréviations A.Q.T.L.?

Réponse: Association Québécoise des Travailleurs en Loisir.

Question 5 Pourquoi a-t-on permis aux Résidences St-Frédéric de n'aménager que quelques places de stationnement pour les locataires alors qu'on en a exigé le double aux Habitations Indrum?

Réponse: M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, explique que les Résidences St-Frédéric ont obtenu un permis en conformité avec la réglementation municipale et que les normes de stationnement et d'espaces verts ont été respectées. Cette norme applicable à un édifice habité par des personnes retraitées ou âgées est d'un (1) espace de stationnement par 2 logements. Dans le cas des Habitations Indrum dont la clientèle est différente, les normes sont plus exigentes.

- Intervenant: M. François Bourbeau, journaliste à CHRD.

Question M. F. Bourbeau veut savoir pourquoi le Conseil ne construit pas un pont sur la rivière Noire pour desservir la clientèle du Cégep?

Réponse: M. Robert Lafrenière explique que grâce à une subvention qui s'inscrit dans le cadre des pistes cyclables, une passerelle dont le coût (100 000 $) sera entièrement payé par le gouvernement provincial, sera aménagée au-dessus de la rivière Noire pour faciliter l'accès aux usagers du Cégep.

Pourquoi ne pas construire un pont immédiatement?

1- Un pont coûterait environ 700 000 $ et la Ville ne peut se permettre cette dépense présentement.

2- Un pont ne peut être subventionné par le gouvernement provincial parce qu'il ne serait pas dans l'axe d'une route provinciale.

3- Un pont dans l'axe de la rue St-Georges pourrait modifier énormément les mouvements de circulation dans le secteur du Cégep et dans le quartier résidentiel situé à proximité.

4- Il y a peut-être possibilité d'explorer certaines alternatives.

Qu'entend faire la Ville à ce sujet?

Monsieur le Maire explique qu'un comité du Conseil rencontrera les autorités du Cégep et des Commissions Scolaires, que toutes les alternatives seront étudiées sérieusement et qu'il est trop tôt pour spéculer sur les décisions qui devront être prises pour améliorer la circulation et la sécurité tout en respectant le caractère résidentiel de ce secteur en évolution depuis l'aménagement du Cégep.

- Intervenante: Mme Pauline Fecteau

Question: Le Conseil a-t-il pris une décision concernant la mise en place d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Des Pins et Des Lilas qui a été demandée par la Garderie À Tire d'Aile Inc.?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras répond que cette demande a été référée au Comité de Circulation pour étude. À première vue, l'obligation de faire un arrêt sur la rue Des Lilas pourrait causer des problèmes à cause d'une pente assez importante qui pourrait occasionner des dérapages. Le Conseil prendra connaissance du rapport du Comité de Circulation avant de modifier la signalisation ou de conserver le statu quo.

Commentaires: Mme Pauline Fecteau s'adressant au Conseil déclare qu'à son avis le président du R.C.D. aurait avantage à se faire assister d'un aviseur légal pour mieux préparer la défense de ses dossiers.

Conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au mardi, 9 octobre 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Jacques Dionne
Greffier adjoint

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE

157

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 octobre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 9 octobre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie et Edward St-Pierre, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, Jacques Dionne, conseiller juridique, et Laurent Bernier, greffier, assistent à la réunion à titre de personnes ressources.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire proclame la Journée Grand McDon qui se tiendra le 24 octobre 1984, il invite toute la population à participer à cette journée et félicite le président, M. Jacques Labonté, et son adjointe, Mme Chantale L. Gagné, pour leur implication dans cette oeuvre humanitaire.

827/10/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue à 19 H 45 le 24 septembre 1984.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

828/10/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 24 septembre 1984, M. Edward St-Pierre, conseiller, propose que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

Son Honneur le Maire demande que le procès-verbal soit amendé en ajoutant après la résolution numéro 804/9/84 le texte suivant:

" Monsieur le Maire Serge Ménard précise que le Festival mondial de folklore de Drummondville est un organisme sans but lucratif, autonome et possédant une charte et des règlements généraux établis par une assemblée générale.

Ces règlements généraux doivent être respectés et seule l'assemblée générale peut les modifier. "

Il est de nouveau proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le procès-verbal de l'assemblée régulière du 24 septembre 1984 soit adopté avec la correction demandée par Monsieur le Maire et que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture.

ADOPTÉ

829/10/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté avec l'addition des items suivants:

INITIALES DU MAIRE
158
INITIALES DU GREFFIER

25A. Congrès des Villes et Cités Unies (Mme F. Ruest-Jutras).

25B. Félicitations (M. L. Letendre).

26B. Festival (M. S. Ménard).

ADOPTÉ

Période d'information

M. Robert Lafrenière répond à la question suivante posée par M. Hervé Savoie, président du R.C.D., le 24 septembre 1984.

> "La Ville a-t-elle procédé à un appel d'offres public pour la fourniture d'un système d'enregistrement au poste de police?
>
> Effectivement, un appel d'offres a été publié le 1er septembre 1984 dans le journal La Parole et les documents sont conservés au bureau du greffier. La Ville n'a reçu qu'une seule soumission qu'elle a acceptée le 24 septembre 1984."

830/10/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1984-1985

Soumissionnaires	Location au taux horaire
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	Niveleuse: 54,00 $ Camion avec charrue: - Équipement de remplacement: 58,00 $
. M. GERMAIN BENOIT 1900, 6e rang St-Cyrille	Niveleuse: 47,00 $ Camion avec charrue: 38,00 $ Équipement de remplacement: 38,00 $

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ces soumissions soient transmises au directeur du Service des travaux publics pour étude.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Jean-Paul Boisvert domicilié au 820 - 11le Avenue écrit au Conseil pour exprimer sa gratitude à l'égard des policiers-pompiers et de certains voisins qui ont contribué à réduire au minimum les dégâts causés par un incendie survenu le 6 octobre dernier à sa résidence.

  M. Edward St-Pierre félicite les pompiers de Drummondville pour leur intervention prompte et efficace et souligne également la contribution des citoyens qui ont fait preuve de civisme lors de cet événement.

831/10/84 - M. Michel Laliberté, coordonnateur de Kino-Québec (section de Drummondville), sollicite l'autorisation de tenir la Course Sealtest le dimanche 4 novembre 1984 en empruntant la rue St-Georges à partir du pont de La Traverse jusqu'au Cégep.

  Attendu que cette course aura lieu un dimanche et qu'elle se fera sur la rue St-Georges qui est une artère importante de circulation, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise aux services municipaux concernés pour étude et rapport au Conseil.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

159

INITIALES DU GREFFIER

832/10/84 - La Légion Royale Canadienne, succursale 51, demande au Conseil ce qui suit:

- l'autorisation de tenir une campagne de financement du 29 octobre au 11 novembre 1984;
- l'ouverture officielle de cette campagne le 29 octobre 1984 à l'hôtel de ville;
- le paiement d'une couronne de fleurs de 50 $ qui sera déposée au cénotaphe le 11 novembre 1984;
- la présence de Son Honneur le Maire à la cérémonie qui aura lieu en face du cénotaphe le 11 novembre;
- la permission de tenir une parade sur la rue Marchand à partir de la rue Corriveau jusqu'au parc St-Frédéric le 11 novembre 1984.

Il est unanimement résolu que ces demandes soient acceptées.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire déclare qu'il se fera un devoir d'être présent aux cérémonies auxquelles il a été invité par la Légion Royale Canadienne.

833/10/84 - La Caravane de la Pétition pour la Paix sollicite:

1- l'autorisation de faire signer une pétition au marché public le 12 octobre 1984;
2- la tenue d'une réception civique le 15 octobre 1984 pour le groupe de la Caravane qui sera à Drummondville à cette date.

Il est unanimement résolu que ces demandes soient acceptées.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire invite toutes les personnes intéressées à signer la pétition qui leur sera présentée par la Table Régionale pour la Paix.

834/10/84 - Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. demandent la mise en place d'un arrêt obligatoire sur la rue St-Félix à l'intersection de la rue Ally.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au Comité de Circulation pour étude.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras précise que cette étude se fera sans retard puisque le Comité de Circulation se réunira mercredi le 10 octobre 1984 et que la demande précitée sera à l'ordre du jour.

- M. Gilbert Proulx du 10 - 18e Avenue demande l'installation d'une lumière de rue sur la 18e Avenue entre les rues St-Frédéric et St-Alphonse.

M. Lindor Letendre indique que cette demande a déjà été étudiée en même temps que d'autres de même nature. Le Conseil a déjà pris l'engagement d'étudier la possibilité d'améliorer l'éclairage de quelques rues mais a reporté ces dépenses au budget de l'année 1985.

835/10/84 - La Fondation Canadienne pour l'Iléite et la Colite (section de Drummondville) sollicite ce qui suit:

1- l'autorisation de tenir une campagne de financement durant la période du 30 octobre au 15 décembre 1984;
2- la vente de maracons et de gâteaux;
3- une réception civique lors du lancement de la campagne de financement, mardi le 30 octobre 1984 à 17 heures.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les demandes précitées soient acceptées.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

160

INITIALES DU GREFFIER

- Le ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, écrit au Conseil pour exprimer sa satisfaction concernant une entente qui sera bientôt signée avec la Ville de Drummondville pour l'amélioration du Centre Culturel.

  Mme Francine Ruest-Jutras explique que le projet de convention a franchi presque toutes les étapes d'approbation requises et que la convention devrait être signée très prochainement. En conséquence, les travaux de réaménagement du Centre Culturel devraient débuter aussitôt que possible.

836/10/84 - L'Association régionale des autoneigistes de drummondville inc. sollicite un droit de passage sur un sentier montré au plan qui accompagne cette demande.

Attendu que le sentier proposé doit être étudié au préalable à cause de la nécessité de procéder à certains travaux à l'aéroport municipal; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que cette demande soit référée pour étude aux services municipaux concernés.

ADOPTÉ

837/10/84 - L'Association des familles d'accueil de Drummondville demande:

1- l'autorisation de procéder à une cueillette de porte à porte pour amasser des fonds;
2- la présence d'élus municipaux au deuxième bercethon annuel qui se tiendra au Club de racquetball le 16 novembre 1984 de 18 heures à 22 heures.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette campagne de financement soit autorisée. Il est également résolu que le Conseil soit représenté à ce deuxième bercethon, si la date choisie ne coïncide pas avec la tenue d'un colloque pour la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

ADOPTÉ

838/10/84 - Le Centre d'expositions et d'enchères de produits agricoles spécialisés demande l'autorisation de faire installer un panneau annonçant le C.E.E.P.A.S. sur le terre-plein qui sépare le boulevard St-Joseph à la sortie de la route 20 et un autre au coin du boulevard St-Joseph et de la rue Rivard.

Attendu que le Conseil estime que cette demande est justifiée;

Attendu que la réglementation actuelle concernant l'affichage ne permet pas l'installation de ces enseignes;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au Comité consultatif d'urbanisme pour étude dans les meilleurs délais.

ADOPTÉ

839/10/84 - Le Comité des loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre inc. demande l'aménagement d'une deuxième patinoire au parc Guilbault.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette demande soit remise au directeur des Services récréatifs et communautaires, pour étude. Le rapport de cette étude sera pris en considération par le Conseil lors de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

ADOPTÉ

840/10/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 22 septembre au 9 octobre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 762 148,17 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

841/10/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Conseil accepte le plan d'implantation des équipements du projet d'aménagement du parc St-Joseph par Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc., lequel plan a été préparé par les ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés le 3 octobre 1984 et sera conservé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

842/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de l'étude Jutras et Bernier, notaires, soient retenus pour la rédaction des actes d'acquisitions des terrains situés dans le secteur Les Jardins du Golf, telles acquisitions étant prévues au règlement No. 1645 de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

843/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Maurice Laplante, avocat, soient retenus pour procéder à l'expropriation des lots suivants situés dans le secteur Les Jardins du Golf:

- Lot 124-96 du cadastre du Canton de Grantham, propriété de M. Yvan Beaudoin;
- Lot 124-82 du cadastre du Canton de Grantham, propriété de Mme Jacqueline Lacasse.

ADOPTÉ

844/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que les services professionnels des évaluateurs agréés Gougeon et Turcotte soient retenus pour établir la valeur des lots 124-96 et 124-82 du cadastre du Canton de Grantham que la Ville de Drummondville entend exproprier.

ADOPTÉ

845/10/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville une convention avec Téléglobe Canada pour l'utilisation d'un terrain qui servira pour le déversement de la neige durant l'hiver 1984-1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

162

INITIALES DU GREFFIER

846/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le Conseil accepte le plan de déneigement qui sera suivi durant l'hiver 1984-1985, lequel plan a été préparé par le directeur du Service des travaux publics et présenté au Conseil ce 9 octobre 1984.

ADOPTÉ

Le conseiller Lindor Letendre précise que le plan de déneigement accepté par le Conseil est sensiblement le même que celui utilisé durant l'hiver 1983-1984 et susceptible d'être revisé selon les conditions climatiques qui prévaudront durant l'hiver.

847/10/84

ATTENDU QUE Drummondville et plusieurs villes de la rive Sud du Québec ont depuis de très nombreuses années bénéficié de services de transport en commun et ce de façon régulière et fréquente tant par route que par rail;

ATTENDU QUE Via Rail Canada Inc. semble vouloir orienter un transfert de service rapide pour passagers vers la rive Nord par l'axe Montréal, Trois-Rivières, Québec, laissant sur la rive Sud le transport du fret par le Canadien National qui maintient un faible service aux passagers;

ATTENDU QUE pour des problèmes d'économie et d'énergie, de plus en plus de personnes doivent recourir aux services de transport en commun;

ATTENDU QUE des groupes plus spécifiques tels que les personnes âgées et à faibles revenus, les personnes handicapées et les étudiants, seraient directement affectés par une telle décision;

ATTENDU QU'une diminution des services de transport en commun aurait un impact direct sur les activités culturelles, sportives et sociales de la population des villes de la rive Sud;

ATTENDU QU'une décision de Via Rail Canada Inc. peut avoir des conséquences néfastes pour l'économie des villes de la rive Sud du Québec;

ATTENDU QUE Drummondville est située au centre des principales voies de communication du Centre du Québec et se doit d'offrir à sa population et ses visiteurs un service de transport en commun adéquat et complet;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE:

1. Le Conseil de la Ville de Drummondville demande à Via Rail Canada Inc. de maintenir en opération le service rapide de passagers actuellement offert sur la rive Sud;
2. Demande soit faite aux municipalités de la rive Sud desservies par Via Rail Canada Inc. d'appuyer la présente résolution;
3. Copie de cette résolution soit transmise:
   . au ministre des Transports du gouvernement fédéral
   . au ministre des Transports du gouvernement provincial
   . au député de Drummond à la Chambre des Communes
   . au député de Drummond à l'Assemblée Nationale.

ADOPTÉ

848/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville un acte de subdivision du lot 244-125 du cadastre du Canton de Wickham (rue Tracy) préparé par les arpenteurs-géomètres Jodoin et Grondin.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

163

INITIALES DU GREFFIER

849/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les évaluateurs Mercure, Guilbault et Associés soient autorisés à prendre entente avec le propriétaire d'une bâtisse isolée à la MIUF et qui fait l'objet d'une plainte justifiée (Matricule: 4137 8481 05 3072 9).

ADOPTÉ

850/10/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville accepte le budget 1985 adopté par l'Office municipal d'habitation de Drummondville le 3 octobre 1984, prévoyant un déficit d'opération de 1 590 352 $.

ADOPTÉ

M. Jean-Paul Généreux résume ce budget de l'O.M.H.D. pour 1985. Il traite des revenus, des dépenses et du partage du déficit entre les gouvernements fédéral, provincial et municipal. Il conclut en indiquant que même si la Ville de Drummondville devra en 1985 participer au déficit pour un montant de 159 035 $, elle retirera la somme de 387 755 $ pour taxes et permis. Le déficit est attribuable au service de la dette de l'O.M.H.D.

851/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville accepte le budget supplémentaire de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 1984, suite au refinancement en date du 1er août 1984 du solde de l'émission d'obligations émises par la Société d'habitation du Québec le 31 mars 1982, concernant les coûts de réfection de toitures des bâtisses situées sur les rues St-Jean, St-Edouard et le boulevard St-Joseph. Ces coûts sont l'objet d'écritures de régularisation lors de la confection des états certifiés afin de soustraire des opérations courantes la participation de la Ville de Drummondville (10%).

ADOPTÉ

852/10/84

CONSIDÉRANT que la Société d'habitation du Québec, en vertu de sa résolution numéro 351-84 en date du 24 mai 1984, a adopté le programme d'habitation comportant la réalisation d'un immeuble de 33 logements à Drummondville;

CONSIDÉRANT que la Société d'habitation du Québec désire conclure une entente avec la corporation municipale de Drummondville et l'Office municipal d'habitation de ladite municipalité, aux fins de confier l'administration de cet immeuble à l'Office municipal d'habitation et pour prévoir la participation financière de la Société d'habitation du Québec et de ladite corporation municipale au déficit d'exploitation de l'immeuble réalisé par la Société;

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR MME FRANCINE RUEST-JUTRAS, CONSEILLÈRE,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT QUE:

1.- L'Office municipal d'habitation de Drummondville soit autorisé à administrer l'immeuble de 33 logements portant les numéros civiques 935, 937 et 945 - 113e Avenue et réalisé par la Société d'habitation du Québec dans ladite municipalité, en vertu de la résolution numéro 351-84 de la Société en date du 24 mai 1984.

2.- Demande soit faite à la Société d'habitation du Québec pour conclure conjointement avec ladite municipalité et l'Office municipal d'habitation, une convention d'exploitation prévoyant le paiement de subventions à l'Office municipal d'habitation de ladite municipalité pour l'aider à défrayer les coûts d'exploitation et d'amortissement de cet immeuble.

INITIALES DU MAIRE

164

INITIALES DU GREFFIER

3.- La corporation municipale de Drummondville s'engage à participer, jusqu'à concurrence de 10%, aux déficits d'exploitation du programme d'habitation réalisé par la Société en vertu de sa résolution numéro 351-84 en date du 24 mai 1984.

4.- Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la convention dont le texte est approuvé par le Conseil municipal, tel que soumis.

ADOPTÉ

853/10/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement de fermeture de rue (partie du lot 148-53 du cadastre du Canton de Grantham).

854/10/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1653) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à:

- agrandir le secteur de zone RA/A-16 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
- créer le secteur de zone RB-45 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
- créer le secteur de zone CA-23 à même une partie du secteur de zone CC-9;
- agrandir le secteur de zone IA-11 à même une partie du secteur de zone RX-7.

M. Denis Savoie souligne que depuis le début de l'année le Conseil a adopté plusieurs règlements modifiant le règlement de zonage No. 1400. Ces modifications ont eu pour résultat de favoriser la construction à Drummondville au cours des neuf derniers mois. M. Denis Savoie donne quelques statistiques comparatives avec les 9 premiers mois de 1'année 1983.

Période du 1er janvier au 30 septembre

	1983	1984
Permis émis:	74	84
Valeur estimative:	898 980 $	1 442 750 $

Période du 1er janvier au 30 septembre 1983

Valeur	Permis	Logements
12 725 345 $	566	136

Période du 1er janvier au 30 septembre 1984

Valeur	Permis	Logements
21 587 865 $	758	239

855/10/84

Lecture est donnée du règlement No. 1654 amendant le règlement de circulation No. 1050 en établissant des règles en matière pénale.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

À la demande du conseiller Robert Lafrenière, Me Jacques Dionne, conseiller juridique de la Ville, explique le contenu du règlement No. 1654, son importance sur le plan administratif et les raisons qui justifient son adoption.

INITIALES DU MAIRE

165

INITIALES DU GREFFIER

Mme Francine Ruest-Jutras fait part de sa participation au congrès de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées (Villes et Cités Unies) qui s'est tenu à Montréal récemment.

Cette Fédération regroupe environ 3 500 municipalités réparties dans le monde entier et s'est donné des objectifs éducationnels, pacifistes et de protection de l'environnement.

Mme Jutras a participé aux activités suivantes:

1- La promotion de la femme aux responsabilités publiques.
2- L'aménagement urbain, centre-ville, participation des citoyens, schémas d'aménagement, etc.

Élaborant sur le thème du premier atelier, Mme Francine Ruest-Jutras déclare que les participants ont fait le point sur l'évolution des femmes dans le secteur de la politique municipale et les moyens de faire progresser leur participation. Le pourcentage de cette participation est encore assez faible et varie entre 1.3 et 8%.

La situation au Québec se compare à la moyenne mondiale. Depuis seulement 10 ans, les québécoises ont accès à des postes électifs dans le domaine municipal. Ces personnes sont caractérisées par leur âge et leur scolarité en ce sens qu'elles sont ordinairement plus âgées que leurs collègues (il y a exception à Drummondville) et elles ont complété au moins leurs études secondaires. Un questionnaire auquel des représentants de 18 pays ont répondu révèle que la participation des femmes au Québec se situe dans la moyenne mondiale et qu'elle a tendance à augmenter. Un bulletin consacré à la promotion des femmes sera inséré dans celui des Villes et Cités Unies afin de faire avancer la cause féminine en politique municipale.

Concernant le deuxième atelier, Mme Francine Ruest-Jutras indique que tous les pays opèrent avec des lois municipales qui se rapprochent de notre Loi 125 concernant l'aménagement du territoire. Un peu partout on a le souci de faire participer les citoyens aux schémas d'aménagement. Les centres-villes sont perçus comme des centres de rassemblement propices aux relations sociales et on y retrouve une concentration des centres administratifs, commerciaux, récréatifs et culturels.

Partout on constate le souci de conservation du patrimoine, de création d'espaces verts et d'amélioration de la qualité de vie des citoyens que l'on veut réintégrer dans les centres-villes dans un milieu intéressant. Les municipalités s'emploient à faire participer les citoyens en les impliquant pour qu'ils expriment leurs besoins et collaborent aux décisions des représentants élus.

Il fut également question de jumelage qui donne des dividendes sur le plan culturel et économique. On y a également parlé de jumelage coopératif qui consiste à l'apport d'aide aux municipalités situées dans des pays en voie de développement. Peut-être que Drummondville pourra dans un temps plus ou moins rapproché s'intéresser à ce genre de jumelage.

M. Jean-Paul Généreux qui a également participé au congrès de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées s'est intéressé aux ateliers concernant l'assainissement des eaux. En Europe, plusieurs pays sont très avancés dans ce domaine et comme au Québec, plusieurs pays doivent faire du rattrapage.

Plusieurs villes du Québec ont profité de ce congrès pour y déléguer leur commissaire industriel. Il a été visible que ces commissaires ont été très actifs sur le plan lobbying et au prochain congrès qui aura lieu en Europe en 1987, Drummondville devrait certainement déléguer son commissaire.

Son Honneur le Maire souligne que durant ce congrès le maire de La Roche-sur-Yon, M. Jacques Auxiette, a séjourné à Drummondville durant deux jours et que la Ville a discuté avec lui de projets industriels. M. Benoit Laflamme, notre commissaire industriel, partira prochainement pour se rendre à La Roche-sur-Yon et rencontrer des industriels intéressés au marché québécois. Il faut espérer que les relations que Drummondville entretient avec des villes d'Europe donneront des résultats intéressants à court terme.

INITIALES DU MAIRE

166

INITIALES DU GREFFIER

M. Robert Lafrenière déclare qu'il a participé au congrès de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées et qu'il a apprécié les discussions et les rencontres qu'il a faites. Il souscrit aux commentaires formulés par Mme Francine Ruest-Jutras et M. Jean-Paul Généreux.

856/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Michel Dauphinais, directeur de l'école Ste-Marie, soit félicité pour l'initiative qu'il a prise de permettre aux élèves de cette école de lancer 400 ballons porteurs d'un message à un destinataire inconnu. Le jeune Frédéric Carrier a reçu une lettre lui indiquant que son message avait été recueilli par un étudiant du Maine. Tous les élèves de l'école Ste-Marie se réjouissent à bon droit de la chance qui a favorisé leur confrère, M. Frédéric Carrier.

ADOPTÉ

Période de questions et renseignements

Un journaliste de C.H.R.D. demande à Me Jacques Dionne si le règlement No. 1654 amendant le règlement de circulation No. 1050 a été adopté pour corriger une lacune dans le processus actuel de la Cour Municipale? L'adoption de ce règlement aura-t-elle pour effet d'annuler certaines sentences déjà rendues par la Cour?

M. Dionne précise que le règlement No. 1654 est un complément à la réglementation actuelle qui apporte plus de précision concernant l'application des règles en matière pénale qui sont déjà suivies dans la pratique courante.

M. Réjean Lemire du 2085 rue Huguette se fait le porte-parole des résidents du secteur de Grantham-Ouest annexé par l'ex-Cité de Drummondville le 5 juillet 1975, pour demander l'installation des services d'égouts dans ce territoire.

Considérant que les ententes intervenues avec chacun des propriétaires de ce secteur viendront à échéance en 1985;

Considérant que l'absence de services d'égouts constitue un problème sérieux;

Le conseiller Robert Lafrenière déclare qu'il a demandé au Service des travaux publics de procéder à une étude sommaire pour établir les coûts d'aménagement adéquat de ce secteur. Ces informations seront fournies au Conseil pour considération lors de la préparation des prévisions budgétaires 1985.

Son Honneur le Maire donne lecture d'un texte qui servira de communiqué de presse pour donner son avis sur les discussions qui font les manchettes des médias locaux concernant les structures **administratives du Festival mondial de folklore de Drummondville.** Ce document sera annexé au procès-verbal de la présente assemblée pour en faire partie comme annexe "A".

Mme Francine Ruest-Jutras estime qu'après trois ans il est assez normal que les structures administratives soient démocratisées et que la participation d'un plus grand nombre de personnes n'enlève rien à quiconque. Elle déclare que la résolution de la Ville demandant le droit de vote pour ses trois délégués, a été reçue assez froidement par le conseil d'administration du Festival. Elle souhaite que le débat qui dure depuis quelques jours débouche sur une entente pour le plus grand bien de Drummondville et de ses citoyens.

L'ordre du jour étant épuisé; Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 22 octobre 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

..... Greffier.

..... Maire.

Ville de
DRUMMONDVILLE

Bureau du Greffier

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE
DU 24 SEPTEMBRE 1984

804/9/84

Attendu que le Festival mondial de folklore de Drummondville sollicite la nomination de 3 membres du Conseil pour représenter la Ville de Drummondville sur le prochain conseil d'administration du Festival en tant que membres de la catégorie C; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, M. Jean-Paul Généreux et M. Gilles St-Martin soient délégués au conseil d'administration du Festival mondial de folklore de Drummondville et que demande soit faite au Festival de modifier le statut de ces trois délégués en leur donnant un droit de vote à titre de membres du conseil d'administration du Festival et de modifier en conséquence les règlements généraux du Festival lors de la prochaine assemblée générale de cet organisme.

ADOPTÉ

Extrait authentique du procès-verbal de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue le 24 septembre 1984.

GREFFIER DE LA VILLE

Serge Morand

413, rue Lindsay, C.P. 398, Drummondville, Québec, J2B 6W3 — Tél.: 819-478-4111

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

A titre de maire de la ville de Drummondville, je recevais, il y a quelques jours, copie de deux lettres adressées au président du Festival mondial de folklore de Drummondville, édition 83, M. Michel Lapierre.

La première datée du 27 septembre était signée par M. Michel Clair, député à l'Assemblée Nationale et président du Conseil du Trésor. La deuxième datée du 28 septembre était signée par notre député à la Chambre des Communes, M. Jean-Guy Guilbeault.

Ces deux lettres faisaient référence à une concertation des deux signataires pour signifier au Conseil d'administration du Festival mondial de folklore, que la participation financière des deux gouvernements au prochain festival serait conditionnelle à des modifications importantes concernant la représentation démocratique au Conseil d'administration du Festival et impliquant la présence de 3 délégués de chacun des gouvernements avec droit de vote à ce Conseil d'administration.

Par coincidence, le Conseil de ville de Drummondville avait le 24 septembre 1984, adopté une résolution portant le numéro 804/9/84 pour nommer 3 délégués au Conseil d'administration du Festival et demander que ces personnes puissent exercer un droit de vote au lieu d'agir comme observateurs. Le Conseil n'avait pas fait référence à une possibilité de retirer sa participation financière si cette demande n'était pas acceptée. Je voudrais souligner que lors de l'adoption de cette résolution, j'avais précisé que le Festival opérait avec une charte et des règlements généraux que seule l'assemblée générale avait le pouvoir de modifier.

...2

Je veux également préciser qu'après avoir accédé au poste de maire, j'avais par écrit, le 25 janvier 1984, donné ma démission comme président ex-officio du Festival, pour éviter d'être placé dans une situation potentielle et inconfortable de conflits d'intérêts.

Depuis le 28 septembre dernier, presqu'à tous les jours, les médias d'informations véhiculent des interrogations quant à la survie du Festival. Nous aurons donc bientôt, une réunion, qui regroupera les députés fédéral et provincial, les gens du Festival et moi-même.

Après seulement trois festivals,

1e grâce à la collaboration des gouvernements fédéral, provincial et municipal
2e grâce au concours des commanditaires
3e de donateurs et
4e de bénévoles,

le Festival mondial de folklore a suscité l'émerveillement dans le monde entier. Il a réveillé un sentiment de fierté et de fraternité dans notre ville et dans notre région.

Jusqu'à ce jour, les fonds publics, les dons, les commandites et les recettes ont été gérés et dépensés d'une façon saine, rationnelle et fort efficace. Les surplus actuels en sont une preuve.

Pourquoi doit-on remettre en question le leadership du Festival et poser des conditions drastiques qui risquent de démobiliser les gestionnaires et les bénévoles?

Pourquoi risquer de priver les drummondvillois et drummondvilloises d'une activité internationale qui leur permet d'exprimer leur fierté, leur joie, leur sens de l'hospitalité et de la fraternité?

Je veux comme maire de cette belle ville de Drummondville faire appel à toutes les personnes qui auront à décider du sort futur du Festival, pour que la prochaine réunion, ne dégénère pas en ultimatum, mais qu'elle soit une concertation objective, compréhensive et logique, qui tienne compte des aspirations de notre communauté, du dynamisme de nos bénévoles et de leur loyauté.

N'oublions pas surtout le dévouement et l'intégrité des Conseils d'administration qui se sont succédés au cours des trois dernières années, et qui n'ont pas cessé de travailler à l'amélioration et à l'accroissement du Festival mondial de folklore de Drummondville.

Serge Ménard

SOURCE: Serge Ménard,
Maire de Drummondville
Tél.: 478-4111

Ville de
DRUMMONDVILLE

Cabinet du Maire

Le 25 janvier 1984.

Festival mondial de folklore
de Drummondville
405, rue Saint-Jean
Drummondville (Québec)
J2B 5L7

A l'attention de: Monsieur Michel Lapierre

Objet: Poste de président ex-officio

Cher Monsieur,

Ayant été appelé, en octobre dernier, à remplir le poste de maire de la ville de Drummondville, j'ai le vif regret de vous remettre ma démission à titre de président "ex officio".

Vous comprendrez que ce n'est pas par dépit que je démissionne ayant vécu avec l'organisation du festival une expérience des plus enrichissantes mais bien parce que mes nouvelles fonctions de maire occupent toute ma disponibilité et risquent de me placer dans une situation potentielle et inconfortable de conflit d'intérêts.

Vous souhaitant tout le succès escompté pour le festival mondial de folklore 1984, je vous prie, Monsieur le président, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Le maire de Drummondville,

Serge Ménard

SM/ml

Serge Ménard

INITIALES DU MAIRE

167

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 octobre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée publique de consultation tenue à l'hôtel de ville le 22 octobre 1984 à 19 H 45; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée, conformément aux prescriptions de l'article 126 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., Chap. A-19.1) pour les fins suivantes:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Tenir une assemblée publique de consultation, conformément à la Loi 125 (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), pour expliquer le projet de règlement suivant et les conséquences de son adoption, et entendre les personnes et organismes qui désireront s'exprimer:

   - Règlement No. 1653 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à:
     . agrandir le secteur de zone RA/A-16 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
     . créer le secteur de zone RB-45 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
     . créer le secteur de zone CA-23 à même une partie du secteur de zone CC-9;
     . agrandir le secteur de zone IA-11 à même une partie du secteur de zone RX-7.
5. Période de questions sur le règlement No. 1653;
6. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

857/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Le maire donne la nature, l'objet et les endroits spécifiques touchés par le projet de règlement No. 1653 et invite l'assistance à poser des questions sur ce règlement.

Faute de questions, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

..... Laurent Bernier .....
Greffier.

..... Serge Ménard .....
Maire.

INITIALES DU MAIRE

168

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 octobre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 22 octobre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

858/10/84

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 9 octobre 1984; il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

859/10/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté avec l'addition des items suivants demandée par le conseiller Denis Savoie:

32A. Village Québécois d'Antan

32B. Nomination au conseil d'administration du Comité consultatif d'urbanisme.

ADOPTÉ

860/10/84

Choix d'un soumissionnaire (soumissions ouvertes le 9 octobre):

- LOCATION DE MACHINERIE DE DÉNEIGEMENT - HIVER 1984-1985

Soumissionnaires	Location au taux horaire
. SINTRA INC. - RÉGION BOIS-FRANCS 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	Niveleuse: 54,00 $ Camion avec charrue: nil Équipement de remplacement: 58,00 $
. M. GERMAIN BENOIT 1900, 6e rang St-Cyrille	Niveleuse: 47,00 $ Camion avec charrue: 38,00 $ Équipement de remplacement: 38,00 $

Attendu qu'après étude la soumission présentée par M. Germain Benoit a été jugée la plus basse conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu qu'elle soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec ce soumissionnaire.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

861/10/84

- RÉFECTION DU PONT DU CHEMIN DU GOLF (DOSSIER: AC8404028)

Soumissionnaires	Prix
. GRANDMONT & FILS LTÉE 150 Hériot Drummondville	27 000,00 $
. LAMBERT & GRENIER INC. B.M. 501, Rte Transcanadienne 1244 Voie d'Accès Sud N.D. Bon-Conseil	36 774,00 $

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

862/10/84

- VENTE DES LOTS 126-3-293, 126-3-295 ET 126-3-297 - P.A.A.T. II (LA COULÉE

Soumissionnaire	Prix
. GESTION COMMUNART INC. 150 Marchand, suite 403 Drummondville	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que cette soumission soit retenue à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs aux ventes précitées.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Lecture est donnée d'un communiqué du ministère de l'Habitation et de la Protection du Consommateur qui traite du succès du programme ÉQUERRE qui prendra fin le 17 octobre 1984 à minuit. Le Ministre responsable de ce programme espère qu'un budget au moins égal à celui de la première phase sera disponible pour une deuxième phase.

  M. Denis Savoie souligne que le programme ÉQUERRE a permis à plusieurs citoyens d'obtenir des subventions au cours des derniers mois et il espère que ce programme sera de nouveau en vigueur pour satisfaire de nombreuses demandes qui n'ont pu être acceptées parce que le budget alloué à Drummondville était épuisé.

INITIALES DU MAIRE

170

INITIALES DU GREFFIER

863/10/84 - M. Rémi Blanchard, responsable des congrès pour le Club Optimiste de Drummondville, sollicite une réception civique à l'hôtel de ville, samedi le 27 octobre 1984, à l'occasion de la première assemblée du district Sud du Québec et de la visite du président de l'Optimiste International, M. Ardyn Long.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'une réception civique soit accordée au conseil d'administration du Club Optimiste et à ses invités.

ADOPTÉ

864/10/84 - La compagnie Papiers Sables Unique J.T.M. Inc. sollicite le pavage de la rue Sigouin de même que l'installation de lampadaires en 1985.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que cette lettre soit transmise au directeur du Service des travaux publics pour étude lors de la préparation du budget de l'année 1985.

ADOPTÉ

865/10/84 - Lecture est donnée d'un avis préalable à l'émission d'une ordonnance par le ministre de l'Environnement du Québec obligeant la Ville de Drummondville à mettre fin à l'exploitation du dépotoir sur le lot 126-P du cadastre du Canton de Wickham dans la municipalité de St-Nicéphore.

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville est membre de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond et qu'à ce titre, dans un esprit de collaboration avec les 15 autres municipalités membres, elle a participé assidûment aux démarches de cette Régie, qu'elle a associé ses officiers cadres aux recherches de solutions et qu'elle a toujours informé ses partenaires de l'urgence de trouver un site acceptable en remplacement du dépotoir en opération à St-Nicéphore;

ATTENDU QUE cette même Régie n'a pas encore conclu d'entente avec un entrepreneur propriétaire d'un site approuvé par le ministère de l'Environnement pour le dépôt de déchets;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a entrepris des démarches pour se retirer de cette Régie;

ATTENDU QUE si la Ville de Drummondville peut se retirer de cette Régie, elle prendra rapidement les mesures pour satisfaire aux dispositions de l'article 123 du règlement sur les déchets solides (R.R.Q. 1981, c. Q-2, r.14);

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que le maire de la Ville de Drummondville soit autorisé à demander au ministre de l'Environnement d'accorder à la Ville de Drummondville un délai raisonnable pour terminer ses négociations avec la Régie Intermunicipale (Déchets) de la Région de Drummond et pour trouver un site acceptable pour le dépôt des déchets solides, en procédant par appel d'offres auprès des propriétaires de sites approuvés dans la région de Drummond.

ADOPTÉ

866/10/84 - La Quincaillerie J.R. Blanchard & Compagnie Ltée qui possède une bâtisse située sur un terrain appartenant à la Ville de Drummondville, sollicite l'autorisation de transférer son bail à un acheteur éventuel.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce transfert de bail soit autorisé à condition que toutes les conditions du bail actuel soient reconduites et que le nouveau locataire accepte une augmentation de loyer si le Conseil juge à propos de l'exiger.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un transfert du bail présentement consenti à la Quincaillerie J.R. Blanchard & Compagnie Ltée à condition que les frais de rédaction d'un nouveau bail notarié soient à la charge du locataire.

ADOPTÉ

867/10/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 6 octobre au 1er novembre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 629 639,57 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

868/10/84

ATTENDU QU'un nouveau parcours a été proposé pour la tenue de la course Sealtest le 4 novembre 1984;

ATTENDU QUE les directeurs des services municipaux concernés ont négocié une entente avec Kino-Québec pour le bon déroulement et la sécurité de cette activité;

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que Kino-Québec soit autorisé à tenir la course Sealtest, dimanche le 4 novembre 1984, sur le parcours négocié avec les représentants de la Ville à condition que les mesures de sécurité requises pour la tenue de cette activité soient respectées.

ADOPTÉ

Le conseiller Denis Savoie quitte son siège.

869/10/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. J.-Bruno Smith, conseiller, soit délégué au colloque sur l'Habitation organisé par l'U.M.Q. et qui se tiendra à Hull les 23 et 24 novembre 1984. Il est également résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit félicité pour avoir été choisi par l'U.M.Q. pour participer à ce colloque à titre de panéliste.

ADOPTÉ

870/10/84

ATTENDU QUE lors de la séance régulière du 27 août dernier, une requête en constitution de SIDAC était légalement déposée auprès du Conseil de la Ville de Drummondville (SIDAC Alain Limoges de Drummondville);

ATTENDU QUE suite à ce dépôt, le Conseil, lors de sa séance du 11 septembre dernier, a ordonné au greffier (rés. 756/9/84) d'expédier aux commerçants concernés un avis les informant de l'existence d'une requête en constitution de SIDAC pour leur district commercial (art. 458.4 L.C.V.);

INITIALES DU MAIRE
172
INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QU'un registre a été légalement tenu les 15 et 16 octobre 1984, que le nombre de personnes requis pour exiger un scrutin n'a pas été atteint (art. 379 L.C.V.), et que cette requête est, par le fait même, réputée avoir été acceptée par l'ensemble des commerçants du district;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que l'inspecteur général des institutions financières soit avisé que la Ville de Drummondville autorise la formation d'une Société d'initiative et de développement d'artères commerciales, sous le nom de "SIDAC Alain Limoges de Drummondville" pour le district commercial circonscrit de la façon suivante:

A) à l'est : par la rivière St-François, entre les rues Lowring et St-Jean (non comprises)

B) au nord : par la rue Lowring (non comprise), entre la rivière St-François et la rue Lindsay, des 2 côtés

C) à l'ouest : par la rue Lindsay, des 2 côtés, entre les rues Lowring et St-Jean

D) au sud : par la rue St-Jean (non comprise) jusqu'à la rivière St-François.

ADOPTÉ

871/10/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie à l'Union des municipalités du Québec la somme de 4 810,00 $, représentant sa cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1985.

ADOPTÉ

872/10/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente avec l'Unité des Policiers de Drummondville Inc. pour modifier les règlements de l'actuel régime de rentes des membres de l'U.P.D.I.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière explique que cette convention est conforme aux négociations entreprises lors du renouvellement de la convention collective qui régit l'U.P.D.I. et qui viendra à échéance le 31 décembre 1984.

873/10/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme R.P.L. (Roger Pominville Ltée) soient retenus pour la mise à jour des fonctions, responsabilités et traitements des cadres municipaux. Les honoraires professionnels de cette firme ne devront pas excéder 10 000 $. Le directeur général, M. Claude Boucher, agira comme coordonnateur de ce dossier.

ADOPTÉ

874/10/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que MM. Claude Boucher, J.-Marcel Lefebvre et Majella Crôteau soient nommés membres du Comité responsable des négociations relatives au renouvellement de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

173

INITIALES DU GREFFIER

875/10/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que MM. Claude Boucher, Roger Turcotte et Majella Crôteau soient nommés membres du Comité responsable des négociations relatives au renouvellement de la convention collective des employés municipaux, cols blancs et cols bleus.

ADOPTÉ

876/10/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que MM. Serge Ménard, maire, J.-Bruno Smith, conseiller, Robert Lafrenière, conseiller, et Claude Boucher, directeur général, soient nommés membres du Comité responsable des négociations relatives au renouvellement des conditions de travail des employés cadres de la Ville.

ADOPTÉ

877/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé par M. Gérald Lapierre le 10 octobre 1984 soit accepté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras mentionne que le Comité de Circulation a étudié une demande formulée par Mme Linda Cormier, coordonnatrice de la Garderie à Tire d'Aile Inc., concernant la mise en place d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Des Pins et Des Lilas.

Aucune décision n'a été prise, mais M. Dominique Gaudet, préventionniste, et un représentant du Service de la planification rencontreront Mme Cormier pour évaluer d'autres alternatives qui pourraient être acceptables.

878/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place (à titre d'essai) une zone de stationnement limité à dix (10) minutes pour un maximum de deux (2) véhicules en face du Cinéma Capitol, rue Lindsay.

ADOPTÉ

M. Lindor Letendre explique que cette décision a été prise à titre d'essai parce que durant la saison hivernale il se pourrait que la neige rétrécisse la rue et que les mouvements de circulation soient rendus plus difficiles. Le Conseil aura toujours le privilège d'enlever cette zone de stationnement s'il s'avère utile ou nécessaire de le faire.

879/10/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'enlèvement des parcomètres rue Des Écoles, côté ouest, entre les rues St-Jean et St-Edouard.

ADOPTÉ

880/10/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement limité à soixante (60) minutes de 8 heures à 18 heures rue Des Écoles, côté ouest, entre les rues St-Jean et St-Édouard.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

174

INITIALES DU GREFFIER

881/10/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu qu'une surveillance plus étroite soit entreprise par le Service de la sécurité publique aux heures d'entrée et de sortie de la clientèle de la Garderie sur une patte inc. et que le préventionniste de ce même service rencontre le directeur du Service du personnel de l'usine Celanese pour que les véhicules des employés de Celanese ou des personnes qui viennent chercher des employés soient stationnés sur le terrain de l'usine aménagé à cette fin.

ADOPTÉ

882/10/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement interdit rue Michaud, côté sud, en face de l'usine Litho Prestige.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie, conseiller, reprend son siège.

883/10/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement interdit rue Bernier, côtés nord et sud, de la rue Cormier vers l'extrémité ouest de la rue Bernier.

ADOPTÉ

884/10/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement interdit sur l'avenue Ste-Pauline, côtés est et ouest, sur toute la longueur de la rue.

ADOPTÉ

885/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le directeur du Service des travaux publics soit autorisé à demander à l'Hydro-Québec de remplacer une fixture de lumière de rue incandescente par une fixture sodium haute pression sur l'avenue Ste-Pauline.

ADOPTÉ

886/10/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville s'inscrive au Programme national de soutien aux activités de loisir municipal et accepte les engagements suivants, savoir:

1) les programmes et/ou les activités subventionnés par le Programme national de soutien aux activités de loisir municipal reflètent les vues du Conseil municipal en matière de loisir;
2) les argents alloués dans le cadre du programme serviront exclusivement à des fins de loisir et s'ajouteront au budget régulier en loisir de la municipalité;
3) les modes de consultation des citoyens et citoyennes en matière de loisir sur le territoire de la municipalité seront maintenus.

Il est de plus proposé et accepté que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document relatif à la demande de subvention dans le cadre de ce programme.

ADOPTÉ

887/10/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Dubé et Boies soient retenus pour la confection d'une description technique de partie du lot 151-503 (rue) du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉ

888/10/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde à la compagnie Les Innovations Réal Lemaire Inc. une mainlevée sur la clause de préférence d'achat accordée à l'ex-Cité de Drummondville en cas de vente par Ébénisterie R.M.R. Inc. d'un terrain industriel acquis par un contrat enregistré le 12 janvier 1979 au bureau d'Enregistrement de Drummond sous le numéro 243728 et corrigé par un acte notarié et enregistré le 9 février 1979 sous le numéro 244173.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la mainlevée précitée.

ADOPTÉ

889/10/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1405 et relatif à l'entraide municipale contre les incendies offerte par la Ville de Drummondville.

890/10/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 240 000 $ pour l'achat de 106 terrains dans le secteur Les Jardins du Golf.

Acquisition de terrains	180 000 $
Frais de notaire(s)	8 000
Frais d'arpentage	20 000
Frais divers	2 000
Frais de financement	30 000
TOTAL DE L'EMPRUNT:	**240 000 $**

891/10/84

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux subventionnés pour la réfection du pont du Chemin du Golf.

Travaux	21 340 $
Imprévus et Honoraires professionnels	3 660
TOTAL:	**25 000 $**

892/10/84

Lecture est donnée du règlement No. 1653 amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but d'en modifier le plan de zonage de manière à:

- agrandir le secteur de zone RA/A-16 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
- créer le secteur de zone RB-45 à même une partie du secteur de zone RX-7 et une partie du secteur de zone CC-9;
- créer le secteur de zone CA-23 à même une partie du secteur de zone CC-9;
- agrandir le secteur de zone IA-11 à même une partie du secteur de zone RX-7.

ATTENDU QUE le projet de règlement No. 1653 a été adopté par la résolution no. 823/9/84 le 24 septembre 1984;

ATTENDU QUE copie du projet de règlement No. 1653 a été déposée et remise à tous les membres du Conseil le 24 septembre 1984;

ATTENDU QU'avis de motion du règlement No. 1653 a été régulièrement donné le 9 octobre 1984 (rés. 854/10/84);

ATTENDU QUE lors de la consultation publique tenue le 22 octobre 1984 à 19 H 45, aucun contribuable n'a demandé de modification au texte du règlement No. 1653;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires d'immeuble visé dans les secteurs concernés et inscrits au rôle d'évaluation en vigueur le 22 octobre 1984 ainsi que les locataires inscrits à l'annexe de la liste électorale d'un immeuble situé dans les secteurs concernés, pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1653 et ce de 9 heures à 19 heures les 12 et 13 novembre 1984.

893/10/84

Lecture est donnée du règlement No. 1655 décrétant l'annulation comme rue d'une partie du lot 148-53 (rue) du cadastre du Canton de Grantham.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie résume le bilan de la corporation du Village Québécois d'Antan qui a vécu en 1984 sa quatrième année d'opération. Le Village a reçu plus de 80 000 visiteurs, a fourni du travail à plus de 100 employés et a réussi à autofinancer des dépenses de 750 000 $.

Le conseil d'administration du Village Québécois d'Antan mérite des félicitations pour l'excellence de sa performance et sa publicité de prestige qui rejaillit sur Drummondville. Au cours des prochains mois, le nom de Drummondville sera en évidence dans le téléroman "Entre chien et loup" diffusé par le canal 10. Radio-Canada et Radio-Québec produiront des émissions qui contribueront à faire connaître davantage le site touristique du Village Québécois d'Antan. Cette corporation a déjà entrepris des travaux de fondation d'un barrage, d'un moulin et d'une église dont les vitraux d'une qualité exceptionnelle ont été fournis par les Frères de la Charité.

Il serait souhaitable que la Ville de Drummondville s'implique dans le développement du Village Québébois d'Antan en prenant à sa charge une commandite de prestige pour la construction de l'église ou du presbytère dont l'érection est prévue à court terme.

M. Denis Savoie demandera au Conseil d'étudier cette possibilité lors de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole du Conseil pour féliciter les administrateurs du Village Québécois d'Antan pour leur succès et pour leur participation à la promotion de Drummondville sur le plan touristique.

INITIALES DU MAIRE

177

INITIALES DU GREFFIER

894/10/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Bernard Ledoux soit nommé membre du Comité consultatif d'urbanisme en remplacement de M. Gilles Gaudreau dont la démission a déjà été acceptée.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire félicite M. Bernard Ledoux pour son implication dans le milieu municipal et le remercie de prêter son concours au Comité consultatif d'urbanisme.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 — Le site récemment accepté pour la disposition des déchets solides à St-Nicéphore, est-il présentement ouvert?

Réponse: M. Jean-Marie Boisvert explique que le propriétaire de ce site n'a pas débuté l'aménagement d'un dépotoir parce qu'il n'a pas encore de clients. L'aménagement du site prendra au moins 51 jours à partir du moment où le propriétaire aura l'assurance d'une clientèle prête à défrayer le coût d'opération.

Question 2 — Comment se répartit le coût du fonds de pension des policiers-pompiers de Drummondville?

Réponse: M. J.-Bruno Smith déclare que ce coût est de 5,75% pour la Ville et 5,75% payé par les policiers-pompiers. Pour les cols blancs et cols bleus, les proportions sont de 5% et 5%. La lettre d'entente avec l'U.P.D.I. dont la signature a été autorisée au cours de l'assemblée, est l'aboutissement de négociations qui se sont poursuivies depuis plusieurs mois suite à un engagement pris lors du renouvellement de la dernière convention collective. Cette convention prévoit que les rentes créditées relativement à la participation après le 1er janvier 1985 seront indexées à un taux annuel égal à 75% de la variation de l'indice des prix à la consommation avec une indexation minimum de 3%. Si la variation de l'indice des prix à la consommation devait être en deçà de 3% l'indexation se fera alors à 100% de ladite variation.

Vu la complexité de ces calculs, M. Hervé Savoie se dit d'accord à attendre le renouvellement de la prochaine convention collective de l'U.P.D.I. et il fera ses commentaires lorsque cette convention deviendra un document public.

Question 3 — Le Conseil a-t-il pris une décision concernant les augmentations à donner à ses employés en 1985?

Réponse: Son Honneur le Maire indique que les négociations débuteront dans quelques jours seulement, il est trop tôt pour donner une réponse à cette question.

Question 4 — Pourquoi le Conseil a-t-il formé des comités composés uniquement de fonctionnaires pour négocier le renouvellement des conventions collectives des policiers-pompiers et des cols blancs et cols bleus, et un comité comprenant 3 membres du Conseil pour le renouvellement des conditions de travail des cadres?

Réponse: M. J.-Bruno Smith explique que le Conseil a donné des directives aux fonctionnaires mandatés pour négocier le renouvellement des conventions collectives de l'U.P.D.I. et des cols blancs et cols bleus. Au fur et à mesure de la progression de ces négociations, des rapports seront disponibles pour le Conseil qui a toujours le pouvoir d'intervenir au besoin.

Quant aux conditions de travail des cadres de la Ville, il est tout à fait normal que le Conseil s'implique lui-même et retienne le soutien technique du directeur général de la Ville.

Son Honneur le Maire rassure le président du R.C.D. en lui affirmant qu'il entend de temps à autre participer aux négociations relatives au renouvellement de toutes les conventions collectives afin de s'assurer qu'elles se déroulent dans le respect des balises établies par le Conseil.

Question 5 En quoi consiste la renonciation au droit de premier refus dans la vente d'une bâtisse industrielle achetée par Les Innovations Réal Lemaire Inc.?

Réponse: Le greffier explique que dans tous les contrats de vente d'un terrain industriel, il existe une clause qui prévoit que si un industriel veut se départir de son immeuble, il ne peut le faire sans offrir à la Ville la superficie de terrain excédant quatre fois la superficie de la bâtisse sise sur ce terrain et ce pour éviter la spéculation sur des terrains industriels vendus pour un prix avantageux.

Question 6 L'année d'opération de la Ville pour 1984 va-t-elle se terminer avec un surplus, si oui de quel ordre sera-t-il?

Réponse: Son Honneur le Maire répond que l'exercice financier 1984 devrait se terminer avec un surplus d'opération. L'ordre de grandeur n'est pas encore connu et il reste plus de deux mois d'opération avant la fin de l'exercice financier 1984.

Question 7 Plusieurs commerçants ont reçu des factures pour la cueillette des ordures. Pourquoi ne pas avoir attendu à la fin de l'année pour expédier ces factures?

Réponse: Environ 165 marchands ont reçu des factures du nouveau responsable de la cueillette des ordures. Cette procédure est normale et s'il y a eu des erreurs, elles seront corrigées au fur et à mesure qu'elles seront connues.

Question 8 Le Conseil a-t-il un comité responsable pour donner de l'information à des journalistes extérieurs désireux de couvrir des événements spéciaux concernant des actes de violence ou la réalisation prochaine de projets importants?

Réponse: Le directeur du Service de la sécurité publique est la seule personne désignée par le maire pour donner des informations concernant des événements qui impliquent les forces policières. Quant aux autres informations, elles doivent être fournies par le maire ou le maire suppléant.

Question 9 La liste des comptes comporte le versement d'un chèque de 35 000 $ au Festival mondial de folklore, qu'est-ce qui justifie cette dépense?

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE DRUMMONDVILLE

SERMENT D'OFFICE

Je, Jean-Claude Baril, avocat, jure que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge comme Juge de la Cour Municipale de la Ville de Drummondville, avec honnêteté et justice.

Ainsi que Dieu me soit en aide.

Jean-Claude Baril

Assermenté devant moi
à Drummondville, Québec,
ce 31 octobre 1984.

Greffier de la Ville de
Drummondville.


INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU GREFFIER

INITIALES DU MAIRE

179

INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Son Honneur le Maire déclare qu'il s'agit du dernier paiement d'une subvention au Festival mondial de folklore de Drummondville pour l'année 1984. Le Conseil a attendu de prendre connaissance du bilan financier du Festival et de s'assurer que les clauses de la convention signée par la Ville et le Festival avaient été respectées avant d'effectuer ce paiement.

Commentaires Félicitations au conseiller Lindor Letendre pour la mise en opération d'un puits artésien.

Un compte payé au Motel Le Dauphin comprend des boissons alcoolisées.

Les formules de réclamation utilisées par la Ville devraient être plus faciles à interpréter.

Lecture d'un extrait de journal qui traite de jurisprudence relative à certains règlements municipaux.

- Intervenant: M. Onorieus Lavoie de la rue St-Claude.

M. Lavoie se plaint de la façon dont la cueillette des ordures ménagères est faite depuis un changement d'entrepreneur. D'autre part, ce contribuable voudrait que la Ville de Drummondville intervienne auprès de la compagnie Celanese pour que cette entreprise cesse de répandre de la suie dans l'environnement.

M. Robert Lafrenière explique que la Ville négocie constamment avec le responsable de la cueillette des ordures ménagères et que les lacunes sont corrigées au fur et à mesure qu'elles sont connues. Tous les contribuables qui ont des plaintes à formuler sur la cueillette des vidanges peuvent communiquer avec le bureau du directeur du Service des travaux publics qui est mandaté pour transiger avec le responsable de cette cueillette.

895/10/84 - Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit mandaté pour vérifier les inconvénients causés par les retombées de suie émanant de l'usine Celanese et négocier avec cette entreprise les corrections à apporter à cette situation.

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire conformément aux prescriptions du règlement No. 819 fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 12 novembre 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

..... Greffier.

..... Maire.

INITIALES DU MAIRE
180
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

12 novembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 12 novembre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

896/11/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue à 19 H 45 le 22 octobre 1984.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

897/11/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 22 octobre 1984; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

898/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé avec les changements suivants:

1- Addition de l'item 15A. "Rapport mensuel des permis et inspections" (M. Denis Savoie)

2- Retrait des items 24 et 25 de l'ordre du jour (M. Robert Lafrenière).

ADOPTÉ

Le Conseil procède à l'ouverture des soumissions suivantes:

1- ENTRETIEN MÉNAGER DES ÉDIFICES MUNICIPAUX POUR UNE PÉRIODE DE 36 MOIS

899/11/84

Soumissionnaires	Hôtel de Ville & Poste de Police
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 Des Tilleuls	32 800 $
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENR. 114 Biron	35 520 $
. LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE 2073 Papineau, succ. C, Montréal	38 211 $

INITIALES DU MAIRE

181

INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission présentée par SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE soit retenue pour l'entretien ménager de l'hôtel de ville et du poste de police, au prix de 32 800 $ par année pour une période de 36 mois.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

900/11/84

Soumissionnaires	Marché Public
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 Des Tilleuls	32 011 $
. ENJOLIVEUR DE SURFACE NATIONALE QUÉBEC LTÉE 168 - 17e Avenue	31 246 $
. LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE 2073 Papineau, succ. C, Montréal	42 372 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission présentée par ENJOLIVEUR DE SURFACE NATIONALE QUÉBEC LTÉE soit retenue pour l'entretien ménager du marché public, au prix de 31 246 $ par année pour une période de 36 mois.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

901/11/84

Soumissionnaires	Garage Municipal
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 Des Tilleuls	17 890 $
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENR. 114 Biron	19 750 $
. LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE 2073 Papineau, succ. C, Montréal	17 250 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission présentée par LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE soit retenue pour l'entretien ménager du garage municipal, au prix de 17 250 $ par année pour une période de 36 mois.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

902/11/84

Soumissionnaires	Édifice du 405 St-Jean
. SERVICE D'ENTRETIEN GASTON HOULE 50 - 121e Avenue	7 276,00 $
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 Des Tilleuls	5 196,76 $
. LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE 2073 Papineau, succ. C, Montréal	31 360,00 $

INITIALES DU MAIRE
182
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission présentée par SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE soit retenue pour l'entretien ménager de l'édifice du 405 rue St-Jean, au prix de 5 196,76 $ par année pour une période de 36 mois.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

903/11/84

Soumissionnaires	Édifice des Serv. Récréatifs et Comm.
. SERVICE D'ENTRETIEN GASTON HOULE 50 - 121e Avenue	3 784 $
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 Des Tilleuls	3 700 $
. ENJOLIVEUR DE SURFACE NATIONALE QUÉBEC LTÉE 168 - 17e Avenue	3 420 $
. LES SERVICES MÉNAGERS ROY LTÉE 2073 Papineau, succ. C, Montréal	7 458 $

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la soumission présentée par ENJOLIVEUR DE SURFACE NATIONALE QUÉBEC LTÉE soit retenue pour l'entretien ménager de l'édifice des Services récréatifs et communautaires, au prix de 3 420 $ par année pour une période de 36 mois.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

2- DÉNEIGEMENT DES STATIONNEMENTS DURANT L'HIVER 1984-1985

904/11/84

A) Secteur 1: Stationnement de l'église St-Joseph
Stationnement du Club de l'âge d'or
Stationnement du Manège militaire
Stationnement Du Moulin

Soumissionnaire	Prix
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean	18 760,54 $ (1,80 $/m.c.)

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

905/11/84

B) Secteur 2: Stationnnement du Parc St-Damase (10e Avenue)
Stationnement de Benoît & Frères (10e Avenue)
Stationnement de l'église St-Jean-Baptiste
Stationnement du Centre Récréatif St-Jean-Baptiste
Stationnement St-Laurent

Soumissionnaires	Prix
. SERVICE PAYSAGISTE DRUMMOND INC. 556 Brock	8 800,51 $ (2,29 $/m.c.)
. GERMAIN DUFORT 229 St-Damase	6 917,44 $ (1,80 $/m.c.)

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de GERMAIN DUFORT soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

906/11/84

C) Secteur 3: Stationnement de l'église St-Pierre
Stationnement de l'église Pie X
Stationnement de l'école St-Louis-de-Gonzague

Soumissionnaire	Prix
. R. GUILBEAULT CONST. INC. 805 boul. Lemire	15 619,35 $ (1,10 $/m.c.)

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

907/11/84

D) Secteur 4: Stationnement du Canadian Tire
Stationnement de la Légion Canadienne
Stationnement de l'église St-Georges (rue Hériot)

Soumissionnaires	Prix
. R. GUILBEAULT CONST. INC. 805 boul. Lemire	9 109,34 $ (1,48 $/m.c.)
. LES EMBELLISSEMENTS LACHARITÉ INC. 350 boul. Lemire	11 694,42 $ (1,90 $/m.c.)
. SERVICE PAYSAGISTE DRUMMOND INC. 556 Brock	13 233,16 $ (2,15 $/m.c.)

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

908/11/84

E) Secteur 5: Stationnement de l'édifice des S.R.C.V.D. (rue Jogues)
Stationnement de l'église St-Simon
Stationnement de l'église Christ-Roi

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean	10 475,46 $ (1,80 $/m.c.)
. LES EMBELLISSEMENTS LACHARITÉ INC. 350 boul. Lemire	9 893,49 $ (1,70 $/m.c.)

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de LES EMBELLISSEMENTS LACHARITÉ INC. soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par 25 propriétaires du secteur de Grantham-Ouest annexé en même temps que le territoire du parc industriel régional. Cette requête porte sur l'urgence d'installer dès 1985 des services d'égouts sur les rues Huguette, Audet, Réjean, Fontaine et Acadie.

  M. Robert Lafrenière indique que le Conseil tiendra compte de cette requête et l'étudiera très sérieusement lors de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

- Lecture est donnée d'un télégramme expédié à Son Honneur le Maire par M. Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales, pour annoncer que M. Michel Clair, député de Drummond à l'assemblée nationale, rendra publique au cours de la journée du 12 novembre 1984 la subvention que le gouvernement du Québec accorde à la Ville de Drummondville pour soutenir les phases de la municipalité pour la revitalisation de son centre-ville.

909/11/84 - Lecture est donnée d'une lettre de M. Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales, qui indique que son ministère a réservé à l'intention de la Ville de Drummondville un montant maximal de 750 000 $ qui pourra être versé selon les modalités prévues dans le cadre du programme ReviCentre. Cette lettre précise également que la Ville de Drummondville peut débuter l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme qu'elle est tenue d'adopter pour le centre-ville qu'elle a délimité dans sa demande d'admissibilité.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu que des remerciements soient adressés au ministre des Affaires municipales du Québec et au député du Comté de Drummond pour leur précieuse collaboration qui permet à la Ville de bénéficier d'une subvention pour la réalisation du programme ReviCentre.

ADOPTÉ

M. J.-Bruno Smith souligne que cette subvention permettra à la Ville de Drummondville de réaliser des travaux de 1,5 million de dollars puisque la part de la municipalité sera de 50%. Il insiste sur le fait que le gouvernement assumera sa participation au fur et à mesure que les travaux seront réalisés.

910/11/84 - Lecture est donnée d'une lettre du ministre de l'Environnement, M. Adrien Ouellette, qui regrette de ne pas pouvoir accepter de répondre favorablement à une résolution adoptée par le Conseil pour demander au gouvernement provincial de prolonger jusqu'au 31 mars 1990 la prime à l'accélération pour la réalisation des travaux d'assainissement des eaux.

INITIALES DU MAIRE

185

INITIALES DU GREFFIER

Il est unanimement résolu qu'un comité formé de M. Serge Ménard, maire, Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et de MM. Jean-Marie Boisvert et J.-Bruno Smith, conseillers, soit mandaté pour rencontrer le ministre de l'Environnement dès que possible pour rediscuter de la possibilité de prolonger le délai accordé aux municipalités pour la réalisation de projets d'assainissement des eaux usées.

ADOPTÉ

911/11/84 - Les Entreprises Brouillette Enr. offrent de céder à la Ville de Drummondville, pour un développement résidentiel, le lot 112 situé en bordure du boulevard St-Joseph et ayant une superficie de 115 arpents.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que cette demande soit transmise au Comité consultatif d'urbanisme pour une étude qui devra tenir compte de la possibilité qu'un développement puisse se réaliser sur ce terrain dans le respect des règles établies par le règlement No. 1634 de la Ville de Drummondville (Règlement établissant des politiques de développement résidentiel).

ADOPTÉ

912/11/84 - Le Cercle de l'Amitié de Drummondville sollicite pour 1985 le même appui financier que la Ville lui a accordé en 1984 pour aider à défrayer le loyer d'un local et la location d'une salle plus vaste pour la tenue d'une activité spéciale.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette demande soit versée au dossier des subventions qui fera l'objet de considération lors de la préparation des prévisions budgétaires de l'année 1985.

ADOPTÉ

913/11/84 - La compagnie Celanese suggère que des panneaux spécifiques aux piétons soient ajoutés à l'intersection de la rue Celanese et du boulevard St-Joseph et que les lumières de circulation à cet endroit soient mieux synchronisées pour assurer la sécurité des piétons.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Comité de Circulation pour étude.

ADOPTÉ

914/11/84 - La compagnie Drummond, Formules d'Affaires Ltée sollicite l'aménagement d'une zone de stationnement interdit le long de la rue Laferté, vis-à-vis l'entrée de nouvelles portes aménagées pour faciliter l'expédition de marchandises.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Comité de Circulation pour étude.

ADOPTÉ

915/11/84 - Le Club Optimiste Grantham-Ouest Inc. sollicite l'autorisation d'organiser une parade le 16 décembre 1984 et d'utiliser une partie du boulevard St-Joseph, le boulevard des Galeries, la rue Cormier, la rue Janelle et la rue St-Laurent jusqu'à l'école Notre-Dame-du-Rosaire.

INITIALES DU MAIRE
186
INITIALES DU GREFFIER

Attendu que les services municipaux concernés ont été consultés relativement à ce projet et que cette parade peut se tenir dans le cadre établi par le Conseil concernant la tenue de pareille activité; il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la demande du Club Optimiste Grantham-Ouest Inc. soit acceptée.

ADOPTÉ

- Le Comité d'assainissement du bassin de la rivière St-François sollicite l'autorisation de tenir une conférence de presse, mardi le 13 novembre 1984 à 10 H 30, dans le but de faire le bilan des travaux du projet "Conservons notre rivière". Le Comité sollicite également la collaboration de la Ville pour le transport d'une certaine quantité de déchets sur le site de l'entrepôt Gagnon et de là au dépotoir municipal.

  Mme Francine Ruest-Jutras explique que ces autorisations ont déjà été données verbalement. Le Conseil est conscient qu'une exposition de déchets sur un terrain situé en bordure du boulevard St-Joseph n'aura rien d'esthétique mais qu'elle devrait permettre à tous les citoyens de se sensibiliser au fait qu'il est impératif de cesser d'utiliser la rivière St-François pour y déverser toutes sortes de rebuts qui contribuent à la pollution de la rivière St-François.

916/11/84 - La Régie de l'assurance automobile du Québec fait appel à la collaboration de la Ville de Drummondville et de toutes les municipalités du Québec pour afficher sur leur territoire des messages de sécurité routière. À cet effet, elle demande au Conseil d'accepter d'installer aux entrées principales de la Ville deux (2) panneaux ayant pour thème: "Alcool au volant - À Drummondville, on intervient parce qu'on vous aime VIVANT".

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte d'installer ces enseignes et ce conformément au plan fourni et préparé par la Régie de l'assurance automobile du Québec.

ADOPTÉ

- Le Cercle Aféas St-Pierre de Drummondville remercie le Conseil pour avoir adopté un règlement intitulé "Règlement concernant l'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques".

  M. Robert Lafrenière estime que ce règlement est déjà observé par presque tous les dépositaires d'imprimés ou d'objets de cette nature. Le Service de la sécurité publique a visité tous les commerces concernés, a donné des avertissements et si nécessaire, des procédures seront prises pour que ce règlement soit rigoureusement respecté.

- La Commission scolaire de Drummondville remercie les employés du Service des travaux publics et des Services récréatifs et communautaires pour la qualité des travaux exécutés sur le terrain de l'école Duvernay et de l'école St-Simon.

917/11/84 - Le Conseil de Promotion Économique de la Rive Sud Inc., par l'intermédiaire de la MRC Drummond, prie le Conseil de la Ville d'appuyer 2 résolutions ayant respectivement pour objet de demander au gouvernement provincial de terminer l'autoroute 30 sur une voie simple entre la Ville de Bécancour et la Ville de Nicolet et de terminer l'autoroute 55 sur une voie simple entre la paroisse de St-Célestin et la route 20.

INITIALES DU MAIRE

187

INITIALES DU GREFFIER

Mme Francine Ruest-Jutras déclare que le Conseil de la Ville de Drummondville comprend les désirs des autorités municipales de Nicolet et de Bécancour, mais avant d'adopter des résolutions d'appui à ces villes il serait préférable de former un comité qui pourrait rencontrer le Conseil de Promotion Économique de la Rive Sud Inc., les autorités municipales de Nicolet et de Bécancour et de d'autres municipalités concernées pour discuter des projets d'aménagement d'autoroutes dans le contexte du débat déjà bien amorcé par plusieurs Chambres de Commerces de la région pour la création d'une nouvelle région administrative sur la Rive Sud.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu qu'un comité formé de Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et MM. Jean-Marie Boisvert et Gilles St-Martin, conseillers, soit mandaté pour rencontrer les instances régionales précitées pour les fins proposées par Mme Francine Ruest-Jutras.

ADOPTÉ

918/11/84 - Le ministère des Transports du Québec informe le Conseil qu'un avis a été publié dans la Gazette officielle du Québec le 20 octobre 1984 pour décréter ce qui suit:

"CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE PROVINCIALE DE DRUMMOND:

Dans la municipalité de Drummondville, ville, le chemin suivant n'est plus depuis le 1er novembre 1984, entretenu par le ministère des Transports.

Une section du chemin du 4e Rang ouest de son intersection de la route 122 à son intersection du boulevard Jean-de-Brébeuf, vis-à-vis les lots 138 à 160 du rang III, sur une longueur approximative de 3 386 mètres.

La municipalité reprend donc les droits et les responsabilités qu'elle avait sur ledit chemin et le ministère des Transports se dégage des responsabilités qu'il assumait lorsqu'il en avait l'entretien."

ATTENDU QUE la prise en charge par la Ville de Drummondville de la partie du boulevard Lemire située dans son territoire constituera une dépense très onéreuse;

ATTENDU QU'une autre partie du boulevard Lemire est située dans le territoire de la municipalité de Grantham-Ouest;

ATTENDU QUE les corporations municipales de Drummondville et de Grantham-Ouest devront négocier une entente intermunicipale pour se répartir les frais d'entretien, de réfection, d'éclairage et de surveillance de cette artère de circulation très importante;

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que demande soit faite au ministère des Transports du Québec d'accorder à la Ville de Drummondville une subvention substantielle pour l'entretien de la partie du boulevard Lemire qui est située dans son territoire et qui lui a été remise le 1er novembre 1984.

ADOPTÉ

919/11/84 - Attendu que le ministère des Transports du Québec a pris la décision de remettre l'entretien du boulevard Lemire aux municipalités de Drummondville et de Grantham-Ouest; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu qu'un comité formé de MM. Lindor Letendre, Denis Savoie, Gilles St-Martin, Michel Lesage et Gérald Lapierre soit mandaté pour rencontrer le Conseil de la municipalité de Grantham-Ouest pour négocier une entente concernant l'entretien du boulevard Lemire pour la partie située dans le territoire des deux municipalités.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

188

INITIALES DU GREFFIER

920/11/84 - Le Conseil prend connaissance d'une lettre de M. Guy Tardif, ministre de l'Habitation et de la Protection du Consommateur, qui traite des sujets suivants:

- La programmation de la S.H.Q. pour l'année 1984-1985;
- La participation du gouvernement provincial au parc de logements sociaux;
- La construction prochaine à Drummondville de 30 nouveaux logements pour familles à faible revenu;
- Des investissements de l'État québécois pour la construction et l'expropriation de logements communautaires;
- Des taxes payées aux municipalités par l'État suite à la construction de logements communautaires;
- De la composition des conseils des Offices Municipaux d'Habitation;
- Des programmes Logirente, Loginove et Logipop.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, que cette lettre du ministre Guy Tardif soit transmise au Service de planification pour son information concernant les directives formulées par le ministre de l'Habitation et de la Protection du Consommateur.

ADOPTÉ

- Le Conseil prend connaissance d'une lettre adressée au Directeur Général de la Ville par Les Entreprises de Rebuts D.G. Limitée. Ce document indique en 5 points les mesures qui ont été prises pour améliorer le service de cueillette des ordures ménagères suite à des plaintes formulées par le Conseil ou des contribuables.

M. Lindor Letendre se dit heureux des corrections apportées mais il souhaite que Les Entreprises de Rebuts D.G. Limitée continuent de collaborer avec le directeur du Service des travaux publics pour que toutes les exigences contenues dans le contrat intervenu entre la Ville et cette entreprise soient respectées.

921/11/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 20 octobre au 9 novembre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 830 149,00 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

922/11/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le ministère des Affaires culturelles pour le réaménagement du Centre Culturel.

ADOPTÉ

923/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la municipalité de St-Majorique concernant la fourniture de services pour la protection contre les incendies.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

189

INITIALES DU GREFFIER

924/11/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la résolution no. 781/9/84 soit abrogée à toutes fins que de droit et remplacée par le texte suivant:

"LOCATION À LONG TERME DE MACHINERIE AVEC OPTION D'ACHAT
MINI-TRACTEUR ARTICULÉ (TP-84-20)

- Soumissionnaire: FRINK CANADA
  6460 Henri-Bourassa Est
  Montréal-Nord

  Prix: 45 177,00 $ Facteur: .02279

  Mensualités (64 mois): 1 029,58 $ par mois plus taxe provinciale

  Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 4 517,70 $ taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

  Conditions: Cession du contrat de financement à Roylease Ltée

- Soumissionnaire: AGRI-TECH INC.
  1311 rue Ampère
  Boucherville

  Prix: 55 135,00 $ Facteur: .02265

  Mensualités (64 mois): 1 248,81 $

  Valeur de rachat (après paiement de 60 mensualités): 5 513,00 $ taxes de vente fédérale et provinciale en sus si applicables.

  Conditions: Cession du contrat de financement à Roylease Ltée.

Attendu qu'après analyse la soumission présentée par Frink Canada s'avère non conforme au cahier des charges de la Ville de Drummondville et qu'elle doit être rejetée, il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la soumission présentée par Agri-Tech Inc. soit retenue au prix de 55 135,00 $.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cette location et à cet achat, avec la compagnie prêteuse choisie par le soumissionnaire et indiquée dans sa soumission; le tout sujet à l'approbation de la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉ

925/11/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que Les Métiers d'Art Drummond soient autorisés à poser une banderole sur le viaduc traversant le boulevard St-Joseph, conditionnellement à l'approbation préalable du C.N.

ADOPTÉ

926/11/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le dossier confié à Me Jean-Claude Baril concernant l'expropriation des terrains qui constituent la rue Cormier sans appartenir à la Ville de Drummondville, soit transféré à Me Gilles Gagnon.

ADOPTÉ

927/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accepte de prendre à sa charge l'entretien, l'éclairage et le déneigement d'une enseigne installée près de l'édifice municipal situé au 405 rue St-Jean par La Sidac Quartier St-Joseph de Drummondville.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

190

INITIALES DU GREFFIER

928/11/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le comité du centre-ville soit autorisé à procéder à une demande auprès du gouvernement du Québec afin d'étudier la possibilité d'utiliser les structures actuelles du garage municipal situé à proximité du Palais de justice pour éventuellement regrouper les activités administratives du gouvernement avec l'édifice gouvernemental actuel.

ADOPTÉ

929/11/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. Michel Binet, directeur du Service de la planification et chef inspecteur, soit par la présente autorisé à émettre le permis de transport d'une bâtisse sise au 667 boul. Mercure, laquelle bâtisse sera transportée au 2411 rue Demers à Drummondville conformément aux dispositions du règlement No. 1400 actuellement en vigueur et que le propriétaire devra déposer une somme de 300,00 $ pour couvrir les frais de surveillance et fournir une preuve d'assurance-responsabilité civile pour un montant minimum de 1 000 000 $.

ADOPTÉ

930/11/84

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville par sa résolution no. 483/5/84, a convenu de vendre et d'échanger du terrain avec la compagnie Drummex Inc.;

CONSIDÉRANT que la Ville a adopté la résolution no. 774/9/84 pour mentionner qu'un règlement de fermeture de rue portant le no. 1650 a été adopté le 11 septembre 1984 et entrée en vigueur le 15 septembre 1984;

CONSIDÉRANT que la Ville a reçu une autorisation de la Commission municipale du Québec ratifiant l'échange de terrain et de vente de gré à gré par la Ville de Drummondville à Drummex Inc. en date du 5 octobre 1984;

CONSIDÉRANT que les désignations mentionnées dans la résolution no. 483/5/84 ont été modifiées dû au fait que certains lots ont été recadastrés avant que le contrat de vente et d'échange n'ait eu lieu;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier les désignations dans l'acte d'échange et de vente;

CONSIDÉRANT que les nouvelles désignations correspondent à celles mentionnées dans la résolution no. 483/5/84;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'abroger les résolutions nos 483/5/84 et 774/9/84 et de les remplacer par la résolution suivante, savoir:

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu unanimement que la Ville de Drummondville procède à un échange et à une vente de terrain avec la compagnie Drummex Inc.

L'échange porte sur les immeubles suivants, savoir:

La Ville donne en échange à la compagnie Drummex Inc. l'immeuble suivant, savoir:

DÉSIGNATION

PARCELLE B:

Un morceau de terrain sis et situé dans la Ville de Drummondville connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond,

INITIALES DU MAIRE
191
INITIALES DU GREFFIER

comme étant une partie du lot numéro cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quarante (240-154 rue Ptie), de figure triangulaire mesurant trois mètres cinquante-deux centièmes (3,52 m) dans sa ligne sud-est, vingt mètres trente-et-un centièmes (20,31 m) dans sa ligne sud-ouest et vingt mètres soixante-et-huit centièmes (20,68 m) dans sa ligne nord-est, formant une superficie totale de vingt-trois mètres cinq dixièmes carrés (23,5 mètres carrés).

Lequel morceau de terrain est ainsi borné: d'un côté au nord-est par le résidu du lot 240-153 (rue) du côté sud-est par une partie du lot 240-155 et du côté sud-ouest par une partie du lot 240. Ce morceau de terrain faisant partie d'une rue et a été annulé comme rue en vertu du règlement No. 1650 de la Ville de Drummondville en date du 11 septembre 1984 et entré en vigueur le 15 septembre 1984.

Drummex Inc. donne en échange à la Ville de Drummondville, l'immeuble suivant, savoir:

DÉSIGNATION

PARCELLE A:

1) Un morceau de terrain sis et situé dans la Ville de Drummondville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, comme étant le lot numéro un de la redivision du lot numéro cent cinquante-cinq de la subdivision du lot numéro deux cent quarante (240-155-1);

2) Un morceau de terrain sis et situé dans la même municipalité, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, comme étant une partie du lot numéro cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quarante (240-155 Ptie) mesurant ledit lot quatorze mètres trente-et-un centièmes (14,31 m) dans sa ligne nord-est, six mètres quatre-vingt-deux centièmes (6,82 m) et douze mètres quarante-et-un centièmes (12,41 m) dans sa ligne sud-est et douze mètres et un dixième (12,01 m) dans sa ligne nord-ouest.

Borné ledit lot d'un côté au nord-est et nord-ouest par partie du lot 240-156 (rue) et du côté sud-est par partie du lot 240-155-1.

Mesurant en superficie quatre-vingt-seize mètres trois dixièmes carrés (96,3 mètres carrés).

De plus, la Ville de Drummondville cède à Drummex Inc. le lot suivant, savoir:

DÉSIGNATION

PARCELLE C:

Un morceau de terrain de figure irrégulière connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro deux cent quarante (240 Ptie) du rang IV, du cadastre officiel du canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond.

Ce morceau de terrain est borné vers le nord-est par le lot 240-154-1 rue et partie du lot 240-154 (parcelle B); vers le sud-est par une partie du lot 240-155; vers le sud-ouest par une partie du lot 240 et vers le nord-ouest par le lot 241-223 rue.

Ce morceau de terrain peut être plus spécifiquement décrit de la manière suivante: commençant au point indiqué par le chiffre 8 au plan portant le numéro 119 préparé par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 2 avril 1984 et corrigé par un plan de subdivision en date du 25 avril 1984, et situé sur le côté sud-ouest du lot 240-154-1 (rue) à l'intersection de la ligne de division des lots 241-17 et 240-154-1 (rue) avec la ligne de division des lots 241-223 et 240; de là en suivant le côté sud-ouest du lot 240-154-1, une direction conventionnelle

INITIALES DU MAIRE
192
INITIALES DU GREFFIER

de cent-quatre-vingt-un degrés et quarante-six minutes et six secondes (181°46'06") une distance de cinquante-six mètres et soixante-douze centièmes (56,72 m) jusqu'au point 6; de là, en suivant le côté nord-ouest du lot 240-155, une direction conventionnelle de deux cent soixante-et-onze degrés et quatorze minutes (271°14'00") une distance de quatre-vingt-quatre mètres et vingt-neuf centièmes (84,29 m) jusqu'au point 10; de là, dans une direction conventionnelle de trois cent cinquante-huit degrés trente minutes (358°30'00") une distance de soixante-seize mètres et quatre-vingt-trois centièmes (76,83 m), jusqu'au point 9 de là une distance de dix-neuf mètres et soixante-treize centièmes (19,73 m) le long d'une courbe de cinq cent quatre-vingt-dix-sept mètres et trente-six centièmes (597,36 m) de rayon jusqu'au point 11; de là en suivant le côté sud-est du lot 241-223 une direction conventionnelle de quatre-vingt-dix degrés cinquante minutes vingt-sept secondes (90°50'27") une distance de soixante-neuf mètres et cinq centièmes (69,05 m) jusqu'au point de départ.

Ce morceau de terrain contient une superficie de six mille six cent quarante-quatre mètres et neuf dixièmes (6 644,9 mètres carrés).

Toutes les mesures indiquées sont dans le système international et lesdites descriptions apparaissent au certificat de localisation portant le numéro quatre-vingt-douze et le numéro de minute 119 préparé par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 2 avril 1984 et sur la minute numéro 130 du même arpenteur.

En échange de la parcelle B appartenant à Drummex Inc., la Ville de Drummondville remet une même superficie prise à même la parcelle A et la parcelle C soit 6 668,4 mètres carrés et vend la différence soit 5 766,9 mètres carrés à la compagnie Drummex. Le prix de vente sera 6 206,91 $ payable comptant le jour de la signature de l'acte.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour les terrains échangés et vendus seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Paul-Emile Bordeleau, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente a été acceptée par la Commission municipale du Québec.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'acte d'échange et de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente et cet échange de terrains.

ADOPTÉ

931/11/84

Attendu que les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, ont déjà demandé à la Commission Municipale du Québec une exemption de taxes foncières pour un immeuble sis au 81 rue Brock;

Attendu que depuis ce temps les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, ont acquis une bâtisse qui sera annexée à l'immeuble dont ils sont propriétaires;

Attendu que les Chevaliers de Colomb sollicitent une exemption de taxes pour le deuxième immeuble;

Attendu que la Commission Municipale du Québec entendra la première demande d'exonération de taxes mercredi le 14 novembre 1984;

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Commission Municipale du Québec soit avisée que le Conseil de la Ville de Drummondville ne s'objecte pas à sa décision si elle juge que les Chevaliers de Colomb, Conseil 2174, peuvent se prévaloir des privilèges accordés par la Loi sur la fiscalité municipale concernant les deux immeubles.

ADOPTÉ

932/11/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu qu'une lettre d'appui soit adressée aux autorités du ministère des Affaires sociales, aux autorités du Conseil régional de la santé et des services sociaux (04) et au député du Comté de Drummond, monsieur le ministre Michel Clair, pour soutenir les démarches du Comité de promotion concernant l'implantation d'un CLSC dans la région de Drummond.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras explique les services qui pourraient éventuellement être offerts à la population suite à l'implantation d'un CLSC qui a déjà été sollicitée par La Source et d'autres organismes communautaires.

933/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que M. Lindor Letendre soit nommé maire suppléant pour une période de quatre (4) mois (12 novembre 1984 au 11 mars 1985) en remplacement de M. Jean-Paul Généreux dont le terme est expiré.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire remercie le conseiller Jean-Paul Généreux pour la disponibilité dont il a fait preuve durant son terme d'office comme maire suppléant.

M. Jean-Paul Généreux exprime sa gratitude à Son Honneur le Maire pour son témoignage d'appréciation. Il ajoute que sa tâche lui a été rendue facile grâce à la collaboration du directeur général, de ses adjoints, de la secrétaire du maire, de l'agent d'information et de tous les cadres municipaux. Il termine en disant qu'il a pu vérifier jusqu'à quel point la fonction du maire est exigeante mais également intéressante.

934/11/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le procès-verbal de l'assemblée du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 24 octobre 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

935/11/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics soit délégué au 7e symposium sur le traitement des eaux usées organisé par la Société québécoise d'assainissement des eaux qui se tiendra à Montréal les 20 et 21 novembre 1984.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

194

INITIALES DU GREFFIER

936/11/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de Laboratoire Shermont Inc. soient retenus pour le contrôle de la qualité du béton et de divers travaux de remblayage à l'usine de traitement d'eau dans le cadre du projet d'agrandissement.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat à la firme précitée et à signer pour et au nom de la Ville tous les documents y relatifs.

ADOPTÉ

937/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des ententes pour l'opération d'un service de transport adapté aux personnes handicapées impliquant:

- Transport Diligence Inc.
- La municipalité de Grantham-Ouest
- La municipalité de St-Nicéphore
- La municipalité des Cantons Unis Wendover & Simpson
- La municipalité de St-Cyrille de Wendover.

ADOPTÉ

938/11/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente concernant l'utilisation du chalet Messier par le Carrefour des personnes handicapées et ceci jusqu'à la fin de mai 1985.

ADOPTÉ

939/11/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc. concernant leur tournoi annuel.

ADOPTÉ

940/11/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que Mlle Linda Laplante soit déléguée au cours de restauration de la S.C.H.L. qui sera donné à la Commission de la formation professionnelle au Cap-de-la-Madeleine les 21, 22, 23, 24, 30 novembre et 1er décembre 1984.

ADOPTÉ

941/11/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a comme objectif premier de dispenser des services à sa population;

ATTENDU QUE des besoins clairement exprimés dans les domaines communautaire et administratif répondent aux critères du programme Canada au Travail, volet affectation aux circonscriptions ou affectation régionale spéciale;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville veut se prévaloir des avantages dudit programme par la présentation d'un projet pour améliorer les services à la collectivité;

ATTENDU QUE l'obtention de projets créera plusieurs emplois;

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville exprime aux gouvernements supérieurs son désir et son besoin à l'effet d'être favorisée de ce programme et que la Ville s'engage à respecter tous les règlements et normes dudit programme.

Il est résolu que les personnes responsables des demandes et autorisées à présenter des projets soient les suivantes, savoir:

- M. Roger Turcotte, C.A., trésorier
- M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics,
- M. Michel Binet, directeur du Service de la planification.

Il est également résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document officiel concernant les projets Canada au Travail.

ADOPTÉ

942/11/84

Attendu que le Festival mondial de folklore de Drummondville a connu un franc succès et même dépassé largement les attentes des organisateurs depuis 3 ans;

Attendu que la population de Drummondville a plusieurs fois manifesté son appréciation et souhaite la répétition annuelle de cette période de festivités et d'échanges culturels;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte de contribuer à un quatrième Festival mondial de folklore en 1985, conditionnellement à un apport financier des gouvernements supérieurs équivalant à celui consenti en 1984. La participation de la Ville pourra atteindre la somme d'environ 85 000,00 $ comprenant un montant payé comptant de 50 000,00 $ et une somme additionnelle d'environ 35 000,00 $ (manque à gagner, services ou autres modes de participation), aux termes et conditions préalablement négociés entre les parties, le tout à préciser dans un protocole à être signé en temps opportun.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à négocier et signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, un protocole d'entente respectant les conditions précitées et préalablement soumis au Conseil pour approbation finale.

ADOPTÉ

M. Gilles St-Martin résume succintement le rapport du Bureau du tourisme et des congrès concernant le nombre de visiteurs qui ont bénéficié d'informations en visitant le kiosque touristique situé à l'entrée de la Ville près de la route Transcanadienne.

Nombre de visiteurs depuis janvier jusqu'à la fin du mois d'octobre 1984:

- Citoyens du Québec	10 022
- Citoyens des autres provinces du Canada	1 254
- Citoyens des États-Unis	1 081
- Citoyens de l'Europe	177
- Citoyens de d'autres continents	41
TOTAL:	12 575

INITIALES DU MAIRE

196

INITIALES DU GREFFIER

M. Gilles St-Martin conclut en disant que le Bureau du tourisme et des congrès mérite des félicitations pour ces résultats très satisfaisants.

943/11/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail concernant la location du sous-sol du chalet Guilbault à l'Association des scouts et guides de St-Pierre Inc.

ADOPTÉ

944/11/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les projets de baux de location des étaux intérieurs et extérieurs au marché municipal soient acceptés et que le trésorier ou son mandataire soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les baux consentis aux vendeurs utilisant le marché municipal.

ADOPTÉ

945/11/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que de nouveaux tarifs de location des étaux au marché municipal soient acceptés et mis en vigueur à partir du 1er janvier 1985. Cette liste de tarifs est annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉ

946/11/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Maurice Fortin, déjà à l'emploi de la Ville, soit nommé au poste d'aide-opérateur à l'essai à l'usine de traitement d'eau.

ADOPTÉ

947/11/84

Attendu que le Comité des loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre Inc. a entrepris des démarches auprès du gouvernement fédéral pour obtenir une subvention qui permettrait l'aménagement de courts de tennis dans le quartier St-Pierre;

Attendu que pour réaliser l'aménagement de courts de tennis le Comité des loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre Inc. devra obtenir un bail emphytéotique pour l'exploitation d'un terrain propice à cette réalisation;

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire de la Ville de Drummondville soit autorisé à signer une lettre d'intention indiquant qu'un terrain municipal sera loué par bail emphytéotique au Comité des loisirs et des activités socio-culturelles de St-Pierre Inc. s'il obtient une subvention fédérale suffisante pour aménager des courts de tennis dans le quartier St-Pierre.

ADOPTÉ

948/11/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu qu'un comité de la Ville de Drummondville relatif au symposium sur les jeunes et l'emploi qui aura lieu à Drummondville en janvier 1985 soit formé et que les personnes suivantes en fassent partie, savoir:

M. Serge Ménard, maire
M. Jean-Marie Boisvert, conseiller
M. Robert Lafrenière, conseiller
M. Claude Boucher, directeur général.

ADOPTÉ

949/11/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'Association régionale des autoneigistes concernant un parcours qui pourra être utilisé durant l'hiver 1984-1985 sur le terrain de l'aéroport municipal et sur le territoire de la Ville de Drummondville aux conditions déjà acceptées par le Conseil.

ADOPTÉ

950/11/84

Attendu que dans l'esprit de l'année internationale de la jeunesse 1985, un groupe de jeunes désire sensibiliser la population et la jeunesse au plein air par une activité qui se tiendra au parc Woodyatt les 4, 5 et 6 janvier 1985; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette manifestation soit autorisée selon les politiques des manifestations populaires déjà établies par le Conseil.

M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec les responsables de l'organisme IMAJ 85 pour assurer la bonne marche de cette activité.

ADOPTÉ

951/11/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que MM. J.-Bruno Smith, conseiller, et Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soient délégués à la 12e conférence régionale annuelle qui se tiendra à Trois-Rivières le 29 novembre 1984 et qui aura pour thème "L'assainissement des eaux, une réalité régionale".

ADOPTÉ

952/11/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'abrogation du règlement No. 1458 (création d'une régie intermunicipale concernant la gestion des déchets).

953/11/84

Le conseiller Gilles St-Martin donne avis de motion d'un règlement régissant le transport adapté aux personnes handicapées sur le terrain de la municipalité.

954/11/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 1442 (nuisances publiques).

INITIALES DU MAIRE

198

INITIALES DU GREFFIER

955/11/84

Le conseiller J.-Bruno Smith donne avis de motion du deuxième règlement modifiant le règlement No. 1359 concernant les chiens et autres animaux errants, ainsi que l'opération de la fourrière municipale, et décrétant les obligations pour tout propriétaire ou tout gardien d'un animal à en enlever les excréments tant sur la propriété publique que privée, la façon d'en disposer.

956/11/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement concernant l'opération du marché municipal de Drummondville (refonte).

957/11/84

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement adoptant le Code national de prévention des incendies du Canada 1980 et ses amendements, comme règlement de protection contre les incendies.

Cet avis de motion prévoit la dispense de la lecture de ce règlement au moment de son adoption.

958/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1656 décrétant un emprunt de 240 000,00 $ pour l'acquisition de 106 terrains dans le secteur Les Jardins du Golf.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Conformément aux prescriptions des articles 370 à 384 et 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, le greffier ouvrira un registre dans lequel les propriétaires du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement No. 1656 et ce de 9 heures à 19 heures les 26 et 27 novembre 1984.

959/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1657 décrétant l'exécution de travaux subventionnés pour la réfection du pont du Chemin du Golf.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

960/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1658 modifiant le règlement No. 1405 et relatif à l'entraide municipale contre les incendies offerte par la Ville de Drummondville.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire se fait l'interprète du Conseil pour offrir ses condoléances à M. Yvan Morin, trésorier adjoint, à l'occasion du décès de son frère, M. Réal Morin.

INITIALES DU MAIRE

199

INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire se fait le porte-parole des membres du Conseil pour offrir des condoléances à Mme Henri Talbot et aux membres de sa famille, à l'occasion du décès de ce citoyen émérite qui fut pendant plusieurs années responsable de la bibliothèque municipale.

Période de questions sur les affaires municipales de Drummondville

- Intervenante: Mme Suzanne Cloutier, représentante du Comité contre la pornographie de la Maison des Femmes.

  Mme Suzanne Cloutier explique aux membres du Conseil que des citoyennes ont le 13 octobre 1984 visité environ trente (30) commerces de Drummondville (dépanneurs, tabagies, etc.) dans le but de vérifier le respect de la réglementation municipale concernant l'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques. Les résultats de cette démarche peuvent se résumer de la façon suivante: en général, les établissements visités obéissent au règlement municipal, il subsiste cependant quelques exceptions. Mme Suzanne Cloutier veut savoir si le Conseil a l'intention de procéder à des inspections et faire appliquer rigoureusement la réglementation municipale et prendre des procédures contre les récalcitrants.

  M. Robert Lafrenière explique que tous les commerces concernés par la vente d'imprimés ou d'objets érotiques ont été visités et informés de la nouvelle réglementation municipale. Il était raisonnable d'accorder un délai pour permettre aux marchands de procéder au réaménagement de leurs installations. Le Service de la sécurité publique va débuter ses enquêtes et verra à l'observation rigoureuse de la réglementation que le Conseil a adoptée.

- Intervenant: M. Pierre Croteau du 602 rue Belcourt.

  M. Croteau se plaint parce que la façade de sa demeure est utilisée par plusieurs usagers des soins d'urgence à l'hôpital Ste-Croix qui veulent épargner les frais de stationnement.

  Cette situation sera étudiée par le Comité de Circulation qui verra à trouver une solution.

- Intervenant: M. Romuald Blais du 2130 rue Huguette.

  M. Romuald Blais explique au Conseil que dans le secteur annexé de Grantham-Ouest des fosses septiques construites depuis plus de 15 ans sont devenues inadéquates et qu'elles dégagent des odeurs intolérables et il souhaite que le Conseil procède à l'installation des services d'égouts en 1985.

  Le Conseil connaît bien ce problème qui sera sérieusement étudié durant le colloque organisé pour la préparation du budget de la prochaine année.

- Intervenant: M. Dominique Vanesse de la rue Joly.

  M. Dominique Vanesse entretient le Conseil sur les sujets suivants:

  A) La présence de colorants dans la rivière Noire
  B) L'urgence de paver la rue Joly
  C) La composition du nouveau conseil d'administration du Festival mondial de folklore.

INITIALES DU MAIRE
200
INITIALES DU GREFFIER

Son Honneur le Maire fournit à ce contribuable des informations concernant le souci du Conseil de travailler à la solution des problèmes qu'il a exposés.

M. Dominique Vanesse demande à Mme Francine Ruest-Jutras si les rumeurs qui circulent à l'effet qu'elle aspire à se porter candidate aux prochaines élections provinciales sont fondées.

Mme Francine Ruest-Jutras répond qu'elle se sent flattée par ces rumeurs mais elle ignore leur provenance. Quant à ses intentions, elles sont inexistantes et elles le demeureront au moins pour la durée de son terme d'office comme conseillère municipale.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

M. Hervé Savoie traite des sujets suivants:

- Satisfaction du R.C.D. concernant la formation du nouveau conseil d'administration du Festival mondial de folklore.
- Durée du programme ReviCentre?

  M. J.-Bruno Smith estime que ces travaux pourront se réaliser sur une période de 36 mois.
- La Ville a-t-elle évalué le coût de l'entretien de la section du boulevard Lemire qui a été remise à la Ville?

  Vu que cette remise a été faite officiellement depuis seulement quelques heures, cette évaluation n'a pas été faite. Le Conseil a prévu une rencontre avec le Conseil de Grantham-Ouest qui est partie prenante dans ce dossier.
- Augmentation de la clientèle au kiosque touristique.
- Autofinancement du marché municipal.

  Son Honneur le Maire explique que le bilan du marché municipal apparaîtra aux états financiers de l'année en cours.
- Installation de robinets à l'extérieur de l'usine de traitement d'eau et invitation à la population de s'approvisionner en eau potable à cet endroit. M. Savoie soutient que cette formule de distribution d'eau potable aurait dû être exploitée avant de creuser un puits artésien.

  M. J.-Bruno Smith rappelle à M. Hervé Savoie qu'il a lui-même insisté à plusieurs reprises pour que la Ville creuse un puits artésien.
- Attendu que les valeurs mobilières ont augmenté considérablement en 1984 et que le revenu des taxes perçues par la Ville augmentera vraisemblablement de plus d'un million de dollars, peut-on espérer qu'il n'y aura pas d'augmentation de taxes en 1985?

  Son Honneur le Maire répond que le Conseil préparera le budget 1985 avec beaucoup de sérieux et fera tout ce qui est possible pour ne pas alourdir la charge fiscale.

En terminant, M. Hervé Savoie, président du R.C.D., demande à Son Honneur le Maire la permission de s'adresser à la population via le réseau de télévision communautaire pour annoncer que le R.C.D. procède présentement à une campagne de recrutement. Le coût d'une carte de membre est de 5,00 $ par année et il souhaite que les personnes intéressées paient leur contribution pour 2 ans, afin de diminuer les coûts d'administration.

INITIALES DU MAIRE
201
INITIALES DU GREFFIER

- Intervenante: Mme Christine Chamberland, membre bénévole du Festival mondial de folklore de Drummondville.

Mme Christine Chamberland remercie le Conseil pour sa participation au règlement des discussions qui ont eu lieu concernant la formation d'un nouveau conseil d'administration du Festival.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 26 novembre 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier

Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 novembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 26 novembre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, et Jacques Dionne, conseiller juridique, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

961/11/84

Le greffier débute la lecture du procès-verbal de l'assemblée régulière du 12 novembre 1984 et poursuit jusqu'à la résolution numéro 898/11/84.

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de la séance régulière du 12 novembre 1984; il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé de poursuivre la lecture dudit procès-verbal et que ce dernier soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

202

INITIALES DU GREFFIER

Pour se conformer aux prescriptions de l'article 474-1 de la Loi des Cités et Villes, Son Honneur le Maire donne lecture du texte suivant:

" RAPPORT SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA MUNICIPALITÉ

Exercice 1984:

On se souviendra que le 12 mars dernier, les vérificateurs déposaient leur rapport relatif à l'exercice 1983.

Les revenus totalisaient 18 584 608 $ comparativement à des dépenses de 18 143 961 $. Un excédent des revenus sur les dépenses de l'ordre de 440 647 $ résultait des opérations de l'exercice 1983.

Au cours de l'exercice 1983, des règlements d'emprunt furent adoptés pour une somme de 7 686 940 $ pour lesquels des travaux furent exécutés au montant de 4 404 780 $. La dette totale au 31 décembre 1983 se chiffrait donc à 36 471 626 $. 30 706 972 $ sont émis sous forme d'obligations, soit 6,3% de l'évaluation imposable c'est-à-dire un montant de 800 $ per capita. De ce montant, une somme d'environ 1 325 000 $ sera assumée par les gouvernements supérieurs.

Pour l'exercice 1984, un budget de dépenses de 18 934 000 $ avec des revenus équivalents fut voté par le Conseil. Au cours de l'exercice, un changement législatif modifiant la loi sur les immeubles industriels a fait en sorte que le déficit de 329 276 $ du fonds industriel devra être effacé entièrement en 1984 alors qu'il avait été prévu de le résorber sur une période de 5 ans.

Les résultats de l'exercice dépendent beaucoup de certains dossiers en suspens, comme la fermeture du dépotoir actuel et les coûts que cela entraîne. Ainsi, l'excédent des revenus devrait excéder 100 000 $ selon l'échéancier de la réalisation des dossiers précités ainsi que la clémence de la température.

Au chapitre des immobilisations, des règlements furent autorisés pour 3 111 200 $ dont 1 248 700 $ pour la réfection et l'agrandissement du Centre Culturel.

La dette totale au 31 décembre 1984 sera de l'ordre de 37 641 000 $. Un montant approximatif de 2 258 000 $ sera à la charge des gouvernements supérieurs, soit 639 000 $ pour l'agrandissement de l'usine de traitement d'eau, 686 000 $ pour l'égout sanitaire Mercure et 933 000 $ pour l'agrandissement du Centre Culturel.

Au delà de ces quelques statistiques financières, l'année qui s'achève aura connu des records dans les domaines de l'investissement. Tout d'abord, en 1984, nous connaîtrons notre meilleure année au chapitre de la construction. Des permis pour un montant dépassant 25 millions de $ auront été émis au cours de ces douze mois. L'industrie de la construction aura tourné au rythme de ses belles années.

Un autre secteur d'excellence dont nous pouvons être fiers, est celui de la promotion industrielle.

Les premiers mois de l'année furent consacrés à la mise sur pied de la Société de développement économique de Drummondville. Avec un mandat redéfini, la Société dessert maintenant les clientèles implantées dans les municipalités participantes. Concurremment, la Société, qui embauchait en mai dernier un nouveau commissaire industriel en la personne de M. Maxime Poulin, apporta son support à la réalisation de plusieurs dossiers de développement industriel. Jusqu'à ce jour, nous pouvons comptabiliser des engagements d'investissements industriels pour une somme de plus de 45 millions de $, les principaux étant Récupération Cascades et Litho Prestige. Ces investissements, lorsque complétés, auront créé environ 400 emplois à Drummondville et dans la région immédiate.

Dans cette première année de mandat, nous avons voulu donner une plus grande accessibilité aux équipements municipaux. Je ne citerai que le Centre d'information documentaire Côme St-Germain qui ouvre maintenant ses portes les fins de semaine et qui a vu sa fréquentation s'accroître de 50%.

INITIALES DU MAIRE

203

INITIALES DU GREFFIER

Pour ce qui est de l'exercice 1985, votre Conseil en fait présentement l'étude. Bien que le travail ne soit pas complété, vous me permettrez de souligner les principaux éléments qui en font partie.

Premièrement:

Les conventions collectives et les traitements de tous nos personnels sont à négocier pour le début de 1985. Je profite de l'occasion pour rappeler à chacun des employés municipaux que les enveloppes négociables devront refléter l'inflation. En ces années de ralentissement et de réajustements de l'économie, il ne saurait être question pour le Conseil de consentir un enrichissement collectif. En relation avec ce qui précède, je me dois ici de faire appel à la compréhension de tous les employés municipaux qui devront, comme ils le font depuis toujours, améliorer encore davantage leur productivité au niveau de l'ensemble des services municipaux.

Deuxièmement:

On se souviendra qu'en cours d'exercice, un mandat a été donné aux évaluateurs-conseils à l'effet de reviser les évaluations imposables. Globalement, nous pouvons dire que le total des valeurs s'est accru de 17,5 %, soit 4,3% de nouvelles valeurs découlant de la construction et 13,2% résultant de la hausse des évaluations.

Troisièmement:

La concrétisation du dossier Revi-Centre commandera des énergies et des investissements majeurs de toutes les parties, soit la Ville pour une somme de 750 000 $, le gouvernement provincial pour un montant équivalent à 750 000 $ et les commerçants du secteur qui appuieront cette démarche par des investissements privés.

Quatrièmement:

1985 verra aussi l'aboutissement du dossier agrandissement de l'U.T.E., pour lequel des fonds de 2 556 000 $ ont déjà été votés. Reste le problème de la qualité de l'eau à solutionner qui exigera des investissements équivalents sur lesquels il faudra conclure des ententes avec nos partenaires.

Cinquièmement:

Dans le dossier de l'assainissement des eaux, 1985 sera l'année du choix et des orientations qui déclencheront des travaux de + ou - 40 millions de $ au cours des prochaines années. Ces investissements se feront à frais partagés avec une participation approximative de 90% des gouvernements supérieurs. Le Conseil étudie présentement la forme que prendra la participation du citoyen à ces travaux.

L'amélioration de la qualité de la vie chez-nous se prolongera dans un programme d'embellissement de notre Ville. Dans le cadre de ce programme, on procédera à la plantation d'arbres en divers endroits de la municipalité. Quant à nos parcs, on les rendra plus accueillants par un entretien plus suivi et en multipliant les arrangements floraux. Par cette mesure, nous souhaitons encourager la fierté que chaque citoyen éprouve pour sa ville.

De plus, afin de faire la promotion de Drummondville de façon structurée, ordonnée et attrayante, nous aurons à mettre en vigueur les conclusions d'une étude sur les communications et les relations publiques de la Ville de Drummondville. Cette étude fut faite dans le cours de l'année 1984 et sera déposée sous peu au Conseil.

Ce survol des grands dossiers auxquels il faut ajouter le maintien de l'aide aux gens du 3e âge, le maintien en bon ordre des équipements en place ainsi que la continuité de notre développement résidentiel, nous fait réaliser à tous, l'ampleur des enjeux.

INITIALES DU MAIRE
204
INITIALES DU GREFFIER

Il est encore trop tôt pour préciser le niveau de taxation pour 1985, mais soyez assurés que votre gouvernement municipal conserve à l'esprit l'importance de tenir compte, dans la mesure du possible, de la capacité de payer de chacun des contribuables. "

962/11/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé après y avoir ajouté les items suivants:

31A. Exemptions de taxes (Denis Savoie).

32B. Colloque sur l'Habitation (J.-Bruno Smith).

ADOPTÉ

963/11/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- SURVEILLANCE ET CONCIERGERIE "SECTEUR PISCINE" CENTRE CULTUREL

Soumissionnaires	Prix annuel
. SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE 49 Des Tilleuls	38 965,97 $ (taux main-d'oeuvre: 12,25 $/H) (taux entretien: 13,00 $/m.c.)
. SERVICE DE LAVAGE TESCO ENR. 114 Biron	36 360,00 $ (taux main-d'oeuvre: 12,25 $/H) (taux entretien: 12,25 $/m.c.)

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, que la soumission de SERVICE D'ENTRETIEN D'ÉDIFICES PUBLICS & COMMERCIAUX DRUMMOND LTÉE soit retenue parce qu'après étude, elle s'est avérée la seule soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour les fins précitées.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- La Fondation Ste-Croix Inc. remercie le Conseil pour sa contribution au succès de sa campagne de levée de fonds tenue du 20 au 27 octobre 1984. Elle se dit très heureuse de la décision prise par les autorités municipales de contribuer monétairement durant les années 1985, 1986 et 1987 au soutien de la Fondation.

964/11/84 - Le président de la SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville demande l'autorisation d'installer des haut-parleurs pour diffuser de la musique durant la période des Fêtes.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette autorisation soit donnée à condition que les marchands du secteur St-Joseph assument la fourniture des haut-parleurs et leur installation.

ADOPTÉ

- La SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville remercie le Conseil et le Comité consultatif d'urbanisme pour avoir accepté que le secteur commercial de St-Joseph soit intégré dans l'étude faite par la firme Daniel Arbour et Associés pour l'analyse des possibilités de procéder à la revitalisation du centre-ville.

INITIALES DU MAIRE

205

INITIALES DU GREFFIER

- La SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville demande que les immeubles commerciaux à être rénovés dans ce secteur bénéficient des exemptions de taxes foncières que la Ville peut accorder suite à l'adoption par l'Assemblée Nationale de la Loi 84.

  M. J.-Bruno Smith explique que cette Loi permet aux municipalités de procéder à un gel de l'évaluation des immeubles commerciaux rénovés dans le cadre d'une SIDAC. Ce gel applicable à la partie rénovée d'un immeuble peut s'étaler sur trois ans à raison de 100% pour deux ans et de 50% pour la troisième année. Le Conseil aura à statuer incessamment sur l'application de cette formule favorable aux marchands impliqués dans les SIDAC récemment formées à Drummondville.

- Via Rail Canada Inc. informe le Conseil que la résolution adoptée le 9 octobre 1984 pour solliciter le maintien des services rapides des trains de voyageurs présentement donnés sur la Rive Sud du Québec, sera sérieusement étudiée.

  Le greffier informe le Conseil que les villes de Mont-Saint-Hilaire, Laurier-Station et Charny ont déjà répondu favorablement à l'invitation de Drummondville en adoptant des résolutions pour demander à Via Rail Canada Inc. de maintenir un service rapide pour voyageurs sur la Rive Sud du Québec.

- L'Association des parents d'enfants handicapés du centre du Québec écrit au Conseil pour demander de considérer les besoins des personnes handicapées lors de la préparation des plans concernant le réaménagement du Centre Culturel.

  Ces considérations peuvent se résumer comme suit:

  - Accessibilité aux personnes handicapées égale à celle de tous les usagers du Centre Culturel;
  - Rampe d'accès voisine de l'accès principal de l'édifice;
  - Places réservées au bout de chaque rangée de fauteuils;
  - Accès facile aux toilettes, au bar ou restaurant du sous-sol.

  Mme Francine Ruest-Jutras explique que déjà ces demandes ont fait l'objet de sérieuses considérations de la part de l'architecte et des ingénieurs-conseils. Tout de même, cette lettre sera remise aux consultants de la Ville pour étude.

  Considérant que les bureaux provinciaux de l'Office des personnes handicapées du Québec sont situés à Drummondville, il est impératif que la Ville donne l'exemple et démontre son souci de satisfaire aux besoins des personnes handicapées en leur assurant un accès facile aux édifices municipaux et un confort adéquat à l'intérieur de ces lieux publics.

965/11/84 - M. Ronald Surprenant, propriétaire des Appartements Laval, offre de louer ou d'acheter une partie de terrain dont la Ville est propriétaire pour l'aménagement d'un stationnement qui répondrait aux besoins de ses locataires.

  Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette demande soit transmise au Comité de Circulation pour considération.

  ADOPTÉ

- Le Drummondville Olympique invite Son Honneur le Maire et les membres du Conseil à participer au patinthon annuel, dimanche le 2 décembre 1984, et dont l'objectif est d'amasser des fonds pour l'organisation des sports destinés aux jeunes.

Son Honneur le Maire félicite les organisateurs de cette activité et invite ses collègues à se joindre à lui pour participer à cette activité.

966/11/84 - Le Drummondville Olympique demande à la Ville d'exécuter certains travaux d'entretien et de rénovation aux locaux situés au 555 de la rue Des Écoles.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au directeur des Services récréatifs et communautaires pour étude.

ADOPTÉ

967/11/84 - M. Léopold Lambert du 1380 rue Daniel demande au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour que durant l'hiver les riverains du parc Girouard n'utilisent pas ce terrain pour y entasser de la neige afin que les enfants du secteur puissent glisser à leur guise à un endroit qui se prête bien à la pratique de ce sport.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que cette demande soit référée au directeur du Service des travaux publics pour considération.

ADOPTÉ

968/11/84 - Le Conseil prend connaissance d'une requête signée par 60 résidents de la rue Surprenant qui s'opposent à un projet qui consisterait à:

- déménager 2 maisons ayant façade sur la rue Surprenant;
- aménager un stationnement avec accès sur la rue Surprenant;
- donner un caractère commercial à cette partie de la rue;
- augmenter la circulation sur une rue résidentielle;
- déprécier la valeur des résidences du secteur;
- apporter d'autres inconvénients et désavantages.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que copie de cette requête soit rapidement transmise au Comité consultatif d'urbanisme pour étude.

ADOPTÉ

969/11/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 10 novembre au 1er décembre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 1 167 375,36 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

970/11/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme d'ingénieurs-conseils Hamel, Beaulieu et Associés soient retenus pour la préparation des plans et devis d'infrastructures d'égouts pluvial et sanitaire, d'aqueduc et de voirie dans les phases 1 et 2 du secteur Les Jardins du Golf.

Son Honneur le Maire demande s'il y a d'autres membres du Conseil qui appuient cette résolution.

Les conseillers Robert Lafrenière et Gilles St-Martin donnent leur accord.

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et MM. Jean-Marie Boisvert, Denis Savoie et J.-Bruno Smith, conseillers, déclarent qu'ils préféreraient donner ce mandat à une autre firme d'ingénieurs-conseils.

Vu l'égalité des votes, Son Honneur le Maire après avoir autorisé les membres du Conseil à s'exprimer sur les raisons qui motivent leurs positions, déclare qu'il est favorable à confier un mandat à la firme Hamel, Beaulieu et Associés, tenant compte du fait qu'elle a déjà effectué des études préliminaires et qu'elle est en mesure de compléter ce dossier rapidement.

La proposition est déclarée adoptée.

ADOPTÉ

Résumé du débat relatif à la résolution ci-haut adoptée.

Son Honneur le Maire invite M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, à résumer l'historique du dossier précité.

M. Michel Lesage explique qu'il y a quelques mois suite à une volonté exprimée par le Conseil de desservir un nouveau secteur domiciliaire adjacent à La Coulée (P.A.A.T., Phase II), les services municipaux ont sollicité la firme Hamel, Beaulieu et Associés pour qu'elle procède à l'étude préliminaire d'un secteur adjacent au secteur La Coulée, c'est-à-dire délimiter un territoire pouvant permettre la desserte d'environ 150 lots et évaluer le coût des services municipaux à être installés pour la desserte de ces lots, cette desserte pouvant être faite par phases successives, afin que la Ville puisse répartir ses investissements estimés à environ 1 200 000 $ sur une période plus ou moins longue, à déterminer selon le rythme des ventes des terrains desservis. Cette étude préliminaire est maintenant terminée et disponible. La Ville n'a pas été facturée par la firme Hamel, Beaulieu et Associés qui est en droit d'exiger des honoraires d'environ 5 000 $ ou 6 000 $ pour que la Ville puisse devenir propriétaire des documents qui eux pourraient être utilisés par toute firme d'ingénieurs-conseils que le Conseil voudrait mandater pour préparer les plans et devis des infrastructures du secteur à desservir rue par rue. Les première et deuxième phases comprennent la desserte de quarante lots au coût estimé à environ 340 000 $ et devraient être réalisées au printemps 1985 parce que la Ville n'a plus de réserve de terrains construisibles et qu'elle risque de perdre les revenus provenant de nouvelles constructions.

M. J.-Bruno Smith considère que le Conseil devrait payer les honoraires professionnels de la firme Hamel, Beaulieu et Associés et s'approprier l'étude préliminaire et la transférer à une autre firme sans frais additionnel. Cette façon de procéder serait équitable et conforme à la volonté déjà exprimée par le Conseil de répartir les mandats confiés aux ingénieurs-conseils qui opèrent des bureaux localement et dont la compétence est reconnue. Il invite Monsieur le Maire à fournir des renseignements sur les montants d'honoraires payés par la Ville de Drummondville à des firmes d'ingénieurs-conseils en 1984.

Son Honneur le Maire demande à M. Denis Savoie de fournir les informations dont il dispose à ce sujet.

M. Denis Savoie donne les montants payés par la Ville en 1984 à:

- Hamel, Beaulieu et Associés	551 000 $
- Audet SBCS Inc.	45 646 $
- M. Michel Parenteau	13 259 $

INITIALES DU MAIRE

208

INITIALES DU GREFFIER

D'autres honoraires engagés pour la préparation des plans et devis du réaménagement de l'aéroport et payables à la firme Hamel, Beaulieu et Associés, s'élèveront à 364 000 $. Ce conseiller estime que la Ville devrait distribuer ses mandats au prorata de l'importance des firmes locales et que présentement ce principe n'est pas respecté.

M. Lindor Letendre estime que les honoraires professionnels concernant les plans et devis de l'aéroport ne doivent pas figurer dans les calculs de la Ville puisque le mandat a été donné par le député fédéral du Comté de Drummond et qu'ils seront totalement payés par une subvention fédérale.

M. Jean-Marie Boisvert juge que le présent débat est regrettable. Chaque engagement d'une firme d'ingénieurs-conseils fait l'objet de discussions désagréables et chaque décision devient une source de désappointement pour une ou l'autre firme, si elle n'est pas choisie. Il estime que les firmes locales sont compétentes et qu'il n'y a pas de raison pour que leurs relations avec le Conseil ne soient pas harmonieuses.

Selon Mme Francine Ruest-Jutras, le Conseil devrait respecter le principe de répartir ses mandats au prorata de l'importance des firmes d'ingénieurs-conseils. Les argents consacrés à cette fin proviennent des citoyens et le présent cas constitue une opportunité de rétablir un certain équilibre qui n'a pas été respecté depuis plusieurs mois. Son intervention s'inspire du principe: "Vivre et laisser vivre".

M. Gilles St-Martin estime que puisque l'étude préliminaire a été commencée par la firme Hamel, Beaulieu et Associés, elle devrait être finalisée par les mêmes mandataires.

M. Robert Lafrenière se dit extrêmement déçu du choix du Conseil. Il aurait souhaité favoriser une troisième firme dont la compétence est certaine et qui jusqu'à date n'a pas reçu une part légitime des mandats donnés par la Ville. Il y a quinze jours, on prévoyait l'aménagement d'une phase de développement, aujourd'hui on parle de deux phases et on prétend que ce mandat doit être confié à une firme qui dispose de nombreux effectifs. Un mandat concernant un projet d'environ 300 000 $ ne mobilisera pas tout le personnel de l'une ou l'autre des deux plus importantes firmes de Drummondville. À regret, il se rallie à la décision majoritaire du Conseil, mais il veut souligner que récemment un mandat a été donné à la firme Audet SBCS Inc. concernant la fermeture du dépotoir municipal. Le principe de rotation aurait pu être respecté en toute équité.

M. Edward St-Pierre déclare qu'il a donné son vote en faveur de la firme Hamel, Beaulieu et Associés parce qu'il considère que cette firme qui compte plus de 100 employés mérite de compléter le dossier qu'elle a débuté.

Son Honneur le Maire met fin à cette discussion en disant que la firme Hamel, Beaulieu et Associés emploie 150 employés et qu'elle est en mesure de compléter son mandat rapidement pour que les travaux de l'aménagement des phases 1 et 2 du projet de développement domiciliaire soient réalisés dès le printemps 1985.

971/11/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres A.-Marcel Lachapelle et Yves Noël soient retenus pour la redivision des lots du secteur Les Jardins du Golf.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec cette firme pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉ

972/11/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie à la Fédération canadienne des municipalités la somme de 2 559,69 $, représentant sa cotisation pour la période du 1er avril 1985 au 31 mars 1986.

ADOPTÉ

973/11/84

Résolution de demande d'emprunt temporaire

au montant de 936 000 $

Lequel montant est égal au solde en capital qui sera non amorti, et renouvelable pour un terme additionnel de 7 ans, lors de l'échéance du 8 mars 1985, sur l'émission originale de 2 200 000 $, datée du 8 mars 1982.
(Dossier d'emprunt à long terme du Ministère numéro 72909).

ATTENDU QUE lors de l'échéance ci-dessus indiquée sur l'émission mentionnée ci-haut, le solde en capital non alors amorti sera renouvelable à ladite date, au moyen d'une nouvelle finance de renouvellement pour la balance du terme autorisé;

ATTENDU QUE pour faciliter le remboursement de ladite échéance, il y a lieu d'obtenir l'autorisation d'effectuer un emprunt temporaire pour une somme égale au montant du solde non amorti et renouvelable ci-haut indiqué;

IL EST PAR CONSÉQUENT
PROPOSÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. EDWARD ST-PIERRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente.

QUE demande soit faite à la Commission municipale du Québec de bien vouloir autoriser la Ville de Drummondville à emprunter temporairement une somme de 936 000 $, ledit emprunt temporaire devant être remboursable à même le produit de la nouvelle finance de renouvellement de l'émission originale d'obligations de 2 200 000 $, datée du 8 mars 1982.

ADOPTÉ

974/11/84

ATTENDU QUE le ministère des Affaires municipales a confirmé à la Ville de Drummondville son admissibilité au programme Revi-Centre, en fonction du territoire désigné comme Centre-Ville dans les documents soumis par la Ville en date de juin et juillet 1984;

ATTENDU QUE les commerçants d'une partie du quartier St-Joseph (rues St-Jean et St-Marcel) se sont regroupés en la SIDAC Quartier St-Joseph;

ATTENDU QUE le marché public est situé à l'intérieur du quartier St-Joseph en bordure de la rue St-Jean;

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et unanimement résolu de demander au ministère des Affaires municipales que le territoire désigné comme Centre-Ville et considéré pour fins de planification (Programme particulier d'urbanisme) soit amendé en incluant le territoire délimité comme suit:

- au nord, le boulevard St-Joseph;
- au sud, la rue Notre-Dame;
- à l'est, la rue St-Philippe;
- à l'ouest, la voie du C.P.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

210

INITIALES DU GREFFIER

975/11/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que Me Gilles Gagnon soit autorisé à représenter la Ville de Drummondville dans une cause portée en appel devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec par la compagnie Générale Manufacturière Ltée.

ADOPTÉ

976/11/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que M. André Paquet, directeur des Services récréatifs et communautaires, soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des ententes avec les autorités scolaires concernées par l'opération de patinoires aménagées par la Ville.

ADOPTÉ

977/11/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé le 14 novembre 1984 par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, soit adopté tel que présenté et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

978/11/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à mettre en place une zone de stationnement interdit rue Laferté, côté nord, entre la rue St-Henri et la voie ferrée du C.P.

ADOPTÉ

979/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Conseil approuve le plan de stationnement de l'hôtel de ville proposé par le Service des travaux publics le 14 novembre 1984 (plan no. B116) pour permettre d'appliquer le règlement de circulation.

ADOPTÉ

980/11/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à l'installation d'enseignes de stationnement interdit aux endroits stratégiques du stationnement du Centre Marcel Dionne pour permettre la circulation des véhicules d'urgence lors d'événements majeurs.

ADOPTÉ

981/11/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu d'autoriser le Service des travaux publics à identifier les zones de stationnement interdit et les zones de stationnement permis sur le terrain du garage municipal de manière à permettre le stationnement d'une trentaine de véhicules.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

211

INITIALES DU GREFFIER

982/11/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne interdisant le stationnement près de l'intersection de la rue Belcourt et du chemin d'accès au stationnement des employés de l'hôpital Ste-Croix.

ADOPTÉ

983/11/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, soit déléguée comme représentante de la Ville de Drummondville à la M.R.C. Drummond en remplacement de M. Jean-Marie Boisvert.

ADOPTÉ

Mme Francine Ruest-Jutras accepte cette délégation avec enthousiasme parce qu'elle a eu l'avantage de contribuer à la formation de la M.R.C. Drummond et qu'elle a apprécié le climat d'entente qui a prévalu durant cette période. Puisque la M.R.C. Drummond amorce maintenant l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire de la région, elle espère y contribuer activement en tenant compte des besoins et des aspirations des populations concernées.

984/11/84

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a initié une première phase concernant le Programme d'assainissement des eaux usées dans son territoire;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a adhéré au Programme Revi-Centre;

ATTENDU QUE le Conseil de la Ville de Drummondville étudie présentement un rapport préliminaire de l'étude d'avant-projet de ce Programme;

ATTENDU QU'il apparaît souhaitable que l'intercepteur de la rivière St-François emprunte l'emprise de la rue Hériot, entre la voie du C.N. et la rue St-Georges;

ATTENDU QUE ce processus n'avait pas fait l'objet de l'étude préliminaire;

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que demande soit faite au ministre de l'Environnement du Québec d'accepter l'alternative proposée pour que l"intercepteur dont l'aménagement est prévu entre les rues Dumoulin et St-Georges emprunte l'emprise de la rue Hériot ou à tout le moins l'emprise de cette rue à partir de la voie du C.N. jusqu'à la rue St-Georges.

ADOPTÉ

985/11/84

ATTENDU QUE le 20 juin 1983 la Commission des transports du Canada et la Ville de Drummondville ont signé une convention pour le réaménagement de l'aéroport municipal situé dans la municipalité de St-Nicéphore;

ATTENDU QUE cette convention prévoit l'aménagement d'une piste de 6 000 pieds et des immobilisations pour une somme de 4 300 000 $;

ATTENDU QU'après de longues discussions avec le ministère des Transports, il a été établi que le projet de réaménagement de l'aéroport municipal tel que prévu par la convention signée le 20 juin 1983, répond à des besoins réels pour stimuler les activités commerciales et industrielles de la région de Drummondville;

INITIALES DU MAIRE

212

INITIALES DU GREFFIER

ATTENDU QU'il semble que la réalisation intégrale de ce projet est remise en cause par le gouvernement fédéral;

ATTENDU QUE tout délai apporté à la réalisation rapide du réaménagement de l'aéroport retarde ou compromet la concrétisation de certains projets industriels à Drummondville et dans sa région;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement du Québec a accepté le projet du réaménagement de l'aéroport tel que conçu selon les plans et devis soumis par la Ville de Drummondville le 13 août 1983;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec par un décret en date du 24 octobre 1984 portant le numéro 2385-84 autorise la Ville de Drummondville à réaliser un projet d'agrandissement et de modernisation de l'aéroport municipal et de ce fait, à accepter une subvention du gouvernement fédéral couvrant la totalité des frais relatifs à ce projet;

POUR CES RAISONS, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que demande soit faite aux instances gouvernementales fédérales concernées de respecter intégralement la convention signée le 20 juin 1983 par la Commission des transports du Canada et la Ville de Drummondville, concernant le réaménagement de l'aéroport municipal et d'autoriser la Ville de Drummondville à procéder à l'exécution des travaux prévus dans cette convention.

ADOPTÉ

986/11/84

ATTENDU QUE depuis 1972, la Ville de Drummondville a fait plusieurs démarches pour obtenir la fourniture du gaz naturel par le prolongement d'un gazoduc jusque dans les limites de son territoire;

ATTENDU QUE Gaz Inter-Cité Québec Inc. par une résolution du Conseil (rés. 403/5/84) a été autorisée à évaluer les besoins en gaz naturel à Drummondville;

ATTENDU QUE le 11 septembre 1984 par une résolution portant le numéro 765/9/84, le Conseil de Drummondville a accepté le plan du tracé du gazoduc proposé par Gaz Inter-Cité Québec Inc. et appelé projet "Gazoduc, phase III - Embranchement Drummondville et Asbestos";

ATTENDU QUE l'annonce de ce projet a suscité beaucoup d'intérêt de la part d'industries, de commerces et de consommateurs éventuels de cette ressource énergétique;

ATTENDU QUE tout retard apporté dans l'aménagement d'un gazoduc pouvant desservir Drummondville aura pour effet de compromettre des projets d'immobilisations ou de modernisation d'équipements existant à Drummondville et de retarder la création d'emplois;

POUR CES RAISONS, il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et unanimement résolu que demande soit faite au gouvernement fédéral de ne pas retarder le prolongement du réseau de gaz naturel jusqu'à Drummondville, afin que la collectivité puisse bénéficier des avantages de cette ressource énergétique dès 1985.

ADOPTÉ

987/11/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie au CRD-04 sa contribution pour la période de novembre 1984 à novembre 1985, telle contribution étant fixée à 0,06 $ per capita.

ADOPTÉ

988/11/84

M. Edward St-Pierre donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement No. 819 pour reporter la séance régulière du 24 décembre 1984 au 27 décembre 1984.

989/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1660 régissant le transport adapté aux personnes handicapées sur le terrain de la municipalité.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

990/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1661 concernant l'opération du marché public de Drummondville (Refonte).

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

991/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1662 modifiant le règlement No. 1442 concernant les nuisances publiques.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

992/11/84

Attendu qu'une dispense de lecture du règlement No. 1663 adoptant le Code National de Prévention des Incendies du Canada 1980 et ses amendements, comme règlement de protection contre les incendies, a été autorisée par la résolution no. 957/11/84, il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

993/11/84

Lecture est donnée du règlement No. 1664 abrogeant le règlement No. 1458 relatif à la création d'une régie intermunicipale concernant la gestion des déchets.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie donne lecture d'un texte dans lequel il explique pourquoi il s'oppose à toute demande formulée par un organisme à but non lucratif pour bénéficier de l'exemption du paiement de la taxe foncière ou de la taxe d'amusement. Selon ses recherches, la Ville aura perçu en 1984 1 065 000 $ en en-lieux de taxes pour des édifices gouvernementaux. Elle aura également perçu 377 033 $ provenant des taxes payées par 27 organismes locaux. L'absence de ces revenus aurait contraint le Conseil à répartir ces sommes entre les contribuables. Il soutient que le Conseil a le devoir de refuser toute exemption de taxes et qu'il peut sur justification de la part des requérants donner des subventions et ce sans se soumettre inconditionnellement aux décisions de la Commission municipale du Québec.

INITIALES DU MAIRE

214

INITIALES DU GREFFIER

M. J.-Bruno Smith fait rapport du colloque sur l'Habitation auquel il a assisté les 23 et 24 novembre 1984 à Hull.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, agissait comme panéliste à un atelier de ce colloque et a brillamment exposé le fonctionnement des programmes d'acquisition et d'aménagement de terrains (P.A.A.T.) réalisés par la Ville de Drummondville. Les participants à cet atelier ont apprécié son exposé et sa compétence et ont réalisé que Drummondville est avancée de 5 à 6 ans sur la plupart des villes du Québec dans ses formules de développement domiciliaire.

Sur le plan des Offices municipaux, celui de Drummondville gère 50 logements de plus que celui de Hull qui a une population de 57 000 habitants. Concernant les bénéfices accordés par la loi fédérale 56-1 aux organismes sans but lucratif, Drummondville remporte la palme avec les Résidences St-Frédéric.

Bref dans le secteur de l'habitation, Drummondville tire bien son épingle du jeu et M. J.-Bruno Smith invite la population à lire les pages de la Presse et du Devoir qui ont couvert ce colloque sur l'Habitation. Enfin, quatre volumes "Comment se loger au Québec" apportés de Hull seront remis aux fonctionnaires municipaux qui pourront les utiliser comme documents de travail.

Période de questions sur les affaires municipales

- Intervenant: M. Roméo David

M. Roméo David, au nom du Club d'âge d'or St-Frédéric, demande au Conseil de prendre les mesures pour que le stationnement adjacent à Place Philippe Bernier ne soit pas occupé par les usagers du Centre Marcel Dionne et sollicite le pavage d'un espace de stationnement pour au moins quinze véhicules.

Son Honneur le Maire déclare que ces demandes seront acheminées aux services municipaux concernés pour étude.

- Intervenant: M. Pierre Lavallée du 2325 boul. Mercure

M. Pierre Lavallée, après avoir expliqué que son jeune garçon a été victime d'un accident et qu'il repose encore dans le coma, demande que des arrêts toutes directions soient installés à l'intersection du boulevard Mercure et de la 122e Avenue, pour éviter la répétition d'accidents aussi regrettables. Il recommande que la vitesse dans ce secteur soit diminuée et que des trottoirs soient aménagés pour la sécurité des piétons.

M. Gilles St-Martin déclare que cet accident est malheureux et que l'an dernier, un jeune écolier a été blessé mortellement au même endroit. Il suggère des opérations radar plus fréquentes vis-à-vis la Villa Marcotte et souhaite que l'installation de feux de circulation soit étudiée pour améliorer la sécurité dans ce secteur. Le Comité de Circulation aura à se pencher rapidement sur les problèmes de circulation sur le boulevard Mercure.

- Intervenant: M. Robert Malouin, ing., membre de la firme Audet SBCS Inc.

M. Robert Malouin se dit fort déçu de la décision que le Conseil a prise de retenir les services de la firme Hamel, Beaulieu et Associés pour la préparation des plans et devis du projet d'aménagement du secteur Les Jardins du Golf. Il invoque principalement les arguments suivants:

- La firme Hamel, Beaulieu et Associés obtient la presque totalité des mandats de la Ville.
- Le Conseil semble ignorer que d'autres firmes compétentes dont Audet SBCS Inc. méritent une meilleure part des dépenses que le Conseil effectue pour le paiement d'honoraires professionnels (En 1984, 500 000 $ à Hamel, Beaulieu et Ass. et 45 000 $ à Audet SBCS).
- Le Conseil devrait faire preuve de plus d'équité et reviser sa décision.
- Les relevés d'arpentage effectués à date par la firme Hamel, Beaulieu et Associés pourraient être récupérés par la Ville et être utilisés par une autre firme sans frais supplémentaire.

Le maire de la Ville est invité à visiter les bureaux et rencontrer le personnel de Audet SBCS pour vérifier la compétence et le nombre des personnes ressources de cette entreprise.

Son Honneur le Maire répond que tous les arguments invoqués par M. Robert Malouin sont connus et qu'il en tient compte dans sa décision de briser l'égalité des votes exprimés par les conseillers municipaux. Cette décision est irrévocable pour le moment. Toute invitation à visiter les bureaux de Audet SBCS Inc. sera accueillie favorablement et le Conseil aura d'autres mandats à distribuer dans un avenir rapproché. À ce moment, il sera possible de retenir les services de cette firme qui mérite une part des dépenses faites pour le paiement d'honoraires professionnels.

- Intervenant: M. Bertrand Beaulieu de la firme Hamel, Beaulieu et Associés

M. Bertrand Beaulieu s'adresse au Conseil pour traiter des considérations suivantes:

- Regrets qu'un débat du Conseil se tienne publiquement sur le choix de firmes de consultants professionnels.
- Explications sur les montants d'honoraires payés à la firme Hamel, Beaulieu et Associés en 1984: plusieurs projets dont la réalisation doit s'effectuer prochainement ont été amorcés depuis les années 1972 à 1978.
- Mandat concernant le projet de l'aéroport donné par le député fédéral, M. Yvon Pinard, et non par le Conseil.
- Revision et correction des plans de l'usine de traitement d'eau avec une économie de 100 000 $ pour la Ville.
- Réalisation du collecteur Mercure sur une période de 8 ans et terminée au cours des années 1983 et 1984.
- Réalisation des projets P.A.A.T., phases 1, 2, 3 et 4.
- Travaux d'arpentage du secteur P.A.A.T. V pour un projet qui demeure à l'étude et pour lesquels la firme Hamel, Beaulieu et Associés n'a pas facturé la Ville.
- Période creuse des années 1975 à 1982 où la Ville ayant un service de génie n'a pas octroyé de mandats importants à la firme Hamel, Beaulieu et Associés qui elle a quand même pris de l'expansion grâce à des projets réalisés en Afrique ou ailleurs.
- Contribution à l'économie du milieu par l'existence d'une firme de professionnels qui en 1984 paiera plus de 3 millions de dollars en salaires à des résidents de Drummondville dont 32 ingénieurs.

INITIALES DU MAIRE

216

INITIALES DU GREFFIER

- Investissements locaux faits par la firme Hamel, Beaulieu et Associés et ses employés.
- Acceptation d'un partage équitable avec d'autres firmes de professionnels.
- Remerciements pour la confiance du Conseil et souhaits que pareils débats regrettables puissent être évités à l'avenir.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

M. Hervé Savoie traite des sujets suivants:

- Commentaires de Son Honneur le Maire sur l'exercice financier de l'année en cours.
- Dette municipale qui semble vouloir augmenter de plus de 1 million de dollars malgré les promesses du Conseil en 1983.
- Restriction au minimum des demandes salariales des employés municipaux, cols blancs et bleus en 1985.
- Gel du salaire et des bénéfices marginaux des cadres municipaux en 1985.
- Augmentation des revenus de la Ville d'environ 1 million de dollars qui devrait permettre de maintenir la taxation municipale à son niveau actuel.
- Capacité de payer des petits contribuables qui a atteint un degré de saturation.
- Pouvoirs du Conseil d'accorder des exemptions de taxes à des immeubles commerciaux.

M. J.-Bruno Smith explique que la Loi des Cités et Villes permet au Conseil d'accorder dans le cadre du programme Revi-Centre des exemptions de taxes applicables sur le montant consacré par un propriétaire de commerce à l'amélioration de sa propriété. Ces exemptions peuvent à la limite représenter un gel de l'évaluation foncière pour la partie rénovée d'un immeuble dans un territoire déterminé pour une période de 2 ans et une exemption de 50% pour la troisième année. Une législation en ce sens est à l'étude, mais le Conseil n'a pas encore pris de décision finale à ce sujet.

M. Hervé Savoie demande et obtient des informations sur les sujets suivants:

- Mandat donné à Me Gilles Gagnon pour représenter la Ville dans une cause d'évaluation portée en appel par la compagnie Générale Manufacturière Ltée.
- Adoption d'un plan concernant le stationnement adjacent à l'hôtel de ville.
- Réalisation du projet de réaménagement de l'aéroport municipal.
- Demande d'exonération de taxes par Les Chevaliers de Colomb et la Légion Royale Canadienne.

M. Hervé Savoie veut savoir si le propriétaire d'un terrain utilisé comme stationnement ayant front sur les rues Brock, Lindsay et St-François est exempté de taxes.

Après vérification, cette information sera fournie au requérant.

- Intentions de la Ville concernant le partage des investissements futurs pour le développement résidentiel dans les proportions de 2/3 dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville et 1/3 dans le secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud.

M. Edward St-Pierre explique que le Conseil est unanime à vouloir respecter les ententes signées lors de la fusion des deux villes. Concernant le secteur sud, l'étude porte sur les projets Cherbourg, La Poudrière, Téléglobe, Brouillette, etc. Concernant le territoire de la Ville de Drummondville, l'étude porte sur la partie ouest non desservie. Le Conseil considère actuellement les coûts rattachés à plusieurs projets et aura à faire un choix basé sur la rentabilité des développements, sans oublier les ententes qui doivent être respectées. Il n'est pas exclu que le développement du secteur de l'ex-Ville de Drummondville-Sud soit privilégié s'il s'avère plus rentable et répond mieux aux attentes des acquéreurs potentiels de terrains à vocation résidentielle.

- Pouvoirs et intentions du Conseil pour reviser l'évaluation de certains terrains de grande superficie longeant le ruisseau Cacouna et qui ne peuvent être morcelés à cause de l'absence de rue pour les desservir.

  Son Honneur le Maire explique que les propriétaires de ces terrains peuvent demander la revision de leur évaluation et que sur fourniture des informations pertinentes, le Conseil peut discuter avec l'évaluateur municipal pour que cette revision soit effectuée.

M. Hervé Savoie commente certains comptes payés par la Ville:

- Des comptes totalisant 5 798 $ pour frais de déplacements et repas
- Un compte de 713 $ pour l'imprimerie de cartes accès
- Un compte de 1 308 $ payé en honoraires professionnels à Me Baril pour obliger le propriétaire de l'hôtel Ritz à procéder au nettoyage d'un terrain suite à l'incendie qui a détruit cet immeuble.
- Un compte de 55 $ pour l'achat de mouches à pêche.

Des explications satisfaisantes sont fournies respectivement par M. J.-Bruno Smith, M. Gilles St-Martin et Me Jacques Dionne sur trois items.

Après vérification du compte de 713 $ pour l'imprimerie de cartes accès, des informations écrites seront fournies à M. Hervé Savoie.

Le président du R.C.D. interroge Son Honneur le Maire sur les sujets suivants:

- Les résultats de son récent voyage en Belgique et en Allemagne.
- La mise en place prochaine de l'utilisation de containers pour la cueillette des ordures ménagères.
- La tentative d'une expérience dans un secteur de la Ville.
- Le coût probable de l'utilisation de containers pour la disposition des ordures ménagères.

Son Honneur le Maire explique à M. Savoie que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, qui faisait partie de la délégation qui s'est rendue en Europe sur l'invitation et aux frais d'un industriel, fera bientôt rapport sur la possibilité d'utiliser des containers pour la cueillette des ordures ménagères. Si après étude, le Conseil accepte de mettre à l'essai une nouvelle façon de procéder, à titre d'expérience, la population sera informée d'abord par une conférence de presse, couvrant ainsi toutes les interrogations du président du R.C.D.

INITIALES DU MAIRE

218

INITIALES DU GREFFIER

S'adressant à M. Robert Lafrenière, président du Comité responsable de la sécurité publique, M. Savoie voudrait connaître les sommes payées par la Ville à son procureur pour défendre les griefs formulés par les membres de l'U.P.D.I.

M. Lafrenière indique que ces coûts ont été de 6 422,50 $ en 1983 et 6 922,24 $ en 1984. Selon M. Lafrenière, ces chiffres doivent être considérés en relation avec les sommes récupérées par la Ville suite à des sentences favorables et les sommes payées par la Ville suite à des sentences défavorables. Étant donné que ce bilan est assez complexe à analyser, M. Lafrenière invite M. Hervé Savoie à en discuter privément avec lui et le directeur du Service de la sécurité publique, quitte à rendre toutes ces informations publiques après la confection d'un document complet sur ce sujet.

- Intervenant: M. Van Truong Tang, viceprésident de la firme d'ingénieurs-conseils Audet SBCS Inc.

M. Van Truong Tang demande au Conseil la permission de rectifier certaines affirmations faites par des intervenants au début de la période de questions concernant la firme dont il fait partie.

- Audet SBCS Inc. opère à Drummondville depuis 1947. Sa raison sociale a été modifiée successivement pour opérer sous le nom de Audet Quévillon et Associés et Audet SBCS Inc.
- Les effectifs de cette firme sont maintenant de 36 personnes et permettent de remplir tous les mandats municipaux qui pourraient lui être confiés.
- Cette firme comme d'autres doit obtenir des contrats extérieurs pour opérer et grandir.
- Audet SBCS Inc. exécute présentement des mandats pour la Ville mais elle souhaite que sa part puisse augmenter à court et moyen terme.

Il remercie les membres du Conseil pour avoir accepté son intervention.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire, conformément aux prescriptions du règlement No. 819, fixe la prochaine séance régulière du Conseil au lundi, 10 décembre 1984 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier

Maire

INITIALES DU MAIRE

219

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 décembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 3 décembre 1984 à 17 H 45, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

" 1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;

2. Récitation de la prière;

3. Adoption de l'ordre du jour;

4. Mandat à un ingénieur-conseil pour la préparation des plans et devis d'un projet d'infrastructures dans le secteur La Coulée et autorisation de présenter ces plans et devis au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

5. Mandat à un arpenteur-géomètre pour la description technique du territoire de La Coulée à être développé.

6. Autorisation à M. Michel Lesage d'assister au procès-verbal de bornage du lot 106-231 du Canton de Wickham, propriété de M. Jean-Guy Gauthier, et de signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs audit bornage.

7. Résolution accordant une mainlevée à Drummond Business Forms Ltée et abrogation de la résolution no. 57/1/84.

8. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

994/12/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

995/12/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que les services professionnels de M. Michel Parenteau, ingénieur, soient retenus pour la préparation des plans et devis d'un projet d'infrastructures prévoyant l'installation des services d'aqueduc et d'égouts sur la rue Chauveau (secteur La Coulée) et leur présentation au ministère de l'Environnement pour en obtenir l'approbation.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisé à préciser ce mandat et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents y relatifs.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
220
INITIALES DU GREFFIER

996/12/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels des arpenteurs-géomètres Dubé et Boies soient retenus pour la confection d'une description technique d'une partie du secteur La Coulée que la Ville veut desservir afin de permettre la construction en bordure de la rue Chauveau.

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, est par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs au mandat précité.

ADOPTÉ

997/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, soit autorisé à assister au procès-verbal de bornage du lot 106-231 du Canton de Wickham, propriété de M. Jean-Guy Gauthier, et à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs audit bornage.

ADOPTÉ

998/12/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que:

1- la résolution portant le numéro 57/1/84 de la Ville de Drummondville soit abrogée à toutes fins que de droit;

2- la Ville de Drummondville accorde une mainlevée sur l'hypothèque et toute somme d'argent due à la Ville de Drummondville en vertu du contrat de vente intervenu avec Drummond Business Forms Ltd le 2 mai 1969 et enregistré sous le numéro 179250. Cette mainlevée porte également sur les clauses d'alinéation, les clauses résolutoires et autres engagements spécifiés dans ledit acte de vente.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la mainlevée faisant l'objet de la présente résolution.

ADOPTÉ

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que L'ASSEMBLÉE EST LEVÉE.

Laurent Bonin
Greffier.

Serge Morand
Maire.

INITIALES DU MAIRE
221
INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

10 décembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 10 décembre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, et Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

Son Honneur le Maire remet un certificat de citoyen émérite à Mme Laurette Le Comte Brissette, locataire à l'Office municipal d'habitation, qui s'est signalée récemment en publiant à l'âge de 84 ans un volume sur ses mémoires. Son volume s'intitule "Souvenirs épars".

999/12/84

Attendu que tous les membres du Conseil présents ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée régulière du 26 novembre 1984; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1000/12/84

Lecture est donnée du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 3 décembre 1984 à 17 H 45.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ce procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1001/12/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1002/12/84

1- VENTE DE PARTIE DU LOT 126-3 NON SUBDIVISÉE DU CANTON DE GRANTHAM D'UNE SUPERFICIE D'ENVIRON 3 928 MÈTRES CARRÉS (P.A.A.T. II)

Soumissionnaire	Prix
. LES ENTREPRISES BROUILLETTE ENRG. 4500 boul. St-Joseph Drummondville	12,38 $ le mètre carré

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que cette soumission soit acceptée à condition qu'elle soit en tout point jugée conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉ

1003/12/84

2- ÉLIMINATION DES DÉCHETS SOLIDES

Soumissionnaires

. LES ENTREPRISES DE REBUTS D.G. LTÉE
877 - Rte 116, C.P. 550
Acton Vale

. GESTION DES REBUTS C.M.P. INC.
1 boul. de la Gabelle
St-Étienne-des-Grès

Les prix présentés par ces deux soumissionnaires apparaissent à un document rédigé par le directeur du Service des travaux publics de la Ville, lequel document est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville soit retenue.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur choisi pour l'exécution des travaux nécessaires à l'élimination des déchets solides pour une période de 5 ans. Le contrat ne pourra cependant être signé avant que le Conseil ne l'autorise expressément et ce, après avoir obtenu une opinion juridique concernant une contestation éventuelle de la Régie Intermunicipale (Déchets) de la région de Drummond et concernant la légalité de l'octroi d'un contrat par la Ville de Drummondville pour les fins précitées.

ADOPTÉ

M. Michel Lesage, ing., directeur général adjoint aux services à la population, donne lecture d'une lettre de l'entreprise SNC de Montréal. Cette compagnie qui ne présente pas de soumission considère Drummondville comme région-cible pour la mise en opération d'un poste de transformation des déchets solides en énergie à la fin de 1986 et souhaite que le Conseil en tienne compte dans ses délibérations.

3- FOURNITURE DE DIVERS PRODUITS CHIMIQUES POUR L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU

1004/12/84

A) SULFATE D'ALUMINIUM LIQUIDE BASE SÈCHE

Soumissionnaires	Prix la tonne métrique
. PRODUITS CHIMIQUES ALLIED	200,85 $ (port payé à Drummondville)
. PRODUITS ALCAN CANADA LTÉE	210,35 $ (port payé à Drummondville)

Dans les deux cas, ces prix seront sujets à revision trimestriellement à compter du 1er avril 1985, sur un avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque trimestre.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la soumission de PRODUITS CHIMIQUES ALLIED soit retenue.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
223
INITIALES DU GREFFIER

1005/12/84

B) SOUDE CAUSTIQUE À 100% LIQUIDE NaOH

Soumissionnaires	Prix base sèche le kilo
. C.I.L. INC.	0,299 $ (prix payé à Drummondville)
. PRODUITS CHIMIQUES C.C.C. LTÉE	0,325 $ (prix payé à Drummondville)
. PRODUITS CHIMIQUES SHEFFORD LTÉE	0,318 $ (prix payé à Drummondville)
. STANCHEM DISTRIBUTION P.P.G. CANADA INC.	0,285 $ (prix payé à Drummondville)
. VAN WATERS & ROGERS LTD	0,325 $ (prix payé à Drummondville)

Dans tous les cas, ces prix seront sujets à revision trimestriellement à compter du 1er avril 1985, sur un avis écrit 15 jours à l'avance pour chaque trimestre.

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de STANCHEM DISTRIBUTION P.P.G. CANADA INC. soit retenue.

ADOPTÉ

1006/12/84

C) CHARBON ACTIVÉ EN POUDRE HYDRODARCO "B"

Soumissionnaires		Prix soumis au kilo (prix payé à Drummondville)
. C.I.L. INC.	Sacs de 22,68 kilos	0,85 $
	Livraison en vrac d'environ 22 000 kilos	0,98 $
	(Prix ferme du 1er janvier au 31 décembre 1985)	
. DEGREMONT INFILCO LTÉE	Sacs de 22,68 kilos	1,26 $
	Livraison en vrac d'environ 22 000 kilos	1,22 $
	(Prix ferme du 1er janvier au 31 décembre 1985)	
. VAN WATERS & ROGERS LTÉE	Sacs de 22,68 kilos	0,85 $
	Livraison en vrac d'environ 22 000 kilos	-
	(Prix ferme du 1er janvier au 31 décembre 1985)	

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ces soumissions soient retenues pour étude.

ADOPTÉ

1007/12/84

D) CHLORE LIQUIDE PUR À 99.9%

Soumissionnaires	Prix au kilo	
	Contenants de 907,2 k	Contenants de 68 k
. C.I.L. INC.	0,675 $ (prix payé à Drummondville)	1,105 $
. PRODUITS ALCAN CANADA LTÉE	0,675 $ (prix payé à Drummondville)	-

Dans tous les cas, ces prix seront sujets à revision trimestriellement à compter du 1er avril 1985, sur un avis écrit 15 jours à l'avance pour chaque trimestre.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la soumission de C.I.L. INC. soit retenue.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
224
INITIALES DU GREFFIER

1008/12/84

E) SODIUM SILICATE N'SOL

Soumissionnaire	Prix au 100 kilos
. SILICATES NATIONAL LTÉE	17,90 $

(Prix ferme pour 30 jours seulement à compter du 1er janvier 1985)

(Livraison F.O.B. Valleyfield)

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette soumission soit retenue.

ADOPTÉ

1009/12/84

F) CHLORITE DE SODIUM EN POUDRE CRYSTALINE À TENEUR DE 80% - NaCLO2

Soumissionnaire	Prix au kilo
. PRODUITS CHIMIQUES SHEFFORD LTÉE	2,57 $ (prix payé à Drummondville)

Ce prix sera sujet à revision trimestriellement à compter du 1er avril 1985, sur un avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque trimestre.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que cette soumission soit retenue.

ADOPTÉ

1010/12/84

G) ALUMINATE DE SOUDE LIQUIDE HAN-FLOC-45

Soumissionnaire	Prix au kilo
. PRODUITS CHIMIQUES HANDY LTÉE	0,55 $

Prix soumis sujet à revision trimestriellement à compter du 1er avril 1985, sur un avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque trimestre. Ce prix soumis au kilo inclut tous les frais de livraison F.A.B. (port payé) à Drummondville pour 4 contenants pleins de 1 500 kilos par commande livrés à l'usine de filtration et retour de 4 contenants vides F.O.B. (port dû) aux entrepôts du fournisseur.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que cette soumission soit acceptée.

ADOPTÉ

1011/12/84

H) POLYPHOSPHATE DE ZINC

Soumissionnaires		Prix pour sacs de 45,36 kilos ou 100 livres (Livraison F.O.B. Montréal)
. CALGON CANADA INC.	de 1 à 20 sacs	5,20 $ le kilo
	de 21 à 50 sacs	5,00 $ le kilo
	de 51 sacs et plus	4,85 $ le kilo
. ALCHEM INC.	de 1 à 20 sacs	4,41 $ le kilo
	de 21 à 50 sacs	4,19 $ le kilo
	de 51 sacs et plus	3,89 $ le kilo

Prix soumis ferme pour un an, soit du 1er janvier au 31 décembre 1985.

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la soumission de ALCHEM INC. soit retenue.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

225

INITIALES DU GREFFIER

1012/12/84

I) CHAUX HYDRATÉE (HYDROXYDE DE CALCIUM)

Soumissionnaires	Prix	
. PRODUITS CHIMIQUES SHEFFORD LTÉE	le kilo en sac	0,1362 $
	tonne impériale en sac	123,59 $
	le kilo en vrac	-
	tonne impériale en vrac	-
. LABORATOIRE ORLÉANS INC.	le kilo en sac	0,1380 $
	tonne impériale en sac	125,23 $
	le kilo en vrac	-
	tonne impériale en vrac	-
. JOLICHAUX, DIVISION DE GRAYBEC INC.	le kilo en sac	0,1424 $
	tonne impériale en sac	129,20 $
	le kilo en vrac	0,1048 $
	tonne impériale en vrac	95,15 $
. DOMLIM, DIVISION DE GRAYBEC INC.	le kilo en sac	0,1317 $
	tonne impériale en sac	119,50 $
	le kilo en vrac	0,0943 $
	tonne impériale en vrac	85,50 $

Dans tous les cas, ces prix seront sujets à revision trimestriellement à compter du 1er avril 1985, sur un avis écrit de 15 jours à l'avance pour chaque trimestre (PRIX PAYÉ À DRUMMONDVILLE)

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que la soumission de DOMLIM, DIVISION DE GRAYBEC INC. soit retenue.

ADOPTÉ

1013/12/84

4- FOURNITURE DE GAZOLINE SUPER SANS PLOMB POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER 1985 AU 31 DÉCEMBRE 1985

Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par l'acheteur municipal et annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, soit celle de G. MÉLANÇON & FILS INC., soit retenue.

ADOPTÉ

1014/12/84

5- FOURNITURE DE CARBURANT DIESEL CLAIR POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1985

Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par l'acheteur municipal et annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "C".

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, soit celle de G. MÉLANÇON & FILS INC., soit retenue.

ADOPTÉ

1015/12/84

6- FOURNITURE DE CARBURANT DIESEL COLORÉ POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1985

Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par l'acheteur municipal et annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "D".

INITIALES DU MAIRE
226
INITIALES DU GREFFIER

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que la plus basse soumission jugée en tout point conforme à l'appel d'offres de la Ville de Drummondville, soit celle de MARCHAND PÉTROLEUM CANADA INC., soit retenue.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

- M. Michel Perreault, président de l'Association des manufacturiers canadiens, section de Drummondville, remercie Son Honneur le Maire et les officiers municipaux pour les renseignements donnés lors d'un dîner-rencontre tenu le 27 novembre 1984.

- M. Michel Halikas, co-propriétaire du Motel Albatrof, souligne une intervention efficace des agents du Service de la sécurité publique, MM. René Marcotte, Raymond Joyal et Jean-Louis McMahon, lors d'un vol commis récemment à cet établissement.

- M. Denis Dion, président de la SIDAC Quartier St-Joseph de Drummondville, sollicite des informations concernant certaines exemptions de taxes susceptibles d'être consenties aux membres d'une SIDAC.

  M. J.-Bruno Smith mentionne que la Ville de Drummondville adoptera prochainement un règlement pour statuer sur ce sujet. La Loi des Cités et Villes accorde certains pouvoirs aux Conseils municipaux portant sur des exemptions de taxes pour la partie d'un immeuble commercial rénovée dans le cadre d'un programme SIDAC. Une exemption maximale peut atteindre 100% pour les deux premières années et 50% pour la troisième année. Le Conseil peut à sa discrétion établir le pourcentage de ces exemptions.

1016/12/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période du 24 novembre au 10 décembre 1984, lesquels comptes totalisent la somme de 640 563,01 $.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

1017/12/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville pour modifier les règlements de l'actuel régime de rentes des employés de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

1018/12/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et MM. Jean-Paul Généreux et Gilles St-Martin, conseillers, soient délégués pour représenter le Conseil de la Ville de Drummondville au sein du conseil d'administration de la quatrième édition du Festival mondial de folklore de Drummondville.

ADOPTÉ

M. Robert Lafrenière relate brièvement l'état des négociations en cours avec les employés municipaux, cols blancs et cols bleus. Après avoir indiqué que trois séances de négociations ont déjà été tenues dans un climat de bonne entente, il estime qu'une entente acceptable pour le Conseil et les employés municipaux pourra se finaliser dans des délais relativement courts.

Quant aux négociations avec l'Unité des Policiers de Drummondville Inc., elles ne sont pas commencées parce que la partie syndicale n'a pas encore déposé de proposition. Le Conseil souhaite entreprendre ces négociations le plus tôt possible.

1019/12/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les tarifs suivants soient utilisés pour l'année 1985 pour facturer l'eau vendue à l'usine de traitement d'eau et transportée par camion:

0 à 1000 gallons	9,00 $	
1000 à 2000 gallons	12,00 $	
2000 à 3000 gallons	15,00 $	
3000 à 4000 gallons	18,00 $	
4000 à 5000 gallons	21,00 $	
5000 gallons et plus	21,00 $	plus 3,50 $/mille gallons additionnels

Ces prix considèrent le coût de 3,50 $ le mille gallons d'eau vendus et le temps de l'opérateur pour superviser le remplissage.

La période de temps réservée au remplissage des camions sera de 18 à 20 heures tous les jours et en cas de disette, la Ville se réserve le droit de refuser de vendre de l'eau.

ADOPTÉ

1020/12/84

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Germain Jutras, avocat, soient retenus pour contester l'ordonnance du ministère de l'Environnement émise le 22 novembre 1984, concernant la fermeture du dépotoir utilisé par la Ville de Drummondville et situé dans le territoire de la municipalité de St-Nicéphore.

Mme Francine Ruest-Jutras vote contre cet engagement.

ADOPTÉ

1021/12/84

ABROGÉE PAR RÉS. 28/1/85

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Gestions Réjean Vallières et Gestions Luc Boisvert un certain terrain de forme trapézoïdale, faisant partie du lot deux cent quatre-vingt-un (281 Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond, municipalité de la Ville de Drummondville, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin nord du lot 282-10 (point 2116); de là vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré trois minutes zéro seconde (0°03'00") une distance de soixante-seize mètres et quinze centièmes (76,15 m) à un point étant appelé point de départ (point 2127); de là, vers le nord-ouest suivant un gisement de deux cent soixante-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (269°29'31") une distance de quarante-sept mètres et trente-et-un centièmes (47,31 m) (point 2125); de là, vers le nord-est suivant un gisement de zéro degré zéro minute quarante-trois secondes (0°00'43") une distance de trente-cinq mètres et cinq centièmes (35,05 m) (point 2126); de là, vers le sud-est suivant un gisement de quatre-vingt-neuf degrés vingt-neuf minutes trente-et-une secondes (89°29'31") une distance de quarante-sept mètres et trente-trois centièmes (47,33 m) (point

2128); de là, vers le sud-ouest suivant un gisement de cent quatre-vingt degrés trois minutes zéro seconde (180°03'00") une distance de trente-cinq mètres et cinq centièmes (35,05 m) (point 2127) pour revenir au point de départ.

Borné au nord-ouest, au nord-est et au sud-ouest par d'autres parties du lot 281, au sud-est par le lot 282 ci-après décrit.

Contenant une superficie de mille six cent cinquante-huit mètres carrés et sept dixièmes (1658,7 m.c.).

Les dimensions et la superficie indiquées ci-dessus sont dans le système international telles qu'elles apparaissent au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël le 4 décembre 1984 portant le numéro de répertoire 4016 et le numéro de minute 4474; lesquels plan et description technique sont annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente est faite au prix de 1,62 $ le mètre carré, soit deux mille six cent quatre-vingt-sept dollars et neuf cents (2 687,09 $) payables comptant le jour de la signature de l'acte de vente et dont la Ville de Drummondville reconnaît avoir reçu la somme de trois cent quatre-vingt-neuf dollars et quatre-vingt-cinq cents (389,85 $) sur ce montant.

Les taxes municipales, scolaires ou autres pour le terrain seront exigibles à compter de la date de la signature du contrat, quitte d'arrérages et suivant ajustement devant être fait entre les parties aux présentes à cette dernière date. Concernant les bâtisses à être érigées, les taxes deviendront exigibles suivant la loi.

L'acquéreur s'oblige à construire pour fins industrielles, sur le terrain présentement vendu, dans un délai d'au plus dix-huit mois de la date de signature du contrat, un édifice dont l'emprise sera d'au moins quatre mille quatre cent quarante pieds carrés (4 440 pi.car.).

Les présentes sont indépendantes de la procédure à suivre pour l'obtention du permis municipal de construction.

L'acquéreur devra également respecter toutes les conditions décrites au projet de contrat préparé par Me Jacques Lafond, notaire, lequel projet de contrat est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Cette vente devra être acceptée par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville l'acte de vente à intervenir et à y apporter toutes les modifications d'importance mineure jugées nécessaires, à en recevoir le prix et en donner quittance. Ces personnes sont aussi autorisées à signer tous les documents nécessaires pour compléter cette vente.

ADOPTÉ

1022/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Germain Jutras, avocat, soient retenus pour représenter la Ville de Drummondville dans les causes inscrites à la Cour Provinciale concernant des réclamations faites par MM. Yvon Ferland et Robert Beaudoin pour obtenir un dédommagement pour perte d'affaires durant l'exécution de travaux au Village Québécois d'Antan.

Mme Francine Ruest-Jutras vote contre cet engagement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU GREFFIER

1023/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me Jacques Lafond, notaire, soient retenus pour rédiger un acte de vente de gré à gré par la Succession Larocque à la Ville de Drummondville de certains terrains constituant l'emprise de la rue Cormier.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cet acte de vente.

ADOPTÉ

1024/12/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que les services professionnels de Me André Jean, notaire, soient retenus pour rédiger un acte de correction du bail emphytéotique consenti à Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. le 15 mars 1984 et enregistré sous le numéro 149143, afin de faire porter ce bail sur une nouvelle subdivision préparée par les arpenteurs-géomètres Dubé et Boies le 2 octobre 1984.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la correction du bail précité.

ADOPTÉ

1025/12/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location d'un terrain portant les numéros de lots 168-288 et 168-289 du canton de Grantham, propriété de M. Jean-Claude Milot, et qui sera utilisé comme parc dans le secteur du Domaine du Boulevard.

ADOPTÉ

M. Denis Savoie donne un compte-rendu sommaire du rapport des permis de construction émis par la Ville durant le mois de novembre 1984, et comparé avec la même période en 1983.

	Novembre 1983	Novembre 1984
Nombre de permis:	64	57
Valeur des constructions:	5 570 825 $	1 408 800 $
Nombre de logements:	175	4
	1983	1984
Total des permis émis de janvier à novembre:	711	895
Valeur des constructions:	20 244 914 $	24 604 255 $
Nombre de logements:	326	244

M. Denis Savoie conclut en disant que le Service de la planification, section permis et inspections, est très actif et qu'il contribue grandement à l'augmentation des revenus provenant de la taxe foncière.

INITIALES DU MAIRE
230
INITIALES DU GREFFIER

1026/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville accorde à la compagnie Indusfoam Canada Inc. une mainlevée sur une servitude affectant le lot 143-127 du Canton de Grantham et précisée dans un acte de vente à Drummond Die and Stamping Co. Ltd enregistré par le notaire Jacques Beaudoin au bureau d'enregistrement de Drummond le 8 janvier 1969 sous le numéro 177874. Cette mainlevée aura pour effet de permettre à Indusfoam Canada Inc. d'utiliser le lot 143-127 du Canton de Grantham pour fins de construction, à condition que les règlements de zonage et de construction de la Ville de Drummondville soient respectés.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à cette mainlevée.

ADOPTÉ

1027/12/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, et unanimement résolu que le procès-verbal des séances du Comité consultatif d'urbanisme tenues les 28 et 29 novembre 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

Il est également résolu que des voeux de prompt rétablissement soient transmis à M. Michel Binet, directeur du Service de la planification, actuellement en congé de maladie.

ADOPTÉ

1028/12/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le maire et le trésorier soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Caisse populaire St-Joseph de Drummondville relative au service informatisé de perception des comptes de taxes émis par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

1029/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU QUE:

1. le directeur du Service des travaux publics, M. Gérald Lapierre, soit autorisé à présenter à M. René Paquin, ing., chef de district du ministère des Transports du Québec, une demande de subvention pour des travaux de réfection des ponts suivants:

   a) Pont Curé-Marchand
      Réfection de la passerelle pour piétons — 66 700 $

   b) Pont de la rivière Noire, rue St-Pierre
      Protection des fondations
      Réfection des appuis fixes et mobiles — 32 600 $

   c) Pont de la rivière Noire, chemin du Golf
      Réparation de la dalle du tablier
      Réfection du chevêtre et du tablier
      Réfection de la culée nord — 72 500 $

2. demande soit faite au ministère des Transports du Québec de procéder au carottage du tablier du pont de la rivière Noire, chemin du Golf;

3. copie de la résolution soit transmise à M. Michel Clair, député du comté de Drummond et président du Conseil du Trésor.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

231

INITIALES DU GREFFIER

1030/12/84

Considérant que le Conseil a pris connaissance des conditions imposées par le ministère des Transports et les a adoptées, notamment, que les travaux exécutés en vertu des dépenses présentes n'ont pas été ou ne seront pas l'objet d'une subvention autre que celle(s) que le ministère des Transports a accordée(s); il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que le Conseil approuve le rapport proposé par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, pour la période du 10 février au 5 décembre 1984, relatif à des dépenses pour travaux exécutés aux chemins municipaux se montant à 72 215,03 $.

ADOPTÉ

1031/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, et résolu que la Ville de Drummondville paie sa cotisation annuelle au Comité d'assainissement du bassin de la rivière St-François établie à 0,05 $ per capita pour l'année 1985.

ADOPTÉ

1032/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les personnes suivantes soient nommées pour siéger au conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Drummondville durant l'année 1985:

- Mme Rita Maher
- M. Jean-Louis Mondoux
- M. Edward St-Pierre
- M. Lindor Letendre
- M. Jean-Paul Généreux.

ADOPTÉ

1033/12/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que:

1. la Ville de Drummondville accorde à Drummond Business Forms Ltd une mainlevée en vue de radier une hypothèque enregistrée sous le numéro 180455 et portant sur les lots 162B-331-1 et 163-3-1 du canton de Grantham, acquis par cette compagnie aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Paul-H. Moisan le 4 juillet 1969 et enregistré le 16 juillet 1969 sous le numéro 180455;
2. la Ville de Drummondville consente à la radiation de tous les privilèges et hypothèques grevant à son profit, aux termes de l'acte précité, tout immeuble y désigné et qu'elle consente en plus à la radiation de toutes clauses résolutoires ou autres spécifiées audit acte de vente.

Le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la mainlevée faisant l'objet de la présente résolution.

ADOPTÉ

1034/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1665 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone RA/A-55 à même le secteur de zone PA-55, soit et est adopté;

INITIALES DU MAIRE

232

INITIALES DU GREFFIER

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

1035/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1666 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'en modifier certaines règles relatives à l'entreposage extérieur, aux antennes paraboliques, aux usages temporaires, aux usages d'un terrain vacant, à la construction sur des lots non desservis, à l'occupation au sol, à la protection des boisés, à des dispositions particulières (IC-1) et à l'implantation des enseignes, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

1036/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. J.-BRUNO SMITH, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1667 modifiant le règlement de lotissement municipal No. 1401, afin d'en modifier les superficies et dimensions minimales des lots desservis par les services d'aqueduc et d'égout, et d'établir les modalités d'émission des permis concernant les lots créés avant l'entrée en vigueur du règlement, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

1037/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. LINDOR LETENDRE, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1668 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone RC-8 à même une partie du secteur de zone CA-4, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

1038/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1669 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin d'agrandir le secteur de zone RC-10 à même une partie du secteur de zone CB-13, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

233

INITIALES DU GREFFIER

1039/12/84

Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, donne avis de motion d'un règlement d'emprunt n'excédant pas 84 480 $ pour l'exécution de travaux d'égouts, d'aqueduc, de voirie, de pavage et de bordures sur la rue Chauveau (secteur La Coulée, P.A.A.T. II):

Travaux:	67 584 $
Frais contingents:	16 896 $
TOTAL	**84 480 $**

1040/12/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement délimitant un périmètre de revitalisation dans la Ville de Drummondville et précisant les modalités d'application ainsi que les privilèges accordés.

1041/12/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1985.

1042/12/84

Le conseiller Gilles St-Martin donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1985.

1043/12/84

Le conseiller Jean-Marie Boisvert donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition de la taxe d'affaires pour l'année 1985.

1044/12/84

Le conseiller Lindor Letendre donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de services municipaux à certains immeubles pour l'année 1985.

1045/12/84

Le conseiller Gilles St-Martin donne avis de motion d'un règlement concernant les licences et permis pour l'année 1985.

1046/12/84

Le conseiller Jean-Paul Généreux donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une taxe pour la cueillette et l'enfouissement des ordures en 1985.

1047/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1670 amendant le règlement No. 819 et reportant la séance régulière du 24 décembre 1984 au 27 décembre 1984.

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. Denis Savoie, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1048/12/84

Il est unanimement résolu que des condoléances soient offertes à M. Lucien Couture, ex-conseiller municipal, à l'occasion du décès de son père, M. Georges Couture.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE
234
INITIALES DU GREFFIER

Période de questions concernant les affaires municipales

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.
2070 Terrasse Messier

Question 1 Le nom de Drummondville-Sud existe-t-il encore?

Réponse: Ce nom a été remplacé par Ville de Drummondville lors de la fusion de l'ex-Cité de Drummondville avec l'ex-Ville de Drummondville-Sud le 26 décembre 1981.

Question 2 Est-il vrai que 18 personnes se sont vu refuser le privilège de prendre des repas à Place Philippe Bernier administrée par l'Office municipal d'habitation?

Réponse: M. Jean-Paul Généreux obtiendra cette information.

Question 3 Serait-ce possible d'avoir des précisions sur l'objet des projets de modifications au zonage qui seront décrétées par les règlements numéros 1665 et 1668?

Réponse: M. Denis Savoie explique que le règlement No. 1665 modifiera un secteur public situé en bordure de la rivière St-François entre la 107e Avenue et la 108e Avenue pour y permettre la construction d'une résidence.

Quant au règlement no. 1668, il modifiera le zonage d'un secteur situé en bordure des rues St-Jean et Brouillard pour y permettre la construction de plusieurs logements.

Question 4 Le montant de 84 480 $ que la Ville empruntera pour exécuter des travaux d'infrastructures sur la rue Chauveau, sera-t-il remboursé par une taxe riveraine?

Réponse: M. Denis Savoie explique que la Ville ne peut décréter une taxe riveraine dans le secteur La Coulée, P.A.A.T. phase II. Cependant le prix de vente des terrains situés en bordure de la rue Chauveau a été fixé en tenant compte d'une partie importante du coût des infrastructures.

Question 5 Le Conseil a-t-il l'intention d'établir une politique décrétant que les fonctionnaires devront payer les frais des cours qu'ils suivent pour améliorer leurs connaissances personnelles et renoncer à leur rémunération durant ces cours?

Réponse: M. J.-Bruno Smith explique que lorsque les fonctionnaires sont délégués par le Conseil pour suivre des cours, il est normal que la Ville paie les coûts et que les fonctionnaires soient rémunérés parce que le perfectionnement qu'ils acquièrent se traduit par une plus grande efficacité bénéfique pour la collectivité. Cette procédure est courante dans les villes et dans les entreprises privées qui veulent augmenter la motivation et l'efficacité de leur personnel.

Question 6 Le Conseil peut-il expliquer le compte de 25 417 $ payé à Daniel Arbour et Associés?

Réponse: Ce montant constitue le 3e versement sur les honoraires de 140 000 $ qui seront payés à cette firme de consultants pour l'étude Revi-Centre.

Question 7 Est-ce que l'assemblée spéciale du Conseil qui se tiendra le 27 décembre 1984 réserve des surprises désagréables et des hausses de taxes pour les citoyens?

Réponse: Monsieur le Maire explique que le Conseil n'a pas terminé les prévisions budgétaires de l'année 1985. Les séances d'études se multiplient, le Conseil travaille fort avec l'objectif de maintenir les taxes au plus bas niveau possible.

INITIALES DU MAIRE

235

INITIALES DU GREFFIER

- Intervenant: M. Laurent Ricard du 359 rue St-Edouard.

M. Laurent Ricard remercie M. J.-Bruno Smith pour lui avoir fourni certaines informations concernant les règlements municipaux relatifs à la restauration.

Ce citoyen s'inquiète de la quantité énorme de produits chimiques utilisés pour rendre l'eau potable. Il demande qu'un abri soit aménagé près de l'usine de traitement d'eau pour protéger du vent les citoyens qui vont chercher de l'eau spécialement traitée pour la consommation.

L'ordre du jour étant épuisé, conformément aux prescriptions du règlement No. 819 et ses amendements, Son Honneur le Maire fixe la prochaine séance régulière du Conseil, au jeudi 27 décembre 1984.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Laurent Bruno
Greffier.

Serge Morand
Maire

INITIALES DU MAIRE

236

INITIALES DU GREFFIER

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 décembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil le 27 décembre 1984 à 20 heures, cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée pour les fins suivantes:

"

1. Ouverture de l'assemblée par Son Honneur le Maire;
2. Récitation de la prière;
3. Adoption de l'ordre du jour;
4. Adoption du budget 1985, conformément à l'article 474.2 de la Loi sur les Cités et Villes;
5. Adoption du programme triennal d'immobilisations, conformément à l'article 474.2 de la Loi sur les Cités et Villes;
6. Lecture et adoption du règlement No. 1671 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1985;
7. Lecture et adoption du règlement No. 1672 prévoyant la compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1985;
8. Lecture et adoption du règlement No. 1673 prévoyant l'imposition de la taxe d'affaires pour l'année 1985;
9. Lecture et adoption du règlement No. 1674 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de services municipaux à certains immeubles pour l'année 1985;
10. Lecture et adoption du règlement No. 1675 concernant les licences et permis pour l'année 1985;
11. Lecture et adoption du règlement No. 1676 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette et l'enfouissement des déchets pour l'année 1985;
12. Période de questions;
13. Levée de l'assemblée. "

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population et Roger Turcotte, trésorier et directeur général adjoint aux services administratifs, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

1049/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

237

INITIALES DU GREFFIER

Conformément aux prescriptions de la Loi sur la fiscalité municipale, Son Honneur le Maire présente et commente le budget de l'exercice financier 1985 qui prévoit des dépenses estimées à 21 198 000 $ et des revenus estimés au même montant.

Monsieur le Maire énonce sommairement les points saillants du budget et explique l'augmentation de 1 973 930 $ des revenus et des dépenses pour l'année 1985.

Il indique également les différents modes de taxation qui seront utilisés au cours de la prochaine année, savoir:

- Taxe foncière (Drummondville) avec services:	2,18 $
Taxe foncière (Drummondville) sans service:	1,81 $
Taxe foncière (Drummondville-Ouest):	2,14 $
- Taxe d'eau - unité d'habitation	45,00 $
Taxe d'eau - unité commerciale	70,00 $
Taxe d'eau - compteur (mille gallons)	0,50 $
- Taxe d'ordures - unité	45,00 $
- Taxe d'affaires basée sur la valeur locative	7 1/2%

Monsieur le Maire conclut en disant que le Conseil a préparé ce budget avec le plus grand soin en tenant compte du meilleur intérêt des drummondvillois, et qu'il souhaite obtenir la collaboration de tous les contribuables afin que Drummondville demeure un milieu propice à l'épanouissement de chacun de ses résidents.

M. Denis Savoie donne lecture d'un texte pour exprimer son désaccord avec le budget présenté par le Conseil et qui sera adopté pour l'année 1985. Il estime que le Conseil n'a pas retenu le principe de compression budgétaire à aucun poste. Il aurait accepté une augmentation de 5% répartie également à tous les contribuables mais la confection d'un nouveau rôle d'évaluation a contribué à une répartition inégale, de telle sorte que certains auront des diminutions de taxes en 1985, alors que d'autres subiront une augmentation pouvant dépasser 30% par rapport à l'année 1984.

Tous les autres membres du Conseil prennent la parole à tour de rôle pour exprimer leurs regrets d'avoir à présenter un budget prévoyant une augmentation de taxes en 1985.

Après de nombreuses séances d'études, il a fallu se rendre à l'évidence que pour maintenir des services de qualité et répondre à certaines demandes justifiées de la part des contribuables il n'était pas possible d'adopter un budget inférieur à celui qui a été déposé.

Tous espèrent également que les contribuables comprendront que les administrateurs municipaux font face à des dépenses incompressibles et ne peuvent éviter les augmentations du coût de l'énergie, de l'enfouissement des déchets et de l'assainissement des eaux. Les citoyens de Drummondville doivent aussi savoir et comprendre que les taxes municipales imposées en 1985 se comparent avantageusement à celles payées par les citoyens de d'autres villes ayant une population de même importance.

1050/12/84

Il est proposé par M. Robert Lafrenière, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le budget pour l'exercice financier 1985 soit adopté tel que préparé et soumis à cette assemblée. Ce document est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Il est également résolu que conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les Cités et Villes, le document explicatif de l'exercice financier de l'année 1985 soit publié dans un journal diffusé dans la municipalité.

M. Denis Savoie vote contre cette résolution.

Son Honneur le Maire déclare cette résolution adoptée par la majorité des membres du Conseil.

ADOPTÉ

Son Honneur le Maire explique sommairement le programme triennal d'immobilisations pour les années 1985, 1986 et 1987 en insistant davantage sur les montants retenus pour l'année 1985, savoir:

- Dossiers spéciaux	4 176 500 $
- Travaux publics	629 500 $
- Études	110 000 $
- Développements résidentiels	738 500 $
- Services récréatifs	208 500 $
- Sécurité publique	50 000 $
Total:	**5 913 000 $**

1051/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les exercices financiers 1985, 1986 et 1987 soit adopté tel que préparé et soumis à cette assemblée. Ce document est annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Il est également résolu que conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les Cités et Villes, le document explicatif du programme triennal d'immobilisations soit publié dans un journal diffusé dans la municipalité.

ADOPTÉ

1052/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1671 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1985.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1053/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1672 prévoyant la compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1985.

Il est proposé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1054/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1673 prévoyant l'imposition de la taxe d'affaires pour l'année 1985.

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1055/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1674 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1985.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

239

INITIALES DU GREFFIER

1056/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1675 concernant les licences et permis pour l'année 1985.

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

1057/12/84

Lecture est donnée du règlement No. 1676 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette et l'enfouissement des déchets pour l'année 1985.

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ

Période de questions concernant le budget de l'année 1985 et le programme triennal d'immobilisation

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D. 2070 Terrasse Messier.

Commentaires: Félicitations à M. Denis Savoie pour avoir désavoué un budget de dépenses trop élevé. Le budget de 1985 prévoit un accroissement de la dette municipale.

Son Honneur le Maire invite M. Hervé Savoie à poser des questions.

Question 1: Si le maire administrait son budget personnel comme il administre le budget de la Ville, qu'adviendrait il?

Réponse: Son Honneur le Maire répond qu'une administration municipale ne peut être comparée à une administration personnelle.

Question 2: N'est-il pas vrai que l'administration du Centre d'information documentaire Côme St-Germain va coûter plus cher en 1985 qu'en 1984?

Réponse: Mme Francine Ruest-Jutras répond qu'effectivement ce service sera plus coûteux parce que la clientèle a beaucoup augmenté au cours de la dernière année. Il devient par le fait même évident que le Centre d'information documentaire Côme St-Germain répond à un besoin collectif et que beaucoup de citoyens en utilisant la bibliothèque municipale épargnent considérablement sur l'achat de volumes dont le prix est souvent prohibitif pour un enfant ou un salarié à revenus modestes. L'augmentation de la clientèle devrait atteindre bientôt un sommet et il y a lieu d'espérer que le coût d'opération du Centre d'information documentaire Côme St-Germain va se stabiliser dès l'année 1985.

Commentaires: M. Hervé Savoie déclare que le Conseil précédent a endetté la Ville d'une façon inconsidérée.

M. J.-Bruno Smith déclare que le Conseil précédent dont il faisait partie, a administré la Ville d'une façon sérieuse. La dette municipale est en partie attribuable à des programmes qui ont contribué à l'enrichissement collectif et à l'amélioration de la qualité de la vie. La Ville de Drummondville au cours des dix dernières années a dépensé près de 10 millions de dollars pour des programmes d'amélioration de quartiers et de logements (P.A.Q. et P.A.R.E.L.). Les programmes d'acquisition et d'aménagement de terrains (P.A.A.T.) ont été de belles réalisations qui font l'envie de plusieurs villes.

INITIALES DU MAIRE
240
INITIALES DU GREFFIER

Les drummondvillois ont collaboré avec les autorités municipales pour améliorer, embellir et faire de Drummondville une ville où il fait bon vivre et ce à un prix avantageusement comparable à celui de l'ensemble des villes du Québec.

Question 3 Les revenus des drummondvillois sont-ils comparables à ceux de citoyens demeurant dans les autres villes auxquelles M. J.-Bruno Smith réfère?

Réponse: M. J.-Bruno Smith estime que le budget de l'année 1985 tient compte de la capacité de payer des citoyens de Drummondville.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire déclare que l'ASSEMBLÉE SPÉCIALE EST LEVÉE.

Laurent Bernier
Greffier

Serge Ménard
Maire

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 décembre 1984

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 27 décembre 1984; cette séance en étant une régulière selon les dispositions du règlement No. 819.

SONT PRÉSENTS: Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, MM. les conseillers Robert Lafrenière, Jean-Paul Généreux, Lindor Letendre, Jean-Marie Boisvert, J.-Bruno Smith, Denis Savoie, Edward St-Pierre et Gilles St-Martin, sous la présidence de Son Honneur le Maire Serge Ménard. MM. Claude Boucher, directeur général, et Michel Lesage, directeur général adjoint aux services à la population, assistent à la réunion à titre de personnes ressources et M. Laurent Bernier, greffier, agit comme secrétaire de cette assemblée.

Son Honneur le Maire déclare la séance ouverte.

Le greffier récite la prière.

1058/12/84

Attendu que tous les membres du Conseil ont pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée du 10 décembre 1984; il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉ

1059/12/84

Choix d'un soumissionnaire (soumissions ouvertes le 10 décembre 1984):

INITIALES DU MAIRE

241

INITIALES DU GREFFIER

- CHARBON ACTIVÉ EN POUDRE HYDRODARCO "B"

Soumissionnaires		Prix soumis au kilo (prix payé à Drummondville)
. C.I.L. INC.	Sacs de 22,68 kilos	0,85 $
	Livraison en vrac d'environ 22 000 kilos	0,98 $
	(Prix ferme du ler janvier au 31 décembre 1985)	
. DEGREMONT INFILCO LTÉE	Sacs de 22,68 kilos	1,26 $
	Livraison en vrac d'environ 22 000 kilos	1,22 $
	(Prix ferme du ler janvier au 31 décembre 1985)	
. VAN WATERS & ROGERS LTÉE	Sacs de 22,68 kilos	0,85 $
	Livraison en vrac d'environ 22 000 kilos	-
	(Prix ferme du ler janvier au 31 décembre 1985)	

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que la soumission de C.I.L. Inc. soit retenue.

ADOPTÉ

1060/12/84

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes pour la fourniture de voitures de police, modèle 1985:

- Soumissionnaire: DRUMMOND AUTO LTÉE
1163 boul. St-Joseph

Quantité	Description	Prix unitaire	Montant
2	Voitures de police de la catégorie 2 telles que décrites par la norme BNQ 1011-555 et selon les exigences de l'acheteur et du cahier des charges	13 250,00 $	26 500,00 $
1	Voiture de police de la catégorie 3 telle que décrite par la norme BNQ 1011-555 et selon les exigences de l'acheteur et du cahier des charges	10 135,00 $	10 135,00 $
	Crédit alloué pour les voitures à reprendre en échange telles que décrites à l'article 8 du cahier des charges générales		
	no. 106 Dodge 1982 2B3BG26N7CR164635 (moins)		2 500,00 $
	no. 108 Ford 1981 2FABP81F5BB136785 (moins)		1 800,00 $
	no. 112 Chevrolet 1979 1K69L91175786 (moins)		1 200,00 $
	MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION		**31 135,00 $**

- Soumissionnaire: AUTOS-4-SAISONS INC.
2115 boul. Mercure

Quantité	Description	Prix unitaire	Montant
2	Voitures de police de la catégorie 2 telles que décrites par la norme BNQ 1011-555 et selon les exigences de l'acheteur et du cahier des charges	12 465,00 $	24 930,00 $
1	Voiture de police de la catégorie 3 telle que décrite par la norme BNQ 1011-555 et selon les exigences de l'acheteur et du cahier des charges	11 665,00 $	36 595,00 $

Crédit alloué pour les voitures à reprendre en échange telles que décrites à l'article 8 du cahier des charges générales	
no. 106 Dodge 1982 2B3BG26N7CR164635 (moins)	1 500,00 $
no. 108 Ford 1981 2FABP81F5BB136785 (moins)	1 200,00 $
no. 112 Chevrolet 1979 1K69L91175786 (moins)	500,00 $
MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION	**33 395,00 $**

- Soumissionnaire: BERNIER & CRÉPEAU LTÉE
  269 rue Lindsay

Quantité	Description	Prix unitaire	Montant
2	Voitures de police de la catégorie 2 telles que décrites par la norme BNQ 1011-555 et selon les exigences de l'acheteur et du cahier des charges	12 459,95 $	24 919,90 $
1	Voiture de police de la catégorie 3 telle que décrite par la norme BNQ 1011-555 et selon les exigences de l'acheteur et du cahier des charges	-	-

Crédit alloué pour les voitures à reprendre en échange telles que décrites à l'article 8 du cahier des charges générales	
no. 106 Dodge 1982 2B3BG26N7CR164635 (moins)	1 250,00 $
no. 108 Ford 1981 2FABP81F5BB136785 (moins)	750,00 $
no. 112 Chevrolet 1979 1K69L91175786 (moins)	500,00 $
MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION	**22 419,90 $**

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, et résolu que la plus basse soumission conforme à l'appel d'offres de la Ville (Drummond Auto Ltée) soit retenue.

ADOPTÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

1061/12/84 - Le Comité de consultation sur la politique familiale invite le Conseil à participer au forum régional qui aura lieu au Cégep de Trois-Rivières les 19 et 20 janvier 1985.

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras ou un autre membre du Conseil disponible soit délégué à ce forum qui portera sur les politiques d'habitation, de loisirs, de services de garde, les maisons de jeunes et autres sujets pouvant impliquer les municipalités.

ADOPTÉ

1062/12/84

Le Conseil prend connaissance de la liste des comptes dus par la Ville pour la période du 8 décembre au 29 décembre 1984; lesquels comptes totalisent la somme de 1 102 865,32 $.

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

243

INITIALES DU GREFFIER

1063/12/84

ATTENDU QUE le 10 décembre 1984 la Ville de Drummondville a reçu deux soumissions pour l'élimination des déchets solides (référence: résolution no. 1003/12/84);

ATTENDU QUE l'analyse des soumissions a été faite par le Service des travaux publics de la Ville;

IL EST PROPOSÉ PAR M. GILLES ST-MARTIN, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-PAUL GÉNÉREUX, CONSEILLER,

1° QUE la soumission présentée par Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée, dont le détail apparaît à la rubrique "alternative 2" d'un document signé par M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A", soit retenue;

2e PARTIE ABROGÉE PAR RÉS. 219/3/85

2° QUE le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat avec Les Entreprises de Rebuts D.G. Ltée pour l'élimination des déchets solides durant une période de 5 ans débutant le 1er janvier 1985, le tout sujet à l'approbation préalable de la Commission Municipale du Québec.

ADOPTÉ

1064/12/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le procès-verbal de la séance spéciale du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 décembre 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

1065/12/84

Il est proposé par Mme Francine Ruest-Jutras, conseillère, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Conseil de la Ville de Drummondville recommande au Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche d'accepter le projet présenté par M. Pol Danheux concernant le Théâtre 1000 Tours Inc. dans le cadre du Programme de soutien aux projets innovateurs en loisir.

ADOPTÉ

(voir rés. no. 3/1/85)

Mme Francine Ruest-Jutras explique que le Théâtre 1000 Tours Inc. résulte de la fusion du Théâtre à l'Aventure et du Théâtre Rouge et vise entre autres à favoriser l'expression corporelle des participants.

1066/12/84

Il est proposé par M. Edward St-Pierre, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail avec CP Rail permettant la traversée d'une conduite d'aqueduc souterraine au point milliaire 45.91 de la subdivision de Drummondville.

ADOPTÉ

1067/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville paie la somme de 575,00 $ au Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc., représentant la cotisation annuelle de Drummondville pour l'année 1985.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

244

INITIALES DU GREFFIER

1068/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Lindor Letendre, conseiller, et résolu que le trésorier de la Ville de Drummondville soit autorisé à appliquer aux comptes de taxes foncières, taxes d'affaires, taxes pour la fourniture de l'eau et toute autre taxe passés dus, un intérêt de 13% l'an à partir du ler janvier 1985. Ce taux d'intérêt s'applique également à tous les comptes recevables passés dus.

ADOPTÉ

Le greffier dépose publiquement les déclarations des intérêts financiers dûment complétées et signées par Son Honneur le Maire et tous les conseillers municipaux, conformément à la Loi sur les élections (art. 33.2).

1069/12/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le rapport du Comité de Circulation rédigé par M. Gérald Lapierre le 12 décembre 1984 soit adopté tel que rédigé et versé aux archives de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉ

1070/12/84

Il est proposé par M. Gilles St-Martin, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder, à titre d'essai, à la mise en place d'arrêts obligatoires toutes directions à l'intersection du boulevard Mercure et de la 123e Avenue.

ADOPTÉ

1071/12/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. Gilles St-Martin, conseiller, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à procéder à la mise en place d'une ligne continue au centre de la chaussée du boulevard Mercure entre le boulevard StJoseph et la limite de la municipalité de St-Nicéphore.

ADOPTÉ

1072/12/84

Il est proposé par M. Denis Savoie, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que les services professionnels de la firme Les Consultants Falardeau et Associés Ltée soient retenus pour évaluer les coûts d'un système de feux de circulation pour piétons à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Celanese. M. Gérald Lapierre, directeur du Service des travaux publics, est par la présente autorisé à négocier une entente avec la firme précitée pour un prix ne devant pas excéder 1 000,00 $.

ADOPTÉ

1073/12/84

Il est proposé par M. Lindor Letendre, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le règlement de circulation soit appliqué pour le stationnement localisé à l'intersection des rues Des Forges et Lindsay (stationnement CPR), ainsi que pour le stationnement CNR, rue Lindsay, pour faciliter le travail du personnel des services de la sécurité publique et des travaux publics.

ADOPTÉ

INITIALES DU MAIRE

245

INITIALES DU GREFFIER

1074/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Jean-Paul Généreux, conseiller, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte de son fonds de roulement établi pour l'année 1985, la somme de 15 000,00 $ qui sera affectée à l'achat de mobilier et d'équipements destinés à meubler les nouveaux locaux occupés par la Société de Développement Économique de Drummondville et le Bureau du Tourisme et des Congrès. Le détail de cette dépense apparaît à un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cet emprunt sera remboursé sur une période de 3 ans, savoir:

5 000,00 $ en 1985
5 000,00 $ en 1986
5 000,00 $ en 1987.

ADOPTÉ

1075/12/84

Il est proposé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, appuyé par M. Robert Lafrenière, conseiller, et résolu que le maire et le greffier ou à défaut le maire suppléant et le greffier adjoint soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail avec Motelin Inc. pour la location d'un espace ayant une superficie de 9 000 pieds carrés de plancher au taux de 3,00 $ le pied carré. Ce bail sera valable pour la période du 1er décembre 1984 au 30 novembre 1985.

ADOPTÉ

1076/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. J.-Bruno Smith, conseiller, et résolu que le greffier, M. Laurent Bernier, soit autorisé à émettre un certificat attestant que le projet de réaménagement du parc St-Joseph (piscine et bâtiment) est conforme à la réglementation municipale.

ADOPTÉ

1077/12/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1665) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RA/A-55 à même le secteur de zone PA-55.

1078/12/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1666) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 afin d'adopter de nouvelles règles relatives à l'entreposage extérieur, aux antennes paraboliques, aux usages temporaires, aux usages d'un terrain vacant, à la construction sur des lots non desservis, à l'occupation au sol, à la protection des boisés, à des dispositions particulières (IC-1) et à l'implantation des enseignes.

1079/12/84

Il est proposé par M. Jean-Marie Boisvert, conseiller, appuyé par M. Edward St-Pierre, conseiller, et résolu que dispense de la lecture du règlement No. 1666 soit prévue et autorisée au moment de son adoption (14 janvier 1985).

ADOPTÉ

1080/12/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1667) amendant le règlement de lotissement municipal No. 1401 dans le but d'en modifier les superficies et dimensions minimales des lots desservis par les services d'aqueduc et d'égout, et d'établir les modalités d'émission des permis concernant les lots créés avant l'entrée en vigueur du règlement.

INITIALES DU MAIRE
246
INITIALES DU GREFFIER

1081/12/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1668) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-8 à même une partie du secteur de zone CA-4.

1082/12/84

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (No. 1669) amendant le règlement de zonage municipal No. 1400 dans le but de modifier le plan de zonage de manière à agrandir le secteur de zone RC-10 à même une partie du secteur de zone CB-13.

1083/12/84

IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS SAVOIE, CONSEILLER,
APPUYÉ PAR M. JEAN-MARIE BOISVERT, CONSEILLER,
ET RÉSOLU:

QUE le projet de règlement No. 1678 modifiant le règlement de zonage municipal No. 1400, afin de créer le secteur de zone CA-23 à même le secteur de zone RB-8, ainsi abrogé, soit et est adopté;

ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C.A.-19.1).

ADOPTÉ

Période de questions concernant les affaires municipales

M. Jean-Paul Généreux informe M. Hervé Savoie, président du R.C.D., concernant la ressource "Pensions C.C.O." exploitée par l'Office municipal d'habitation à Place Philippe Bernier. Il indique que la sélection des requérants est d'abord faite par un comité de sélection et elle est basée sur les mêmes critères favorisant en premier les personnes à faibles revenus. Après quoi, une évaluation psycho-sociale est effectuée par un(e) praticien(ne) du Centre des Services Sociaux, afin de bien évaluer l'état de la personne aux fins de lui offrir la ressource appropriée. Cette procédure de situation et d'évaluation est très importante pour diminuer le nombre de ceux et celles qui ont utilisé et essaient d'utiliser cette ressource pour se voir attribuer un logement à Place Philippe Bernier.

- Intervenant: M. Hervé Savoie, président du R.C.D.

Question 1 A quelle date les comptes de taxes seront-ils expédiés?

Réponse: Vers le 15 janvier 1985.

Question 2 Les contribuables qui paieront leurs taxes en un seul versement bénéficieront-ils d'un escompte?

Réponse: Les comptes de taxes foncières seront payables en 1 ou 3 versements sans escompte comme en 1984. La possibilité de donner un escompte a été étudiée mais n'a pas été retenue parce qu'elle ne favoriserait que les personnes bien nanties ou les corporations qui peuvent bénéficier d'un retour d'impôt. Le Conseil préfère étaler le paiement sur trois versements pour favoriser les personnes ayant des revenus modestes.

INITIALES DU MAIRE

247

INITIALES DU GREFFIER

Question 3 La pose d'arrêts obligatoires toutes directions à l'intersection du boulevard Mercure et de la 123e Avenue sera-t-elle suffisante pour assurer la sécurité des piétons et ces arrêts ne seront-ils pas qu'un prétexte additionnel pour permettre aux policiers d'émettre des billets d'infractions en se cachant à des endroits favorables?

Réponse: Ces arrêts obligatoires seront posés à titre d'essai et si cette solution ne s'avère pas efficace, le Conseil étudiera une autre alternative. Quant au travail des policiers, il est exécuté avec discernement en tenant compte de la sécurité publique.

Question 4 Pourquoi le Conseil a-t-il autorisé une dépense de 15 000 $ pour meubler les nouveaux bureaux de la S.D.E.D. et du B.T.C.? Est-ce que ces organismes n'ont pas de budgets autonomes?

Réponse: La S.D.E.D. et le B.T.C. sont autonomes mais ils existent grâce aux subventions de la Ville. Le mobilier présentement utilisé par ces organismes appartient à la Ville et une partie de ces ameublements demeurera à l'hôtel de ville.

Question 5 La caméra installée à l'intersection des rues St-Marcel et St-Jean a-t-elle fourni des indices permettant d'identifier les personnes qui ont commis un vol à la Caisse populaire St-Joseph récemment?

Réponse: Monsieur le Maire déclare que ce vol fait présentement l'objet d'une enquête policière et que la question de M. Hervé Savoie est prématurée.

Question 6 Est-ce que la Ville reçoit des revenus provenant des annonces installées dans certains terrains de stationnement municipaux?

Réponse: Oui, les propriétaires de ces annonces paient un loyer.

Commentaires Le président du R.C.D. demande l'autorisation d'utiliser la télévision communautaire pour féliciter le Groupe Foubrac composé de deux drummondvillois, MM. Jean Roy et Michel Lauzière, qui a donné un spectacle intéressant à la télévision dans le cadre d'une émission du temps des fêtes.

- Intervenant: M. Laurent Ricard du 355 rue St-Edouard.

Il débute son intervention en offrant à Son Honneur le Maire et aux membres du Conseil des voeux de Bonne Année, de Bonne Santé et de Justice.

Il poursuit en expliquant que durant la lecture des règlements de taxation, il a eu le sentiment que les chiffres créaient des injustices. Les administrateurs publics devraient avoir toujours à l'esprit les paroles souvent répétées par Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II durant son pélerinage au Canada du 11 au 20 septembre 1984: "Les gouvernements se doivent de donner des services adéquats à la population en corrigeant les structures économiques et en utilisant les technologies modernes pour faire que nos sociétés soient plus justes."

La devise du Crédit Social "Rendre financièrement possible ce qui est physiquement réalisable en corrigeant le système financier" devrait être adoptée et les élus devraient faire plus d'efforts et d'interventions pour atteindre cet objectif.

Question Le greffier peut-il nous dire si un propriétaire non résidant a droit de vote aux élections et lors de référendum?

INITIALES DU MAIRE

248

INITIALES DU GREFFIER

Réponse: Un propriétaire non résidant inscrit sur la liste électorale a droit de vote dans les deux cas.

M. Hervé Savoie, président du R.C.D., reprend la parole pour offrir des voeux de Bonne Année aux membres du Conseil et à toute la population.

Son Honneur le Maire en son nom personnel et au nom de ses collègues formule des voeux de Bonne, Heureuse et Prospère Année à tous les drummondvillois et drummondvilloises.

L'ordre du jour étant épuisé, Son Honneur le Maire conformément aux prescriptions du règlement No. 819 fixe la prochaine séance au lundi, 14 janvier 1985 à 20 heures.

ET LA SÉANCE EST LEVÉE.

Greffier.

Maire.